



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

21e Législature — 2e session

Vol. 2 - Séances du 1<sup>er</sup> avril au 17 mai 1941

**1941**

Texte établi par Daniel Machabée et Martin Pelletier

---

Orateur : l'honorable Bernard Bissonnette







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**21e Législature – 2e session**

**Vol. 2 - Séances du 1<sup>er</sup> avril au 17 mai 1941**

**1941**



Séance du mardi 1<sup>er</sup> avril 1941**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:****Employées  
du gouvernement**

**M. Gagnon (Matane):** À part les 1,800 jeunes filles, femmes mariées ou veuves que l'honorable trésorier de la province a mentionnées hier, dans sa réponse à une question que j'avais posée, comme étant à l'emploi du gouvernement, dans les divers services de l'administration provinciale, combien de jeunes filles, femmes mariées ou veuves sont employées dans les offices, commissions ou divers autres organismes relevant de l'administration provinciale?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Voir le tableau ci-dessous)

Office du crédit agricole du Québec.....	23
Nettoyage des bureaux, édifice de la législature et des départements: Femmes de peine .....	433
Commission des eaux courantes de Québec.....	4

Les employées de la Commission du salaire minimum, de la Commission des accidents du travail, de la Commission des pensions de vieillesse et de la Régie des services publics, se trouvaient incluses dans la réponse de l'honorable trésorier de la province, en date du 18 mars 1941, sous les rubriques "Travail" et "Procureur général".

(Les chiffres fournis ne comprennent pas ceux de la Commission des liqueurs.)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons donc là la preuve qu'il est impossible de se fier au gouvernement, qui est disposé à tromper le public, même dans un document public.

**M. Gagnon (Matane):** Je vais poser une troisième question, pour connaître toute la vérité, puisque l'on n'avait pas encore fourni le total des femmes à la Commission des liqueurs.

**Loi des appareils  
sous pression**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi des appareils sous pression.

Il s'agit d'abroger les références au code provincial et au code interprovincial du Canada, devenu désuet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des accidents du travail,  
1931**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 44 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Il s'agit de porter de 12 à 34 mois l'usage des instruments de prothèse pour les accidentés et au sujet des recours contre les tiers qui ont déjà obtenu des indemnités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
syndicats professionnels**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 45 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Cette loi s'applique à la régie interne des unions. Nous permettons maintenant la fédération de groupes de syndicats professionnels. Cette loi déterminera leurs pouvoirs.

### Loi du Barreau

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant le Barreau soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des voitures d'hiver

**M. Renault (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi a pour effet de permettre aux municipalités de Beauce de réglementer les voitures utilisées en hiver dans le comté. Il n'a d'intérêt que pour un petit nombre de paroisses. Il a été présenté à la demande des municipalités intéressées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je m'oppose à cette loi parce qu'on veut faire adopter une loi après que le Conseil de comté eut refusé d'adopter un règlement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: On doit donner cette option dans la construction des voitures aux municipalités de Beauce.

**M. Labbé (Mégantic)** dit quelques mots.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le conseil du comté de Beauce est-il favorable à ce projet?

**M. Renault (Beauce)**: Je ne pourrais le dire, mais je sais que l'on a demandé au conseil de ce comté de passer un règlement et qu'il a refusé.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: L'opinion locale est laissée à toutes les municipalités, et il y en a un petit nombre qui prendront avantage de la loi.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois.

### Demandes de documents:

#### Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 26 mars, sur la

motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie mardi le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Caron (Hull)**: J'ai écouté avec intérêt les discours des honorables députés de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), Montmorency (M. Dumoulin), Gaspé-Nord (M. Casgrain) et Québec-Centre (M. Morin), et je les en félicite. La canalisation du Saint-Laurent sera très avantageuse pour le Canada, principalement pour la province de Québec. J'ai écouté avec attention le député de Chicoutimi (M. Talbot). Il nous a dit que le projet du Saint-Laurent ne pouvait aider à la défense de nos deux grands pays d'Amérique. Je préfère les opinions du président Roosevelt et du premier ministre du Canada, qui disent le contraire.

L'honorable M. Hanson, chef du Parti conservateur d'Ottawa, qui a ses sources de renseignements et une certaine compétence, reconnaît le bien-fondé de ce projet. Le premier ministre d'Ontario est également favorable au projet qui n'a pas de plus ardent champion que le sénateur J.-H. Rainville, un ami de l'opposition. M. Rainville a affirmé que la canalisation du Saint-Laurent ne nuirait pas, mais aiderait Montréal. Il en résulterait un grand bien pour la métropole. Comment ses amis peuvent-ils prétendre autre chose?

Par sa position géographique, ce port de mer est destiné à demeurer le plus important du Canada et le port de mer intérieur le plus considérable du monde entier. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, Montréal est et demeurera la métropole du Canada, autant que New York est et demeurera, malgré le canal de Panama, le port le plus important des États-Unis. Montréal n'a pas à craindre le canal du Saint-Laurent.

L'opposition, devenue tout à coup économe, s'indigne de ce que coûtera cette entreprise nationale. Mais elle sera tellement profitable à notre province que la dépense n'est pas un argument contre sa réalisation. Quel que soit le coût des travaux qui seront entrepris et quelles que soient les



sommes qui y seront dépensées, l'entreprise sera l'une des plus profitables qui n'auront jamais été accomplies sur le continent américain.

Il cite le coût de la construction et ce qu'a rapporté le canal Welland.

La canalisation, dans l'opinion du président des États-Unis et de nos gouvernants à Ottawa, sera profitable à notre commun effort de guerre, n'en déplaie aux députés de l'opposition qui se sont élevés contre une pareille dépense susceptible, d'après eux, de nuire à notre effort de guerre. Des faits nouveaux ont été portés à l'attention des dirigeants de notre pays. À la lumière de ces faits nouveaux, je me demande si ceux-là mêmes qui combattaient le projet de canalisation il y a quatre, cinq et 10 ans ne partageraient pas, aujourd'hui, l'opinion de nos chefs actuels. D'ailleurs, quel homme n'a jamais été appelé, à cause de circonstances différentes, à changer d'opinion?

Tout homme au cours des années peut être appelé à changer d'opinion sur un sujet de l'envergure de celui de la canalisation du Saint-Laurent. Le chef de l'opposition, lui-même, a changé d'opinion à ce sujet comme sur bien d'autres. Après la convention de Sherbrooke, il a changé d'opinion pour accepter le programme de l'Action libérale nationale. Et, après l'élection de 1936, il a encore changé d'opinion pour ne suivre que ses idées personnelles. Est-ce à dire qu'il avait complètement tort? C'est à la population d'apprécier.

Le premier ministre est l'un de ces hommes prudents qui connaissent la valeur d'une déclaration, qui connaissent aussi la valeur et l'importance du rôle que joue le premier citoyen d'une province. Il n'est pas de ceux qui s'emballent et font de grandes déclarations qu'ils doivent plus tard, ou expliquer ou retirer. Il a voulu connaître tous les faits avant de parler. Quand il parlera, il aura quelque chose à apprendre à la province, et ses directives seront d'autant mieux acceptées qu'elles auront pour fondement une étude plus sérieuse et une compétence plus absolue. Le gouvernement doit adopter des législations pour le bien-être du plus grand nombre et non pour quelques privilégiés. La canalisation sera un grand remède au chômage qui n'est pas encore complètement disparu après une année de guerre. Avec le creusage de la partie de Québec, des milliers d'hommes trouveront de l'emploi.

Nos adversaires s'écrient: "Mais vous avez toujours été contre l'étatisation." L'initiative privée a été encouragée dans le passé par tous les gouvernements. Mais le jour est venu d'adopter une nouvelle politique dans l'intérêt de la province. Le

fait pour le Parti libéral provincial d'avoir dénoncé le projet de canalisation ne doit pas être un argument décisif, car il convient de changer d'opinion lorsque les circonstances l'exigent.

Le député de Labelle (M. Paquette) a dit dans son discours: "Les encycliques, je les lis, mais je ne les cite pas". S'il les a lues, il a dû constater que les encycliques condamnent le nationalisme étroit. C'est l'attitude que prend l'opposition sur ce sujet. C'est ce nationalisme étroit, condamné par les papes, qui nous a valu la présente guerre.

La guerre actuelle est le résultat d'un nationalisme étroit de certains pays, ce qui devrait nous ouvrir les yeux. Depuis 128 ans, nous vivons en paix avec notre puissant voisin, et notre jeune diplomatie s'est montrée infiniment supérieure à la vieille diplomatie européenne basée sur un orgueil national jaloux et étroit. Le déversement des eaux des Grands Lacs par la ville de Chicago a fait surgir de nombreuses difficultés entre les deux pays; mais ces difficultés ont été réglées pacifiquement, car notre diplomatie avait établi que tous ces millions de gallons d'eau ne valaient pas une seule goutte de sang.

Au moment où les États-Unis font un si généreux effort pour aider les démocraties, il n'est pas permis de douter de leur bonne foi. Il ne faut pas douter de la cordialité des États-Unis à notre endroit, un pays qui aurait pu, s'il l'avait voulu, prendre du Canada tout ce qui aurait fait son affaire.

Il est temps que, dans notre province, on cesse de se mettre un bandeau sur les yeux pour ne pas voir au-delà des frontières du Québec. Nous devons étudier les problèmes canadiens avec largeur de vues. Il nous faut étudier les questions canadiennes avec une idée canadienne et non en nous bornant simplement à notre province. La question de la canalisation du Saint-Laurent est d'ordre plutôt international et national, non pas d'ordre provincial.

Pour cette raison, nous n'avons pas le droit d'y mettre des entraves. Nous n'avons pas le droit de refuser, par égoïsme ou autrement, aux autres provinces la chance de se développer. La province de Québec, province mère du Canada, sera toujours grande et prospère, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, si ses gouvernants savent prendre des décisions courageuses aux heures opportunes.

(Applaudissements à droite)

**M. Leduc (Laval):** M. l'Orateur, l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain), dans son excellent discours, a rappelé la parole de Sir Wilfrid Laurier "que le XX<sup>e</sup> siècle serait le siècle du Canada".

En effet, de grands événements se sont déroulés en notre pays depuis le début du siècle. Aujourd'hui, nous assistons à la canalisation du Saint-Laurent, entreprise trois fois plus coûteuse que le canal de Panama, cinq fois plus coûteuse que le canal Welland, 10 fois plus coûteuse que le canal de Suez. La discussion actuelle sur le projet lui-même est inutile et futile, car les ententes entre le Canada et les États-Unis, d'une part, et entre le gouvernement fédéral et l'Ontario, d'autre part, ont été signées le 19 mars. Nous allons contracter des obligations énormes, mais nous sommes devant un fait accompli. Il faut regarder le problème en face.

Je suis en faveur de ce projet qui va donner la prospérité à notre pays et un grand progrès à notre vie nationale. Le projet est un fait accompli. Même si on avait raison de discuter nos droits, nous ne pouvons nous y opposer. Par le passé, j'étais contre ces deux projets: la canalisation et l'étatisation. Mais j'ai changé d'opinion à cause des circonstances et de l'évolution économique. Je me suis senti obligé de donner mon appui au premier ministre parce qu'il aurait été criminel de rester à l'écart des négociations d'Ottawa. La canalisation du Saint-Laurent, sans protection adéquate des intérêts de cette province, se révélerait un handicap terrible pour Québec.

Il résume les obligations des parties intéressées contenues dans le livre blanc d'Ottawa, rassemblant les traités et la correspondance échangée entre les gouvernements. Les États-Unis se sont engagés à fournir tous les fonds pour l'exécution des ouvrages communs dans la partie internationale, continue-t-il. La somme en jeu est de \$350,000,000. Nous nous sommes engagés à en payer la moitié, soit \$175,000,000. Mais comme les États-Unis rembourseront au Canada ce que ce dernier a payé pour la construction du canal Welland, notre contribution sera de \$43,000,000 seulement pour la canalisation.

La navigation n'est qu'un aspect à considérer. Nous allons remplacer une série de canaux d'une profondeur de 14 pieds, de Montréal aux Grands Lacs, par une série de canaux qui auront une profondeur de 27 pieds. Le projet a deux aspects: la navigation et le développement hydraulique. Pour réaliser les deux, il fut établi par le Brookings Institute de Washington qu'il en coûtera au-delà de \$910,000,000. Panama n'a coûté que \$300,000,000. Il est assuré que Québec paiera une bonne partie de la facture, étant donné que nous fournissons 30 % des revenus en taxes du dominion.

Quel sera l'effet de la canalisation pour le port de Montréal? Je suis d'opinion que la

canalisation ne nuira pas au port de Montréal. Au contraire, le débit du fleuve sera régularisé et amélioré. La réalisation du projet en entier va améliorer le niveau d'eau d'au moins 12 pouces à Montréal. Nous n'aurons plus les fluctuations que nous avons connues dans le niveau de l'eau et nous pourrions utiliser de façon plus sûre le chenal de 35 pieds qui conduit à Montréal.

Le voyage de Montréal à Port-Arthur est d'une distance de 1,838 milles. Cela prendra 12 jours pour un vaisseau transatlantique pour parcourir cette distance. Et lorsqu'ils traverseront l'Atlantique en un temps inférieur à cela, les océaniques ne seront pas intéressés à remonter jusqu'aux Grands Lacs. Ils ne pourront se payer le luxe de perdre 12 à 14 jours dans les canaux.

De plus, les constructeurs visent la vitesse et mettront plutôt en chantiers des bateaux à forts tirants d'eau, capables de voyager rapidement, que des bateaux larges et à faible tirant d'eau. Il faut encore tenir compte que les ancrages ne sont pas faciles dans les canaux et que les cargaisons uniques sont rares. Plutôt que de faire mal aux ports du Québec, spécialement Montréal, cette entreprise fera doubler leurs activités et leur développement.

Nous ne devons pas perdre de vue un fait: les plus ardents opposants à ce projet sont les personnes qui ont des intérêts dans les ports d'Érié et d'Oswego ainsi que de New York. Ceci veut dire que les intérêts américains dans l'est, du moins ceux concernés par la navigation, réalisent qu'ils perdront beaucoup de leur trafic actuel, qui reviendra à Montréal, le chemin le plus court vers le littoral européen. À ceux qui craignent que le port de Montréal perde du trafic, je réponds par l'argument du premier ministre Hepburn de l'Ontario qui disait, lorsqu'il était contre la canalisation, qu'il faudrait pour cela creuser des ports et construire des quais dans toutes les villes en bordure des Grands Lacs. Le premier ministre Hepburn lui-même dit qu'en dépit d'un canal de 27 pieds, tous les ports des Grands Lacs ne seront pas facilement accessibles. Il faudra creuser les ports des lacs et les aménager de nouveau. Cela retardera le développement des villes en bordure. Quant au port de Montréal, il suivra les tendances nouvelles et se développera.

M. Hepburn était un adversaire acharné du projet en 1938. Il a changé d'idée et signé l'accord. Pourquoi a-t-il changé d'idée? Parce qu'on fait à sa province un cadeau extraordinaire. L'Ontario reçoit le droit de développer immédiatement 300,000 chevaux-vapeur à Niagara Falls, et le droit de détourner de Niagara 10,000 pieds cubes d'eau

par seconde au lieu de 5,000, soit deux fois plus qu'il en demandait depuis longtemps. Cela ne lui coûtera que le prix de l'achat et de la mise en place des turbines. L'Ontario reçoit encore les travaux exécutés par les États-Unis, le Canada et l'Ontario, et l'entretien de ces travaux, moyennant une finance spéciale.

Un an après la fin des travaux, l'Ontario devra payer \$20,000,000; et si elle n'a pas encore vendu son électricité, elle aura une année additionnelle de délai pour payer. Les cinq années suivantes, la province voisine paiera \$3,500,000 par année, et les cinq années après, \$5,500,000 environ. L'Ontario devra faire une autre dépense de \$2,000,000 pour détourner l'eau de quelques rivières et la déverser dans le lac Supérieur. M. Hepburn a changé d'idée parce qu'il y a vu de grands avantages pour sa province, et nous devons, nous aussi, mettre de côté les grandes théories orthodoxes qui nous ont fait craindre jusqu'ici l'étatisation et faire face à la situation qui se présente. Ceux qui ont peur de projets comme ceux-là doivent avoir moins peur quand ils constatent comment ils se sont financés dans les autres provinces.

La force développée dans l'Ontario coûtera \$80<sup>1</sup> du cheval-vapeur. À Beauharnois, les premiers développements ont coûté \$140 du cheval-vapeur et les développements successifs ont été réduits à \$110<sup>2</sup>. À la centrale du nord-ouest de la province, au Témiscamingue, créée par le gouvernement de la province de Québec, le coût du développement est de \$195 du cheval-vapeur. Il est temps que nous réagissions. Dans les circonstances actuelles, les adversaires de l'étatisation doivent aussi modifier leur manière de voir.

Dans la province de Québec, le projet comporte le développement de deux grands canaux à Lachine et à Beauharnois, avec une possibilité de développement hydraulique de 3,000,000 de chevaux-vapeur. On devrait faire pression à Ottawa pour obtenir le développement immédiat du pouvoir de la Beauharnois et de celui de Lachine. Le premier nous donnerait 2,000,000 de chevaux-vapeur, et le second, 1,000,000. C'est le seul moyen de faire face à la concurrence. On ne devrait pas craindre une révolution raisonnable comme l'acquisition des installations de la Beauharnois.

Dans Québec, aucun accord n'a encore été signé avec Ottawa. Je n'ai pas mission de parler au nom du gouvernement, mais je suis convaincu que le premier ministre de notre province exigera du gouvernement d'Ottawa le même traitement qu'a reçu le gouvernement d'Ontario. Aucune autre solution, du reste, ne satisfera l'opinion publique. Si

nous ne faisons rien, nous détruirons toute notre économie industrielle en étant obligés de compétitionner avec quelqu'un qui possède des avantages que nous n'aurions pas. Il y a urgence à agir vite. Imaginez-vous que, dans la province d'Ontario, le développement sera terminé dans quatre ans. La section des canaux au Québec ne sera complétée qu'en 1948, un fait qui donnera une avance significative à l'Ontario.

M. l'Orateur, je dis qu'il y a urgence et que jamais un gouvernement n'a eu un projet aussi important à réaliser. Trois cents millions de dollars seront dépensés dans la province de Québec et probablement au-delà, soit trois fois plus que ce que nous a coûté notre réseau routier et plus encore que toute la dette du Québec depuis la Confédération. Il est donc important que nous insistions pour qu'un accord soit conclu entre Ottawa et Québec le plus tôt possible, de même qu'il fut fait entre Toronto et Ottawa, pour régler définitivement les problèmes en jeu. Si nous ne recevons pas du pouvoir central les mêmes avantages que l'Ontario pour le développement du canal Lachine, nous serons dans une position inférieure.

Il faut rappeler à Ottawa que depuis toujours, ici, nous avons fait de grands sacrifices pour le développement de nos ressources naturelles. Nous ne pouvons nous arrêter à une simple question de navigation. Jusqu'à présent, nous avons pu nous maintenir grâce au fait que la Providence nous a donné des ressources hydrauliques bien placées. Il nous faut nous organiser pour l'avenir. La province de Québec doit absolument être en mesure de faire face à la concurrence en matière d'électricité. Il nous faut nous organiser pour l'avenir. Nous avons développé nos ressources hydrauliques par l'initiative privée et les consommateurs d'électricité de la province de Québec paient \$10,000,000 de taxes au gouvernement fédéral.

La section de Lachine devra être développée suivant les conditions générales de la canalisation. Le premier ministre de notre province l'exigera parce qu'il a à cœur les intérêts de ses compatriotes, et devant un projet nouveau, il a eu le courage de prendre une attitude nouvelle.

(Applaudissements à droite)

Lorsque la province voisine aura de grands pouvoirs hydroélectriques, nous serons dans une situation absolument désavantageuse. Si l'on attend que la province d'Ontario ait terminé son développement hydroélectrique et soit en mesure d'attirer le gros des industries, il sera alors trop tard pour Québec de commencer à s'organiser. Puisque

nous sommes en face d'une situation de fait, la province doit en profiter pour développer le pouvoir hydroélectrique du canal de Lachine et profiter surtout du moment où l'argent coule à flots. Après la guerre, il sera trop tard, car alors on ne songera qu'à l'économie la plus serrée et Québec aura manqué l'occasion.

À Lachine, les travaux seront très difficiles. Ils coûteront plus cher. Mais c'est précisément pour cela qu'il faudra insister pour qu'ils se fassent. Plus tard, quand beaucoup d'électricité aura été développée, que la guerre sera terminée, on pourra remettre indéfiniment ces travaux. Et nous continuerons à payer pour les autres, sans bénéficier des avantages que nous pourrions retirer du pouvoir de Lachine.

Nous devons être partisans acharnés de l'étatisation de ce grand développement hydraulique. Autrement, nous ne pourrions concurrencer nos voisins d'Ontario. Que nous servirait de préparer nos jeunes gens à l'avenir par une éducation réaliste et pratique si nous n'avons à leur offrir rien autre chose qu'un pic ou une pelle? Que nous aura servi de préparer des jeunes, si nous faisons de la province un désert? C'est la question de la concurrence qu'il faut envisager.

Je félicite le premier ministre de son attitude courageuse.

(Applaudissements à droite)

Il a compris l'avenir de sa province. Il a droit à l'admiration, à l'appui, à la confiance de tous ses compatriotes. Il a dit: "Nous allons marcher de l'avant. Nous connaissons le sujet. Nous allons traiter d'égal à égal! Nous ne craignons pas de prendre des initiatives hardies, d'aller de l'avant. Mais nous ne voulons pas être traités comme des parents pauvres dans notre province!" Le premier ministre a fait son devoir en se déclarant pour l'étatisation. Sans cette décision courageuse, la province de Québec était exposée à disparaître du monde industriel.

Le gouvernement de la province devrait constituer une commission d'étude qui saura nous assurer un accord avantageux le plus rapidement possible entre la province de Québec et Ottawa. Si nous n'agissons pas vite, nous allons être dépassés par les autres. Le problème est énorme. Il va taxer les meilleures intelligences de notre province. Actuellement, nous avons, pour parler en notre nom, un ingénieur compétent et un véritable expert qui nous fait honneur, M. Olivier Lefebvre.

Mais il nous faut une commission composée de bons techniciens, et nous en avons qui peuvent se

mesurer avec ceux des autres pays. Cette commission s'impose pour réaliser un problème qui est deux fois plus considérable que notre réseau routier et aussi considérable que tout ce que nous avons dépensé pour nos maisons d'éducation. La province doit profiter de la réalisation du projet comme en profitera la province d'Ontario, vu que les dépenses de tous ces travaux coûteront à la province pas moins de \$300,000,000.

La province de Québec a applaudi à la décision du premier ministre, et elle attend son discours avec confiance. Dans le passé, nous avons été contre la canalisation et l'étatisation, mais nous devons être pour, aujourd'hui, car notre avenir est en jeu.

À ceux qui lui disaient: "Les travaux ne seront pas finis avant quatre ans et ils ne peuvent être utiles à la défense de l'Amérique", le président Roosevelt répondait: "Nous dépensons de l'argent pour construire des navires de guerre qui ne seront pas prêts avant quatre ans."

Il ne faut pas se laisser devancer par l'Ontario. M. Hepburn a changé d'idée et, à notre tour, nous devons changer d'idée en face de la situation qui se présente. Il se dépensera des sommes énormes. Nous devons en profiter. Il faut aller vite avec le projet du Saint-Laurent, car demain il sera trop tard. Je ne crains nullement pour le port de Montréal et je voterai en faveur de la canalisation du Saint-Laurent et de l'étatisation de l'électricité qu'il nous assurera.

Oui pour l'étatisation, bien que ma formation orthodoxe m'avait dirigé vers une opinion différente. Dans les circonstances, je crois qu'il est de mon devoir d'être en faveur de l'étatisation. Les compagnies d'électricité ont reçu des avantages que je ne veux pas leur enlever, mais j'approuverai le projet d'étatisation du premier ministre, comme toute la province l'approuvera.

(Applaudissements à droite)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** M. l'Orateur, la canalisation du Saint-Laurent: question complexe, question difficile et controversée, et ce n'est pas sans une certaine crainte que je prends la parole pour donner à cette Assemblée une expression d'opinion. Cette opinion, je ne l'appliquerai pas sur de grandes dissertations géographiques, économiques ni philosophiques, je veux qu'elle en appelle au gros bon sens de tous mes concitoyens.

S'opposer à ce "scheme" gigantesque, c'est prévenir un grave danger pour l'avenir du Canada, du Québec, non seulement au point de vue

économique, mais aussi au point de vue national. M. l'Orateur, si nous ne voulons pas disparaître demain comme groupe ethnique, si nous voulons rester nous, bien nous, gardons, oui gardons et n'aliénons pas les dons que la Providence nous a donnés, dont un des plus précieux, le Saint-Laurent.

Le fleuve Saint-Laurent traverse notre province d'est en ouest dans toute sa longueur; des affluents qui la baignent du nord au sud, du sud au nord, entrecourent de vallées fertiles ces pays immenses que sont les régions laurentiennes, appalachiennes et le Bouclier canadien, habitées par un peuple travailleur, aimant Dieu et possédant à un haut degré le respect de ses traditions; pas un député de cette Assemblée ne voudrait, j'en suis convaincu, le voir englouti dans le "melting pot" américain.

Pourtant le député de Montmorency (M. Dumoulin), l'autre soir dans une péroraison enflammée, s'écriait "Une seule main, un seul cœur, une seule Amérique." Pour y arriver, M. l'Orateur, nous devons prendre le moule et, par conséquent, ne plus être du Canada français avec une mentalité propre, mais devenir, je ne sais quoi, de face "d'insipide", de tout, de rien du tout.

Donner un droit de passage sur sa terre, n'est-ce pas perdre son bien, manger sa terre, comme on dit à la campagne? Le pauvre peuple de nos campagnes le comprend, comme il comprend que demain nous ne serons plus chez nous, même dans la zone nationale du canal, à cause de la multitude d'intérêts divergents qui y auront accès. Et qui nous dit que demain tout le Saint-Laurent ne sera pas la propriété de nos puissants voisins? Je suis contre le projet du Saint-Laurent, car il y a toujours un danger à laisser un voisin prendre pied chez vous. Je me demande si ce projet ne sera pas le prélude d'une politique qui aura pour conséquence ultime de donner à nos puissants voisins la propriété de notre fleuve.

Le projet de canalisation à 27 pieds deviendra un canal de 35 pieds et plus, si nécessaire, et, pour le défendre, les États-Unis demanderont libre accès à ses berges comme aux rives du fleuve, même dans notre province, réalisant les paroles du député O'Brien du Congrès américain, qui demandait déjà ces jours derniers l'annexion aux États-Unis de toute la rive-sud du Saint-Laurent jusqu'à son estuaire, nous enlevant cette partie de notre province où le sol est le plus fertile et où la population est la plus dense.

N'avons-nous pas vu déjà disparaître, détachée, toute la région du lac Champlain, arrosée par tant de sang de nos pères, une partie de Québec dans la région du Témiscouata et, enfin, une tranche

du territoire de la côte du Pacifique, avec l'achat par les États-Unis de l'Amérique russe, aujourd'hui l'Alaska? C'est une indication de ce qui peut résulter d'une trop grande coopération avec les États-Unis.

Allons-nous abandonner tout ce potentiel national pour quelques avantages pécuniaires, qui seront, soyez-en assuré, plus avantageux pour nos puissants voisins que pour nous-mêmes? J'entendais le député de Lotbinière (M. Chalout), l'autre soir, nous apporter comme preuve de la thèse en faveur de la canalisation "le tourisme". Il faut avoir beaucoup d'imagination, oui beaucoup, pour croire qu'un seul canal qui abîmera toutes nos beautés naturelles nous amènera des visiteurs. L'attrait touristique aujourd'hui, c'est de descendre en bateau les rapides du Saint-Laurent de Prescott à Montréal.

A-t-on prévu de garder navigable cette section du fleuve pour les bateaux des rapides sans l'usage du canal? Il n'y a rien dans la documentation et les rapports qui nous ont été soumis par le gouvernement fédéral, pour protéger et garder intacts ces paysages uniques, cette richesse pour les yeux, ce décor qui se déroule à la vue des visiteurs voyageant en bateau du lac Ontario à Montréal.

En cette aventure, nous voyons que la province d'Ontario a pris ses précautions. Pourtant, un *proviso* de l'entente signée mentionne spécialement la protection de l'aspect naturel des chutes Niagara. La province sœur, par son premier ministre, serait-elle plus prudente et moins encline au laissez-faire que la nôtre? L'entente ontarienne comprend des clauses déterminant les modalités et les montants à payer et certaines conditions spécifiques, pendant que Québec n'a pour tout document au dossier qu'un télégramme de l'honorable premier ministre acceptant M. Olivier Lefebvre, comme ingénieur sur la commission d'étude<sup>3</sup>.

Si le premier ministre Hepburn a changé d'avis à propos de la canalisation, c'est parce qu'il dispose de faits et de chiffres qui ont jeté une nouvelle lumière sur le sujet. Il y a seulement deux mois, la Législature de l'État de New York a voté contre le projet.

Mon bon ami, le député de Québec-Centre (M. Morin), en plaideur retors nous a décrit l'autre soir, dans une argumentation élaborée, la longueur, la largeur et le tonnage des transatlantiques qui visitent le port de Montréal, mais en se gardant bien de nous donner leur tirant d'eau. En somme, une des grandes questions du problème pour Montréal et aussi pour la province, c'est de savoir si le creusage du Saint-Laurent en haut de Montréal permettra aux

océaniques de se rendre ensuite en plein cœur du pays, déplaçant ainsi le terminus de Montréal en faveur des pays de l'Ouest. Je vais, pour bien renseigner la province, dire à cette Assemblée, que le projet de canalisation creuserait le fleuve à 27 pieds de profondeur. Or, il ne faut pas oublier que les bateaux de la classe de 18,000 à 20,000 tonnes de jauge, remontent le fleuve avec seulement 24 ou 25 pieds de tirant d'eau, suivant leur charge.

Ainsi donc, si le tirant d'eau des plus gros transatlantiques qui vont actuellement à Montréal est de 25 pieds, il est logique d'admettre que les mêmes navires pourront utiliser des canaux de 27 pieds de profondeur, aménagés avec des écluses de 30 pieds, afin de donner un passage libre, avec des seuils surbaissés, de pas moins de 27 pieds, et continuer leur route en haut de Montréal jusqu'au fond du lac Supérieur. Nécessairement, on prévoira, dans la construction du canal, des écluses de longueur assez considérable pour que des bateaux de 20,000 tonnes puissent y circuler, puisqu'une des raisons invoquées par le président Roosevelt est d'utiliser ces canaux pour la circulation de ses navires de guerre.

Ceux qui prétendent qu'il est pratiquement impossible de construire des écluses adaptées au passage des océaniques devront se rappeler que le canal de Panama, qui permet le passage des plus gros navires transatlantiques du monde et des plus grands navires de guerre, prouve que la chose est praticable. La construction des œuvres d'art du canal devra être faite tout simplement en conséquence et il n'existe pas de difficultés techniques à résoudre. Il en résulte donc qu'avec le projet en vue, on pourra changer le terminus océanique montréalais pour un port des Grands Lacs.

Montréal, port maritime, ne deviendra même pas un port d'escale de ravitaillement, parce que tous les bateaux en service aujourd'hui peuvent atteindre des ports de chargement pour se ravitailler, à peut-être quelques exceptions près. Je vais admettre avec mon bon ami de Québec-Centre (M. Morin), que le facteur temps et le facteur assurance sont impérieux dans la computation des frais maritimes, mais il devra aussi admettre avec moi que le facteur tonnage, c'est-à-dire la quantité de la cargaison, agit en sens inverse des deux premiers, à tel point qu'il fait pencher le plateau de la balance le plus souvent de son côté.

Les bateaux passagers des rapides, aujourd'hui, partent de Montréal à midi et atteignent Prescott le lendemain, font escale aux Mille-Isles et sont à Kingston le soir, soit un 30 heures de voyage, et à Toronto le matin avec un maximum de 40 heures. Cet horaire peut certainement être réduit à

30 heures de Montréal à Toronto, avec des bateaux plus modernes, plus rapides que nous apportera la construction navale de l'après-guerre. Mon honorable ami admettra que le facteur temps, que l'on invoque contre le côté pratique de la navigation océanique dans les Grands Lacs, ne joue pas toujours dans les frais d'exploitation maritimes; je me permettrai de vous citer un exemple. Des compagnies anglaises opèrent, encore de nos jours, des bateaux à voiles, barques à trois ou quatre mâts "Square Riggers", pour se rendre en Australie et en Nouvelle-Zélande, par le cap Horn ou le détroit de Magellan, et transporter sur le marché anglais les denrées de ces pays des antipodes. Ces voiliers prennent jusqu'à six et sept mois pour faire leur voyage de circuit.

D'autres facteurs doivent aussi s'ajouter à l'économie des transports maritimes. Ces voiliers gardent encore les mers parce qu'ils donnent sans doute un bon rendement à leurs propriétaires. La place prise par la machine, le charbon et l'eau sert à la cargaison sur ces bateaux et le facteur tonnage ou quantité devient le plus important.

Le facteur temps a aussi comme corollaire le facteur vitesse. Les experts en transport admettent que tous les véhicules à propulsion mécanique, bateaux, chemins de fer, automobiles, possèdent un point économique de marche. Ce point dépassé, le combustible brûlé ne se compare plus à l'économie du facteur temps. Ce pauvre facteur temps, comme vous voyez M. l'Orateur, est mis en brèche par plusieurs autres facteurs. Les conclusions de mon bon ami de Québec-Centre perdent beaucoup de leur valeur, et tous les armateurs ont intérêt à aller chercher leur cargaison le plus loin à l'intérieur des continents et recevoir des prix de transport les moins dispendieux et, inversement, les expéditeurs et acheteurs doivent utiliser le moyen de transport le moins dispendieux. Jamais le rail n'a pu lutter avantageusement avec les voies maritimes. Le canal de Panama n'en est-il pas la preuve la plus évidente, puisque les bois de la Colombie anglaise viennent concurrencer le nôtre avantageusement, sur nos marchés de l'Est, depuis qu'ils sont transportés en bateau par Panama?

De ce que je viens de dire, nous pouvons conclure que, depuis la tête des Grands Lacs, le canal du Saint-Laurent enlèvera 90 % du trafic à nos chemins de fer pendant au moins sept mois de l'année. Je vais admettre, toujours avec mon bon ami de Québec-Centre, que tout le blé de l'Ouest à destination d'Europe prendra la route du Saint-Laurent, mais ce seront les ports des Grands Lacs,

des Grands Lacs seulement, qui, par la force des choses, en monopoliseront le chargement. Je le dis et le répète, les cargos transatlantiques se rendront jusqu'au fond du lac Supérieur, puisque les canaux seront assez profonds pour prendre cargaison et retourneront à destination sans arrêter à Montréal, le grand port du Saint-Laurent supérieur ou inférieur.

D'ailleurs, des petits cargos transatlantiques norvégiens remontent prendre des cargaisons de blé au fond des Grands Lacs en utilisant notre système de canaux actuels. S'il y a profit pour des petits bateaux, les profits seront plus considérables pour les armateurs lorsque, avec une canalisation de 27 pieds, ils pourront utiliser des cargos jusqu'à 20,000 tonnes de jauge, et nécessairement ceux-ci seront de plus en plus nombreux et toute notre navigation intérieure actuelle disparaîtra avec cette concurrence.

Un gros facteur économique du transport est la mutation des marchandises, ajoutée aux frais de chargement et déchargement. Tous nos ports nationaux ont des droits d'accostage et quaiage. Une barge chargée de blé doit payer ces droits avec ses frais de chargement à Fort William ou Port Arthur, puis ses frais de déchargement et les mêmes droits à Montréal, Sorel, Trois-Rivières ou Québec. Le cargo transatlantique paye aussi ces mêmes droits aux ports de chargement canadiens. Il est évident que l'économie des droits avec les frais de chargement et déchargement sont assez appréciables pour être éliminés par la disparition du port transitaire, en l'occurrence, Montréal, Québec, Sorel, Trois-Rivières.

Encore ici, mon bon ami de Québec-Centre (M. Morin), me permettra bien, avant d'ajouter quelques mots à son oraison funèbre du port de Québec, de rappeler à cette Assemblée le souvenir de ceux qui autrefois, par leur amour du travail, leur énergie, avaient fait de Québec, non seulement le plus grand port intérieur canadien, mais aussi le plus grand centre de construction maritime de tout l'Empire britannique. Les bateaux construits par les Valin, les Gingras, les Charland, les Samson, les Olivier, les Dubord, les Marquis, les Labbé, les Baldpin, les Rosa, les Dinning et le sénateur J.-G. Ross, naviguaient sur toutes les mers du monde. Combien de grands capitaines, les Bernier, les Caron, les Duquet qui, en ce temps-là, traversaient l'Atlantique à la voile en 16 jours de rivage à rivage! Pages merveilleuses et intéressantes de notre petite histoire, que pourrait faire revivre "M. Grain de Sel", Damase Potvin, qui sait si bien assaisonner ses récits.

Puisque, d'après mon bon ami de Québec-Centre, le port de Québec est mort, n'est-il pas utile

d'analyser les causes de cette mort, afin d'empêcher que d'autres subissent le même sort? Il est vrai que la vapeur, rendant la navigation plus souple et plus facile, a tué le port de Québec, parce que les navires à propulsion mécanique pouvaient sans danger se rendre à Montréal. C'est depuis 1850, date où la vapeur a commencé à remplacer la voile sur le Saint-Laurent, que le port de Québec s'est mis à périlcliter pendant que celui de Montréal se développait de jour en jour, pour devenir le deuxième grand port océanique du continent nord-américain.

Bien servi par un chenal creusé à 35 pieds depuis Québec, il enlevait le trafic à ce dernier, parce que situé à 180 milles plus à l'intérieur du continent, et conséquemment, mieux en mesure de servir les intérêts du centre du pays. Il faut admettre que les doses répétées de pilules rouges l'ont aussi beaucoup anémié, de telle sorte que le Québécois, devenu philosophe, voit tous les bateaux passer sous son nez, sans s'arrêter.

Comme les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, le même sort attend Montréal avec la réalisation du projet de canalisation du Saint-Laurent. Si le port de Québec a perdu sa suprématie, c'est que celui de Montréal est devenu le terminus océanique intérieur. Le creusage du chenal entre Québec et Montréal a détruit le port de Québec et la canalisation paralysera le port de Montréal. Il y aura deux cadavres, au lieu d'un seul, si bien décrit par le député de Québec-Centre.

Si nous sommes véritablement en mal de canalisation, si un canal est nécessaire pour le développement du pays, il y a un autre projet en territoire canadien, celui-là. Si le canal de la baie Georgienne avait été construit, ce serait la ligne la plus directe et la plus courte entre le lac Huron et le Saint-Laurent inférieur. C'est la route suivie par les coureurs des bois qui se rendaient dans les pays d'en haut. La rivière Outaouais, le lac Nipissing et la rivière des Français, le lac Huron, le canal de la baie Georgienne.

Ce projet a pour premier avantage de passer entièrement en territoire canadien, et le potentiel électrique qu'on pourrait y développer ne servirait pas à développer une industrie étrangère, appelée à concurrencer nos propres usines. Ce projet pourrait être réalisé de telle sorte qu'il ne pourrait être utilisé que par notre système de bateaux actuellement en usage sur les lacs. Creusons et aménageons le canal de la baie Georgienne, suivant nos besoins, et nous verrons Montréal doubler sa population et devenir une des plus grandes villes de l'Amérique du Nord.

L'Ouest sera uni par un "chemin d'eau" plus court et moins dispendieux que les canaux du Saint-Laurent. Le projet d'étatisation de la Beauharnois a été amené pour faire accepter la canalisation. Le canal de la baie Georgienne ne met aucun obstacle à l'achat de la Beauharnois et à la nationalisation de l'électricité dans Québec.

Devons-nous, M. l'Orateur, acheter la Beauharnois Power, sans faire d'abord une étude approfondie de l'organisation et de la capitalisation de cette compagnie, sans demander la préparation d'un plan détaillé de ces projets de nationalisation qui seront appelés à bouleverser toute l'économie actuelle de notre province? L'usine génératrice de la Beauharnois achetée, il faudra construire des lignes de transmission et de distribution concurrentes à celles des compagnies d'électricité. Quel en sera le coût? Mystère? Et si le gouvernement veut véritablement étatiser, pourrait-il au moins nous dire un chiffre, même approximatif, du coût de ce vaste projet et aussi approximativement le taux par kilowatt-heure, qu'il entend charger pour l'électricité d'État?

Je veux croire que le gouvernement n'a pas voulu entreprendre une aussi vaste entreprise sans que ses experts ingénieurs et économistes aient étudié un tel projet et sous toutes ses formes. Je suis pour l'étatisation, mais avant d'entreprendre un tel projet où des centaines de millions seront engagés, je crois que le peuple de cette province a le droit de savoir où il va, parce que ce sera lui qui paiera. Ne semble-t-il pas extraordinaire que M. Henry, le président de la Beauharnois Power Co., que le gouvernement provincial veut exproprier, est l'aviseur intime du ministre des Munitions, principal défenseur du monumental "scheme" de la canalisation du Saint-Laurent?

Ceci ne peut être que coïncidence, mais il faut se rappeler que toujours les gros intérêts financiers sont généralement liés à la politique libérale et plus intimement encore avec le "scheme" de la Beauharnois. Mon cher Baptiste, on veut prendre ton bien, prends garde au croc.

M. l'Orateur, tout le monde sait que le peuple de notre province veut garder intact son bien sans l'aliéner. Tout le monde sait donc que le "scheme" de la canalisation du Saint-Laurent est impopulaire chez nous. Il fallait sucrer la pilule. Attention, mon cher Baptiste, le chocolat parti, la pilule pourrait être amère.

La province ne peut-elle pas exproprier la Beauharnois sans s'attacher au titanesque projet de canalisation? On a amené ce projet de la Beauharnois

qui est en fait indépendant du projet de canalisation, mais pour faire avaler ce dernier. La province aurait pu l'acheter bien avant aujourd'hui, même lorsque le projet de canalisation fut rejeté par le Congrès américain. Si réellement notre premier ministre veut faire sienne la politique d'étatisation de l'électricité au lieu de l'attacher au "scheme" de la canalisation du Saint-Laurent, pourquoi ne pas avoir nommé une commission d'experts qui auraient étudié cette question si importante sous tous ses aspects, afin de soumettre au peuple de cette province un projet bien préparé dont les avantages lui seraient soumis?

Me permettez-vous, M. l'Orateur, d'ajouter que l'Assemblée législative de l'État de New York a voté il y a deux mois à peine contre le projet? C'est après avoir été refusé par ses propres concitoyens que M. Roosevelt demande au Canada et à notre province de l'accepter. M. Roosevelt s'appuie pour entreprendre un "scheme" aussi vaste sur les raisons suivantes:

1. La force motrice est indispensable aux industries américaines de guerre. L'aviation moderne demande des quantités toujours plus considérables d'aluminium pour construire chasseurs et bombardiers. Comme le minerai d'aluminium s'obtient en électrolysant un mélange de bauxite et cryolithe, il va sans dire que les usines d'aluminium demandent des quantités considérables d'énergie électrique. Nous avons donc besoin, dit M. Roosevelt, pour gagner la guerre, des millions et des millions de kilowatts d'électricité.

2. De plus, M. Roosevelt ajoute: "Nous avons besoin d'un canal d'eau profonde pour atteindre la haute mer avec nos bateaux de guerre construits et à construire, dans nos chantiers maritimes des Grands Lacs."

L'hydroélectricité est disponible en grandes quantités sans qu'on ait besoin du projet de canalisation. La province de Québec possède, dans les districts du Lac-Saint-Jean et du Saguenay, des milliers de chevaux de houille blanche non harnachée. Les chutes à Caron, la rivière Péribonka, la rivière Mistassini, la rivière Chamachouan peuvent fournir à l'Aluminum Company d'Arvida 1,000,000 de chevaux d'énergie électrique, afin de doubler et tripler sa production d'aluminium. Ces développements peuvent se faire plus rapidement et à meilleur compte que le harnachement des rapides du Saint-Laurent.

Si les États-Unis deviennent pays producteur d'aluminium, par l'aliénation de notre Saint-Laurent, il est certain que nos usines productrices de ce produit chômeront lorsqu'après la guerre, la



demande tombera normale. Actuellement, 10 % de la production d'aluminium d'Arvida suffisent à la consommation canadienne. Si on développe l'industrie états-unienne, cela signifie que la production canadienne en sera affectée d'autant. Nous verrons de nouveau s'abattre sur la région du Lac-Saint-Jean la plaie du chômage. On veut prendre ton bien, mon cher Baptiste, prends garde au croc.

Voyons, mes chers amis de la droite, aurons-nous besoin de l'aluminium en 1945 ou 1946 pour fabriquer des avions pour gagner la guerre? Ne sera-t-il pas trop tard? L'argument qu'il faut développer les pouvoirs électriques du Saint-Laurent par la canalisation pour fabriquer l'aluminium nécessaire à l'aviation moderne, afin de gagner la guerre, ne vaut guère puisqu'on admet que les usines projetées d'hydroélectricité ne seront en fonctionnement qu'en 1946. De même, les bateaux construits dans les chantiers maritimes des lacs ne pourront utiliser le canal du Saint-Laurent avant le printemps 1949.

L'entente mentionne, en effet, le 31 décembre 1948 comme date de l'ouverture du canal. Je parierais qu'on a voulu dire le 1<sup>er</sup> mai, car la glace le gardera fermé jusqu'au printemps. Les raisons données par M. Roosevelt, au sujet de la nécessité d'un canal à eau profonde dans le Saint-Laurent et d'énergie électrique pour gagner la guerre, ressemblent beaucoup à la déclaration de l'honorable premier ministre de cette province qui disait: "La civilisation est en danger si le "scheme" du creusage du Saint-Laurent n'est pas réalisé". On veut prendre ton bien, mon cher Baptiste, prends garde au croc.

M. l'Orateur, avec votre permission, je toucherai, mais à peine, au coût du "scheme" monumental de la canalisation du Saint-Laurent. Les gouvernements du Canada et des États-Unis nous disent que les travaux des rapides internationaux se monteront à \$266,000,000. Mais on se garde bien de dire au peuple ce que coûteront les ouvrages sur la partie du fleuve entièrement dans Québec, ce qu'on pourrait appeler "la partie nationale du projet"; de ça, pas un mot, mutisme absolu. Il faut ajouter, pour nous Canadiens, le coût d'aménagement des nouveaux ports de mer ouverts sur les Grands Lacs qu'il faudra aménager pour recevoir les bateaux océaniques utilisant le canal.

"The Brookings Institution", à Washington, fixe le prix des travaux de canalisation à \$900,000,000. Plusieurs économistes et ingénieurs renommés admettent que ces chiffres sont plutôt bas. Question de finance fédérale, me direz-vous, mais il faut admettre que 30 % du fardeau des nouvelles

taxes tomberont sur nos épaules, nous du Québec; nous paierons, n'est-ce pas, pour favoriser les gens de l'Ontario et de l'Ouest. On veut prendre ton bien, mon cher Baptiste, prends garde au croc.

Vu les sacrifices que la province aura à faire comme les autres, nos droits ne seront pas suffisamment protégés. En tout cas, moins bien que ceux d'Ontario. L'honorable premier ministre a-t-il demandé à ses bons amis fédéraux compensation pour la perte de travail que subiront les matelots de notre flotte des lacs, nos employés de chemins de fer et nos débardeurs, si le "scheme" de la canalisation enlève la très grande partie du trafic océanique de nos ports de Québec, Trois-Rivières, Sorel et Montréal? On se plaît à nous dire que les océaniques n'utiliseront pas le canal. Si c'est vrai, pourquoi se lancer dans un tel "scheme"? Soit que nous dépensions notre argent inutilement, soit que nous le dépensions pour apporter le chômage à plusieurs catégories de notre classe laborieuse.

Serait-il sage de se lancer dans un "scheme" de cette nature par la signature d'une simple entente telle que prévue? Les administrations futures des États-Unis accepteront-elles ce principe d'entente au lieu d'un traité qui doit être ratifié par deux tiers du vote des sénateurs américains suivant la Constitution de la République états-unienne? M. Roosevelt ne sera pas toujours président des États-Unis, et personne ne peut garantir la validité d'un contrat fait pour et au nom du gouvernement américain à moins d'être basé sur la Constitution du pays.

Voici un beau point de droit que notre premier ministre pourrait soumettre aux meilleurs juges de notre province, avant de se lancer dans un tel "scheme". On veut prendre ton bien, mon cher Baptiste, prends garde au croc.

Enfin, que ferait le gouvernement de la province si, les travaux en pleine exécution, une nouvelle administration américaine répudiait l'entente?

Comme mot de la fin, me serait-il permis d'ajouter que l'Aluminum Company of America a fait faire une étude des rapides du Long Sault à l'île Barnhart, il y a 30 ans, par un ingénieur de réputation mondiale avant de construire ses usines au Canada? C'est après cette étude que l'Aluminum Company of Canada, subsidiaire de la compagnie américaine, a choisi le site de la ville d'Arvida, à proximité des sources d'énergie électrique presque inépuisable, de notre région Saguenayenne. Les conclusions étaient que Dieu seul peut connaître les conséquences d'ordre naturel qu'un projet aussi vaste aurait pu apporter au territoire affecté. La nature a certaines

lois que l'homme doit respecter, à moins de s'exposer à de graves périls.

Enfin, nos puissants voisins, gens protectionnistes et pratiques, ont placé un embargo sur les articles d'aluminium ouvrés, de fabrication canadienne. La compagnie canadienne ne peut exporter aux États-Unis que de l'aluminium en gueuse où le métal est laminé avant de rentrer dans la fabrication d'avions et d'ustensiles de toutes sortes. Avec cet embargo, les États-Unis gardent pour leurs ouvriers ce travail de finition de notre aluminium brut. La construction d'usines, de réduction de minerais, d'aluminium dans la république voisine, avec l'énergie électrique développée sur notre Saint-Laurent, n'amènera-t-elle pas un embargo sur l'aluminium canadien? Personne ne peut le dire et nos petites villes, nées de cette industrie, deviendraient des villes mortes.

En conclusion, je dirai que je crois qu'après la guerre, le développement américain de notre Saint-Laurent sera au détriment de celui fait au Canada. Comme mon bon ami, le député de Québec-Centre (M. Morin), je n'ai pas servi ni dans la marine ni dans l'armée américaine; je suis un canadien qui aime son pays, ça me suffit.

(Applaudissements à gauche)

(Après ce discours, personne ne se lève pour parler. Alors l'Orateur prend la parole.)

**M. l'Orateur:** Est-ce que la motion est adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelqu'un veut-il prendre la parole avant que je n'exerce mon droit de réplique?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)<sup>4</sup>:** Je profiterai des quelques minutes qui restent pour faire certaines observations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs membres du gouvernement se sont levés pour dire qu'ils se sont tous trompés à propos du développement du Saint-Laurent et veulent maintenant enregistrer leur désapprobation face au projet. J'admire leur courage, mais le projet ira de l'avant, car le gouvernement ne veut pour rien au monde manquer une opportunité de coopérer avec le gouvernement King.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** M. l'Orateur, les députés de l'opposition ont employé dans ce débat des

extraordinaires propos concernant la canalisation du Saint-Laurent. Ils ont parlé de "suicide national", de "crime national". Cette façon de discuter une question sérieuse n'avance à rien. De telles affirmations ne résoudront pas le problème. Je ne vois pas que la canalisation puisse être, suivant l'expression chère à nos amis de la gauche, un crime national ou un suicide national. Il s'agit simplement d'un projet pour améliorer notre système de navigation à l'ouest de Montréal. Cette amélioration s'impose. Des gens se demandent pourquoi le projet doit être mis en voie d'exécution dès maintenant. Je dis que c'est parce qu'il est essentiel et parce qu'il nous est demandé par celui qui est en grande partie responsable de la défense de la civilisation chrétienne dans le monde aujourd'hui. Le président Roosevelt et le premier ministre Churchill sont les deux grands miroirs où se reflète la lumière du monde à l'heure actuelle.

Le Canada et la province de Québec, d'une façon particulière, bénéficieront de l'exécution de ce projet au coût le plus raisonnable possible. Le projet de développer la navigation à l'ouest de Montréal ne date pas d'hier. La navigation a été commencée avec la construction du canal Lachine 100 ans auparavant. Lorsque l'honorable John Young<sup>5</sup> proposa de creuser le canal de Lachine, il voulait ouvrir la voie à la navigation fluviale à l'ouest de la métropole. Avant l'Union, il y a un siècle, pendant la session de 1839-1840 du Parlement du Bas-Canada, le gouvernement du Bas-Canada vota même un montant de £5,000 pour améliorer la navigation de ce côté. Une somme plus importante que celle fournie pour le développement de la navigation en aval de Trois-Rivières et entre Trois-Rivières et Montréal.

Si le canal Lachine n'avait pas été construit, tout le commerce maritime de l'est du Canada aurait été détourné vers le port de New York. Ce canal a apporté beaucoup d'activité au port de Montréal. D'un village de 12,000 âmes, le développement de Lachine a fait une métropole de plus de 1,000,000 d'âmes. La canalisation du Saint-Laurent à eau profonde bénéficiera également au port de Montréal. Elle va bénéficier à tout le Canada et assurera le développement de Montréal dans une plus large mesure encore.

Cette route n'empêchera pas Montréal de demeurer à la tête des voyages océaniques. N'oublions pas que les navires des Grands Lacs ne peuvent pas traverser l'océan et que leur point de jonction avec les transatlantiques demeure le port de Montréal. Ce port va devenir le point de rencontre des navires des Grands Lacs et des océaniques. Il ne

peut que bénéficier d'un développement logique, nécessaire et progressif de la navigation à l'ouest de Montréal, et cela, dans les propres intérêts de la métropole.

Il est évident que nous devons tendre à stimuler le commerce maritime de ce côté. Nous ne pouvons pas rester stationnaires. Il faut aller de l'avant et de pair avec le progrès. Québec doit se prévaloir des avantages énormes que lui procurent ses vastes ressources naturelles. Le gouvernement ne peut retarder le progrès économique et social dans la province de Québec. Si nous ne consentions pas à la canalisation, nous ruinerions la province. Si nous n'allons pas de l'avant avec le développement du Saint-Laurent, nous retarderons le progrès de 50 à 100 ans.

Le Canada doit se préparer à une destinée économique illimitée et incalculable. Une des façons de le faire est d'aller de l'avant avec le développement du bassin du Saint-Laurent. Le premier devoir du Canada est de gagner la guerre et le projet de canalisation est le meilleur pas à faire en ce sens. La déclaration du président Roosevelt, qui affirme que les travaux de développement du Saint-Laurent doivent commencer le plus tôt possible, est catégorique.

On ne peut pas arrêter le progrès. Une nation ne peut rester figée dans sa civilisation présente quand les pays voisins accomplissent une merveilleuse marche en avant. La province de Québec ne peut, à elle seule, arrêter le progrès de tout le continent nord-américain. Ce n'est pas en arrêtant le progrès que Québec pourra marcher vers sa glorieuse destinée.

Le président Roosevelt a déclaré que les États-Unis avaient absolument besoin de la canalisation tant pour la défense nationale que pour l'aide devant être apportée à la Grande-Bretagne<sup>6</sup>. La coopération entre les États-Unis et l'Empire britannique doit être de plus en plus grande. Si cette coopération se faisait à notre détriment, j'admets que nous pourrions peut-être nous y opposer. Mais, au contraire, la canalisation du Saint-Laurent bénéficiera d'abord à nous-mêmes. Nos adversaires disent qu'on ne s'enrichit pas à voir passer les bateaux.

Je dirai qu'on ne s'enrichit pas non plus quand il ne se fait pas de commerce dans notre rue. J'appuie humblement ce qu'a dit M. Roosevelt. Je trouve qu'il a répondu éloquemment à cette question que posent nos bons amis de l'opposition: "Pourquoi maintenant?" Parce que c'est une demande provenant de l'homme sur qui repose la moitié de l'effort de

défense de la civilisation chrétienne contre les hordes du nazisme et du fascisme. Il n'y a pas d'autre raison. Nous ne pouvons la refuser.

Il y a deux alternatives: ou la guerre va durer longtemps, et alors le développement du Saint-Laurent assurera aux industries de guerre le pouvoir électrique dont elles ont besoin, ou elle finira bientôt - je le souhaite ardemment - et cet immense projet apportera à nos ouvriers, à nos travailleurs, un travail rémunérateur pour les quatre prochaines années, ce qui compensera pour les risques de l'après-guerre. Si la canalisation se fait en temps utile pour la guerre, ce sera un pas de fait vers la victoire. Si la guerre se termine avant que le projet ne soit réalisé, les travaux qui resteront à faire aideront notre pays à traverser la période critique de l'après-guerre en adaptant notre économie aux conditions de l'après-guerre. La canalisation est indispensable pour contribuer à notre effort de guerre.

Je soumets en outre que nous devons moderniser notre système de canaux. Et il est désirable de le faire maintenant quand de bons voisins se disent disposés à nous aider considérablement dans l'entreprise.

(Applaudissements à droite)

La canalisation est l'un de ces facteurs qui nous permettront d'ajuster notre économie de guerre aux conditions de l'après-guerre. Lorsque le président Roosevelt a demandé au Canada de construire une défense continentale par la création d'une grande voie maritime intérieure, ce dernier n'a fait que sa part en consentant au projet. Le projet ne coûtera que \$42,000,000 au Trésor fédéral, sans compter la part de l'Ontario. Selon des indices donnés par le président Roosevelt, des modes de financement spéciaux seront disponibles.

Le gouvernement canadien pourra emprunter à 3 %, ou \$1,200,000 par année, plus 2 % de fonds d'amortissement. C'est seulement \$2,100,000 par année sur une période de 35 ans que nous coûtera l'immense progrès de la canalisation du Saint-Laurent. Pour une somme annuelle aussi minime, nous aurons l'orgueil de posséder la plus merveilleuse voie de navigation intérieure du globe. On ne peut empêcher une population de 35,000,000, établie sur l'estuaire du fleuve Saint-Laurent, de bénéficier de la voie maritime. Les priver de ces bénéfices ne serait pas dans l'intérêt des autres parties de la population.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

**Questions et réponses:****Ponts de péage**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1941:

- a. Combien le gouvernement actuel de la province de Québec a-t-il établi de ponts de péage?
- b. Quels sont ces ponts de péage et où sont-ils situés?
- c. Quelle est la somme totale perçue par le gouvernement de la province de Québec relativement aux ponts de péage dans la province de Québec?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

a. Deux; d'un autre côté, le gouvernement a rendu libres de péage les ponts suivants:

1. Le pont Taschereau, entre Vaudreuil et l'Île-Perrot;
2. Le pont Yamaska, entre Yamaska-Est et Yamaska-Ouest;
3. Le pont David-Laperrière, entre Saint-François-du-Lac et Pierreville;
- b. 1. Le pont Bout-de-l'île, reliant l'île de Montréal à la municipalité de Repentigny en passant par l'Île Bourdon;
2. Le pont David sur la rivière des Mille-Îles, entre les municipalités de Saint-Louis-de-Terrebonne et Sainte-Rose de Laval, à l'endroit connu sous le nom de "Bois des Fillion".
- c. \$1,341,190.07.

La séance est suspendue à 6 heures.

**Reprise de la séance à 8 h 45****Charte  
de Lachine**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession de  
dame Aubert de Gaspé**

**M. Choquette (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G. de Beaujeu.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose que le comité rapporte progrès, car je veux voir le testament avant d'accepter ce projet de loi. On modifie un testament et le testament n'est même pas annexé au bill! Comment voulez-vous que je puisse me prononcer sur un document qui n'est pas devant moi?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Tous les intéressés ont eu l'occasion de se faire entendre au comité des bills publics. Tous étaient satisfaits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'exige qu'on produise le testament.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 20 concernant le moratoire, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du sixième alinéa du sous-article 9a, l'année "1941" par "1942";

2. L'article 5 est amendé en remplaçant, dans la dernière ligne, le mot "cinq" par le mot "dix".

### Moratoire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 concernant le moratoire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre haute a quelque peu amélioré la loi en retardant de 1941 à 1942 le paiement des intérêts excédant 5 %. Mais cette loi n'est pas encore acceptable.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Demandes de documents:

#### Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie mardi le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** M. l'Orateur, au moment de la suspension de la séance, j'allais dire que même si la population de la province de Québec vivait au temps de Mathusalem, jamais elle n'aurait une si belle opportunité que le projet du Saint-Laurent.

Le coût du projet est bien peu considérable comparativement à ce que nous devons dépenser pour la guerre, dont le coût se chiffrera dans les milliards. En tenant compte des intérêts et de l'amortissement, la province n'aura à payer que \$2,000,000 par année pendant une certaine période

pour se donner la plus belle voie navigable au monde. Pour assurer le développement de ses immenses ressources, il en coûtera au Canada \$43,000,000. Quelle est cette somme comparée aux \$750,000,000 que nous dépensons par an pour nous défendre en ce moment? Le coût d'une telle entreprise est considérablement bas si on le compare à ce que nous coûte la guerre que nous menons actuellement.

L'intérêt et le fonds d'amortissement sur le coût de la canalisation représentent une somme de \$2,000,000 par an. Et pourtant, cela aidera largement à compenser pour les travaux de destruction que l'on mène actuellement, et cela assurera au Canada et à la province de Québec, en particulier, un développement sans précédent de nos ressources naturelles, tout en aidant à la construction de la plus grande voie maritime du continent. De plus, la réalisation d'une telle entreprise renforcera la défense nationale de l'Amérique, un aspect qui ne peut être ignoré par ceux qui suivent les événements qui se déroulent sur un autre continent.

Rien que dans le port de Montréal, l'économie réalisée sur le transport du blé de l'Ouest sera plus considérable que cette somme. Le coût du transport du blé de l'Ouest est actuellement de 5 sous par minot. Nous le diminuerons de 2 sous avec la réalisation de ce projet. Les économies annuelles ainsi réalisées feront plus que compenser les charges imposées au dominion par sa part de \$43,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce qui arrivera aux chemins de fer si le blé est transporté exclusivement par bateau?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le chef de l'opposition devrait savoir que les chemins de fer n'ont jamais fait avantageusement de concurrence aux navires pour le transport des grains et ils ne pourront jamais le faire. La canalisation, à mon point de vue, ne pourra jamais changer la situation des chemins de fer au Canada. La marche du progrès ne peut être arrêtée ni par un changement de système ni par un geste de la main des ennemis de tout mouvement en avant.

Lorsqu'on créa le chemin de fer, qui venait remplacer les vieilles diligences, on a dit que ce nouveau système ne ferait pas assez d'argent pour payer la graisse à essieux. Pourtant, les chemins de fer ont produit un retour considérable sur l'investissement qu'on y avait placé, et ils font encore plus que leur part pour le développement du pays. Cela n'implique pas que le progrès doive s'arrêter là ou que l'on doive décourager d'autres

modes de transport. Pour certaines catégories de transport, les chemins de fer garderont leur suprématie. Mais, pour d'autres, ils devront céder le passage à d'autres systèmes en mesure de transporter à meilleur coût, comme pour le grain.

Je rappellerai un souvenir au chef de l'opposition. Les propriétaires de diligences de Londres adressèrent une protestation au Roi un jour, parce que les bateliers de la Tamise leur faisaient une concurrence déloyale. Le chef de l'opposition veut-il sérieusement que nous retournions au temps des diligences? Quelqu'un peut-il prétendre que nous devons arrêter le progrès de l'avion parce que l'avion concurrence les chemins de fer pour le transport des passagers? Nous ne pouvons nous mettre en travers du progrès.

L'Angleterre, même après les heures cruciales qui ont suivi la capitulation française de l'été dernier, n'a pas sacrifié ses services vitaux en mettant dans l'effort de guerre toutes les ressources à sa disposition. Elle a continué à investir dans l'éducation pour instruire les générations de demain. Elle a cherché les moyens de développer ses systèmes de transport et sa marine marchande, sachant qu'en faisant cela, elle contribuait à l'effort de guerre et au bien-être de sa population.

Un ancien président des États-Unis a déjà dit que le Canada deviendrait un paradis de production. Cela deviendra sûrement réalité, mais, pour ce faire, les hommes d'État canadiens ne doivent ménager aucun effort pour fournir à leur pays le meilleur et le plus varié des systèmes de transport, de même que l'électricité la moins dispendieuse possible. La réalisation de la voie maritime du Saint-Laurent et des développements hydroélectriques contribuera largement à cet objectif. Le président Roosevelt a dit que les États-Unis seraient l'arsenal de la démocratie. Je dis que le Canada sera le paradis de la production pour le monde de demain.

Il y a à considérer la situation des compagnies privées qui forment ce qu'on appelle le trust de l'électricité. On n'a pas à craindre la violation des droits de personne. Les compagnies privées n'ont pas non plus à craindre d'action abusive de la part du gouvernement. Nous n'avons qu'une seule mesure de justice en cette province, pour les pauvres comme pour les riches. Mais les compagnies privées doivent considérer que la concurrence de l'État est devenue nécessaire.

Chez nos voisins de l'Ontario, c'est une réalité à l'heure actuelle, si on tient compte du fait qu'elle a son réseau provincial, qui ne paie pas de taxes, alors qu'ils doivent supporter un fardeau fiscal

considérable. Ce réseau, par la canalisation, sera augmenté de 2,000,000 de chevaux-vapeur. Nous ne pouvons pas dire à l'Ontario d'abandonner sa politique d'étatisation. Ce sera une augmentation de concurrence et la province de Québec ne pourra la rencontrer que si elle augmente elle aussi ses ressources en pouvoir hydroélectrique.

Le trust de l'électricité devrait coopérer directement ou indirectement pour régler cette question de nationalisation dans l'intérêt de tous. Il faut de toute nécessité que les taux d'électricité diminuent dans la province de Québec. Nous n'avons, en cette province, qu'une seule mesure de justice. La province de Québec, devenue propriétaire de la Beauharnois, coopérera loyalement, généreusement, judicieusement avec les compagnies privées. Le gouvernement les approchera dans un état d'esprit amical. Il offrira toute la coopération possible pour la protection de leurs droits acquis. Mais si le trust de l'électricité refuse de coopérer, si les compagnies d'électricité sont contre la compétition de l'État et contre nous, il nous restera l'alternative de choisir entre le trust et le peuple. Pour ma part, mon choix est fait et je prendrai l'intérêt du peuple.

(Applaudissements à droite)

Le trust de l'électricité ne peut se mettre en travers du progrès de la province de Québec, et il n'y sera pas toléré.

(Applaudissements à droite)

Ce n'est pas le moment de temporiser, de combattre le progrès. Actuellement, les compagnies paient \$10,000,000 de taxes au gouvernement fédéral. Ces taxes, ce sont les consommateurs d'électricité qui les paient. Nous avons demandé au gouvernement fédéral d'alléger ce fardeau qui pèse sur les consommateurs. Je ne puis m'imaginer que les compagnies refuseront de coopérer avec l'État.

La province de Québec ne peut s'opposer au développement du Niagara par les États-Unis et l'Ontario. Comme conséquence, la canalisation du Saint-Laurent donnera pour commencer, à notre province, 2,000,000 de chevaux-vapeur à Beauharnois. Pouvons-nous refuser cela? Non. Nous devons l'espérer et insister pour que l'on développe ensuite la force hydraulique de Lachine, qui nous donnera 1,000,000 de chevaux-vapeur de plus.

"Hands off Quebec!", "*Mare Nostrum!*", disent les adversaires du projet. Ces slogans n'ont pas leur raison d'être. "Pourquoi l'étatisation?", dit-on encore. Tout simplement parce que chez nos voisins, l'étatisation existe et que nous ne devons pas refuser cette occasion exceptionnelle de l'avoir nous-mêmes, puisqu'elle est essentielle à notre vie économique.

La machine économique et sociale du monde entier se désagrège. C'est le temps d'en édifier une nouvelle. Le président Roosevelt a dit à la province de Québec: "Au lieu de construire des forteresses à nos frontières, travaillons ensemble." Québec n'a qu'une réponse à donner au président des États-Unis, et c'est de coopérer avec lui, car cette coopération sera pour nous une source de grand progrès.

Certains parlent du Saint-Laurent comme s'il appartenait seulement à la province de Québec, oubliant qu'il s'étend de la mer jusqu'à la tête des Grands Lacs, une partie en territoire international et une partie en Ontario. En demandant au Canada de coopérer avec lui dans ce développement, le président Roosevelt ne demande que ce qui lui revient en partie. Il ne nous demande que de contribuer à un ouvrage pour le bien commun.

Lorsqu'on parle de canalisation, les députés doivent réaliser que la structure économique et sociale de l'univers connaît une période de transition. On doit remercier le président Roosevelt d'avoir eu des procédés de bon voisin à l'égard du Canada. On aurait pu construire de nouveaux ports pour faire concurrence à ceux du Canada. Mais, au lieu de cela, on nous demande de travailler avec nous pour creuser notre Saint-Laurent et le développer. Ni le Canada, ni le Québec, ni aucune partie du pays ne peut refuser de coopérer avec un voisin qui fait largement sa part dans la défense de la civilisation contre la barbarie.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** De toutes les erreurs monumentales, de toutes les iniquités politiques jamais commises par le Parti libéral, une des plus funestes et des plus antinationales est bien le projet de la canalisation du Saint-Laurent. Car créer une servitude en faveur de l'étranger, c'est volontairement s'introduire le doigt dans un engrenage dont il sera, par la suite, impossible de se libérer. L'opposition ne peut que protester contre la proposition faite par le Parti libéral concernant un des projets les plus abominables jamais mis de l'avant dans ce pays. Il est dispendieux, inutile, et menace les droits et la prospérité de la province. Voilà pourquoi ce qui surprend le plus, c'est que le gouvernement chargé par mandat de protéger nos intérêts, mais non de canaliser, n'ait pas pris à temps l'attitude qui convient sur ce projet désastreux.

On parle d'unité nationale et, pourtant, à une question, le premier ministre du Canada, le très honorable M. King, a répondu qu'aucune province n'avait été consultée avant la signature de l'accord

intervenue entre Ottawa et Washington. Pourtant, notre province y est directement intéressée et le procédé d'Ottawa est pour le moins cavalier. Nous, de la province mère, n'avons même pas été consultés.

Notre premier ministre et ses maîtres politiques, MM. King et Lapointe, sont du parti qui, depuis des mois, se gargarise d'unité nationale, la représentant comme panacée capable d'intensifier la vie canadienne, dans l'harmonie et l'équité. Mais prétend-on favoriser l'unité nationale en concluant, en dehors de nous et contre nous, même si notre gouvernement local a failli lamentablement à la tâche, une entente où les intérêts et l'avenir de notre province sont en jeu?

Veut-on alors décréter que la province de Québec, province mère du Canada, ne mérite pas qu'on la consulte? Nous avons toujours généreusement fait face aux engagements d'honneur de 1867. Pourquoi, en ces temps difficiles, nous faire si durement comprendre que le gouvernement d'Ottawa, qui doit son existence et sa vie aux provinces, veut disposer à sa guise d'une de nos plus précieuses ressources naturelles, sans avoir au préalable discuté avec nous les bases et les conditions d'une entente internationale dont nous subirons les lourdes conséquences?

Dès le 26 octobre 1939, les tenants du projet reprenaient avec assurance leur campagne. L'Ontario a pris position et a su canaliser en sa faveur tous les avantages canadiens. Pendant que l'Ontario prenait les devants pour se protéger et tirer de l'aventure tout ce qu'elle pouvait en prendre, Québec n'a pas bougé. Québec est resté muet. De cela, le premier ministre actuel porte l'entière responsabilité. Non seulement il n'a prononcé aucune parole, non seulement il n'a écrit aucun petit bout de papier pour réclamer le respect de nos droits inaliénables, mais il a prouvé qu'en cela comme ailleurs, son administration n'est qu'une succursale du gouvernement fédéral. Vraiment, il y a des silences tellement lourds et profonds qu'ils sont des aveux de culpabilité. Ou serait-ce quand il se tait que le premier ministre donne sa pleine mesure?

Le Parti libéral nous lance dans une aventure dont nous ne pouvons, pour l'instant, prévoir toutes les funestes conséquences. La transaction est maintenant consommée. Par ses atermoiements, le premier ministre nous a placés devant un fait accompli. La motion du chef de l'opposition est maintenant en discussion depuis plusieurs jours et le premier ministre redoute et retarde le moment où il devra s'expliquer. Le Parti libéral a renié son attitude

de toujours sur cette question de la canalisation du Saint-Laurent. Dans toute cette histoire, il fut la succursale silencieuse, docile et obéissante du gouvernement fédéral à Ottawa. Mais la province apprécie et condamne son attitude diamétralement opposée à celle, plus conforme à nos intérêts, qu'a toujours tenue le chef de l'opposition (M. Duplessis) alors qu'il était premier ministre. Avec sa bienveillante permission et avec fierté, je rappellerai quelques paroles du chef de l'Union nationale.

Voici ce qu'il disait, le 31 mai<sup>7</sup> 1939: "En certains quartiers, on prétend que ce projet de canalisation du Saint-Laurent est dans l'intérêt du Canada, parce qu'il facilitera les communications à partir des Grands Lacs. Or, les chemins de fer, surtout ceux de l'État, subissent déjà une concurrence qui leur occasionne des déficits annuels de \$50,000,000 à \$100,000,000, dont les trois quarts sont payés par les provinces d'Ontario et de Québec. De plus, le pays n'est pas dans une situation financière qui lui permette d'entreprendre des travaux de cette envergure. Le projet de canalisation n'entraînerait que des dépenses exorbitantes. Le gouvernement provincial est donc résolu de s'opposer à ce projet de toutes ses forces et par tous les moyens à sa disposition."

Quelques mois plus tard, le chef de l'Union nationale faisait à la province une déclaration qui restera mémorable. J'en extrais les passages suivants qui démontrent avec quelle lucidité il pressentait certains dangers imminents:

"L'Union nationale considère que l'autonomie provinciale, garantie par le pacte fédératif, est essentielle aux meilleurs intérêts de la province, conforme à ses traditions, à ses droits et à ses prérogatives indispensables.

"Invoquant le prétexte de la guerre, déclarée par le gouvernement fédéral, une campagne d'assimilation et de centralisation, manifestée depuis plusieurs années, s'accroît de façon intolérable.

"La loyauté de Québec ne peut être mise en doute, car l'histoire l'enregistre dans des termes élogieux et justes, mais Québec considère que le premier élément d'une saine loyauté, c'est d'abord d'être loyal envers soi-même.

"Quant à nous, être loyal, c'est d'abord et surtout garantir le progrès et la prospérité du Canada en général et de la province en particulier.

"Québec ne peut pas et ne doit pas se prêter à des manœuvres médiates ou immédiates qui détermineraient la ruine de l'autonomie provinciale, et, conséquemment, celle du Canada.

"Nous sommes pour la coopération en autant qu'elle respecte les droits de Québec, mais nous

n'approuvons pas la collaboration financière ruineuse, anticonstitutionnelle et injuste, et nous ne l'approuverons jamais.

"La province de Québec est prête à coopérer à toutes mesures progressives et raisonnables, qui doivent être conformes à ses droits constitutionnels, à ses ressources financières et aux besoins de sa population."

Les dangers signalés par le chef de l'Union nationale se sont concrétisés depuis. Mais, au lieu d'avoir un premier ministre conscient de ses devoirs généraux vis-à-vis du pays, mais surtout soucieux des droits particuliers du vieux Québec, qui nous eût représenté de façon respectueuse mais ferme, nous n'avons trouvé qu'un homme public qui s'est tu, qui s'est incliné, qui a évolué selon les exigences de ses maîtres politiques d'Ottawa.

J'affirme M. l'Orateur, que vendre pour \$8,000,000, d'ailleurs conditionnels, nos droits provinciaux sur le Saint-Laurent, avec les conséquences que cela comporte, est indigne de la vieille tradition québécoise. C'est, de plus, méconnaître nos meilleurs intérêts et renier l'axiome anglais "What we have, we hold".

Pour signaler davantage l'attitude déplorable du premier ministre actuel, je rappellerai la déclaration d'un premier ministre d'Ontario. Elle se lit comme suit: "Nous sommes déterminés à protéger nos droits contre toute invasion ou toute confiscation par le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral, dans ses négociations internationales, entend disposer de la propriété des provinces à sa guise sans même en parler aux provinces." Il ajoutait que Québec et Ontario n'étaient pas disposées à permettre pareille reddition de leur propriété. Veut-on d'autres témoignages?

Au sujet de la canalisation du Saint-Laurent, je citerai en anglais, pour faire plaisir au trésorier et au premier ministre, la déclaration suivante de M. Alexandre Taschereau (28 avril 1928): "We have the St. Lawrence river and that river must remain Canadian. The St. Lawrence is big enough for Canada, and Canada is big enough to take care of the St. Lawrence. Montreal is at the head of navigation and must remain at the head... I do not believe in joint ventures and I do not believe the U.S. should be permitted to have any control of our great waterways. I am not anti-American. I admire the Americans. But I believe in Canada. I believe in our future and in the great natural resources that have been given to us. So long as I head the Government of the Province of Quebec, I shall maintain that view. I believe we have got to develop ourselves the natural resources that God has given us."



D'autres libéraux influents ont déjà parlé dans le même sens. M. le sénateur Casgrain s'est déjà déclaré contre le projet "qui aurait pour résultat d'inonder des milliers d'acres de terrains fertiles". M. Fernand Rinfret s'est aussi prononcé contre le projet "qui représentait de trop lourdes dépenses dont le Canada paierait sa forte part". Il y voyait surtout une question de pouvoir électrique et non de transport. Il y voyait aussi diverses causes de conflits.

Revenons à un homme que le premier ministre a bien connu, l'homme qui l'a choisi "pour continuer son œuvre". Le 14 juin 1932, en prenant connaissance des négociations de Washington avec Ottawa, M. Taschereau déclarait: "C'est une proposition grotesque. La canalisation du Saint-Laurent, telle que voulue par les États-Unis, serait un crime national. Le projet tout entier est incompréhensible et je ne comprends pas qu'on le discute à l'insu du Québec. Mais on peut être sûr d'une chose: C'est que Québec saura défendre par tous les moyens son intégrité et ses droits territoriaux et constitutionnels".

D'ailleurs, cette même année, le premier ministre Taschereau et six des ministres actuels votaient contre le projet de canalisation. Que s'est-il passé depuis? Quelle puissance occulte influence le cabinet? Le premier ministre est certes bien changeant. Mais il sera heureux que je lui rappelle aussi les paroles d'un homme public qu'il connaît plus que personne. Faisant allusion à la menace de la canalisation, cet homme public disait le 16 mai 1934, en la salle du Gesù à Montréal, précisément sur la menace de la canalisation: "Nos cultivateurs s'éveillent comme vous, les gens des villes, d'une sorte de songe durant lequel nous ne sommes pas vendus, mais donnés à l'étranger. Les provinces sont neuf sœurs de la coopération desquelles dépend la prospérité du pays. Nous devons vivre ensemble et nous ferions un crime si nous ne vivions pas en harmonie avec elles. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut sacrifier toute une province, toute une race."

Le premier ministre s'est sans doute reconnu, car c'est lui-même qui faisait alors cette déclaration, en marge de la canalisation du Saint-Laurent. On s'explique mal qu'il soit aujourd'hui prêt, pour une compensation illusoire, à sacrifier si facilement toute une province, toute une race, en cédant nos droits provinciaux sur le Saint-Laurent. Mais la province a ouvert les yeux à la réalité depuis des mois. Elle constate avec inquiétude que le pouvoir est entre les mains inhabiles trop faibles pour gouverner. Elle assiste avec stupeur aux multiples évolutions et aux

fréquentes attitudes contradictoires d'un premier ministre en qui elle a perdu confiance.

Or, sachant à quel point, d'après un grand journal libéral, la canalisation du Saint-Laurent est impopulaire dans notre province; sachant que les libéraux et leurs journaux ont toujours été totalement opposés, jusqu'à ces derniers temps, à la canalisation, le premier ministre a cru nécessaire de lancer, hors de cette Chambre, la bombe de la scandaleuse Beauharnois. Jamais, M. l'Orateur, dans toute son existence, le Parti libéral n'était descendu aussi bas dans la vallée de l'humiliation, déclarait M. King au sujet des dessous scandaleux de cette entreprise de la Beauharnois. C'est pourquoi la bombe du premier ministre semble bien lui avoir éclaté dans les mains. Car l'expropriation de la Beauharnois n'est pas du tout la véritable question en jeu en ce moment. Tenter, comme on l'a fait, d'aiguiller la discussion sur cette voie d'évitement, c'est simplement vouloir éviter de discuter, à son mérite, de la canalisation elle-même. C'est une preuve évidente, un aveu que la canalisation est préjudiciable aux intérêts de la province.

J'irai plus loin. Non seulement je dénonce cette manœuvre tentée par le parti au pouvoir, mais je prétends que le projet d'expropriation de la Beauharnois n'est, comme on l'a dit, qu'un formidable camouflage. Connaissant les tactiques libérales, je ne serais même pas surpris qu'un bill serait sous peu présenté pour faire croire à l'expropriation de la Beauharnois. Mais tout pourrait bien ensuite traîner en longueur et l'expropriation ne jamais devenir un fait accompli. Car les trusts, avec leurs puissants et rapides moyens d'action, ne semblent pas s'émouvoir, ni prendre au sérieux l'annonce à grosses manchettes de la bombe du premier ministre. "Les intérêts les plus directement concernés ne furent que très peu émus par l'annonce de l'expropriation de la Beauharnois", vient d'affirmer en toutes lettres le *Financial Post* de Toronto.

On a donc voulu mélanger les questions pour cacher la vérité. Il n'est pas surprenant que, pour défendre la canalisation et l'autre projet dont on ne connaît aucun détail, plusieurs députés de la droite, et je les plains, se soient évertués à nous présenter un fouillis d'arguments fort discutables. Nous avons d'abord entendu le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde). Il dut attendre deux mois avant de faire son discours. Nous aurions cru qu'il avait employé ces deux mois à préparer un solide plaidoyer pour motiver son attitude. Pas du tout. Il s'est contenté d'avouer qu'il connaissait très peu le projet de canalisation, mais qu'il se fiait entièrement à ses chefs politiques.

Voilà la façon avec laquelle les membres du gouvernement traitent une question de cette importance. Vint ensuite le député de Montmorency (M. Dumoulin). Il a dit que, de même que des gens rétrogrades s'opposèrent à la construction du Pacifique Canadien, de même des gens rétrogrades se sont opposés à la canalisation. Quel compliment à son parent, M. Taschereau! Quel bouquet au premier ministre et aux six membres du cabinet actuel qui s'opposaient dans le passé à la canalisation!

Le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) lui succéda. Il nous a déclaré que l'une des plus belles réformes à opérer serait de soustraire la province à la dictature économique d'un capitalisme qui a fait son temps et n'a plus raison d'exister. Or, cette dictature économique, qui, depuis des années, lui a permis de s'ériger chez nous et de se développer, si ce n'est le Parti libéral auquel il appartient? Il a simplement omis de dire que le médecin qui a conduit son patient à l'agonie est bien peu qualifié pour le guérir.

Nous avons entendu le député de Lotbinière (M. Chaloult), l'homme aux sincérités successives. Il a été de tous les partis: nationaliste, libéral, Action libérale nationale, Union nationale, Parti national, libéral indépendant, libéral plus libéral que les libéraux, mais prétendant quand même être resté nationaliste. Il avance des arguments aussi peu solides que celui-ci: canaliser favorisera le tourisme. Comme si les "yachts" des millionnaires américains ont besoin d'un tirant de 27 pieds pour naviguer dans le Saint-Laurent! Parler chiffres n'embarrasse pas le député de Lotbinière. Il a dû stupéfier le trésorier provincial. Deux cent cinquante millions, dit-il, c'est une goutte d'eau "What a man!", ont dû penser le trésorier et le secrétaire provincial.

Pour le même député, la canalisation est une chose secondaire. Les gens sérieux apprécieront. Mais, toujours d'après lui, ce qui a de l'importance par-dessus tout, c'est une promesse, une promesse faite en dehors de la Chambre par le premier ministre, au sujet de l'expropriation douteuse de la scandaleuse Beauharnois. Après avoir pris connaissance de cette promesse dans les journaux, la foi libérale du député de Lotbinière s'est rallumée. Elle le consume. Ses fièvres électriques le reprennent. Il donne publiquement au premier ministre une accolade telle que ce dernier a dû en recevoir un choc... électrique, sinon il y a un court-circuit quelque part! Le député n'attend pas que ce soit arrivé. Il croit que c'est déjà fait. Et il parlait de ceux qui traitent sans les connaître des projets discutés. Je regrette pour lui que son attitude laisse croire qu'il est l'un de ceux-là. Il s'expose encore à une cruelle désillusion.

L'expropriation de la Beauharnois, si jamais elle se fait avec l'aide conditionnelle d'environ \$8,000,000 du fédéral, ne pourra s'opérer, d'après M. King lui-même, qu'en 1949, 1950 ou plus tard. Il y aura alors longtemps que le premier ministre actuel et le député de Lotbinière seront disparus de la scène politique. Ses amis libéraux croient à l'urgence du projet de canalisation comme mesure de guerre. Pour sa part, dit-il, il n'y croit point.

Si nous résumons son argumentation, il se trouve à dire aux libéraux: Je ne crois pas à votre argument d'urgence pour gagner la guerre; mais je crois dans votre promesse de mâter les trusts à partir de 1950! Les gens sérieux apprécieront cette nouvelle transformation du député de Lotbinière.

Au sujet du problème en discussion, me serait-il permis de signaler à cette Chambre, et particulièrement au député de Lotbinière, pour son édification, à lui qui se croit toujours nationaliste, ce qu'un véritable nationaliste pensait de la canalisation du Saint-Laurent? M. Paul-Émile Lamarche disait aux Communes, en 1914, ce qui suit: "Je ne suis pas d'opinion que nous devrions considérer la frontière américaine comme une muraille de Chine et je n'ai jamais pensé ni déclaré que de faire le commerce avec nos voisins, c'était mettre en danger notre existence politique; mais, à titre de véritable Canadien, je suis opposé de toutes mes forces à ce qu'on américanise le trafic de la navigation intérieure. En temps de paix comme en temps de guerre, il y a une raison économique qui doit nous forcer à construire une voie de transport par eau sur le territoire canadien. Il nous serait possible de garder, sans partage, et pour notre propre avantage tout le trafic qui se dirigerait de l'ouest à l'est, et aussi une grande partie de notre commerce d'exportation, tandis que par la route internationale, vers le sud, chaque port américain constitue une fissure à travers laquelle s'échappe notre grain qui est ainsi perdu pour le commerce canadien."

Ce témoignage devrait suffire à démontrer ce que pensait de la canalisation du Saint-Laurent un vrai nationaliste que personne n'aurait songé à traiter de tireur de ficelles et d'ami des trusts. Le député de Québec-Centre (M. Morin) y est allé plus franchement. Il a admis sans ambages que, de toutes les provinces canadiennes, seule la province de l'Ontario tirerait des bénéfices énormes de la canalisation. Pourquoi, alors, n'a-t-il pas condamné ce projet préjudiciable à notre bourse? Il a déclaré avec conviction que le port de Montréal n'existerait pas sans le fleuve Saint-Laurent. Merci de cet important renseignement communiqué à la Chambre

et qui a jeté une lumière toute nouvelle sur le débat. Il a dit se méfier des prophéties. Mais son collègue de Gaspé-Nord (M. Casgrain) y croit et le député de Montmagny (M. Choquette) en fait. Il a parlé des fièvres variées contractées dans le canal de Panama. Mais il a oublié de faire mention des fièvres rouges contractées dans les marécages de la Beauharnois, fièvres rouges dont une nouvelle épidémie s'annonce et dont je désire signaler l'apparition et les dangers au ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx).

Les membres de la droite ont tour à tour déclaré que les opposants à la canalisation étaient des tireurs de ficelles et des défenseurs des trusts. Ils m'ont fait penser au programme "Chantons en chœur". J'aurais préféré qu'ils chantent plutôt avec bon sens: "L'étranger voit avec un œil d'envie du Saint-Laurent le majestueux cours." Mais les tireurs de ficelles ne sont-ils pas ceux qui ont organisé la Beauharnois? Les défenseurs des trusts ne sont-ils pas ceux qui les ont érigés pendant près de 40 ans et continuent de les protéger effectivement en actes, alors que par leurs paroles ils veulent faire croire le contraire?

Prenons garde! L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a déjà déclaré: "qu'à son avis, il serait plus pratique, s'il y a lieu, de construire une usine tout à côté de la Beauharnois et de lui faire ainsi concurrence que de procéder par expropriation, aventure formidable dans laquelle il serait fort imprudent de se lancer. D'aucuns, disait-il, ne semblent pas réaliser que ce serait, pour la province s'engager à garantir, et cela à même l'argent public, les intérêts d'un groupe d'individus qui y ont fait des fortunes<sup>8</sup>". Donc, de l'aveu même du ministre, député de Saint-Hyacinthe, ceux qui protègent les trusts dans l'affaire en discussion ne sont-ils pas ceux qui favorisent un certain projet dont il est question?

On dit qu'en s'opposant à la canalisation, on ferait le jeu de la *Gazette*, journal des gros intérêts. Je n'ai pas mission de défendre ce journal qui, Dieu et la province le savent, fit la plus vigoureuse campagne qui soit contre l'Union nationale et son chef, et contribua plus que tout autre à faire élire le régime libéral. Mais on admettra tout de même que, lorsqu'il s'agit d'entreprises financières d'envergure, les finances qui s'y connaissent peuvent émettre une opinion qui a tout autant, sinon plus, de valeur que celle d'un professeur d'agronomie.

Voudrait-on dire que, dans cette province, l'homme d'affaires n'aurait pas le droit d'exprimer une opinion sur des questions d'intérêt public, tout autant que les membres des autres classes de la société? Voudrait-on dire que son opinion est condamnée d'avance, sans même qu'elle ne soit

discutée? Ce serait d'une pauvre logique. On oublie bien, cependant, de mentionner que le geste du gouvernement, en annonçant l'expropriation problématique de la Beauharnois, n'est peut-être pas autre chose qu'une fusée politique destinée à détourner l'attention du projet beaucoup plus important de la canalisation du Saint-Laurent, lequel est très peu populaire dans notre province. C'est ce que vient d'écrire *La Patrie*. Tous en cette Chambre savent que ce journal est la propriété d'un libéral très en vue et ami du régime actuel.

Autre chose. Dans leur candeur, les membres de la droite ont-ils oublié qu'il faut redouter, à l'heure actuelle, une certaine catégorie de gens que d'aucuns appellent des profiteurs de guerre? Ignore-t-on que les requins nagent de préférence dans le sillage des bateaux où sévit une épidémie contagieuse et mortelle? Est-ce que certains de ces requins ne seraient pas rendus jusque dans le fleuve Saint-Laurent? Il faut se le demander.

D'autre part, parmi les plus chauds partisans du projet de canalisation et d'expropriation, ne se trouverait-il pas des gens qui, à l'insu du premier ministre, qui n'a peut-être pas toute la clairvoyance que nous voudrions qu'il possède, des gens, dis-je, qui, à son insu évoluent dans l'entourage immédiat des régimes d'Ottawa et de Québec? Je veux parler des gens toujours en quête d'entreprises gigantesques, pourvu qu'ils y trouvent leur intérêt personnel et celui de leur parti, des millions de l'argent du peuple dussent-ils être engloutis en pure perte pour satisfaire des appétits insatiables.

Je me suis laissé dire, dans le temps, que certains gros entrepreneurs avaient arraché à la couronne canadienne, pour une chanson, tous ses instruments de dragage et de travaux maritimes, afin d'avoir la capacité exclusive d'exécuter ces travaux. Il paraît même qu'ils louent maintenant leurs instruments au gouvernement fédéral pour des sommes plutôt intéressantes. Ce sont là des faits propres à faire réfléchir les membres de la droite et à les ramener à une conception plus saine du problème actuel, à les faire cesser de servir, sans le savoir, les intérêts de ceux qui se cachent souvent derrière des projets aussi considérables, suscités en un temps aussi inopportun.

Toujours pour faire diversion à la question de la canalisation elle-même, on a avancé que le projet nous procurerait des avantages au point de vue développement électrique. Sans insister sur cet à-côté du vaste projet, je ferai remarquer que les avantages hydroélectriques véritables n'iront qu'aux États-Unis et à l'Ontario, au détriment de la province de Québec. Il est facile de le comprendre.

La province de Québec produit déjà une surabondance d'énergie électrique. Elle est obligée d'exporter une partie considérable de cette énergie en Ontario et dans l'État de New York. Mais quand ces parties intéressées au projet en cours auront chez elles de l'énergie plus que suffisante, serons-nous capables d'utiliser les millions de chevaux-vapeur harnachés chez nous? Et, de plus, nous possédons des réserves inexploitées qui peuvent augmenter de façon considérable notre production. Nous en exploiterons davantage encore que nous perdrons quand même l'exportation d'énergie déjà mentionnée. Demandons-nous maintenant ce que nous ferons de notre surplus d'électricité quand, une fois le conflit terminé, nos usines de guerre fermeront leurs portes. Demandons-nous également quelles industries étrangères viendront ensuite s'établir ici quand elles auront chez elles de l'énergie en abondance.

Les députés de la droite ont oublié de le dire, mais je le répète: Tout le bénéfice de l'immense développement hydroélectrique préconisé sera à l'avantage des États-Unis et de l'Ontario; et il en sera de même pour la navigation et le transport prévus. Donc, au Canada, seule l'Ontario bénéficiera du projet, tandis que les autres provinces bénéficieront surtout des dépenses. En ce qui intéresse la province de Québec, inutile d'ajouter que l'expropriation ou non de la Beauharnois n'est pas une partie essentielle du grand projet de canalisation, ni des développements hydroélectriques qui s'y juxtaposent, mais plutôt un appât pour paralyser les objections québécoises à la canalisation. Au surplus, je le répète aussi, il ne s'agit pas présentement de prendre une décision sur l'affaire de la Beauharnois, mais de permettre aux deux côtés de la Chambre de définir leur attitude sur la canalisation du Saint-Laurent.

La droite essaie péniblement de démontrer que la canalisation offrira quelques avantages au point de vue transport. A-t-elle songé que des corps importants, directement intéressés, se sont opposés au projet: Le Montreal Corn Exchange, la Shipping Federation of Canada, la Dominion Maritime Association, le Board of Trade et la Chambre de commerce de Montréal se sont déclarés contre le projet. Ces gens connaissent leurs affaires. Or, ils doivent connaître les véritables intérêts de Montréal autant que le premier ministre.

On prétend que le transport du blé coûtera moins cher. C'est fort discutable. Des spécialistes affirment que les bénéficiaires probables seront les importateurs étrangers qui exigeront de payer un prix

moindre. Et même, ce dont nous doutons, si la canalisation favorisait légèrement les intérêts agricoles de l'Ouest canadien, pouvons-nous, en conscience, nous de la province de Québec, sacrifier nos intérêts pour ceux d'autres provinces? Québec a déjà payé assez cher pour aider les gens de l'Ouest par sa part de toutes les gratuités fédérales sur le blé, en fournissant généreusement 30 % des millions dépensés par le fédéral dans les provinces des Prairies. Tout récemment encore, nous avons contribué notre quote-part des quelque \$80,000,000 destinés à maintenir le prix du blé. Nous assumerons, cette année, tout près du tiers des \$35,000,000 subventionnés pour payer au cultivateur de l'Ouest tant de l'acre non ensemencé de blé. Si, en même temps, nous dépensons des millions pour un "scheme" qui nous enlèverait la plus grande partie du commerce du blé, où serait la logique?

Comme il n'y a pas de prospérité sans commerce, comment rêver de prospérité pour nos chemins de fer si, par le projet de canalisation, une foule de marchandises maintenant expédiées par chemin de fer le seront par bateau? Ce serait le comble de l'illogisme. De Chicago, par exemple, viennent à Montréal, par trains frigorifiques, d'immenses quantités de viandes qui y sont chargées sur des bateaux frigorifiques. Avec la canalisation, le chargement se fera sur les bateaux à Chicago même. Montréal et les chemins de fer y perdront. Et les automobiles, fabriquées à Windsor et ailleurs, qui sont expédiées à Montréal par wagons pour y être chargées sur les bateaux? Leur embarquement sur les bateaux se fera ensuite à leur plus proche point de départ. Il en sera de même pour une foule d'autres marchandises d'exportation pour l'Europe et d'autres continents, car Montréal, en plus d'offrir un marché domestique considérable, commande un important commerce d'exportation, tout comme d'importation. Nos voies ferrées, le port de Montréal et la métropole seront donc privés pour toujours d'une large part des revenus considérables provenant de la manutention et du transport des marchandises.

Le député de Québec-Centre (M. Morin) a souligné que le rail se ressentait de la rivalité du camion. Serait-il pratique d'ajouter à ses difficultés financières en lui créant, à coups de millions arrachés aux goussets des contribuables, un troisième concurrent? Sa situation deviendra désespérée. On sait que c'est la population qui paie nos déficits ferroviaires puisque le Canadien National nous appartient. Quand on sait que le Canadien National seul a coûté au pays plus de \$3,000,000,000, dont la province a payé près du tiers; quand on sait que nous

soldons 30 % des déficits annuels variant de \$50,000,000 à plus de \$100,000,000, nous créerions au chemin de fer une concurrence additionnelle ruineuse qui le forcera à congédier des milliers d'employés? Allons donc!

Et nous verrions, d'un cœur allègre, le port de Montréal perdre sa suprématie maritime et fluviale, au bénéfice de Toronto et d'ailleurs, cependant que des milliers de débardeurs et autres employés perdraient leur gagne-pain?

Il y a plus. Si jamais la canalisation s'accomplit, il n'en prendra pas 10 ans pour que Montréal se voie enlever son titre de métropole, avec tous les avantages que cela comporte pour la province de Québec. L'argent est de plus en plus rare. Nous sommes écrasés de taxes. Nous croulons sous le lourd fardeau des dettes. Nous sortirons de la guerre plus pauvres que jamais. Malgré cela, nous irons nous lancer, imprudemment, dans une aventure dont les résultats sont, non seulement problématiques, mais certainement désastreux pour la province de Québec. Ce serait un non-sens.

Mais, pour faire avaler le projet, on intensifie la propagande. D'aucuns répètent qu'il est nécessaire comme mesure de guerre. Que vaut cette prétention? Le projet prend de l'âge. Il est déjà vieux de 40 ans. On l'a apprêté à toutes les sauces sans réussir à la rendre comestible. On nous l'a déjà servi au cours de la dernière guerre. Le pays n'a jamais voulu l'accepter. Aujourd'hui, on le ramène au premier plan, sous l'étiquette "d'urgente mesure de guerre". On espère ainsi faire accepter cette entreprise dangereuse, coûteuse, ruineuse, à la faveur de la tension créée par le conflit européen. Je ne vois pas que la chose profite à la Grande-Bretagne; mais je suis convaincu qu'il y aura des profits énormes pour les entrepreneurs et les solliciteurs de contrats plantureux.

Je soumets que, loin d'aider, lancer actuellement le pays dans ce projet nuira infailliblement à l'effort de guerre. Pourquoi?

1. À cause du coût formidable, imprévisible, de l'entreprise.

On a cité des témoignages d'experts. Je citerai, sans commentaires, quelques opinions tirées d'une analyse du professeur W. T. Jackman, de l'Université de Toronto, économiste distingué et autorisé dans le domaine du transport. Il motive son opposition au projet en affirmant qu'il n'est économiquement justifiable ni pour l'amélioration de la navigation, ni comme développement hydroélectrique, ni comme contribution à l'effort de guerre du Canada. D'après lui, le projet actuel ne représente qu'une partie du

projet total. D'après lui, les estimés actuels ne représentent qu'une première tranche du coût réel et définitif qui s'élèvera, affirme-t-il, avec les travaux connexes indispensables, au montant formidable de \$2,500,000,000 à \$3,000,000,000. Donc, d'après l'économiste Jackman, la dépense actuellement prévue pourrait bien être quintuplée.

2. Non seulement le coût lui-même, mais aussi l'immobilisation de centaines de millions de capitaux, alors qu'Ottawa en cherche partout, serait de nature à nuire à l'effort de guerre.

3. Entreprendre présentement les gigantesques travaux que nécessitera le projet réclamera les services d'une armée de techniciens et d'ouvriers spécialisés qui seront détournés des industries de guerre, alors que le projet ne sera complété vraisemblablement que lorsque la guerre sera finie. Pourtant, depuis un an surtout, à maintes reprises, des ministres fédéraux ont insisté sur les besoins que nous avons de techniciens et d'ouvriers compétents. Et quand nous savons que le creusage du canal de Panama employa, en une seule année, 50,000 hommes, on prendrait le risque d'en réquisitionner beaucoup plus pour une entreprise énormément plus considérable, alors que nous pourrions en avoir un pressant besoin ailleurs. Serait-ce logique?

4. L'entreprise réquisitionnera également des montagnes de matériel brut, des milliers de tonnes de matériel, des milliers de wagons, de camions, de machines, d'instruments coûteux, etc.

Ne croit-on pas que les circonstances présentes portent à se demander si le pays n'aura pas besoin de tout ce matériel pour des fins plus pressantes? Songeons encore que l'entreprise moindre du canal de Panama prit, en une seule année, 4,000,000 de barils de ciment et 350,000 tonnes de matériaux divers.

Résumons. Détourner des industries et fins de guerre d'énormes capitaux, une armée de techniciens et d'ouvriers spécialistes, des montagnes de matériaux et machineries ne pourraient avoir pour effet que de nuire à l'effort de guerre du Canada. À ce point de vue comme à d'autres, on ne peut donc raisonnablement prétendre que les circonstances sont tellement avantageuses que l'heure est venue de se lancer dans une aventure comme celle de la canalisation du Saint-Laurent.

A-t-on songé sérieusement aux conséquences majeures possibles de l'accord intervenu entre le Canada et les États-Unis? L'honorable député de Labelle (M. Paquette) rappelait que le sénateur américain Ten Heye a déjà demandé l'agrandissement jusqu'au fleuve Saint-Laurent du

territoire états-unien, en compensation des milliards que la Grande-Bretagne doit aux États-Unis. Pourrais-je rappeler à cette Chambre les déclarations annexionnistes du colonel Lindberg, dont le sénateur Borah, qui a répété à maintes reprises que: "La frontière naturelle entre les États-Unis et le Canada est et doit être le fleuve Saint-Laurent". Et si nous ajoutons que le représentant du Michigan, George O'Brien, proposait le 25 mars "que le président Roosevelt négocie avec Ottawa l'acquisition de tout le territoire canadien situé sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent", nous voyons où la pensée annexionniste américaine se dirige de plus en plus. Sa concrétisation amputerait la province de Québec de la moitié de ses plus beaux et plus riches comtés.

Or, si le projet de la canalisation se matérialise, ne donnera-t-il pas aux Américains partisans de l'annexion un nouveau prétexte pour activer leur campagne dans le but d'obtenir que la frontière américaine étende ses bornes jusqu'à la ligne de démarcation du fleuve Saint-Laurent? Le gouvernement de Québec va-t-il s'ouvrir les yeux et se rendre à l'évidence du danger que comporte, pour l'intégrité future de notre territoire, le projet de canalisation du Saint-Laurent? Ne serait-ce pas un premier pas qui amènera des complications de ce côté dans l'avenir? Il faut prévoir et ajouter à cela les difficultés internationales fréquentes et nombreuses qui pourraient survenir.

Je ne trouve rien de mieux pour illustrer cette idée que de citer les paroles d'un patriote reconnu qui prévoyait de tels dangers de frictions internationales avec la canalisation du Saint-Laurent. Voici comment M. Paul-Émile Lamarche présentait cet argument: "Si nous adoptons la route du Saint-Laurent, nous pouvons prévoir déjà bien des difficultés qui pourront survenir de la création, de la vente ou de l'octroi des chutes d'eau, de l'inondation des terrains, de la réglementation des cours d'eau de l'élévation et de l'abaissement du niveau de la rivière, ainsi que de la réglementation des privilèges de canalisation et de la navigation en général. Ceux qui ont étudié l'histoire de notre pays, en ce qui concerne ses rapports avec l'Oncle Sam, sont portés à être prudents, chaque fois que nous avons ajouté à son territoire un morceau du nôtre. Lord Alverstone a réglé la dernière dispute en américanisant une partie de notre Yukon."

J'ajouterais simplement que la province de Québec doit savoir plus que toute autre qu'un chemin mitoyen est toujours un nid à chicanes.

Il y a donc de très sérieux arguments contre la canalisation du Saint-Laurent. Je me contenterai,

sans y ajouter d'autres commentaires, d'en résumer une douzaine en un bref tableau, faisant cependant remarquer que la plupart de ces arguments ont été puisés à des sources libérales opposées au projet:

1. Il n'y a aucune urgence de se lancer dans une telle aventure en temps de guerre. Elle est inopportune et nuirait à l'effort de guerre du pays en immobilisant des millions de capitaux, des montagnes de matériels et des milliers d'hommes;

2. Quand on sait que les canaux de Panama, Suez et Welland ont coûté trois fois le montant prévu, le Canada ne peut se charger d'une dette aussi formidable, alors que nos gens sont déjà trop taxés et que les résultats du projet sont purement problématiques. Cette entreprise coûtera des sommes fabuleuses alors que notre économie est déjà durement engagée;

3. Ces travaux, dont une forte partie sera payée par tout le Canada (30 % par Québec), ne profiteront nullement à huit provinces. Seule la province d'Ontario peut en tirer quelque chose, alors que la province de Québec n'en profitera guère;

4. En ce qui concerne les avantages de transport maritime, seul l'Ouest moyen des États-Unis et l'Ontario en profiteront. Pourquoi dépenser notre argent pour eux?;

5. Il est impossible de prouver que la colossale dépense serait récupérée en bénéfices de transport maritime, quand on considère que les canaux sont fermés cinq mois par année;

6. Pour cette route maritime, profitable seulement aux autres, nous ruinerions, au prix de centaines de millions, nos deux grands réseaux ferroviaires qui nous ont coûté des milliards;

7. La route maritime nouvelle aiderait bien peu à l'Ouest canadien, mais elle ruinerait le port de Churchill construit au coût de \$50,000,000;

8. Il est à craindre que cette canalisation, en amont de Montréal, créerait une diversion des eaux qui serait ruineuse pour le port national canadien de Montréal. Des ingénieurs compétents expriment cette crainte;

9. Montréal perdrait bientôt son titre de métropole, avec tous les avantages qu'il comporte, pour le céder à Toronto, encore au bénéfice de l'Ontario;

10. Si les Américains veulent de l'énergie électrique, nous pouvons produire dans Québec 10,000,000 de chevaux-vapeur qu'ils devraient venir utiliser dans notre province. Leurs industries ont toujours été les bienvenues chez nous;

11. La fierté nationale exige que nous ne permettions pas à un pays étranger de venir

développer nos ressources naturelles à sa guise, surtout lorsqu'il s'agit du plus beau joyau du Canada, de l'un des biens les plus précieux du Québec;

12. Ce serait un crime national inconcevable que de mettre volontairement en danger l'intégrité future de notre territoire, ce que le projet actuel ne pourra que favoriser. Le sénateur Ten Heye et le représentant O'Brien ont répété récemment que la frontière logique des États-Unis est au fleuve Saint-Laurent. Le sénateur Borah et le colonel Lindbergh ont exprimé la même opinion.

En reniant son attitude de toujours sur cette question de la canalisation du Saint-Laurent, le Parti libéral nous lance dans une aventure dont nous ne pouvons prévoir toutes les funestes répercussions. Que le gouvernement actuel sorte du songe déplorable dans lequel il se complaît actuellement! Qu'il prenne la seule attitude virile et digne qui convient, car sur la carte du Saint-Laurent se joue peut-être l'avenir du Canada, mais certainement les intérêts vitaux du Québec.

Qu'à l'exemple du chef de l'Union nationale et futur premier ministre, le premier ministre actuel s'élève à la hauteur de la tradition parlementaire québécoise de tous les chefs politiques, Duplessis, Taschereau, Sir Lomer Gouin, qui surent se montrer intransigeants quand les dangers venant de l'extérieur menaçaient la vie et l'avenir de leur province.

**M. Gosselin (Missisquoi)<sup>9</sup>:** M. l'Orateur, je félicite le gouvernement de l'attitude qu'il a prise au sujet de la canalisation. Il est bon, de cette façon, d'améliorer les relations amicales entre le Canada et les États-Unis et de contribuer à la prospérité, tout en augmentant le nombre des établissements industriels dans la province. Je suis surpris que l'opposition ne se soit pas levée pour dire qu'elle approuve le projet de canalisation par reconnaissance pour un pays qui s'est porté à notre secours.

Nous devons, dans la discussion de cette question, parler en Canadiens. La population du Québec ne doit pas oublier qu'elle est canadienne, tout comme la population des autres provinces du dominion. La province de Québec ne peut juridiquement s'opposer à la canalisation du Saint-Laurent. Si le gouvernement fédéral veut réaliser le projet, il a tous les pouvoirs pour le faire, sans le consentement des provinces. Il faut de plus coopérer avec les États-Unis. En ce moment, surtout, nos puissants voisins nous apportent leur aide généreuse dans notre lutte pour la sauvegarde de nos droits les plus sacrés.

On a reproché au premier ministre son silence sur la canalisation depuis quelques mois. Un homme public peut changer d'opinion sur un problème aussi important et qui comporte des aspects aussi divers. Il ne faut pas reprocher au premier ministre d'avoir attendu pour se prononcer, de connaître la nature du projet et ses conséquences possibles. Je suis d'avis que l'attitude du chef du gouvernement provincial est tout à fait raisonnable. La question, en définitive, est du domaine de la politique fédérale. Mais la province a des privilèges à réclamer. Je suis assuré que le premier ministre saura les faire valoir en temps opportun. C'est le devoir de notre gouvernement d'assurer le progrès de la population en portant à son maximum le développement de nos ressources nationales. Je félicite le premier ministre d'avoir eu l'intelligence et le courage de changer d'avis au sujet de la canalisation et d'adapter ses idées à la situation mondiale changeante et aux besoins actuels du Canada.

Je proteste contre l'affirmation que la canalisation nuirait aux chemins de fer. Après avoir bien étudié la question, j'en suis venu à la conclusion que le projet ne menace en rien nos chemins de fer. Les chemins de fer ne craignent pas la concurrence, car ils sont capables de se défendre. Les canaux intérieurs ont toujours, dans tous les pays, apporté la prospérité et favorisé du même coup le transport ferroviaire. Là où il y a développements hydroélectriques, il y a aussi commerce et succès. Les employés de chemin de fer n'ont jamais été opposés à la canalisation du Saint-Laurent. Ils ne craignent aucunement la concurrence de la navigation. Chaque année, ils ont présenté des mémoires aux gouvernements. Jamais dans ces mémoires on a trouvé l'expression d'une crainte au sujet de la canalisation du Saint-Laurent.

Sir Edward Beatty et Sir Henry Thornton ont déclaré naguère que la canalisation du Saint-Laurent était nécessaire. On a mentionné tout à l'heure le slogan: "What we have, we hold". Avec le Parti libéral nous pouvons dire: "What we have, we wish to develop".

L'opposition a critiqué le premier ministre d'avoir attendu longtemps avant de soumettre à la Chambre cette question de la canalisation. Je comprends qu'il s'agit non pas d'une entreprise provinciale, mais d'une chose qui intéresse tout le pays. Le projet de voie maritime est vraiment entre les mains de notre pays entier, et non pas seulement entre les mains de notre propre province de Québec. Le député de Papineau (M. Lorrain) a rappelé en outre que le premier ministre avait énoncé, en 1932, une opinion contraire au projet. Je ne puis que

féliciter de nouveau l'honorable premier ministre d'avoir su adapter son opinion aux temps que nous traversons et de faire face courageusement aux conditions présentes. Je suis sûr qu'il saura conduire la province vers la prospérité. Dans les circonstances actuelles, si nous attendons, il sera trop tard pour profiter des avantages que nous offre la canalisation.

Je propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Francœur), l'ajournement du débat.  
Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

---

## NOTES

1. \$88, selon *La Presse* du 2 avril 1941, à la page 15.
2. \$125, selon *La Presse* du 2 avril 1941, à la page 15.
3. Ceci fait référence au livre blanc sur le projet qui montre qu'une seule réponse fut envoyée par M. Godbout: un télégramme dans lequel il donne son accord à la nomination de M. Lefebvre, selon *The Gazette* du 2 avril 1941, à la page 11.
4. Le trésorier provincial fit son discours en anglais, selon *Le Soleil* du 2 avril 1941, à la page 10.
5. John Young (1811-1878). Proche des libéraux modérés et en faveur du libre-échange avec les Américains. C'est toutefois au sein de la Commission du Havre de Montréal que Young s'est le plus illustré. La Commission du Havre de Montréal fut établie par le Parlement du Bas-Canada en 1830 avec le mandat d'améliorer et d'agrandir le port. Nommé à cette commission en 1850, Young en devient le président en 1853. Il y déploie des efforts importants pour améliorer l'efficacité du port de Montréal et de la canalisation du Saint-Laurent grâce au dragage du fleuve. Il mettra tout en œuvre pour établir le port de Montréal comme terminus de la navigation océanique.
6. Témoignages du président Roosevelt puisés dans le livre blanc déposé à Ottawa, selon *L'Événement-Journal* du 2 avril 1941, à la page 15.

7. *Le Devoir* du 2 avril 1941, à la page 6, écrit le 31 mars 1939.

8. Déclaration faite le 8 janvier 1937 à un déjeuner de jeunes libéraux, au Reform Club de Montréal, selon *Le Temps* du 4 avril 1941, à la page 4.

9. Il est chef de gare pour le Canadien Pacifique à Farnham, selon *L'Événement-Journal* du 2 avril 1941, à la page 16. Il s'est exprimé en anglais, selon *La Presse* du 2 avril 1941, à la page 15.



## Séance du mercredi 2 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec.

Office  
du crédit agricole

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), la permission de présenter le bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi  
du prêt agricole

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi du prêt agricole de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Usines  
dans Chicoutimi

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 47 modifiant la loi favorisant la rouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi  
des voitures d'hiver

**M. Renault (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Demandes de documents:

Réforme  
de l'éducation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 19 mars dernier, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chalout), dont elle a été saisie le même jour, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance et de tout document échangés entre le gouvernement de la province ou son secrétaire et le Conseil de l'instruction publique ou nos seigneurs les évêques en vue de réformer l'éducation et la rendre plus "réaliste et pratique".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève pour protester contre la reprise du débat, car on laisse ainsi de côté la discussion commencée depuis quelques jours sur la canalisation du Saint-Laurent. La Chambre, dit-il, devrait continuer le débat sur la canalisation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement est tout anxieux d'entendre ce que le chef de l'opposition aura à dire sur cette question que sur la canalisation du Saint-Laurent. Il nous tarde de continuer le débat sur la motion du député de Lotbinière. La discussion sur la canalisation sera continuée bientôt.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis étonné de l'attitude du premier ministre. Il est important de continuer le débat sur la canalisation immédiatement. Si nous nous ruinons avec la canalisation, il ne restera plus rien pour l'instruction publique. Le

premier ministre devrait se rendre aux supplications du député de Laval (M. Leduc) qui disait, hier, sa hâte de connaître ce que le premier ministre aurait à dire.

**M. l'Orateur** donne la parole au représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain) pour continuer le débat sur la motion relative à la réforme de l'éducation.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, notre éducation est un beau monument qui témoigne qu'il s'est fait de grandes choses dans la province de Québec. La cordialité des relations qui existe entre les éducateurs et les élèves qu'ils ont formés rend plus facile une discussion constructive des problèmes de l'éducation. C'est le propre des institutions vigoureuses de ne pas s'attarder dans la stagnation. C'est aussi le propre des nations qui ont une haute civilisation. Dieu merci, nous n'avons chez nous ni cloison étanche, ni barricade qui nous séparent des éducateurs, et c'est avec une entière confiance réciproque que nous cherchons avec eux les moyens d'imprimer plus de vigueur à l'élan spirituel et économique de la province par le moyen d'une éducation meilleure.

La préoccupation qui hante les esprits à ce sujet ne signifie pas que tout est à détruire et à refaire dans notre système éducationnel, bien au contraire. Mais c'est le propre des êtres forts et des institutions vigoureuses et le signe de leur vitalité que de les voir sans cesse chercher à la modifier et à la transformer pour le mieux. Le jour où nos éducateurs, nos élites et notre peuple seront satisfaits et qu'ils trouveront qu'il n'y a rien à améliorer sera l'époque du recul et de la dégénérescence. La sollicitude générale et l'atmosphère de bonne volonté qui entourent le problème éducationnel me mettent à l'aise pour faire part à la Chambre de quelques idées constructives que je désire verser dans ce débat.

Pour que l'enseignement soit réaliste et pratique, il doit former l'individu et la nation. Si l'individu doit être armé pour la vie par les maîtres de sa jeunesse, la collectivité tout entière doit recevoir une éducation qui l'anime d'un véritable esprit national. Si chaque citoyen doit recevoir le bagage de connaissances et la trempe de caractère nécessaires à sa réussite personnelle dans la sphère de son métier ou de sa profession, il importe également que la collectivité possède une notion précise de l'idée de patrie et que cette notion soit la même pour tous. Chacun doit connaître les droits et privilèges que sa situation de citoyen du Canada

résidant dans la province de Québec lui confère. Il doit connaître aussi ses devoirs envers la patrie canadienne et les institutions publiques dont l'armature permet à chaque individu de vivre libre dans la paix et la sécurité.

C'est l'opinion exprimée par Son Excellence Mgr Courchesne, évêque de Rimouski, dans son beau livre sur "Nos humanités". "L'importance primordiale de l'élément national ne saurait échapper à personne: il ... est facteur principal d'éducation dans l'ordre naturel et l'on sait bien quelle immense valeur prend à l'égard de l'éducation surnaturelle une base naturelle bien organisée."

Pour que l'idée de patrie soit nettement comprise, l'histoire du Canada doit être enseignée de façon vivante et propre à frapper l'imagination et la fierté des élèves. La géographie du pays doit être enseignée de façon intelligente et captivante. Les ressources matérielles, les exportations, les richesses principales et caractéristiques doivent être connues. Pour ce qui concerne l'histoire aussi bien que la production des richesses naturelles et leur exportation, les manuels doivent être rigoureusement à date, ou le professeur doit être en état de les corriger. L'histoire constitutionnelle doit être enseignée de façon claire et rendue plus vivante en faisant voir, à chaque tournant, les visages de ceux qui ont contribué à transformer le Canada de simple colonie de la couronne en une grande nation.

Je cite la haute autorité pédagogique de Mgr Courchesne: "Sur cette question de sentiment national, on peut dire des choses irritantes dans tous les pays du monde, si l'on en fait une norme absolue de la vie, sans tenir compte des lois de la charité chrétienne envers les autres nationalités. Mais les abus possibles de ce sentiment naturel ne seront guère corrigés par une éducation qui omettrait d'augmenter le sentiment national. Nos élèves ne sont pas l'homme à l'état d'abstraction; ils sont les fils d'une race déterminée. Ils vivent à un point précis de l'espace et du temps. L'éducateur supplée les parents et l'on ne voit pas bien comment ils pourraient se dérober à l'obligation d'enseigner le respect de l'héritage physique, intellectuel et moral qui vient de la famille, de la nationalité en même temps que de l'Église."

Notre pays réunit deux races fortes: l'anglaise et la française. L'éducation nationale doit tenir compte du fait que nous sommes deux races en ce pays, deux races qui ont toutes deux des obligations. Il ne faut pas ignorer cette partie de l'histoire du Canada qui a été bâtie par les Anglais, pas plus que nous ne voulons voir ceux-ci ignorer la partie

française de notre histoire, qu'elle date d'après ou d'avant la Conquête. Il faut enseigner l'histoire de notre pays en apprenant ce que les Canadiens français ont fait de bien et de beau et ce que les Canadiens anglais ont fait de bien et de beau également. Nos enfants doivent recevoir des maîtres, à chaque occasion, des leçons propres à leur former une mentalité canadienne et devenir imbus du sentiment qu'un Canadien français est chez lui de Halifax à Vancouver, dans le pays des Joliette, des La Vérendry, des D'Iberville.

La mission particulière de la race française au Canada doit être gravée dans l'esprit de l'élève. Cette mission a été proclamée de façon émouvante par le premier ministre du Canada, l'honorable Mackenzie King, à l'occasion des malheurs de la France: "Nous sommes en Amérique les gardiens de la civilisation et de la culture française, et nous avons le devoir de conserver leur prestige et de le faire rayonner."

Une nation comme la nôtre et les deux races qui la constituent n'ont rien à envier aux autres peuples de la terre. La dignité et la conscience de la valeur de chacune des races sont la contrepartie facile et naturelle des qualités propres et des droits de la race partenaire.

Pour que cette conception qui découle des faits historiques et ethniques soit généralisée chez la jeunesse et qu'elle inspire les citoyens de demain, il importe souverainement que les maîtres aient une conception virile, noble et généreuse des éléments qui constituent la patrie canadienne et lui impriment son caractère. La situation particulière de cette partie du Canada qui est la province de Québec impose des responsabilités graves à ceux qui ont charge de l'éducation.

Je prends le mot dans son sens large, celui de formation du caractère et de l'esprit, élément aussi important et peut-être plus que l'acquisition des connaissances. L'élément ethnique français étant situé en grande majorité dans la province de Québec, nos frères des autres provinces tournent naturellement les yeux vers elle pour y chercher une inspiration, un stimulant, des motifs d'espérance et de fierté, et rien ne peut les encourager davantage à accomplir leur tâche de citoyens canadiens de langue française que de voir les gens de Québec, armés d'une forte éducation, jouer un rôle de premier plan dans toutes les sphères de l'activité nationale.

Les observations d'ordre général que je viens de faire s'appliquent à l'éducation dans son ensemble. Je désire maintenant faire des remarques particulières au sujet de l'instruction primaire et de l'instruction secondaire. Il est généralement admis

chez nous que notre éducation primaire fait gravement défaut et que les enfants sortent trop jeunes de l'école et insuffisamment instruits, formés et préparés à la lutte pour la vie. Quelle est la cause de ce mal?

Certaines commissions scolaires sont mal organisées et, souvent, les institutrices sont insuffisamment payées. Combien de commissions scolaires s'occupent de surveiller l'instruction que reçoivent les enfants et la compétence de l'institutrice? Le principal souci de plusieurs n'est-il pas d'obtenir les octrois les plus généreux possible du gouvernement et de payer l'instituteur ou l'institutrice le meilleur marché possible, de façon à pouvoir se vanter de réduire les taxes?

Je n'ai pas la prétention de suggérer quel système nouveau devrait être adopté, mais il me semble que le citoyen ordinaire constate que le système actuel a des défauts et devrait être amélioré. Serait-ce par la création de commissions scolaires de comté, qui remplaceraient les petites commissions scolaires, multipliées presque à l'infini? Serait-ce par le contrôle plus direct et plus resserré du Conseil de l'instruction publique sur l'enseignement? Je laisse à ceux qui ont l'expérience et la compétence voulues le soin de trouver la solution, mais je soumets qu'une amélioration s'impose.

Le traitement des instituteurs et institutrices est insuffisant pour attirer autant de compétences qu'il lui en faudrait. Il est important de voir au rehaussement du traitement de nos instituteurs et de nos institutrices pour relever le niveau de l'enseignement. Celui des instituteurs, tout particulièrement, devrait être relevé car, pour former des garçons, un homme réussit généralement mieux qu'une femme, notamment dans les années les plus avancées à l'école; pour retenir l'attention de l'élève, il exercera une influence plus énergique, plus efficace. Il aura plus de prestige. Un maître peut réussir mieux qu'une institutrice, souvent trop jeune, que l'élève est parfois tenté de ne pas prendre très au sérieux.

Nos enfants ne reçoivent pas à l'école d'orientation professionnelle et, sauf exceptions, le choix de leur métier ou de leur gagne-pain se fait au hasard. On entend souvent parler de bacheliers déclassés. Il n'y en a peut-être pas tant qu'on le dit, mais songe-t-on suffisamment à la quantité de primaires déclassés qui n'ont aucune aptitude particulière à gagner leur vie et n'ont pas appris dans leur jeunesse un métier pour lequel ils auraient eu des aptitudes? Les maîtres devraient s'efforcer de démêler les attitudes des enfants et les orienter.

Les instituteurs devraient être mis au courant des méthodes modernes pour découvrir la vocation de l'élève pour telle ou telle carrière. Dans au moins une des écoles de chaque paroisse, on devrait installer une sorte de petit atelier composé des éléments de plusieurs métiers, où l'élève travaillerait sous la surveillance du maître, qui pourrait l'aider à découvrir ses goûts et ses aptitudes.

Comme complément de cette orientation professionnelle, et il y a lieu, afin de préparer les nôtres à prendre leur place dans l'industrie qui fait des progrès immenses, de multiplier les écoles d'arts et de métiers pour les rendre plus accessibles à tous ceux qui veulent aller s'y instruire. Outre les écoles d'arts et métiers, nous avons une école de pêcheries, des écoles d'agriculture, qui peuvent rendre d'immenses services. Il me semble que, dans une province qui est traversée par le plus beau fleuve du monde, nous devrions également avoir une école de marine.

À ce sujet, qu'on me permette de remarquer que, pour les élèves de régions pauvres et éloignées, les frais de déplacement pourraient être payés par l'État et une bourse accordée pour des frais de séjour, pour permettre à nombre de jeunes gens pauvres de bénéficier de ces écoles. Tous les citoyens de la province ont les mêmes droits, et il serait injuste que ceux qui habitent loin des centres où se trouvent les écoles d'arts et métiers soient privés des mêmes chances de succès dans la vie que ceux que les circonstances ont placés plus près.

Une orientation professionnelle et surtout la fréquentation des écoles d'arts et métiers de pêcheries, d'agriculture ou de marine, ne seront possibles que si les enfants fréquentent l'école assez longtemps pour avoir le bagage de connaissances indispensables pour avoir accès aux écoles spécialisées. Or, nos enfants ne fréquentent pas suffisamment l'école et, en général, ils la quittent beaucoup trop tôt. Il faut nécessairement trouver les moyens de persuasion pour que les parents envoient leurs enfants à l'école plus régulièrement et pendant un plus grand nombre d'années. L'opinion publique devrait être formée sur ce point. Si cela ne suffit pas, il peut devenir indispensable d'en venir à une certaine coercition. Simple justice pour la nouvelle génération.

Les parents objecteront peut-être que l'instruction, surtout dans les familles nombreuses, est rendue extrêmement coûteuse par la multiplicité et les changements fréquents des manuels. De toute nécessité, les manuels doivent être moins nombreux et changer moins souvent, de façon à ce qu'ils

puissent servir à tous les enfants d'une même famille qui fréquentent successivement une même école, ou qu'un enfant qui change de domicile puisse se servir des mêmes manuels là où il va habiter. Les manuels scolaires devraient être uniformisés, afin de les rendre moins coûteux, surtout pour les familles nombreuses.

Si on reconnaît le principe qu'un Canadien de langue française est partout chez lui au pays et qu'il n'existe pas une réserve québécoise où les activités de notre race doivent se consigner, il faut nécessairement, en toute justice pour nos citoyens de demain, leur permettre d'aller gagner leur vie, s'ils le désirent, dans n'importe quelle partie du pays et dans n'importe quel métier. Je ne prétends pas qu'à l'école primaire il soit nécessaire ou même possible de donner aux élèves une connaissance parfaite de l'anglais, surtout au point de vue de composition et de grammaire, mais un système d'enseignement par conversation devrait instruire chaque élève suffisamment pour lui permettre, du moins, de se débrouiller. L'éducation doit se prolonger chez l'adulte. Les cerveaux ne doivent pas se fermer au moment où les portes de l'école se ferment, suivant l'expression d'un de nos hommes de lettres distingués.

J'aime bien les journalistes et j'ai beaucoup d'estime pour leurs talents, mais l'esprit ne peut s'alimenter exclusivement de la lecture des journaux. Il faut lire des livres. Dans le peuple, on lit bien peu chez nous. Le gouvernement va assurer la réouverture de la bibliothèque Saint-Sulpice à Montréal; très bien. Mais les gens de nos petites villes et de nos villages ont droit à la culture comme les gens de la métropole. Ne serait-il pas possible que, dans la principale école de chaque paroisse, il y ait une bibliothèque accessible aux adultes et où on trouverait tous les ouvrages nécessaires, non seulement à l'agrément de l'esprit, mais aussi au perfectionnement des différents métiers et pour apprendre aux enfants à lire?

La radio a, sur l'éducation de l'enfant comme de l'adulte, une influence incalculable et regrettable sur notre parler français. C'est un facteur éducationnel dont il faut tenir compte. Je prends le cas d'une mère de famille qui, vers la fin de l'après-midi, passe beaucoup de son temps à corriger les devoirs de ses enfants. N'est-il pas décourageant pour une petite maman, qui a essayé toute la journée à enseigner à ses enfants à bien parler notre langue, d'entendre le soir à la radio des sottises, dites dans un français affreux et qui sont un véritable carnage pour notre langue?

(Applaudissements)

**Des députés ministériels:** Très bien! Très bien!

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** La commission de la radio est composée d'hommes intelligents. S'ils n'ont pas les pouvoirs nécessaires pour contrôler toutes les émissions commerciales, qu'on les leur donne, afin qu'on cesse de massacrer quotidiennement la langue française et de déformer l'esprit de nos enfants. Je sais qu'il me suffit d'attirer sur ce fait l'attention de Radio-Canada, qui compte des hommes cultivés à sa direction, pour qu'une meilleure surveillance des programmes soit exercée.

L'enseignement secondaire, comme une grande partie de l'enseignement supérieur, a chez nous, un caractère privé. Qu'on me permette de rendre l'hommage qui convient au zèle et à l'intelligence de notre clergé et de nos communautés d'enseignement, pour l'œuvre magnifique accomplie dans le domaine de l'enseignement secondaire. Si, comme dans les autres pays, l'État avait été obligé d'assumer cette obligation, des millions et des millions de dollars auraient été nécessaires à l'accomplissement d'une œuvre exécutée pour les motifs les plus élevés. L'élément français de ce pays doit une immense reconnaissance au clergé.

Cette affection me donne, semble-t-il, le droit de faire quelques remarques sur les moyens de rendre plus parfaites les méthodes d'enseignement. Au reste, quoique nos maisons d'enseignement secondaire aient un caractère privé, l'enseignement lui-même par sa nature a un caractère public, tout comme l'enseignement primaire, et tout citoyen qui aime son pays ne peut se désintéresser de la branche de l'enseignement qui forme les élites. Des progrès considérables ont été obtenus pour la fondation de l'école normale supérieure, ainsi que par des programmes plus modernes et un meilleur enseignement de l'anglais.

Nos maisons d'enseignement secondaire, les collèges classiques, ont fait des progrès énormes ces dernières années. Mais il y en a qui ont encore des méthodes désuètes. Il y a des améliorations à apporter dans ce domaine. L'évolution est un peu trop lente. La raison en est peut-être que chaque collège a son histoire et ses traditions, auxquelles il tient à juste titre, puisque ce sont elles qui donnent comme une âme à chaque maison.

Il y a danger que les professeurs étant généralement des anciens élèves, ayant passé par le même moule, étant à juste titre fiers de la maison où ils enseignent, soient portés à avoir toujours les mêmes méthodes d'enseignement, et pas d'autres

horizons que ceux qu'ils ont eus pendant leur jeunesse au collège.

Des éléments nouveaux sont nécessaires à la vie de l'esprit comme à la vie du sol, lequel s'épuise si on ne le nourrit pas. Des méthodes désuètes ne peuvent jamais changer si on ne va pas chercher des professeurs à l'extérieur. Il faut du sang nouveau au corps de l'enseignement. Nos collèges classiques devraient échanger leurs professeurs. Ce qu'il y a de bon et de différent dans chaque collège pourrait être mieux compris et apprécié par les autres collèges, et on réaliserait des progrès. Cet échange pourrait même se pratiquer avec les collèges des autres provinces.

Pour rendre notre enseignement plus pratique et plus réaliste, on devrait engager, dans nos collèges et séminaires, des professeurs laïques qui, par leur expérience de la vie, par leur vie de famille, leurs difficultés matérielles et leur vie sociale avec le monde extérieur, seraient un précieux appoint qui pourrait aider les professeurs religieux dans leur œuvre. Dans certains collèges, la chose se fait. Malheureusement, nos institutions d'enseignement secondaire ont des ressources restreintes. Et si le salaire nominal qu'on paie à un ecclésiastique lui permet de vivre, il en est autrement du professeur laïque qui veut se faire une carrière de l'enseignement et doit élever une famille.

On donne des octrois à l'enseignement primaire pour aider à la construction et aux réparations des écoles, et d'autres octrois pour aider au paiement des instituteurs. Il y aurait lieu de donner certains octrois aux maisons d'enseignement secondaire qui emploient des professeurs laïques, pour leur aider à payer à ces professeurs une rétribution convenable.

L'école normale supérieure peut être un moyen puissant de culture française au Canada. Il importe que les élèves y soient attirés. On recherche dans les autres provinces, et même aux États-Unis, les professeurs de langue française sortis des facultés de lettres, de sciences ou de philosophie, et les plus belles carrières s'ouvrent pour eux dans l'enseignement. J'aimerais voir chaque année partir de l'école normale supérieure des jeunes gens de talent à la formation solide et élégante, qui iraient, comme des ambassadeurs de la pensée française, à travers tout le Canada et même aux États-Unis; ils seraient des agents de liaison entre tous ceux qui parlent et aiment le français en dehors de la province de Québec. Ils contribueraient au prestige de notre élément ethnique et seraient pour Québec ce que d'illustres philosophes, mathématiciens et hommes de lettres ont déjà fait pour la France. Ce serait un

beau rêve, si chaque année, des professeurs de notre province, bien formés, comparables presque à ceux de la Sorbonne, s'en allaient enseigner dans des provinces anglaises, où ils démontreraient que nous avons de l'intelligence et de la culture.

(Applaudissements à droite)

Nos compatriotes de langue anglaise seraient plus empressés d'apprendre notre langue. Cela aurait le double avantage de leur faire apprendre le français ainsi que les traits et spécificités de notre population... le tout, au service de l'effort d'unité nationale que recherche tout homme de bonne volonté.

L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) tient une partie de son prestige en cette Chambre du fait de sa belle culture française. Nous avons entendu, aujourd'hui même, au Club canadien de Québec, un avocat éminent de Toronto. Le colonel H. W. A. Foster nous a parlé dans un français si impeccable qu'il a augmenté le prestige de la province d'Ontario chez nous.

(À ce moment, le colonel Foster entre dans une galerie de la Chambre.)

**M. l'Orateur** lui adresse un message, le priant de descendre prendre place sur le parquet de l'Assemblée législative sur siège d'honneur.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'estime que l'enseignement de l'anglais est insuffisant dans notre province et dans nos collèges classiques. Un homme cultivé, qui habite la province de Québec, doit parler un français correct et élégant s'il est de langue anglaise, et inversement, s'il est de langue française. Il est d'une souveraine importance pour que nos bacheliers puissent avoir accès aux carrières dans tout le Canada, et même au Québec, qu'ils aient une connaissance parfaite de l'anglais. Pour cela, il faut que les maîtres sachent l'enseigner.

Cela serait bénéfique à la fois pour la province de Québec et pour tout le Canada. Le fait de pouvoir se débrouiller en anglais est une nécessité d'ordre pratique pour tout jeune qui souhaite se tailler une place dans ce monde. Il est absolument nécessaire que les Canadiens français connaissent l'anglais, et il est tout naturel à cette fin que cet apprentissage se fasse à l'école. Mais l'anglais ne peut s'apprendre uniquement à l'école.

L'enseignement s'est beaucoup amélioré depuis quelques années. Les professeurs sont mieux préparés et cette matière est considérée comme

principale. Mais il est encore quelque chose à faire. Si la grande majorité comprend la nécessité de l'anglais, il y a néanmoins une minorité d'instituteurs qui, par une fausse conception de leurs devoirs, commettent à l'égard de leurs enfants l'injustice de leur dire que l'anglais n'est pas nécessaire. Naturellement, ces enfants ne mettent pas alors de zèle dans l'étude de cette langue. L'obstacle sera surmonté si l'enseignement est imprégné d'un véritable caractère national.

La seule manière d'apprendre l'anglais parfaitement est que l'enfant soit plongé pendant une certaine période dans un milieu exclusivement anglais. Nos collègues peuvent s'entendre avec les collègues de provinces anglaises pour faire des échanges d'enfants pendant les vacances, afin que les enfants des deux races apprennent mieux à se connaître et à mieux s'apprécier: les enfants de familles anglaises venant dans des familles de Québec et des enfants de familles françaises allant dans l'Ontario et d'autres provinces.

Pour les élèves dont les parents n'ont pas les moyens de payer les frais de déplacement, des bourses pourraient peut-être être octroyées sur recommandation des autorités collégiales. Il existe un organisme intéressant, qu'on appelle "Visite interprovinciale". L'initiative en a été lancée par un professeur du Upper Canada College, M. J. R. Biggar. Il existe depuis 1936 et compte maintenant six années d'expérience pratique. Le fonctionnement de cet organisme est exposé dans la livraison d'octobre 1940 du *Canada français*.

M. l'Orateur, bien d'autres suggestions pourraient être formulées, et on pourrait parler des heures sur un sujet d'une telle importance. Je soumets avec toute la déférence possible la modeste contribution que je viens de faire au début. L'instruction publique ou plus exactement l'éducation, c'est-à-dire l'enrichissement et la discipline de l'esprit en même temps que la formation du caractère, est ce qu'il y a de plus important dans notre province, car c'est la clef de voûte de l'édifice moral et économique.

J'ai confiance que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) donnera à notre enseignement l'élan dont il a besoin et que toute la province attend. J'espère que la Chambre verra à améliorer le système éducationnel dans cette province. Je suis certain que tous les membres de la Chambre sont animés de l'esprit le plus bienveillant à l'égard de ce qui existe, et ce que nous disons l'est dans un esprit d'entière confiance et de parfaite bonne volonté.

(Applaudissements à droite)

**M. Comeau (Montréal-Verdun)<sup>2</sup>:**

M. l'Orateur, en ma qualité d'instituteur, je crois qu'il est de mon devoir de faire quelques remarques sur la question de l'éducation, que tout le monde veut réformer. L'éducation dans la province de Québec a besoin de réformes sérieuses. Le système accuse un retard de 30 ans. Les réformes du système de l'enseignement sont nécessitées par l'époque même que nous vivons. Québec ne doit plus être regardée comme une île, comme un point quelconque sur la carte, mais comme un rouage essentiel dans la grande marche du monde.

Après 18 ans d'expérience dans l'enseignement, j'en suis arrivé à la conclusion que le système actuel répond aux besoins d'à peu près 1 % de nos enfants. Tous les programmes sont orientés vers la formation intellectuelle, et le côté pratique de l'éducation est complètement négligé. On y trouve à peu près rien qui prépare les enfants à prendre leur place dans la vie économique du pays. Malheureusement, si l'on trouvait un programme propre à donner un enseignement pratique à l'enfant, on chercherait en vain des professeurs pour le mettre en pratique.

On confie les classes élémentaires aux professeurs les moins qualifiés, alors que c'est pour instruire les tout-petits qu'il faut le plus de connaissances psychologiques et pédagogiques. L'école élémentaire n'est-elle pas celle où il faut façonner, développer l'intelligence de l'enfant, bien l'aviser et lui donner de bons conseils? Cette tâche appartient à des maîtres reconnus pour leurs connaissances psychologiques, leur tact.

C'est donc dans les basses classes que nous avons le plus besoin de spécialistes. Plus les enfants sont jeunes, plus ils ont besoin de professeurs expérimentés, avec un véritable sens psychologique. Aussi longtemps que nous ne reconnaissons pas cette vérité, nous n'aurons pas de véritable système pédagogique pour répondre à nos besoins.

Commençons par le commencement. Nos enfants, s'ils n'ont pas la meilleure formation dès la première année, ne seront pas capables de bénéficier de l'enseignement plus tard. Le présent système veut que les enfants de toutes classes, de tout rang et de toute éducation reçoivent absolument la même formation jusqu'à l'âge de 17 ou 18 ans. Je suggère qu'on divise l'enseignement primaire en trois phases différentes: une phase préparatoire pour les enfants de 6 à 12 ans, alors qu'il s'agit avant tout d'ouvrir l'intelligence de nos jeunes aux choses de la vie; une phase d'orientation professionnelle pour les enfants de 12 à 15 ans, alors qu'il faut aider chaque élève à faire le choix de sa carrière; et une phase de

spécialisation à partir de 16 ans environ, alors qu'il s'agit de la préparation immédiate de l'élève au genre de vie qu'il s'est choisi.

Trop de maisons d'éducation privées échappent au contrôle du Conseil de l'instruction publique. Il est nécessaire que le gouvernement intervienne pour empêcher l'exploitation du public par les maisons d'éducation privées, où l'on donne l'enseignement des arts et métiers, l'enseignement classique, l'enseignement commercial, etc. On a parlé de l'enseignement de l'anglais. J'en suis. Il nous faut enseigner plus d'anglais dans la province de Québec. Mais il faut commencer par le commencement et former de bons professeurs. On dit que, pour bien apprendre l'anglais, il faut avoir comme professeur un anglais ou être dans un milieu anglais. Je crois que pour bien enseigner l'anglais, il faut être un parfait bilingue.

Actuellement, il y a 8,070 instituteurs et institutrices dans la province de Québec qui gagnent moins de \$500 par année. La conclusion est facile à tirer. Il est évident qu'aucun spécialiste n'est intéressé à travailler pour une somme pareille. Une des difficultés de nos commissions scolaires, c'est que les parents n'y sont pas intéressés. Les contribuables n'ont qu'un intérêt: c'est de payer le moins de taxes scolaires possible. Dans d'autres provinces, les parents sont plus directement impliqués dans l'éducation de leurs jeunes, car ils ont leur mot à dire dans le programme à élaborer. Les commissaires d'écoles sont nommés parmi les propriétaires fonciers, plusieurs n'ayant pas d'enfants et vivant loin des écoles sur lesquelles ils ont juridiction. De manière générale, les commissaires d'écoles ne sont pas qualifiés pour nommer les instituteurs. Ce choix doit incomber exclusivement aux superintendants de l'instruction publique.

À propos de l'éducation obligatoire, je crois que cela pourrait présenter certains problèmes dans les districts ruraux, mais que rien par ailleurs ne devrait empêcher son application dans les cités et villes. Dans les grandes villes, les taxes scolaires devraient être réparties non pas seulement sur les propriétaires, mais sur tous les contribuables, afin d'intéresser tous les parents au progrès de l'éducation. Avant de réformer complètement le système éducationnel, le gouvernement devrait former un comité d'étude composé d'experts pour améliorer notre système d'enseignement et faire toutes les recommandations qui s'imposent car, avec la structure actuelle, il n'y aura jamais moyen d'arriver à grand-chose.

Je veux aborder la question de l'éducation obligatoire. On dit qu'elle est délicate, mais elle ne devrait pas l'être dans les villes. Nous ne pouvons l'imposer aux cités de la province, car les gens qui y vivent ne peuvent se débrouiller sans avoir au moins reçu une éducation élémentaire. Je suis pour l'instruction obligatoire à travers la province, mais je comprends qu'il serait difficile de l'appliquer dans les districts ruraux où la contribution des fils de cultivateurs est très sollicitée.

Dans les villes, on devrait avoir l'éducation obligatoire. Les ouvriers doivent de toute nécessité savoir lire, écrire et calculer. De même, nous devrions avoir l'uniformité des livres. Quand une famille déménage, l'élève change non seulement de professeur, mais de livres, ce qui est encore pire. Un religieux a dit récemment que les laïcs et le clergé ne coopéraient pas dans l'enseignement, que les laïcs devraient prendre une plus large part à l'éducation en laissant au clergé la part qui lui revient. Cette coopération est essentielle pour bien servir la population.

Le système d'enseignement actuel de notre province est rétrograde et souffre d'un manque de coopération entre les instituteurs laïques et le clergé. J'espère que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), avec le courage que nous lui connaissons, saura apporter les réformes nécessaires à l'éducation. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a parlé des Acadiens. Au Nouveau-Brunswick, il n'y avait pas de grand collège pour les Acadiens. Le Père Allard, avec l'argent qu'il avait gagné sur sa terre, en a construit un au prix de \$20,000. Le collège était à peine ouvert que le Père Allard recevait la visite d'un M. Robbin, qui lui disait: "La fondation de votre collège aura pour conséquence de détourner les petits Acadiens de la profession de pêcheur de leurs pères. Il faut fermer votre collège."

Voilà une mentalité qui existait il y a 45 ans, lorsque le Père Allard a fondé son collège à Caraquet, village du Nouveau-Brunswick dont il était le curé. Cette mentalité doit disparaître à jamais, s'il en reste des vestiges dans notre province.

(Applaudissements à droite)

**M. Caron (Hull):** M. l'Orateur, je félicite le député de Lotbinière (M. Chaloult) de son geste courageux. Personne n'osait donner son opinion sur l'enseignement dans cette province sans s'exposer à recevoir des coups. Le système a évolué dans notre province, comme l'a bien dit le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain), mais pas à un rythme suffisant. Il n'y a qu'à fouiller dans les divers domaines de

notre système d'enseignement pour se rendre compte de son inadéquation à répondre de manière pratique à nos besoins. On s'est beaucoup préoccupé de l'enseignement classique, pas assez de l'enseignement pratique. L'éducation physique, par exemple, a été négligée. Elle est au programme d'études dans un trop petit nombre de nos institutions enseignantes seulement. Quelques-uns des principes éducationnels qui s'appliquent en Ontario, comme par exemple un enseignement plus pratique des sciences et des mathématiques, pourraient être testés dans nos écoles.

Comme le député de Lotbinière, je m'oppose au fait que nos écolières soient affublées de ces uniformes funéraires. J'ai vu, il y a de cela pas si longtemps, de jeunes anglaises réfugiées au Canada, et je n'ai pu m'empêcher alors de remarquer le contraste qu'il y avait entre leurs robes de couleurs vives et les costumes ternes dont nos écolières étaient vêtues et qui rappelaient ceux que portent les religieuses. Comme s'il fallait les affubler des couleurs de la mort et les forcer à tout voir en noir. Je suis d'avis qu'elles ne devraient pas être vêtues de noir; la vie leur apparaîtra assez sombre une fois qu'elles y auront goûté...

Il est grand temps que la jeunesse de la province de Québec cesse d'être régionalisée pour être mieux christianisée. Nous avons formé des hommes instruits, éminents, mais on peut les compter. L'instruction n'est pas une affaire de caste. Tous les enfants y ont droit. On a obligé l'enfant à apprendre par cœur. S'il manquait un mot, c'était une buse. Notre enseignement a été trop livresque. On ne s'est aucunement préoccupé de l'orientation qui est pourtant essentielle.

Je m'oppose à l'enseignement livresque. Dans nos écoles, nous devrions avoir les meilleurs livres. L'uniformité des livres, je la préconise en disant qu'on devrait laisser le choix des livres au Conseil de l'instruction publique, pour n'effrayer personne. Le système actuel embête les élèves et coûte cher aux parents. Notre système d'enseignement fait piètre figure, lorsqu'on le compare avec celui de l'Ontario. Huit années de cours, en Ontario, coûtent \$6.89 en livres, grâce à l'uniformité, et cela comprend la culture physique, qui est une lacune importante pour notre province. À Hull, en 1938, cela coûtait \$20.05.

Dans nos écoles, nous devrions avoir les meilleurs livres. Parce qu'une communauté a sa propre grammaire et imprime un livre, elle ne devrait pas pouvoir l'imposer à ses élèves s'il en existe une meilleure. Nous avons 32 sortes de grammaires dans



la province. Choisissons la meilleure et mettons les autres de côté. L'uniformité des livres est une chose essentielle. Ceux qui s'opposent au projet ont demandé ce qui se produirait s'il advenait, par exemple, qu'un gouvernement païen prenne le pouvoir dans notre province. Eh bien, si cela se produit, une chose est sûre, c'est qu'un tel gouvernement ne consulterait pas les évêques avant de décréter ce qui doit être enseigné et ce qui ne doit pas l'être.

L'histoire du Canada, est-ce qu'on la connaît véritablement? Je me demande s'il y a beaucoup de députés dans cette Chambre, même parmi les plus instruits, qui connaissent les noms des Pères de la Confédération. Pourtant, ne voit-on pas là l'un de nos faits historiques les plus importants? J'écoutais à la radio un programme d'enfants. On posait la question: "Quelle fut la réponse de Montcalm à l'amiral anglais devant Québec?" Tous les enfants savent que Frontenac répondit: "Je vous répondrai pas la bouche de mes canons". Mais nos enfants ne savent pas comment la Confédération a été faite, a été établie.

L'instruction obligatoire s'impose, même si nous admettons, en principe, que l'éducation des enfants dépend de l'autorité des parents. Que l'on me permette de dire, M. l'Orateur, que nombreux sont les parents qui ne se soucient pas de l'éducation de leurs enfants. C'est donc le devoir de l'État d'intervenir et de se substituer à l'autorité des parents. D'après une statistique récente, sur 630 enfants qui ont laissé l'école avant la 8<sup>e</sup> année, 28 % ont été forcés de le faire pour aider aux travaux de la maison, sans que cela ne soit absolument nécessaire. Il appartient donc à l'État de se substituer aux parents qui ne sont pas plus soucieux que cela de l'instruction de leurs enfants.

L'instruction obligatoire ne constitue pas un péché contre la religion. Je connais nombre de religieux distingués qui favorisent ouvertement et l'uniformité des livres et l'instruction obligatoire. Beaucoup de nos professeurs sont bien intentionnés, mais mal préparés au rôle qu'ils ont à remplir. Un grand nombre d'éducateurs se sont élevés contre le système actuel. On veut faire de nos élèves des machines en série. On leur bourre le crâne de toutes sortes de textes. On nous dit qu'il faut apprendre d'abord à obéir, si on veut commander plus tard, mais on ne nous a jamais montré comment obéir.

L'enseignement de l'anglais doit se faire dès la deuxième année du cours, et non pas à la cinquième année. Nous qui sommes à la frontière, nous sommes peut-être dans une situation

particulière, mais il n'en reste pas moins vrai que nos enfants ont besoin de savoir l'anglais très bien. Il devrait être enseigné d'une manière pratique, dès la deuxième année. Certains s'opposent au bilinguisme complet. Ils entravent le développement de la nouvelle génération. Je ne suis pas en faveur de l'enseignement à l'intention unique des classes privilégiées. Qui peut prévoir ce que deviendra le jeune élève de six ans? Il est nécessaire que le système d'enseignement soit changé dans la province, et surtout dans les régions frontalières comme celle de Hull. La grammaire pourrait être enseignée à partir de la quatrième année.

La grammaire et le vocabulaire pourraient être mariés à la cinquième année et, dès la sixième année, nos enfants sauraient parler l'anglais très bien. Beaucoup d'instituteurs et d'institutrices enseignent l'anglais sans le posséder suffisamment. On nous dit que la connaissance de l'anglais nous fera perdre notre langue. Nous perdrons notre langue quand nous le voudrons. Nous la conserverons tant que nous le voudrons. L'enseignement d'une autre langue n'a jamais été un danger pour une langue première. M. Camille L'Heureux, journaliste du *Droit*, a préféré perdre \$2,000 sur la vente de sa maison à Hull, pour s'en aller à Ottawa faire profiter ses enfants des cours d'anglais qu'on y donne.

Si nous donnons à nos enfants un enseignement pratique, ils seront mieux outillés pour faire leur avenir. Je suis certain que le nouveau secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) aura trouvé la solution à ces problèmes que nous lui avons souignés et qu'il y remédiera comme il convient.

(Applaudissements à droite)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je félicite le député de Lotbinière (M. Chaloult) d'avoir mentionné dans son discours l'importance que l'on doit donner aujourd'hui aux écoles techniques. Les gens de ma génération, pour un grand nombre, se sont instruits à l'école de l'expérience. Je crois que nous devons affirmer nos droits davantage et réclamer une meilleure formation pour ceux qui vont nous succéder. Il y a 500 ans, on savait lire et écrire en sortant de l'école. On s'instruisait ensuite avec l'expérience de la vie. De cette expérience, je veux m'en servir pour donner aux jeunes d'aujourd'hui les avantages que n'eurent pas ceux de mon temps. Il faut affirmer nos désirs et assurer une meilleure formation à ceux qui vont nous succéder.

Les écoles techniques ont été fondées en 1908 par Sir Lomer Gouin. Grâce à la politique de Sir Lomer Gouin, les jeunes ont eu l'avantage de

fréquenter les écoles techniques. Mais pas assez nombreux furent ceux qui le firent, et c'est pour cela qu'aujourd'hui nous manquons de main-d'œuvre spécialisée pour répondre aux besoins de l'industrie de guerre et de l'industrie en général. Les écoles techniques, décriées autrefois, sont bénies aujourd'hui.

Nous devrions les multiplier pour faire face aux nécessités de l'après-guerre où la main-d'œuvre spécialisée sera en grande demande. C'est le temps d'ouvrir les yeux et de fonder des écoles industrielles qui iraient de pair avec les écoles techniques. La connaissance de l'anglais est importante pour les élèves des écoles techniques et pour ceux qui travaillent dans l'industrie en général.

Il est temps de faire l'effort nécessaire. Cela ne nous empêchera pas de rester catholiques ou protestants. N'est-il pas temps pour nous, Canadiens français, de nous occuper de notre avenir? Je me souviens qu'un jour un avocat qui commençait à exercer sa profession vint me trouver. Il allait faire une transaction de banque et ignorait comment faire un billet: "Vous êtes dans les affaires et je vous demanderais de m'aider", dit-il. Cela ne l'a pas empêché de devenir un brillant avocat, mais cela prouve que, dans nos collèges classiques, l'enseignement n'est pas assez pratique.

Avec un chef comme le premier ministre et un secrétaire de la province comme celui que nous avons, le gouvernement saura réformer l'éducation.

(Applaudissements à droite)

**M. Rajotte (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **Demandes de documents:**

##### **Pont de la Rivière Ouelle**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, contrats, listes de paye, concernant le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses départements, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, relativement à la construction du pont sur le bras de la Rivière-Ouelle, côté ouest, Saint-Onésime, comté de Kamouraska, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1938 à date.

Adopté.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Clercs de Saint-Viateur**

**M. Leduc (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine), que les honoraires additionnels payés par les promoteurs du bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur leur soient remboursés, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique en général.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la motion en discussion soit amendée en y insérant les mots "ordinaires et" entre les mots "honoraires" et "additionnels".

L'amendement est adopté sur division.

La motion principale est adoptée.

##### **Charte de Montréal-Est**

**M. Leduc (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine), que, les honoraires payés par les promoteurs du bill 135 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est leur soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

##### **The Wales Home**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Rajotte), que les honoraires payés par les promoteurs du bill 106 modifiant la charte de The Wales Home leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

##### **École d'industrie des Sœurs de la Charité de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province avec La Communauté

des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Adopté.

#### **École d'industrie de l'asile du Bon-Pasteur**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans son école d'industrie.

Adopté.

#### **École d'industrie des Sœurs de la Charité de Québec**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec Les Sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Adopté.

#### **École d'industrie de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Adopté.

#### **Office du crédit agricole**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec.

Adopté.

#### **Loi du prêt agricole**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi du prêt agricole du Québec.

Adopté.

La séance est suspendue à 6 heures.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

#### **Succession de dame Aubert de Gaspé**

**M. Choquette (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G. de Beaujeu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Choquette (Montmagny)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

#### **Canalisation du Saint-Laurent**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 1<sup>er</sup> avril courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie mardi le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial

de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. l'Orateur** donne la parole au représentant de Missisquoi (M. Gosselin) pour continuer le débat sur le Saint-Laurent.

**M. Gosselin (Missisquoi)**<sup>3</sup>: Les journaux nous apprennent qu'un membre de la Chambre des représentants de Washington...

**M. l'Orateur**: L'honorable député ne peut citer un article de journal.

**M. Gosselin (Missisquoi)**: On nous dit que ce représentant a déclaré que la canalisation ne servirait qu'à Montréal. Que les députés de l'opposition correspondent avec lui pour trouver un terrain d'entente, car ils nous ont affirmé le contraire. Je ne veux pas prolonger le débat. En terminant, je dirai que je suis, de plus, favorable à la canalisation, car elle nous fournira l'occasion de concurrencer le trust de l'électricité.

(Applaudissements à droite)

**M. Comeau (Montréal-Verdun)**: M. l'Orateur, je ne veux pas abuser de votre patience, mais je veux dire quelques mots sur une question qui affecte le plus mon comté de Montréal-Verdun après celui de Beauharnois, puisqu'en vertu d'un projet, le canal devait traverser Montréal-Verdun. J'ai trois devoirs à remplir ici: envers mon pays et ma province, envers mon comté, et envers mon parti. Je ne me prononce ni pour ni contre le projet avant d'avoir connu les arrangements de la province avec Ottawa. Je comprends que la province n'est liée par aucune signature et je veux attendre plus de détails sur le projet lui-même pour prendre position. J'ai confiance, cependant, dans le gouvernement actuel pour que l'exécution de ce projet soit à l'avantage de notre province.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** se lève sous un tonnerre d'applaudissements et une longue ovation à droite.

M. l'Orateur, j'en suis sûr, vous apprécierez sans doute la difficulté de ma position. Au cours de ce débat, divers orateurs, plus particulièrement ceux

de l'opposition, ont fait allusion au discours que je devais prononcer. L'opposition semble s'attendre de ma part à des déclarations formidables. La question a déjà été discutée depuis plusieurs jours sous tous ses aspects. Je ne vois pas bien ce que je pourrais apporter de nouveau.

J'entends cependant traiter de ce problème comme d'une question d'affaires, car elle est d'une importance vitale pour l'avenir économique de notre province. Laissez-moi dire cependant que je suis surpris de l'attitude de nos amis de l'opposition dans cette discussion, de ce que j'en peux constater, car ils paraissent avoir une hâte fébrile de se faire entendre et d'apporter des arguments susceptibles de démolir les nôtres.

Depuis que le débat est commencé, qu'avons-nous entendu? Évidemment, nos amis d'en face se sont rendu compte que la réaction dans l'opinion publique n'était pas celle qu'ils attendaient. L'opposition n'a rien prouvé de désavantageux à ce projet et elle n'a soulevé aucune réaction dans le peuple, parce que l'opinion publique est saine, chez nous, quand elle est bien éclairée, et elle a été éclairée depuis quelque temps. Cette question n'a pas toujours été présentée sous son véritable jour dans certains milieux. Quant à moi, je veux la maintenir au niveau où elle doit rester comme question nationale.

Je ne veux pas douter de la bonne foi des adversaires de la canalisation, projet controversé depuis 15 ans. Je veux croire que ceux qui se sont opposés au projet étaient sincères, qu'ils croyaient ce projet contre les intérêts de la province de Québec. Certes, je reconnais que des intérêts privés avaient raison de se faire entendre. Il y a 10 ou 15 ans, nous avions un surplus de force motrice dans la province et nous ne pouvions en réclamer davantage jusqu'à ces derniers temps. Les compagnies de pouvoir électrique, voyant leurs intérêts menacés par la canalisation, se sont légitimement défendues et je n'en suis pas scandalisé.

Le développement des pouvoirs électriques ne peut pas toujours se faire en raison directe des besoins. En ce temps-là, les objections avaient leur raison d'être. Mais les opinions changent lorsque les situations se modifient. Et, à l'heure actuelle, c'est mon devoir à moi de voir à ce que ma province soit bien pourvue de force motrice, en un temps où les progrès de l'industrie en réclament davantage. Le projet devient une nécessité d'envergure provinciale, nationale et internationale. Quand la situation change, quand on sait que nous aurons besoin de force motrice additionnelle d'électricité, j'ai bien le

droit d'être en faveur d'un développement hydroélectrique et j'ai raison de voir à ce que ma province en soit pourvue et que ce soit au bénéfice du peuple.

(Applaudissements à droite)

C'est la position que nous prenons sur la canalisation du Saint-Laurent. Nous ne voulons pas nous opposer à la canalisation parce qu'elle pourrait être avantageuse à nos voisins. Tant mieux pour eux. Nos voisins de l'Ontario sont Canadiens comme nous. Nous avons des intérêts communs. Ils veulent le progrès de leur pays et ils ont la même opinion que nous sur un projet économique.

Il ne faut pas s'opposer au projet de canalisation simplement parce que c'est le Saint-Laurent qui est en jeu. "Ne touchons pas au Saint-Laurent qui est sacré", disent les adversaires irréductibles de ce projet. Je ne pense pas qu'en passant par des canaux plus profonds ou dans de puissantes turbines, les molécules du Saint-Laurent perdent de leur valeur, ni de leur beauté. Nous ne voulons pas combattre le projet à cause de notre beau et grand fleuve que nous aimons tous. Nous ne le détruirons pas notre beau fleuve, on n'en dérangera pas le cours. Nous allons, au contraire, le faire fructifier. Nous ne devons pas être les mauvais serviteurs dont parle l'Évangile, "qui ont enfoui leurs talents dans la terre au lieu de les faire fructifier".

(Applaudissements à droite)

Nous ne voulons pas formuler d'objections à cause des opinions hostiles émises dans le passé. On a cité par exemple un premier ministre et les noms de grands citoyens qui ont bien servi la province et étaient contre la canalisation. Ils ont pris cette attitude parce qu'ils croyaient bien servir les intérêts de leur province.

Ces mêmes citoyens éminents seraient pour le projet s'ils étaient en ce moment à notre place. J'en suis sûr. Ils trouveraient le moyen de bien servir encore leur province et canaliseraient le Saint-Laurent. Quand même cette discussion n'aurait eu pour effet que de rendre justice à l'un des grands hommes politiques par ceux-là mêmes qui l'ont vilipendé, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, elle aura servi à quelque chose de bien.

(Applaudissements à droite)

L'ancien premier ministre de la province était opposé à la canalisation du Saint-Laurent parce qu'il ne la croyait pas, à ce moment-là, opportune. Nous avons un surplus d'électricité. Aujourd'hui, en ce qui concerne les forces motrices, la situation a changé dans le monde, et tout particulièrement en Amérique. Le problème ne peut être solutionné que

par l'attitude que nous avons prise. Nous donnons notre consentement à la canalisation du Saint-Laurent, nous la demandons, et voici pourquoi.

La canalisation se divise en deux projets: creusement du Saint-Laurent et harnachement de la force hydraulique. La canalisation et le développement hydroélectrique sont deux choses bien différentes. Le premier coûterait au Canada \$175,000,000<sup>4</sup>; le second, \$533,000,000, soit en tout \$708,000,000<sup>5</sup>. Si les deux entreprises se font concurremment, cela ne coûtera que \$650,000,000. Le Saint-Laurent peut être canalisé sans qu'il soit nécessaire d'ajouter de la force motrice à ce que nous possédons. Donc, en canalisant et en développant notre force motrice en même temps, nous faisons une économie de \$75,000,000. Il y a donc intérêt à faire les deux ensemble.

Il est entendu que la canalisation peut se faire sans nous, sans que notre province soit même consultée. Il ne faut pas oublier que le Saint-Laurent, que je trouve majestueux comme nos adversaires, qui m'attache plus profondément à ma province, n'appartient pas uniquement à la province de Québec. En haut du Québec, là où le fleuve touche à l'État de New York et à l'Ontario, il appartient à ces deux pays, et ils peuvent le développer comme ils l'entendent, dans leurs limites sans nous demander notre consentement. Du moment qu'ils ne détournent pas le cours des eaux du Saint-Laurent, nous n'avons rien à dire.

Est-il possible que, devant un développement de 2,000,000 de chevaux-vapeur en Ontario, nous restions indifférents au problème? Pouvons-nous refuser la canalisation, qui nous donnera une force motrice considérable et nous permettra d'attirer chez nous des industries, comme les autres provinces et États en attireront en Amérique? Si nous laissons nos voisins développer les pouvoirs électriques et attirer chez eux toutes les industries, nous aurons mal servi les intérêts de la province. Pour nous, respecter le Saint-Laurent, c'est lui faire prendre toute sa valeur en le développant. Et c'est moi qui impose aux intéressés l'obligation de creuser le Saint-Laurent jusqu'à Montréal parce que c'est jusque-là qu'il doit être creusé.

(Applaudissements à droite)

La canalisation se ferait aux frais des contribuables canadiens et américains. Si nous refusons de coopérer, si nous refusons de faire canaliser le Saint-Laurent jusque dans Québec, nous serions dans la position de celui qui paie pour assurer un développement hydraulique et refuse d'en profiter. Nous devons, au contraire, faire valoir

toutes les ressources du Saint-Laurent. Notre province tirera profit des développements hydrauliques et de la navigation. S'en priver reviendrait à céder à nos voisins tous les bénéfices de l'entreprise. Nous en avons décidé autrement et nous avons des raisons de nous en féliciter aujourd'hui.

Quelques arguments ont été avancés. On y a répondu. Les chemins de fer vont en souffrir, a-t-on dit. Nous n'avons pas le droit de nous opposer à la création d'une voie de transport plus économique que les chemins de fer. Les chemins de fer ne souffriront pas de ce projet. Ils en profiteront comme toutes les institutions du pays. Les chemins de fer sont une utilité publique qui subit, comme toutes les autres, la loi du progrès. Même si le contraire se produisait, nous ne pourrions nous opposer à la canalisation quand il sera démontré qu'elle constitue un progrès, pas plus que nous ne pouvons nous opposer aux camions et aux avions. Nous ne pouvons pas arrêter la marche du progrès. Si les chemins de fer ne peuvent envisager la concurrence du fleuve Saint-Laurent, c'est que le transport maritime se fera à meilleur marché.

On a dit que la canalisation nuirait à Montréal. Si je partageais cette opinion, j'y serais le premier opposé. Je suis persuadé que la canalisation fera prendre au port de Montréal un essor extraordinaire. Montréal est notre grande ville. Montréal est la métropole du Canada. Il faut lui conserver son titre et son prestige. Personne n'a plus compris cette obligation que le gouvernement actuel. Notre gouvernement, plus que tout autre disposé à défendre les intérêts de la métropole, souhaite voir celle-ci se développer dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est notre devoir de maintenir Montréal à la tête de la Confédération comme métropole du Canada et jamais gouvernement n'a été mieux disposé à faire son devoir sur ce sujet.

Nous avons imposé des sacrifices à Montréal, sacrifices qui ont été très durs pour ceux qui les imposaient. Mais c'est dans l'intérêt du progrès de Montréal que nous avons fait cela, et nous n'avons négligé aucun sacrifice pour lui garder sa primauté sur toutes les autres. Montréal doit aller de l'avant. C'est un point de ralliement, un point d'attrait, un centre pour les industriels et les capitalistes qui cherchent l'endroit du monde le plus avantageux pour le placement de leurs capitaux.

Il faut donc y faire régner des conditions de stabilité propres à ce développement. Il faut tenir Montréal dans une situation financière avantageuse. C'est un devoir que nous comprenons, qui nous incombe et que nous accomplirons, dussions-nous

susciter de la jalousie dans le cœur de certains. Montréal sera la reine du Canada, la métropole du pays et la canalisation l'aidera à conserver ces titres. En acceptant la canalisation du Saint-Laurent, nous avons l'impression de donner à Montréal un nouvel essor.

Avec la canalisation, le port de Montréal bénéficiera d'un volume d'eau plus considérable. La canalisation augmentera le niveau de l'eau d'un pied dans le port, et ceux qui s'occupent de navigation savent ce que cela représente. Montréal bénéficiera dans une forte proportion d'un important commerce maritime dirigé vers les États-Unis par le canal du lac Érié, qui relie Buffalo à Albany à l'avantage unique du port de New York. Les bateaux ne voudront pas faire des voyages sans chargement et prendront des cargaisons à Montréal. Montréal ne peut pas souffrir de cette entreprise. Elle bénéficiera du rechargement des bateaux qui s'en retournent vers les États-Unis après une course de l'ouest à l'est.

Quand on dit que les gros océaniques remonteront jusqu'à Toronto sans s'arrêter à Montréal, on n'est pas sérieux ou on n'est pas renseigné. J'ai consulté des experts. Ils sont unanimes à repousser les arguments des adversaires du projet. Ils ne peuvent faire que peu de voyages au cours d'une saison et ce n'est que le septième qui commence à les payer. Ils ne perdront pas leur temps dans les canaux. C'est l'opinion de tous les experts. Le port de Montréal se développera jusqu'à devenir le principal centre commercial de transbordement du continent. Il servira toujours comme port de transbordement pour les paquebots, car il se trouve à la tête de la navigation sur le continent et parce qu'il est situé plus près de l'Europe, par rapport aux autres ports.

Quand on dit à New York que la canalisation va tuer New York, quand on dit à Chicago que le projet va détruire Chicago, n'y a-t-il pas là de quoi s'étonner? Du côté des États-Unis, nous n'avons pas entendu dire une seule fois que la canalisation favorisera Toronto au détriment des autres villes. Tous les experts américains s'accordent à dire que c'est surtout Montréal qui en profitera. Une part du commerce de l'ouest, qui passe actuellement par New York, empruntera désormais la route de Montréal parce que c'est une voie plus rapide et plus profitable à tous points de vue. Des représentants au Congrès américain vont jusqu'à affirmer que l'entreprise enlèvera au bénéfice de Montréal 54 % du commerce du port de New York. Pour nos voisins, nous allons transporter New York à Montréal.

Je ne suis pas aussi optimiste que cela, mais je suis sûr que Montréal va bénéficier de la canalisation. La canalisation va mettre Montréal au monde et notre métropole sera, peut-être, dans quelques années l'égale de celle des États-Unis. La métropole du Canada ne subirait la concurrence de Toronto que si l'Ontario développait ses pouvoirs hydroélectriques. Montréal peut encore subir la concurrence de Toronto parce que nous avons encore de la force motrice. Mais si nous ne pourvoyons pas Montréal du pouvoir dont les industries qui y viendront auront besoin, Montréal sera exposée à céder le pas à Toronto. Si Québec ne faisait rien, alors Montréal serait sérieusement menacée. C'est donc le devoir du gouvernement de placer la province de Québec dans les conditions les plus favorables possible de la force motrice.

Je suis un peu de ceux qui se sont opposés à la municipalisation de l'électricité, parce que je ne croyais pas qu'elle pourrait servir les intérêts de la classe rurale. Je la croyais trop coûteuse pour les comtés ruraux, comme le mien. Je me suis opposé à l'étatisation parce que je ne la croyais pas opportune dans le temps. Je le répète, la situation a changé. En ouvrant les yeux, en étudiant notre situation, j'en suis venu à la conclusion qu'il faut donner l'étatisation. J'estime que ce sera pour nous notre principal pouvoir de concurrence avec les provinces voisines. La canalisation du Saint-Laurent, jointe à l'étatisation de la Beauharnois, est le seul moyen qui permettra à la province de Québec de faire une concurrence efficace à la province d'Ontario.

Le Canada doit devenir un grand pays. Le Canada peut compter sur un grand développement économique, à cause des conditions spéciales de sa main-d'œuvre. De toute l'Europe, les industriels jettent les yeux sur nous pour venir établir de nouvelles industries lorsque la guerre sera terminée. Je veux que ma province ait sa part. Je veux que l'on ajoute à la valeur et à la stabilité de notre main-d'œuvre ce qui est nécessaire pour faire concurrence à nos voisins. Je veux qu'on trouve chez nous des conditions plus avantageuses que partout ailleurs. À la stabilité de notre classe ouvrière, je veux qu'on ajoute l'avantage de pouvoirs d'eaux supérieurs à ceux de nos voisins qui, actuellement, peuvent vendre la force motrice à meilleur compte que nous. Nous devons prendre les moyens de changer cette situation. Nous devons nous placer dans des conditions au moins équivalentes. Voilà pourquoi la canalisation et l'étatisation s'imposent.

(Pointant le chef de l'opposition) Nos adversaires ont gagné une élection en promettant le

principe de l'étatisation de l'électricité. Ils ont alors établi une Hydro provinciale là où il n'y a qu'un seul client au fond du nord là-bas. Ils ont étatisé un pouvoir d'eau au Témiscamingue, où l'électricité coûtera à la province \$400 le cheval-vapeur. Ils sont allés faire une concurrence au trust là où il ne put jamais aller et où il n'ira jamais dans ces parages. Voilà comment ils ont combattu les trusts.

(Applaudissements à droite)

Ils n'ont pas donné le spectacle de lutteurs opiniâtres qui voulaient mâter le trust de l'électricité. Tandis qu'en étatisant la Beauharnois, qui peut être développée de façon considérable et qui a l'avantage d'être située au centre même de la consommation, c'est toute la question que nous réglons d'un seul coup. Beauharnois, où nous allons étatiser le plus grand pouvoir de la province, est au centre de l'activité industrielle de la province; c'est la clé pour donner au commerce et à l'industrie la force motrice nécessaire à leur développement, à des conditions avantageuses. Ce serait manquer à notre devoir si nous ne profitons pas de cette occasion qui nous est offerte de produire l'électricité qui pourra être offerte à un prix plus bas au commerce et à l'industrie. Nous aurons la Beauharnois dans des conditions qui nous permettront de la développer. La canalisation mettra la province sur un pied d'égalité, afin de faire la concurrence dans le domaine de l'énergie hydroélectrique avec la province voisine, bien que celui-ci puisse vendre son électricité à un taux très bas.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre peut-il nous dire à quel taux la province pourra vendre son électricité?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le député veut patienter quelques minutes, il le saura. Les taux que nous pourrions offrir conviendront certainement au député de Matane et, à coup sûr, seront certainement plus avantageux que ceux de la centrale bâtie au Témiscamingue par nos bons amis.

(Applaudissements à droite)

Quant aux conditions, je puis assurer à ma province que nous aurons du gouvernement fédéral les mêmes avantages que l'Ontario. On a cru devoir s'opposer à la canalisation parce qu'on prétendait que cela profiterait trop à la province voisine. Nous avons suivi l'étude de la question. Nous savons quelles sont les conditions qui ont été faites à la province voisine, et je puis vous assurer que nous bénéficierions des mêmes conditions. Le gouvernement du Canada va traiter la province de

Québec sur le même pied que l'Ontario. Nous aurons les mêmes conditions, parce que nous avons regardé la situation en face et que nous avons exigé la canalisation jusque dans la province de Québec. Nous avons réalisé qu'il était nécessaire que la canalisation se fasse dans la partie du fleuve située dans la province. Québec sera une patrie plus grande, plus belle, plus riche, plus digne d'être admirée, parce qu'elle pourra offrir bientôt aux capitaux étrangers les mêmes avantages que la province voisine.

Une objection de nos adversaires, c'est le coût de l'entreprise. La canalisation du Saint-Laurent, pourtant, ne va coûter au Canada que \$43,000,000. Elle ne coûtera que cette somme parce que nous bénéficierons des argents déjà dépensés dans notre pays pour l'entreprise. Les dépenses que le Canada fait seul vont lui être remboursées par le gouvernement des États-Unis.

Sur ce montant de \$43,000,000, la part de la province de Québec, comme province, ne représentera pas un seul sou. Oui, c'est bien ce que je dis et je le répète: pas un seul sou, comme province. On a essayé de faire peur à la province en disant que ce projet coûtera des sommes fabuleuses. Mais, en réalité, elle ne coûtera pas un sou à la province comme telle. Elle coûtera de l'argent à la province par le fait que nous contribuons un quart dans les dépenses du fédéral. Ce sera, sur cette base, une dépense d'à peu près \$11,000,000, qui sera payée par les citoyens de la province.

Mais il faut encore tenir compte du fait que notre province touchera du fédéral une somme de \$8,000,000 comme compensation des travaux qu'elle a accomplis seule pour la canalisation de la Beauharnois. De sorte que la canalisation du Saint-Laurent coûtera en tout et partout une somme de \$3,000,000 à la population de la province. Par contre, nous allons bénéficier de \$83,000,000 que les autres vont payer au bénéfice de nos ouvriers et de nos industries.

Payer \$3,000,000 pour faire dépenser dans notre province une somme de \$83,000,000 au gouvernement fédéral et au gouvernement des États-Unis, est-ce payer bien cher? Voilà un projet qui nous arrive comme une manne, au moment où nous en avons besoin. Nous avons besoin de préparer l'après-guerre et de faire disparaître le chômage dans la province.

On a dit que le projet n'était pas pressant. Je comprends qu'on puisse avoir été de bonne foi. Mais le projet presse parce que les œuvres de guerre constituent un besoin pressant. Je suis convaincu que

c'est une œuvre de guerre pressante et j'estime que c'est une des œuvres de guerre les plus importantes. Si on avait réalisé des œuvres semblables dans d'autres pays, en temps opportun, nous ne serions pas dans la situation actuelle aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

Les États-Unis, à l'heure actuelle, ne sont pas en bonnes relations avec plusieurs pays d'Europe. Ils seront peut-être en guerre avec eux demain. Ils sont coincés entre deux grands périls: une victoire allemande sur le front de l'Ouest et une attaque du Japon sur celui de l'Est. Tous leurs ports extérieurs sont exposés à des bombardements possibles de l'ennemi, sur l'Atlantique comme sur le Pacifique. Les États-Unis disent qu'ils ont besoin de ports intérieurs pour y installer des chantiers maritimes mieux protégés, qu'ils ont besoin d'un supplément de force motrice pour les industries de guerre. Ils ont besoin et nous avons besoin de ce projet pour nous défendre. Sur ce point, nous n'avons pas le droit de douter de la parole d'honneur et des écrits d'un homme de la valeur morale comme celle du président Roosevelt, qui s'est institué le défenseur de la liberté dans le monde.

(Applaudissements à droite)

Si vous voulez l'aider à continuer, vous le mettez en mesure de travailler dans des conditions plus favorables. Quant à moi, je ne veux pas encourir la responsabilité de refuser à M. Roosevelt les moyens de lutter pour la défense de notre hémisphère. On a dit que la guerre pourrait se terminer avant que la canalisation ne soit finie. C'est possible et je l'espère. Mais je ne voudrais pas porter la responsabilité d'avoir négligé de prendre les mesures pour faire face à toutes les situations que pourra faire naître la guerre. Et je comprends que M. Roosevelt et le premier ministre du Canada (M. King) ne veuillent pas prendre devant l'Histoire la grave responsabilité de retarder ces travaux qui peuvent être nécessaires à la victoire.

Si la guerre dure 10 ans, si elle dépasse l'autre hémisphère pour se propager à notre continent, quelle responsabilité! Nous serons heureux d'avoir pris cette mesure élémentaire de protection. C'est donc pour ça qu'il faut considérer la canalisation comme une œuvre de guerre pressante. Je comprends que le président des États-Unis réclame que nous travaillions de façon plus efficace pour la défense de l'Empire et du monde. Je suis avec M. Roosevelt pour aider, par ce projet, la Grande-Bretagne et l'univers entier.

J'ai jusqu'ici parlé des désavantages qu'on a trouvés à la canalisation. Je veux dire maintenant



quels sont ses avantages. Nous acceptons les arguments de saine logique, non pour nous incliner devant un autre pays, mais parce que si la guerre dure, la réalisation du projet sera doublement utile. La canalisation permettra d'ajouter à nos moyens de transport actuels un moyen plus économique. La ville de Montréal en bénéficiera. Nous pourrions de plus fournir de la force motrice à des conditions plus avantageuses.

Si nous avons déjà pu ajouter un supplément de force motrice à notre production en détournant les eaux de la Beauharnois, nous pourrions en ajouter un autre considérable par l'utilisation des rapides de Lachine qui, sans le projet de canalisation, n'auraient jamais pu être développés. Sans la canalisation pour développer les pouvoirs hydroélectriques de Lachine, il nous en coûterait \$400 du cheval-vapeur. La canalisation permettra d'obtenir un courant qui coûtera \$200, peut-être \$150 le cheval-vapeur, au lieu de \$400.

La canalisation nous place sur un pied d'égalité pour faire la concurrence aux provinces voisines dans le domaine de l'électricité. Nous avons étudié la question avec la plus grande attention, et nous en sommes venus à la conclusion que l'étatisation de la Beauharnois est une entreprise qui nous permettra de faire concurrence avec la province d'Ontario, parce qu'il s'agit d'une entreprise d'État qui évite les taxes fédérales. Le contrôle de l'État sur l'électricité est plus économique. L'Ontario peut offrir à meilleur compte que nous l'électricité, parce qu'il s'agit d'une entreprise d'État. L'Hydro d'Ontario est exemptée de taxes fédérales et provinciales, ce qui met la province voisine en bien meilleure posture que nous, tandis que nos compagnies ici sont lourdement imposées.

Dans Québec, les entreprises hydroélectriques paient \$10,000,000 en taxes fédérales, ce que ne fait pas l'Hydro ontarienne. Nous pourrions reprendre l'avantage parce que nous pourrions vendre l'électricité à des taux plus bas que la Montreal Light, Heat & Power. Le député de Matane (M. Gagnon) me demandait tout à l'heure à quel taux nous pourrions vendre la force motrice de la Beauharnois. À meilleur marché que celui de la Montreal Light, Heat & Power et que celui de l'Hydro d'Ontario, à \$11, à \$10 et à \$9 le cheval-vapeur dans quelques années.

Nous n'avons pas l'intention de léser les droits de personne. Nous comprenons cependant que notre devoir est de faire profiter la province de ses richesses naturelles, et ce devoir, nous l'accomplirons. Les États-Unis étatisent l'électricité.

L'Ontario a fini pratiquement son étatisation. Beaucoup d'autres pays font de même. La province de Québec se doit de se mettre en état de concurrencer les autres. L'étatisation devient pour nous une chose nécessaire. La province de Québec se doit de ne pas rester en arrière de ses voisines. Nous étatiserons sans spolier les droits de personne. Ceux qui sont nerveux ont tort. Ceux qui détiennent des obligations n'ont rien à craindre. La province ne lésera aucun droit légitime. Mais c'est notre devoir d'étatiser et nous étatiserons.

Le député de Labelle (M. Paquette) a dit: "Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille, mais les promesses du premier ministre ne veulent pas dire grand-chose." Tout le monde sait où l'honorable député a pris son expérience.

(Rires et applaudissements à droite)

Le député de Dorchester (M. Bégin) a déclaré: "La Beauharnois ne sera étatisée que lorsque toute l'entreprise sera terminée en 1948." Je lui répondrai que la Beauharnois sera étatisée bientôt. J'ai fait des promesses dans le passé et je les ai tenues. Je tiendrai celle-là aussi.

(Applaudissements à droite)

Le député de Dorchester a dit que le député de Lotbinière (M. Chaloult) avait changé d'idée. Ce n'est pas mon honorable ami de Lotbinière, mais nos amis d'en face qui ont changé d'idée. Ils avaient promis l'étatisation avec lui. Les touristes préfèrent aller dans le nord-ouest de la province pour voir de quelle façon ils ont tenu leurs promesses.

En 1936, le député de Lotbinière et le Dr Hamel nous ont demandé de promettre l'étatisation. Nous n'avons pas voulu la promettre parce que nous croyions qu'il n'était pas sage de prendre pareil engagement à cette époque. J'ai répondu que, selon les circonstances, la province mettrait à la disposition de sa population le système le plus avantageux possible. Nous continuons notre politique de poser des actes en temps opportun. Les conditions ont changé aujourd'hui et je veux que ce soit le peuple qui bénéficie du changement.

Il faut assurer à la jeunesse une préparation avantageuse. Avec cette entreprise, nous voulons donner à la jeunesse l'avantage d'utiliser ses talents pour la grandeur et le progrès de notre province et de notre pays. Les étrangers seront les bienvenus chez nous, s'ils veulent nous apporter des capitaux. Si nous continuons la lutte pour l'avantage du peuple, nous faisons notre devoir. Nous n'avons pas promis, nous, de spolier les riches au bénéfice des pauvres. Mais quand l'occasion se présente de faire bénéficier les pauvres des richesses de la province, nous le

faisons et nous respectons l'engagement que nous avons pris vis-à-vis de nous-mêmes. Si nous assurons aux classes populaires le bénéfice du développement de nos ressources naturelles, nous faisons de la saine politique libérale.

Je le répète, nous avons des devoirs envers la jeunesse. À ce devoir, nous ne faillirons pas. À la réforme de l'éducation, dans l'intérêt des jeunes, nous ajoutons les moyens de louer leur travail et leur intelligence dans des conditions aussi avantageuses que celles qui sont faites à la jeunesse de la province voisine. À l'éducation, rendue plus pratique, nous voulons ajouter pour nos jeunes l'occasion de devenir des maîtres dans des industries qui seront bien à nous. Quand nous rencontrerons sur notre chemin les intérêts privés, nous les respecterons, mais l'intérêt du peuple primera. C'est pourquoi l'étatisation sera une chose réalisée bientôt pour l'avantage de la population tout entière.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il s'agissait d'exceller dans le sophisme et d'oublier la logique, je dirais que le premier ministre a remporté un beau succès. Le premier ministre a fait des déclarations vraiment extraordinaires. Après avoir entendu les députés de la droite nous révéler tour à tour les secrets du premier ministre, nous avons écouté le chef du gouvernement. Le premier ministre a commencé par dire: "J'ai été contre la municipalisation et contre l'étatisation de l'électricité, mais j'ai changé d'idée maintenant; quand j'ai ouvert les yeux en 1940, j'ai constaté que l'étatisation était une chose nécessaire". Voyez-vous cela M. l'Orateur?

Il est député en cette Chambre depuis 1927. Il a été ministre de M. Taschereau pendant six ans avant de s'écclipser pendant trois ans, au grand avantage de la province. Pendant tout ce temps-là, il avait les yeux fermés! Il est premier ministre depuis 1939 et, jusqu'à présent, il avait les yeux fermés! Ce n'est qu'en 1941 qu'il a ouvert les yeux! Il a vu la lumière! Et pour voir quoi? Pour voir la Beauharnois qui a vu le jour au sein du Parti libéral! Tout le monde savait qu'elle existait, puisqu'elle a été créée dans la vallée de l'humiliation!

Le premier ministre a dit tout à l'heure qu'une guerre avec le Japon dans le Pacifique était possible pour les États-Unis, et que la canalisation permettrait l'établissement de chantiers maritimes où les navires de guerre seront en sécurité. Où? Sur les Grands Lacs? Il préconise des navires de guerre et des chantiers maritimes dans les Grands Lacs pour

combattre le Japon! Quelle logique. Le Japon est en Asie alors que les Grands Lacs sont en Amérique. C'est complètement absurde! Ces bateaux devront, pour aller dans l'Atlantique, descendre le Saint-Laurent où il y a de la glace pendant cinq mois de l'année. Ces bateaux devront traverser des écluses et descendre à très petite vitesse. Voyez-vous la belle cible pour les Allemands!

Le premier ministre déclare qu'il aime Montréal. Il la presse sur son cœur pour mieux l'étouffer! Il veut que Montréal reste la métropole du Canada. Jugez de sa sincérité quand c'est son propre gouvernement qui a imposé à Montréal une tutelle humiliante<sup>6</sup>! Les protestations d'amour pour Montréal ne valent guère quand on sait que le premier ministre l'a mise en faillite pour s'emparer du patronage et qu'il l'a criblée de taxes! Il veut étatiser la Beauharnois. Mais si l'étatisation de la Beauharnois est une si excellente affaire, pourquoi M. Taschereau a-t-il donné la Beauharnois à des intérêts privés? Pourquoi donc son chef a-t-il donné à la Beauharnois tous ses pouvoirs? Pourquoi le premier ministre lui-même a-t-il donné à la Beauharnois des pouvoirs additionnels? La tendresse de cœur du gouvernement actuel pour la Beauharnois a quelque chose d'étrange lorsqu'on sait que ce sont les mêmes gens qui ont tout donné à la Beauharnois!

Quand il est question d'aliéner notre droit d'aînesse, le gouvernement ne doit être que le serviteur de la Chambre. Ni M. King ni le gouvernement provincial n'ont le pouvoir constitutionnel légal d'engager la responsabilité de la province sans soumettre la question à la Chambre et au peuple.

Le premier ministre a dit que c'était lui qui avait forcé le gouvernement fédéral à faire continuer dans la province de Québec le creusage du Saint-Laurent. Lui, il aurait imposé sa volonté à M. Lapointe<sup>7</sup>? Qui va croire ça, M. l'Orateur? Je vous le demande: quel homme est-il subitement devenu?

Il a prétendu que nous avions construit dans l'Abitibi une Hydro ridicule. C'est une hydro "dans le fonds des bois", dit-il. Quel compliment pour le vieux régime libéral dont il a fait partie! Après 25 ans de colonisation, il n'y aurait encore que du bois au Témiscamingue et dans l'Abitibi! Cependant, le collègue du premier ministre, le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette), qui est le membre le plus intelligent du cabinet parce que ce n'est pas difficile, a dit, d'après *Le Canada* du 28 février, que l'installation de trois nouvelles unités de 16,000 chevaux-vapeur sera terminée en août prochain et que ce sera d'un grand secours pour notre industrie minière.

C'est l'Union nationale qui a été la première à créer l'Hydro québécoise en développant le rapide numéro 7, au Témiscamingue. Quant au trésorier provincial, qui se moque du développement hydraulique du Témiscamingue, laissez-moi lui dire que le développement que nous avons fait dans le Témiscamingue a fait baisser les taux d'électricité de 35 % à 40 % dans le district minier. Des compagnies aussi importantes que la Noranda et la Siscoe vont en profiter. Le trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson) appelle cela une "joke". Il faut se méfier d'un trésorier qui traite de farce une affaire de \$7,000,000!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai dit que c'était une farce cynique de chercher à faire croire que cette Hydro était un moyen efficace de combattre les trusts, alors que l'électricité qui y sera produite coûtera \$400 du cheval-vapeur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis qu'il est dangereux pour la province d'avoir pour trésorier un homme qui considère comme une vile poussière une somme de \$7,000,000! La situation est celle-ci. Notre motion est sur l'ordre du jour depuis le 4 janvier et le premier ministre a toujours refusé jusqu'à ce jour de la débattre. Ce que je dis, c'est que la Chambre aurait dû être consultée avant que la province s'engage dans ce projet.

En saine doctrine constitutionnelle, la Législature de Québec aurait dû être consultée sur cette question de canalisation. Le premier ministre de la province n'exerce que le pouvoir exécutif. Il n'a pas le droit de s'arroger des pouvoirs qui n'appartiennent qu'à la Chambre et au peuple. Il est là pour administrer.

Mais quand il s'agit de s'aliéner quelque chose, le gouvernement n'a pas le droit de le faire sans consulter la Chambre! Je le répète, il n'a pas le droit d'aliéner les droits de la province de Québec sur le Saint-Laurent. Ni M. King, ni le gouvernement actuel n'ont le pouvoir d'engager la responsabilité de la province de Québec! C'est usurper les pouvoirs de cette Chambre et du peuple que de prendre une telle attitude! On n'a même pas eu le courage de consulter le peuple!

Le premier ministre dit que c'est lui qui a exigé le creusage du Saint-Laurent jusqu'au port de Montréal. Voyez-vous M. King et M. Lapointe frémir devant le premier ministre? Comme ils ont dû avoir peur d'une telle demande! Tout cela ne peut être pris au sérieux quand on sait que c'est lui qui a toujours exécuté les ordres d'Ottawa!

La canalisation du Saint-Laurent se discute depuis longtemps. En 1931, cette Chambre a voté une motion pour manifester son opposition à la canalisation du Saint-Laurent. Dans les procès-verbaux, je relève, au nombre de ceux qui ont voté pour cette motion et contre la canalisation, les noms des députés de Berthier (l'honorable M. Bastien)...

(Applaudissements à droite)

... de Richmond (M. Desmarais)...

(Applaudissements à droite)

... de Québec-Est (l'honorable M. Drouin)...

(Applaudissements à droite)

... de Montréal-Mercier (M. Francoeur)...

(Applaudissements à droite)

... de Frontenac (M. Gagnon)...

(Applaudissements à droite)

... de L'Islet (l'honorable M. Godbout)...

(Applaudissements et ovation à droite)

... de Richelieu-Verchères (M. Messier)...

(Applaudissements à droite)

... de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette)...

(Applaudissements à droite)

... de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel).

(Applaudissements à droite)

Voyez-vous le spectacle des députés qui applaudissent parce que le premier ministre et plusieurs de ses collègues ont condamné un jour l'attitude qu'ils prennent aujourd'hui?

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Le chef de l'opposition me permettra-t-il de lui poser une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je discute sérieusement.

**M. l'Orateur:** Un député a le droit de ne pas permettre une question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Robert Taschereau, juge de la Cour suprême du Canada<sup>8</sup>, s'est prononcé contre la canalisation. M. Fernand Rinfret a dit que la canalisation serait un désastre pour le pays, une ruine pour le port de Montréal et une injustice injurieuse pour nos chemins de fer. Le sénateur J.-P.-B. Casgrain, des ingénieurs éminents comme M. Arthur Surveyer, qui a non seulement une réputation internationale, mais mondiale, disent que le projet sera un désastre d'un point de vue national et économique. L'honorable J.-É. Perrault, l'Union internationale des débardeurs de Montréal, la Chambre de commerce de Montréal, le Board of

Trade de Montréal, la Chambre de commerce de Québec, le Comité central des œuvres catholiques de Montréal, des gens de toutes les classes et de tous les partis se sont prononcés contre la canalisation. À la suite du sénateur Athanase David, je dis que le projet ne passe pas le test de la logique et du bon sens et qu'il sera ruineux.

Les documents officiels disent que le plan actuel n'a été conçu que comme une partie du projet général du bassin. Si ce plan est déjà ruineux, que coûtera donc tout le projet? Prenons la convention canado-américaine qui a été signée. Nous y voyons que le Saint-Laurent devra être creusé à au moins 27 pieds. Ce n'est qu'un commencement, une partie du projet total. On aura donc le pouvoir de creuser plus. Un comité de 10 membres, dont cinq Américains, a été créé. Ce comité peut recommander que le creusage se fasse à une profondeur plus considérable.

De l'aveu de tous les experts, la réalisation de tels projets a toujours coûté deux, trois et quatre fois plus que les estimés primitifs. On n'a qu'à songer au Canadian National Railways, aux différents canaux et ponts, etc. La province de Québec, qui paye 30 % des taxes fédérales, a un intérêt vital à s'opposer à ce projet qui peut coûter dans les \$900,000,000. On a dit que les bateaux continueraient à s'arrêter au port de Montréal. De deux choses l'une. Ou bien les bateaux pourront aller jusqu'à la tête des Grands Lacs comme vient tout juste de le dire mon honorable ami, ou bien ils ne pourront pas s'y rendre. S'ils le peuvent, il est évident que le port de Montréal va en souffrir. Sinon, le projet est ridicule à sa face même. On sait ce qui est arrivé au port de Québec lorsque le chenal a été creusé jusqu'à Montréal.

S'il faut améliorer le commerce, ce sera au détriment des chemins de fer. Le trésorier provincial dit que les chemins de fer n'ont jamais été capables de concurrencer le transport maritime. Il est évident qu'en augmentant le transport maritime, on va augmenter les difficultés de nos chemins de fer. Le blé qui sera transporté par bateau ne peut pas l'être en même temps par chemin de fer. Songez à ce qui arrivera si les équipements sont augmentés pour ce trafic de transport maritime. Il en résultera un accroissement de \$50,000,000 à \$100,000,000 en déficits annuellement pour le Canadian National Railways. Et au-delà de la ruine des chemins de fer sur le plan financier, on sera forcé de jeter sur le pavé des milliers d'employés de chemins de fer. La province de Québec va payer des millions pour détruire l'édifice national, pour détruire son droit d'aïnesse et pour donner de l'ouvrage pendant quelque temps aux ouvriers qui travailleront à la

construction. Loin de soulager le chômage, la canalisation va contribuer à l'augmenter, à le provoquer.

À l'heure actuelle, la guerre nous a coûté des sommes formidables. Les dépenses continuent à augmenter. La guerre actuelle coûte beaucoup plus cher que celle de 1914-1918. M. King a déclaré que, cette année, il faudrait dépenser \$2,950,000,000. Pour soulager le Trésor, de nouveaux sacrifices ont été demandés aux contribuables. Une grande campagne d'épargne de guerre a été lancée. Cette campagne vise à assurer cette énorme dépense pour combattre l'oppression et le brigandage totalitaire. Le peuple vient de répondre généreusement à la campagne d'épargne. Le peuple a fait son devoir.

Aujourd'hui, on se lance dans une entreprise de canalisation. C'est en quelque sorte un détournement de fonds canadiens sous de faux prétextes. Après avoir réclamé des sacrifices à la population, le gouvernement voudrait maintenant remplacer les initiales des certificats d'épargne de guerre (W. R. C.) par ce slogan. En d'autres termes, c'est pour détourner des fonds à des fins autres que celles annoncées lors du lancement de la campagne. Ce projet est inopportun et inutile aux fins de la guerre. Son coût représentera un fardeau insupportable pour la population canadienne, et tout particulièrement pour la province de Québec.

Je n'ai pas la compétence pour discuter le projet au point de vue technique, mais au point de vue du bon sens, il ne tient pas debout. On a parlé de la guerre. Le premier ministre et le trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson) ont déclaré que l'exécution du projet aiderait à l'effort de guerre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** M. Roosevelt aussi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le président des États-Unis a aussi déclaré qu'il voulait donner aux Alliés toute l'aide dont ils avaient besoin pour assurer la liberté et le droit de vivre aux petits peuples. Nous sommes un petit peuple, soit, mais nous en formons un grand de par notre histoire et nos traditions. J'admire beaucoup le président des États-Unis pour sa personnalité et son magnétisme. Mais pas assez pour aller jusqu'à lui confier le mandat de conduire nos affaires ici, au Canada, et particulièrement dans la province de Québec. Si nous sommes en bons termes avec les États-Unis, c'est que nous n'avons pas de causes de conflits.

Nous avons réservé notre propre conseil pour des questions aussi importantes que celle du

développement du Saint-Laurent. Le traité qui permet de déverser les eaux du lac Michigan en faveur de Chicago n'a jamais été respecté par nos voisins. En 1775, les Canadiens, toujours loyaux, ont sauvé le Canada de l'annexion. La canalisation est un premier pas vers l'annexion. Je dis que la province de Québec a un plus beau sort sous le drapeau britannique que sous la bannière étoilée.

Aux États-Unis, il y a de l'opposition au projet de canalisation, au nord comme au sud. Or, ce n'est pas un traité qui est intervenu entre le Canada et les États-Unis au sujet de la canalisation, mais une convention temporaire, une convention qui peut être modifiée en tout temps par les Chambres américaines.

Et c'est pour cela que nous allons sacrifier notre droit d'ainesse! Si le Congrès revenait sur sa décision, nous n'aurions rien à dire. Le projet est donc fragile et instable. Ce projet est coûteux et représente pour notre pays un danger qui ne doit pas être négligé.

Je m'étonne que le fédéral n'ait pas d'argent pour les pauvres et les chômeurs de ce pays et qu'il en trouve pour se lancer dans un projet d'une telle envergure, particulièrement en temps de guerre. L'exportation, si toutefois elle se fait, ne sera une réalité qu'à la fin des travaux. Il n'est pas raisonnable de nous fier à une promesse du premier ministre, promesse réalisable en 1950 seulement. Le gouvernement prétend qu'il a remporté une victoire. C'est une victoire à la Pyrrhus!

Nous nous sommes toujours opposés à la canalisation et c'est plus que jamais le cas aujourd'hui. Le pays n'a pas le moyen de se lancer dans cette aventure, et le public s'y oppose. Nous n'avons pas le droit de sacrifier nos droits.

Je demande donc au gouvernement de se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard, de bien peser les conséquences de la signature qu'il va apposer à pareille convention, puisqu'aucun accord n'a encore été signé. Il en est encore temps. Qu'il dise à l'autorité fédérale qu'il est prêt à collaborer, mais que nous entendons rester maîtres chez nous et faire respecter nos droits inaliénables.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

La séance est levée à 11 heures.

## NOTES

1. Cette loi a pour effet de mettre \$5,000,000 à l'usage du crédit agricole, selon *La Presse* du 3 avril 1941, à la page 19.

2. Il commença son discours en anglais, selon *L'Action catholique* du 3 avril 1941, à la page 20.

3. Il continua son discours en français, selon *Le Soleil* du 3 avril 1941, à la page 10.

4. \$179,000,000, selon *La Presse* du 3 avril 1941, à la page 19.

5. \$712,000,000, selon *La Presse* du 3 avril 1941, à la page 19.

6. La détérioration de la situation financière de la métropole, au cours des années 1930, incite les milieux d'affaires à exercer des pressions auprès du gouvernement québécois pour obtenir des changements au niveau de l'administration de Montréal. En réponse à ces pressions, le gouvernement d'Adélard Godbout impose à Montréal une réforme d'envergure en mettant en place le "régime des 99". Le Conseil de ville comptera dorénavant 99 membres, divisés en trois catégories de 33 membres chacune. Il s'agit de la classe A, formée des conseillers élus par les propriétaires, de la classe B, formée des conseillers élus par l'ensemble des électeurs (propriétaires et locataires), puis de la classe C, formée par les représentants des associations ou corps publics tels que la Chambre de commerce, etc.

De plus, la ville est mise de nouveau sous tutelle, la première mise sous tutelle ayant eu lieu en 1918. L'administration de la ville sera sous le contrôle de la Commission municipale de Québec. Cette dernière aura le droit de veto sur toutes les décisions des autorités municipales montréalaises. Son mandat consistera à assainir les finances publiques de Montréal. La tutelle prendra fin en 1944.

7. Ernest Lapointe (1876-1941), élu "par acclamation" à la Chambre des communes, en 1904, à titre de député libéral de Kamouraska. Il est réélu en 1908, et il le sera d'ailleurs à chaque élection générale fédérale par la suite jusqu'à sa mort en 1941. En 1919, il quitte son siège de député de Kamouraska afin de pouvoir être en lice dans une

élection complémentaire fédérale dans Québec-Est, la circonscription laissée vacante par le décès de Sir Wilfrid Laurier. Membre du premier cabinet de Mackenzie King au moment où les libéraux accèdent au pouvoir en 1921. Il agit en tant que ministre de la Marine et des Pêcheries (1921-1924) et comme ministre de la Justice et solliciteur général (1925-1941). Il est rapidement reconnu comme le lieutenant de King au Québec et l'un de ses conseillers les plus prisés. Lorsque les libéraux reviennent au pouvoir en 1926, il est nommé ministre de la Justice (1926-1930) et secrétaire d'État (1926). Il est à nouveau nommé ministre de la Justice et procureur général (1935-1941) lorsque les libéraux remportent l'élection générale fédérale de 1935. En 1939, le respect à l'égard de Lapointe et sa garantie que le gouvernement libéral fédéral n'obligera pas les Canadiens à la conscription pour le service de guerre outre-mer aident à obtenir l'appui des Canadiens français à la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale.

8. Robert Taschereau (1896-1970), fils de Louis-Alexandre Taschereau. Élu député libéral dans Bellechasse (1930-1936). Professeur de droit civil et de droit international à l'Université d'Ottawa. Secrétaire de l'Association du Barreau canadien de 1934 à 1941. Nommé juge à la Cour suprême le 9 février 1940, promu juge en chef le 22 avril 1963 et membre du Conseil privé le 26 avril 1963.

## Séance du jeudi 3 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 111 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:
  - a. en biffant dans les première et deuxième lignes les mots suivants: "(reproduits comme annexe A)";
  - b. en biffant dans les septième et huitième lignes les mots suivants: (reproduite comme annexe B).
2. L'article 2 est modifié en biffant dans la quatrième ligne les mots suivants: (annexes C et D).
3. Les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Aussi, le bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la dixième ligne de la page 4, les mots suivants: (annexe "A").
2. L'annexe "A" est biffée.

## Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Caisse Nationale  
d'Économie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

## Travaux de la Chambre:

## Horaires des séances

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), qu'à partir de demain, la Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et demie à onze heures du soir, et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

## Voies et moyens:

Débat sur le budget  
1941-1942

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 18 mars dernier, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée le même jour, à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Gagnon (Matane):** M. l'Orateur, je remercie d'abord le chef de l'opposition de la confiance qu'il m'a témoignée en m'invitant à répondre au discours du trésorier provincial. Je profite de la circonstance pour lui renouveler l'assurance de mon attachement et de ma considération. La responsabilité qui m'incombe est grande. J'essaierai de ne pas démeriter de celui à qui je dois cet honneur, aussi bien que de mes collègues et de la cause qui nous est chère. Il m'est agréable, tout d'abord, d'exprimer à l'honorable trésorier provincial mes remerciements sincères pour la courtoisie manifestée à l'égard de la population française de cette province, en prononçant l'an dernier son premier discours du budget dans les deux langues officielles du pays et en répétant, cette année, le même geste délicat. Cette délicatesse à l'égard des Canadiens français contribue à rapprocher les deux races. Grâce à sa belle culture bilingue, l'honorable trésorier provincial peut rendre de grands services à l'idée d'une collaboration plus étroite entre les deux grandes races, française et anglaise, idée pour la défense de laquelle d'autres Canadiens éminents ont consacré leurs talents et leurs énergies, comme le colonel Wilfrid Bovey<sup>1</sup> de l'Université McGill et M. John P. Humphrey<sup>2</sup>, qui ont insisté, dans des livres et discours récents, sur le principal obstacle à l'unité canadienne.

Le 22 mai dernier, le colonel Bovey a prononcé un discours dont je détache le passage suivant: "Après la guerre, les Canadiens français auront les mêmes droits et un statut égal à celui des Canadiens anglais à travers tout le pays. Ce sera l'un des résultats de ce conflit engagé pour la conquête des droits nationaux et de l'égalité sociale". Il faut savoir gré au colonel Bovey d'avoir exprimé de tels sentiments. L'attitude de M. Bovey et du trésorier provincial démontre que la qualité ethnique et culturelle ne nuit pas à la véritable unité canadienne. Ce sont les gens qui ont cette largeur de vue qui feront le plus pour réaliser l'unité canadienne. Malheureusement, je ne puis dire la même chose de tout ce qui constitue la politique libérale à Ottawa comme à Québec. Si tous nos concitoyens d'origine anglaise avaient la même mentalité, je ne serais pas tenté de penser bien à regret: pourquoi faut-il attendre la fin de la guerre pour que l'élément français reçoive, dans certaines autres provinces, la part de soleil à laquelle il a droit?

Il m'est agréable de louer aussi le geste généreux d'un autre citoyen éminent de Montréal. Au cours de l'année 1940, M. John P. Humphrey, professeur de droit romain à l'Université McGill, publiait dans le *Canadian Forum*, livraison de mai, un article remarquable intitulé: "*Whiter Canada?*"

Article que je signale à l'attention de mes compatriotes. Le savant professeur déclare que l'un des principaux obstacles à l'existence de l'unité canadienne, c'est la méconnaissance profonde de l'élément canadien-français par la majorité de nos concitoyens d'origine anglaise. "The problem is largely one of obtaining their wholehearted confidence; and this can only be done by energetic measures. The first essential is to make the French-Canadians feel at home in every part of Canada. This means that French-Canadians must have the same rights in the rest of Canada as they have in Quebec, and that Canada must eventually become a bilingual country<sup>3</sup>."

Ne convient-il pas, M. l'Orateur, que nous exprimions notre reconnaissance à ceux qui, au Canada, ont le courage de prendre une telle attitude? Il existe, en effet, chez nos concitoyens d'origine anglaise, un grand nombre d'esprits larges et tolérants qui, comme l'honorable trésorier provincial et les citoyens éminents que je viens de nommer, ont l'ambition de promouvoir des relations plus cordiales et meilleures entre les races, de façon à assurer la création et le maintien de la véritable unité canadienne.

Comme je l'ai dit ailleurs déjà, et je me plais à le répéter, il n'est pas nécessaire, pour que s'épanouisse la fleur de l'unité canadienne, de forcer à croire sur la tombe de nos particularismes et nos traditions françaises. L'unité canadienne, pour durer et rester vivace, ne peut-elle pas reposer sur la diversité? Si le Québec est différent des autres provinces, n'en contribue-t-il pas moins à la grandeur de la patrie canadienne?

L'honorable trésorier a eu des accents émus pour souligner la gravité de la situation militaire. M. l'Orateur, nous comprenons son émotion et nous la partageons entièrement. La Chambre est unanime à désirer la victoire. Il n'y a personne en cette Chambre qui ne souhaite de tout cœur le succès de nos armées. Au cours de l'été dernier, lors d'une manifestation inoubliable, Son Éminence le vénéré cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, que le major général Laflèche appelait la semaine dernière avec un à-propos charmant "le cardinal de la victoire", a prononcé un discours qui a profondément impressionné la foule de plus de 25,000 personnes qui se pressaient auprès de l'hôtel de ville. "Le drapeau des armées alliées, a-t-il dit, est notre drapeau. Les Alliés, par les traités, par le sang et la langue, par la solidarité politique, ont le droit de compter sur nos vœux, sur nos prières et même sur nos sacrifices, pour assurer leur victoire."

Dans cette mémorable circonstance, M. l'Orateur, Son Éminence le cardinal Villeneuve a



été comme toujours l'éloquent interprète des Canadiens de langue française. Le rapprochement des États-Unis avec l'Angleterre, avec le Canada comme intermédiaire entre les deux pays, nous réjouit. Si le Canada a le devoir d'être loyal à ses associés dans la communauté des nations britanniques, ce dernier doit néanmoins prendre immédiatement la place à laquelle il a droit dans l'union des nations panaméricaines.

L'honorable trésorier provincial, en souhaitant la victoire des armées alliées, a fait appel à la coopération de tous les citoyens. Tous en cette Chambre, je le répète, sont unanimes à désirer la victoire. Il n'est pas un citoyen bien pensant qui ne comprenne l'enjeu de la lutte. Tous souhaitent la victoire des armées alliées, car c'est le triomphe de la civilisation contre la barbarie, de la liberté contre le despotisme. Le trésorier a eu pour la France une pensée délicate pour laquelle je le remercie. L'âme de la France est encore vivante. L'éclat de son génie illuminera encore les siècles à venir. Et nous qui avons reçu d'elle notre foi, notre langue, notre culture et qui l'aimons d'une profonde affection, nous sommes certains qu'elle sera toujours la protectrice de la liberté et de la fraternité humaine.

Au début de la présente session, on pouvait voir dans cette Chambre deux membres distingués de la députation revêtus de l'uniforme des officiers de Sa Majesté. Ces députés-soldats, dont la Chambre et la province sont fières à juste titre, comptent parmi les glorieux vétérans de l'Union nationale. Pourquoi, M. l'Orateur, suis-je obligé de mettre une sourdine à mon éloge? Pourquoi, M. l'Orateur, suis-je obligé de souligner la peine qui remplit les esprits et qui met la table à un après-guerre plein de haine? Pourquoi, dans cette lutte, les partisans du parti au pouvoir à Ottawa et à Québec veulent-ils faire la guerre avec la préoccupation de subordonner toutes les activités au succès du parti et s'attribuent-ils toute la gloire? Pourquoi persistent-ils à s'attribuer toute la gloire et à laisser à leurs opposants la sueur, les larmes et le sang?

C'est une politique qui vise à exclure du service public tous ceux qui ne peuvent prouver qu'ils sont de chauds partisans et, en conséquence, cette pratique écarte de la liste de patronage plusieurs personnes qui pourraient être de bons serviteurs du peuple, si seulement ils trahissaient leur foi politique. Tous les hommes sérieux, qui veulent une collaboration dans l'égalité des sacrifices, regrettent les mesquineries dont le Parti libéral se rend coupable envers ceux qui ne professent pas la même foi politique; ils déplorent les abus du patronage dans la poursuite de la guerre.

On sait que, depuis 1939, les chômeurs n'ont d'autre alternative que de s'enrôler ou de proclamer leur adhésion au Parti libéral. Ceux qui veulent rester fidèles à leurs convictions, nationales à Québec et conservatrices à Ottawa, n'ont d'autre alternative que de s'enrôler ou crever de faim. Les abus de pouvoir, les scandales foisonnent dans les départements qui devraient comprendre que le dévouement de nos soldats, les sacrifices considérables que la population canadienne doit supporter courageusement ne devraient-ils pas être au-dessus des contingences politiques?

Ne voyez pas dans mes paroles, M. l'Orateur, un appel à la formation d'un cabinet d'union. Nous, de l'Union nationale, n'approuverions jamais pareille mesure. Cette suggestion voilée d'un cabinet d'union à Ottawa est l'écho de la pensée de l'honorable R. B. Hanson, chef de l'opposition à Ottawa.

C'est M. Jean-François Pouliot, député fédéral de Rivière-du-Loup aux Communes, qui disait dernièrement ceci: "L'air est irrespirable. Il y a des scélérats qui s'emparent de la richesse du pays à leur bénéfice personnel. Il y a des scandales et des profiteurs. On vole partout et beaucoup de contremaîtres ferment les yeux". Voilà le magnifique tableau que M. Jean-François Pouliot présente à la province et au pays.

J'espère que le gouvernement de Québec interviendra. Il peut et doit intervenir. Il y a trop de misère dans la province et dans nos cités pour que les bureaux de placement pour les travailleurs ne soient que des sentinelles du Club de réforme. Je suis partisan de l'effort de guerre. La poursuite de la guerre, conduite de cette façon, ne peut conduire à la véritable unité nationale. L'unité nationale, je le regrette, c'est quand les gens de la droite s'en affublent comme d'un drapeau, qu'ils étouffent l'épanouissement.

Quoi qu'il en soit, et ces réserves étant faites, je suis heureux de m'approprier les paroles prononcées par M. Joseph W. Martin, le leader des républicains au Congrès américain qui, après avoir combattu vigoureusement le bill de prêt de loi voté par les deux Chambres et approuvé par le président, déclara qu'il se ralliait avec élan à la majorité. "Nous pouvons, dit-il, différer d'opinion, mais il n'y a aucune divergence d'opinion quant à la loyauté que nous devons avoir pour la défense de notre pays et notre détermination à protéger la sécurité de notre peuple".

Voilà, M. l'Orateur, dans toute sa plénitude la mesure de notre loyauté et de notre collaboration quant à la poursuite effective de la guerre.

M. l'Orateur, procédons maintenant à l'étude de l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier provincial. J'ai l'intention d'étudier les surplus qu'il soumet à notre critique, et puis, après avoir analysé la situation financière de la province avant l'arrivée de l'Union nationale, j'étudierai les causes véritables de l'augmentation de la dette de la province et terminerai mes remarques par un exposé des œuvres de l'Union nationale.

M. l'Orateur, si j'ai de l'amitié pour l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson), je ne puis m'enthousiasmer au point de l'absoudre de ses erreurs politiques. L'honorable trésorier a du talent. Il est doué d'une qualité fort utile aux hommes qui occupent sa position: il possède une vive imagination. Cette qualité précieuse l'aide à galvaniser le courage des ministériels qui, désappointés de la torpeur du gouvernement, sont naturellement portés à se décourager.

J'ai étudié avec soin le discours qu'il nous a présenté le 18 mars. À côté de réflexions bien inspirées, et vraies, nous y trouvons des erreurs, des omissions et des conclusions qui ne découlent pas des prémisses posées. Je me suis toujours demandé pourquoi un trésorier provincial ne serait pas tenu, dans son exposé annuel des affaires de la province, d'être guidé par cette rigoureuse exactitude que les hommes d'affaires exigent généralement des personnes auxquelles ils confient la gestion de leurs affaires.

Quelle est la compagnie financière, la banque ou l'institution de crédit, qui souffrirait que le rapport annuel du gérant ou du président fût rempli de contradictions, d'affirmations vagues et nuageuses, de nature à jeter la confusion dans les esprits des administrateurs et des actionnaires? Comme la plupart de ses prédécesseurs, l'honorable trésorier provincial prend plaisir à ne pas élucider les difficultés réelles et à compliquer les choses faciles à comprendre.

Quel est le contribuable, même doué d'une certaine dose d'instruction, capable d'analyser, sans une étude longue et laborieuse, le bilan de la province, tel qu'il apparaît dans le discours de l'honorable trésorier de la province? Le rapport financier de la province, tel qu'exposé par le gouvernement, n'est pas clair. C'est un véritable fouillis, où l'on voit confondues comme à plaisir dette nette, dette directe, dette flottante, dette consolidée. Ces termes ne sont jamais clairement définis, de façon à éclairer le public sur la nature des opérations administratives. On s'ingénie à embrouiller la question du budget au lieu de l'éclairer. Quel est le

contribuable capable d'approfondir les méthodes de comptabilité dont on se sert, afin de déterminer si la province a un surplus ou un déficit?

Aussi, je me permets de suggérer que, dorénavant, les discours sur le budget s'inspirent de l'idée d'éclairer, et non pas d'embrouiller. N'est-il pas désirable d'exiger que les exposés budgétaires soient rédigés de telle façon que le cultivateur ou l'ouvrier, qui revient le soir au foyer se reposer des fatigues de la journée, en songeant à la réalisation de ses espérances, et à l'avenir de ses enfants, puisse lire dans son journal, au moins une fois par année, un exposé honnête, lucide et intelligent des affaires de la province? Ces réflexions préliminaires exposées, M. l'Orateur, je vais maintenant essayer d'analyser ce que je trouve dans l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier provincial.

Vous me pardonnerez, je l'espère, si, au risque de vous ennuyer, je me crois de donner ces détails qui peuvent vous paraître fastidieux. Mais si vous et la plupart de vos collègues en cette Chambre comprenez la phraséologie compliquée des discours sur le budget, assurément, les électeurs et électrices ont moins d'expérience. Et je voudrais tant être compris de ceux pour lesquels le chef de l'Union nationale et ses collaborateurs ont tant de respect et d'attention; je veux parler des soldats inconnus du régime libéral; à savoir: le modeste agriculteur, l'ouvrier, le pêcheur, le vieillard, la bonne ménagère, la mère nécessiteuse, le chômeur malheureux et souvent délaissé.

Et, pour ne pas être désagréable pour l'honorable trésorier provincial, je vais commencer par vous parler du surplus qu'il annonce pour l'année courante et qu'il calcule sur le compte des dépenses ordinaires seulement. Le trésorier provincial annonce un surplus de \$3,576,000 des revenus sur les dépenses ordinaires pour l'année qui s'est terminée le 1<sup>er</sup> avril 1941. Je dis l'année courante, c'est-à-dire l'année fiscale commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1940 pour se terminer le 1<sup>er</sup> avril 1941. On sait que, par une loi votée à la dernière session, l'année fiscale en 1941 commencera le 1<sup>er</sup> avril, et que la chose se continuera ainsi dans l'avenir comme elle existe au Parlement. Ce surplus est-il véridique?

On voudra bien observer que le trésorier provincial ne parle ni des immobilisations de capital, ni des dépenses extraordinaires, ni des emprunts effectués, ni des taxes imposées: donc, il est nécessairement fictif. J'essaierai de le démontrer tout à l'heure. Le ministre (l'honorable M. Mathewson) a aussi parlé d'un surplus pour la prochaine année fiscale, du 1<sup>er</sup> avril 1941 au 1<sup>er</sup> avril 1942. Il admet

qu'en tenant compte de toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires, de même que des dépenses en capital, et en estimant les revenus au montant qu'il détermine à l'avance, il ne peut espérer plus qu'un surplus net de \$362,000. Plus tard, en jonglant avec les chiffres, il a dit qu'en ne tenant compte que des dépenses ordinaires, il obtiendra un surplus de \$13,336,000.

Chose amusante, c'est que les journaux ministériels eux-mêmes ne s'entendent pas sur la façon d'interpréter le discours sur le budget. L'un publie en gros caractères, la manchette suivante: "Surplus de \$3,576,000". L'autre, plus enthousiaste, et se méprenant sans doute dans l'étude des chiffres de l'honorable trésorier provincial, publie en première page, et en gros caractères: "Surplus de \$13,366,000". Cependant, aucun journal ministériel ne se contente du surplus anticipé de \$362,000: c'est-à-dire celui qui consiste dans la différence entre le total des revenus et celui de toutes les dépenses. Si les journalistes sont susceptibles de se tromper dans l'interprétation qu'il faut donner au discours du budget, je me demande si les électeurs, et surtout ceux qui lisent distraitemment, sont en mesure de se faire une idée exacte des affaires de la province.

Avant de scruter davantage le discours de l'honorable trésorier provincial et d'analyser ses prétendus surplus, je me permettrai de rappeler à la Chambre le premier discours sur le budget qu'il prononçait le 21 mai 1940 et auquel il réfère dans son discours du 18 mars dernier. Le 21 mai 1940, l'honorable trésorier provincial a fait une estimation provisoire du surplus qu'il espérait, pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et se terminant le 31 mars 1941. Remarquons bien, tout d'abord, qu'à ce moment-là les estimations et prévisions budgétaires qu'il soumettait à la Chambre étaient non pas pour 12 mois, mais pour neuf mois seulement, neuf mois s'écoulant, je le répète à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1940 jusqu'au 31 mars 1941.

Le prédécesseur de l'honorable trésorier provincial, l'honorable Martin Fisher, avait proposé au cours de son exposé budgétaire du mois d'avril 1939, à la Chambre, pour 12 mois, c'est-à-dire pour la période commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1939 et se terminant le 1<sup>er</sup> juillet 1940, le vote d'une somme de \$81,199,000; et l'honorable trésorier provincial actuel, dans son discours prononcé l'an dernier, à savoir le 21 mai 1940, avait comme il le fait cette année, dans un langage empreint d'une touchante modestie, déclaré qu'il était temps que la province commençât à vivre selon ses moyens; que l'heure était venue de faire des économies et de donner à la

province une administration sage, honnête, prévoyante, inspirée par le souci de réduire la dette et d'entrer dans la voie des économies.

Voyons, M. l'Orateur si l'honorable trésorier provincial pratique ce qu'il a prêché. Or, savez-vous quel est le montant que cet estimable monsieur demandait à la Chambre de voter le 21 mai 1940, pour l'année qui vient d'expirer, lorsqu'il a fait son premier discours sur le budget, et ce, pour neuf mois seulement? La somme totale de \$84,996,499.09, comprenant les intérêts sur la dette, les dépenses ordinaires, les dépenses de capital aussi bien que les avances aux cultivateurs pour le prêt agricole! Et l'honorable trésorier provincial avait la franchise d'ajouter que ses revenus, pour les neuf mois prochains, ne seraient que de \$52,693,300. Soustrayez maintenant les revenus prévus du montant total des dépenses annoncées, et vous arriverez nécessairement avec une différence de \$32,303,199 qu'il faut porter au passif de la province.

Néanmoins, avec une candeur vraiment admirable, ce dernier dit: "Nous espérons arriver avec un surplus de \$258,060.91", et tous les députés ministériels d'applaudir et de dire: "Quel grand homme nous avons enfin trouvé!" Si leur qualificatif merveilleux n'avait pas été appliqué d'une façon ingénieuse par l'honorable chef de l'opposition à un autre des collègues de l'honorable trésorier, nous aurions pu dire que l'honorable trésorier était une "véritable merveille" dans le domaine de la comptabilité!

Ce n'est pas étonnant que le ministre de la Santé ait dû abandonner l'un de ses portefeuilles. Ne lui en faut-il pas, à la douce province, une santé pour la laisser s'administrer par de pareils génies financiers? Mais, ce n'est pas tout! Voici que, cette année, l'honorable trésorier provincial avoue que l'an dernier il s'est trompé dans ses prévisions et, il y a quelques jours, il a demandé à la Chambre de voter un budget supplémentaire de \$826,900 qui doit s'ajouter aux \$84,996,499 qu'il nous a demandés de voter l'année dernière, pour les besoins administratifs de l'année 1940-1941. Comment peut-il affirmer qu'il a dégagé un surplus des opérations de sa première année financière? La demande d'un budget supplémentaire à la fin d'une année fiscale veut dire: "Vous m'avez voté des subsides, or je n'en ai pas assez". Votez-moi encore d'autres subsides. Où est l'économie dans ce geste? Que penser d'un homme qui prêche la nécessité pour le gouvernement de vivre selon ses moyens et qui autorise de telles dépenses?

Retenons bien ceci, M. l'Orateur: alors que les ministériels ont fait leurs élections en accusant le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) d'extravagances et de gaspillage, parce que son gouvernement avait demandé à la Chambre de lui voter, pour 1939, une somme de \$81,199,000 pour 12 mois, voici que les grands économistes, les grands financiers du nouveau régime libéral, demandaient à la Chambre, en mai 1940, de voter un montant total de \$84,996,499.09 pour neuf mois et, de plus cette année, un budget supplémentaire, pour terminer l'année, de \$826,900 qu'il faut ajouter à ce dernier montant de \$84,996,499.09, et ce, pour neuf mois seulement! Les hommes sages se demandent, maintenant, s'il valait bien la peine de faire tant de tapage pour obtenir un si piètre résultat. En effet, les grands financiers du gouvernement, qui prétendent que l'Union nationale dépensait trop, font un budget de \$84,996,499.09 pour neuf mois, tandis que le budget préparé par l'Union nationale pour l'année 1939-1940 était de \$81,199,391.61 pour 12 mois.

En présence d'un tel état de choses, le citoyen sage et logique ne peut s'empêcher de raisonner ainsi: le gouvernement a donc pris l'argent du Trésor au rythme d'au-delà de \$105,000,000 pour neuf mois, alors que l'Union nationale n'avait dépensé que \$81,000,000 pour 12 mois. Alors, l'Union nationale n'a donc pas gaspillé comme on l'a tant répété. Comment espère-t-on faire gober à la population la politique camouflée d'économies, quand en réalité on dépense plus que sous l'Union nationale? Comment peut-on expliquer une pareille hypocrisie? Comment espère-t-on, par de pareils moyens, excuser les taxes? Les gens se disent avec raison: "Sous l'Union nationale, on ne taxait pas plus que sous l'ancien régime. On a dépensé judicieusement et l'argent circulait dans les campagnes. Avec le premier ministre actuel, on dépense plus et tout l'argent va aux favoris du régime."

En effet, il y a un autre fait qu'il ne faut pas oublier: ce sont les nouvelles taxes très considérables imposées par la nouvelle administration pour la même période de temps, à savoir: du 1<sup>er</sup> juillet 1939 au 1<sup>er</sup> avril 1940, taxes dont les principales sont les suivantes: *a.* Taxes sur les cigarettes, le tabac à cigarette et les cigares; *b.* Impôt sur le revenu; *c.* Taxe de vente; *d.* Augmentation de 2½ % sur les profits des corporations. On a épuisé toutes les sources possibles de taxation. Le chef de l'opposition a bien raison de dire qu'on a taxé la santé, la maladie, la vie, la mort, et qu'on a multiplié la taxe même sur les taxes imposées par le fédéral. Comme résultat, on a imposé la taxe sur la taxe. Je ne crains pas d'affirmer

que le montant total de toutes les taxes perçues durant cette période, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> juillet 1940 au 1<sup>er</sup> avril 1941, atteindra le chiffre de \$20,000,000.

Il ne faut pas oublier, non plus, les emprunts faits par la nouvelle administration: entre le 8 novembre 1939 et le 8 avril 1941, le gouvernement a emprunté \$103,600,000. Ces emprunts sont les suivants: *a.* Obligations datées du 2 janvier 1940: \$12,000,000; *b.* Obligations datées du 5 février 1940: \$55,000,000; *c.* Obligations datées du 15 novembre 1940: \$21,600,000; *d.* Obligations datées du 1<sup>er</sup> février 1941: \$15,000,000; Total: \$103,600,000. En se rappelant le montant substantiel que le gouvernement, par la voix de son trésorier, nous a demandé de voter pour neuf mois de son administration, à savoir: \$84,996,499.09, en songeant aux \$20,000,000 de taxes additionnelles qui ont grevé la population, et finalement en se rappelant les obligations ou débetures émises dans le public, et ce, dans l'espace de neuf mois seulement, l'électeur ordinaire haussera les épaules et dira, évidemment: "Il n'y a pas de quoi tomber en pâmoison devant la profondeur des génies financiers qui nous administrent!"

En effet, M. l'Orateur, le gouvernement libéral a dépensé les sommes que nous lui avons votées pour les neuf mois s'écoulant du 1<sup>er</sup> juillet 1940 au 1<sup>er</sup> avril à savoir: Dépenses ordinaires: \$52,435,239.09; dépenses capitales: \$26,561,260; prêt agricole: \$6,000,000; total: \$84,996,499.09; nouvelles taxes (approximativement): \$20,000,000; obligations: 15 novembre \$21,600,000, 1<sup>er</sup> février \$15,000,000; total: \$36,600,000; budget supplémentaire: dépenses ordinaires: \$826,900; total dépenses: \$142,423,399.09<sup>4</sup>, soit \$12,000,000 par mois. Les revenus, d'après l'aveu du trésorier provincial, n'ont été, pour le même exercice, approximativement: \$54,988,000. Il a donc dépensé, en outre de ses revenus, pour l'année 1940-1941, c'est-à-dire pour neuf mois, du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> avril 1941: \$117,425,299.09.

J'ai mentionné approximativement pour les taxes perçues et les revenus, pour cette période, parce qu'il reste quelques jours à couvrir avant le 1<sup>er</sup> avril 1941, et que le trésorier ne nous a pas donné un rapport complet de la perception des taxes pour l'année courante. Le trésorier provincial admet que ses nouvelles taxes lui ont rapporté \$16,750,000. Et ces chiffres ne sont pas complets.

Le trésorier admet aussi que les dépenses réelles ont été de \$108,000,000 et que les revenus n'ont été que de \$54,000,000. Comment après cela peut-il avoir l'audace de nous faire croire à un surplus?

Voilà le déficit que l'honorable trésorier ne veut pas avouer et qu'il transforme magiquement en surplus! Nous en trouvons du reste la preuve dans son dernier discours, prononcé la semaine dernière, aussi bien que dans certains documents publics publiés sous son inspiration. Dans son discours sur le budget, l'honorable trésorier ne nous dit pas s'il a remboursé des emprunts antérieurs échéant durant la période s'écoulant du 1<sup>er</sup> juillet 1940 au 1<sup>er</sup> avril 1941. Il admet cependant que les dépenses réelles ont été de \$108,000,000.

Que pensez-vous, M. l'Orateur, d'un homme qui prêche la nécessité, pour un gouvernement, de vivre selon ses moyens et qui autorise une telle saturnale de dépenses? Que pensez-vous d'un homme qui admet une dépense de \$108,000,000, ensuite des revenus de \$54,000,000, et qui veut essayer de faire croire à la province qu'il a un surplus de \$3,000,000? Quelle admirable logique et que ces grands génies financiers sont admirables dans leurs contradictions! N'est-ce pas le temps de leur appliquer les propres paroles que l'honorable trésorier prononçait dans son premier discours sur le budget, le 21 mai 1940: "Il n'est pas sage d'emprunter pour des fins qui révèlent des revenus. Se servir d'argent emprunté, pour les dépenses ordinaires annuelles, c'est se tromper soi-même et d'une manière des plus nuisibles!"

En effet, il a dû emprunter pour solder la différence entre le revenu et les dépenses. Pour justifier une telle conduite, aussi extravagante et sans précédent, et une dépense de \$108,000,000 pour neuf mois, soit \$12,000,000 par mois et \$400,000 par jour, l'honorable trésorier nous dit ceci: "Lorsque le gouvernement actuel prit les rênes de l'administration, le 8 novembre 1939, un montant approximatif de \$68,000,000 avait été dépensé ou engagé, et ceci, durant une période de quatre mois, ce qui laissait un solde de quelque \$13,000,000 pour prendre soin des huit autres mois de l'année financière."

Tout d'abord, cette affirmation est contredite par les propres déclarations de l'honorable trésorier provincial qui admettait, la semaine dernière, lors de la discussion sur le budget supplémentaire, qu'à son arrivée au pouvoir le nouveau gouvernement n'a reçu des comptes que jusqu'à concurrence de \$16,000,000. Quelle déclaration de l'honorable trésorier devons-nous accepter comme seule vérité? C'est une des nombreuses inconséquences du trésorier provincial. La somme de \$16,000,000 est bien raisonnable quand l'on tient compte des circonstances de climat et d'autres contingences.

L'année fiscale 1939 commençait en effet, je le répète, le 1<sup>er</sup> juillet. Or, les dépenses de voirie, de colonisation, de protection des forêts, les travaux de chômage, de développement des pêcheries, de chemins de mines, travaux géologiques, travaux d'arpentage, inspections agronomiques, construction et réparation de ponts et chaussées, dépenses qui constituent la majeure partie des dépenses gouvernementales, se font au cours de l'été et de l'automne. On ne poursuit pas, l'hiver, la plupart des opérations plus haut mentionnées.

Si donc, il est vrai, ce qui n'est pas véridique, que nous avons engagé \$68,000,000 en quatre mois, pourquoi le gouvernement libéral, qui s'était fait élire en promettant une politique d'économie et de redressement financier, aurait-il dépensé \$40,000,000 en huit mois? Et ce, au cours de la saison d'hiver? C'est-à-dire la saison morte! Pourquoi ces \$40,000,000? De quelle façon ont-ils été dépensés? Le trésorier néglige de le dire, et il risque de perdre sa réputation d'homme sérieux.

Il ne faut pas oublier, je le répète, que, pour l'année 1939, l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet, les comptables ne doivent pas charger à l'Union nationale les dépenses totales pour l'année 1939, c'est-à-dire pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1939 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1940. En 1939, nous avons administré la province du 1<sup>er</sup> juillet au 8 novembre, soit pendant quatre mois et huit jours. C'est le gouvernement libéral qui est responsable des dépenses pour la balance de l'année, c'est-à-dire pour sept mois et 22 jours, soit les deux tiers de l'année. Raisonnablement, ne pouvons-nous pas conclure que, si des erreurs ont été commises, le gouvernement libéral actuel est au moins responsable dans la même proportion?

Quelles sont maintenant les œuvres remarquables que le Parti libéral a faites depuis qu'il a assumé les rênes du pouvoir, le 8 novembre 1939? Demandez-le, M. l'Orateur, au cultivateur, à l'ouvrier, au pêcheur, aussi bien qu'au chômeur. Qu'a-t-il fait, sinon dépenser et gaspiller sans construire?

Il a, de son propre aveu, dépensé certains argents votés pour l'administration à payer des comptes dus à des contracteurs libéraux avant 1936, comptes injustifiés et injustifiables, que le gouvernement de l'Union nationale avait refusé, avec raison, de payer. Bien plus, afin de jeter un écran de fumée devant la province, pour masquer leurs extravagances, nos adversaires ont dit aux créanciers: "Nous allons vous payer, mais nous déduirons 2 % d'escompte."

Cette méthode présuppose des paiements au comptant; elle est injustifiable si les paiements retardent de six mois. Or, il y a des entrepreneurs dont les comptes ont été payés plus de six mois après l'arrivée au pouvoir du Parti libéral et à qui on a retenu indûment 2 %. Bien plus, on a exempté des favoris du régime de la taxe de 2 %. Cette façon d'agir est illégale, parce que cette charge de 2 % est une taxe imposée indirectement. Or, aucun trésorier ou aucun gouvernement ne peut, de son chef, imposer une taxe; cette faculté relève de la Législature seulement.

On a abusé à tel point de cette méthode peu scrupuleuse, de payer ses dettes, qu'on a chargé, par exemple à un curé de l'Abitibi à qui on devait \$2 pour remboursement d'argent avancé, le 2 %, symbole de l'équité du nouveau régime. Quand un gouvernement a recours à de tels procédés, il doit au moins ne pas avoir l'audace de prêcher à ses adversaires la nécessité d'avoir de meilleures méthodes financières.

M. l'Orateur, voulez-vous une autre preuve de l'impossibilité de l'honorable trésorier de déclarer un surplus pour l'année courante? Je la trouverai dans les propres admissions de ce dernier, et vous aurez une idée édifiante des grands génies financiers qui nous administrent. J'ai étudié trois prospectus publiés par la maison L.-G. Beaubien & Cie ltée, concernant les émissions d'obligations faites par cette maison, avec d'autres institutions financières, pour la province de Québec, à savoir: le 15 février 1940: \$40,000,000; le 15 novembre 1940: \$26,600,000; le 1<sup>er</sup> février 1941: \$15,000,000. Ces prospectus ont été préparés "d'après les renseignements d'ordre financier sur la province de Québec", fournis par l'honorable trésorier provincial. C'est du moins l'affirmation imprimée en gros caractères, en haut de la deuxième page de chacun de ces trois prospectus.

Voici les renseignements intéressants que nous y trouvons: Le prospectus pour l'émission du 15 février 1940, au chiffre de \$40,000,000, dit que la dette consolidée flottante, directe et indirecte, déduction faite du fonds d'amortissement, était au 8 novembre 1939 de \$378,408,000, alors que le total de la même dette consolidée flottante directe et indirecte au 29 janvier 1940, était de \$388,462,000. Il résulte donc, d'après l'aveu même du trésorier provincial, qu'entre le 8 novembre 1939 et le 29 janvier 1940, soit moins de trois mois, la dette consolidée flottante directe et indirecte a augmenté de \$10,054,000.

Il apparaît maintenant, dans le prospectus pour l'émission du 15 novembre 1940, pour la somme de \$21,600<sup>5</sup>, que le total de la dette

consolidée flottante, directe et indirecte, déduction faite du fonds d'amortissement, était au 11 novembre 1940 de \$411,927,000. Le gouvernement actuel a augmenté la dette flottante, du 8 novembre 1939 au 4 novembre 1940, de \$33,419,000.

Voyons maintenant ce que dit le prospectus émis pour le nouvel emprunt qui vient d'être mis sur le marché, et qui est daté du 1<sup>er</sup> février 1941: pour le montant de \$15,000,000, vous y verrez que le total de la dette consolidée, flottante, directe ou indirecte, s'élevait, au 31 décembre 1940, à \$420,610,000. Si l'on analyse ces trois prospectus, on en vient à la conclusion irréfutable que le total de la dette consolidée, flottante, etc. aurait augmenté de \$42,600,000 en l'espace de 13 mois, à savoir du 8 novembre 1939 au 31 décembre 1940. Ces chiffres, je le répète, sont fournis au public, par la maison L.-G. Beaubien & Cie ltée, "sur les renseignements d'ordre financier, fournis par l'honorable trésorier provincial". Quarante-deux millions six cent mille dollars en 13 mois, de l'aveu du trésorier, voilà une augmentation de la dette au rythme de \$3,276,923 par mois, et cela, en tenant compte du fait qu'on a augmenté les taxes au rythme de plus de \$20,000,000 par année.

Voilà le résultat de la politique des grands financiers qui devaient tout révolutionner en matière de saine comptabilité, et faire régner l'ère de l'économie et des budgets équilibrés. Si l'honorable trésorier provincial disait la vérité, quand il déclarait à la maison L.-G. Beaubien & Cie ltée, et aux autres maisons de banques qui ont financé les émissions d'obligations de la province, que la dette consolidée et flottante s'était augmentée dans la proportion que je viens d'indiquer, comment peut-il maintenant, dans son discours sur le budget, dire que la dette s'est augmentée de \$10,000,000 seulement? Ne croyez-vous pas qu'il y a là une contradiction qui met en danger la crédibilité du gouvernement?

À la lumière des faits, que je vous prie de ne pas oublier, M. l'Orateur, voyons maintenant quelles sont les nouvelles propositions que le nouveau trésorier provincial nous fait pour l'année prochaine, c'est-à-dire l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril 1941, et se terminant le 1<sup>er</sup> avril 1942.

Dans son discours du 18 mars dernier, l'honorable trésorier, avec une éloquence cette fois plus modérée que l'an dernier, nous dit qu'il aura des revenus de \$83,940,000 et des dépenses à peu près équivalentes. Chiffre évidemment haussé par suite de l'augmentation immodérée des taxes. En songeant à ce montant substantiel, et en me rappelant les appels éloquentes de l'honorable trésorier provincial à la

nécessité de l'économie, je l'entends encore énoncer cette proposition grave: "Pour être solides, les assises d'une nation doivent reposer sur des finances bien équilibrées".

En attendant ces belles paroles, vous vous êtes dit, sans doute, M. l'Orateur, comme moi-même, que cette année, les dépenses seraient réduites à leur strict minimum. Mais détrompez-vous. Voilà que l'honorable trésorier nous dit que les dépenses totales se chiffreront à \$83,580,000. Il se réjouit en anticipant un surplus global de \$362,000. M. l'Orateur, je vous le demande, croyez-vous que vraiment, il aura un surplus? Personne ne peut croire cela, quand on se rappelle la façon dont pour l'année 1940-1941, le gouvernement a administré la province, et comment il s'est trompé dans ses prévisions.

Voilà quel était son raisonnement l'an dernier. Il nous disait en résumé: "Votez-moi, pour neuf mois seulement, une somme totale de \$84,996,499.09. J'aurai des revenus au montant de \$52,693,300, mais j'espère quand même un surplus de \$258,060.91."

Pour la prochaine année fiscale, c'est-à-dire celle qui commence le 1<sup>er</sup> avril 1941, pour se terminer le 1<sup>er</sup> avril 1942, il nous dit maintenant en résumé: "Votez-moi une somme totale de \$83,580,000. J'espère des revenus au montant de \$83,940,000, mais j'anticipe quand même un surplus de \$13,336,000."

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je dois dire que cette interprétation est contraire au bon renom financier de la province. Pour le bon crédit de la province, je suis forcé d'intervenir et de rectifier un fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le trésorier provincial n'a pas le droit d'interrompre le député de Matane sans lui demander la permission, à moins qu'on l'attaque ou qu'on lui ait prêté des paroles qu'il n'a pas prononcées. Que le trésorier s'assoie! Il aura son droit de réplique.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition n'a pas tout à fait raison. Si l'honorable trésorier soulève un point d'ordre, il a le droit de se lever et c'est l'honorable chef de l'opposition qui doit s'asseoir.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne soulève pas un point d'ordre, mais je désire faire une rectification dans l'intérêt du crédit de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier n'a pas le droit de parler!

**M. l'Orateur:** Il existe un article des règlements permettant à l'honorable trésorier de parler plusieurs fois, s'il s'agit de rétablir les faits. Il a le privilège, en outre de sa réplique, de rétablir les faits lorsqu'une assertion lui paraît contraire à la vérité. Il a le droit de parler après chaque député dans le débat sur le budget, s'il le désire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aimerais à savoir en vertu de quel article du Règlement vous vous basez, M. l'Orateur...

**M. l'Orateur:** Je ne peux de mémoire dire le numéro de l'article. Je sais que l'article du Règlement existe. Si le chef de l'opposition tient à connaître l'article, il va me falloir prendre la chose en délibéré et ajourner la séance pendant cinq minutes, afin d'en donner le numéro au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à ce que les règlements soient observés.

**M. l'Orateur:** Je demande la permission de réserver ma décision et de suspendre la séance pendant cinq minutes.

(Après quelques minutes, M. l'Orateur reprend le fauteuil.)

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Si le trésorier a soulevé un point d'ordre, celui-ci est conforme à l'article 235 du Règlement, qui déclare qu'un ministre, lorsqu'il propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, a le droit de se lever autant de fois qu'il est nécessaire pour rétablir les faits.

En somme, l'article 235 permet au trésorier de parler après chaque discours de l'opposition dans le débat sur le budget, toujours pour rétablir et rectifier des faits.

C'est ce que j'ai déclaré tout à l'heure. J'ai demandé au trésorier s'il désirait s'opposer au point d'ordre.

Il m'a répondu dans la négative. Il s'agit donc d'une interruption ordinaire qui n'est pas couverte par cet article des règlements.

Je crois que le trésorier n'a pas le droit de faire une telle interruption. Il ne peut interrompre le député de Matane sans la permission de celui-ci.

(Applaudissements à gauche)

**M. Gagnon (Matane):** Je disais donc que je ne peux comprendre comment le trésorier aura un surplus. Comprenez-vous quelque chose, M. l'Orateur, dans cette façon de calculer? J'avoue n'y rien comprendre, et je serais surpris si la chose était comprise dans la province. Mais je vois l'honorable trésorier provincial froncer les sourcils. Il voudrait me dire que je ne devrais pas tenir compte des dépenses capitales pour l'estimation des comptes profits et pertes, et ne chercher le surplus qu'entre la différence des revenus anticipés et des dépenses ordinaires. Si je fais cela, je risque de n'être pas compris des électeurs qui liront ces modestes remarques. Ils diraient: Pourquoi ces déclarations ambiguës de nature à obscurcir les résultats?

Si le trésorier provincial dépense \$83,580,000 et n'obtient qu'une somme de \$83,940,000 pour revenus, il ne peut avoir un surplus de \$13,336,000. Depuis, le gouvernement vient d'inscrire une autre dépense de \$5,000,000 pour le crédit agricole, ce qui détruit à sa face même sa prétention à un léger surplus. Mais pourquoi l'honorable trésorier provincial se plaindrait-il de mon raisonnement? Quand il analyse l'administration du gouvernement de l'Union nationale, il suit la même méthode analytique.

Il ajoute les dépenses ordinaires aux dépenses capitales, et même aux dépenses extraordinaires, en soustrait les revenus, et donne le résultat. On conçoit donc, M. l'Orateur, qu'il est rationnel et utile, au lieu de jongler avec les chiffres, de s'entendre sur la définition des termes des points de comparaison et d'indiquer en quoi consiste la dette par exemple, afin de faire les distinctions nécessaires.

L'on comprend qu'il est facile de jouer avec les chiffres, de les colorer, et même de leur faire dire, parfois, le contraire de la vérité. La plupart des discours sur le budget, je le répète, sont souvent inintelligibles pour l'électeur ordinaire parce que les termes dont on se sert ne sont pas clairement définis, et parce que, souvent, celui qui les prononce semble heureux de les rendre aussi nuageux que possible. Ne serait-il pas opportun de tenter de donner une définition aussi claire que possible des termes que l'on rencontre toujours, soit dans les bilans donnés par l'auditeur de la province, dans la rédaction des *Comptes publics*, ou le trésorier, dans son discours sur le budget? Aussi, je me propose de définir ce qu'il faut entendre par les mots "dette brute", "dette flottante", "dette consolidée" et "dette nette".

Le chef de l'opposition, dans un discours magnifique, prononcé l'an dernier, en réponse au trésorier provincial, avait fait les distinctions

nécessaires, et il me permettra de m'en inspirer pour soumettre les définitions suivantes: La dette flottante consiste dans le total des comptes courants dus aux particuliers, aux corporations et comprend notamment les emprunts temporaires aux banques, bons du Trésor, etc.; la dette brute est la dette totale avec tous les engagements directs et indirects de la province, mais calculés sans tenir compte de l'actif réel; la dette consolidée est celle qui est placée et représentée par les émissions d'obligations et ne tient pas compte non plus de l'actif réel; la dette directe consiste dans la somme des dettes encourues directement par la province; la dette indirecte consiste dans les garanties et endossements donnés par la province et que cette dernière ne sera pas tenue de payer que dans le cas où la personne ou la corporation garantie y fait défaut.

Ainsi, la province garantit une émission d'obligations faite par la corporation, ou la communauté propriétaire d'un hôpital ou d'un sanatorium. Cette corporation ou communauté doit s'administrer avec les revenus qu'elle perçoit; ce n'est que par exception que la province qui a, pour l'aider, garanti ces émissions d'obligations, puisse être appelée à payer. Sans doute, dans le calcul de la dette d'une province, il faut faire une distinction entre la dette directe et la dette indirecte que la province ne sera peut-être jamais appelée à payer.

Si cette distinction n'était faite, toutes sortes de malentendus pourraient prendre naissance, et les citoyens pourraient être induits en erreur. Enfin, la dette nette consiste dans l'excédent de la dette consolidée et non consolidée sur l'actif réalisable; elle comprend les dépenses de capital ordinaires et extraordinaires, moins la réserve pour dépréciation et amortissement. La dette nette indique seule la situation financière exacte de la province.

Ai-je besoin de définir les termes dépenses ordinaires, dépenses de capital et dépenses extraordinaires? Les dépenses ordinaires consistent dans les dépenses encourues pour la simple administration de la province: ainsi, le paiement des salaires des fonctionnaires, les dépenses de voyage, les sommes d'argent dépensées pour assurer le fonctionnement normal des opérations de chacun des départements du gouvernement de la province. L'on applique le terme "dépenses de capital" aux sommes dépensées pour fins de constructions, de travaux publics, dépenses dont la valeur peut être vérifiée pour qui en sait déterminer la valeur réelle. On se sert du terme "dépenses extraordinaires", pour qualifier les dépenses encourues d'une façon tout à fait imprévue et extraordinaire, comme par exemple, les dépenses



qu'il faudrait assumer pour fins de la poursuite de la guerre, pour secours de chômage, ou autres choses du même genre.

Voyons maintenant la situation financière exacte de la province et l'histoire de l'augmentation de la dette de la province. Quand les conservateurs ont quitté le pouvoir, en 1897, la loi 60 Victoria, chapitre 2, nous fait voir que la dette consolidée de la province était de \$32,281,949.34. La province alors subventionnait ses dépenses à même ses revenus. Les libéraux ont été au pouvoir de 1897 à 1936, soit pendant une période de 39 ans. Ils doivent donc porter seuls la responsabilité de l'augmentation de la dette. Or, quelle était la dette en 1936, aux derniers jours de l'administration Taschereau?

Voici ce que dit l'auditeur de la province, dans son rapport sur l'état des *Comptes publics* pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1936. "Dette consolidée et bons du Trésor, moins fonds d'amortissement, du 30 juin 1929 au 30 juin 1936: Total au 30 juin 1931: \$60,418,037.55; 30 juin 1932: \$76,860,821.54; 30 juin 1933: \$96,586,142.28; 30 juin 1934: \$111,488,337.57; 30 juin 1935: \$132,935,749.89; 30 juin 1936: \$157,218,614.94." "La dette consolidée nette, plus les bons du Trésor, a donc augmenté, a dit l'auditeur, de \$96,800,577.39 depuis 1931, soit en moyenne \$19,601,113.55 par année pour les cinq dernières années", tel que l'indique le graphique suivant:

*Province de Québec*  
*Dette consolidée nette et bons du Trésor*  
*au 30 juin (en millions)*

1931.....	60.4
1932.....	76.9
1933.....	96.6
1934.....	111.5
1935.....	132.9
1936.....	157.2

*Augmentation en 5 ans.....* 96.8

Au surplus, quand nous avons pris le pouvoir le 26 août 1936, nous avons trouvé une dette flottante énorme que nous avons dû nécessairement payer et qui se détaille comme suit: bons du Trésor: \$26,575,000; comptes de banque à découvert: \$10,156,598; mandats impayés: \$9,215,360; total: \$45,946,585. En outre, dans un rapport officiel qu'il adressait au premier ministre, le 11 septembre 1936 et montrant la vraie situation financière de la province, l'auditeur disait ce qui suit: "Je vous donne

ci-après un sommaire des obligations de la province au 30 juin 1936: dette consolidée nette: \$130,643,614.94; dette flottante: \$40,423,406.82; solde dû *re*: contrat de la Banque Canadienne Nationale: \$12,991,867; garanties aux institutions charitables: \$15,893,147.93; engagements, comptes non produits, etc.: \$6,000,000; total: \$205,952,036.69".

Était-il possible d'imaginer une pire situation financière? La dette, en cinq années avait été augmentée dans de colossales proportions. Or, quelles œuvres importantes peuvent être portées pendant cette période au crédit de l'administration Taschereau dont le premier ministre actuel et cinq membres du cabinet faisaient partie? Durant cette période, l'agriculture et la colonisation périssaient dans la routine. On refusait aux cultivateurs un prêt agricole provincial, aux vieillards une pension payée dans certaines autres provinces du Canada depuis 1927, aux mères nécessiteuses des allocations. Bref, la législation sociale était plus arriérée que dans toutes les autres provinces du Canada.

Aux chômeurs, on n'avait à offrir que la dégradante politique des secours directs: "Faites-moi de la bonne politique, disait un homme d'État, et je vous ferai de la bonne finance." Si la politique était mesquine, étroite et dirigée par le souci du patronage et l'intérêt du parti, la finance de la province était proportionnée aux larges horizons de ces administrateurs. Elle était dans une situation déplorable. Sous l'administration Taschereau, l'auditeur disait ce qui suit au sujet de l'augmentation de la dette - nous trouverons cela dans son rapport pour 1934: "L'item pour lequel l'augmentation est le plus considérable, relativement à la dépense, est celui des intérêts et des fonds d'amortissement sur la dette publique. Il a absorbé 26 % des revenus et se chiffre par \$7,292,052.74, alors qu'il était de \$4,399,639.17 en 1930-1931, ce qui donne une variation de \$2,892,413.57 due à l'augmentation de la dette durant cette période."

Étudions maintenant la façon dont l'ancien régime manipulait les chiffres de la province pour montrer des surplus fictifs ou faisaient. Ai-je besoin de rappeler le fait que, sous l'administration de M. Taschereau, des comptables ont averti le gouvernement de changer son système de comptabilité, parce que la tenue des livres était de nature à nuire au crédit de la province? Ces comptables ont signalé l'erreur commise par le gouvernement d'émettre, à tout propos, des chèques sans provision, et d'obtenir des surplus à la fin de chaque année fiscale en faisant des emprunts à la Commission des liqueurs et en indiquant le produit

de ces emprunts, dans le bilan de la province, comme étant des profits fictifs de la Commission des liqueurs.

Voulez-vous un exemple sur la manière dont les comptes étaient soutirés sous l'ancien régime? Voici un tableau bien éloquent que je livre à l'admiration du gouvernement actuel et dont personne ne peut contester la véracité. Les renseignements suivants ont été donnés à l'honorable chef de l'opposition provinciale, par le trésorier de la province, en réponse aux questions qui lui ont été posées au sujet des comptes de banque soutirés: *a.* Moyenne; *b.* Somme la plus élevée; *c.* Intérêts payés *d.* Nombre de jours.

1. Durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1931 au 1<sup>er</sup> juillet 1932: *a.* Moyenne à la Banque de Montréal: \$5,182,168.72; moyenne à la Banque Canadienne Nationale: \$5,473,425.32; total de \$10,655,594.04 (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1933, page 40). *b.* Pour la somme la plus élevée \$22,659,696.34; *c.* Payant en intérêt 5½ % la somme de \$549,419.81 (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1933, page 182); *d.* Soutirés à la Banque de Montréal pendant 341 jours; soutirés à la Banque Canadienne Nationale pendant 344 jours (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1933, page 40).

2. Durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 1932 au 10 février 1933: *a.* Moyenne à la Banque de Montréal: \$4,312,085.81; moyenne à la Banque Canadienne Nationale: \$3,546,160.80; total de \$7,858,246.61; *b.* Pour la somme la plus élevée: (Cette question n'a pas été posée); *c.* Payant en intérêt 5½ % la somme globale de \$208,160.59. *d.* Soutirés durant toute cette période moins environ 20 jours (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1933, page 104).

3. Durant la période du 10 février 1933 au 29 janvier 1934: *a.* Moyenne pendant 330 jours: \$5,082,162; *b.* Pour la somme la plus élevée (1 jour): \$10,387,619.71; *c.* Payant en intérêt (5½ % et 5 %) la somme de \$209,522.91; *d.* Soutirés pendant 339 jours (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1934, aux pages 130 et 186).

4. Durant la période du 29 janvier 1934 au 18 février 1934: *a.* Moyenne de \$6,000,000 à \$7,000,000; *b.* Somme la plus élevée le 17 février 1934 \$7,939,922.37; *c.* Payant un intérêt de 5 % par année; *d.* Soutirés à tous les jours (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1934, page 224).

5. Période du 19 février au 13 mars 1934: *a.* Soutirés pour \$8,000,000, \$10,000,000 et \$11,000,000; *b.* Somme la plus élevée le 2 mars 1934: \$11,939,456; *c.* Payant en intérêt 5 % \$32,660.30; *d.* Soutirés à tous les jours (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1934, pages 429-430).

6. Période du 14 mars au 2 avril 1934: *a.* Soutirés de \$6,000,000 à \$12,000,000; *b.* Somme la plus élevée les 24 et 25 mars: \$12,997,807.20; *c.* Payant en intérêt (6 % et 4½ %): \$27,902.14; *d.* Soutirés tous les jours (Procès-verbaux, Assemblée législative, 1934, pages 430-431).

Dans le rapport annuel de l'auditeur de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1936, on trouve sous la signature de M. Edgar Vézina, la déclaration suivante: "Vous constaterez que, dans les années antérieures, le budget ordinaire tel que voté a toujours donné lieu à des déplacements de crédits considérables, que l'on comblait soit par un budget supplémentaire, soit par des mandats spéciaux.

Par exemple: si vous référez à la cédule des dépenses, page 44 des *Comptes publics*, vous constaterez que cette cédule donne, par département, le détail des montants votés par la Législature, des montants statutaires et des mandats spéciaux pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1936. Le montant inscrit au budget voté est de \$20,429,698.61. Le montant inscrit au budget statutaire: \$15,447,694.65, formant un total de prévisions pour l'année 1935-1936 de \$35,877,393.26. Les dépenses réelles ayant été de \$65,974,076.44. Il y a un excédent de dépenses sur les prévisions, de \$30,096,683.18." Dans son rapport, l'auditeur signale aussi une foule d'irrégularités qui se sont produites.

Il mentionne encore que "dans les bureaux de districts du ministère de la Colonisation, il n'y a pas de records permettant aux inspecteurs qui distribuent les chèques de secours directs de s'assurer du revenu que les colons pouvaient recevoir d'autres services du ministère concerné". "Aucun registre satisfaisant d'inventaire n'a été tenu, au bureau des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue, permettant de contrôler le stock des magasins de colonies, bien qu'un système d'inventaire perpétuel ait été préconisé par moi en novembre 1935, sur rapport de deux de mes inspecteurs envoyés spécialement sur les lieux. De là résulte l'impossibilité de concilier les achats avec les ventes faites aux colons ou aux marchands, lors de la fermeture des magasins. Dans les circonstances, il m'est permis de croire qu'il y a dû se produire de graves abus." Plus loin, il déclare: "Il n'existe pas un contrôle suffisant sur les achats. Durant ma vérification à ce département, j'ai constaté qu'il manquait complètement d'organisation au point de vue contrôle de dépenses ainsi qu'au point de vue administratif. Il en résulte que des instructions contraires sont quelquefois données aux mêmes personnes par des chefs de service."

Plus loin encore, il ajoute: "J'ai déjà fait rapport au département que ces dépenses n'étaient pas appuyées de pièces justificatives suffisantes". Dans ce même rapport, l'auditeur affirme: "Les dépenses encourues, conformément à la loi de l'aide aux chômeurs, depuis la mise en vigueur de cette loi, ont été de \$41,729,245.27 pour la province seulement (en 1936)".

Il signale ailleurs le manque absolu de comptabilité aux bureaux de la police provinciale. On s'étonne moins que la province soit aujourd'hui obligée de poursuivre un Charles Lanctôt, le vrai chef de la police sous l'ancien régime, pour la somme de \$297,775.41. On a critiqué avec raison le système d'administration de secours directs dans la cité de Montréal sous le régime de l'Union nationale. Or, voici que, dans son rapport pour l'année 1936, l'auditeur dit: "Au cours de ma vérification, j'ai constaté qu'il existait des abus considérables, que j'attribue en grande partie à la facilité avec laquelle les chômeurs peuvent faire accepter leurs demandes de secours et, de plus, à la manière dont les enquêtes sont faites, je suis assuré que des milliers de familles reçoivent des secours auxquels elles n'ont pas droit." Il affirme de plus, dans son rapport, que les bons du Trésor sont transportés d'une année fiscale à l'autre, de telle sorte qu'il est pratiquement impossible d'avoir une idée exacte de la situation financière dans la province.

Voulez-vous des exemples de la façon dont les budgets ont été camouflés sous les

administrations antérieures? La province a payé un taux d'intérêt élevé sur des versements anticipés d'une succession qui n'était pas tenue de faire rapport avant la fin de l'année fiscale. Comme il était nécessaire de terminer l'année fiscale par un surplus fictif, le gouvernement Taschereau exigea que la succession payât un montant considérable immédiatement; et, parce qu'elle s'y refusait, on lui garantit que la province paierait l'intérêt sur le montant ainsi indirectement prêté à la province.

Que faisait-on avec la Commission des liqueurs? En vertu de la loi constituant cette Commission, le trésorier peut exiger, chaque année de la Commission, le paiement de n'importe quel montant. Or, à la veille de clore les comptes pour l'année fiscale, le trésorier exigeait que la Commission déposât, disons \$2,000,000 au Trésor, et quand la Commission n'avait pas l'argent en caisse, elle était obligée de l'emprunter de la banque.

En d'autres termes, on s'est servi de la Commission des liqueurs pour cacher les déficits du gouvernement. Le chef de l'opposition a protesté sous l'ancien régime. Il a protesté l'an dernier contre cette façon d'agir, et signalait la façon dont on procédait; il a démontré que, durant les années 1934, 1935 et 1936, le gouvernement, par de pareils virements de fonds, a fait paraître la situation financière dans une bonne posture quand, en réalité, elle était déficitaire. Voici du reste, le tableau qui illustre notre proposition. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Montant reçu de la Commission des liqueurs en fin d'année</i>	<i>Montants soutirés par la Commission au 30 juin</i>	<i>Intérêts payés par la Commission sur soutirés</i>
1934.....	\$3,500,000	\$3,377,776.29	5½ %
1935.....	\$3,500,000	\$2,613,160.41	5 %
1936.....	\$2,750,000	\$1,801,351.41	4½ %

Les intérêts payés par la Commission des liqueurs sur ses propres emprunts étaient plus élevés que ceux des comptes de la province de Québec, savoir:

<i>Année</i>	<i>Payé par la province</i>	<i>Payé par la Commission</i>
1934.....	4½ %	5½ %
1935.....	3½ %	5 %
1936.....	2¾ %	4½ %

"En faisant ce virement de fonds par l'entremise de la Commission des liqueurs, disait le chef de l'opposition, cette dernière se trouve à avoir réduit ses profits par des intérêts qu'elle n'avait pas à payer. Le trésorier de la province aurait dû escompter lui-même par l'entremise de ses banques, au lieu de se servir de la Commission des liqueurs de Québec."

Dans le rapport de l'auditeur pour 1936, on constate que l'auditeur admet que le déficit de l'assistance publique a été pour les années 1933-1934, 1934-1935, 1935-1936, de \$5,471,848.82. Le fonds

d'assistance publique se compose: *a.* De la taxe sur les repas; *b.* De la taxe d'amusement; *c.* De la taxe sur les paris de courses; *d.* D'un octroi annuel de \$1,000,000 de la Commission des liqueurs. L'auditeur admet, dans son rapport de 1936, que le fonds d'assistance publique est grevé pour une période de 20 à 30 ans, jusqu'à concurrence de \$15,893,047.93.

"Ce montant, dit l'auditeur, n'est pas inclus comme passif direct, parce que les paiements seront faits sous l'autorité de la loi de l'assistance publique, qui est tenue séparément du fonds consolidé du revenu." Il y a une clause dans la loi de l'assistance publique à l'effet que le fonds spécial ne figurerait pas dans le budget. Or, comme ce fonds a toujours été un déficit, le trésorier du temps de l'administration Taschereau ne mentionnait jamais le déficit des fonds de l'assistance publique dans le budget, de telle sorte que, en outre des raisons que nous avons mentionnées plus haut et par la seule irrégularité du fonds d'assistance publique, les surplus du régime Taschereau étaient fictifs et faisantés.

Cette clause de la loi d'assistance publique, qui prescrivait un fonds spécial, est contraire à la Constitution, qui décrète expressément que tous les revenus doivent être versés au fonds consolidé. Ce fonds d'assistance publique, quand nous avons pris le pouvoir, était en déficit de plusieurs millions de dollars répartis sur une période de 15 à 20 ans. Or, dans aucun rapport budgétaire précédant 1936, l'existence d'une pareille charge indirecte sur les contribuables n'est signalée. Avec des méthodes financières aussi peu recommandables, le gouvernement Taschereau a pu déclarer des surplus fictifs et camouflés, si vous me permettez une expression employée par le ministre de la Voirie. Mais l'auditeur a donné dans son rapport, que je vous citerai tout à l'heure, qu'il y a eu au cours de ces trois dernières années un déficit incontestable.

"La taxe de vente fédérale, qui frappe les achats faits par les entrepreneurs et fournisseurs du gouvernement et qui a été indûment chargée au gouvernement dans certains cas, n'a pas été contrôlée par les départements et fait actuellement l'objet d'une vérification rétroactive", dit le trésorier dans son rapport pour 1936. Or, cette vérification, malgré tous les ennuis qu'a suscités le bureau de l'auditeur au vérificateur qui en était chargé, a quand même fait rembourser plus de \$100,000 à la province, et je ne crains pas d'affirmer, sans peur de me tromper, que si le vérificateur avait été laissé libre dans ses mouvements, il aurait pu faire entrer

dans la caisse plus de \$500,000 en taxe de vente indûment payée au fédéral sur des achats faits par le gouvernement provincial qui est exempt de ces taxes. Cinq cent mille dollars que la province a perdus parce qu'il n'y avait pas, aux bureaux du Trésor, un système de vérification adéquat. Avant le début de la vérification, la province a perdu plus de \$1,000,000 dont ont bénéficié les amis de l'ancien gouvernement.

Non seulement, le gouvernement Taschereau émettait des chèques soutirés et sans fonds, mais il faussait par toutes sortes d'expédients la comptabilité de la province. Le gouvernement Taschereau avait pris l'habitude, de 1932 à 1935, de faire des emprunts, sept en tout, en mentionnant chaque fois comme garantie la prison de Bordeaux. Voici la preuve de mes avancés. La construction de la prison de Bordeaux a été autorisée en 1907, par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36. En vertu de cette loi, le ministre des Travaux publics est autorisé à dépenser \$750,000 pour la construction de la prison et à emprunter des obligations sur la garantie de la province. En 1909, la loi a été amendée et le montant autorisé est porté à \$1,500,000. En vertu des lois plus haut citées, la prison a été construite et le coût de cette construction a été payé.

Or, voici ce que l'opposition a découvert en demandant, en 1932, 1933, 1934 et 1935, la production des arrêtés du Conseil exécutif autorisant les emprunts temporaires: par l'arrêté ministériel 2867, le trésorier de la province, le 30 novembre 1932, a été autorisé à faire un emprunt temporaire de \$9,000,000. On laisse entendre dans l'arrêté en conseil qu'un montant de \$4,035,647.07 serait dû sur la construction de la prison de Bordeaux, construite 20 ans auparavant; le 23 juin 1933, un autre arrêté du Conseil exécutif, no 1383, autorise le trésorier de la province à emprunter \$7,000,000. On mentionne encore la prison de Bordeaux pour le montant de \$4,035,647.07; le 3 août 1933, nouvel arrêté ministériel, no 1685, autorisant un emprunt de \$5,000,000. La prison de Bordeaux est encore mentionnée pour \$4,035,647.07; le 30 novembre 1933, nouvel arrêté ministériel, no 2723, autorise un emprunt de \$12,000,000. La prison de Bordeaux est encore mentionnée pour un montant de \$4,035,647.07; le 15 mars 1935, un nouvel arrêté ministériel, no 6732, autorise un emprunt temporaire de \$12,000,000. La prison de Bordeaux est encore mentionnée pour un montant de \$4,035,647.07; le 12 juin 1935, un nouvel arrêté ministériel, no 1552, autorise un emprunt de \$15,000,000. La prison de Bordeaux est encore mentionnée pour un montant de

\$4,035,647.00; enfin, le 17 octobre 1935, en pleine élection générale, nouvel arrêté ministériel, no 2893, autorisant cette fois un emprunt de \$25,000,000. La prison de Bordeaux est encore mentionnée pour un montant de \$4,035,647.07.

Êtes-vous assez édifié, M. l'Orateur, sur la saine comptabilité de l'ancien régime et sur sa façon de déguiser les emprunts et en faisant aux banques de fausses représentations? Ainsi, pendant quatre ans, on a répété la même procédure inusitée dans les institutions bancaires qui ont laissé le gouvernement jouer une comédie qu'elles n'auraient pas tolérée pour un client ordinaire. La même procédure a été suivie dans tous les arrêtés ministériels plus haut mentionnés pour le pont de Batiscau, les barrages de la rivière Saint-Maurice, les barrages de la rivière du Nord, et les barrages de la rivière Sainte-Anne, aussi bien que ceux de la rivière Saint-François. Les mêmes montants apparaissent dans tous les arrêtés du Conseil plus haut cités et ont été donnés aux banques pour couvrir les emprunts temporaires de la province.

Dans un autre ordre d'idées, je voudrais rappeler ce que disait l'auditeur, dans son rapport, en 1936; "\$17,424,562.03 de comptes n'ayant aucune valeur dit-il, ont été passés au surplus en 1933-1934, sans que ceux-ci ne soient fermés". Quelle merveille de comptabilité! L'auditeur ajoutait: "La centralisation des achats et des impressions nous permettrait l'établissement et le contrôle d'un inventaire perpétuel de l'outillage et de la machinerie et faciliterait notre vérification". Voilà une réforme qui, grâce à l'Union nationale, est devenue un fait accompli. En vertu des lois concernant le chômage, le gouvernement Taschereau s'était fait donner un chèque en blanc, dans le domaine de la dépense aussi bien que dans celui de la comptabilité; aussi, il a même chargé indûment au compte de dépenses capitales les argents dépensés pour le secours direct; en d'autres termes, en outre d'une législation arriérée et mal inspirée, le gouvernement Taschereau s'était fait donner le droit de capitaliser les montants d'emprunt dépensés pour le secours direct accordé aux chômeurs. Mais nous n'en finissons pas, s'il fallait énumérer toutes les irrégularités aussi bien que les illégalités commises par nos adversaires avant les élections de 1936.

Voilà, M. l'Orateur, où nous en étions lorsque l'Union nationale a pris la direction des affaires, le 28 août 1936. Comme je le disais plus haut, l'auditeur dans son rapport officiel, en date du 11 novembre 1936, déclare que la province avait des engagements directs et indirects, y compris la dette consolidée, pour une somme de plus de

\$205,000,000. Immédiatement, des mesures énergiques furent prises pour suivre une politique d'économie rigide. Les ministres de la couronne et les députés ont réduit volontairement leurs indemnités. Des positions inutiles ont été abolies. On se rappelle l'administration dispendieuse de la Commission des liqueurs, dont le président recevait un salaire de \$12,000 et les vice-présidents \$8,000 et \$10,000. Ces postes ont été abolis; un gérant a été nommé et des milliers de piastres ont été sauvées à la province.

Un emprunt a été contracté, pour payer le montant de \$45,946,858 consistant en bons du Trésor, et mandats impayés et chèques à découvert, laissés comme triste héritage par l'administration de nos prédécesseurs. Le gouvernement a dû emprunter \$51,000,000 pour rembourser les emprunts de l'ancien régime et pour lesquels il n'y avait que \$5,000,000 en fonds d'amortissement.

Cet emprunt de \$51,000,000 a été consenti par la province au cours du mois de septembre 1936. Voici ce que disait l'auditeur dans son rapport officiel pour l'année 1937: "Cet emprunt de \$51,000,000 a été nécessité entièrement pour consolider une partie de la dette flottante au 20 juin 1936. Il est à noter que les termes obtenus pour cet emprunt ont été les plus avantageux depuis la Confédération. Les taux d'intérêt moyen ont été de 2.21 %, comparé à 3.864 % pour les moyennes des emprunts faits durant la période du 22 mars 1925 au 1<sup>er</sup> novembre 1936, ce qui indique une diminution d'environ 43 % dans le coût des intérêts. Ces termes sont meilleurs que ceux jamais obtenus par les autres provinces du Canada et même par le gouvernement fédéral."

La politique d'économie de l'Union nationale a été vraie au point que l'auditeur, dans son rapport pour 1937, décernait à notre gouvernement les éloges assez flatteurs: "Il y a un excédent des revenus sur les dépenses ordinaires de \$3,968,565.33." L'auditeur ajoutait: "Il y a donc une augmentation de \$5,891,740.83, due aux économies considérables pratiquées par le gouvernement actuel dans tous les domaines depuis qu'il est en charge de l'administration." Dans le domaine de la voirie particulièrement, l'économie dans les dépenses ordinaires se chiffrait à \$1,214,917.03. "L'augmentation du revenu de la Commission des liqueurs a été de \$723,292.88."

L'auditeur dit: "L'augmentation des dépenses ordinaires provient du coût de l'application de la loi des pensions de vieillesse et certaines dépenses encourues par l'ancienne administration et que le gouvernement actuel s'est vu dans l'obligation d'acquitter." "Les travaux publics ont été substitués

aux secours directs, ajoute l'auditeur, dans la plupart des municipalités de la province." Plus loin, M. l'auditeur ajoute: "L'augmentation de la dette nette de la province a été de \$5,031,878.92 de moins que l'augmentation de 1935-1936, malgré l'absorption de certaines dépenses encourues par l'ancienne administration."

Mais nos adversaires disent: Vous avez peut-être fait quelque chose de bien, mais vous avez augmenté la dette. Ils oublient la dette flottante de \$45,946,858 qu'ils nous ont laissée en 1936 et constituée, tel que susdit, en bons du Trésor, mandats impayés, et comptes de banque à découvert. Nos adversaires prétendent qu'au cours des trois années de notre administration, la dette s'est augmentée; personne ne le conteste, et jamais nous ne l'avons nié; mais nous avons des œuvres substantielles qui justifient l'augmentation de la dette. Voici, du reste, un tableau des dépenses que nous avons dû faire au cours de notre administration: remboursement des montants dus par l'ancien régime au 26 août 1936: \$45,946,858; argent emprunté pour rembourser des emprunts contractés sous l'ancien régime et pour lesquels il n'avait laissé qu'un fonds d'amortissement de \$4,981,918: \$51,717,507; pour la construction des routes: \$38,000,000; pour le prêt agricole: \$35,000,000; pour la colonisation et le retour à la terre: \$12,400,000; pour projet d'utilité publique, afin de procurer du travail aux chômeurs comme: Jardin zoologique, Jardin botanique à Maisonneuve, l'Île Sainte-Hélène: \$57,120,000; pensions de vieillesse, aux mères nécessiteuses et aux aveugles: \$8,000,000; octrois aux hôpitaux, refuges et institutions de charité: \$6,500,000.

Malgré ces dépenses nécessaires, lisez les rapports officiels faits par l'auditeur de la province, dans les *Comptes publics*, et vous verrez qu'au cours de chaque année, le montant des dépenses ordinaires a été inférieur au montant des revenus ordinaires:

<i>Année fiscale</i>	<i>Déficit</i>
1933-1934 .....	\$5,594,473
1934-1935 .....	\$4,939,235
1935-1936 .....	\$1,923,175
1936-1937 .....	\$3,968,565
1937-1938 .....	\$3,008,286
1938-1939 .....	\$4,888,009

Bien plus, le tableau suivant fait voir que les revenus de la province ont augmenté tous les ans à cause d'une perception plus méthodique et plus honnête.

#### *Montant des revenus*

1933-1934 .....	\$ 28,282,503.53
1934-1935 .....	\$ 31,984,885.31
1935-1936 .....	\$ 38,666,299.27

*Total* .....

\$ 98,933,688.11

1936-1937 .....	\$ 46,280,019.46
1937-1938 .....	\$ 53,344,037.50
1938-1939 .....	\$ 60,836,101.20

*Total* .....

\$169,460,157.16

L'augmentation moyenne, pour la dernière période, est de 62.2 %. Il est important de remarquer que, pendant ces trois dernières années de 1936 à 1939, aucune taxe nouvelle n'a été imposée par le gouvernement. L'auditeur, M. Vézina, dans son rapport de 1936, donne une raison qui nous fait voir pourquoi les revenus ont augmenté sous le gouvernement de l'Union nationale, car ils n'étaient pas ce qu'ils auraient dû être, avant notre arrivée au pouvoir: "J'ai constaté, dit-il, que 1,228 corporations commerciales n'avaient pas transmis leur rapport annuel en vertu de la loi, pour l'année 1931-1932; 1,311 pour l'année 1932-1933; 1,320 pour l'année 1933-1934; 1,628 pour l'année 1934-1935, soit en tout 5,487 rapports. Comme l'honoraire qui doit accompagner ce rapport est de \$10 dans chaque cas, la province a ainsi perdu \$54,870."

L'auditeur signale aussi les irrégularités commises au département des Terres et Forêts. Il dénonce la trop grande latitude donnée aux chefs de départements. Il cite le cas d'une compagnie forestière à laquelle on aurait accordé, apparemment sans raison, une réduction de \$22,243.68. Il affirme que dans ce département, il y a contradiction entre les exigences des arrêtés ministériels passés et les montants déterminés.

En 1938, nouvelles réformes, nouvelles économies. "Au cours de l'année, dit l'auditeur, dans son rapport, le gouvernement a centralisé les achats sous la direction immédiate d'un directeur des achats. Un système de comptabilité a été établi pour ce service, et des inventaires des marchandises en magasin dans les différents départements sont à se compléter. De plus, une papeterie uniforme a été adoptée par tous les ministères. Par ce système d'achat, des économies considérables ont été réalisées par le gouvernement." Malgré l'application d'une politique d'économies, la dette consolidée de la province s'est augmentée pour des raisons que nous établirons tout à l'heure.

Mais jamais le crédit de la province n'a cessé d'être excellent, et j'en trouve la preuve dans le fait qu'au cours de l'été 1939, à la veille des élections générales, un emprunt de \$30,000,000 s'est enlevé dans une demi-heure, à New York, à un taux d'intérêt plus bas que n'avait obtenu le gouvernement du Canada. Trois mois après, à cause de l'état de guerre, et des tentatives de centralisation financière, mises en action par le gouvernement fédéral, l'honorable chef de l'opposition décida d'en appeler au peuple. Vous savez ce qui s'est passé. Nos adversaires ont prétendu que nous avions ruiné la province.

Or, dans le même temps, c'est-à-dire au mois d'octobre 1939, nous recevions de Toronto un témoignage qu'il vaut la peine de citer. Je veux mentionner le *Monetary Times* de Toronto, journal fondé en 1867, l'organe des banques, des compagnies d'assurances et des maisons de placement. Les rédacteurs de ce journal connaissent parfaitement l'état financier des diverses provinces canadiennes. Or, le *Monetary Times* publiait, dans la livraison d'octobre 1939, une étude très fouillée sur les dettes du gouvernement fédéral ainsi qu'un état comparatif des dettes des divers gouvernements provinciaux.

Alors que la dette consolidée par tête du gouvernement canadien, écrivait le *Monetary Times* est de: gouvernement canadien \$318.30; celle de la Nouvelle-Écosse est de \$187.80; Nouveau-Brunswick, \$196.30; Manitoba, \$163.50; Saskatchewan, \$119.80; Alberta, \$196.70; Colombie anglaise, \$161.90; Ontario, \$167.90; celle de Québec n'est que de \$76.60. Seule la petite province de l'Île du Prince-Édouard, avec sa population peu nombreuse de 80,000 personnes, a une dette consolidée par tête de \$58.

Au lendemain des élections, l'honorable trésorier provincial avait commis l'imprudence de répéter que la province était au bord de la banqueroute. Or, il n'avait pas administré son département deux mois qu'il devait admettre que le crédit de la province était excellent. Sans doute, ses aviseurs financiers lui avaient conseillé de ne pas persister dans une attitude aussi inexplicable. Toutes les maisons de banques du Canada étaient unanimes à reconnaître l'excellence du crédit de la province de Québec.

En 1937, le gouvernement fédéral nommait la Commission Rowell-Sirois avec mission d'enquêter sur les relations financières entre le dominion et les provinces. La Commission Sirois nommée par le gouvernement libéral d'Ottawa et composée de libéraux authentiques n'allait-elle pas reconnaître et déclarer bien clairement dans son rapport produit en

mai 1940 que: "La dette de la province de Québec est inférieure à la dette par tête des autres provinces."

Cette phrase vengeresse des farceurs qui, pour soulever le peuple au moment des élections générales de 1939, avaient soutenu et déclaré que l'Union nationale avait ruiné la province. Du reste, les propres aviseurs de l'honorable trésorier provincial et lui-même ne peuvent pas ignorer.

Comme ceux que nous rendait, au mois de mars 1940, la compagnie Dominion Securities Corporation quand, publiant une étude approfondie sur la situation financière des provinces et du Parlement canadien, elle établissait ainsi qu'il suit le taux des emprunts payés par les diverses provinces pour la dette directe et la dette indirecte.

Dette directe: pour ces emprunt, le dominion a payé 3.53 %; l'Alberta: 4.88 %; la Saskatchewan: 4.72 %; le Manitoba: 4.59 %; la Colombie canadienne: 4.54 %; l'Ontario: 4.31 %, le Nouveau-Brunswick: 4.11 %; l'Île-du-Prince-Édouard: 3.98 %; la Nouvelle-Écosse: 3.83 %; Québec: 3.21 %.

Dette indirecte: (taux d'intérêt pour les emprunts indirects) le dominion a payé 3.97 %; la Saskatchewan: 5.32 %; l'Alberta: 4.72 %; Manitoba: 4.65 %; la Colombie anglaise: 4.27 %; le Nouveau-Brunswick: 4.25 %; l'Ontario: 3.67 %; la Nouvelle-Écosse: 3.26 %; Québec: 2.90 %.

Taux moyen payé sur la dette indirecte: le dominion a payé 3.63 %; l'Alberta: 4.85 %; la Saskatchewan: 4.72 %; le Manitoba: 4.59 %; la Colombie anglaise: 4.48 %; l'Ontario: 4.20 %; le Nouveau-Brunswick: 4.11 %; l'Île-du-Prince-Édouard: 3.98 %; la Nouvelle-Écosse: 3.82 %; Québec: 3.19 %.

Ces chiffres, singulièrement éloquents, démontrent que les taux d'intérêt payés par la province ont été plus bas que ceux de toutes les autres provinces canadiennes. L'honorable chef de l'opposition, l'an dernier, dans une étude magistrale sur les finances de la province, les a, du reste, cités. Je ne puis résister au désir de relater des opinions comme celles-là parce qu'elles sont de nature à jeter une vive lumière sur l'administration de la province au temps de l'Union nationale. Dans ses brochures, la Dominion Securities Corporation disait à ses clients: "Sur votre liste vous devez d'abord choisir les obligations du Canada; ensuite et dans l'ordre les obligations provinciales qui ont la meilleure cote de crédit, telles que celles de l'Ontario et du Québec. À ce propos, nous désirons faire remarquer que Moody's Manual of Investments Gouvernement Securities 1940, un service international, classe au même rang les obligations du dominion, de la province d'Ontario et de la province de Québec."

La brochure ajoute: "Peut-être à cause du fait que nous vivons en Ontario, nous sommes plus portés à choisir les obligations de cette province et à ne pas nous rendre compte des mérites du placement fait sur des obligations de la province de Québec; par exemple, il n'est pas généralement connu que le taux moyen d'intérêt que la province de Québec paie sur les argents qu'elle emprunte sous forme de dettes consolidées est moins élevé que celui de toutes les provinces du dominion, en fait, moins élevé que celui du dominion lui-même. Sûrement, c'est là un gage de la valeur du placement."

De plus, l'auteur ajoute: "La province de Québec est riche en ressources naturelles, particulièrement en richesses développées et non développées de son sous-sol, et les revenus de cette source accusent une augmentation annuelle encourageante. Toutefois, dans le développement de ses ressources naturelles, la province n'a pas suivi le mouvement en établissant des services du genre des routes améliorées, des ponts, de l'éducation, de la santé, qui sont établis dans les autres provinces." Et qu'on remarque bien ceci, la brochure ajoute, parlant évidemment du gouvernement de l'Union nationale, "qu'au cours des années les plus récentes, des mesures ont été prises pour remédier à cette situation et une portion substantielle des revenus des récents emprunts a été employée à cette fin".

Une autre maison de banque, et non des moins importantes, The Wood, Gundy & Company, recevait, en date du 13 février 1940, ce qui suit: "La dette de la province de Québec occupe la deuxième position parmi les provinces canadiennes. Favorisée d'une richesse naturelle substantielle et d'une production variée, la province offre une garantie exceptionnelle de ses obligations."

L'étendue de la production et de la richesse naturelle de la province est démontrée dans le tableau ci-dessous:

*Province de Québec  
par rapport au Canada*

Estimé de la valeur			
naturelle .....	\$	6,738,181	26.1 %
Valeur brute de production			
collective .....	\$	1,498,939,000	25.5 %
Valeur brute de la pulpe,			
production du			
papier .....	\$	88,990,000	48.4 %
Valeur de la production			
laitière .....	\$	55,700,000	25.3 %
Valeur totale de la			
production minière .....	\$	68,965,000	15.65 %

Installation des pouvoirs

hydroélectriques .....	4,084,000 c.v.	49.3 %
Population (établie).....	3,210,000	28.4 %

Voilà, M. l'Orateur, que les propres amis de l'honorable trésorier provincial sont les premiers à confondre les arguments qu'il a imprudemment avancés, en affirmant que l'Union nationale avait conduit la province à la banqueroute. En faisant pareille assertion, les membres du gouvernement actuel se font les instruments bénévoles des centralisateurs qui, afin de détruire l'autonomie des provinces, cherchent, au moyen d'une propagande insidieuse, à discréditer les administrations provinciales, afin de préparer les esprits à mieux accepter l'idée de tout faire converger les revenus les plus substantiels des provinces vers le pouvoir central.

L'échec de la conférence interprovinciale du mois de janvier n'a fait qu'ajouter de nouvelles tentatives. Le péril reste en la demeure. Quand on se rappelle l'attitude peu courageuse du gouvernement dans cette circonstance, dans un temps où nos dépenses de guerre se chiffrent à plus de \$1,000,000,000 par année, quant au surplus le gouvernement provincial se propose d'assumer une dépense colossale de plus de \$250,000,000 pour la dangereuse aventure de la canalisation du Saint-Laurent, l'heure est venue de jeter un cri d'alarme, de démasquer les mensonges, les sottises et les préjugés, et de mettre le peuple en garde contre ceux qui, après avoir dégradé le Parti libéral dans le scandale de la Beauharnois, sont en train de conduire la province dans la vallée de l'humiliation.

Non, M. l'Orateur, l'Union nationale n'a pas ruiné la province. Elle lui a donné une politique sage, honnête, éclairée et progressive. Qui prétendra maintenant que les \$35,000,000 dépensés pour assurer les prêts agricoles à plus de 14,500 cultivateurs ont été gaspillés? Cette dépense n'est pas une dette, c'est un placement des plus sûrs, comme le trésorier provincial le disait dans son dernier discours. Nos adversaires avaient voté, quelque mois avant les élections générales de 1935, la dépense d'une somme de \$10,000,000 pour la colonisation. On se rappelle les extravagances et les gaspillages de l'administration Vautrin.

En arrivant au pouvoir, nous devons mettre de l'ordre dans cette orgie financière et administrative. Nous devons construire des chemins, des maisons d'habitation pour les colons, aussi bien que des écoles, chapelles et presbytères. Qui donc soutiendra que les \$12,000,000 dépensés pour établir des cultivateurs, pour promouvoir l'expansion de la



colonisation et ramener sur la terre plus de 60,000 personnes, ont été gaspillés?

Des statistiques incontestables établissent que, si nous avons, par le moyen des prêts agricoles, permis à plus de 14,500 cultivateurs de rester sur leurs terres, nous avons, grâce à une sage politique de colonisation, assuré le retour à la terre de plus de 60,000 personnes pendant trois ans. Nous avons fourni au peuple québécois une législation sociale admirable qui déjà était en force dans plusieurs provinces du Canada. Aussi, quel est celui qui soutiendra que les \$8,000,000 dépensés pour assurer le paiement des pensions de vieillesse, les allocations aux mères nécessiteuses, les pensions aux aveugles ont été gaspillés?

Bien plus, qui pourra affirmer que les \$38,000,000 consacrés à l'édification d'un réseau routier d'après les données techniques modernes, les montants dépensés pour bâtir quatre écoles d'agriculture, pour sauver les Sulpiciens de la banqueroute et prouver d'une façon bien modeste la reconnaissance de tout un peuple à l'égard de ces admirables éducateurs et bienfaiteurs de la race française au Canada depuis trois siècles, sont des sommes gaspillées?

Qui soutiendra que les millions dépensés pour aider nos universités, fonder des écoles de haut savoir comme l'École des mines à Québec, l'École des pêcheries à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, des écoles techniques, des écoles d'arts et métiers, la mine-école de Val-d'Or, le sanatorium de Mont-Joli, le Jardin botanique, le pont Le Gardeur de Repentigny, etc., etc., sont des sommes gaspillées et sans nul profit pour les générations futures?

Voilà des dépenses nécessaires qui assureront à la province des avantages d'un prix incalculable, dépenses dont nous sommes fiers, parce qu'elles apportent la réfutation la plus éloquente aux accusations de gaspillage proférées par nos adversaires et prouvent d'une façon péremptoire la sagesse politique du chef de l'Union nationale (M. Duplessis) et de ses modestes collaborateurs.

On me permettra de citer ce témoignage publié par M. James Langdon, le 20 mai 1939, dans le *Financial Post* de Toronto, journal plutôt sympathique à nos adversaires: "Avant que le gouvernement Duplessis n'assumât le pouvoir, écrit M. Langdon, la province de Québec, dans le domaine social et économique, était en arrière de toutes les autres provinces du dominion. Il ne peut y avoir discussion sur la vérité de cette assertion. Des comparaisons injustes ont toujours été faites au sujet des conditions existantes en Ontario et au Québec.

"On disait couramment que la province de Québec était arriérée. Il était urgent que des mesures énergiques fussent prises afin que Québec marquât le pas avec le reste du dominion. La tâche à laquelle le gouvernement Duplessis avait à faire face a été et continue d'être une tâche formidable; tout le programme de législation sociale: pensions de vieillesse, relations meilleures entre ouvriers et patrons, loi concernant les accidents du travail, l'aide aux cultivateurs, etc., était à refaire. La législation existante semblait donner des privilèges à certaines classes et avait besoin d'être remodelée sur un plan nouveau. Il fallait exercer un contrôle plus énergique sur le développement des ressources naturelles de la province.

"Pour réaliser ces réformes, une législation considérable a été inscrite dans les Statuts de la province de Québec par le gouvernement Duplessis. En certains quartiers, on a voulu qualifier cette législation de radicale. Il est certain que plusieurs lois votées par le gouvernement Duplessis étaient radicales, si on les compare à celles qui étaient en force avant que le nouveau gouvernement n'assumât le pouvoir, mais considérées objectivement, elles ne sont certes pas plus radicales que la législation qui est en force depuis de nombreuses années dans d'autres provinces du Canada. Le terme radical peut se justifier seulement par la comparaison qui peut être faite entre la politique du gouvernement actuel et celle des gouvernements antérieurs. Voilà un aspect de la question que les critiques du gouvernement de Québec n'envisagent pas suffisamment.

"Mais le point qui intéresse l'homme d'affaires ou l'industriel québécois n'est pas tant la nature ou le caractère de la législation qui a été votée durant les trois dernières années, mais le coût de cette législation. Le gouvernement Duplessis tente courageusement de mettre Québec sur un pied d'égalité avec les autres provinces en matière de législation sociale et économique, et il désire opérer ces réformes dans un court espace de temps, alors que d'autres gouvernements ont obtenu les mêmes résultats, mais par un travail de plusieurs années. Pour atteindre cet objectif, des argents ont dû être dépensés.

"Conséquemment, le gouvernement de Québec a contracté une dette comparativement grande, mais on ne doit pas oublier que les besoins financiers de la province étaient extraordinaires. Le total des dépenses a dû excéder les revenus. Cependant, la dette de la province est telle qu'elle peut être portée sans difficulté, bien qu'elle laisse prévoir une augmentation de taxes. Bien plus, on doit reconnaître

que, si la dette augmente, une grande partie de cette augmentation est nécessaire, si la province veut suivre la voie du progrès et non rétrograder. Bref, l'avenir de Québec est plutôt encourageant".

Certes, comme le fait remarquer avec raison le grand journal de Toronto dont l'autorité en matière financière est incontestable, ce ne sont pas les dépenses que je viens de mentionner qui ont grevé d'une façon sérieuse l'avenir de la province. La dette, à la vérité, s'est augmentée sous notre administration aussi bien que durant les 10 dernières années du régime libéral, avant 1936. L'augmentation de cette dette, sous tous les gouvernements qui se sont succédé pendant la crise, est due, de l'avis des économistes et des hommes d'affaires réputés, à une cause spéciale: le chômage.

À partir de 1929, a commencé à sévir dans le Canada, aussi bien que dans tout le monde entier, la crise la plus profonde qui ne s'était jamais vue. Des milliers de paysans ont quitté la campagne pour affluer vers les villes et les cités. Tous les pays européens, au lendemain de la Grande Guerre, avaient inauguré, dans le domaine économique, une politique de nationalisme intense et de protectionnisme exagéré. Désireux de consommer les produits de leurs contrées respectives, les divers gouvernements ont relevé les barrières tarifaires à des hauteurs insoupçonnées. La France, l'Italie, l'Allemagne, la Russie, la Hongrie et la Roumanie ont cessé d'importer le blé canadien; ils ont accentué chez eux la production agricole et frappé l'importation de notre blé, de notre bois de commerce, de notre farine, etc. d'un tarif prohibitif.

Les États-Unis, en 1930, ont aussi relevé leur tarif, et le Canada, pays qui doit exporter le surplus de sa production pour rencontrer sa dette extérieure, pays qui exporte surtout du blé, du bois, de l'amiante, etc., s'est trouvé dans une situation extrêmement défavorable. Or, ce qui devait nécessairement en résulter s'est produit. Plusieurs de nos industries ont périclité. Les agriculteurs furent acculés à la ruine. Le chômage s'est accru d'une façon anormale et intense. Le chômage, voilà la cause profonde de l'accroissement des dettes dans tous les pays, dans le Canada et dans toutes les provinces canadiennes. Cette augmentation, je le répète, est due à la crise sans précédent qui a produit le chômage et l'inauguration, au Canada, de la politique néfaste des secours directs.

Nos adversaires, avec le cynisme et l'audace qui les caractérisent, ont prétendu en cette Chambre comme ailleurs dans la province que c'était le Parti conservateur qui, de 1930 à 1935, avait été le père de

cette politique. J'étais député à la Chambre des communes durant cette période; j'ai vu ce qui s'y est passé. Au cours de la session fédérale de l'hiver 1930, avant l'élection générale, l'honorable Mackenzie King avait prétendu que le secours au chômage relevait des municipalités; c'est alors qu'il avait prononcé cette parole qui lui sera longtemps reprochée: "Je ne donnerai pas un sou à une province tory".

Il avait lu, au moment où il faisait cette déclaration à la Chambre des communes, un télégramme reçu de l'honorable Alexandre Taschereau, alors premier ministre de Québec, télégramme dans lequel ce dernier affirmait qu'il n'y avait pas de chômage dans la province de Québec. Cette déclaration et ce télégramme furent du reste interprétés comme il convient par le peuple canadien, car le gouvernement King était battu lors des élections du 28 juillet 1930. Immédiatement après les élections générales, le gouvernement fédéral convoquait une session d'urgence et votait une somme de \$20,000,000 pour fins de secours au chômage, somme qui devait être dépensée avec la collaboration des provinces et des municipalités.

En 1931, le gouvernement fédéral inaugura une politique intense de travaux publics; certaines provinces ont protesté contre cette politique et le plus violent protestataire était l'honorable Alexandre Taschereau, alors premier ministre de la province de Québec. Des conférences interprovinciales ont eu lieu et, lors de chacune de ces conférences tenues en 1932, 1933 et 1934, les provinces ont été unanimes à repousser cette politique de grands travaux publics: elles ont préféré la politique humiliante de secours directs.

J'invoquerai maintenant l'autorité du rapport de la Commission royale Sirois<sup>6</sup>. Sans admettre les conclusions de ce rapport que je considère dangereuses pour l'autonomie des provinces, je puis néanmoins citer les réflexions qui me paraissent exactes; ainsi, voici ce que disent les commissaires au sujet des conséquences du chômage dans le Canada et les diverses provinces (Volume I, page 208).

"Lorsque les États-Unis et l'Ouest canadien se fermèrent à l'immigration, la ville de Montréal ressentit encore davantage les difficultés causées par l'exode forcé des campagnes; on y vit un grand rassemblement de chômeurs, en très grande partie non spécialisés. Il devient bientôt évident qu'à moins d'une reprise immédiate des affaires dans le sens habituel de l'évolution du Canada, le chômage dans la ville de Montréal deviendrait le point irréductiblement chronique du problème canadien.

Le chômage dans la ville de Montréal et dans les villes industrielles de la région s'avéra au double point de vue économique et humain l'un des plus graves problèmes de l'époque et menaça le crédit des finances municipales."

Plus loin, la Commission étudie la région du Saguenay, du Saint-Maurice, de la Gatineau, de Rouyn. "Chaque fois, dit-elle, qu'une grande usine a fermé ses portes, toute la structure et l'économie locale s'est effondrée. La main d'œuvre régionale a perdu son unique source d'emplois: le crédit agricole, les détaillants et les divers services n'ont plus de marché; les municipalités perdent leurs ressources financières." (Volume II, page 96)

"Les chambardements économiques autour de 1920, lesquels ont favorisé la spéculation, la concentration industrielle et les agglomérations urbaines, se sont produits sans le concours ou l'ingérence de l'État et ont apporté la prospérité. La crise, à l'époque de 1930, a toutefois démontré l'extrême précarité de cette structure et a nécessité l'intervention du gouvernement dans des proportions jusqu'alors inconnues. Une intervention défensive, qui a pris la forme de secours et d'œuvres d'amélioration, et une intervention positive, qui a pris la forme d'aides à la colonisation, à l'agriculture, à l'établissement des routes et à la mise en valeur des ressources naturelles, ont imposé des charges financières extrêmement lourdes aux gouvernements et aux institutions de Québec, à une époque où leurs revenus diminuaient et où se trouvait compromis leur fondement économique." (Volume I, page 249, chapitre VIII)

"La situation financière de Québec, longtemps considérée au point de vue fiscal comme le Gibraltar des provinces canadiennes, s'est affaiblie d'une façon alarmante pendant la crise. La très forte posture financière du gouvernement provincial au début de la crise, réalisée en partie aux dépens des municipalités et des institutions publiques, a longtemps contribué à dissimuler le véritable état de choses et la grande importance du changement survenu dans les circonstances. Le gouvernement de Québec, devant l'effondrement de la très importante branche de l'économie provinciale qui dépend du commerce mondial, et conscient de la détresse générale qui régnait tant dans ses villes que dans les régions rurales, fut contraint de dépenser des sommes énormes en secours et d'adopter des mesures d'ordre pratique à une époque où la productivité de plusieurs de ses principales sources de revenu diminuait rapidement. Les finances des municipalités et des institutions publiques furent

aussi fortement mises à contribution et elles devinrent à peu près incapables de supporter un plus lourd fardeau." (Volume I, page 249, chapitre VIII)

M. l'Orateur, les commissaires de la Commission Sirois, dont je viens de vous lire certains extraits de leur rapport, ont bien trouvé la cause profonde de l'augmentation des dettes provinciales. Cette cause, personne ne le contredira, c'est l'aggravation du chômage. À cause du chômage, les dettes de tous les pays d'Amérique, les dettes du dominion, les dettes de toutes les provinces canadiennes ont augmenté considérablement. Le gouvernement de l'Union nationale a dépensé pour le chômage \$57,120,000, en trois ans, pour la période qui s'étend du 26 août 1936 au 25 octobre 1939. Si j'ajoute à cela les montants fournis par le gouvernement fédéral et les municipalités, j'arrive à la somme totale de près de \$1,000,000,000.

La province seule, je le répète, a déboursé pour secourir les malheureux, les affamés, \$57,000,000. Quel est l'homme de cœur qui reprochera cette dépense à l'Union nationale? Tout le monde sait que les revenus de la province, sous notre administration, ont augmenté considérablement; aussi, je n'hésite pas à affirmer que si le chômage n'avait pas existé à l'état endémique, la province aurait eu des surplus considérables. Et cependant, M. l'Orateur, il est consolant de constater que la dette de la province de Québec est encore la plus basse de celles de toutes les provinces, exception faite de l'Île-du-Prince-Édouard.

Remarquez ce que dit encore le rapport de la Commission Sirois (Volume I, page 140): "Alors que le dominion appliquait une politique négative, fuyant les obligations nouvelles et s'efforçant d'alléger celles qui lui incombaient déjà, provinces et municipalités en général élargissaient considérablement la sphère de leurs activités et assumaient de nouvelles responsabilités d'une ampleur dont elles ne se rendaient pas compte. Il fallait des revenus autrement considérables pour faire face aux quelque \$173,000,000 d'augmentation dans les dépenses annuelles en 1930, par rapport à 1921. En résumé, les municipalités bouclèrent leur budget en majorant les impôts existants, tandis que les provinces se contentèrent du rendement accru des impôts alors perçus ou puisèrent à des sources nouvelles qu'elles découvrirent."

Plus loin, dans le volume II, page 127, on lit ce qui suit: "On peut en attribuer aussi une bonne part de l'augmentation des dettes au manque de collaboration efficace entre le dominion et les provinces, en vue de la solution des grands

problèmes, tel ceux du chômage et du transport." Qu'on médite sur la profondeur de cet aveu fait par des libéraux authentiques nommés par le gouvernement fédéral d'Ottawa, afin d'enquêter sur les relations entre le dominion et les provinces.

Mais voyons maintenant, M. l'Orateur, ce qui s'est passé depuis 1935. Le Parti libéral a pris le pouvoir à Ottawa dans l'automne de 1935. Il avait laissé entendre aux élections qu'il établirait par une commission l'administration des secours contre le chômage. Il a effectivement créé une commission appelée: "La Commission nationale de placement" et appelée communément: "La Commission Purvis". Cette commission a fait une longue enquête, dans toutes les provinces, au cours de longs mois. Elle a produit son rapport que jamais le gouvernement fédéral n'a eu le courage d'appliquer. Le gouvernement d'Ottawa a continué à administrer les fonds nécessaires à la lutte contre le chômage, en obligeant les municipalités et les provinces à contribuer.

En 1937, pressé par les gouvernements provinciaux de Québec et d'Ontario de sortir de sa somnolence, le gouvernement King a encore créé une nouvelle commission: celle des relations entre le dominion et les provinces, appelée communément "Commission Rowell-Sirois". Or, chose intéressante, cette dernière commission, la Commission Sirois, réfère assez longuement dans son rapport au travail accompli par la Commission nationale de placement et semble admettre ses conclusions. Je reviendrai là-dessus tout à l'heure.

Mais, pendant que les diverses commissions faisaient leur enquête, une grande agitation avait lieu dans certaines provinces et dans la province de Québec. Les municipalités faisaient des représentations qu'elles n'étaient plus capables de supporter leur quote-part du coût des travaux, part que le gouvernement d'Ottawa les obligeait d'assumer pour lutter contre le chômage, et elles avaient raison.

Le maire de Montréal et le maire de Québec, au cours de l'été suivant les élections générales de 1939, oubliant leurs divergences politiques, sont venus rencontrer l'honorable chef de l'opposition et l'ont sollicité de venir avec eux, à Ottawa, représenter que les municipalités, pas plus que la province, ne pouvaient assumer ce lourd fardeau plus longtemps.

Québec, pour sa part, au cours de l'année fiscale 1938-1939, avait dépensé \$35,000,000, somme énorme pour une seule année fiscale, tout le monde l'admettra. Qu'est-il arrivé? Le chef de

l'Union nationale, aussi bien que les maires des différentes municipalités, sont allés affirmer le droit de la province de faire entendre sa voix et de formuler ses demandes légitimes. Vous savez quelle humiliante réception on a faite à l'honorable chef de l'opposition, aux maires et délégués de la province et des municipalités. Le chef de l'Union nationale demandait que le gouvernement fédéral assumât seul tout le coût des secours au chômage. M. King et MM. Lapointe, Cardin et Power ont catégoriquement refusé.

Or, savez-vous M. l'Orateur ce que recommande maintenant la Commission Sirois? À la page 31, chapitre 1, volume II, vous lirez ce que disent les commissaires: "Nous sommes d'avis qu'il incombe au dominion de prendre les mesures remédiatrices en ce qui concerne le chômage". Pour être véridique en invoquant le rapport de cette commission, il faut reconnaître qu'il exige que toutes ses recommandations soient appliquées dans l'ensemble et non d'une façon fragmentaire. Mais nous pouvons quand même souligner le fait qu'il reconnaît que les municipalités ne peuvent plus sustenter leur part des argents nécessaires pour secourir les chômeurs et que le fédéral devrait assumer cette obligation.

M. l'Orateur, la province de Québec, privée de la collaboration loyale du gouvernement fédéral, s'est donc trouvée dans la nécessité ou de laisser les chômeurs crever de faim ou d'endetter la province. Les hommes de cœur n'avaient pas le choix des moyens; ils devaient agir. Ils ne devaient pas se contenter de créer des commissions d'enquête. La détresse du peuple demandait l'action immédiate. Ils ont donné du travail à ceux qui étaient dans la misère.

Et aucun homme de cœur ne me reprochera les \$64,000,000 ainsi dépensés. Le problème à résoudre était accablant, rempli de difficultés. Les chefs du parti de l'Union nationale ont pu commettre des erreurs: c'est le propre des êtres humains de se tromper. Ils ont fait pour le mieux. Ils ont inauguré, dans la province une grande politique de grands travaux publics.

Or, savez-vous que cette politique est précisément celle que préconisait deux ans après notre ascension au pouvoir la Commission nationale de placement, la Commission Purvis, nommée comme je l'ai dit plus haut par le gouvernement fédéral en 1935? Le gouvernement actuel semble vouloir poursuivre cette même politique de travaux publics. La poursuite de cette politique dans notre province a-t-elle produit des dépenses

déraisonnables? Je n'ai pas d'hésitation à répondre, non! Nos dépenses n'ont pas été plus élevées que celles qui ont été faites dans les autres provinces, de 1936 à 1939. Je le prouve en répétant l'admission précieuse de la Commission Sirois: "La dette provinciale de Québec est inférieure, dit-elle, à la dette par tête des autres provinces."

J'ai devant moi, une brochure publiée par *The Citizens Research Institute*, le 8 avril 1940, et intitulée *Canadian Taxation*. L'institut de recherche a étudié avec soin les dépenses faites par tous les gouvernements au Canada: celui du dominion et ceux des provinces. Elle a pu ainsi fixer, d'une manière juste, le chiffre des dépenses de chacun de ces gouvernements pour l'année 1938. Or, il résulte de ces chiffres que, si tous les gouvernements provinciaux ont augmenté leurs dettes respectives, la province de Québec a dépensé beaucoup moins que toutes les autres provinces, excepté le Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Édouard.

Voyons maintenant les chiffres: En 1938, la dépense par tête dans chaque province, aurait été comme suit: Colombie-Britannique, \$45.95; Saskatchewan, \$29.00; Ontario, \$23.00; Manitoba, \$21.21; Nouvelle-Écosse, \$20.95; Alberta, \$20.85; Québec, \$19.74; Nouveau-Brunswick, \$19.57; Île-du-Prince-Édouard, \$18.21. Veut-on avoir la preuve que l'autorité du *Citizens Research Institute* que je viens d'invoquer n'est pas à dédaigner? Relisez le rapport de la Commission Sirois, volume II, page 147; vous y lirez que la Commission n'aurait jamais pu "dresser une statistique permettant la comparaison entre toutes les provinces, classer de façon à servir de complément aux comptes du dominion et des provinces", sans l'aide compétente et empressée de Monsieur Joseph Howe du *Citizens Research Institute*.

Laissez-moi maintenant citer les conclusions de la Commission nationale de placement, citées par la Commission Sirois, dans son rapport, et qui recommande au gouvernement fédéral une politique de "travaux publics échelonnés". Je laisse la parole au rapporteur de la Commission nationale de placement. "Les travaux qu'il y a lieu d'inclure dans ces programmes doivent être de nature à stimuler réellement la force de concurrence de l'industrie canadienne et à améliorer les conditions de vie.

"Ces travaux peuvent porter sur: la construction de grandes routes destinées à activer la mise en valeur des ressources minières, touristiques et autres; le développement et la conservation des régions touristiques; des projets sur l'amélioration et la protection de la santé publique et autres mesures

de sécurité (par exemple, aménagement d'approvisionnement de sources d'eau pure pour les villes et travaux d'égouts, élimination des traverses de chemins de fer et des passages à niveau, etc.); des entreprises de développement et de conservation de forêts; l'assèchement et la conservation; le défrichement et la colonisation, lorsque les conditions apparaissent clairement favorables à la colonisation."

M. l'Orateur, voilà ce que recommandait la Commission Purvis, la Commission nationale de placement, en 1937. Or, cette politique de travaux publics, nous en avons déjà commencé l'application dès l'automne de 1936. Maintenant que vous avez entendu l'exposé du programme de travaux recommandé par la Commission nationale de placement, commission nommée, je le répète, par le gouvernement libéral d'Ottawa et formée de libéraux reconnus, vous vous rappellerez ce que je déclarais tout à l'heure, à savoir que le gouvernement provincial de Québec avait dû prendre soin des chômeurs et dépenser une somme de \$57,000,000 au cours des trois dernières années fiscales.

Comment cette somme a-t-elle été dépensée? Quels travaux ont été mis en opération? Il arriva, je le répète que, nous avons commencé et poursuivi un programme d'action conforme à celui qui était recommandé deux ans plus tard par la Commission nationale de placement, nommée par MM. King et Lapointe. Il en résulte donc que si nous avons suivi de mauvaises méthodes, ce ne sont pas les libéraux qui pourront nous le reprocher.

La Commission nationale de placement recommandait la reconstruction de grandes routes destinées à activer la valeur des ressources minières, touristiques et autres, le développement et la conservation des régions touristiques. C'est ce que nous avons fait! Nous avons construit 72 chemins de mines au coût de \$2,376,482.38. Cette politique de construction de chemins de mines était fortement recommandée par le gouvernement fédéral qui nous a accordé une contribution annuelle de \$250,000. Aussi, grâce à l'application de cette politique, le développement minier a fait un bond extraordinaire. De \$39,000,000 qu'elle était en 1936, la valeur de la production minérale a atteint, en 1939, le chiffre de \$78,000,000. Le nombre des mines d'or en production, de 15 en 1935, est monté à 35, en 1939.

La Commission recommandait des projets pour l'amélioration et la protection de la santé publique. Nous avons construit trois *sanatoria*, pour protéger le capital humain, le plus beau capital sur lequel repose la survivance d'une race.

Elle recommandait la construction d'égouts, etc., passages à niveau. Nous avons fait beaucoup dans ce domaine: entre Québec et Montréal seulement, nous avons fait disparaître plus de 15 traverses à niveau. Nous en avons fait disparaître plusieurs à divers endroits de la province, et pour aider à la ville de Québec, nous avons commencé la construction de l'égout collecteur, dont on parlait depuis 10 ans sans rien faire. En avril dernier, au mépris d'un contrat dûment signé, le gouvernement fédéral a arrêté les travaux commencés à l'égout collecteur. Grâce aux protestations faites ce printemps à la Législature et aux protestations de la ville de Québec, Ottawa s'est décidé à laisser continuer les travaux. Et, depuis un an, nous assistons ainsi à la comédie de la suspension et de la reprise des travaux.

Nous avons presque entièrement terminé la route Montréal-Québec, la route Mont-Laurier-Senneterre; nous avons poussé activement la réfection de la route du Parc des Laurentides, la route Québec-Montmagny, la route Montréal-Saint-Jovite-Mont-Laurier, et une foule d'autres, et construit à un prix très modeste, et sans droit de péage, le pont Le Gardeur de Repentigny, à un prix deux fois plus bas que le pont de Caughnawaga construit par nos prédécesseurs, pont de Caughnawaga deux fois plus court et deux fois plus étroit que le pont Le Gardeur. La Commission Sirois a encore recommandé des travaux de colonisation; nous avons placé plus de 10,000 familles sur des terres nouvelles, construit plus de 500 écoles et chapelles, et plus de 300 milles de chemins de colonisation. Voyez par là les milliers de chômeurs que nous avons assistés, en retenant des colons sur leurs terres et en attirant plusieurs milliers d'autres sur des terres neuves.

La Commission Purvis a recommandé le développement et la conservation des forêts; et bien! nous avons commencé par faire cesser la concurrence ruineuse entre les moulins de papier, encouragé les petites scieries, créé un service spécial d'entomologie. Nous avons activé le développement de l'école forestière du lac Saint-Joseph et suggéré au gouvernement fédéral, suggestion du reste acceptée, de dépenser une partie de la somme mise à la disposition de l'aide à la jeunesse par les deux gouvernements fédéral et provincial, à l'entraînement de nombreux jeunes gens dans les parcs nationaux, afin de les habituer à la conservation de notre belle richesse, à savoir: la forêt. Nous avons réprimé les abus des compagnies hydroélectriques et fondé le Syndicat national de l'électricité, afin de développer les pouvoirs d'eau de la rivière Ottawa.

Nous avons été les pionniers dans cette province de la nationalisation de l'électricité.

La Commission nationale de placement recommandait le développement des régions touristiques; nous avons mis sur pied l'organisation de trois parcs nationaux, celui de la Gaspésie, du Mont-Orford et du Mont-Tremblant. On avait beaucoup parlé de tourisme, dans le Québec, au cours des dernières années, mais il faut l'avouer, on n'avait pas fait grand-chose. Quand on songe que, dans la province de l'Alberta, il y a sept parcs nationaux, que, dans l'Australie par exemple, il y en a 90, il était honteux de constater qu'en 1936, quand nous avons pris le pouvoir, nous n'avions que la réserve forestière des Laurentides, encore bien imparfaitement aménagée pour le tourisme. Et, pourtant, quelle merveilleuse source de revenus que le tourisme.

Lisez, le deuxième volume de M. Édouard Montpetit, *La conquête économique*, publié dernièrement, et vous verrez ce qu'il en dit. Cette partie de son volume, à laquelle je fais allusion, a été publiée en brochure sous le titre *Prends la route*. "Nous nous plaignons, dit-il, de n'avoir pas de capital, du moins de capital-argent, de capital-espèces. C'est exagéré, car nous possédons du capital sous la forme de propriétés immobilières et mobilières et un capital impondérable, fait de traditions et de beauté.

"Et c'est ce capital que le tourisme nous invite à mettre en valeur; nous affirmons notre fidélité au passé et nous intensifions notre durée française." Plus loin, il dit avec bonheur: "Le tourisme est l'industrie des villes qui n'en ont pas". Plus loin: "Le tourisme, par quelque côté qu'on le considère, par quelque statistique qu'on le traduise, même si elle est approximative et de l'ordre incroyable, est notre grande industrie." "Les économistes n'ont pas distingué ce qui fait le tourisme: le capital-nature et le capital-traditions, etc.

"Mais le tourisme est mieux qu'une industrie de rapport. Je répète qu'il est plus noble, soit dit sans mépriser les autres entreprises dont, d'ailleurs, il bénéficie. Il mêle à l'enchantement du voyage, à la griserie de la nouveauté, la connaissance des êtres et des choses, de la terre, des couleurs et de l'atmosphère, l'inépuisable conseil des traditions. Il est positif par le retour qu'il nous impose sur nous-mêmes, révélateur par le rayonnement qu'il entretient et où se complaît l'étranger. Il nous ramène à nos disciplines, à nos valeurs de culture ou de société, à notre histoire; il nous fait apprécier sous un jour plus clair nos sources et notre figure. Il nous

contraint en profondeur dans nos attitudes et sous notre appellation française. Nous prenons donc notre part du tourisme national, et nous avons une raison particulière de le promouvoir parce qu'il ajoute à ses avantages économiques un élément de connaissance et une chance d'unité."

Voilà des paroles admirables que je soumetts à l'attention sérieuse du gouvernement. Tous les gens sérieux admettent que si nous voulons attirer le tourisme américain chez nous, il est nécessaire de faire des dépenses pour aménager les sites touristiques et développer les parcs provinciaux. Le gouvernement fédéral a dépensé des millions au cours des 10 dernières années, pour rendre attrayants les parcs nationaux de l'Ouest.

L'honorable ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), en proposant sa loi destinée à permettre la création d'une agence de la province à New York, agence qui coûtera, nous a-t-il dit, environ \$50,000 par année, nous déclarait qu'il était important d'avoir à New York un homme qui pourrait diriger les touristes américains chez nous. J'estime que l'argent dépensé pour garder à New York un agent recruteur pour le tourisme ne sera pas dépensé à bon escient, si le gouvernement n'organise pas chez nous les attractions nécessaires et propres à inviter les touristes à séjourner dans notre province le plus longtemps possible.

Or, le gouvernement ne paraît pas avoir compris la nécessité d'une telle politique. J'entendais l'an dernier, l'honorable député de Berthier (l'honorable M. Bastien), réclamer à grands cris le parc du Mont-Tremblant. Nous avons voté à cet avis tout l'argent nécessaire, et commencé l'aménagement du parc. Cette année, aucun montant n'a été voté pour y continuer les améliorations nécessaires. La Chambre a, en 1938, voté unanimement la création du parc du Mont-Orford. Le gouvernement, cette année, ne dépense pas un seul centin pour des dépenses de construction et d'aménagement, et cependant, nous y avons commencé des constructions splendides. Dans le parc de la Gaspésie, où la beauté du paysage est incomparable, nous avons déjà dépensé \$200,000. Cette année, comme l'an dernier, le gouvernement n'y dépense pas un sou.

Voyez ce que nous avons fait pour la Gaspésie: ouverture du moulin de Chandler; entreprise de colonisation forestière à Grande Vallée; route transversale de Cascapédia à Sainte-Anne-des-Monts; route de Gaspé à lac York; parc national de la Gaspésie; réserve de chasse et de pêche du lac York; réorganisation des pêcheries sur une base scientifique; nombreuses industries nouvelles nées de

la pêche, telles la fabrication de l'huile de foie de morue, la pâtée de poisson pour les animaux à fourrure, la fabrication de l'huile de loup marin; impulsion vigoureuse donnée au développement minier en décidant la Compagnie Noranda à dépenser \$200,000 pour la recherche du cuivre, et la Compagnie d'Exportation de Gaspé, une somme égale, pour la recherche du pétrole.

Nous avons fait tout cela, sans augmenter les taxes. Et voici que les nouveaux génies financiers de l'administration nouvelle ont inauguré leur administration par une augmentation de \$20,000,000 de taxes nouvelles. Vous savez avec quel enthousiasme ces taxes sont payées par les contribuables. La nouvelle taxe sur le revenu est une taxe de confiscation, une taxe immorale, a déclaré *La Gazette*. Sans ces taxes, le gouvernement actuel aurait un déficit énorme.

Ne vous semble-t-il pas, M. l'Orateur que les propositions que je vous ai soumises vous ont convaincu que si la dette provinciale a augmenté, la chose est due à des nécessités impérieuses ne relevant pas seulement de notre volonté. Nous avons poursuivi une politique rationnelle et raisonnable. Nous avons suivi, je le répète, une politique approuvée plus tard implicitement par la Commission nationale de placement, nommée par le gouvernement King-Lapointe.

Les libéraux sont donc mal venus de nous en reprocher l'application. Cette politique aurait été plus avantageuse et moins coûteuse pour la province, si le gouvernement fédéral nous avait accordé sa collaboration dans tous ces domaines et s'il avait accepté d'assumer au moins 50 % du coût des travaux remédiateurs au chômage, sans grever les municipalités; et mieux encore, s'il avait accepté d'assumer ce que nous avons demandé, à savoir: tout le coût des secours remédiateurs au chômage, solution que recommanda plus tard la Commission Sirois.

Mais je dois, M. l'Orateur arrêter là l'énumération des œuvres de l'Union nationale. L'heure passe rapidement. Mais je pourrais dire beaucoup de choses par exemple sur les initiatives nouvelles dans le département des Mines et Pêcheries. Je pourrais parler longuement de la politique rationnelle que nous avons suivie dans le domaine de l'éducation. Nos efforts ont été basés sur la collaboration loyale du gouvernement avec le clergé. D'autres orateurs plus éloquents sauront apporter sur ces questions les renseignements attendus. Ils feront voir, d'une façon claire et nette, l'œuvre merveilleuse de l'Union nationale, œuvre qui lui vaudra la reconnaissance des générations futures.

Toutes ces œuvres, M. l'Orateur, que je viens d'énumérer, d'une façon bien imparfaite, elles sont dues, pour la plus large part, à l'initiative, au talent et au dévouement de celui que nous admirons et dont le peuple apprécie le dévouement: l'honorable chef de l'opposition. Pendant trois, il a travaillé jour et nuit à donner à la province le meilleur de soi-même.

Aussi, a-t-il connu la monnaie avec laquelle sont récompensés les hommes publics sincères et droits: l'ingratitude, l'injure et la calomnie. Mais qu'importe. Il a fait son devoir. Ces méthodes de dénigrement ne peuvent salir que ceux qui s'abaissent à les rechercher. On entend parfois parler les hommes de la droite, M. l'Orateur, se plaindre que leur tâche est lourde.

Ils oublient qu'à leur consentement et leur complicité, une campagne odieuse de dénigrement et de haine a été ourdie pendant trois ans, contre l'honorable chef de l'opposition. L'injure l'a grandi. Comme Cyrano, il peut relever fièrement la tête, et défier ses ennemis, en les criblant d'épigrammes et de bons mots. Un jour, dans la province, un grand Canadien s'est rencontré. Jamais bouche plus éloquente n'illustra l'éloquence candienne-française au point que Gambetta, l'entendant en France, pouvait dire à ceux qui, comme lui, étaient ravis par le charme prenant de sa parole, qu'il était le plus grand orateur du siècle.

Je veux parler d'un ancien premier ministre du Québec, dont nous devrions, si les conservateurs avaient du cœur, célébrer dignement, cette année, le centième anniversaire de la naissance: Sir Adolphe Chapleau<sup>7</sup>. Chapleau a fait quelque chose pour sa province.

Aussi, certains de ses compatriotes se sont acharnés avec rage contre lui. Ceux qui le frappèrent peut-être avec le plus d'âpreté et d'aigreur, ceux qui le critiquèrent le plus, ne furent pas ses adversaires qui, la plupart, le respectaient: ce furent des gens qui se réclamaient pourtant de sa doctrine et de son parti.

Un jour, lors de la mémorable assemblée de Saint-Laurent, il eut des accents pathétiques pour exprimer les tristesses de la vie publique, et les déboires qui attendent ceux qui dévouent leurs modestes talents au service de leur province. et de leur pays. Permettez-moi de citer les paroles du grand tribun:

"Depuis le premier jour où je parlai au peuple, jusqu'à ce moment où je vous adresse la parole, je n'ai jamais eu d'autre règle que celle-ci: pour avoir le droit de dire au peuple quels sont ses devoirs, il faut d'abord les respecter; pour le commander, il faut l'aimer; pour avoir sa confiance,

il faut être courageux et franc. Et je n'ai pas crainte d'en appeler à vous, messieurs qui m'écoutez. Le peuple, le vrai peuple, non pas le peuple qu'on paie et qu'on avine, le peuple m'a toujours écouté, même quand il ne m'a pas suivi.

J'ai pu me tromper parfois: qui ne se trompe jamais? Mais j'ai la satisfaction de me dire que ça n'a pas été par calcul, et je sais qu'on m'a su gré de ma bonne foi.

"Voilà pourquoi je n'ai jamais eu de défaillance; voilà pourquoi le dégoût ne s'est jamais emparé de moi, pour me faire abandonner ma tâche, bien que peu d'hommes aient eu autant de luttes à soutenir, de haines à braver, de bave à essuyer de la part de leurs adversaires. Je me suis toujours dit que le pays que j'aime vaut bien la peine que j'endure tout cela à son service.

"Souvent, je suis revenu de ces mêlées éclaboussé, blessé, meurtri, mais jamais brisé. Qu'importe? Ce n'est pas sur les uniformes sans tache vierges de poussière, de sang et de déchirure, qu'on attache la croix des braves. Ce n'est pas comme soldat de parade que j'ai gagné mes épaulettes, et si j'ai gardé mon drapeau".

M. l'Orateur, au nom de l'Union nationale, et au nom de tous ceux qui sont debout sur la brèche, et retourneront demain au feu pour la défense de nos idées et de nos principes, je dis à notre chef: Imitez la grandeur d'âme de Chapleau.

Portez haut et fier votre drapeau. Continuez votre œuvre! Dédaignez l'injure! Marchez dans la lumière, et dans la vérité!

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Bastien (Berthier)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 38 concernant le Barreau.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.



**Reprise de la séance à 8 h 30****École d'industrie des  
Sœurs de la Charité de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans l'école d'industrie connue sous le nom d'École Notre-Dame de Liesse, passé le trois septembre, mil neuf cent trente-cinq, entre le gouvernement de la province de Québec et La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 3515 de ses minutes, reproduit comme annexe de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié à compter du 3 septembre 1935.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 29 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École d'industrie  
de l'asile du Bon-Pasteur**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans son école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans l'école d'industrie de l'asile du Bon-Pasteur, connu sous le nom de l'Hospice Saint-Charles de Québec, passé le cinquième jour du mois de novembre, mil neuf cent trente-cinq, devant Émile Delâge, notaire, sous le numéro 2606 de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et l'asile du Bon-Pasteur, reproduit comme annexe de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié à compter du 5 novembre 1935.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 30 ratifiant le

contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans son école d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **École d'industrie des Sœurs de la Charité de Québec**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec Les Sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans l'école d'industrie connue sous le nom d'Orphelinat d'Youville, passé le deux novembre, mil neuf cent trente-cinq, devant Émile Delâge, notaire, sous le numéro 2601 de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et Les Sœurs de la Charité de Québec, reproduit comme annexe de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié à compter du 2 novembre 1935.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 31 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec Les Sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **École d'industrie de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis, passé le troisième jour de novembre, mil neuf cent trente-cinq, devant Émile Delâge, notaire, sous le numéro 2602 de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, reproduit comme annexe de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié à compter du 3 novembre, 1935.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 32 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Voies et moyens:**

**Débat sur le budget  
1941-1942 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** (Applaudissements) M. l'Orateur, ceux qui ont entendu le député de Matane (M. Gagnon) parler pendant plus de deux heures cet après-midi doivent penser que j'ai une tâche formidable à remplir en essayant de lui répondre. Mais tel n'est pas le cas. Le député de Matane a prononcé un discours-fleuve. Il a confessé son repentir pour les fautes commises par l'Union nationale.

Le député de Matane nous a parlé de l'unité canadienne et des qualités anglaises. C'était étrange de l'entendre. Les orateurs de l'Union nationale sont bien mal placés pour parler d'unité canadienne. Il nous a vanté avec raison la race anglaise et il a félicité sincèrement le trésorier. Je l'en remercie. Mais lorsqu'il a parlé de l'unité des races, de l'unité

nationale du Canada, il a oublié les élections du mois d'octobre 1939, le discours de son chef (M. Duplessis) à Trois-Rivières, lors de l'ouverture de sa campagne, qui lui fit perdre deux députés anglais<sup>8</sup>. Il a oublié que les vieilles forteresses conservatrices de Westmount-Saint-Georges et Notre-Dame-de-Grâce ont élu des députés libéraux parce que l'Union nationale était contre l'unité nationale.

Aujourd'hui, l'unité nationale est une idée qui réussit au Parti libéral. Le député de Matane l'a fait sien. Comment se fait-il qu'en 1939 le député de Matane n'a pas su convaincre son chef? L'unité canadienne, ça va bien, ça réussit, mais ce n'est pas l'œuvre de l'Union nationale; c'est le Parti libéral à Ottawa qui l'a prêchée et réalisée. L'unité nationale fut à son plus fort lorsque des administrations libérales, dans les champs fédéral ou provincial, l'ont amenée par leur bon travail au bénéfice des intérêts du pays et de ses gens, à la fois à Ottawa et à Québec.

Le député de Matane a employé la moitié de son discours pour tenter de prouver qu'en trois ans l'Union nationale n'a pas complètement ruiné la province. Je suis heureux de son repentir, mais son châtiment serait la publication dans les journaux du texte intégral de son discours sur le budget, car le public pourrait constater qu'il n'y eut jamais autant d'hérésies dans le domaine financier avancées par un même homme.

(Applaudissements à droite)

Jamais, discours n'a contenu tant d'hérésies financières, d'affirmations aussi contraires aux faits! Le critique financier de l'opposition est bien mal venu de suggérer des budgets comportant un exposé honnête de la situation. Ce que le député de Matane a surtout reproché au trésorier (l'honorable M. Mathewson), c'est de n'avoir pas présenté un budget lucide, honnête, facile à comprendre par le peuple.

Et pourtant, pour camoufler un budget, l'Union nationale n'a jamais eu son pareil. Aucun parti politique dans l'histoire de cette province n'a fait plus de camouflage budgétaire ou a endetté davantage le Québec que le gouvernement de l'Union nationale. L'Union nationale n'a pas inventé la cinquième colonne, certes, mais elle a inventé une troisième colonne: celle des dépenses extraordinaires pour cacher la vérité au peuple.

(Applaudissements à droite)

Grâce à ce système, à la fin de l'année 1938, l'Union nationale a pu annoncer un surplus de \$3,000,000 des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires. Mais, dans sa troisième colonne de

dépenses extraordinaires, il y avait cependant \$16,000,000 dont on ne tenait pas compte dans les dépenses de l'administration. Ce qui laissait un déficit de \$13,000,000 des dépenses ordinaires et extraordinaires sur les revenus. Ce n'est pas tout. Pour la même année, il y avait une quatrième colonne: celle des dépenses de capital. On y trouve un chiffre de \$28,000,000<sup>9</sup> de dépenses. Si bien qu'en réalité, l'Union nationale terminait l'année avec un déficit de \$35,000,000, au lieu d'un surplus de \$3,000,000.

M. l'Orateur, c'est ce que le député de Matane appelle des budgets lucides et honnêtes!

(Applaudissements à droite)

L'opposition reproche au trésorier d'avoir eu un budget supplémentaire pour le dernier exercice. En 1939, avec des dépenses extraordinaires de \$11,000,000, l'Union nationale a eu un déficit global de \$52,000,000. En 1937-1938, le trésorier de l'Union nationale prédit un déficit global de \$31,000,000 qui fut, en réalité, de \$35,000,000. Mais, en 1938-1939, le déficit global était de \$33,000,000<sup>10</sup>, d'après les chiffres du trésorier. En réalité, il a été de \$49,000,000. Petite différence de \$16,000,000<sup>11</sup> dans les budgets honnêtes de l'Union nationale. En 1939-1940, le trésorier de l'opposition actuelle prévoyait un déficit de \$22,000,000<sup>12</sup> et il était en réalité de \$51,000,000<sup>13</sup>. Et ce sont ces gens qui veulent nous enseigner des leçons de comptabilité.

Parlons maintenant des budgets de l'honorable trésorier actuel. Pour la première fois de l'histoire, le budget donne une représentation fidèle de la situation financière du Québec. Pour la première fois de l'histoire du Québec, et probablement du Canada et des autres provinces, le trésorier de cette province sera en mesure l'année prochaine, sans emprunter, de payer avec les revenus ordinaires toutes les dépenses, ordinaires, extraordinaires et en capital, tout en laissant un surplus. Pour la première fois, cette année, il n'y aura pas de surplus camouflé à être annoncé à la province l'année prochaine. Les dépenses de l'assistance publique et les dépenses du chômage sont comprises dans le budget. Dans le budget de l'an dernier, il avait inscrit les dépenses de l'assistance publique et du chômage, que l'Union nationale inscrivait dans sa troisième colonne des dépenses extraordinaires. Et, malgré cela, le trésorier peut prouver qu'il a réalisé un surplus de \$3,775,000<sup>14</sup>.

(Applaudissements à droite)

Les emprunts effectués pour rencontrer des obligations n'ont rien à voir avec le budget ordinaire.

Le député de Matane (M. Gagnon) ne peut parler de budget inexact, s'il ne trouve pas ces emprunts dans le budget. Je n'ai pas de rancune contre le député de Matane. C'est un de mes meilleurs amis dans l'opposition. Mais il a dit des choses un peu extraordinaires pour cacher l'administration de l'Union nationale. Il a dit d'abord, avec indignation: "Mais, les dépenses extraordinaires n'apparaissent pas dans le budget!" C'est entendu, car nous n'avons pas de troisième colonne, nous. Il a dit encore: "Les emprunts et les revenus des taxes n'apparaissent pas dans le budget." Mais les emprunts n'ont jamais paru dans un budget, et les emprunts contractés par le trésorier auxquels le député de Matane a fait allusion étaient pour des renouvellements d'échéances. C'est là la plus grande hérésie du discours du député de Matane.

Le gouvernement de l'Union nationale a eu l'audace de calculer dans la colonne des dépenses extraordinaires et capitales les dépenses de colonisation, de chômage et d'agriculture. On créait ainsi des surplus fictifs, alors qu'en réalité on avait des déficits de millions de dollars chaque année. Pour l'année 1941-1942, l'honorable trésorier prévoit un surplus de \$362,000 sur les dépenses ordinaires et de capital. Le député de Matane, n'en croyant pas ses yeux, a joué avec les mots. Je vais rétablir les faits. L'honorable trésorier prévoit un revenu de \$83,000,000 pour l'exercice présent. Il prévoit des dépenses ordinaires de \$70,000,000 et des dépenses de capital de \$12,000,000 et quelques centaines de milliers de dollars.

C'est une nouvelle méthode de comptabilité pour faire le budget que le trésorier a introduite. En vertu de cette méthode lucide et honnête, il me semble, les dépenses de capital seront payées à même les revenus ordinaires. Québec est la seule province à avoir adopté ce système. Nous aurions le droit de réclamer un surplus de \$13,336,000, car, à Ottawa, et dans toutes les provinces, on ne fait pas entrer les dépenses de capital dans le budget. Québec est la première province à équilibrer ainsi son budget en payant toutes ses dépenses à même ses revenus, autant que je sache.

Ontario a déclaré un surplus de \$12,000,000 pour l'année écoulée, mais notre voisine a emprunté \$18,000,000 pour des dépenses d'immobilisations de capital. En vertu de notre système de comptabilité, elle aurait un déficit global de \$6,000,000. Pour 1941-1942, le trésorier d'Ontario prévoit un surplus de \$9,000,000, mais il empruntera \$14,000,000 pour payer ses dépenses de capital. Dans Québec, nous aurons un budget sain qui démontrera que nous

vivons suivant nos moyens. Aucune province n'a un budget aussi sain. Nous vivons à même nos revenus.

(Applaudissements à droite)

Le trésorier - pardon - le député de Matane, que je ne devrais pas appeler le trésorier, car il ne le sera jamais après son discours de cet après-midi, le député de Matane s'étonne du succès du trésorier. Il n'y croit pas. Le trésorier a tout simplement réduit les dépenses de certaines branches du gouvernement, et les revenus ont augmenté.

Le député de Matane, pour jeter de la poudre aux yeux, a pyramidé les dépenses ordinaires, les emprunts, ce qu'il appelle \$20,000,000 de taxes et \$36,000,000 d'emprunts. Il en a conclu que nous avions dépensé \$172,000,000. Les taxes n'ont rapporté que \$12,000,000. Et l'emprunt de \$21,600,000 du 15 novembre a été contracté pour rencontrer des échéances, et celui de \$15,000,000 du 1<sup>er</sup> février dernier était destiné à payer des dépenses de capital. M. l'Orateur, il faut se méfier des discours de plus de deux heures, et je doute que la rue Saint-Jacques de Montréal et la rue Saint-Pierre de Québec y croient.

Le député de Matane a fait un grand effort. Il a dit: "En 1897, mon ex-parti..." Il ne pouvait pas dire mon parti, car il n'est plus conservateur.

(Rires et applaudissements à droite)

Il a parlé du drapeau de Chapleau, mais ce n'est pas son drapeau, car il n'est plus conservateur.

(Rires à droite)

L'Union nationale n'a pas le droit de reprocher aux libéraux d'avoir augmenté la dette. Le député de Matane a dit que de 1897 à 1931, sous les libéraux, la dette a augmenté de \$32,000,000 à \$60,000,000. En 34 ans, les gouvernements libéraux ont donc augmenté la dette de \$28,000,000. Comparons avec l'Union nationale. Quand nous avons quitté le pouvoir en août 1936, la dette consolidée nette était de \$157,000,000, en 1936. En juin 1940, la dette avait atteint le chiffre de \$339,000,000. Ce qui veut dire qu'en trois ans, l'Union nationale l'a augmentée de \$182,000,000.

Ce sont ces messieurs, ces soi-disant experts en économie, qui veulent nous donner des leçons de finance aujourd'hui, qui tentent de détruire l'œuvre admirable du trésorier. Le trésorier provincial a décidé que le budget de la province donnerait une représentation complète et honnête de la situation financière de la province, compréhensible pour toutes les classes de la population, un budget qui montrerait aux gens où le gouvernement va chercher ses revenus et où il les dépense. Cette politique recevra sans aucun doute l'appui chaleureux de la

population et de ceux qui entretiennent des relations financières avec la province. Cette politique a rétabli la confiance de la population et des intérêts financiers envers le gouvernement de la province. Les gouvernements se succèdent, mais ce qui est essentiel pour le bien-être de la province est son crédit et une administration honnête. Le trésorier provincial doit être félicité pour le succès avec lequel il a placé les finances de la province sur des bases identiques à celles de n'importe quelle organisation d'affaires.

Nos adversaires ont de l'imagination. Ils ont beau torturer les chiffres, ils ne peuvent nier ceci: en 1936, la province payait, pour les intérêts et le fonds d'amortissement de sa dette, \$9,500,000. À la fin de 1939, elle payait \$17,000,000 pour le service de la dette, soit une augmentation de \$7,500,000 imputable à la politique de l'Union nationale dans une période d'environ trois ans.

Enfourchant le dada favori de son chef, le député de Matane (M. Gagnon) a parlé de la mauvaise comptabilité du gouvernement Taschereau. Il s'est appuyé, pour cela, sur le témoignage d'un ancien employé de la province, un homme impartial et indépendant, l'ineffable et fameux M. Vézina.

(Rires à droite)

Je lui répondrai ceci: sous le gouvernement Taschereau, sous tous les gouvernements libéraux, pour payer les employés, nous n'avons jamais vidé la caisse de la Commission des accidentés du travail.

(Applaudissements à droite)

Sous le régime de M. Taschereau et sous le présent régime, nous n'avons jamais été obligés d'aller nous mettre à genoux devant les banquiers de New York pour emprunter de l'argent au nom de la province. Le marché canadien nous était ouvert. L'homme impartial et indépendant qu'est M. Vézina, l'ancien vérificateur qui renseignait l'Union nationale, écrivait de la prose et des vers dans les *Comptes publics*, mais c'était pour cacher leur pauvre administration financière.

En 39 mois de pouvoir, nos amis de la gauche avaient tellement mal administré que les banques leur fermaient la porte au nez! Les banquiers ne voulaient plus prêter à la province. Après 39 mois, ces messieurs ont dû abandonner la tâche parce que la tâche les dépassait.

Le député de Matane, pour prouver que l'Union nationale n'a pas complètement ruiné la province, s'est appuyé sur le rapport Sirois. Son voisin, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), a frêmi en entendant parler de ce rapport. Mais le peuple n'oubliera jamais que nos adversaires n'ont

même pas été capables de faire leur temps au pouvoir. Au bout de 38 mois, ils étaient épuisés.

Le député de Matane a parlé des travaux de \$57,000,000 faits partout dans la province, entre autres au Mont-Tremblant, pour un parc national. Dans les parcs nationaux, il a tiré toute la couverture de son côté. Je ne suis pas surpris que le chef de l'opposition, qui a un si beau caractère pourtant, se choque quelquefois, si le député de Matane (M. Gagnon) tire la couverture de son côté quand il est avec lui.

(Rires à droite)

Le député de Matane a énuméré les grandes entreprises de l'Union nationale: la route Montréal-Senneterre, commencée et terminée par les libéraux, parce que les entrepreneurs de l'Union nationale étaient insolvable et en banqueroute; le Jardin botanique, etc. Le chef de l'opposition a eu sa part de ces \$57,000,000 pour des écuries célèbres et un terrain de baseball, pour récompenser des amis politiques.

C'était un gaspillage des deniers publics pour du favoritisme politique. Le député de Matane s'est vanté de tout cela, et cependant, tout le monde sait que ce sont ces dépenses exagérées qui ont fait battre l'Union nationale et ont presque ruiné la province à un moment.

On a vu alors des ministres de l'Union nationale, arrivés ici, en 1936, avec des redingotes éraflées et en habits râpés, retourner dans des châteaux après la défaite de 1939. Le député de Matane a dit tout ce que nos adversaires ont fait et n'ont pas fait. Il a eu raison de comparer son chef à Cyrano. Le grand Cyrano de Trois-Rivières a dépensé \$57,000,000, et des ministres qui habitaient des logements de \$18 par mois ont maintenant des palais avec des piazzas, où ils peuvent philosopher sur les vicissitudes de la politique et l'ingratitude des hommes.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je félicite et remercie l'honorable trésorier d'avoir doublé les crédits de l'instruction publique. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), à qui on en a confié l'administration, sera, nous le savons, à la hauteur de la tâche. Au nom de ma province, au nom de ma race, je remercie l'honorable trésorier d'avoir compris les besoins de l'heure.

Je félicite l'honorable premier ministre et l'honorable trésorier d'avoir augmenté de \$2,000,000 les crédits de l'agriculture et de \$1,000,000 les crédits de la santé. L'instruction publique, l'agriculture, la santé publique sont l'objet de l'attention du

gouvernement. Ce sont là les trois choses essentielles, et le budget bien équilibré qui est devant cette Chambre actuellement prévoit des augmentations pour chacune. C'est justice, car c'est l'intérêt du peuple de toute la province qui est en jeu.

J'ai la confiance absolue que toute la députation, de gauche et de droite, et le peuple, seconderont entièrement le premier ministre et le secrétaire de la province dans leur effort pour donner à la province de Québec un enseignement plus réaliste et plus pratique, adapté aux besoins de l'heure. Il n'est pas question de tout chambarder, de faire apprendre l'anglais à tout le monde. Il n'est pas question d'angliciser la province de Québec. Cela, nous ne le pourrions pas. Il n'est pas question de révolution.

Il s'agit simplement de donner à la génération qui suivra la nôtre des instruments qui lui permettront de rester au diapason de nos voisins. Mais le premier ministre comprend que, habitant un continent presque totalement de langue anglaise, nous devons être en mesure de posséder l'anglais. Nous devons marcher de pair avec nos voisins. L'instruction publique est une question vitale partout. Pour nous, c'est plus qu'une question vitale; c'est une cause sacrée et je suis certain que tous nos compatriotes canadiens, anglais comme français, nous aideront à atteindre le but que s'est proposé l'honorable premier ministre de cette province.

(Applaudissements à droite)

**M. Robinson (Brome):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Charte de Québec

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

### En comité<sup>15</sup>:

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 162a de l'article 8, qui se lit comme suit:

"[162a. Au lieu de continuer elle-même l'administration d'un tel fonds de pension, la cité,

après entente avec les membres du fonds de pension des employés permanents de la cité et avec la recommandation du surintendant des assurances, peut contracter avec une ou des compagnies d'assurance-vie ou toutes autres compagnies ou institutions émettant des rentes viagères, pour assurer des pensions de retraite à ses employés permanents.]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'approuve pas la ratification par le Parlement des contrats passés entre la ville et la Québec Tramways, dit-il. Pourquoi la ville veut faire administrer son fonds de pension par des compagnies d'assurance?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La ville a obtenu ce pouvoir il y a quelques années, sous l'Union nationale. Cette année, elle n'a fait que réclamer certaines modifications à son système de pension.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** émet quelques brèves remarques.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 383a de l'article 10, qui se lit comme suit:

"[[383a. Dans le but d'augmenter le nombre des propriétaires, après avis publié deux fois dans un journal français et dans un journal anglais, la cité pourra, un mois après la publication du deuxième avis et nonobstant l'article 383 de la présente loi, vendre de gré à gré, à un prix d'au moins dix dollars chacun, les lots vacants dont elle est devenue propriétaire pour défaut de paiement des taxes et dont la valeur, au moment de l'acquisition par la cité, n'excédait pas cinq cents dollars, pourvu que l'acquéreur s'engage, par contrat, à remplir les conditions suivantes: ...]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En baissant le prix, il y aura plus d'acheteurs et les notaires feront plus de contrats!

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 à 18, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée au mardi 15 avril.

Adopté.

La séance est levée vers 11 heures.

### NOTES

1. M. Wilfrid Bovey (1883-1956). Avocat, ancien principal de McGill University (1924-1927), et auteur de *Canadien: étude sur les Canadiens français* (1935). En 1942, M. Bovey sera nommé conseiller législatif de la division de Rougemont par le gouvernement Godbout.

2. John Peters Humphrey (1905-1995). Professeur de la faculté de droit à l'Université McGill, à Montréal, avocat spécialiste en droit international et érudit de renom. Il a rédigé la première ébauche de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, que l'on pourrait considérer comme le document le plus important de l'histoire en matière des droits de la personne. En 1946, on lui demandera de mettre sur pied la Division des droits de l'homme des Nations Unies. La *Déclaration* sera adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948. On lui décernera 13 grades honorifiques et, en son honneur, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique octroie annuellement le Prix John-Humphrey pour la liberté d'une valeur de \$25,000.

3. *Traduction:* "Essentiellement, le problème en est un de confiance et ne pourra être résolu que par des

mesures énergiques. Il est important que les Canadiens français se sentent chez eux partout au Canada et ils doivent jouir, partout au Canada, des mêmes droits qu'ils ont dans la province de Québec. Le Canada devra éventuellement devenir un pays bilingue."

4. Dans *Le Temps* du 11 avril 1941, à la page 5, il est bien inscrit un total de \$172,423,399.08, bien que la somme des éléments mentionnés ne représente que \$142,423,399.09, soit environ \$16,000,000 par mois pour les 9 mois écoulés entre le 1<sup>er</sup> juillet 1941 et le 1<sup>er</sup> avril 1941.

5. Dans *Le Temps* du 11 avril, 1941 à la page 5, on retrouve le montant de \$26,600,000 pour le prospectus du 15 novembre 1940.

6. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

7. Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898). Député conservateur de Terrebonne, à l'Assemblée législative de Québec (1867-1882). Premier ministre du Québec (1879-1882). Nommé membre du Conseil privé en 1882. Député conservateur fédéral à la Chambre des communes dans Terrebonne et secrétaire d'État dans les cabinets Macdonald (1882-1891) et Abbott (1891-1892). Il résigna son mandat pour devenir lieutenant-gouverneur de la province de Québec (1892-1898). Professeur de droit criminel et de droit international à l'Université Laval de Montréal (1874-1898).

8. MM. Layton et Bullock, selon *L'Événement-Journal* du 4 avril 1941, à la page 13.

9. \$21,000,000, selon *La Presse*, du 4 avril 1941, à la page 16. \$22,000,000, selon *Le Soleil* du même jour, à la page 16.

10. \$23,000,000, selon *Le Soleil* du 4 avril 1941, à la page 16.

11. \$26,000,000, selon *Le Soleil* du 4 avril 1941, à la page 16.

12. \$21,000,000, selon *La Presse* du 4 avril 1941, à la page 16, et \$23,000,000, selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 13.

13. \$52,000,000, selon *La Presse* du 4 avril 1941, à la page 16.

14. \$3,576,000, selon *La Presse* du 4 avril 1941, à la page 16, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 13.

15. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Soleil* du 4 avril 1941, à la page 16.



## Première séance du mardi 15 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Contrôle budgétaire

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses.

En comité<sup>2</sup>:

Le comité étudie l'article 9, lequel est suspendu.

L'article 10 est adopté.

L'article 11 est suspendu.

Les articles 12 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. L'article 4 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180), modifié par l'article 2 de la loi 17 George V, chapitre 53; l'article 2 de la loi 18 George V, chapitre 65; l'article 24 de la loi 21 George V, chapitre 19, et l'article 83 de la loi 25-26 George V, chapitre 11, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Leurs traitements et toutes les dépenses nécessitées par la mise à exécution de la présente loi sont payés sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le montant mentionné dans le budget pour les salaires payés?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il ne s'agit pas de discuter le budget, mais d'établir le principe que les montants en question devront être votés chaque année, au lieu d'être payés à même le fonds consolidé de la

province. Sur un budget de \$83,000,000, la loi prévoit que la Chambre vote \$50,000,000 et que le reste, à quelques exceptions près, se transforme en dépenses statutaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour avoir des détails en harcelant le trésorier de questions. Le titre même de la loi, continue-t-il, justifie ma question. D'ailleurs, nous sommes en comité plénier et nous avons le droit d'obtenir des détails.

Nous ne sommes pas pour voter des milliers de dollars pour l'administration de la loi, s'il n'y a rien à administrer, si le crédit se limite aux seuls salaires!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne crois pas que ce soit le temps de discuter ces détails. Je n'ai pas l'intention de faire la discussion du budget deux fois. Nous en reparlerons lors de l'étude du budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons le droit de savoir si le budget est conforme à la loi, car c'est notre devoir. Il y a deux articles qui se rapportent à la protection des incendies. La loi actuelle est une farce!

Le trésorier a fait annoncer, à grand renfort de réclame, qu'il voulait contrôler toutes les dépenses. Or, il supprime la limitation des dépenses dans le cas des lois qui prévoient les dépenses les plus considérables, telles que la voirie, le chômage et l'assistance publique.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai déjà donné des explications à ce sujet. Nous serons obligés de donner de l'ouvrage aux sans-travail et nous ne pouvons prévoir exactement quel montant nous serons forcés de dépenser. Présentement, 65 % des dépenses étaient statutaires, et 35 % étaient votées par la Chambre. À l'avenir, ce sera le contraire. Nous voterons 60 % à 65 % des dépenses. On ne peut tout changer la même année.

**M. Gagnon (Matane):** Si la loi que le ministre présente était si bonne, elle s'appliquerait surtout à la voirie, au chômage et à l'assistance publique, nos trois principales sources de dépenses.

**M. Lorrain (Papineau)** dit quelques mots.

**M. Labbé (Mégantic):** Le trésorier est-il au courant que les organisateurs politiques libéraux dans Mégantic ont promis un fort montant à la municipalité de Coleraine pour la protection contre les incendies? Il faudra qu'il en tienne compte dans le budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En effet, on a promis un montant de \$40,000 à Coleraine. Lorsque cette promesse aura été remplie, il ne restera plus que \$13,000 pour le reste de la province.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** On mettra cela avec la promesse de 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il sera préférable de mettre cela dans le portefeuille que mon honorable ami a désiré et n'a pu obtenir...

**M. Labbé (Mégantic):** On a aussi promis \$1,500 pour la salle paroissiale. N'oubliez pas cela dans le budget.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 22 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 23, qui se lit comme suit:

"23. L'article 53 de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189), modifié par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 76, est remplacé par le suivant:

"53. Le trésorier de la province paie à la demande du ministre de la Santé et du Bien-être social, sur le fonds de l'assistance publique et sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, les montants requis par le service de l'assistance publique pour octrois prévus par la présente loi."

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'apporte un amendement en vertu duquel il faudra l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil pour permettre les dépenses du service de la Santé et du Bien-être social.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article ne va pas assez loin. On devrait faire disparaître complètement le fonds spécial de l'assistance publique pour placer la dépense sur le fonds

consolidé du revenu. Ce fonds est inconstitutionnel. L'article 126 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord dit clairement que tous les revenus des provinces ne doivent former qu'un seul fonds, le fonds consolidé. Il y a à cela deux raisons.

D'abord, les contribuables ont le droit d'obtenir des administrateurs publics une comptabilité claire et précise, ce qui ne peut exister si les revenus sont versés dans plusieurs fonds séparés. Ensuite, les administrateurs ne doivent pas être à même, par la constitution de fonds spéciaux, de camoufler les budgets et de présenter des états financiers qui ne sont pas conformes aux faits. Le fonds de l'assistance publique a, chaque année, des déficits variant de \$1,000,000 à \$3,000,000. Ces déficits ne figurent pas au budget de la province à cause du fonds spécial. Ce fond autorise les stratagèmes de comptabilité et il devrait disparaître.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La question est délicate. Il est vrai que, d'après la Constitution, il ne devrait y avoir qu'un seul fonds. Mais certaines institutions ont émis des débentures basées sur les octrois à recevoir. Il est à se demander si, en faisant disparaître le fonds, on ne diminuerait pas les garanties de certaines obligations. L'article 23 apporte déjà une grande amélioration sur l'ancien état de choses et le gouvernement étudiera le moyen de faire encore davantage.

L'article 23 est amendé en ajoutant après les mots "Bien-être social", les mots suivants: "et sur l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil".

L'amendement est adopté.

L'article 23, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 24 à 26 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 27, qui se lit comme suit:

"27. L'article 8 de la loi 19 George V, chapitre 31, est remplacé par le suivant:

"8. Les sommes nécessaires à l'exécution de la présente loi sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi de la radiodiffusion contient une disposition qui autorise le gouvernement à dépenser \$250,000 pour la création d'un poste provincial d'émission. Jusqu'ici, on n'en a rien fait. Cette disposition est restée lettre morte.

Mais la province a le droit d'établir ses propres postes d'émissions radiophoniques. Quand nous serons au pouvoir, et ça ne sera pas long, nous en établirons un, de sorte que nous soyons moins dépendants, à l'avenir, de la Canadian Broadcasting Corporation.

C'est mon intention de prendre les mesures nécessaires pour faire reconnaître par Ottawa les droits de la province en matière de radiodiffusion, et surtout en matières éducationnelles. Je suis d'avis que les discours des hommes publics de la province de Québec portant sur les affaires de l'administration provinciale, et en particulier sur les questions d'éducation qui relèvent de l'autorité provinciale, ne doivent pas être contrôlés par Ottawa<sup>3</sup>.

L'article 27 est adopté.

Le comité étudie l'article 28, qui se lit comme suit:

"28. L'article 4 de la loi 21 George V, chapitre 5, est remplacé par le suivant:

"4. Les sommes requises pour la construction de chacun desdits ponts et des ouvrages nécessaires et pour les acquisitions visées par les articles 2 et 3 de la présente loi sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature."

**M. Labbé (Mégantic)** émet quelques remarques.

L'article 28 est adopté.

Le comité étudie l'article 29, qui se lit comme suit:

"29. L'article 5 de ladite loi est abrogé."

**M. Labbé (Mégantic)** émet quelques remarques.

L'article 30 est adopté.

Le comité étudie l'article 30, qui se lit comme suit:

"30. L'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 49, modifié par l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 55, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Les dépenses occasionnées par la mise à exécution de ces règlements sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature<sup>4</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il doit y avoir conflit entre le ministère de la Pêche et le

ministère des Pêcheries maritimes. Pourquoi avoir divisé les pêcheries en deux? Quand un saumon est pris dans l'eau salée, il tombe sous la juridiction du ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes. Quand un saumon est pris dans une rivière, il tombe sous la juridiction du ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition est dans l'erreur. Le saumon ne mord pas en haute mer. Il ne mord que dans les rivières qui sont sous la juridiction du ministre de la Chasse et de la Pêche.

(Rires à droite)

L'article 30 est adopté.

Le comité étudie les articles 31 à 33 concernant le chômage, qui se lisent comme suit:

"31. L'article 3 de la loi 2 George V, chapitre 2, remplacé par l'article 22 de la loi 1 George VI, chapitre 51, et modifié par l'article 5 de la loi 3 George VI, chapitre 3, est de nouveau remplacé par le suivant:

"3. Les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi sont payées sur les deniers votés à cette fin par la Législature."

"32. Les articles 4, 5 et 6 de ladite loi sont abrogés."

"33. L'article 4 de la loi 23 George V, chapitre 2, modifié par l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 8, est remplacé par le suivant:

"4. Les dispositions de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931 (22 George V, chapitre 2), et de ses amendements s'appliquent pour mettre à effet la convention visée par l'article 2 ci-dessus et toute convention qui serait autorisée en vertu de l'article 3, en tout ce qui est du ressort du gouvernement de la province ou des municipalités."

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je désire retrancher ces articles du bill. J'ai déjà expliqué que cette loi amende ou abroge des lois qui permettaient à certains ministères de faire des dépenses sans l'autorisation de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'étaient là les principaux articles du bill et on les fait disparaître! Il s'agit là des dépenses les plus considérables. Le gouvernement a-t-il une politique en matière de chômage? Les chômeurs crèvent de faim dans plusieurs parties de la province!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous en avons une et elle donne satisfaction à tout le monde. Nous fournissons aux municipalités du travail dans toute la mesure du possible aux personnes qui ont besoin de pain. Quand il n'est pas possible de donner du travail, nous secourons les familles qui sont dans le besoin. Et je puis assurer cette Chambre que personne ne meurt de faim, et que personne ne mourra de faim dans cette province. Le chef de l'opposition peut en être sûr. Nous avons demandé aux municipalités de contribuer à l'exécution de certains travaux partout où cela est possible. On admettra cependant qu'à cette période de l'année, bien des entreprises ne peuvent être exécutées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais, dans cette province, les chômeurs n'ont été traités aussi inhumainement que depuis l'avènement de l'actuel gouvernement. Les hommes sont forcés à travailler pour des salaires injustes et dans des conditions inhumaines, alors que le gouvernement impose aux municipalités du Québec des fardeaux abusifs et insupportables.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** On demande aux municipalités de contribuer à raison de 50 %. Or, la plupart des municipalités sont presque insolvables. Plusieurs étaient incapables dans le passé de payer une contribution de 20 %. Dans la Gaspésie, du moins, les municipalités sont absolument incapables de payer 50 %. Elles vont laisser leurs gens dans une misère noire. Il y a déjà actuellement des cas très sérieux.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La décision du gouvernement fédéral de ne plus contribuer aux dépenses du chômage a créé une situation imprévue. Le gouvernement de la province se voit forcé de retirer plusieurs articles de la législation à l'étude, parce qu'on ne sait pas exactement quelle répercussion il peut en résulter pour le Trésor provincial. De plus, la guerre, en se terminant brusquement, peut provoquer une grave crise économique. On a donc cru devoir garder encore pour cette année le pouvoir général que donne au gouvernement la loi de l'aide aux chômeurs. Nous voulons parer à toute éventualité.

**M. Labbé (Mégantic):** Dans le comté de Mégantic, lors des élections complémentaires, le gouvernement a commencé des travaux électoraux pendant trois semaines. On gaspillait alors de façon éhontée. Après l'élection, plus rien. Ils ont été arrêtés.

On avait promis que les travaux reprendraient le 1<sup>er</sup> avril. Mais on attend encore. Je voudrais savoir pourquoi. Au Lac Noir, la situation est extrêmement pénible. La population de chez nous crève de faim. Le gouvernement ne fait pas son devoir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le député de Mégantic était raisonnable comme la population qu'il représente, il saurait que nous avons entrepris des travaux à l'intention exclusive des chômeurs de son comté. Nous avons fait des travaux dans le comté de Mégantic quand il était nécessaire de le faire. Le gouvernement a ordonné des travaux au Lac Noir parce que, les mines étant fermées, de nombreux ouvriers étaient sans travail, et que nous avons voulu les aider, comme c'était notre devoir. Les travaux ont dû être suspendus à cause de la saison d'hiver, mais ils seront bientôt repris au fur et à mesure que la saison le permettra. Ce n'est pas la faute du gouvernement si les trois mines à cet endroit ont fermé leurs portes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les chômeurs et la population ne sont pas satisfaits. Le gouvernement n'est pas humain! Il est du premier devoir du gouvernement de venir en aide à ceux qui sont dans un pressant besoin.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas notre faute si l'hiver est arrivé à peu près en même temps que les élections. Il fallait bien attendre au printemps pour reprendre les travaux de voirie, car il n'y avait pas d'autres travaux que nous pouvions faire au Lac Noir. Le député de Mégantic, lorsqu'il retournera chez lui demain, verra une centaine de pères de famille au travail. Nous faisons notre devoir avec toute la rapidité possible, et je crois que ceux qui étaient dans le besoin sont satisfaits.

L'amendement est adopté. En conséquence, les articles 31 à 33 sont retirés.

L'article 34 est retiré.

L'article 35 est adopté.

Le comité étudie l'article 36, qui se lit comme suit:

"36. L'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 31, est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "à même le fonds consolidé du revenu" par les mots "sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature<sup>5</sup>".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est exactement ce qui s'est fait depuis l'établissement de l'Office du crédit agricole en 1936.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le taux d'intérêt des nouveaux prêts du crédit agricole est désormais fixé à 3 % au lieu de 2½ %. L'amortissement est relevé de 1½ % à 2.77 %. La durée du prêt est réduite de 39 à 24 ans.

L'article 36 est adopté.

L'article 37 est adopté.

Le comité étudie l'article 38, qui se lit comme suit:

"38. L'article 3 de la loi 1 George VI, chapitre 34, est remplacé par le suivant:

"3. Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature<sup>6</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais de bonne source que M. Élie Beauregard, sénateur et président de la commission d'enquête, fera un rapport disant que la situation financière de la compagnie est mauvaise et recommandera un moratoire parce qu'elle ne peut rencontrer ses obligations. La Commission des tramways, présidée par le juge Victor Cusson devrait être abolie. Le coût annuel de \$70,000, imposé aux usagers, est trop élevé pour les services rendus. La population paie absolument pour rien pour cette commission. Il s'agit là d'un fardeau inutile. Le trésorier provincial sera-t-il surpris d'entendre cela?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Évidemment, je ne peux m'en étonner puisqu'on m'en avait déjà fait part. Cependant, il ne profite à personne de s'en prendre au crédit d'un individu ou d'une compagnie. On ne doit jamais nuire au crédit d'une compagnie ou d'un individu, pas plus qu'il ne faut nuire au crédit de la province et du pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier disait en 1939 que la province était en banqueroute. Il n'aurait donc pas dû parler de cela. Le Parti libéral aurait dû s'inspirer de ce principe lors des dernières élections provinciales, alors que le premier ministre actuel, le trésorier actuel et les autres ont attaqué sauvagement le crédit de la province dans l'espoir d'en retirer des avantages politiques personnels.

L'article 38 est adopté.

Les articles 39 et 40 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 41, qui se lit comme suit:

"41. L'article 2 de la loi 2 George VI, chapitre 21, est remplacé par le suivant:

"2. Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature<sup>7</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a fait adopter une loi qui établissait un système d'assurance-chômage concurrent, adapté aux besoins de la province. Je regrette que le gouvernement fasse disparaître la première loi d'assurance-chômage qu'une province fit adopter. Je regrette aussi la conduite du premier ministre qui a, de son propre chef, sans l'autorisation de la Législature, consenti, par une simple lettre au nom de la province, à l'amendement de la Constitution, pour donner au fédéral juridiction exclusive sur l'assurance-chômage. C'est un précédent dangereux.

La province de Québec aura malheureusement à s'en repentir vite. Désormais, puisque Québec constitue une minorité, ce sera la majorité qui dictera ses volontés à Québec en cette matière, qui pourra modifier, quand et comment il lui plaira, la loi de l'assurance-chômage et ses modalités d'application. Ottawa peut maintenant nous imposer n'importe quelle condition au point de vue de travail.

L'article 41 est adopté.

Les articles 42 et 43 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 44, qui se lit comme suit:

"44. L'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 33, est remplacé par le suivant:

"3. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature<sup>8</sup>."

**M. Gagnon (Matane):** Il est impossible maintenant de rien avoir d'Ottawa pour les cultivateurs de la province. Ottawa donne des argent aux cultivateurs de l'Ouest pour ne pas cultiver. Le gouvernement provincial a refusé de payer la moitié du transport des grains de l'Ouest pour les cultivateurs de l'Est. Pourquoi le gouvernement

provincial n'a-t-il pas pris avantage de l'offre du gouvernement fédéral de payer 50 % du transport du blé de l'Ouest, si la province payait l'autre 50 % ?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Parce que ce sont les commerçants de blé - je dis les commerçants et non les cultivateurs de l'Ouest - qui, seuls, auraient profité de la chose. Le fédéral s'était engagé à payer 50 % du coût de transport des grains de l'Ouest pour consommation par les troupeaux de l'Est, à condition que les provinces intéressées paient l'autre 50 %. Or, quelques jours après cette offre, en apprenant que les gouvernements et le pouvoir central allaient payer le transport du blé de l'Ouest dans les provinces de l'Est, les commerçants qui détenaient ce blé en entrepôt se sont entendus et ils ont monté immédiatement le prix de 10 cents le minot. Nous avons donc décidé de ne pas participer à cette offre.

Québec n'a pas voulu payer ainsi cette augmentation de \$100,000 au seul profit des commerçants de l'Ouest, sans gain aucun pour les cultivateurs. Ces gens sont restés avec leur grain. Au lieu de cela, nous allons établir une prime sur le fromage de \$0.02 la livre qui vaudra \$0.04 pour la livre de beurre<sup>9</sup>. Cela veut dire une dépense d'environ \$600,000. Je préfère donner \$3,000,000 à 90 % des cultivateurs de chez nous. Il nous semble que cela vaut mieux que de dépenser des centaines de milliers de dollars pour enrichir les commerçants de blé de l'Ouest.

(Applaudissements à droite)

Je pense que le gouvernement agit dans l'intérêt de l'agriculture en prenant cette décision. Le gouvernement, une fois de plus, a fait son devoir.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ne la payez pas, puisque la loi n'est pas encore présentée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette prime sur le fromage aura comme répercussion de faire monter le prix du beurre de \$0.04 la livre, car le prix du beurre sera fixé sur le fromage. Les cultivateurs bénéficieront en somme d'une augmentation de prix de \$4,000,000 à \$5,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a rendu un bel hommage au gouvernement fédéral, lorsqu'il a dit que le fédéral avait fait un contrat qui n'avait pour but que d'enrichir les intermédiaires au détriment des vrais cultivateurs. Or, le fédéral a le contrôle sur le prix. Il pouvait donc

s'en prévaloir. Pourquoi le gouvernement fédéral a-t-il laissé les commerçants augmenter le prix du blé?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas à défendre la politique du gouvernement fédéral. Mais le chef de l'opposition sait que, lorsque le gouvernement fédéral est attaqué, il se défend très bien, comme l'Union nationale en a fait l'expérience en 1939.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1936, le fédéral s'en était mêlé, avec le résultat que le premier ministre a connu lui aussi dans le temps! La véritable raison du rejet du plan fédéral, c'est que le gouvernement ne voulait pas nuire aux opérations de la Coopérative fédérée.

L'article 44 est adopté.

Le comité étudie l'article 45, qui se lit comme suit:

"45. La loi 3 George VI, chapitre 34, est abrogée<sup>10</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis étonné qu'on supprime cette loi. Nous avons consacré le principe de la nécessité des drainages, et nous avons décrété que Québec était prêt à payer 50 % du coût des travaux de drainage pour fins agricoles, à condition qu'Ottawa paie également 50 %.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette loi est absolument inutile. Le gouvernement provincial a toujours coopéré avec le gouvernement fédéral. Nous sommes autorisés à coopérer et je ne vois pas qu'il y ait lieu de maintenir ladite loi dans les Statuts. Nous n'agissons pas par vengeance, mais parce que la loi n'a aucune valeur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De grands travaux de drainage ont été faits par l'Union nationale. On ne peut prétendre que la loi dont il est question est sans valeur.

L'article 45 est adopté.

Le comité étudie l'article 46, qui se lit comme suit:

"46. La loi 3 George VI, chapitre 49, est abrogée<sup>11</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi abroger ces lois qui peuvent rendre service et aider le

gouvernement de la province à obtenir l'aide du fédéral?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Parce que le provincial et le fédéral peuvent s'entendre pour travailler ensemble, en dépit de ces lois, qui sont, en conséquence, inutiles. Mais les lois comportent un autre principe: celui d'autoriser les ministres de l'Agriculture, de la Colonisation et des Terres et Forêts à dépenser sans limite, sans l'autorisation de la Chambre. Nous voulons que cette disposition disparaisse avec les deux lois.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi abroger cette loi? C'est une bonne loi. Elle a permis de faire des ententes avec le fédéral pour l'aide à la jeunesse. Le ministre de la Justice du Canada, le très honorable Ernest Lapointe<sup>12</sup>, vient de déclarer que la protection des forêts doit être mieux organisée au Canada. C'est une invitation aux provinces à demander l'aide du fédéral et le gouvernement de Québec devrait en profiter. Il est nécessaire de protéger les forêts du Bas-du-Fleuve dans l'intérêt de la ville de Matane en particulier, et de toute la région.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le député de Matane peut être certain que nous ne perdrons pas d'occasion d'obtenir de l'aide du gouvernement fédéral.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le moment est mal choisi pour abroger la loi, alors que le fédéral poursuit une campagne en faveur de la protection de nos forêts.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Gaspé-Sud est de bonne foi, mais il y a deux principes dans la loi. L'un n'a pas besoin d'être énoncé. Nous avons déjà le droit de coopérer avec Ottawa. L'autre principe en jeu, et que nous voulons faire disparaître, c'est que la loi donnait au ministre des Terres et Forêts le droit de dépenser sans limite.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il y aurait moyen de faire pour cette loi ce qu'on a fait pour d'autres lois, c'est-à-dire de la maintenir dans les Statuts en décrétant que les montants nécessaires à son application seront votés annuellement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le budget m'autorise déjà à dépenser \$500,000 pour la conservation des forêts. Il n'y a pas lieu de demander par une loi la coopération d'Ottawa. Si des montants

sont à la disposition des provinces pour la protection des forêts, je saurai les trouver.

L'article 46 est adopté.

L'article 47 est adopté.

Les articles 9 et 11, suspendus précédemment, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 15 avril 1941

### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Contrôle budgétaire

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des terres et forêts

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>13</sup>:**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose: 1. Que la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44) soit modifiée en insérant, après l'article 5, le suivant:

"5a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder une réduction des droits de coupe aux concessionnaires qui effectuent, sous la direction d'ingénieurs forestiers, des travaux ou améliorations suivant les données de la sylviculture, pour assurer un meilleur aménagement et une exploitation plus rationnelle de la forêt. La réduction consentie ne doit pas dépasser le coût de la main-d'œuvre technique employée à exécuter de tels travaux ou améliorations."

Le projet permet de favoriser, par une réduction des droits de coupe, l'emploi d'ingénieurs forestiers pour les travaux sylvicoles dans les forêts affermées. De plus, l'un des principaux objets de cette loi est d'encourager l'application des principes de la sylviculture dans les concessions forestières. Le gouvernement paiera les honoraires des ingénieurs forestiers qui assureront la conservation de la forêt suivant les principes modernes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi repose sur un mauvais principe, parce qu'elle permet de payer des compagnies pour faire des travaux pour lesquels elles devraient payer elles-mêmes. Il est de mauvais principe de consentir des diminutions dans les taux de droits de coupe aux compagnies ou à certaines compagnies. On accordera des droits de coupe à des compagnies qui n'ont pas droit à ces faveurs.

En 1935, le gouvernement Taschereau a échangé une acre de terre déboisée pour deux acres et trois dixièmes de forêt magnifique avec la Brompton Pulp. Le gouvernement a accordé des privilèges exorbitants à la compagnie à l'instigation du major C. G. Power<sup>14</sup>, ministre actuel de l'Air et de M. S. L. de Carteret, sous-ministre. La province a perdu des centaines de milliers de dollars dans cette transaction.

L'ancien régime a fait preuve de négligence, ce qui a fait reculer nos forêts dans des proportions

effarantes. Pourquoi accorder des réductions de droit de coupe aux compagnies?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le gouvernement ne peut faire aucun cadeau aux compagnies parce que ces dernières ont déjà obtenu, dans le passé, des droits de coupe. Il s'agit de forêts louées. Leur rendement futur est dans l'intérêt de la province.

Lorsqu'il y aura reboisement, le bois n'appartiendra plus aux compagnies, mais à la province. Nous n'accorderons de réduction que pour le montant que représenteront les services des ingénieurs forestiers. Cela pourra nous coûter une vingtaine de milliers de dollars, et les compagnies elles-mêmes devront dépenser \$400,000.

Tout ce que nous voulons, c'est que les compagnies assurent la perpétuité des forêts en suivant les procédés modernes, leur montrant quand et comment faire de la coupe. Le gouvernement s'assurera ainsi de nouveaux droits de coupe. Sur les terrains reboisés, de nouveaux droits de coupe pourront être perçus. D'ailleurs, la province, avec sa politique sylvicole, ne paiera que pour la main-d'œuvre technique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, comme le ministre l'a dit, il en coûte \$2,000 par concession pour ces travaux de sylviculture, cela représente plusieurs milliers de dollars dont on devrait faire assumer la dépense par les compagnies. Celles-ci profitent de la fermeture des marchés de la Scandinavie et font de brillantes affaires. Depuis 1929, les baux constituent des concessions permanentes. On ne peut déplacer un concessionnaire s'il paie régulièrement ses droits. D'ailleurs, si les services d'un ingénieur ne doivent leur coûter qu'une bagatelle, pourquoi leur faire un cadeau? Elles sont capables de payer.

Procédons avec justice, mais avec fermeté. Les compagnies font de l'argent, et c'est le temps de les faire payer. Je crois qu'il y a actuellement surproduction de papier, ce qui sera désastreux pour les travailleurs en forêt et les compagnies. Nous préparons une nouvelle crise dans cette industrie. Comme autrefois, les "publishers" américains vont accumuler des stocks pour dicter ensuite leurs conditions. Quand nous étions au pouvoir, nous avons vu à stabiliser l'industrie.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** loue le ministre de l'introduction de ce projet de loi. Il est important que des ingénieurs forestiers enseignent aux



compagnies comment faire de la sylviculture, afin que nos ressources forestières ne soient pas détruites. Selon la jurisprudence, les concessionnaires ne sont pas propriétaires.

J'ai écouté avec intérêt la remarque du chef de l'opposition. Il a peur que l'exploitation de la forêt se fasse à un rythme dangereux. Mais si on reboise à mesure que l'on coupe le bois, où est le danger? Laisser la forêt exposée au feu, aux insectes, à tous les éléments dévastateurs, c'est une profonde erreur, car on n'en retire alors aucun bénéfice.

La forêt sera une source de revenus à perpétuité, pourvu qu'on l'exploite de façon normale. Or, la sylviculture ne peut se faire par le premier venu. Il faut des experts. Le gouvernement pose un acte qui va permettre enfin l'exploitation rationnelle de la forêt, suivant les principes de la sylviculture, sous la direction d'ingénieurs forestiers compétents.

Je voudrais qu'il existe en notre province une mentalité forestière, comparable à celle des pays scandinaves. Tel est le but de cette loi: créer cette mentalité. Et elle est tellement bonne que le chef de l'opposition, à la réflexion, félicitera le ministre de l'avoir présentée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'exploitation forestière a été mal faite dans la forêt. Il y a trop d'exemptions. C'est une mentalité québécoise qu'il faut créer. La province a des droits supérieurs à ceux des marchands de bois et de papier. Nous reconnaissons les mérites des ingénieurs forestiers, mais cela n'enlève pas les connaissances naturelles. Nous n'avons jamais eu d'exploitation rationnelle de la forêt.

On a déjà tenté de reboiser par avion. On avait oublié que les arbres poussent de bas en haut et non de haut en bas. Les pays scandinaves ont assez de sens pratique pour empêcher que la coupe de bois dépasse chaque année les possibilités de reboisement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Il y a, jusqu'à un certain point, un peu de vrai dans ce que vient de dire le chef de l'opposition. Le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) le reconnaît lui-même, dans ses observations fort justes. Il est vrai qu'on a coupé un peu à tort et à travers parce que nos ressources paraissaient inépuisables. Et nous voulons justement mettre fin à cette pratique; autrement, nous allons à la ruine de nos forêts. Mais ce n'est pas tout de diagnostiquer le mal: il faut, surtout, y apporter un remède. Ce remède, il est dans le projet que nous présentons.

Nous faisons certainement un pas dans la bonne voie avec cette loi. Nous voulons utiliser les services de nos ingénieurs forestiers pour améliorer l'exploitation de nos forêts. Il y a quelques mois, j'ai promis aux ingénieurs forestiers un montant annuel de \$10,000, afin de créer quatre ou cinq bourses qui leur permettront d'aller se spécialiser dans certaines universités américaines mondialement reconnues pour leur expertise et leurs cours hautement spécialisés en la matière. J'ai l'intention de demander à la Chambre de voter cette somme.

J'ai aussi promis \$15,000 à l'École forestière de Laval, soit le double de ce qui est accordé à l'institution locale, pour les mêmes fins à la session dernière. J'ai confiance qu'en dépensant \$25,000 par année, nous serons dans quelques années sur le même pied que les pays les mieux organisés au point de vue forestier.

Il est nécessaire de recourir aux services des ingénieurs forestiers. Ils vont sauver la forêt comme les agronomes ont sauvé l'agriculture. Les compagnies font quelque chose déjà. Ainsi, je sais que la compagnie de Chandler achète beaucoup de bois des colons et des cultivateurs, afin de ménager ses concessions forestières. Les ingénieurs forestiers peuvent être les artisans de l'amélioration que nous recherchons dans l'exploitation de nos richesses forestières. Aux États-Unis, il y a de bons ingénieurs forestiers, mais nos écoles en forment d'excellents aussi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aux États-Unis, on a dilapidé les forêts à un tel point que l'industrie papetière a été ruinée partiellement. C'est ce qui a attiré au Canada du capital pour fonder des usines à papier. Ce n'est pas la place, aux États-Unis. L'endroit par excellence pour étudier les meilleurs procédés de reboisement, c'est en Scandinavie.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Aux États-Unis, il y a des universités qui ont des écoles forestières tellement bien organisées, où l'on enseigne les méthodes les plus modernes de reboisement, que je serais heureux de pouvoir y envoyer un plus grand nombre de nos jeunes gens. Je ne pense pas que ce soit le temps d'envoyer nos jeunes gens dans les pays scandinaves.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je dois dire que le ministre a raison d'affirmer que la compagnie de Chandler préserve nos richesses forestières en achetant le bois des cultivateurs, plutôt que de faire une coupe raisonnée. Mais le gouvernement devrait exercer un meilleur contrôle et mettre les

compagnies à l'amende au besoin, si elles ne reboisent pas. Au lieu de faire un cadeau aux compagnies, on devrait imposer un droit de coupe supplémentaire aux compagnies qui négligeront d'avoir des ingénieurs forestiers pour diriger leurs activités sylvicoles. Bien que la mesure propose d'encourager l'embauche d'ingénieurs forestiers pour des travaux de sylviculture dans les forêts de location en réduisant les droits de coupe, rien dans le projet de loi n'empêche une compagnie d'embaucher un ingénieur et d'ensuite procéder à des coupes excessives.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) connaît-il une seule compagnie qui a planté un arbre dans la Gaspésie? Nous ne pouvons pas mettre à l'amende les compagnies qui n'ont pas fait de reboisement. Mais nous pouvons leur enseigner les bienfaits de la sylviculture en payant les honoraires des ingénieurs forestiers. Nous leur disons tout simplement: Si vous voulez améliorer votre propriété, qui est la nôtre, nous allons vous encourager en payant la main-d'œuvre technique. Tel est l'un des buts de la loi, une des meilleures qui aient été présentées en cette Chambre, et je demande à mes collègues de l'adopter.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis en faveur du reboisement, mais je ne partage pas l'opinion de ceux qui prétendent qu'il faut payer les compagnies pour leur faire faire leur devoir. Tout le monde est pour la conservation des forêts. Mais les forêts sont aux mains des grosses corporations et c'est à ces dernières que nous devons faire payer les moyens de conservation. Le ministre des Terres et Forêts, le chef de l'opposition et le député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Côté) l'ont admis: notre forêt a été gaspillée par les compagnies. Nous devrions dire aux compagnies de payer pour réparer leurs erreurs.

Sauf erreur, la première école forestière fondée en Amérique du Nord est celle de l'Université Laval. Pourquoi irions-nous chercher des experts aux États-Unis? Le \$10,000 serait mieux utilisé si on le donnait à Laval pour que cette université fasse venir des pays scandinaves, comme professeurs, des experts en exploitation forestière.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le principe ici est bon, mais mon honorable ami ignore-t-il qu'il y a une guerre de l'autre côté des mers? Nous aurons probablement quelques difficultés à faire venir des experts des pays scandinaves ici.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** réitère sa suggestion et enjoint le gouvernement de suivre son conseil. Je puis assurer au ministre que, si on me vote les sommes, je lui montrerai comment faire sortir d'Europe ces experts scandinaves en foresterie et les faire venir ici.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** On parle sans cesse de faire l'éducation de nos gens. J'en ai soupé de ces déclarations. Le temps est venu d'agir. Mais nous ne voulons pas agir comme le chef de l'opposition qui faisait payer les compagnies quand elles ne devaient rien.

Je ne crois plus aux grands discours sur la conservation de la forêt, mais je crois aux actes posés. Parler de la dilapidation des forêts et attaquer les compagnies, c'est très facile.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nommez cette compagnie.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Mon honorable ami sait à quoi je veux faire allusion. S'il désire des précisions, je les lui donnerai privément.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand nous étions au pouvoir, le gouvernement menait les compagnies. Aujourd'hui, c'est le contraire. Ce sont les compagnies qui mènent le gouvernement.

**Des députés ministériels protestent.**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le gouvernement est l'ami du capital et le protecteur de l'ouvrier.

(Applaudissements à droite)

Les centaines de mille dollars dépensés par les compagnies en travaux sylvicoles bénéficieront aussi aux ouvriers de chez nous.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Le ministre croit-il vraiment que les compagnies vont faire tout cela pour une pitance? Le ministre est un grand pêcheur, mais il ne prendra pas les compagnies avec cet hameçon.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le ministre n'est pas un grand pêcheur, mais il ne pêche pas au vote. Cette loi est inspirée uniquement par l'intérêt public.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** pose une question au sujet des arbres de Noël.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** L'an prochain, un arrêté ministériel fixera le diamètre des arbres à couper. Les abus que l'on a constatés dans le passé vont disparaître.

**M. Labbé (Mégantic)** discute le cas de certains colons de son comté et affirme que l'on a pillé les lots de la couronne dans son comté, cet hiver.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** promet de sévir si le député veut lui donner des précisions.

**M. Lapointe (Wolfe)** ajoute quelques mots. En 1936, 1937, 1938, des gens de Coleraine, Mégantic, ont fait chantier sur leurs lots, sans en demander la permission.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose:  
2. Que l'article 99b de ladite loi, décrété par l'article 2 de la loi 21 George V, chapitre 33, soit modifié en ajoutant, à la fin du premier alinéa, les mots suivants:

"Le volume peut être porté à trois cent mille pieds cubes lorsque les bois coupés sont destinés à être débités dans une scierie dont l'exploitation est économiquement nécessaire à une localité voisine."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi des terres et forêts consacre un principe dangereux. L'article 99 de la loi des terres et forêts consacre le principe que le domaine de la couronne, qui doit être conservé pour les générations futures, ne peut pas être aliéné, à moins qu'il y ait enchères publiques, avis dans les journaux, etc. Le gouvernement n'a que les pouvoirs d'un fiduciaire, et il ne peut céder les domaines de la couronne qu'en les offrant aux enchères publiques. En 1931, à la veille des élections, le gouvernement Taschereau a ajouté l'article 99a qui déroge à ce principe, en permettant au gouvernement d'aliéner, sans enchères publiques, jusqu'à 150,000 pieds cubes de bois à une seule personne. C'est là une dérogation ruineuse pour la province, et la vente en cabinet noir d'une quantité aussi importante de bois ne peut être que de nature à favoriser les amis du gouvernement au détriment du Trésor public.

Or, voici qu'on empire la loi en portant à 300,000 pieds cubes le volume que le gouvernement pourra aliéner de gré à gré. Le nombre de personnes n'est pas limité. Il peut y avoir 10, 20, 50 ou 100 personnes qui s'entendent pour acheter du gouvernement, sans enchères publiques, des parties

importantes du domaine public. Où vont aller nos richesses nationales? Ce n'est que par des enchères publiques que le gouvernement peut obtenir le meilleur prix. Cette loi est mauvaise. Les compagnies pourront faire demander des permis par leurs amis, et le chiffre de la coupe sera augmenté d'autant. Le gouvernement pourra émettre des permis spéciaux. Le département des Terres et Forêts sera libre d'accorder des réductions de droits de coupe ou de doubler la coupe de bois à des amis, de manière illimitée. L'amendement était bien mauvais.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition soulève une tempête dans un verre d'eau. J'ai parlé tout à l'heure de moulins moyens et non pas de grandes exploitations. Cette résolution n'a d'autre objet que celui de permettre aux industriels qui ne sont pas millionnaires de vivre de l'industrie forestière. C'est tout simplement pour encourager la petite industrie. À 300,000 pieds cubes par année, cela veut dire un petit moulin employant environ 25 hommes à l'usine pour le sciage du bois, et 75 hommes en forêt.

Ce n'est évidemment pas pour encourager les grosses industries. En vertu de la loi telle qu'amendée, le département des Terres et Forêts sera en mesure de stimuler les petites industries, tout en veillant aux opérations de reboisement sous la direction d'experts.

Le chef de l'opposition, qui a été ministre des Terres et Forêts, a parlé des permis spéciaux. Il a dit qu'il est contre les permis spéciaux. Pourtant, en 1938-1939, le gouvernement de l'Union nationale a accordé 106 permis spéciaux, dans le seul but de faire du patronage politique. En 1939-1940, le même gouvernement a accordé 178 permis spéciaux. En deux ans, le gouvernement qu'il dirigeait en a accordé 284. Et c'est le chef de ce gouvernement qui réclame aujourd'hui la disparition des permis spéciaux!

Je suis prêt à accepter les suggestions utiles qu'il voudra bien me faire, mais je refuse de prendre des vessies pour des lanternes. Avec le nouveau gouvernement, il n'y a plus de permis spéciaux pour la coupe du bois. Le gouvernement aura les pouvoirs requis pour l'établissement de réserves cantonales et de colonies forestières, même dans les localités où il ne se trouve plus de terres disponibles pour ces fins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de la loi du gouvernement, 15 à 20 personnes peuvent se mettre en société et obtenir pour chacune d'elles le privilège des 300,000 pieds cubes. C'est un pouvoir malsain que demande le gouvernement. On surprendra certainement sa bonne foi.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Si l'Union nationale a accordé des permis à 20 ou 50 personnes qui se faisaient les intermédiaires d'un seul moulin, c'est fini. Je ne permettrai pas que le même moulin obtienne plus de 300,000 pieds cubes. Cette disposition n'a d'autre but que celui d'aider la petite industrie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais la loi ne parle pas du tout de petits moulins! Le pouvoir qu'elle accorde est absolument général. Rien n'empêche les compagnies de faire agir des intermédiaires.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. Henri Roy, chef du service forestier, un de nos ingénieurs les plus compétents, a expliqué de quelle façon cette loi pourrait être appliquée. Actuellement, les petites industries sont incapables d'obtenir des concessions au moyen des enchères publiques, parce que les grosses compagnies, qui ont plus de capital, les étouffent. Je suis sûr que le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) remerciera le ministre de stimuler l'industrie du bois de sciage dans la province. Les coupes permises sont rationnelles et elles assurent la permanence de la forêt. "The King can do no wrong".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** "The King is in Ottawa and is always wrong!" Le domaine public ne peut être exproprié. Il faut conserver le système des enchères publiques.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je suis convaincu que l'honorable chef de l'opposition n'aurait jamais voulu nuire à la province et dilapider le patrimoine public.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose:  
3. Que l'article 110 de ladite loi soit modifié en ajoutant ce qui suit: "Les réserves forestières cantonales établies depuis le 9 mai 1941 sont inaliénables et aucun lot n'en peut être distrait si ce n'est pour des fins d'utilité publique pour lesquelles le droit d'expropriation est accordé."

Adopté.

4. Que l'article 111 de ladite loi soit modifié en remplaçant les deux derniers alinéas par les suivants:

"Les coupes ainsi vendues sont séparées et doivent former plusieurs blocs, suivant les prescriptions de la sylviculture. Nul ne peut, directement ou indirectement, obtenir plus d'un de ces blocs dans la même année.

"De plus, aucun permis ne peut être accordé à une même personne pour plus de quinze cordes de bois à pulpe ou mille pieds cubes de bois de sciage, et cela, seulement après distribution de coupes suffisantes pour les besoins domestiques des habitants du territoire pour lequel la réserve est établie.

"L'ensemble des permis de coupe accordés, pour chaque année, ne doit pas correspondre à une quantité supérieure à la productivité annuelle de la réserve."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien article était plus clair. Rien n'indique comment on établira ladite possibilité de reboisement annuel.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Des experts établiront, selon chaque réserve cantonale, ce que sera cette possibilité qui varie évidemment selon les lieux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose:  
5. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant, après l'article 114, les articles et le paragraphe suivants:

"114a. Lorsqu'il ne se trouve pas de terres de la couronne accessibles et disponibles pour une réserve forestière cantonale dont l'intérêt public exige l'établissement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Terres et Forêts à acquérir, à cette fin, des terres ou des permis de coupe, par achat, par échange, ou, à défaut d'entente avec le propriétaire ou concessionnaire, par expropriation.

"Au cas d'échange, le ministre peut accorder des permis de coupe renouvelables sur des terres de la couronne en retour de terres qui ont été concédées par semblables permis ou en propriété. Les permis ainsi accordés ont le même effet que ceux résultant d'une vente à l'enchère faite sous l'article 99.

"Les terres à recevoir, comme celles à donner en échange, doivent être préalablement inventoriées pour en déterminer les possibilités forestières. La valeur des concessions accordées ne doit pas être supérieure à celle des terres reçues en échange. Cette valeur doit être établie par les techniciens du département des Terres et Forêts."

*"3a. - Des réserves forestières spéciales*

"114b. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts, peut établir des réserves forestières spéciales pour les colonies forestières. Toutes les dispositions relatives

aux réserves cantonales s'appliquent à ces réserves, tant pour leur établissement que pour leur administration; mais le permis de coupe maximum par année, pour chaque colon établi dans une colonie de cette nature, est de soixante cordes de bois à pulpe ou de quatre mille pieds cubes de bois de sciage."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand j'étais premier ministre, une compagnie puissante est venue me trouver pour me demander d'échanger des lots qu'elle possédait pour de nouvelles limites, où elle établirait un moulin, en amendant la loi dans le sens de l'article. J'ai refusé. J'ai répondu à ces gens qu'il n'y avait qu'un moyen d'obtenir des terres de la couronne: s'en tenir à la loi générale des enchères publiques. Le projet que nous avons refusé me semblait désastreux. Aujourd'hui le ministre en présente un semblable.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** On me prête à tort des motifs injustes. Je reconnais qu'il n'y a jamais eu d'argent pour acheter. Je demande qu'on m'accorde la même mesure de confiance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En aucune façon, je n'ai attaqué l'honneur du ministre. Je lui signale simplement le danger de l'article. L'Anglo Pulp n'a-t-elle pas demandé au ministre de faire pareil échange?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Oui. L'Anglo Pulp me l'a demandé. J'ai refusé parce que je n'en avais pas le droit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a refusé, mais la loi lui donne le droit de faire exactement ce qu'il dit avoir refusé.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** La loi nous donne le droit d'accepter des échanges uniquement pour la création de réserves cantonales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux me faire donner alors le droit de faire ce qui m'a été impossible lors de la demande de l'Anglo Pulp.

**M. Lapointe (Wolfe)** dit quelques mots.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Dépôt de documents:

##### Développement minier

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 jusqu'au 10 février 1941, relativement au développement minier dans la province de Québec, aux facilités éducationnelles et aux travaux qui s'y rapportent. (Document de la session no 48)

##### Pont de la Rivière Ouelle

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 avril 1941, relatif à la production d'une copie de toute correspondance, contrats, listes de paye, concernant le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses départements, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, relativement à la construction du pont sur le bras de la Rivière Ouelle, côté ouest, Saint-Onésime, comté de Kamouraska, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1938 à date. (Document de la session no 49)

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Le débat sur le budget reprendra demain soir, ou jeudi au plus tard.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée un peu après 11 heures.

## NOTES

1. Il faisait un temps brumeux à Québec, ce qui fit dire au secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) en arrivant au Parlement vers midi: "On se croirait à Londres", selon *La Patrie* du 16 avril 1941, à la page 11.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Émile Boucher, selon *Le Canada* du 16 avril 1941, à la page 5.
3. Il fait allusion à un décret émis récemment par la CBC autorisant en temps d'élections certains privilèges de diffusion au premier ministre et au chef de l'opposition, selon *The Gazette* du 16 avril 1941, à la page 3.
4. Cet article concerne la loi de la mise en conserve des produits de la mer.
5. Cet article concerne les dépenses d'administration du crédit agricole.
6. Cet article concerne le paiement des frais de l'enquête de la Compagnie des tramways de Montréal.
7. Cet article concerne l'assurance-chômage et des frais à budgéter.
8. Cet article concerne les crédits pour la vente des produits agricoles.
9. La prime de \$0.02½ que doit payer le gouvernement de Québec permet aux producteurs de la province de recevoir \$0.19½ la livre pour le fromage expédié en Grande-Bretagne. Conformément à l'entente actuelle prise avec la Grande-Bretagne, le prix des ports de l'Est est de \$0.144. Il faut ajouter à cela \$0.006 qui provient du Trésor du dominion. Le fromage de catégorie 94 se qualifie pour une prime fédérale de \$0.02, alors que celui qui est classé 93 reçoit une prime de \$0.01. Le gouvernement ontarien a déjà décidé de payer une prime de \$0.02 sur le fromage, cette année, selon *The Gazette* du 16 avril 1941, à la page 1.
10. Cet article abroge une loi passée sous l'Union nationale qui promouvait l'agrandissement du domaine arable, selon *La Presse* du 16 avril 1941, à la page 8.
11. Cet article abroge une loi passée sous l'Union nationale qui favorisait le progrès de l'agriculture, de la colonisation et de la conservation du domaine forestier, selon *La Presse* du 16 avril 1941, à la page 8.
12. Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941. Il est rapidement reconnu comme le lieutenant de King au Québec et l'un de ses conseillers les plus prisés. Lorsque les libéraux reviennent au pouvoir en 1926, il est nommé ministre de la Justice (1926-1930) et secrétaire d'État (1926). Il est à nouveau nommé ministre de la Justice et procureur général (1935-1941) lorsque les libéraux remportent l'élection générale fédérale de 1935. En 1939, le respect à l'égard de Lapointe et sa garantie que le gouvernement libéral fédéral n'obligera pas les Canadiens à la conscription pour le service de guerre outre-mer aident à obtenir l'appui des Canadiens français à la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale.
13. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 16 avril 1941, à la page 5.
14. Charles Gavan Power (1888-1968). Député libéral de la circonscription fédérale de Québec-Ouest (1917-1955), ensuite nommé au Sénat. Gravement blessé durant la Première Guerre mondiale, il reçoit la Croix militaire pour sa bravoure contre l'ennemi. À partir de ce jour, il dénonce les officiers militaires de très haut rang. W. L. Mackenzie King le nomme ministre des Pensions et de la Santé nationale (1935-1939) ainsi que ministre des Postes (1939-1940). C'est toutefois comme ministre de la Défense aérienne nationale (1940-1944) qu'il se fait le plus remarquer. Il s'oppose à la conscription pour le service militaire outre-mer et, par conséquent, démissionne de son poste au cabinet en 1944.

## Première séance du mercredi 16 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Chemin entre  
Laprairie et la frontière

**M. Sauvé (Beauharnois):** Relativement au nouveau chemin public construit par la province de Québec entre Laprairie et la frontière des États-Unis:

1. Un nouveau pont a-t-il été construit, comme partie de cette route, au-dessus de la rivière Lacolle?

2. À qui le contrat a-t-il été accordé par le gouvernement?

3. À combien s'élève, pour la province, le coût total de ce pont et des travaux accessoires s'y rapportant?

4. Les dépenses faites, à date, à ce sujet ont-elles été payées par le gouvernement de la province?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui, soit le pont sur la rivière Lacolle, à Saint-Bernard.

2. À M. Omer Rinfret.

3. \$3,653.03.

4. Une somme de \$1,016.82 a été payée, la balance ne l'ayant pas été, du fait que les travaux de ce pont ne sont pas encore acceptés.

Employées de la  
Commission des liqueurs

**M. Gagnon (Matane):** À part les 2,260 femmes mariées, veuves ou jeunes filles que l'honorable trésorier provincial a mentionnées comme étant à l'emploi du gouvernement provincial ou des commissions et offices relevant de sa juridiction, et ce, dans ses réponses consignées aux procès-verbaux de cette Chambre en date du 18 mars et 1<sup>er</sup> avril 1941, combien de femmes mariées, veuves ou jeunes filles sont à l'emploi de la Commission des liqueurs et travaillent soit dans les bureaux, les magasins, entrepôts ou autres établissements de ladite Commission?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** District de Montréal: bureaux, entrepôts, magasins: 194; district de Québec: bureaux, entrepôts, magasins: 98; total de 292.

## Loi des terres et forêts

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose:

5. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant, après l'article 114, les articles et le paragraphe suivants:

"114a. Lorsqu'il ne se trouve pas de terres de la couronne accessibles et disponibles pour une réserve forestière cantonale dont l'intérêt public exige l'établissement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Terres et Forêts à acquérir, à cette fin, des terres ou des permis de coupe, par achat, par échange, ou, à défaut d'entente avec le propriétaire ou concessionnaire, par expropriation.

"Au cas d'échange, le ministre peut accorder des permis de coupe renouvelables sur des terres de la couronne en retour de terres qui ont été concédées par semblables permis ou en propriété. Les permis ainsi accordés ont le même effet que ceux résultant d'une vente à l'enchère faite sous l'article 99.

"Les terres à recevoir, comme celles à donner en échange, doivent être préalablement inventoriées pour en déterminer les possibilités forestières. La valeur des concessions accordées ne doit pas être supérieure à celle des terres reçues en échange. Cette valeur doit être établie par les techniciens du département des Terres et Forêts."

*"3a. - Des réserves forestières spéciales*

"114b. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts,

peut établir des réserves forestières spéciales pour les colonies forestières. Toutes les dispositions relatives aux réserves cantonales s'appliquent à ces réserves, tant pour leur établissement que pour leur administration; mais le permis de coupe maximum par année, pour chaque colon établi dans une colonie de cette nature, est de soixante cordes de bois à pulpe ou de quatre mille pieds cubes de bois de sciage."

Le comité continue l'étude de la cinquième résolution amorcée la veille.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Nous avons étudié deux des trois dispositions de la cinquième résolution hier soir. La troisième, la clause 114b, pourvoit à la création de réserves forestières cantonales. Dans ces réserves, les colons auront droit de couper, chaque année, 60 cordes de bois de pulpe ou 4,000 pieds cubes de bois de sciage. Cette disposition assurera au colon un revenu qui aidera à son établissement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'attire l'attention du ministre sur un prétendu pillage que feraient les colons dans les comtés de Matapédia, de Frontenac, du Témiscamingue, de Mégantic et dans diverses parties des Cantons-de-l'Est. Les colons ont droit à une quantité de bois qui puisse leur permettre de subvenir à leurs besoins, mais il n'est pas raisonnable de les laisser piller comme ils le font actuellement. Pour empirer les choses, cette situation est encouragée par des officiers du département des Terres et Forêts.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition peut-il me dire si ce pillage a été fait sur des terrains vacants ou sur des lots sous billet de location?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'en est fait dans les deux cas.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** S'il y a eu du pillage sur les terrains sous billet de location, l'affaire relève de la juridiction du département de la Colonisation. Si c'est sur les lots vacants, c'est au département des Terres et Forêts d'y voir. Que le chef de l'opposition m'envoie une copie des dénonciations qu'il a reçues et je m'empresserai d'étudier tous les cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il serait facile pour le ministre de faire vérifier tout cela.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Si le chef de l'opposition aime à entendre parler de pillage, je vais lui en parler un peu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est-il un expert?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Si l'expertise peut originer de l'expérience que j'ai eue dans le comté de Bonaventure, alors que mon honorable ami était premier ministre, je puis dire que je suis un expert. De prétendus pillages se seraient faits en Gaspésie, dans mon propre comté de Bonaventure, après qu'une quantité considérable de lots eussent été révoqués en faveur d'amis de l'Union nationale, sous les yeux des inspecteurs de colonisation. Je promets de mettre fin à tous les abus qui me seront signalés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancien régime libéral, un député ministériel a échangé des lots qui ne valent rien et qui étaient situés dans la paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévard, comté de Nicolet, privant celle-ci du montant des taxes qu'elle percevait sur ces lots pour de bonnes terres boisées. Cette transaction a rapporté à son auteur un montant de \$60,000.

**M. Gagnon (Matane):** Je prie le gouvernement de prendre des mesures énergiques, afin de sauver notre industrie forestière. Elle est sérieusement menacée par le déboisement intempestif. Dans une paroisse de mon comté, Sainte-Ursule, il s'est coupé des centaines de mille de pieds de bois, contrairement aux stipulations de la loi. L'an dernier, plus de 100,000 pieds cubes de bois auraient été coupés, contrairement à la loi, à la petite paroisse de colonisation de Sainte-Paula.

On est en train de ruiner les réserves forestières. M. Omer Lussier, expert en questions forestières, a fait une enquête approfondie dans la région du Bas-Saint-Laurent. Ses conclusions sont que l'avenir des usines établies dans cette partie de la province est en danger. Je suis en faveur de la colonisation, mais les réserves des compagnies du Bas-Saint-Laurent sont très petites. La compagnie Richardson, à Cap-Chat, dans le comté de Gaspé-Nord, l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) le sait, et la compagnie Price, à Matane, pourraient bien un jour être obligées de fermer leurs portes d'ici quelques années si des mesures énergiques ne sont pas prises immédiatement. Ce serait un désastre pour ces deux



endroits. La fermeture de l'usine Price voudrait dire que Matane, une ville de 5,000 âmes, en serait gravement atteinte et tomberait sous le secours direct. Cap-Chat est un village prospère qui souffrirait énormément d'une pareille situation.

Je mets en garde le gouvernement contre le danger de placer des colons sur des terres qui ne sont pas véritablement des terres arables.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a dit qu'il voulait encourager l'École de génie forestier et donner des bourses. L'idée est excellente et je l'en félicite. Je rends hommage aux professeurs de notre école de génie forestier mais, avec les petits octrois qu'ils ont obtenus, ils n'ont pu faire aussi bien et aussi vite que l'École des mines de l'Université Laval, qui compte une demi-douzaine de professeurs de réputation mondiale et dont l'inauguration officielle aura lieu dans deux semaines.

Mais, à quoi bon voter des octrois à l'École forestière de Laval pour assurer un haut enseignement forestier, si le gouvernement ne prend pas des mesures énergiques, afin de réaliser la conservation de nos forêts? Il est bien inutile de préparer des experts si nous ne faisons rien pour protéger le domaine forestier.

D'après certains experts, 12.5 % seulement du sol de la province est cultivable. Je ne veux pas poser en adversaire de la colonisation. Je déclare tout simplement que c'est une erreur de faire de la colonisation là où le terrain n'est pas propice à la colonisation.

M. Esdras Minville a fait une enquête dans Matane et Matapédia. Si le gouvernement décide de rendre public le rapport de M. Minville, on verra que l'industrie du Bas-Saint-Laurent n'en a plus que pour de brèves années à vivre. Dans Matapédia, les forêts ont à peu près disparu.

Il est temps de réagir. Si le ministre veut, par sa loi, protéger nos réserves forestières, il peut compter sur mon modeste appui. Je traite la question sans le moindre esprit de parti, car il faut absolument sauver les réserves forestières du Bas-Saint-Laurent. Il faut empêcher les gens de s'établir sur des terres qui ne sont pas cultivables.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 34 modifiant la loi des terres et forêts.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Commençons immédiatement l'étude du bill lui-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à coopérer. Il y a du bon dans les résolutions, mais nous ne pouvons tout approuver. Il y a du mauvais aussi. Je m'oppose tout spécialement à la clause qui permet l'échange de lots de gré à gré entre le gouvernement et les concessionnaires.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Renault (Beauce):** M. l'Orateur, je ne veux pas perdre l'occasion de dire à la Chambre avec quelle satisfaction cette loi va être accueillie par les électeurs de Beauce. J'en félicite l'honorable ministre des Terres et Forêts. Je félicite également l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain), qui a réclamé cette loi avec tant d'insistance. Ses louables efforts sont couronnés de succès et ses électeurs, j'en suis sûr, lui en garderont une profonde gratitude.

(Applaudissements à droite)

C'est une loi d'importance capitale. En facilitant l'organisation de réserves cantonales dans les régions qui en sont dépourvues, et en créant des réserves forestières spéciales au bénéfice des colonies particulières, le projet ne peut manquer d'améliorer les conditions d'existence de nos colons et de nos cultivateurs, en mettant à leur portée une richesse naturelle dont l'exploitation peut leur assurer, de façon régulière et constante, un revenu substantiel et nécessaire. Le projet de loi sera de nature à améliorer les conditions d'existence d'un certain nombre de colons et de petits cultivateurs.

Un des avantages de la loi sera d'assurer la solution d'un problème important: la régularisation de la rivière Chaudière, qui a été le théâtre de si nombreuses inondations au cours des années. Il a été prouvé que la gravité des inondations s'accroît par le déboisement des parties montagneuses des comtés du sud de la Beauce, de Dorchester et de Frontenac. L'amélioration des méthodes d'exploitation forestière sera un remède certain à cette situation, car il a été prouvé que l'amélioration des méthodes d'exploitation forestière a empêché les dommages causés par les inondations de s'aggraver davantage.

Dans les trois comtés, beaucoup de forêts ont été défrichées sans profit réel pour la population. Le défrichement a augmenté le danger des inondations, sans donner lieu à l'installation de cultures avantageuses et durables. Une enquête faite sur 90 fermes de la Beauce, que j'ai demandé de faire faire par un technicien agricole, a démontré que pour chaque vache laitière, il fallait une superficie en culture de plus de 10 arpents, plus trois arpents et un tiers de pâturages naturels, non labourés. Or, les fermes en question sont, au point de vue amélioration, supérieures à la moyenne.

La conclusion est que nos fermes sont incapables de produire plus de la demie du rendement normal et que nos pâturages sont improductifs, ou à peu près. Autant dire qu'il existe une forte proportion de terrains défrichés qui n'offrent aucune possibilité agricole avantageuse et qui, pour cela, devraient être reboisés. Mieux vaudrait, dans pareils cas, plutôt que de laisser la terre improductive, y refaire la forêt pour s'assurer dans l'avenir une récolte profitable de produits forestiers.

Notre système de colonisation devrait être modifié, de façon à mettre à la portée de nos défricheurs une plus large portion de nos richesses forestières. Trop souvent, nos gens ont coupé leur bois sans se soucier de l'avenir. On a exploité la forêt comme s'il s'était agi d'une mine, coupant tout et sacrifiant à un gain passager une richesse capable de durer et de conserver son utilité. Tout a été saccagé, pillé.

En face d'un tel état de choses, ne sommes-nous pas justifiables de nous demander si la formule de colonisation, la même depuis 150 ans, la même pour toutes les régions de la province, est bien celle qui devrait être appliquée chez nous? N'eût-il pas mieux valu avoir recours, depuis longtemps, à une formule à la fois forestière et agricole, de manière à éviter des empiètements regrettables? Il en serait résulté un domaine agricole mieux cultivé et nous aurions appris à notre population que la forêt aussi se cultive.

La loi à l'étude est de nature à orienter notre colonisation vers cette nouvelle formule d'établissements forestiers. Je suis en faveur de la création, chez nous, de forêts de communautés ou forêts communales. Ce terme sert à désigner des terrains boisés qui appartiennent à une ville, un village, un comté ou une autre subdivision politique de l'État, et sont administrés au bénéfice de la communauté. Ce système donne d'excellents résultats en Europe et aux États-Unis.

Le projet de loi devrait permettre l'organisation, chez nous, de ces forêts communales. Notre tempérament individualiste et notre habitude du laisser-faire ont permis aux monopoles de s'organiser. Une société permanente ne peut pas exister avec le principe du chacun pour soi ou par l'exploitation privée de ressources qui doivent rester la propriété du public.

La loi, à mon avis, aura les avantages suivants: elle permettra aux colonies forestières de s'installer et de se développer grâce à une exploitation rationnelle de la forêt située en marge des petites parcelles de terrains agricoles; elle contribuera à améliorer les conditions de vie, dans diverses régions de la province, d'un grand nombre de cultivateurs et de colons qui ne peuvent pas trouver dans leur région suffisamment de terres de bonne qualité pour vivre exclusivement de l'agriculture; elle assurera la conservation pour l'avenir de notre domaine boisé, qui sera exploité suivant les prescriptions de la sylviculture; elle permettra, par le développement de forêts communales ou régionales et par une reforestation plus intensive, de corriger les effets nocifs de défrichements trop considérables et imprévoyants; elle permettra enfin l'emploi de façon régulière de techniciens de la forêt et, conséquemment, se trouvera à ouvrir aux ingénieurs forestiers de nouveaux débouchés.

(Applaudissements à droite)

**M. Labbé (Mégantic):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1941-1942 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 3 avril courant, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier, à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Robinson (Brome):** M. l'Orateur, il me fait plaisir, en prenant part à ce débat, de commencer mes remarques en me servant de la langue française, qui est parlée par un grand nombre de mes électeurs.

Il fait ensuite l'éloge des représentants de Trois-Rivières (M. Duplessis) et du représentant de Matane (M. Gagnon).

Je suis heureux de déclarer que je ne me connais pas d'ennemi. Mes fonctions politiques m'obligent à croiser le fer avec des adversaires politiques, mais ils sont néanmoins mes amis. L'un d'eux est l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson). Mais je tiens à souligner que sur deux points nous nous entendons parfaitement: la nécessité pour tous et chacun de nous de faire en sorte que tous nos efforts tendent à gagner la guerre, et de créer une union sincère entre les deux grandes races, formant la majorité de notre pays, afin de faire de notre beau dominion du Canada un pays bilingue, dans toute l'acception du mot.

Tous ceux qui s'efforcent sincèrement à créer une meilleure compréhension entre nos deux grandes races, font une œuvre admirable. Il est évident que la majeure partie de la méfiance et de la suspicion qui existent entre nous est due à un manque de compréhension mutuelle. Pour travailler à cette meilleure entente entre nos deux races, il faut y apporter une entière sincérité, et non pas y mêler de la politique. Le manque de sincérité n'est pas particulier aux hommes d'État ou aux politiciens. Les hommes dans la vie publique sont en règle générale critiqués sévèrement par leurs compatriotes, et il se peut que, dans nombre de cas, cette critique soit fondée.

Mais je crois cependant que l'égoïsme et le manque total de charité humaine et de sincérité qu'on a vus dans le passé, et moins aujourd'hui, chez les prétendus gros hommes d'affaires, sont plus largement responsables des difficultés mondiales et doivent être plus durement dénoncés que chez le politicien. Combien de fois n'avons-nous pas entendu le prétendu gros homme d'affaires, dans les clubs ou les places publiques, critiquer gouvernements et politiciens, alors qu'eux-mêmes ne pouvaient rien offrir pour améliorer la situation? Dans certains cas, particulièrement chez les Anglais, ils ne prennent même pas la peine de voter.

Parfois, nos frères de langue française accusent les Anglais de contrôler les gros intérêts financiers dans la province de Québec, alors que la chose peut être due, ainsi que d'autres députés l'ont dit dans cette Chambre, au manque de préparation aux affaires de leur part. De même, certains de nos compatriotes anglais se plaignent de n'être pas mieux représentés dans la vie politique de cette province; mais la majorité des Anglais cultivés, éduqués et qualifiés, ne s'occupent pas de politique et, comme

je l'ai déjà dit, ne prennent même pas la peine de voter. Alors comment peuvent-ils se plaindre à juste titre de n'être pas représentés comme ils le désirent?

Ce sentiment de méfiance peut être dû dans certains cas isolés à l'ignorance mais, de façon générale, il provient du fait que, pour quelque raison, nous sommes incapables ou nous refusons de voir le point de vue des autres. Il n'est pas possible que deux races différentes puissent vivre en harmonie, côte à côte, à moins qu'elles ne veuillent reconnaître et comprendre le point de vue l'une de l'autre. Il n'y a pas deux races semblables. Chacune a des coutumes, une langue et une religion différentes.

Je ne voudrais rien y changer parce que je sens qu'elles peuvent s'entraider, chacune possédant des avantages que l'autre n'a pas. La sincérité a peut-être moins manqué chez les politiciens que chez certains gros hommes d'affaires. Ce dont le monde a le plus besoin à présent, c'est la bonté et la sincérité, la sincérité et l'honnêteté envers soi-même et envers les autres.

Au sujet du bilinguisme, on a dit, et il convient de le répéter, que pour créer une meilleure compréhension envers nos deux races, il est essentiel que chaque race étudie la langue de l'autre et s'efforce de comprendre le point de vue de l'autre. Il convient de féliciter le premier ministre et le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) pour leurs discours sur ce sujet. Ils ont déclenché un très bon mouvement, qui aurait dû venir plus tôt, à mon avis, pour faire du Canada un pays bilingue.

Je ne prétends pas pour un instant que cette tentative d'enseigner la langue anglaise dans les écoles françaises est suffisante. Je crois qu'il aurait dû y avoir une réforme dans le système actuellement en vigueur dans les écoles anglaises. La population de langue anglaise a besoin d'une instruction plus ordonnée et plus complète de la langue française, si elle veut apprécier le point de vue de ceux qui parlent français. Qu'on le réalise ou non, le langage est un de nos plus grands problèmes pour le bien-être futur de notre pays. Nous devrions commencer, maintenant et sincèrement, à faire de ce pays un pays vraiment bilingue.

Pour cela, il faut que tous y mettent de la sincérité. Il ne peut y avoir de discrédit à ce qu'un Français parle l'anglais. Au contraire, chacun prendra à l'autre quelque chose qui lui sera d'une valeur précieuse, tant au point de vue des affaires qu'au point de vue éducationnel, ce qui est encore plus important. Nos frères de langue française nous critiquent souvent, nous les Anglais, de ne pas parler plus couramment leur langue. Mais je voudrais

signaler qu'il est parfois beaucoup plus difficile pour une personne de langue anglaise d'apprendre la langue française que ce l'est pour une personne de langue française d'apprendre l'anglais. Vous admettez avec moi qu'il arrive bien souvent que, lorsqu'un anglophone essaie de parler en français, son frère de langue française lui réponde en anglais si, après deux ou trois tentatives, par suite de sa timidité naturelle il abandonne ses efforts. Le résultat est que tous les deux parlent anglais.

Il est un autre point de vue auquel j'attache beaucoup d'importance: c'est la façon dont nous nous intitulos. Nous devrions cesser de nous appeler Canadiens français et Canadiens anglais. À mon avis, le nom de Canadiens devrait suffire à tout le monde. Nous devrions apprendre les deux langues. J'espère que le jour n'est pas éloigné où nous n'entendrons plus parler de Canadiens français ou de Canadiens anglais.

Je demande aux Canadiens du Québec de conserver à leur province son visage français et ses coutumes françaises, pour que les touristes trouvent chez eux non pas un américanisme frelaté, mais quelque chose de différent par quoi ils seront charmés et séduits. Il est maintenant temps pour le gouvernement de consacrer toutes ses énergies à attirer les touristes américains au Québec, la terre par excellence pour les vacances.

Nous arriverons bientôt à cette époque de l'année où notre pays offre le plus d'attrait au tourisme américain. Déjà, nous constatons que des gens à courte vue essaient de changer leurs coutumes françaises pour des choses qui, d'après eux, attireront le touriste américain. Or, est-il quelque chose de moins intéressant que de voir, comme c'est malheureusement le cas en trop d'endroits, chaque côté du chemin couvert de drapeaux et de fanions américains, sans que l'on puisse apercevoir un seul drapeau canadien en évidence? Nous sommes à la veille de la saison du tourisme. Il faut faire disparaître les enseignes où on peut lire: "We sell hot-dogs and american ice cream."

Comment les Américains peuvent-ils se croire en pays français en lisant de pareilles choses? Ce que le touriste américain vient chercher dans notre province, c'est surtout son caractère français, ce quelque chose de différent qu'il ne peut trouver chez lui.

Il arrive ainsi que le touriste américain sente qu'il ne se trouve plus dans un pays nouveau, mais qu'il se retrouve dans le même entourage qu'il a quitté pour tâcher de trouver quelque chose de neuf. Il en résulte que le touriste perd inévitablement

l'intérêt et l'enthousiasme qu'il pourrait ressentir pour notre pays. Le touriste est venu au Canada français pour le seul intérêt de voir quelque chose de différent, de voir et d'entendre des choses différentes de celles qu'il voit et entend dans son propre pays.

Le plus grand charme que notre province présente au touriste réside dans nos vieilles coutumes, nos habitudes et notre langue française. Parlez au touriste américain en anglais si vous le voulez, mais n'allez pas l'annoncer, parce que toute personne de langue anglaise est très flattée si elle connaît quelques mots de français et si elle peut se faire comprendre dans cette langue. Est-il rien de plus beau que de voir, comme cela arrive parfois, un vieux couple dans une campagne qui n'a pas été gâtée par les sottises fantaisistes dues aux gens du vingtième siècle!

À propos du tourisme, je veux dire que, dans mon comté, nous avons des hôtels qui ne le cèdent en rien à ceux des autres pays. Si le gouvernement adopte la nouvelle loi des liqueurs que l'on a annoncée, ces gens ne pourront plus vivre. On n'obtiendra rien de l'homme contre sa volonté. Le gouvernement devrait faire l'éducation du peuple et retarder les amendements à la loi des liqueurs.

Le député de Matane (M. Gagnon) a longuement discuté du budget. Je suis heureux de dire que le discours du trésorier, cette année, a été plus conforme aux faits que celui qu'il a prononcé lors de son arrivée au pouvoir. Je ne comprends pas, cependant, que le gouvernement ait abandonné la politique de M. Taschereau sur la canalisation du Saint-Laurent et pourquoi il a manqué à son devoir d'assurer l'avenir économique de la province de Québec.

Les chefs libéraux n'ont donné aucune bonne raison pour se départir de la politique suivie en la matière par M. Taschereau. Ils n'ont pas dit pourquoi l'on doit céder pour un plat de lentilles l'une des plus grandes ressources naturelles que possède le Canada français.

Le fait que le peuple américain et le président Roosevelt désirent la réalisation de ce projet n'est pas une raison pour consentir à ce marché unilatéral en avantages. Quelle justification peut donner le gouvernement King à Ottawa pour dépenser d'énormes sommes d'argent dans des projets comme la voie maritime du Saint-Laurent, la construction d'un terminal à Montréal et d'autres développements de même nature? Peut-être ces projets sont très bien et peuvent être nécessaires dans l'avenir. Ils fourniront du travail après la guerre pour contrer le chômage. Mais, en ce moment, ils ne sont pas nécessaires.

Même si le président des États-Unis désire la canalisation du Saint-Laurent, cela ne signifie pas nécessairement que le Canada doit l'accepter. Nous devrions être aussi pratiques que les Américains dans la protection de nos propres intérêts. J'ai été informé qu'il y a des financiers intéressés dans les compagnies d'électricité qui favorisent la canalisation. La raison en est peut-être qu'ils détiennent des actions de la Beauharnois. Si certains intérêts financiers importants désirent l'achat de la Beauharnois, c'est qu'ils désirent se débarrasser de stocks qu'ils trouvent non profitables ou onéreux. Le gouvernement fédéral impose d'énormes taxes en donnant comme raison qu'il faut poursuivre la guerre, alors qu'il veut employer une bonne partie de cet argent à des projets comme le creusage du Saint-Laurent. Je crois fermement que l'industrie doit être protégée et qu'une taxation raisonnable doit être imposée, mais, en même temps, je pense que l'industrie doit rencontrer ses obligations en gérant ses entreprises, autant dans l'intérêt du public que pour le sien. Lorsque je parle ainsi, j'ai en mémoire une certaine compagnie d'utilité publique de mon comté.

Cette compagnie a actuellement et a toujours maintenu des tarifs élevés. L'été dernier, cette compagnie n'a pas pris en compte le bien-être de la communauté lorsqu'elle a refusé de réparer un barrage qui se trouve dans une condition pitoyable; si ce barrage s'effondre complètement, le lac Brome, un des plus beaux lacs de la province de Québec, sera complètement ruiné. Le coût total des réparations se situe à \$5,600, mais la compagnie refuse de le réparer parce qu'en ce moment elle n'utilise pas son pouvoir.

Les adversaires politiques du chef de l'opposition, en dépit de leurs critiques, ont tous dû reconnaître sa parfaite probité et sa sincérité. Il est facile de jongler avec les chiffres et prouver apparemment que deux et deux font cinq. Mais ce qui intéresse le contribuable, c'est de savoir combien l'on a dépensé et ce que l'on a accompli avec l'argent dépensé. Le trésorier provincial a donné un exemple typique de jonglerie dans son discours sur la canalisation du Saint-Laurent en citant des chiffres quant au coût éventuel, que personne ne peut sensément accepter. Il a cité Mathusalem comme un expert, mais on me permettra de dire que même Mathusalem, avec son expérience et les tribulations qu'il a dû traverser à tenir ses comptes avec ses nombreuses épouses, n'aurait pas pu approuver les déclarations du trésorier quant au développement du Saint-Laurent. Il est difficile pour une personne intelligente d'évaluer la viabilité ou le caractère

raisonnable de la méthode de taxation qui est imposée à la population de la province de Québec. Personne ne se soucie des taxes qui sont imposées si l'argent qu'on en retire est dépensé pour la conduite de la guerre, mais les citoyens qui ont déjà de la difficulté à gagner leur vie ne se réjouissent pas des taxes additionnelles qu'on leur impose à des fins autres que la conduite de la guerre.

Les orateurs de la droite ont accusé le gouvernement de l'Union nationale d'avoir dépensé trop d'argent. Je leur répondrai en citant le témoignage d'un économiste qui a dit que l'Union nationale avait assuré, en trois ans, des réformes économiques et sociales plus considérables que celles de nos adversaires en 40 ans. Si l'Union nationale a dépensé de l'argent, elle a au moins eu le courage de mettre sur pied des réformes sociales plus que nécessaires. Il donne la liste des travaux publics accomplis par le gouvernement précédent. Ces travaux ont été utiles non pas seulement pour le public en général, continue-t-il, mais ils ont contribué à soulager le chômage.

Il est vrai que le gouvernement Duplessis a dépensé pendant trois ans \$38,000,000 pour la construction des routes. Jamais il n'y a eu autant d'argent de dépensé pour un programme de construction de routes. C'était le meilleur investissement qui pouvait être fait. Il est parfaitement incompréhensible, pour quelque personne intelligente qui soit, de penser pourquoi les hommes publics, pendant si longtemps, ont laissé la province si arriérée dans le domaine de la construction des routes, lorsque, partout dans le monde, la construction des routes est perçue comme le facteur le plus important du développement d'un pays.

Je félicite le gouvernement de l'Union nationale d'avoir mis de l'ordre dans la construction du réseau routier de la province. La preuve que ce fut une excellente politique, c'est que le gouvernement actuel doit la continuer.

Aucun gouvernement provincial n'a traité la minorité anglaise avec plus de justice que ne l'a fait l'Union nationale, et les sommes considérables données notamment aux institutions de charité et d'éducation anglaise en sont la preuve. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) est, a toujours été et sera toujours un ami sincère de la minorité anglaise. Naturellement, il s'intéresse aussi à son propre peuple et, en premier lieu, à sa province. Mais je ne serais pas membre de son parti cinq minutes de plus si je n'avais pas le sentiment qu'il est l'ami sincère et honnête du peuple anglais, mon peuple.

(Applaudissements à gauche)

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):**

M. l'Orateur, le 24 juin 1940, le haut commandement allemand livrait à la presse et au monde un communiqué d'Hitler qui disait qu'à l'Ouest, la guerre était terminée. Au même moment, Mussolini se ruait sur la France, mais cette dernière était déjà vaincue. Les hommes de Vichy croyaient que la Grande-Bretagne elle-même serait battue. Un an s'est passé. Les Allemands doivent se battre sur un terrain nouveau. L'Italie est humiliée à jamais. La France relève fièrement la tête, bien qu'elle soit sous le joug allemand. Il est à son honneur qu'elle refuse de combattre ses anciens alliés. Les États-Unis sont l'arsenal des démocraties. Les Grecs et les Yougoslaves préfèrent mourir que de se livrer à un ennemi implacable.

Au Canada, d'un océan à l'autre, nous n'avons qu'une pensée: vaincre la barbarie. La présente guerre mondiale se terminera par la victoire des pays britanniques. Et nous vaincrons, M. l'Orateur, car la justice et l'honneur sont de notre côté.

(Applaudissements à droite)

Malgré ces temps d'épreuve, notre pays connaît en ce moment une prospérité extraordinaire comme celle de 1914 à 1918. Mais c'est une prospérité passagère, factice. L'expérience du passé doit nous rendre prévoyants. Nous devons craindre l'avenir. Il faut s'attendre à une autre crise économique terrible. L'Angleterre, malgré tous les soucis que lui cause la guerre, n'a pas craint de fonder un Bureau de relèvement économique et social en pleine guerre, parce qu'elle songe à l'après-guerre. Ottawa a fait de même et il faut l'en féliciter. Je me permets de suggérer au gouvernement de cette province de prendre immédiatement des mesures, grâce à une législation prévoyante, pour mâter les tristes effets d'une crise semblable à celle que nous avons eue après la dernière guerre.

Le chômage nous a gravement affectés. Il a été le mal le plus funeste, le plus déprimant pour la nation canadienne. Il n'a nullement sa raison d'être dans un pays comme le nôtre. Un petit peuple comme le nôtre a souffert de la faim et du logement. Les individus et les gouvernements ont été acculés à la porte de la banqueroute. Comment un pays comme le nôtre, immense, neuf, riche en ressources naturelles de toutes sortes qui peuvent nourrir des millions d'habitants, n'a-t-il pu nourrir des poignées d'hommes? Notre terre a donné à profusion des céréales et des légumes et, pourtant, combien de familles n'en ont-elles pas été privées? Le lait, si nécessaire à la jeunesse, a manqué sur plusieurs tables.

Il n'y a pas de raison pour que notre peuple manque de nourriture et du strict nécessaire. On devrait donner à chaque homme l'opportunité de gagner décemment sa vie. En ces dernières années, on a vu apparaître le "dole": une miette de pain. Je me demande si cette mesure n'a pas été inventée pour avilir notre race et rendre esclave une population noble, fière et laborieuse. Des quantités considérables de vivres ont été détruites afin de produire la rareté.

Le trust aime mieux détruire que de voir baisser les prix. Qu'avons-nous vu à ce moment? Il a payé des cultivateurs pour les empêcher d'ensemencer leurs terres. Des quantités colossales de viande sont restées dans les entrepôts frigorifiques. Des exploiters sans cœur et des voleurs, des marchands de charbon se sont fait payer des primes sur le charbon qui entrait au pays et vendaient le combustible à des prix exorbitants. Le fait a été prouvé par l'enquête d'Ottawa sur le charbon et les voleurs n'ont pas été punis.

Des magasins à rayons, qui faisaient travailler leurs employés de façon ignoble jusqu'à épuisement, leur payaient des salaires de famine. Des compagnies de services publics, qui avaient augmenté leurs taux d'électricité et de téléphone pendant la Grande Guerre, numéros un à l'époque de la prospérité, refusaient de réduire leurs taux pendant la crise. À Montréal, le trust de l'immeuble s'est fait payer grassement 5 % par la Commission du chômage, et il a encore trouvé le moyen d'arracher de force \$4 à \$5 par mois sur la faible pitance des chômeurs.

Il y a eu les enquêtes Stevens<sup>3</sup>, les enquêtes sur le charbon, sur le textile. Elles ont montré des choses affreuses. Personne n'a été puni. Ce n'est pas la Providence, ce n'est pas le sol qui ont fait défaut depuis le début de la crise en 1929. La faute en revient à certains gouvernements qui se laissaient dominer par les puissances d'argent. Ce sont des gouvernements assez énergiques pour mater le trust. On a laissé le capital-argent primer le capital humain. Le trust et le trust seul, dans ce pays et cette province, a été la cause du chômage.

Après la guerre actuelle, il ne faut plus que le chômage réapparaisse. Il ne faut pas que le peuple manque de vivres, de logements, de vêtements, de travail. Il faut que le capital et le travail s'unissent, s'entendent sur un plan nouveau. Il faut que le capital et le travail comprennent qu'ils ont des obligations. Il faut respecter et se soumettre au précepte divin: "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front." Mais pas sous le joug des trusts. Il faut se débarrasser de la gangrène des trusts, pour qu'après la guerre le peuple puisse vivre dans la liberté et la prospérité.

Aussi, M. l'Orateur, ai-je des compliments à offrir à l'honorable premier ministre de cette province pour l'orientation qu'il a donnée à la politique provinciale. Car sa politique nous prépare pour l'après-guerre: étatisation de l'électricité, réforme de l'enseignement, encouragement à la petite industrie, l'assurance-chômage, budget équilibré, subsides pour l'éducation portés à \$6,000,000, encouragement aux jeunes, etc.

Je n'ai pas à énumérer tout le programme que le chef du gouvernement est à mettre à exécution. La province le connaît et a confiance. Il semble que toute la politique du premier ministre converge vers la libération économique de notre peuple.

En terminant, j'insiste de nouveau sur ma suggestion. Après la Grande Guerre, il y a danger d'une grande crise économique. Le gouvernement devrait avoir un bureau d'experts, d'économistes, d'ouvriers, de capitalistes, de financiers, d'agriculteurs, dans tous les domaines de l'activité humaine, qui étudieraient ensemble les moyens à prendre pour empêcher le renouvellement d'une terrible situation que nous avons connue après la dernière guerre et que nous déplorons tous.

(Applaudissements à droite)

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 127 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal.

#### Office du crédit agricole

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>4</sup>:

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose:

[[1. Que, suivant l'article 8 de la loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3), modifié par l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 32, l'article 2 de la loi 2 George VI, chapitre 2, l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 29 et l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 6, et de nouveau modifié par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'Office du crédit agricole du Québec pourra emprunter par émission d'obligations ou autrement jusqu'à concurrence de quarante-six millions de dollars;]]

2. Que, suivant l'article 34a de ladite loi, décrété par l'article 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il déterminera:

a. de modifier les honoraires accordés par leur tarif aux régistateurs qui ne sont pas à traitement fixe;

b. de suspendre l'application du tarif des régistateurs lorsque ceux-ci sont à traitement fixe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a établi le crédit agricole dans la province de Québec. Le Parti libéral a toujours été contre le crédit agricole. Il se dit maintenant en faveur. Le gouvernement est converti à l'idée du crédit agricole, mais c'est une conversion tardive, au moment de l'agonie. Je me souviens du jour où le premier ministre se déclarait, avec son parti, contre la création d'un crédit agricole provincial. Aujourd'hui, le premier ministre est obligé de marcher sur les brisées de l'Union nationale.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Après avoir brisé l'Union nationale...

(Applaudissements et rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons comme premier ministre, temporairement, l'homme qui disait que le prêt agricole, ça n'avait pas de bon sens, que les cultivateurs avaient trop de crédit. On porte à \$45,000,000 le montant mis à la disposition de l'Office. Mais le gouvernement actuel se trouve à n'avoir donné que \$11,000,000 au crédit agricole,

alors que nous, nous avons donné \$35,000,000. De plus, on change les conditions de paiement. On vient de changer le taux d'intérêt et de l'amortissement. Il faudra rembourser en 25 ans. On impose aux cultivateurs des conditions tellement onéreuses que le prêt fédéral est devenu plus avantageux que le prêt provincial. Le prêt fédéral coûte 5.20 % d'intérêt et d'amortissement, alors que le prêt provincial coûtera désormais 5.71 %.

Ces conditions sont telles que les cultivateurs ne voudront plus emprunter en vertu du système provincial. La guerre aggrave les conditions économiques. Tout le monde admet qu'elle sera suivie d'une crise. C'est à cette époque pénible que le gouvernement impose des conditions plus dures aux cultivateurs. N'est-ce pas la preuve que le gouvernement ne veut pas du crédit agricole? D'ailleurs, les avis qu'on donne aux cultivateurs laissent entendre que l'on préfère qu'ils empruntent du fédéral. Pourquoi ces changements dans le système provincial?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Longs applaudissements) M. le président, le chef de l'opposition a dit que j'avais toujours été opposé à la création d'un crédit agricole provincial. Je n'ai jamais eu honte de mon attitude au sujet du crédit agricole. Je ne me suis jamais opposé à une politique qui favorisait des prêts nécessaires aux cultivateurs. Mais, comme nous avons un crédit agricole fédéral, nous avons cru, dans le temps, nous de ce côté-ci de la Chambre, en songeant à l'intérêt des contribuables qui paient, qu'il valait mieux améliorer le crédit agricole qui existait que d'en créer un nouveau à côté. Je n'ai pas changé d'idée. Si j'avais encore le choix aujourd'hui, je maintiendrais la même attitude. J'améliorerais le système fédéral plutôt que de créer un second système de crédit, à côté du premier. Et je suis sûr que les cultivateurs de ma province m'approuvent.

Quand un cultivateur commence à creuser un puits, si, à 20 pieds il n'obtient pas la quantité d'eau qu'il espérait obtenir, il ne remplit pas celui-là pour creuser un second puits à côté. Il creuse deux ou quelques pieds de plus et il a alors la quantité d'eau dont il a besoin. Voilà un exemple frappant, il me semble. C'est parce que les cultivateurs raisonnent avec ce gros bon sens qu'ils m'ont approuvé et m'approuvent encore.

Nous avons le prêt fédéral, créé à même l'argent des contribuables de la province de Québec comme des contribuables des autres provinces. Nous avons amélioré le crédit agricole fédéral. Pourquoi créer un autre système encore à même l'argent des contribuables de la province de Québec? Nous

avons proposé de payer 1 % de plus pour le remboursement et de payer les frais de toutes les recherches de titres. Les cultivateurs auraient eu l'argent à 4 %, intérêt et amortissement compris, tous les frais de recherche étant payés, et il n'en aurait coûté à la province de Québec qu'un quart de ce qu'il lui en coûte aujourd'hui.

Mais un gouvernement est venu après nous, qui a créé un crédit agricole provincial. Nous ne sommes pas des destructeurs et nous continuons la politique qui a été commencée en cherchant à l'améliorer. Nous maintenons cette institution, mais en tenant compte des meilleurs intérêts de la province. L'an dernier, nous avons avancé \$6,000,000 de plus au crédit provincial. Cette année, nous nous proposons d'avancer \$5,000,000 de plus.

On nous reproche d'avoir modifié les conditions de prêts. Le taux d'intérêt sera de 3 %. Pourquoi, demande le chef de l'opposition, qui ajoute que l'Union nationale ne chargeait que 2½ %. Le gouvernement actuel est plus généreux que l'Union nationale en prêtant à 3 %, car le prix de l'argent a augmenté considérablement, beaucoup plus qu'un ½ %. Nous payons plus de 1 % de plus en intérêt sur les sommes empruntées que ne payait l'ancien gouvernement au moment où le système provincial de prêt a été créé.

Nous avons transformé le prêt provincial, de façon que les conditions offertes soient à peu près équivalentes à celles du prêt fédéral. Le taux d'intérêt du crédit agricole sera désormais le même à Ottawa et à Québec. Le taux d'intérêt est le même et le taux de l'amortissement est aussi le même, bien qu'il soit calculé différemment. Le présent gouvernement fait aux cultivateurs un cadeau beaucoup plus considérable.

Nous avons voulu rendre les deux systèmes équivalents. La raison est que nous voulons que nos cultivateurs empruntent le plus possible d'Ottawa. Nous voulons qu'Ottawa fasse quelque chose pour les cultivateurs de la province de Québec. L'opposition se plaint à tout propos que le gouvernement ne fait pas assez pour les cultivateurs de la province de Québec. Nous donnons à ces derniers, en les aidant, l'occasion d'amener dans la province de l'argent du fédéral. Les cultivateurs aiment autant emprunter à Ottawa qu'à Québec, du moment que les conditions sont les mêmes. Si nous prêtons \$6,000,000 et si Ottawa prête en même temps \$6,000,000, n'est-ce pas là une politique avantageuse? Voilà pourquoi nous voulons que les conditions soient les mêmes aux deux crédits. Comme il est 6 heures, je propose l'ajournement du débat.

(Applaudissements à droite)



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

**Remboursement de droits:**

**Louis Cohen**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), que les honoraires payés par les promoteurs du bill 129 changeant le nom de famille de Louis Cohen *et al.* en celui de Mescon leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Adopté.

**Association  
des chiropraticiens**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine), que les honoraires payés par les promoteurs du bill 113 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 16 avril 1941****Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 8 h 30<sup>5</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>6</sup>!

**Office  
du crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le projet de résolutions relatives au bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec.

**En comité:**

Le comité poursuit l'étude des résolutions<sup>7</sup>.

**M. Gagnon (Matane):** M. le président, le premier ministre a comparé les deux crédits agricoles d'Ottawa et de Québec cet après-midi, et il a dit qu'il voulait qu'ils soient absolument semblables. Mais le crédit fédéral n'a jamais été fait pour nos cultivateurs, et c'est pourquoi le chef de l'opposition s'est conduit en véritable homme d'État en créant un crédit provincial.

Le prêt fédéral ne satisfait pas aux besoins de la province de Québec. À ceux qui me reprochent de n'avoir pas eu la même attitude à Ottawa qu'à Québec sur la même question, j'ai dit en 1935, comme aujourd'hui, que le prêt fédéral n'était pas aussi avantageux qu'un prêt provincial pour Québec. J'ai rendu hommage au Parti libéral, qui a créé le prêt agricole, mais j'ai dit qu'il ne correspondait pas à nos besoins.

Sous l'Union nationale, le crédit provincial a fait 14,500 prêts. Le premier ministre est un "gentleman-farmer". Tous ses collègues de la droite le reconnaissent comme un "gentleman" et je souscris avec plaisir à cette opinion. On sait, de plus, qu'il est un cultivateur émérite.

(Applaudissements à droite)

Je l'ai connu lorsqu'il était professeur à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Il devrait reconnaître que le crédit provincial est bien supérieur au crédit fédéral. Le premier ministre avait promis de donner une loi bien meilleure que celle de l'Union nationale. Cette loi, ce fut celle du nantissement agricole, qui permet aux cultivateurs d'emprunter sur leur roulant. Je voudrais bien savoir combien de cultivateurs en ont pris avantage. Le premier ministre pourrait-il nous dire si un grand nombre de cultivateurs se sont prévalus de cette loi depuis le mois de juin 1940?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, vous me permettrez tout d'abord de m'éloigner pendant quelques moments du débat pour parler d'un événement que les œillets que nous portons à la boutonnière vous ont fait deviner. Le chef de l'opposition célèbre son anniversaire de naissance. Je veux lui offrir, au nom de la droite, nos meilleurs souhaits.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition est sans conteste un avocat de talent, un homme politique d'un esprit combatif remarquable et animé du désir ardent et sincère de servir sa province. Nous sommes unanimes à le reconnaître. En des occasions comme celle-ci, il se plaît à évoquer le souvenir des auteurs de ses jours. C'est un sentiment que nous admirons sincèrement chez lui, et je veux le faire mien en ce moment pour leur rendre hommage d'avoir donné à la province un homme auquel je reconnais qu'il a essayé de la bien servir, même si je ne partage pas ses opinions politiques. Il me permettra de les féliciter, dans le monde meilleur où ils se trouvent, du fils qu'ils ont donné à la province et de les assurer que, si je ne puis partager ses vues, je veux partager son patriotisme sincère, son dévouement à sa province, sa piété filiale.

Longue vie, succès et prospérité au chef de l'opposition, dans la vie publique comme ailleurs. Si, un jour le hasard - la politique a ses hasards - si, un jour, le hasard veut que le chef de l'opposition repasse de ce côté-ci de la Chambre, il peut être assuré que mes sentiments d'amitié à son égard et ceux de mes collègues de la droite n'en seront nullement altérés.

(Applaudissements)

M. le président, ce que je viens de dire ne m'empêche évidemment pas de différer d'opinion avec le député de Matane (M. Gagnon) au sujet des crédits agricoles. Je lui dirai tout d'abord que le crédit fédéral prête sur une valeur de 60 %, et non de 50 % des propriétés d'un cultivateur. Le taux de 5 % était le plus grand défaut du crédit agricole fédéral. Nous avons décidé que la province paierait 2 % de cet intérêt, ce qui réduisait le taux à 3 %, ce qui éliminait le principal inconvénient du prêt fédéral. Plus tard, quand il fut question du crédit provincial, le gouvernement décida de faire bénéficier les cultivateurs d'une autre réduction de 1 %.

Un autre inconvénient du crédit fédéral était la difficulté et le coût de la recherche des titres. Dans la province de Québec, la recherche des titres était plutôt coûteuse. Nous avons décidé de payer une partie des frais d'abord, et enfin tous les frais de la recherche des titres. Nous avons également décidé de payer 1 % sur les 2 % du fonds d'amortissement du crédit fédéral. De cette façon, le prêt fédéral devenait avantageux pour la province.

Comme on le sait, un crédit agricole provincial a été créé. Ce que nous demandons, par cette résolution, c'est qu'une somme additionnelle de \$5,000,000 soit mise à la disposition du crédit provincial et de rendre uniforme le tarif des

régistrateurs pour les deux systèmes de prêts. La Chambre devrait l'accepter. Nous demandons, par les résolutions, à changer le système de rémunération des estimateurs. Nous voulons que les conditions soient les mêmes que celles des estimateurs du crédit fédéral.

Je dois répéter que l'augmentation du taux d'intérêt de 2.5 % à 3 % est due à l'augmentation du loyer de l'argent. Les conditions ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'en 1936. En 1936, après 40 ans de régime libéral, le prix de l'argent était de 2.73 %. Le gouvernement qui nous a précédés ne donnait donc qu'un cadeau de 0.23 % aux cultivateurs. En 1941, le prix de l'argent est de 4 %. Somme toute, nous faisons donc un cadeau de 1 % aux cultivateurs, soit quatre fois plus que nos prédécesseurs. Personne en cette province ne croira que nous pouvons donner plus que cela.

L'opposition nous reproche de limiter la période de remboursement à 25 ans, au lieu de 40 ans. Les cultivateurs trouvent que 40 ans, c'est trop long, car ils ont gardé les vieux principes qui disent que l'on ne doit pas engager trois générations. Ce n'est pas raisonnable. Le chef de l'opposition admettra avec moi qu'il y a une telle tendance à se décharger de ses obligations sur le dos des générations futures que les gouvernements ne doivent pas suivre cette tendance.

La Chambre devrait adopter ces résolutions à l'unanimité, puisqu'aujourd'hui (regardant les députés de la gauche dont les boutonnieres sont fleuries), c'est un grand jour.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je remercie le premier ministre de ses paroles aimables et de ses bons souhaits. La vie a ses ombres, mais l'amitié du cœur les fait oublier. La vie est semblable à un horizon dont les nuages sont toujours percés par le soleil de l'amitié. Au-dessus des contingences politiques, il y a l'amour de la patrie. Je suis heureux que le premier ministre reconnaisse, même chez ses adversaires, un amour de la patrie égal au sien.

J'ai été élu en 1927, et le premier ministre a été élu en 1929. Je me rappelle encore son premier grand discours en cette Chambre sur l'adresse, qui dut rendre si fier son vénérable père. Son père, un ancien député<sup>8</sup>, avait raison d'être fier de son fils. Son discours était si magnifique, ses idées si saines, ses opinions si indépendantes que j'ai cru à ce moment qu'il ne resterait pas longtemps au milieu du parti auquel il appartenait.

Plus tard, j'ai rencontré le premier ministre actuel à Trois-Rivières, alors qu'il était juge d'un concours agricole. En le voyant remplir ses fonctions si judicieusement, je me disais: "Il ne restera pas longtemps avec le Parti libéral". Il y est resté cependant. Le premier ministre a atteint le sommet dans la politique provinciale. Il a montré un rare courage en 1936 en entreprenant une lutte difficile. J'ai été heureux de l'élection de son adversaire dans ces élections, mais j'ai regretté son absence en Chambre pendant que j'étais au pouvoir, parce qu'il me semblait qu'il aurait pu faire plus de bien dans l'opposition qu'à la tête du gouvernement.

(Rires)

Le premier ministre a fait une délicate allusion à l'auteur de mes jours. Mon père<sup>9</sup> a toujours été fier de se dire fils de cultivateur, comme le chef du gouvernement actuel. En 1940, à la première session du gouvernement actuel, lorsque le premier ministre fut assermenté, j'ai été fier de voir le vénérable père du premier ministre assister au triomphe de son fils. Je remercie encore le premier ministre, et je ne désespère pas de le voir un jour partager les opinions de l'Union nationale.

Je vais maintenant parler du prêt agricole. Le premier ministre n'est pas logique lorsqu'il dit que le prêt fédéral est préférable. Pourquoi alors garder le prêt provincial et ajouter un nouveau montant de \$5,000,000? Je vois dans certaines remarques du trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson), dans son discours sur le budget, un éloge indirect de notre loi du prêt agricole.

Il est clair que nous sommes mieux servis avec un prêt agricole pour une seule province qu'avec un prêt agricole pour neuf provinces. Si nous avons pu emprunter à des taux plus avantageux qu'aucune autre province en 1936, ce ne fut pas à cause du Parti libéral, mais parce que le régime avait changé.

Ce n'était pas une affaire de succession, mais une affaire de successeur. L'agriculture forme les assises de notre prospérité nationale, et j'estime que le cas de Québec doit être réglé par Québec et non par Ottawa.

Le gouvernement charge maintenant 3 % d'intérêt au cultivateur, mais en fait il ne paie pas plus de 2.5 % en faveur du crédit agricole, de novembre 1939 au 26 janvier 1941, suivant des arrêtés ministériels dont copies me furent fournies.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'intérêt reste le même, avec quelques modifications seulement.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis en faveur du principe du bill mais opposé aux conditions nouvelles que l'on impose aux emprunteurs.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Motions des députés:**

**Anniversaire du chef de l'opposition,  
M. Duplessis, Trois-Rivières**

**M. Gagnon (Matane):** J'ai été heureux d'entendre tout à l'heure les éloges qui ont été décernés au chef de l'Union nationale. J'y joins mes vœux pressés. C'est la dernière fois qu'il célèbre sa fête comme chef de l'opposition. Je crois que la Chambre devrait être unanime à reconnaître ses grandes qualités de patriote et d'homme d'État.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je suis heureux de tendre la main au chef de l'opposition en cette occasion et de lui

faire mes meilleurs souhaits. Tout le monde admettra que, dans cette Chambre, il y a peut-être des adversaires, mais pas d'ennemis. Le chef de l'opposition est un patriote et je veux lui en rendre le témoignage. Nous n'avons qu'une seule pensée quand il s'agit de l'intérêt de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** remercie en anglais le trésorier des belles paroles qu'il vient de dire à son égard, en étant très ému.

#### **Loi du prêt agricole**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi du prêt agricole de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que l'article 29 de la loi du prêt agricole de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 51A, décrété par la loi 18 George V, chapitre 30), édicté par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 25, soit modifié en remplaçant dans la première ligne du paragraphe 1, le mot "réduire" par le mot "modifier".

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle résolution est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 41 modifiant la loi du prêt agricole de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'impôt sur le revenu**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Usines dans Chicoutimi**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Comme il reste peu de temps avant l'ajournement<sup>10</sup>, je propose que nous discussions cette loi susceptible d'aider à la population de la région de Chicoutimi.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 18, et l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 27, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le nombre "1941" par le nombre "1943"."

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a songé à la réouverture des usines de Chicoutimi.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Il s'agit de prolonger jusqu'en 1943 l'échéance de cette loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là une des rares bonnes actions du gouvernement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je ne promets rien, si ce n'est de faire mon possible pour trouver une solution au problème. J'ai rencontré les intéressés, mais je ne suis pas prêt à dire que je réussirai. Nous allons faire tout notre possible pour régler ce problème qui est demeuré insoluble pendant les trois ans de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le devoir du gouvernement n'est pas de créer une prospérité fictive qui grossira les problèmes de l'après-guerre. Lorsque j'étais premier ministre, j'ai refusé à trois nouveaux moulins la permission de s'installer sur la Côte-Nord. Je n'ai pas voulu susciter, dans un coin de la province, une prospérité temporaire qui aurait été au désavantage de tout le reste de la population. Il m'aurait été facile d'ouvrir ces moulins.

Le fédéral n'a pas le droit de bâtir de nouvelles manufactures pour des travaux temporaires. Il augmentera les problèmes d'après-guerre, déracinera les cultivateurs et créera du chômage.

Son devoir est d'utiliser les industries existantes. Chicoutimi est admirablement situé pour avoir des industries de guerre. Ottawa n'a pas voulu. Avec la politique actuelle, on fait une pièce à un endroit, on la transporte à 100 milles pour la compléter, puis on la fait revenir au point de départ. Et c'est le peuple qui paie. Il est temps que ces choses-là soient dites. Le gouvernement d'Ottawa doit prendre ses responsabilités.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

**NOTES**

1. Les ministres ont été retenus en dehors de la Chambre par une séance du cabinet, selon *Le Canada* du 17 avril 1941, à la page 5.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 17 avril 1941, à la page 5.

3. Durant les années 1930, la vente par catalogue prend beaucoup d'ampleur, surtout dans les régions rurales et petites villes où les grands magasins sont inexistants. Cependant, cette pratique nuit aux marchands des petites villes, incapables de rivaliser avec les entreprises qui utilisent cet outil de vente et les forcent à fermer boutique, ce qui contribue particulièrement à l'augmentation du chômage. En 1934, la situation entre dans une phase aiguë et les détaillants lancent une offensive contre les entreprises de vente par catalogue et les grands magasins. Il en résultera une enquête parlementaire, puis une commission royale, présidée par Harry Stevens, ministre des Affaires extérieures et du Commerce au sein du cabinet Bennett, pour étudier les écarts de prix entre les sommes versées aux producteurs et celles payées par les consommateurs. La Commission obtient un tel succès que la haute direction d'Eaton et de Simpson s'empresse de se plaindre de Stevens auprès du premier ministre. En

janvier 1935, le premier ministre Bennett et Stevens se disputent et ce dernier se voit montrer la porte du cabinet.

4. Voir note 2.

5. Une manifestation fut organisée par l'Union nationale au club Renaissance à l'occasion du 51<sup>e</sup> anniversaire du chef de l'opposition, selon *La Presse* du 17 avril 1941, à la page 12. Tous les députés de l'opposition et les journalistes portent un œillet rouge à leur boutonnière provenant de la gerbe présentée au chef de l'opposition au club Renaissance. M. Duplessis fait porter deux œillets aux membres de la droite, l'un au premier ministre, le second au secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier), selon *Le Canada* du 17 avril 1941, à la page 5.

6. Lorsque l'Orateur reprend son siège, le député de Papineau (M. Lorrain) charge un page d'aller porter une fleur à l'Orateur, selon *La Presse* du 17 avril 1941, à la page 12.

7. Pour prendre connaissance des résolutions présentées, il s'agit de référer à la première séance de ce jour.

8. Eugène Godbout (1857-1943), père du premier ministre Adélard Godbout. Cultivateur et éleveur, il fut élu député libéral dans Témiscouata le 22 décembre 1921. Défait en 1923.

9. Nérée Le Noblet Duplessis (1855-1926), père de Maurice Le Noblet Duplessis. Élu député conservateur dans Saint-Maurice (1886-1900). Candidat conservateur défait dans Trois-Rivières-Saint-Maurice, aux élections fédérales de 1904. Nommé juge à la Cour supérieure pour le district de Saguenay, Chicoutimi, Roberval le 16 juin 1914. Muté dans le district de Trois-Rivières le 3 mars 1921.

10. Il est alors 10 h 45, selon *Le Canada* du 17 avril 1941, à la page 5.

Séance du jeudi 17 avril 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rectifications:**

**Travaux au Lac Noir**

**M. Labbé (Mégantic)** se lève sur une question de privilège pour donner lecture d'une communication qu'il vient de recevoir de son comté en marge de la discussion du 15 avril au sujet du chômage. L'honorable premier ministre a dit avant-hier que des travaux étaient en cours au Lac Noir. On m'informe qu'ils ne sont pas encore commencés...

**M. l'Orateur:** L'honorable député est hors d'ordre, et il le sait. Il ne peut y avoir là de question de privilège. L'honorable premier ministre a dit que des travaux seraient continués lorsque la saison le permettrait. À l'ordre.

**Loi des  
terres et forêts**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 16 avril courant, sur la motion du représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), proposant que le bill 34 modifiant la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Labbé (Mégantic):** Je n'ai qu'un mot à dire. Il y a, dans mon comté, des réserves cantonales qui ont été pillées. J'espère que la loi mettra fin à ce pillage. Le gouvernement aurait eu avantage à garder comme réserve cantonale certaines limites connues dans mon comté sous le nom de réserve indienne. Au temps de l'Union nationale, c'étaient les colons du district qui bénéficiaient de cette réserve.

Mais, depuis que le nouveau gouvernement est au pouvoir, la réserve a été mise à la disposition des marchands de bois, amis du gouvernement, qui en bénéficient à l'exclusion des cultivateurs et des colons. Cette politique est de nature à nuire à la colonisation aussi bien qu'à l'industrie forestière.

**M. Gagnon (Frontenac):** M. l'Orateur, ce n'est pas la première bonne loi d'un gouvernement libéral. La tradition continue. Grâce aux lois libérales, des colons sont devenus de bons agriculteurs ou sont en train de le devenir. Il faut louer la coopération que le gouvernement a reçue, dans ce domaine, du clergé et des journaux. Le choix des colons est chose importante. Il y a des colons qui ont manqué de constance dans le passé. Après avoir obtenu des octrois du gouvernement, ils ont abandonné leurs lots. Mais la grande majorité des colons accomplit une tâche admirable.

Malheureusement, comme l'a dit l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain), on a trop méconnu la "grande amie", la terre. Le sort de la colonisation dépend en grande partie des mesures apportées par le ministère des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté). Il ne faut pas oublier qu'une grande partie de nos terres sont impropres à la culture. Certaines terres sont trop pauvres pour permettre à de grosses familles de vivre exclusivement de l'agriculture.

Quand, à proximité de ces terres, il y a des réserves cantonales où colons et cultivateurs peuvent couper du bois pour se procurer des revenus additionnels, c'est toute la population rurale qui en bénéficie. On peut empêcher ainsi la désertion de la forêt qui est encore la "grande amie". La loi à l'étude va fournir l'occasion à tous de s'occuper davantage de la terre.

Dans mon comté de Frontenac, il y a 300,000 acres de terre en disponibilité, dont la moitié est propre à la culture, et l'autre, au commerce du bois uniquement. Nous pourrions donc avoir 150,000 acres de terre en culture et 150,000 acres de forêt dont les colons pourront profiter, suivant la loi. On est donc dans des conditions idéales pour créer des réserves forestières à l'avantage de la population agricole.

La création de forêts communales réglerait bien des problèmes. On pourrait faire surveiller la coupe du bois par un syndicat composé d'hommes de bonne volonté choisis en dehors de la politique. La forêt serait ainsi utilisée non pas seulement au bénéfice des intérêts privés, mais au bénéfice de toute la population rurale. Ce bill marque une étape importante dans la bonne voie.

La province de Québec est dirigée par un premier ministre dont la famille a fourni des hommes distingués à l'agriculture, au clergé, à la politique. Entouré de bons ministres comme il l'est, il saura

faire le bonheur de la population par des lois comme celle que nous discutons.

(Applaudissements à droite)

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le ministre veut faire disparaître des abus, et je le crois sincère, mais je doute que sa loi l'aide en ce sens. Il cite au ministre des cas particuliers qui se sont produits dans son propre comté de Bonaventure. Un entrepreneur, qui avait un chemin à bâtir, décida de le passer sur la réserve qu'un colon gardait précieusement. Il s'y alimenta de tout le bois nécessaire pour construire tous ses ponts. Dans un autre cas, plusieurs centaines de cordes de bois furent prises sur des lots, dans la paroisse de Saint-Elzéar, et transportées à une centaine de milles de là dans un endroit pourtant bien boisé. Je me demande si le bill atteint bien le but à atteindre, soit la conservation de nos forêts et l'établissement de réserves forestières, au bénéfice des colons et des cultivateurs.

De plus, le bill autorise des échanges de limites avec des compagnies forestières. Je crois qu'il faudra bientôt amender la loi de façon à ce que, par exemple, l'échange des concessions ne se fasse pas à la veille des élections, pour ne pas en profiter pour échanger des limites bien boisées contre des terrains d'où tout le bois a été enlevé.

Le plus urgent, c'est de voir au bien-être des bûcherons. Or, il me paraît que la loi va plutôt bénéficier aux compagnies concessionnaires. Il est temps que le gouvernement sache imposer ses conditions aux compagnies à qui il fait des faveurs. Je demande que les travailleurs en forêt soient protégés en exigeant des compagnies qu'elles ne coupent pas leur bois en été, mais à l'automne et en hiver, afin que nos gens puissent profiter des chantiers et que les bûcherons ne se trouvent pas jetés au chômage pendant la saison morte.

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** M. l'Orateur, je félicite l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté). Cette loi vient à son heure et elle devra être appliquée le plus tôt possible. Car, dans notre région, deux compagnies, la St. Lawrence Paper et la Consolidated Paper, sont à négocier des échanges qui nuiront à l'application de la loi et priveront nos colons de ses avantages. Que le gouvernement profite de la loi immédiatement pour reprendre, dans les comtés de Saint-Maurice et de Maskinongé, certaines limites actuellement concédées à des compagnies, pour en faire des réserves cantonales au bénéfice des cultivateurs et des colons! Si l'on attend, il sera trop tard, car les compagnies

ont l'intention d'échanger entre elles certaines forêts. La population des deux comtés sera privée des avantages de cette loi, si on ne la met pas en vigueur immédiatement.

On a parlé de pillage de réserves. De 1936 à 1939, spécialement, il y a eu pillage irraisonné, au détriment de toute la population, dans la réserve cantonale de mon comté de Saint-Maurice. La loi mettra fin à ces abus. Je m'en réjouis. Je ne puis suffire aux demandes de mes électeurs pour du bois. Que l'on organise dans chaque région des coopératives ou syndicats composés d'hommes étrangers à la politique, et à qui on confiera l'exploitation rationnelle des réserves cantonales! Je félicite de nouveau le ministre (l'honorable M. Côté) et le gouvernement. Le comté de Saint-Maurice leur en sera profondément reconnaissant. Le bill est appelé à rendre d'immenses services.

(Applaudissements)

**M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement veut réparer le mal qu'il a pu faire à la forêt. Le Parti libéral a laissé piller nos forêts pendant 40 ans. Et c'est ce même parti qui prétend aujourd'hui tout renouveler et tout régénérer. Je suis surpris de voir le député de Frontenac vanter l'œuvre du Parti libéral alors que, dans mon comté, le pillage du bois s'est fait sur une haute échelle. Au lieu d'encenser le ministre, il aurait pu parler du pillage des lots qu'il s'est fait dans son comté. À en croire le député de Frontenac, la loi serait faite pour son comté.

Tout le monde l'approuve, dit-il. Serait-ce que l'on veut légaliser ce pillage systématique de nos forêts par les amis du Parti libéral? Si l'on veut savoir ce que la population pense du bill, que le député de Frontenac démissionne, et nous verrons si son comté approuve cette loi. Nous irons expliquer à la population de ce comté ce qu'a fait le gouvernement libéral, et nous verrons quel verdict sera rendu.

(Le député de Matane, M. Gagnon, et le député de Gaspé-Nord, M. Casgrain, se lèvent en même temps. Le député de Gaspé-Nord reprend son siège.)

**M. Gagnon (Matane):** (N'ayant pas vu son collègue se lever en même temps que lui) M. l'Orateur, je suis surpris qu'aucun député de la droite ne se soit levé pour relever le défi du député de Papineau (M. Lorrain).

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je me suis levé, mais mon honorable ami de Matane était debout!



**M. Gagnon (Matane):** Je suis prêt à céder la parole à l'honorable député de Gaspé-Nord.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Oh non! Je parlerai après vous.

**M. l'Orateur:** La galanterie est une belle qualité...

**M. Gagnon (Matane):** L'honorable député de Gaspé-Nord n'a rien à craindre. Je veux assurer le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) de mon appui, si la mesure a pour but d'améliorer la situation. Si le gouvernement veut aider les petites scieries, je n'ai aucune objection. Mais je ne veux pas que seules les grosses compagnies reçoivent de l'aide. Ce qu'il faut éviter, c'est le patronage politique dans notre domaine forestier. C'est important. On a toutes les raisons de s'alarmer du taux de déforestation dans la province. Depuis que la guerre a bloqué le marché du papier journal scandinave, nos forêts de la province ont été vite décimées par le surplus des coupes ordinaires. À présent, dû à l'arrêt des exportations de bois des pays scandinaves, la province de Québec subit un véritable boom de coupes forestières, qui a certainement pour effet de faire circuler l'argent. D'un autre côté, ce que je déplore, c'est un manque de discernement dans les coupes du bois de la province, une ressource naturelle sur laquelle nous dépendons dans une large mesure.

En 1904, le Parti libéral s'est divisé en deux, et l'une des factions se plaignait du patronage politique dans l'administration des terres et forêts. M. Henri Bourassa fit des campagnes pour séparer le domaine de la colonisation du domaine forestier. En 1909, Sir Lomer Gouin a fait amender la loi des terres en rendant les enchères publiques obligatoires pour les concessions. C'est l'article 99 de la loi, et il est sacré. Ils (les libéraux) comprenaient que la vente aux enchères offrait une triple garantie. Un premier accroc fut fait en 1928, puis un second en 1931.

Je donne crédit au ministre. Je le crois, il est animé de bonnes intentions. Mais si les compagnies demandent l'abolition de l'article 99, elles sont mal avisées. Je serais surpris que ce soit les compagnies qui demandent cela, bien que nous savons, des deux côtés de la Chambre, qu'il y en a des deux partis qui veulent faire de l'argent. On pourra piger dans les plus belles limites au bénéfice des amis.

Nous ne sommes pas contre la réserve cantonale et la colonie forestière. C'est le gouvernement de mon ami de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui les a créées à Grande-Vallée, dans le comté de Gaspé-

Nord, et le député de ce comté en a donné le crédit au gouvernement actuel. Je reconnais que les intérêts du comté de Gaspé-Nord sont différents de ceux des autres comtés. Je suis en faveur des petites scieries. Nous en avons décuplé le nombre. Encore une fois, je ne doute pas des bonnes intentions du ministre, mais je ne vois qu'un véritable danger dans la loi: c'est que l'article 99 puisse être mis de côté. La loi elle-même n'est pas trop mauvaise. Donnons-nous la main pour protéger nos forêts. Le ministre a d'excellents officiers, des techniciens compétents, et j'espère qu'il verra à prévenir tous les abus.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, je dois reprendre la parole pour remercier le gouvernement d'une mesure aussi progressive qui est réclamée par tous les citoyens de mon comté, sans distinction de parti. Je remercie l'honorable député de Beauce (M. Renault) de ses aimables paroles. Quant au député de Gaspé-sud (M. Pouliot), j'espérais l'entendre entonner un chant d'allégresse. Je dois maintenant féliciter l'honorable député de Matane (M. Gagnon) de l'esprit de coopération dont il a fait preuve à l'égard du gouvernement pour cette loi. L'honorable député de Matane a presque donné sa bénédiction à la loi. Un seul article ne lui plaît pas.

**M. Gagnon (Matane):** J'ai dit qu'à part l'article qui touche l'article 99, nous nous entendions sur les principes, mais pas sur les détails.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Vive les principes, alors! Je ne vois pas d'autre moyen pratique que cette loi pour aider les petits industriels. Il faudra nécessairement garder cette loi tant qu'on n'aura pas trouvé mieux pour aider les petits industriels. Après les hommages que l'on a rendus aux bonnes intentions du ministre et à la compétence de son personnel, comment croire à la possibilité d'abus?

C'est une loi bienfaisante. Je remercie le ministre au nom de la Gaspésie. L'honorable député de Matane a rappelé que la première expérience de colonie forestière a été faite dans mon comté avec succès. Elle a donné les meilleurs résultats. Nous en avons fondé trois autres avec un égal succès. Elles ont apporté la prospérité dans les paroisses intéressées. Là où le député de Matane a commis une erreur, c'est quand il en a attribué tout le mérite au gouvernement dont il faisait partie. L'Union nationale a posé le fait, mais la loi qui a permis la création d'une colonie forestière à Grande-Vallée et ailleurs est une loi libérale, qui a été adoptée en 1934, sous le gouvernement de l'honorable M. Taschereau.

Grâce à cette loi, on ne pourra plus fermer la forêt aux humbles. Grâce à la nouvelle loi, le pêcheur pourra cultiver la forêt comme un homme indépendant et libre. Il sera payé, non pas à la journée, mais en proportion du travail accompli, de la quantité de bois qu'il aura coupé. Et cela ne nuira pas à ses autres activités. D'ailleurs, les compagnies ne sont pas intéressées aux petites exploitations. Elles ont de lourdes taxes à payer, elles doivent acquitter des charges qui n'existent pas pour le syndicat forestier.

Avec la nouvelle loi, les compagnies seront forcées de faire des échanges même si elles sont réfractaires à de telles opérations.

Plusieurs compagnies ne peuvent opérer avec avantage de petites réserves, tandis que les syndicats forestiers y trouvent leur avantage. En définitive, la loi est bonne et susceptible d'aider grandement au colon et au cultivateur.

(Applaudissements)

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Demandes de documents:**

##### **Liste de paie**

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes listes de paie relativement aux travaux exécutés par ou avec l'aide du gouvernement de la province de Québec et concernant l'entrepôt frigorifique de Newport, comté de Gaspé-Sud, du 25 mai 1940 au 4 avril 1941.

Adopté.

#### **Questions et réponses:**

##### **Entretien hivernal de la route 14**

**M. Sauvé (Beauharnois):** Quant à l'entretien durant le dernier hiver (1940-1941) de la route 14:

1. Quelles sont les municipalités ou les corporations municipales qui ont contribué à ces travaux?

2. Quelle est la contribution de toutes et chacune de ces municipalités relativement à cet entretien d'hiver?

##### **L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

1. et 2. Une contribution globale de \$2,000, couvrant l'entretien d'hiver de la route 3, de Saint-Lambert à Laprairie, et de la route 14, de Laprairie à la frontière, a été versée par monsieur L.-O. Régnier "in trust", de Saint-Jean, province de Québec, pour le compte des municipalités intéressées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30<sup>1</sup>.

#### **NOTE**

1. Les députés ne siègent pas ce soir à cause d'un souper à Spencer Wood, selon *La Presse* du 18 avril 1941, à la page 14.

Séance du vendredi 18 avril 1941

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 40.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1941-1942 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 16 avril courant, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Bégin (Dorchester):** M. l'Orateur, je félicite l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) et mon collègue dans l'opposition, l'honorable député de Brome (M. Robinson), deux de nos collègues de langue anglaise, qui ont parlé en français, encore cette année, au cours de ce débat.

Je m'en voudrais de ne pas féliciter l'honorable député de Matane (M. Gagnon), pour son lumineux exposé des finances provinciales, et le chef de l'opposition. L'honorable député de Matane est l'un des fils les plus glorieux du comté de Dorchester, et je me réjouis du fait que sa paroisse natale soit aussi ma paroisse natale. Bien plus, par une réunion de circonstances, j'oserais dire providentielles, la maison que j'habite présentement, dans la belle paroisse de Sainte-Germaine du Lac-Etchemin, est précisément celle où l'honorable député de Matane a vu le jour. Je m'en voudrais de n'avoir pas un mot d'admiration pour lui. Avec cet autre grand patriote, l'honorable Ouellet, qui, je l'espère, fera un retour bientôt dans la politique, l'honorable député de Matane demeure l'une des gloires du comté que je représente et de toute la province. Le député de Matane et l'honorable J.-C.-E. Ouellet, M.C.L.<sup>1</sup>, deux patriotes de mon comté, ont tous deux su s'élever au-dessus de la politique pour entrer dans un grand mouvement national.

M. l'Orateur, l'honorable trésorier provincial a prononcé son discours en français et j'en suis fort

aise. Cependant, j'ai le regret de constater que ce qu'il a dit en si bon français n'est pas du tout satisfaisant. Le trésorier provincial, pour asseoir son argumentation, a bien voulu revenir sur les années 1936 à 1940, c'est-à-dire sur les années d'administration du régime de l'Union nationale. C'est une rengaine, une sorte d'écho qui se répète tous les ans.

Avant d'entreprendre l'analyse de son discours, il me sera nécessaire de clarifier encore une fois la situation. Elle est si claire, cette situation, que je me demande comment il se fait qu'un homme aussi fort en chiffres que le trésorier provincial ne l'ait pas encore comprise.

Voici donc des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. Le trésorier a donné pour 1936 le chiffre de la dette nette, tandis que pour 1939, il a donné les chiffres sur une base différente.

En 1936, lorsque nous avons pris le pouvoir, la dette nette de la province était de \$160,065,392.88 et, en 1939, elle se chiffrait à \$257,128,186.32, soit une augmentation de \$97,062,793.40. Le député de Berthier (l'honorable M. Bastien), affirmait que, lorsque le Parti libéral prit le pouvoir, la dette était de \$339,000,000; ce chiffre est inexact, tel que nous le démontre le rapport des *Comptes publics*, et je demanderais à mon ami, le député de Berthier, d'avoir l'obligeance de jeter un coup d'œil sur ces *Comptes publics*, afin de n'être plus exposé à commettre de telles erreurs. La dette a donc augmenté de \$97,000,000 de 1936 à 1940; nous verrons dans un instant, l'explication de cet accroissement.

Auparavant, je désire citer une déclaration du trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson), en date du 23 novembre 1939. Ce dernier, encore tout nouveau dans la politique, gardait encore la réalité des faits et, sans doute, tout heureux d'avoir recueilli une si belle succession, s'écriait dans son enthousiasme: "Le crédit de la province de Québec, en ce moment, est aussi bon que celui de n'importe quelle autre province, n'importe quel autre pays, et avant que nous finissions notre tâche, je crois qu'il sera le meilleur dont un gouvernement puisse se prévaloir." C'est beau de candeur et de vérité, et cette déclaration n'a pas besoin de commentaire.

Cependant, la dette a augmenté de \$97,000,000. C'est un fait que je ne nie pas, mais que j'expliquerai à cette Chambre facilement. À notre arrivée au pouvoir, en 1936, les comptes en souffrance étaient de \$45,946,858; nous avons payé intégralement ces

vieux comptes du gouvernement Taschereau. Le trésorier, quand il impute à l'Union nationale des dépenses, devrait déduire les \$45,000,000 en dettes laissées par le gouvernement Taschereau et les \$35,000,000 prêtés aux cultivateurs, qui ne sont qu'un placement. Ensuite, l'Union nationale a payé les pitons en souffrance qui étaient en circulation dans toute la province, un peu comme à la cession du pays aux Anglais, en 1763, alors que l'intendant Bigot avait mis de ces pitons en circulation. Nous avons racheté tous ces pitons et payé à ceux qui les détenaient leur entière valeur.

Avant 1936, si je regarde ce qu'avait fait le gouvernement pour la province, je ne découvre que le vide. C'est que le gouvernement Taschereau avait le culte du rien. Les vieux et les vieilles étaient dans la misère, alors que, depuis de nombreuses années, la province payait des pensions aux vieux et aux vieilles des autres provinces du dominion. Nous avons mis fin à cette injustice et c'est au gouvernement Duplessis que revient la gloire d'avoir établi les pensions de vieillesse. Et les veuves, et les orphelins, et les aveugles, est-ce que tous ces malheureux avaient préoccupé le gouvernement une seule minute? Il n'était même pas venu à l'idée des chefs que le sort de ces déshérités de la vie puisse être amélioré. À son arrivée au pouvoir, l'Union nationale s'est empressée d'accorder à tous ces faibles le soutien que réclamait leur état.

Les cultivateurs, cette classe de citoyens la plus utile dans un pays, depuis 40 ans n'avaient reçu aucune espèce d'aide du gouvernement. Aussi, l'agriculture était en désarroi, une foule de cultivateurs étaient sur les bords de la faillite: les fermes étaient abandonnées et la terre ne faisait plus vivre son homme. Aussi, dès la première session de 1936, nous avons voté la loi du crédit agricole, que le gouvernement libéral s'était toujours refusé à voter. En l'espace de trois années, l'Office du prêt agricole a consenti aux cultivateurs de la province 14,721 prêts et a payé à ces mêmes cultivateurs la somme de \$35,000,000. C'est dire que cette loi a sauvé l'agriculture et elle demeurera le chef-d'œuvre de l'Union nationale.

Avant 1936, la voirie ne comptait pas dans la province. Nos routes étaient pour la plupart dans un état lamentable. L'Union nationale a remédié à cet état de choses. Le programme de voirie que le gouvernement libéral continue d'exécuter, depuis deux ans, a vu le jour pendant nos années de pouvoir; et si, aujourd'hui, les automobilistes peuvent rouler sur des routes presque parfaites, c'est grâce à l'initiative du gouvernement Duplessis.

Je continue la litanie des bienfaits du régime de l'Union nationale en parlant de la question du salaire des bûcherons. Cette question, notre gouvernement l'avait aussi réglée à la satisfaction de presque tous les intéressés. Par des ordres en conseil, le salaire des bûcherons fut fixé à \$50 par mois; aujourd'hui ce salaire n'a pas augmenté, malgré que le prix du bois ait augmenté. L'autre jour, j'entendais le député de Beauce (M. Renault) dire dans cette Chambre que le salaire des bûcherons n'avait pas raison d'être augmenté, car le prix du bois était demeuré stable. Cependant, le rapport du ministère des Terres et Forêts, pour l'année finissant le 30 juin 1940, nous démontre que le prix moyen de la corde de bois était de \$6.90 en 1936, et qu'en 1939, il était de \$8.90. C'est donc une augmentation de \$2 la corde, et j'insiste encore une fois auprès du gouvernement pour qu'il augmente les salaires proportionnellement.

Je ne fais qu'énumérer encore quelques lois passées sous le régime Duplessis et qui ont contribué à la prospérité de la province: loi du salaire raisonnable, loi du cadenas pour empêcher la propagande communiste, mini-école, École des mines, École des pêcheries, École supérieure du commerce, quatre écoles d'agriculture, règlement de la question des Sulpiciens, établissement d'une Hydro provinciale, aide aux universités, construction de ponts, établissement de 15,000 colons, paiement des pensions aux vieillards, aux mères nécessiteuses, aux aveugles, paiement de plus hauts salaires aux institutrices, etc. Les institutrices étaient mal payées et, en 1939, environ 95 % recevaient \$300 par année.

Puisque nous sommes aujourd'hui en guerre, il serait peut-être bon de rappeler qu'un jour le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) refuse de céder l'île d'Anticosti aux Allemands. Voici ce que disait à ce sujet monsieur Ed. Rinfret, à Radio-Canada, le 28 février 1941: "Refusée aux Allemands par un grand patriote - Le Canada n'est plus exposé, depuis le refus de Duplessis à céder l'île d'Anticosti." En 16 mois de guerre, 21,000,000 de tonnes de marchandises furent expédiées en Angleterre et 3,500 navires ont descendu le fleuve.

Le chef de l'Union nationale devrait être proclamé un héros parce que tout cela aurait été impossible si les Allemands avaient été à Anticosti. Le chef de l'opposition a fait plus pour la défense du Canada que les millions de l'effort de guerre votés au cours de la dernière année et demie par le gouvernement fédéral, en empêchant un syndicat allemand de s'établir sur l'île d'Anticosti<sup>2</sup>, et ce geste n'a pas coûté un sou aux contribuables de la province.

Si donc, M. l'Orateur, la dette a augmenté de \$97,000,000, c'est que le gouvernement Duplessis a fait ses œuvres, et l'énumération incomplète que je viens de faire le démontre. Je résume donc, par des chiffres, ce que je viens de développer. Voici ce qu'il faut soustraire: l'Office du crédit agricole: \$35,000,000; remboursement des montants dus par l'ancien régime au 26 août 1936: \$45,946,858; argent emprunté pour rembourser des emprunts contractés sous l'ancien régime et pour lesquels il n'avait laissé qu'un fonds d'amortissement de \$4,981,918: \$51,171,507; pour la construction des routes: \$38,000,000; pour la colonisation et le retour à la terre: \$12,400,000; pour projets d'utilité publique, afin de procurer du travail aux chômeurs, comme: Jardin zoologique, Jardin botanique à Maisonneuve, l'Île Sainte-Hélène: \$57,120,000; pensions de vieillesse, aux mères nécessiteuses et aux aveugles: \$8,000,000; octrois aux hôpitaux, refuges et institutions de charité: \$6,500,000. Malgré ces dépenses nécessaires, lisez les rapports officiels faits par l'auditeur de la province, dans les *Comptes publics*, et vous verrez qu'au cours de chaque année, le montant des dépenses ordinaires a été inférieur au montant des revenus ordinaires:

<i>Année fiscale</i>	<i>Déficit</i>	<i>Surplus</i>
1933-1934 .....	\$5,594,473	.....
1934-1935 .....	\$4,939,235	.....
1935-1936 .....	\$1,923,175	.....
1936-1937 .....	.....	\$3,968,565
1937-1938 .....	.....	\$3,008,286
1938-1939 .....	.....	\$4,888,009

Bien plus, le tableau indique des revenus augmentés, tous les ans, à cause d'une perception plus méthodique et plus honnête.

M. l'Orateur, permettez-moi de faire, à présent, la revue financière de la première année d'administration libérale, celle des grands génies financiers. En cette première année, le déficit de la province se chiffre à \$52,181,777.17. Ce montant parle lui-même avec éloquence.

Les obligations de la province sont en baisse. Le gouvernement ne paie pas ses dettes. De plus, la dette générale a augmenté. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que des octrois de voirie, accordés à la paroisse de Sainte-Germaine et payables sur le budget de 1940-1941, ne sont pas encore payés. Cet exemple, en lui-même, peut paraître insignifiant; c'est une goutte d'eau dans un fleuve, mais le fleuve est à sec.

Les octrois aux institutrices, payables sur le budget 1940-1941, sont en souffrance, et les municipalités et les institutrices qui ont besoin de cet argent attendent encore que le gouvernement, pourvu de grands financiers, trouve la formule, le "Sésame ouvre-toi", qui leur ouvrira la porte des richesses.

L'administration actuelle a cessé les travaux de chômage et supprimé tous les grands travaux dans toute la province. Par contre, le gouvernement a reçu plus de \$20,000,000 en nouvelles taxes. On a aussi réduit les pensions sociales. On peut alors se demander quel emploi, ou plutôt quel gaspillage, on a fait des fonds publics. Le gouvernement actuel a augmenté les dépenses de l'administration, tout en sabotant les œuvres de l'Union nationale et en n'ayant rien à présenter pour soulager les misères et activer la production.

Dans la seigneurie de Témiscouata, le gouvernement actuel a payé \$1,300 des lots que l'ancien gouvernement payait \$300. Les ministériels se sont acharnés à détruire le crédit de la province pour de simples avantages politiques personnels, sachant que c'était faux.

Et les accusations lancées par ces gens étaient si fausses que, 10 jours après son entrée au ministère, le trésorier proclamait que le crédit de la province était excellent.

Le gouvernement est tellement mal pris qu'il fait des trucs de comptabilité et exige des municipalités qu'elles retiennent les octrois sur des montants qui seront dus plus tard à l'assistance publique. C'est un vieux truc et j'ai bonne souvenance qu'il se pratiquait sur une haute échelle du temps du regretté gouvernement Taschereau.

De plus, en jetant un regard sur le rapport de la colonisation, je constate, page 38, que le gouvernement charge à l'année 1938-1939, dernière année de l'administration Duplessis, des octrois qui devraient être payés à même le budget 1939-1940, pour un montant de \$84,734.32. Ceci s'appelle avoir des finances camouflées et non des finances saines.

M. l'Orateur, alors que, pendant la campagne électorale de 1939, nos adversaires ont crié à travers toute la province que nous étions des gaspilleurs et des prodiges, les *Comptes publics* démontrent que notre budget de dépenses ordinaires était, en 1936-1937, de \$42,311,454.13; 1937-1938, \$50,335,750.53; 1938-1939, \$55,948,091.14, et le budget présenté par le trésorier provincial actuel 1940-1941, \$48,665,164.99; 1941-1942, \$49,598,163.16, sans compter les nouvelles taxes pour \$20,000,000.

Mais, M. l'Orateur, étudiant les finances de la province, il ne serait pas en dehors du sujet de jeter

un coup d'œil rapide sur les finances d'Ottawa dont Québec est la succursale. M. Lapointe, qui avait pris part très activement à la campagne provinciale de 1939, en criant de sa voix de grand ténor que l'Union nationale avait ruiné le pays, disait à la radio, le 9 octobre 1940, en parlant de notre gouvernement: "Ils ont dépensé l'argent de la province comme des matelots en goguette." Mais eux, que font-ils présentement et qu'ont-ils fait depuis 1936: ils ont accumulé dette sur dette, déficit sur déficit, à des chiffres que l'on pourrait qualifier d'astronomiques, et le ministre des Finances à Ottawa vient d'annoncer que le déficit de 1940-1941 se chiffrera à peu près à \$1,300,000,000.

Nous sommes en guerre, c'est vrai, mais il faudrait tout de même rester dans les limites du bon sens. Ottawa dépense \$5,000,000 par jour, c'est-à-dire que, dans six mois, les grands génies financiers du gouvernement central mangeront, le terme est juste, toutes les terres et toutes les propriétés foncières de nos cultivateurs et habitants de la campagne. La valeur des propriétés rurales au Québec est de \$612,000,000, et Ottawa n'a besoin que de 12 jours pour dépenser ce montant. Je me demande si l'après-guerre ne nous réserve pas une faillite sans précédent dans l'histoire.

Les libéraux ne comptent plus: ils sont en train de "manger le bouchon", comme disent les bonnes gens. Il se gaspille des millions à Ottawa, et c'est monsieur J.-F. Pouliot, député libéral de Témiscouata aux Communes, qui, dans un récent discours, a mis les faits sous les yeux du peuple canadien. Je cite, page 1014: "L'air est vicié et irrespirable. Jamais autant de machinations de coulisses ne se sont ourdies en haut lieu. La façon dont ces intrigues se poursuivent, sous le couvert du patriotisme, me dégoûte. Alors qu'on sait fort bien qu'elles sont l'œuvre d'un groupe de chenapans, de flibustiers, de combinards et de pirates qui tentent de s'emparer de la richesse du Canada pour des fins personnelles." Page 1018: "Des gens volent, là-bas, tout ce qui leur tombe sous la main et les contremaîtres ferment les yeux. C'est un scandale."

M. l'Orateur, après tous ces faits, dites-moi, est-il juste et raisonnable que d'Ottawa on vienne nous lancer la pierre au sujet des finances? Souvent on voit la paille dans l'œil de son voisin, mais on ne voit pas la poutre dans le sien; c'est absolument le cas de M. Lapointe, qui, d'ailleurs, n'a jamais rien vu ou prévu. Donc, revisant l'administration du présent gouvernement, j'y constate que les obligations de la province sont en baisse; l'emploi ne progresse pas comme dans les autres provinces.

L'Office fédéral de la statistique dit: "L'augmentation s'est fait sentir d'un bout à l'autre du pays, le Québec et les provinces des prairies exceptés". Toutes les pensions ont été réduites, crédit agricole réduit, diminution des crédits à la colonisation, augmentation de la dette, augmentation des taxes au point que les contribuables ne savent plus où donner de la tête, gaspillage: achat du Collège de Victoriaville \$850,000 et que sais-je encore? Voilà où a abouti tout le génie des grands financiers libéraux.

Les libéraux, oui! Grands génies financiers pour accaparer les deniers publics! Le gouvernement va étatiser la Beauharnois, nous a-t-on annoncé. J'ai ici le rapport de l'enquête tenue à Ottawa, qui démontre que le grand génie financier, le sénateur McDougald, libéral, anglais, a trempé dans des machinations concernant la transaction.

**M. l'Orateur:** À l'ordre. Le rapport de l'affaire de la Beauharnois n'est pas et ne peut venir devant cette Chambre. C'est un document fédéral. L'honorable député de Dorchester n'a pas le droit de parler de cela, et je le rappelle à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Dorchester ne fait que dire ce qui est dans le rapport, au sujet d'un sénateur anglais. Le rapport est dans le domaine public. On peut en citer des passages. Depuis quand, dans un discours sur le budget, il n'est pas permis d'aborder non seulement une question publique qui intéresse les finances de la province, mais qui est consignée dans un document formant partie des archives officielles? Le gouvernement ne doit pas avoir honte d'en entendre parler!

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire ce que l'honorable député de Dorchester n'a pas eu la permission d'exprimer. Le chef de l'opposition n'a pas plus le droit qu'un autre de parler d'une affaire qui n'est pas devant la Chambre. J'ai empêché le député de Matane de parler de cette affaire, et le chef de l'opposition doit se conformer au Règlement comme les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de votre décision, M. l'Orateur!

(Ajoutant tout bas en reprenant son siège) On n'a plus de liberté de parole...

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de discuter de son siège les décisions de l'Orateur. Je le blâme de sa conduite! Qu'on appelle les membres!

**M. Lorrain (Papineau):** L'Orateur a l'oreille fine pour l'opposition!

**M. l'Orateur:** Le député de Papineau ne peut faire de semblables remarques ironiques sur la personne de l'Orateur! Il doit retenir cette remarque. Je lui demande de retirer ses paroles!

**M. Lorrain (Papineau):** Je les retire.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Bastien, Beaulac, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Groulx, Guibord, Hamel, Joyal, Lapointe, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Thisdel, 42.

**Contre:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, 9.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Bégin (Dorchester):** Je désire déposer le rapport de l'enquête sur la Beauharnois.

**M. l'Orateur:** Déposer un rapport devant la Chambre ne consiste pas à prendre un volume et à le mettre sur la table du greffier. Le député peut parler de la Beauharnois, mais non pas du scandale de la Beauharnois, tel que révélé par l'enquête de 1931. Officiellement, aucun rapport de la sorte ne fut déposé à l'Assemblée législative.

**M. Bégin (Dorchester):** M. l'Orateur, le député de Berthier, dans son brillant discours sur le budget, s'est écrié à un moment donné qu'après deux ans, les banquiers étaient dégoûtés des procédés de l'Union nationale et ne prêtaient plus; je ne sais où le député a pris ses renseignements, mais je lui répondrai qu'après un an d'administration libérale, les émissions de la province prennent trois ou quatre mois à se vendre et que les banques n'en veulent plus.

M. le député de Berthier (l'honorable M. Bastien) s'est scandalisé du fait que les gens de l'Union nationale avaient ajouté une troisième

colonne dans la préparation des budgets; je lui répondrai que les libéraux n'avaient pas de colonne du tout et cachaient, dans les *Comptes publics*, les dépenses extraordinaires. Il vaut mieux ajouter une troisième colonne, pour montrer au public tout ce qu'il a droit de voir que d'agir comme la cinquième colonne en se cachant.

D'après le député de Berthier (l'honorable M. Bastien), les ministres de l'Union nationale sont sortis de la politique avec des châteaux, mais que fait-il du premier ministre qui vient d'acheter le château du Baron Empain, à Oka? Ce château est un château authentique et n'a rien qui ressemble à un château en Espagne ou à un château de cartes.

Le député de Berthier s'est, de plus, avisé de parler des réformes de l'éducation qui, d'après lui, sont devenues nécessaires. Réformes de l'éducation, j'en suis, mais, auparavant, je voudrais que le gouvernement donne l'exemple et apprenne au peuple à respecter la vérité en ne camouflant pas la situation financière, comme il l'a fait dans la campagne de 1939 et dans les déclarations subséquentes du trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson). Que le gouvernement apprenne au peuple à respecter le bien d'autrui en ne lui donnant pas le spectacle du profitage, comme dans les scandales de la Beauharnois, et dans notre effort de guerre, ainsi que l'a prouvé M. Jean-François Pouliot!

Que le gouvernement apprenne au peuple à avoir un sens moral plus élevé en ne laissant pas se multiplier les "bookies" qui vivent sous la protection de certains employés du gouvernement! Que le gouvernement apprenne au peuple qu'il y a autre chose que la jouissance et, à cette fin, nomme dans les bureaux du tourisme des employés qui dirigeront les touristes vers nos plus beaux panoramas plutôt que de leur conseiller de fréquenter les clubs de nuit et les maisons de jeu!

Que le gouvernement apprenne au peuple la sobriété, qui fait les nations fortes, en développant les caisses populaires, au lieu d'élargir les dispositions de la loi des liqueurs et d'établir des buvettes!

Que le gouvernement apprenne au peuple à respecter ses engagements et ne lui donne pas le spectacle d'hommes publics qui font serment par oubli ou par distraction!

Quand toutes ces choses éternelles et fondamentales auront été enseignées au peuple, je suis sûr que l'enseignement de l'anglais viendra par surcroît. C'est alors que le peuple canadien-français sera un peuple fort, capable de résister à tous les assauts de ceux qui voudraient le voir disparaître.

J'espère que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir dans ce sens.

**M. Plamondon (Portneuf):** M. l'Orateur, ces jours derniers, l'honorable trésorier provincial présentait à cette Chambre son budget avec la grande franchise que chacun lui reconnaît. Je félicite l'honorable trésorier de sa présentation si franche du budget de l'année fiscale en cours. Il ressort bien de cette présentation que nous passons actuellement des moments extrêmement difficiles et qu'il nous faudra, que nous l'aimions ou non, vivre selon nos moyens. Finis les travaux coûteux dont on peut se passer; finie la sarabande des octrois à tort et à travers, le patronage éhonté, les pots-de-vin aux amis, les promesses sans vergogne qui entraînaient notre province dans des embardées financières que tout bon patriote, actuellement, doit répudier. L'Union nationale, pendant ses trois années au pouvoir, a dépensé l'argent sans compter, empilant déficit par-dessus déficit. Je souhaite que chacun coopérera à la reconstruction de la province, ruinée par les promesses du régime de l'Union nationale.

La chose est bien claire, et notre trésorier est bien catégorique lorsqu'il nous dit: "Les ressources financières de tout le pays doivent servir à nous défendre. Les marchés monétaires du Canada sont presque exclusivement réservés à cette fin. Les marchés étrangers nous sont fermés." Ce qui veut dire, sans ambiguïté, que la province devra s'administrer avec son revenu ordinaire. Nous devons donc nous limiter aux travaux urgents, finir ceux qui sont commencés, conserver en bon état ce qui existe déjà, maintenir en notre province une vie normale et, surtout, être prévoyants, afin que notre peuple soit en mesure de faire face aux problèmes de l'après-guerre avec confiance et sérénité.

L'honorable trésorier y a bien pensé quand il nous dit: "Le gouvernement s'applique donc à résoudre les problèmes financiers d'une façon pratique. Il ne se préoccupe pas uniquement du présent, mais il cherche ce qui assurera le bien-être et la prospérité de notre province dans l'avenir." On constate que cet énoncé est bien vrai lorsque l'on examine les détails du budget, surtout en ce qui concerne les crédits du secrétaire de la province, de l'Instruction publique, de la Santé et du Bien-être social.

L'opposition nous a maintes fois reproché de taxer. Le jour de rétribution est malheureusement arrivé pour les citoyens de cette province. Pendant trois années, le régime de l'Union nationale a dépensé sans compter, accumulant déficit sur déficit.

Le peuple fut averti alors de la situation désastreuse qui résulterait de cette danse effrénée des millions. Combien de gens étaient alors heureux de constater que le gouvernement de l'Union nationale gaspillait notre patrimoine! Le peuple est-il plus riche aujourd'hui du fait de ces dépenses énormes? Non. Nos ouvriers, nos cultivateurs ne sont certainement pas en meilleure posture qu'alors. En octobre 1939, le peuple se prononçait contre la politique de dépenses extravagantes et élisait notre gouvernement qui lui, présentait un programme d'économie.

L'honorable premier ministre, l'honorable trésorier et leurs collègues méritent des félicitations pour le courage qu'ils ont montré en endossant leurs responsabilités. Calme, digne, travaillant nuit et jour, l'honorable premier ministre suit son programme de rénovation provinciale, fait son devoir de chef, sans s'inquiéter de petite politique ni de tractations sournaises. Il va droit son chemin, s'imposant un travail intense et ne craignant pas, malgré qu'il le souhaiterait autrement, de demander à ses collègues, ses députés, au peuple tout entier, des sacrifices qu'il sait immenses, difficiles, mais confiant que tous, nous comprendrons la nécessité de ces sacrifices et que toutes les personnes de bonne volonté feront un effort pour sauver notre province et refaire une mentalité déformée par les promesses et dépenses extravagantes du régime précédent.

Notre pauvre jeunesse. Il est temps que quelque chose soit fait pour nos jeunes. La jeunesse s'est tournée vers le Parti libéral. Elle a foi que nous pourrions faire quelque chose pour elle et nous devons le faire. Nos jeunes sont toujours les premiers affectés quand quelque chose va mal. Ils ont souffert de la crise plus que tout autre. Las de se voir jetés sur le pavé parce qu'ils étaient jeunes, las de se voir fermer l'entrée des usines par manque d'ouvrage durant la crise économique qui a sévi dans le monde durant les dernières années, un grand nombre de jeunes gens ont négligé d'apprendre des métiers ou de perfectionner leurs capacités.

De sorte qu'actuellement, il y a une pénurie d'ouvriers réellement compétents, tandis qu'un grand nombre de journaliers et d'ouvriers médiocres chôment. Il est temps qu'on aide nos jeunes à s'orienter, à se spécialiser dans un métier, afin qu'ils puissent espérer un autre avenir que le pic et la pelle, ou encore une job du gouvernement qui les laisse sur le pavé chaque fois que le gouvernement passe d'un parti à un autre.

Le gouvernement nous annonce une réforme de l'enseignement. Pour cela, nous comptons sur la coopération du clergé en l'assurant de notre



collaboration. Une retouche dans notre monde d'instruction publique s'impose sans doute et qu'on me permette ici, M. l'Orateur, de féliciter le premier ministre et l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) du courage qu'ils montrent en s'attaquant à cette question épineuse et de préconiser la réforme de l'enseignement. Félicitations aussi à l'honorable député de Lotbinière (M. Chaloult) qui, à ce sujet, a émis en cette Chambre des idées dont on n'ose pas toujours parler avec autant de franchise.

Il n'est naturellement pas question à ce sujet de vouloir jeter le blâme à notre clergé, à nos religieux et religieuses, si nous trouvons aujourd'hui que notre système éducationnel n'est pas approprié aux besoins de la vie actuelle. Nous avons jusqu'ici laissé le clergé porter seul le fardeau de la responsabilité de l'éducation de notre peuple. Ils ont usé leur vie à enseigner, à façonner les nôtres. Ils étaient sur la brèche et nous restions sur la réserve. Aujourd'hui, nous avons le précieux devoir de leur dire que nous sommes dans la mêlée, à leurs côtés dans la guerre contre l'ignorance et l'apathie, contre la négligence et l'incompétence; nous comptons sur leur coopération et les assurons de notre collaboration. Il est temps que nous prenions aussi nos propres responsabilités.

L'Union nationale, par ses dépenses extravagantes, a laissé à la province et à la jeunesse un fardeau bien lourd. Je crois qu'il y aurait possibilité de favoriser toutes les classes de notre jeunesse en mettant à la portée de ceux qui sont peu fortunés ou sans ressources des cours d'écoles agricoles, techniques ou forestières, des moyens de s'instruire suivant leurs aptitudes respectives, en leur aidant aussi par des bourses, sagement accordées à ceux qui en ont réellement besoin et qui le méritent, et non par des bourses souvent distribuées au petit bonheur. J'ai bien dit qu'il faudrait favoriser toutes les classes de notre jeunesse.

Permettez-moi ici de vous dire que je trouve que la jeunesse rurale n'obtient pas présentement la part d'attention à laquelle elle a droit. Loin de moi l'idée de vouloir enlever à la jeunesse urbaine les privilèges qu'on lui reconnaît, d'amoindrir à vos yeux les besoins dont elle souffre. Loin de moi aussi l'idée de rejeter les obligations qu'ont envers elle les dirigeants du gouvernement et les représentants citadins. Cependant, il faut réaliser que nos gens de la campagne supportent avec un courage admirable le fardeau des obligations qui pèsent sur les épaules des contribuables, tant du côté provincial que du côté fédéral.

On paye des taxes en campagne tout comme en ville. Les services d'utilité publique y sont plus coûteux qu'en ville. La campagne a contribué, en taxes fédérales et provinciales, au secours du chômage.

Cependant, bien rares sont les municipalités rurales où les nécessiteux ont reçu des secours directs. Si le coût de la vie y est un peu moins élevé qu'en ville, par contre, la majorité des paysans et villageois jouit de moins de confort, se prive de plus d'amusements et fait une vie plus monotone.

Nos campagnards ont fait leur devoir dans l'achat de timbres de guerre et placements de ce genre. Nos jeunes gens se sont pliés courageusement à la loi de mobilisation. Je soumets que la jeunesse rurale, tout spécialement, n'a pas eu la part de justice à laquelle elle a droit. Je regrette que, dans les écoles d'avionnerie, on n'admette que les jeunes chômeurs des villes. Lors de l'inauguration de l'École d'avionnerie de Cartierville, on annonçait que ces cours étaient ouverts tant à la population rurale qu'à la population des villes.

Au Bureau de placement provincial, section des hommes, 90 rue Saint-Joseph à Québec, on rejette les demandes qui viennent de la campagne ou on les jette de côté aussitôt reçues. À l'Arsenal, un certain employé subalterne ne s'est pas gêné de dire, la semaine dernière, à une jeune fille qui avait réussi à y obtenir un emploi: "...qu'en venant de la campagne, elle n'avait pas d'affaire à travailler là".

Cette méthode est devenue intolérable, et je souhaite qu'on apporte plus de largesse d'esprit et qu'on donne une chance égale et honnête à notre population rurale. On ne peut toujours pas considérer comme essentiellement paysannes nos campagnes où on rencontre des villes de 3,000, 4,000 ou 5,000 âmes, et où parfois on ne trouve aucun cultivateur, telle la ville de Donnacona par exemple. Toutefois, ces jours derniers, des officiers de ce bureau ont semblé réaliser que cette méthode doit changer, et j'espère que, dans un avenir rapproché, on trouvera moyen de venir en aide aux jeunes de nos petites villes.

Nos jeunes des campagnes ont déjà assez de difficultés lorsqu'ils veulent se procurer une éducation supérieure. Tous doivent d'abord s'imposer des sacrifices financiers et autres pour faire du pensionnat. Il ne serait pas juste qu'on les privât des facilités offertes à la jeunesse d'apprendre un métier ou de perfectionner leurs aptitudes personnelles sous le seul prétexte qu'ils viennent de la campagne.

M. l'Orateur, notre jeunesse est pleine de bonne volonté. Elle n'est pas extrêmement exigeante. Tout ce qu'elle demande, c'est son droit de vivre. Notre jeunesse est encore docile et disciplinée aujourd'hui, plus qu'on semble s'en apercevoir. Mais, de grâce, pensons à demain. Elle aurait pu verser dans les doctrines subversives. Elle est restée fidèle aux principes religieux et démocratiques. Nos jeunes,

en majorité, sont laborieux. Une foule d'entre eux sont remplis de talent. Il nous faut leur aider à mettre à profit ces qualités, afin qu'ils puissent entrevoir la possibilité d'occuper des positions supérieures et mettre à contribution leurs initiatives personnelles.

Notre pays s'industrialise rapidement. Nous pouvons espérer qu'une grande partie de ses industries continueront à opérer après la guerre, et nous pouvons prévoir que ce fait sera de nature à nous amener une immigration intense, dont un grand nombre d'ouvriers spécialisés. Il est de toute urgence que les premiers habitants du sol canadien se préparent en conséquence, afin de s'emparer des postes de contrôle et de prendre de l'avant, plutôt que de toujours rester en arrière des autres.

Je m'en voudrais, M. l'Orateur, si je ne parlais pas du beau comté de Portneuf que j'ai l'honneur de représenter. Sa population sympathique est très attachée au Parti libéral depuis de nombreuses années. Nous nous rappelons tous avec orgueil que le comté de Portneuf a fourni un premier ministre libéral à la province en la personne de Sir Lomer Gouin. Et ce n'est qu'en jouant de ces sentiments légitimes de fierté qu'en 1936, l'Union nationale n'a pu duper, avec l'aide d'un prétendu libéral, "gouiniste renégat", l'électorat de mon comté, escamotant ainsi une majorité que le bon peuple de Portneuf a su vite lui retirer.

M. l'Orateur, sans vouloir empiéter sur le droit des honorables députés des autres comtés, permettez-moi de dire que nous comptons sur une part aussi grande que possible du budget de l'honorable trésorier. Nous avons de tout dans notre comté: agriculture, industries, grandes et petites, colonisation, forêts, mines, chasse et pêche, etc., et nous avons besoin pour tout.

Qu'on me permette ici de toucher quelques sujets qui, tout en étant d'intérêt local dans mon comté, sont similaires à ceux de plusieurs autres comtés. Dans la plupart des endroits agricoles de notre comté, les cultivateurs vivent difficilement avec les seuls produits de la terre. Il leur faut un supplément presque en chaque endroit. Il est là tout près: c'est la forêt. Je suis heureux de constater que la nouvelle loi de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté), concernant l'établissement des réserves cantonales, aidera grandement nos cultivateurs et qu'ils pourront eux aussi jouir des ressources de cette grande richesse naturelle.

Nos cultivateurs aiment aussi le glaisage des terres. Je veux bien croire que nos techniciens prétendent que le calco est de beaucoup préférable, mais il est aussi coûteux et moins à la portée de nos

terriens. C'est regrettable que les octrois en soient discontinués. On prêche le retour à la terre. On fait de grandes dépenses en ce sens, et le gouvernement actuel ne néglige rien pour venir en aide aux cultivateurs. Je souhaite qu'on trouve le moyen de garder nos paysans sur leurs terres en leur faisant trouver la campagne encore plus attrayante, en facilitant l'électrification rurale, en créant des centres d'amusement honnêtes et éducationnels où nos jeunes pourront s'instruire tout en se délassant, sans toujours avoir l'idée de courir en ville chaque fois qu'ils ont une soirée ou un dimanche libre.

Je tiens à remercier chaleureusement l'honorable premier ministre et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Godbout) pour avoir bien voulu, dans mon comté, organiser récemment un district de colonisation entre les paroisses Saint-Ubalde et Saint-Thuribe. J'espère que cette expérience sera fructueuse et saura nous démontrer que la formation de colonies à proximité de vieilles paroisses est un succès. Je demande au gouvernement de continuer à s'intéresser de façon plus précise aux électeurs de mon comté.

On intensifie l'organisation touristique à travers toute la province. Nous escomptons des millions du tourisme qui devient pour nous une industrie importante et qui, dans les temps présents, est d'un précieux concours pour apporter au pays du capital américain qui est si grandement recherché. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), avec raison, veut doter la province d'un réseau routier de tout premier ordre. La route Québec-Montréal, rive nord, existe depuis des siècles. Elle s'est améliorée graduellement depuis le temps de la diligence jusqu'à la limousine de luxe de nos jours. Elle traverse les plus vieilles paroisses du pays; elle a toujours été la route la plus populaire pour le tourisme américain, et je crois qu'à cause de son cachet tout particulier, de ses paysages splendides, elle le demeurera.

Le voyageur canadien l'a préférée à toute autre jusqu'à date. Pour en faire une route moderne et terminer les travaux commencés, il ne reste que deux endroits dangereux à faire disparaître: le village de Deschambault, et les Écureuils, à Donnacona. Les circonstances actuelles ont obligé l'honorable trésorier provincial à montrer un budget bien réduit pour la voirie. Cependant, je sais que l'honorable ministre de la Voirie, assez intelligent et assez homme d'affaires, peut être assuré qu'il trouvera moyen de terminer ces travaux qui sont urgents au point de vue touristique, commercial et social, car ces endroits sont dangereux et des accidents nombreux s'y produisent chaque année.

N'y aurait-il pas possibilité aussi d'envisager, aux frais du gouvernement, l'entretien d'hiver de la route Québec-Montréal? Et, ici, j'ose espérer obtenir sans contredit l'appui des députés de la ville de Québec, car les commerçants, hôteliers, restaurateurs, etc., de Québec, sont, sans doute, encore plus intéressés à un projet de ce genre que nous, de la campagne. J'ai dit: aux frais du gouvernement. Permettez-moi d'ajouter que, d'après mon humble opinion, la chose pourrait se faire sans charge supplémentaire de la part du gouvernement, ne causant ainsi aucune injustice aux contribuables du reste de la province qui ne pourraient jouir du service de cette route. Parce que les taxes perçues sur la gazoline et les ponts de péage devraient être suffisantes pour défrayer les frais de cet entretien. Je serais aussi opposé à ce qu'une contribution soit exigée des municipalités concernées, car elles ne retirent aucun bénéfice de l'automobilisme. Les licences sont payées au gouvernement pour douze mois et de nombreuses autres taxes aussi.

Le nord de notre comté, avec ses ressources naturelles, gibier de nos forêts, beauté de nos montagnes, lacs et rivières où la truite gourmande est toujours prête à sauter à l'hameçon, est l'un des plus beaux endroits touristiques de la province à proximité des grandes villes. Quelle route plus enchanteresse que celle de Québec-Sainte-Catherine-Lac Sergent-Saint-Raymond-Saint-Léonard-Rivière-à-Pierre, quand elle sera améliorée, et pour la terminaison de laquelle nous comptons sur la bonne bonté et la générosité de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Ce district est, de plus, un endroit idéal pour les sports d'hiver, à proximité de la ville de Québec, desservi par les chemins de fer du Canadien National, et où on a réussi, depuis deux ans, à entretenir jusqu'à Duchesnay, aux frais des intéressés, une route carrossable, tout l'hiver.

Rivière-à-Pierre est un centre industriel où l'on trouve un granit reconnu comme l'un des plus beaux du pays. C'est aussi un endroit de chasse et de pêche très recherché. Déjà, l'Association touristique des Laurentides et la Chambre de commerce de Rivière-à-Pierre ont commencé une campagne en faveur de cette route, et nous espérons qu'avec de l'organisation et du travail, nous développerons un centre pratique et intéressant qui pourra inciter les touristes à prolonger leur séjour dans notre district. Il est bon d'amener les touristes chez nous, mais il faut aussi trouver le moyen de les garder aussi longtemps que possible. Nous comptons sur l'appui de nos gouvernements et nous les assurons de notre collaboration.

Si notre comté est en majeure partie agricole, nous avons aussi des centres ouvriers importants: Saint-Raymond, avec son bois de pulpe et de commerce, Donnacona, avec ses usines de papier, de planches isolantes, Saint-Marc-des-Carières qui porte son nom à cause de ses carrières de granit et de pierre à chaux, Pont-Rouge et Portneuf, moulins à papier, planches isolantes, bardeau, imitation de brique, etc.

Nos ouvriers, nos bûcherons, ont souffert de la législation ouvrière de l'Union nationale. Ils ont foi que notre législation sera une amélioration. Ils désirent actuellement que le Conseil supérieur du travail soit nommé dans un avenir rapproché. Je suis convaincu que si nos lois ouvrières ne sont pas encore trouvées parfaites - la perfection n'est pas de ce monde - nos lois représentent un pas en avant dans le problème ouvrier. L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a des problèmes difficiles à résoudre, et je tiens à assurer les ouvriers, non seulement de mon comté, mais de la province entière, que l'honorable ministre ne considère pas ces problèmes comme une épine dans son pied dont il cherchera à se débarrasser, vaille que vaille, mais comme un devoir auquel il fera face, un jour, en homme franc et droit, dans le meilleur intérêt de toutes les classes de la société de la province et, par conséquent aussi, dans le meilleur intérêt de la classe ouvrière elle-même.

J'espère n'avoir montré, au cours de cet exposé, aucune animosité contre qui que ce soit et n'avoir blessé aucun des honorables membres de cette Chambre. Je concède aux autres le droit de diverger d'opinion avec moi et j'espère, de leur part, jouir de la même tolérance. M. l'Orateur, je vous remercie de votre indulgence à mon égard, et je termine en vous félicitant de la manière digne et impartiale avec laquelle vous avez présidé aux débats de cette Chambre au cours de nos sessions.

**Des députés ministériels** l'applaudissent longuement et le félicitent d'avoir prononcé son "maiden-speech"<sup>3</sup>.

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 24 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu;
- bill 29 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie;
- bill 30 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans son école d'industrie;
- bill 31 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec Les Sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie;
- bill 32 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie.

2. Des intérêts allemands ont tenté d'acheter l'île d'Anticosti en 1938, sous prétexte qu'ils voulaient exploiter nos forêts, selon *La Patrie* du 19 avril 1941, à la page 18.

3. Premier discours en Chambre.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

### NOTES

1. Joseph-Charles-Ernest Ouellet (1882-1952). Élu député libéral dans Dorchester (1917-1930). Ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau, le 1<sup>er</sup> mai 1929, son siège devint vacant lorsqu'il fut nommé au poste de conseiller législatif de la division de La Vallière, le 27 novembre 1930. Décédé en fonction à Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin le 4 janvier 1952.

## Première séance du mardi 22 avril 1941

## Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

## Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre que de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette).

## Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes!

Loi des  
commissions d'enquête

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), la permission de présenter le bill 48 modifiant la loi des commissions d'enquête.

Le but de cette loi est d'autoriser la tenue d'une enquête sur les taux d'assurance dans la province. Elle accorde au lieutenant-gouverneur en conseil le droit d'ordonner une enquête sur toute question.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la vente  
des effets non réclamés

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés.

La loi permet aux commerçants de fourrures de vendre, après une certaine période de temps, les effets déposés chez eux pour être réparés ou modifiés, s'ils ne sont pas réclamés. Le but de la nouvelle loi est d'étendre le privilège pour les effets déposés pour être entretenus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Écoles professionnelles

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est

(l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 52 concernant les écoles professionnelles.

La loi oblige les écoles d'arts et métiers nouvellement établies à s'enregistrer, afin que le gouvernement puisse y exercer une surveillance et un contrôle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Loi des terres et forêts

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des terres et forêts soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill fait disparaître un article dont la nécessité avait été reconnue par tous les gouvernements, à savoir les avis publics et la vente à l'enchère. Les avis de vente des terres de la couronne devraient paraître dans les journaux et les ventes devraient être faites par enchère publique. La loi actuelle est un encouragement à dilapider nos forêts. Nous avons refusé aux compagnies, lorsque nous étions au pouvoir, ce qu'on leur accorde aujourd'hui. Les ressources naturelles de la province doivent être protégées, car elles font circuler des millions de dollars annuellement et ont permis de stabiliser par ailleurs l'échange monétaire avec les États-Unis. Elles sont indispensables à la régularité de nos cours d'eau; elles ont l'avantage d'assurer la prospérité du sol. Il faut donc les traiter d'une façon rationnelle. C'est une richesse indispensable à la sauvegarde de notre avenir. Tous les partis, en Chambre, devraient s'entendre sur l'adoption de mesures propres à assurer la protection de ce patrimoine national qu'est notre forêt.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Usines dans Chicoutimi

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 47 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 18, et l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 27, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le nombre "1941" par le nombre "1943". "

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a proposé, en 1938, la première loi dont on veut prolonger l'effet parce qu'elle est bonne, évidemment. Elle voulait, dans le temps, faire disparaître le spectacle d'un tombeau vivant qu'offrait la région de Chicoutimi. Nos amis d'en face ont critiqué la loi lorsque nous l'avons présentée. Aujourd'hui, il reconnaissent qu'elle était nécessaire et ils demandent que son existence soit prolongée.

Je me demande pourquoi le gouvernement fédéral n'utilise pas ces usines comme fabriques de munitions. Le gouvernement fédéral dépense des millions pour construire de nouvelles usines de guerre, alors qu'il pourrait utiliser avec profit celles de Chicoutimi.

Je demande au gouvernement de faire des instances auprès du gouvernement fédéral pour que ces usines, fermées depuis 1923, servent à la fabrication de matériel de guerre. Chicoutimi est située près du golfe, dans une région où les pouvoirs d'eau sont abondants, à quelques milles d'Arvida où on fabrique de l'aluminium, métal indispensable aux industries de guerre, et admirablement placée pour l'expédition outre-mer. Un tel site serait un endroit tout désigné pour la fabrication d'armes, d'avions, etc.

D'autres usines, entre autres celles du Cap-de-la-Madeleine, sont un peu dans le même cas. La province compte plusieurs usines vacantes qui pourraient être utilisées comme industries de guerre. Voici l'exemple d'un cas de gaspillage, celui d'une usine de Québec qui fabrique des cartouches que l'on expédie ensuite à 100 milles plus loin pour les bourrer d'explosifs; elles sont par la suite retournées à leur point de départ pour leur envoi outre-mer. Pourquoi cette opération ne pourrait-elle pas se faire en un seul endroit, afin de prévenir les coûts supplémentaires et la perte de temps qu'occasionnent tous ces transbordements?

Des centaines de millions de dollars sont dépensés actuellement dans des usines d'armement

partout dans la province, sans qu'on ne s'inquiète des effets de l'après-guerre. Nous souhaitons tous la défaite de l'agresseur et la victoire de la Grande-Bretagne. Mais, après la guerre? Les populations qui auront migré vers les villes où ces usines ont été érigées se retrouveront sans travail et nous aurons de graves problèmes de chômage. Même les usines seront inutiles. Je répète que le gouvernement de la province devrait faire demande auprès d'Ottawa pour que l'on réouvre les usines vacantes plutôt que d'en construire de nouvelles.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Est-il possible de réouvrir les usines de Chicoutimi? Nous ne le savons pas encore. L'Union nationale a essayé et n'a pas réussi. Je n'en suis pas surpris parce que la chose est difficile.

Je n'ai pas à discuter la politique fédérale. S'il y a possibilité, nous serons enchantés de réouvrir ces usines et nous allons essayer. De toute façon, le gouvernement de Québec est animé des meilleures intentions. J'espère que le bill aura pour effet d'apporter une aide à la région de Chicoutimi. Je ferai tout ce qu'il est possible pour assurer la réouverture des usines de Chicoutimi. Je mettrai toute ma bonne volonté et toute mon énergie à cette question. Si elles ne rouvrent pas leurs portes, cela ne dépendra pas de moi.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Écoles professionnelles**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 concernant les écoles professionnelles.

Adopté.

**Voies et moyens:****Débat sur le budget  
1941-1942 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 18 avril courant, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Barrette (Joliette):** M. l'Orateur, je me fais un devoir, en prenant part à ce débat, de renouveler l'assurance de mon dévouement inaltérable à la population du comté de Joliette et d'affirmer ma conviction que la politique de l'Union nationale, telle que préconisée et appliquée par son chef, peut seule faire prospérer Québec dans la voie de ses destinées, parce qu'elle tient compte des aspirations et des besoins de ses citoyens, parce qu'elle assure la défense de son autonomie, la sauvegarde de ses ressources naturelles et la protection de son capital humain.

Le comté de Joliette, M. l'Orateur, est à mes yeux le plus beau comté de la province. Il fut représenté dans cette Chambre, pendant 24 ans, par Sir Mathias Tellier<sup>2</sup>, ancien député de Joliette et chef de l'opposition. Sir Mathias Tellier, un nom qui est synonyme de patriotisme et d'honneur dans tout le Québec, titre qu'il a mérité en luttant pour la justice, pour la vérité et pour le peuple dans ce Parlement. Je n'ai certes pas l'espoir d'égaliser jamais un modèle si grand, mais si l'exemple peut servir à quelque chose, je tâcherai d'imiter mon illustre prédécesseur et de mériter moi aussi le titre de patriote, parce que j'aurai combattu le gouvernement d'aujourd'hui, héritier et imitateur d'un gouvernement qui fut jugé par le peuple en 1936. Je veux aussi, M. l'Orateur, avant de parler de l'administration de la province, me souvenir que si beaucoup de gens dans Québec souffrent de l'incompétence du gouvernement, leur sort est encore bien doux si on le compare au sort des malheureuses nations d'Europe qui gémissent sous la botte de l'opresseur.

Il est difficile de ne pas accorder une pensée de profonde sympathie aux millions de personnes qui souffrent le martyr moral et physique à cause de la guerre, aux millions de femmes et d'enfants dépouillés et privés de tout, parce qu'ils ont été frappés par le banditisme hitlérien. Cette pensée de la guerre doit aussi nous remplir d'admiration pour la résistance

héroïque faite par l'Angleterre et la Grèce aux hordes nazies et fascistes lancées à l'assaut de ces forteresses de la civilisation et de la démocratie chrétiennes.

M. l'Orateur, j'ai voulu parler un moment de ces choses parce que je suis profondément attaché à Joliette, ma petite patrie, et parce que je sais aussi qu'elle ne peut prospérer et vivre heureuse qu'en tant que la grande patrie sera prospère et heureuse, et parce que je sais que l'avenir du Canada est lié au sort de ses Alliés et de leurs armes. Je ne doute pas de la victoire finale. Et pour que la paix et la prospérité reviennent de façon la plus complète possible dans Québec, nous allons nous employer, de ce côté-ci de la Chambre, à faire coïncider et la victoire de nos armes et la victoire de la politique nationale.

M. l'Orateur, il y a près de trois mois que le gouvernement nous a convoqués en session, et nous commençons à peine la discussion sur le budget, ce qui signifie que nous ne sommes pas prêts de finir. L'an dernier, la session fut bien longue, elle le sera presque autant cette année; et si le gouvernement continue à procéder avec la même lenteur, il ne faudrait pas qu'il soit au pouvoir trop longtemps pour que nous siégions en permanence.

Heureusement que l'électorat se chargera bientôt de mettre bon ordre à ces lenteurs, à ces attermoissements, à ces hésitations de toutes sortes et replacera à la tête de l'administration des hommes qui ont tenu compte des besoins du peuple. Sous le gouvernement des hommes nouveaux, il y a deux choses qui progressent en longueur: les sessions et la série des taxes. Quant au reste, que ce soit pour le crédit agricole, l'aide aux chômeurs ou aux colons, les travaux de voirie, ou l'aide aux corporations scolaires ou municipales, il y a diminution et régression partout.

L'administration actuelle se résume comme suit: on a augmenté les taxes de \$20,000,000 par année, supprimé à peu près les grands travaux publics, diminué les pensions de vieillesse, des mères nécessiteuses et des aveugles, dont on fait maintenant payer une partie aux municipalités, supprimé les secours aux chômeurs, multiplié les péages sur les ponts, supprimé les octrois aux cultivateurs et, avec tout cela, augmenté la dette publique de la province. Aussi étrange que cela puisse paraître, les augmentations de charges et de taxes, et les diminutions de subventions et de secours semblent marcher de pair; plus on augmente les taxes, plus on diminue les subventions.

Ainsi, on augmente les taux d'intérêt et d'amortissement pour le crédit agricole et on diminue le nombre de prêts consentis. On augmente les taxes municipales, en exigeant une contribution pour les

allocations et pensions aux veuves et aux vieillards, et on diminue les montants des pensions et le nombre des pensionnaires. Le gouvernement diminue les travaux de voirie et augmente les taxes sur les camions employés à ces travaux; le gouvernement multiplie les promesses aux éducateurs et diminue les subventions aux corporations scolaires. Il en est de même partout: le gouvernement bâtit deux ou trois ponts et impose des péages sur une douzaine de ponts.

Le gouvernement supprime les travaux remédiateurs au chômage en même temps qu'il multiplie les obligations imposées aux municipalités. S'il faut combattre le chômage de façon rationnelle, il faut le faire de façon à ne pas engendrer de grave crise sociale, en apportant au règlement du problème un esprit de justice et du bon sens. Il est étrange en vérité de constater que les diminutions d'aide, de secours, de travaux et d'octrois s'accroissent à mesure que progressent les charges et les taxes imposées à notre population. Il est inquiétant de voir le gouvernement hésiter, trembler et retraire à mesure que des problèmes importants, et intéressants même notre avenir, se posent à son attention. Le gouvernement est de plus en plus faible et ses responsabilités de plus en plus grandes; il procède avec rapidité et fermeté quand il s'agit d'imposer des taxes mais, dans ce sens seulement, il sera connu comme un gouvernement de taxeurs et d'hésitants.

Le travail de législation, malgré la longueur des sessions, sous le présent gouvernement, ne représente pas le quart du travail fait durant chacune des sessions de 1936 à 1940, parce qu'il nous a fallu alors légiférer dans tous les domaines pour assurer le maintien d'un juste équilibre entre les classes de la société et assurer ou augmenter la protection à laquelle chacune de ces classes avait droit. Quoique le travail soit beaucoup moindre maintenant, nous avons des sessions plus longues et une augmentation considérable de dépenses.

Le budget pour la législation, pour l'année 1939-1940, était de \$691,430; pour 1941-1942, il est de \$740,700, soit une augmentation de \$49,270; et le budget du procureur général est augmenté dans une proportion plus élevée encore: en 1939-1940, il était de \$4,382,749.72; pour 1941-1942, il est de \$5,193,600, soit plus de \$810,000 d'augmentation; et pourtant, le gouvernement prétend avoir diminué le nombre des employés. Faut-il conclure qu'il y a une augmentation correspondante de salaires ou que le coulage qui existait jusqu'à 1936 ait recommencé en 1940?

D'ailleurs, si nous prenons la déclaration de l'honorable premier ministre, nous serons justifiés de croire pareille chose, puisqu'il a dit, on s'en

souvient, "nous dépensons l'argent comme le vieux régime". Cette déclaration a surpris la population de la province, avec beaucoup de raison, car elle se souvient de ce que faisait l'ancien régime. On sait très bien de quelle façon le gouvernement d'alors faisait sa comptabilité, ou plutôt il n'en faisait pas, puisqu'il y avait absence complète de contrôle financier et de comptabilité: des argentés étaient reçus et dépensés en dehors du département du Trésor. Le trésorier ignorait quel était le montant des comptes recevables par la province, depuis combien de temps les comptes étaient dus et aussi les raisons qui motivaient des majorations de comptes.

La comptabilité s'établissait à la fin de chaque année sur les recettes et déboursés; c'est ainsi que l'on obtenait un surplus apparent en ignorant l'existence de comptes payables par la province. Durant des années et des années, les documents publics, les *Comptes publics* ont été faussés: ils ne représentaient pas l'état véritable de la situation financière de la province. Avec ce système de ne tenir compte que des recettes et déboursés, plutôt que des revenus et dépenses, comme le faisait l'Union nationale, le désarroi et le désordre existaient partout. Ce système permettait à chaque département, à chaque ministère, de disposer de son budget à sa guise, en favorisant et en augmentant le nombre des abonnés à la crèche.

Les achats étaient faits par chaque département sans qu'il fût possible de constater la nécessité de tel ou tel achat, ou de savoir si le montant payé ne dépassait pas deux ou trois fois la valeur de la marchandise achetée. On empruntait officiellement pour une fin, mais on dépensait l'argent à tout autre chose. C'est de cette façon, M. l'Orateur que le vieux régime dépensait l'argent du peuple, et c'est donc ce que le premier ministre veut continuer de faire.

L'Union nationale a fait sa comptabilité avec les revenus et les dépenses, avec le résultat que les *Comptes publics* étaient l'image fidèle de la situation financière de la province. L'Union nationale a créé un bureau des achats, qui a fait cesser les abus criants commis par le vieux régime et qui a fait économiser des centaines de milliers de dollars à la province. L'absence de contrôle sous le vieux régime a permis de véritables détournements de fonds; le gouvernement empruntait de l'argent pour venir en aide aux victimes du chômage, ce qui paraissait bien aux yeux de la population, mais il le dépensait où il voulait, ce qui était moins bien, et qui s'appelle un détournement de fonds. À un certain moment, \$1,484,444 furent ainsi détournés des fins pour



lesquelles des débetures avaient été empruntées pour faire des travaux remédiateurs au chômage, et il fut employé pour toutes sortes de choses, comme l'atteste le rapport de Price Waterhouse, et ce montant de \$1,484,444 fut chargé au ministère des Travaux publics. C'est ainsi que le vieux régime dépensait l'argent, et c'est ainsi que le premier ministre veut dépenser l'argent; c'est lui qui l'a affirmé.

À chaque année, M. l'Orateur, le gouvernement Taschereau, dans ses prévisions budgétaires, annonçait un surplus; et pourtant, du 30 juin 1933 au 30 juin 1936, la dette nette fut portée de \$96,169,398.04 à \$160,065,042, soit près de \$64,000,000 d'augmentation, tout en ne faisant rien pour la population. Durant la seule année de 1934-1935 à 1935-1936, le gouvernement a dépassé ses prévisions budgétaires de \$30,096,000. En prenant la moyenne par jour, nous constatons que nos amis d'en face avaient dépensé \$82,455 par jour, de plus qu'ils ne devaient dépenser, durant l'année 1935-1936, de plus qu'ils avaient prévu dépenser, et nous sommes encore à leur demander ce qu'ils ont fait avec cette somme énorme.

Et ces âmes prudes se scandalisent parce que nous avons augmenté la dette nette en trois ans et quelques mois de \$97,000,000, c'est-à-dire en moyenne la même augmentation que pour la dernière année de leur administration, avec cette différence que le gouvernement qui nous avait précédé n'avait rien fait pour aider aucune des classes de notre population, tandis que l'Union nationale n'a oublié aucune de ces classes, ou aucun groupe de notre population; avec cette différence aussi que, dans le temps de nos amis, en 13 ans, de 1920 à 1933, les dettes des corporations municipales sous la tutelle de la Commission ont augmenté de \$319,000,000 tandis que, sous l'Union nationale, avec notre politique de grands travaux publics pour soulager les chômeurs, l'actif des cités et villes dans notre province s'est élevé d'environ \$30,000,000 par les travaux que nous avons faits.

Le gouvernement actuel continue de tonner et de fulminer parce que nous avons augmenté la dette nette de \$97,000,000, et toute la critique de nos adversaires tourne autour de cela. Mais ils oublient de dire qu'ils nous avaient laissé comme héritage du régime Taschereau \$51,000,000 de dettes de toutes sortes, une agriculture en banqueroute, et une misère tellement grande dans les villes que la paix sociale était menacée et que nous avions l'impression de vivre sur un volcan. Comme l'a dit et répété le chef de l'Union nationale (M. Duplessis), si c'était à recommencer, nous ferions la même chose; nous

donnerions de nouveau la confiance à notre population, confiance qu'elle avait perdue, et qu'il était absolument nécessaire de lui redonner, confiance qu'elle a de nouveau perdue, surtout depuis que le chef du gouvernement, aux applaudissements de ses députés, a déclaré qu'il voulait imiter le vieux régime.

C'est le grand, l'unique reproche fait à l'Union nationale, par les députés de la droite: "Vous avez augmenté la dette nette de \$97,000,000." Nous l'admettons et nous le répétons: nous ferions la même chose parce que c'était notre devoir de faire ce que nous avons fait. Ils font aussi entrer, dans le chiffre de \$97,000,000, la somme de \$35,000,000 prêtée aux cultivateurs, qui n'est pas une dépense, mais un placement, ainsi que le gouvernement actuel le reconnaît maintenant quand il s'agit de sommes qu'il prête aux cultivateurs. Nous ne les regrettons pas. Les \$57,120,000 dépensés en travaux de chômage pour bâtir des parcs et des canaux, nous ne les regrettons pas.

Nous sommes fiers d'avoir créé des écoles de toutes sortes, École d'agriculture, École des mines et Mines-École, École du textile, École des pêcheries, École du commerce. Fiers aussi d'avoir bâti la première centrale électrique; nous sommes fiers d'avoir doublé le salaire des institutrices de campagne, d'avoir dépensé \$6,500,000 pour les hôpitaux, universités, institutions, sanatoriums. Nous ne regrettons qu'une chose: c'est de n'avoir pu faire plus que ce que nous avons fait. Nous avons dépensé \$6,500,000 pour les hôpitaux, les refuges et les institutions de charité et nous aurions voulu faire davantage.

Nous avons prouvé qu'il était possible à un gouvernement de construire des grandes routes pour relier les coins les plus reculés de la province aux grands centres et relier entre elles nos grandes villes, pour relier les centres de production aux centres de consommation. Nous ne regrettons pas d'avoir dépensé \$38,000,000 pour commencer ce système routier, car nous n'avions pratiquement pas de bons chemins dans Québec, en 1936; il y avait bien le fameux boulevard Taschereau qui avait coûté \$225,000 du mille; c'est tout ce que nous avions, quelques milles de bons chemins qui avaient coûté un prix scandaleux.

M. l'Orateur, c'est pour nous une satisfaction et une joie d'avoir établi 16,000 familles sur des lots de colonisation et d'avoir dépensé pour la colonisation et le retour à la terre \$12,000,000, d'avoir fait des centaines de milles de chemins, d'avoir bâti 500 écoles et chapelles, d'avoir soulagé les déshérités de la vie et les faibles, d'avoir payé des pensions aux vieillards, aux aveugles, aux orphelins

et aux veuves pour plus de \$8,000,000. Huit millions de dollars comme pensions sociales que l'ancien gouvernement Taschereau ne payait pas. Quatre-vingt-dix-sept millions de dollars, c'est payer bien peu cher un renouveau complet dans une province aussi grande que la nôtre, c'est payer bien peu cher une œuvre tellement grande qu'elle a marqué la fin d'une époque et le commencement d'une autre.

Nous avons dépensé de l'argent, mais nous ne l'avons pas dépensé comme le vieux régime. Je vous ai donné sans entrer dans les détails, M. l'Orateur, un bien faible aperçu de quelle manière cet argent avait été dépensé; et chaque fois que l'on nous accusera d'avoir accru la dette, nous répondrons: "C'est vrai, mais voici nos œuvres"! Et nous ajouterons: "Mais dites-nous ce que vous avez fait durant les années de 1933 à 1936, alors que vous avez augmenté la dette nette de plus de \$64,000,000. Montrez-nous une œuvre importante contre 100 des nôtres qui crèvent les yeux, et dites-nous ce que vous avez fait durant l'exercice financier 1939-1940 qui s'est soldé par un déficit de plus de \$52,000,000."

À qui le gouvernement fera-t-il croire que l'Union nationale, qui n'a eu d'administration que le quart de cette année, est responsable de ce déficit? Il est passé le temps où les grands déclamateurs libéraux pouvaient endormir l'électorat par des discours; ils doivent maintenant passer des paroles aux actes, et, jusqu'à maintenant, les actes du gouvernement se traduisent par un seul mot: taxes.

Quand il s'agit d'aider ceux qui sont dans le plus grand besoin, on constate qu'avec un budget pourtant plus considérable, certains groupes reçoivent moins qu'ils ne recevaient, quoique les revenus soient augmentés de \$20,000,000 par année par des taxes nouvelles. Les agriculteurs, les colons, les chômeurs, les vieillards, les mères nécessiteuses, les orphelins reçoivent moins d'aide et de protection. Qu'est-ce que le gouvernement actuel a fait l'an dernier, alors qu'après avoir reçu \$20,000,000 de plus en taxes, et avoir supprimé les travaux publics, les secours directs, diminué les pensions, il a fini l'année avec un déficit de \$52,000,000?

En revanche, dans les départements où il y a des impressions à donner, où il est facile d'augmenter le personnel, le budget est augmenté. Augmentation des dépenses pour la législation de près de \$50,000, augmentation dans le département du procureur général de \$810,000, dans le département du Trésor; le budget pour l'année 1939-1940 était de \$12,956,918 et, pour l'année 1941-1942, il est de \$18,166,976, soit une légère augmentation de \$5,193,600. Le personnel est sans

doute considérablement augmenté dans ce ministère et une partie du revenu des nouvelles taxes sert à payer de nouveaux employés. Dans les départements que je viens de citer, quand le budget est augmenté, le peuple n'en a pas plus, ce sont les favoris qui en profitent.

Mais pour les colons, c'est différent: pas d'augmentation pour eux. Entre le budget de 1939-1940 et le budget de 1941-1942, une diminution de \$189,000; pour les cultivateurs \$5,000,000 de moins cette année que sous l'Union nationale; pour les vieillards, des milliers de pensions supprimées ou réduites; pour les orphelins, l'allocation de \$5 par mois sous l'Union nationale est réduite à \$2.50 par mois par enfant; pour les chômeurs, l'obligation d'aller faire des courbettes aux dispensateurs du patronage jusque dans les industries de guerre, et l'obligation d'aller travailler où le gouvernement veut les envoyer travailler, aux conditions qu'il veut imposer, aux salaires qu'il veut payer. On donne moins à la population, et cependant, on augmente les dépenses de l'administration. Où donc va l'argent?

Et ce sont ces hommes qui nous reprochent notre administration, qui nous reprochent une seule chose: d'avoir trop dépensé. Ils ont oublié que lorsque l'Union nationale prit le pouvoir, la caisse était vide et la province avait des obligations à rencontrer et des dettes à payer, consistant en bons du Trésor, en comptes soutirés aux banques, en mandats impayés pour \$45,946,858; il fallait emprunter immédiatement. Cette somme considérable, due par le gouvernement dans toute la province, était une cause d'embarras financiers et paralysait les affaires. Non seulement le gouvernement qui nous avait précédés n'avait rien fait, mais il était une cause de malaise pour le commerce par le fait que des capitaux considérables étaient gelés et, pour cette raison, les faillites se multipliaient. En 1934, les statistiques fédérales nous démontrent qu'il y avait eu dans Québec 779 faillites; en 1938, ce chiffre était baissé à 482<sup>3</sup>.

En plus des mandats impayés, des comptes soutirés et des bons du Trésor formant un total de près de \$46,000,000, il y avait aussi d'autres comptes en souffrance formant un grand total de \$51,000,000. Sous l'administration de l'Union nationale, la province a payé les taux d'intérêt les plus bas de l'histoire de la province, et cela, pendant toute la durée du gouvernement unioniste. Des taux meilleurs que sous le gouvernement Taschereau et meilleurs que sous le gouvernement actuel. Le gouvernement de l'Union nationale emprunta \$51,000,000 à un taux moyen de 2.21 %, et une commission de courtage de

\$0.70 par \$100, alors que le gouvernement fédéral venait de faire une émission de \$85,000,000 à un taux de 2.97 % et en payant une commission aux courtiers de \$1.73 par \$100.

Ce qui prouve que, sous l'Union nationale, le crédit de la province était meilleur que celui du dominion, comme il était meilleur d'ailleurs que celui d'aucune autre province de la Confédération, et cela se passait dans un temps où les libéraux prétendaient que nous ruinions la province, alors que cet argent était emprunté pour payer leurs dettes et que nous l'empruntions à un taux plus bas qu'ils n'avaient jamais emprunté.

Quand nous disions cela à nos amis d'en face, ils feignaient de s'amuser. Ils s'amusent moins maintenant, car ils empruntent eux aussi, et à des intérêts plus élevés que du temps de l'Union nationale. Ils ont emprunté \$103,600,000 du 2 janvier 1940 au 1<sup>er</sup> février 1941 comme suit: le 2 janvier 1940: \$12,000,000; le 15 février 1940: \$55,000,000; le 15 novembre 1940: \$21,600,000. Et il leur a fallu attendre plusieurs semaines pour faire couvrir leur dernier emprunt de \$15,000,000, formant le total de \$103,600,000 que je viens de citer, emprunté en 13 mois, en payant un intérêt de 3¼ % et 3½ %.

Les gens de la droite prétendaient aussi avoir laissé la province en bonne posture financière, alors que le total des dettes et obligations de la province se chiffrait au 30 juin 1936 à \$205,952,036.69, consistant en engagements et comptes non produits pour \$6,000,000, en garanties de toutes sortes pour \$15,893,147.93 en solde à la Banque Canadienne Nationale par contrat, \$12,991,867 avec une dette flottante de \$40,423,406.82 et une dette consolidée de \$130,643,614. Le tout formant ce total de \$205,952,036.69. Voyons maintenant quels étaient les revenus de la province pour faire face à ces obligations.

En comparant les trois dernières années du vieux régime aux trois dernières années de l'administration nationale, nous constatons: qu'en 1933-1934, les revenus de la province étaient de \$28,282,503.58; qu'en 1934-1935, les revenus étaient de \$31,984,885.31; qu'en 1935-1936, les revenus de la province étaient de \$38,665,299.27, formant un total de \$98,932,688.16 en trois ans. Sans ajouter une seule taxe, nous avons, par une perception mieux faite des taxes, par le développement minier, par l'activité qui régnait partout, grâce à la politique progressive de l'Union nationale, porté les revenus de 1936-1937 à \$46,280,109.46; 1937-1938 à \$53,344,037.50; 1938-1939 à \$60,460,157.16, formant le total de \$160,084,295.12 pour trois années.

Ainsi M. l'Orateur vous constatez que la progression est constante dans les revenus. Si on compare les trois années de l'administration de l'Union nationale aux trois dernières années du régime libéral, on est surpris de constater qu'en trois ans, nous avons augmenté les revenus de plus de \$61,000,000 sans imposer une taxe. Avec des revenus augmentés en moyenne de près de \$20,000,000 par année, nous étions justifiés d'emprunter pour solutionner les problèmes effarants qui se posaient à notre attention.

Nous avons augmenté la dette consolidée de 60 % et les revenus de 62 %, dans une même période de temps, ce qui prouve que le chef de l'Union nationale a réussi à maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, en faisant face aux charges et aux obligations écrasantes que lui avait laissées le vieux régime. Seuls le crédit agricole et les travaux de chômage ont exigé un déboursé de \$92,000,000 pour stabiliser la propriété rurale et pour empêcher les gens de mourir de faim dans les villes qui ne pouvaient faire face aux obligations créées par le chômage.

Le gouvernement de l'Union nationale, en plus d'être dirigé par un homme d'affaires, était dirigé par un homme de cœur. Le peuple de Québec le constate plus encore aujourd'hui et il s'en souviendra. Nous avons ruiné la province, ont prétendu nos adversaires, alors que la moyenne de la dette par tête pour toutes les provinces de la Confédération, moins l'Île-du-Prince-Édouard, était, d'après le *Year Book* de 1940 du *Monetary Times*, de \$158.75, tandis que la dette par tête de la province était, pour l'année 1940, de \$76.60, et que la dette consolidée par tête du gouvernement canadien était de \$318.30 et qu'elle dépassera \$400 par tête avant la fin de l'année.

Nos amis de la droite, M. l'Orateur, regrettent d'avoir dit que nous avions ruiné la province, je suis convaincu qu'ils ne le diront plus. Ils n'oseront pas dire non plus que nous avons trop dépensé d'argent, car, durant la dernière année complète de notre administration en 1938, nous avons dépensé \$19.74 par tête tandis que la moyenne pour toutes les provinces du dominion était de \$24.28 par tête. Les chiffres que j'ai cités, M. l'Orateur, sont tirés des statistiques fédérales et du *Year Book 1940*, du *Monetary Times*. Je vais me servir aussi de chiffres cités dans cette Chambre par le député de Berthier (l'honorable M. Bastien). Quoique l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson) ait admis, dans son discours sur le budget, que la dette nette au 30 juin 1939 était de \$257,128,186.32, le député de Berthier disait l'autre jour que la dette,

après les trois années de l'administration de l'Union nationale, était de \$339,000,000.

Évidemment, le ministre sans portefeuille ne voulait pas contrarier le ministre du portefeuille, et il avait additionné à la dette nette la dette indirecte et la dette flottante, les engagements et garanties du gouvernement. Or, M. l'Orateur, le gouvernement admettait, lors de son emprunt du mois de février dernier, qu'au 31 décembre 1940 la dette consolidée, flottante, directe et indirecte s'élevait à \$402,610,000<sup>4</sup>. Me servant des propres chiffres du trésorier et du député de Berthier, je constate que la dette consolidée, flottante, directe et indirecte s'est accrue de \$81,000,000 en 14 mois sous le règne des grands financiers. Les ministériels devraient accorder leurs violons, dans leurs discours au sujet de la dette. Nos amis vont aussi vite en besogne que leurs compères du fédéral; tel maître, tel serviteur.

M. l'Orateur, je termine. Nos adversaires, après 1939, s'étaient vantés de pulvériser les députés nationaux qui étaient restés debout, de les écraser; ils s'étaient vantés de pouvoir prouver que nous avions ruiné le crédit de la province; ils s'étaient vantés d'avoir détruit l'Union nationale; ils n'ont réussi qu'à se ruiner eux-mêmes dans l'estime de la population. Le gouvernement est désuni, affaibli, l'opposition est plus forte, surtout depuis la victoire de Mégantic qui a semé le doute et la crainte dans les rangs des partisans libéraux.

En 1936, nous nous sommes chargés d'un fardeau très lourd; il était fait des erreurs et des fautes d'un gouvernement néfaste qui avait ignoré les besoins du peuple. En prenant le pouvoir, nous nous sommes mis à la tâche sous la direction d'un chef brave et généreux; et, sous sa direction, nous avons accompli un travail énorme.

Nous savons, M. l'Orateur, que notre travail n'est pas fini; nous le reprendrons le jour où le gouvernement actuel sera jugé par le peuple. Nous ne sommes pas pressés, nous assistons à la maladie du gouvernement; quand la division le tuera, quand il succombera, quand le chef du gouvernement retournera à la terre, nous retournerons au pouvoir pour continuer notre travail.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec, tout en étant désireuse de voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, exprime l'opinion que le devoir du gouvernement est de rendre justice au capital

humain, et, en conséquence, d'accorder aux victimes du chômage l'aide et les secours auxquels les chômeurs ont droit.

Et la motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), 9.

**Contre:** Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dumaine, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lapointe, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Perrier, Plamondon, Rochette, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** (Applaudissements) M. l'Orateur, au moment où je me lève, je dois avouer que j'ai à l'esprit des choses qui sont loin de la situation financière de la province. Sans doute, nous sommes ici pour travailler pour notre province, il est vrai. Mais pouvons-nous oublier ceux qui se battent pour nous là-bas? Il ne faut pas oublier les difficultés de l'autre côté des mers. Ce n'est pas un débat académique qui se livre de l'autre côté des mers, en Europe. C'est la lutte de l'amour contre la haine, de la barbarie contre la chrétienté, entre les armées de la liberté et celles de l'esclavage. Nous assistons à la bataille entre la démocratie et la dictature.

(Applaudissements à droite)

La haine n'a jamais rien produit de bien dans le monde. Elle n'a jamais produit d'œuvre durable. Espérons que, bientôt, la Providence jettera un œil favorable sur nos armées de terre, de mer et d'air, et fera prévaloir dans le monde la justice et l'équité. La haine n'a jamais profité en ce monde, et c'est l'une des raisons pour lesquelles les Britanniques et leurs Alliés gagneront la guerre. Même s'il fait noir en plein jour par moments, ayons confiance. Nous aurons la victoire et nous verrons régner dans l'univers la vérité et la justice.

Pour assurer l'ordre, tous les pays doivent avoir leur police. Cette force, c'est l'armée de notre

gracieux souverain. Dans la province de Québec, nous n'avons pas de lourdes obligations de ce côté, car notre peuple est bon. Mais le gouvernement fédéral a une plus lourde tâche et, en ce moment, il passe à travers de rudes épreuves. On doit s'abstenir de critiquer le programme fédéral, à moins que cette critique repose sur une connaissance réelle des faits.

Le député de Matane (M. Gagnon) a souhaité avec nous la victoire, mais il a eu ce que j'appellerais une parole malheureuse. C'était un coup d'épingle contre Ottawa. Il s'est plaint que, dans l'armée, les promotions des gens de notre race ne sont pas nombreuses. Il a cité ensuite un cas particulier, celui d'un homme qu'il a recommandé au bureau de placement de Québec et n'a pas eu d'emploi parce, à ce qu'il prétend, il n'était pas libéral, bien qu'il fût un vétéran de la dernière guerre. Le gouvernement fédéral a donné à ses bureaux de placement des instructions formelles de ne pas faire de politique. Ces instructions sont à l'effet d'accorder la préférence aux vétérans de guerre et aux autres soldats qui appliquent pour des postes au gouvernement. En temps de guerre, on devrait se dispenser de toute critique injuste.

On accuse le Parti libéral de faire de la petite politique avec les contrats de guerre et les bureaux de placement. C'est tout le contraire qui se produit. Les contrats ne sont accordés qu'après soumissions publiques, et tous les bureaux de placement ont la défense formelle de faire de la politique. "Les bureaux de placement sont des succursales des Clubs de réforme", a-t-il dit, avec une moue dédaigneuse. Je lui dirai tout d'abord que nous, du Parti libéral, nous ne donnons pas de contrats sans soumission, de sorte qu'il nous faut nous contenter de nos Clubs de réforme parce que nous n'avons pas les moyens d'avoir des Clubs renaissance.

(Rires et applaudissements à droite)

Mais, M. l'Orateur, j'ai fait une enquête sur le cas particulier cité par le député de Matane et je veux donner à la Chambre les faits exacts. Le député de Matane a écrit au directeur du bureau de placement de Québec, M. Gagnon, son homonyme, pour lui recommander un journalier, vétéran de la Grande Guerre. Le directeur a répondu au député de Matane pour lui dire: "Comme je vous l'ai dit quand vous êtes venu me recommander votre protégé, nous n'avons pas beaucoup d'emplois de journaliers". En passant, je dirai qu'il n'y a pas que les membres du Club de réforme qui vont au bureau de placement. Le directeur, dans sa lettre, dit encore: "J'ai réussi à trouver un emploi pour le vétéran que vous avez recommandé. Je lui ai écrit de se présenter à notre

bureau. C'est sa femme qui est venue pour nous demander de lui donner huit jours de délai. Nous avons consenti. Au bout de huit jours, la femme du vétéran est revenue pour nous demander une autre semaine de délai. Nous avons de nouveau consenti, mais comme il ne s'est présenté qu'après ces deux semaines de délai, son emploi a été donné à un autre.

**M. Gagnon (Matane):** Je demande à l'honorable ministre de produire cette lettre.

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Avec plaisir. Je dépose sur le bureau de la Chambre copie d'une lettre adressée par M. Alfred Crowe, assistant du surintendant général des bureaux de placement, à l'honorable député de Matane, le 29 mars 1941 et copie d'une lettre adressée par celui-ci à M. L.-P. Gagnon, gérant du bureau de placement provincial à Québec, le 27 mars 1941. (Documents de la session nos 50 et 51)

Le débat se poursuit.

Je regrette d'avoir été obligé de faire cette mise au point, car j'ai beaucoup d'estime pour le député de Matane. Mais je devais rétablir les faits. Nos administrateurs d'Ottawa ont une besogne si écrasante qu'on ne devrait pas les attaquer injustement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une muraille!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Oui, c'est une muraille contre laquelle l'Union nationale s'est brisée en 1939, quand elle demandait à la province de ne pas faire son devoir! Le député de Matane s'est plaint des attaques dont son chef a été la victime. En temps d'élections, il y a, de tous les côtés, des excès de langage. C'est reconnu. Mais nos amis d'en face admettront qu'en 1936, ils n'ont pas mis de gants blancs!

Et d'ailleurs, M. l'Orateur, celui qui a tenu les propos les plus désobligeants à l'adresse du chef de l'opposition, c'est le député de Matane lui-même, et pas à Sherbrooke, mais ici même en cette Chambre, au cours du présent débat. Il a comparé son chef à Cyrano de Bergerac, dont les critiques disent que l'œuvre de Cyrano de Bergerac est un ensemble de précieux et de burlesque. Ce n'est pas

un compliment bien flatteur et le chef de l'opposition n'a pas semblé goûter ce flot de paroles exagérées. J'ai même cru l'entendre fredonner entre ses dents quelques mots de cet opéra célèbre: "La fleur que tu m'avais jetée... Flétrie et sèche".

(Rires et applaudissements à droite)

Des chiffres cités par le député de Matane, je ne relèverai que celui-ci: il prétend que le trésorier, en 1940-1941, a dépensé \$172,000,000 avec un revenu de \$64,000,000, ce qui laisserait un déficit de \$108,000,000. J'ai essayé en vain de trouver ces chiffres dans le rapport de l'auditeur. C'est de la pure fantaisie! Les députés de l'Union nationale sont des mathématiciens d'une qualité rare. Ils me rappellent l'histoire de l'inspecteur d'écoles qui demande à une jeune fille: "Ton père emprunte de son voisin \$600 remboursables \$100 par mois. Au bout de quatre mois, qu'est-ce que ton père doit? "\$600", répond la jeune fille. "Tu ne connais pas tes mathématiques, reprend l'inspecteur. "Et vous, vous ne connaissez pas papa", riposte l'élève.

Le député de Matane (M. Gagnon) a comparé le gouvernement actuel à d'anciens gouvernements libéraux. Il nous a même prédit le retour au pouvoir de son chef. Étrange prédiction! L'honorable premier ministre est jeune. Il a 40 ans devant lui à donner à sa province. Quand il les aura donnés, si l'Union nationale a bien fait sa pénitence, elle pourra songer à revenir au pouvoir. Mais pas avant.

(Applaudissements à droite)

Les membres de la gauche, dans leurs discours, ont embrouillé les chiffres à plaisir, de façon à cacher la situation exacte. Il est une chose bien claire, une chose prouvée par des documents publics de la province. M. l'Orateur, je vais résumer la situation financière en bien peu de mots. Au 30 juin 1937, alors que l'Union nationale avait administré pendant une partie seulement de l'exercice financier, on a constaté un déficit de \$26,000,000. Au 30 juin 1938, alors que l'Union nationale avait seule la responsabilité de l'administration, le déficit fut de \$35,000,000, de \$49,000,000 au 30 juin 1939, ainsi que de \$52,000,000 au 30 juin 1940. Il est vrai que nous avons administré pendant l'année fiscale 1939-1940. Mais le trésorier a déjà donné des chiffres précis là-dessus. Je vais les citer à mon tour.

L'Union nationale avait fait, pour 1939-1940, un budget de \$81,000,000. Au bout de quatre mois, quand le chef de l'opposition a perdu le pouvoir, il avait déjà dépensé \$68,000,000 des \$81,000,000. Il ne nous restait donc que \$13,000,000 pour les huit mois suivants, et nous avons réussi à administrer pendant ce temps avec \$39,000,000. Eux, ils avaient

dépensé \$68,000,000 en quatre mois. À tel point que le service de la dette a augmenté de \$7,000,000 à \$8,000,000 par an en trois ans d'Union nationale. Pendant ces trois ans, nous avons connu le déluge de promesses, d'accusations, de bluff, d'extravagance, de déficits, d'emprunts. Le flot de dettes a fini par submerger la confiance publique. La confiance du peuple a sombré dans ce déluge et, après l'orage d'octobre, il ne restait plus que quelques députés de l'Union nationale se réunissant au "Club Reconnaissance" pour chanter: "Tout n'est que vanité, mensonge et fragilité."

(Rires et applaudissements à droite)

La grande erreur de nos adversaires, c'est d'avoir tenté de faire croire au peuple que l'argent tombe du ciel et que les gouvernements sont là pour le dépenser. La vérité est que les gouvernements prennent l'argent dans les poches du public et c'est pour cela qu'il ne faut pas dépenser sans compter. Les gouvernements doivent dépenser selon leurs revenus, car l'argent qu'ils dépensent, c'est l'argent des contribuables.

Le prêt agricole est peut-être une bonne chose, une chose nécessaire, mais il ne faut pas oublier que c'est un remède à appliquer aux difficultés des cultivateurs. Et c'est le propos des remèdes de n'être que pour des cas particuliers et d'une façon temporaire. L'agriculture sera prospère quand les cultivateurs pourront vendre leurs produits à des prix raisonnables. Les cultivateurs resteront sur leurs terres quand ils pourront y vivre. Et quand ils resteront sur leurs terres, le problème du chômage dans les villes sera à demi résolu. L'opposition nous a beaucoup parlé du crédit agricole. Mais cette institution ne suffit pas à assurer la prospérité du cultivateur. Il lui faut des marchés et des prix raisonnables.

L'Union nationale a construit à Québec un stade qui a coûté \$750,000. Or, à 500 pieds plus loin, il y a un marché à ciel ouvert où fermiers et fermières passent de longues journées sous la pluie, le froid ou le soleil brûlant. Non seulement souffrent-ils des intempéries, mais leurs produits également. Un marché couvert, voilà un projet qui m'est cher. J'espère que le gouvernement libéral pourra donner à Québec un marché couvert. J'ai confiance que l'honorable premier ministre s'occupera de ce problème, et je le félicite de ce qu'il a fait pour l'agriculture: la loi du drainage et avoir créé une prime sur la fabrication du beurre et du fromage.

Le député de Dorchester (M. Bégin) a blâmé le gouvernement d'avoir réduit les pensions de vieillesse et les allocations aux mères nécessiteuses. Il a fallu réduire les pensions dans certains cas.

Avant longtemps, les disponibilités permettront de rétablir à leurs anciens taux les pensions aux vieillards et aux mères nécessiteuses. Il fallait d'abord faire de la lumière en certains coins. C'est avec l'argent du peuple que tout cela se paie. Il fallait rétablir les finances de la province. Après notre arrivée au pouvoir, nous avons fait enquête pour que les pensions ne soient payées qu'à ceux qui y ont droit. Je connais une maison où l'on payait quatre pensions de vieillesse à des gens qui avaient de l'aisance. Tous les mois, on mettait \$80 à la banque. Était-ce juste? Mille trois cents noms ont été rayés des listes des vieillards pensionnés et 894 noms ont été rayés de la liste des mères nécessiteuses. Dans chaque cas, la pension avait été accordée par protection et en marge de la loi.

Quant aux allocations aux mères nécessiteuses, sous l'Union nationale, on en payait 4,320, et sous le gouvernement actuel, on en paie 7,000. Le gouvernement actuel a élargi la loi des pensions aux mères nécessiteuses pour en faire profiter celles qui n'ont qu'un enfant à leur charge et celles dont le mari est interné ou hospitalisé. J'en suis très heureux, et j'espère que les allocations seront augmentées.

(Applaudissements à droite)

L'Union nationale, je l'ai dit, a toujours eu une étrange comptabilité. Ainsi, dans les dépenses-capital, on inscrivait: enlèvement de la neige dans les rues; entretien des chemins d'hiver; creusage de fossés; champs de baseball et stades; entretien général et régulier du Jardin zoologique; balayage des rues à Saint-Jean.

L'opposition se plaint du traitement accordé aux chômeurs. Nous avons donné du travail aux chômeurs et ils en sont enchantés. Oh! Je sais qu'il y a des cas particuliers, des cas pénibles. Mais le gouvernement y voit et fera son devoir. La misère doit disparaître dans notre province.

(Applaudissements à droite)

Les secours directs sont nécessaires dans certains cas, mais ils sont déprimants et ils empêchent de mourir sans permettre de vivre. Le présent gouvernement tâche de faire des travaux pour remplacer les secours directs. Il tâche de procurer des emplois permanents autant que possible. Il reconnaît ses obligations et, lorsque les disponibilités le permettront, il aidera les chômeurs par tous les moyens possibles.

Le député de Matane a donné tout le mérite à l'Union nationale de la construction de l'égout collecteur de Québec. Les négociations ont été commencées, mais c'est grâce à la coopération des gouvernements d'Ottawa et de Québec que le conseil

municipal de Québec, qui ne fait pas de politique, a \$2,300,000 pour cette entreprise, qui emploie à l'heure actuelle entre 500 et 700 travailleurs.

M. l'Orateur, nous avons essayé d'administrer avec sagesse. Les défis et les bravades sont finis. Ils ont été remplacés par la courtoisie, les bonnes manières et la gentillesse, qui caractérisent l'honorable premier ministre. Le chef du gouvernement a fait parvenir des messages à nos voisins des autres provinces et du sud, les invitant à coopérer avec nous. Le présent gouvernement a inauguré une ère de bonne entente avec tous nos voisins.

Le crédit de notre province a été rétabli à tous les niveaux. Nous jouissons d'une bonne réputation partout. Grâce au premier ministre, qui ne nous a fait que des amis partout au Canada, où autrefois plusieurs n'essayaient même pas de comprendre notre province, et grâce au trésorier, dont la mentalité peut servir de modèle dans tout le pays, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance. Je les en félicite et je leur offre mes meilleurs vœux.

Nous ne prétendons pas avoir atteint la perfection, mais nous connaissons notre devoir. Les temps nous apportent, chaque jour, des problèmes nouveaux. Avec la coopération de tous, aucun problème ne pourra déborder le gouvernement, tout au moins, sa bonne volonté. Ce qui compte avant tout, c'est le crédit de la province. Nous l'avons rétabli et, pour me servir du mot du grand Laurier, je dirai qu'il est solide comme le vieux rocher sur lequel est bâtie la Citadelle de Québec.

(Applaudissements à droite)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Nous avons eu de grandes difficultés à procurer de l'emploi aux ouvriers et aux manœuvres qui venaient en solliciter. Je suis surpris que tout le monde ne puisse trouver de l'emploi pour les travaux de guerre. Le député cite le cas de deux anciens membres de la milice qui ont tenté vainement d'obtenir une position. C'est la même chose aux chantiers de Lauzon, continue-t-il. J'ai voulu placer une dizaine de gens de mon comté sur le chantier de l'aérodrome.

On m'a répondu qu'il fallait avoir la recommandation de l'organisateur en chef de M. Wilfrid Lacroix, député du comté. J'ai télégraphié à plusieurs ministres fédéraux à ce sujet; à l'honorable Power: pas de réponse; seul M. Howe m'a donné une réponse satisfaisante, à savoir qu'il faisait instruire une enquête immédiatement sur le cas particulier qui lui avait été soumis. Cinq ou six jours plus tard, il pouvait placer ces gens.

Je ne dirai pas que l'on fait de la politique aux bureaux de placement, mais, à mon sens, on n'étudie pas suffisamment le cas de chacun des requérants. On devrait d'abord donner de l'ouvrage à ceux qui ont besoin de travail, de préférence aux cultivateurs qui abandonnent la terre pour venir travailler en ville. Mais on rend un mauvais service aux cultivateurs en leur accordant du travail dans les usines de guerre, parce qu'on les éloigne pour toujours de la terre.

Le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) a dit que des coups d'épingle sont donnés au fédéral par l'opposition. De 1914 à 1935, c'étaient des coups de boutoir qu'il recevait. Le fabuliste dit qu'il "ne convient pas de lancer des pierres à son voisin lorsqu'on habite une maison de verre". Le gouvernement fédéral fait actuellement des dépenses énormes pour aider à l'effort de guerre de l'Empire. Je ne suis pas contre notre participation à la guerre, mais il me semble que l'on pourrait y aller avec plus de circonspection.

On gaspille beaucoup d'argent dans l'effort de guerre. Les dépenses faites par le gouvernement d'Union nationale ne sont rien comparées à celles que l'on fait actuellement à Ottawa. Le fédéral dépense sans compter. Le coût de la dernière guerre se chiffre à \$1,500,000,000 et, sur celle-ci, le dominion en a déjà dépensé pour \$3,000,000,000. Pendant que la population paie des taxes, des gens arrondissent leurs portefeuilles. Qu'on ne tire pas des pierres dans notre jardin si on veut être laissé en paix!

Aux Îles-de-la-Madeleine, la situation n'est pas rose. Le gouvernement ne donne pas de travail à la population de mon comté. Parce qu'ils ne peuvent pas vendre leur poisson aussi bien que d'habitude, on les met à la charité publique. Un hôpital a été donné aux Îles par l'Union nationale. Je demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx) de payer \$1.34 pour 45 patients de plus, qui sont des tuberculeux. L'institution compte en tout 80 patients, dont 45 tuberculeux.

L'Union nationale, poursuit-il, a construit un réfrigérateur pour la conservation de la boëtte et les fondations d'un autre réfrigérateur. Les travaux furent arrêtés après le changement de gouvernement. Quand les pêcheurs ne peuvent avoir de boëtte, les femmes sont obligées d'entrer dans l'eau jusqu'aux genoux pour attraper les clams et les coques, afin de permettre la pêche du lendemain. Je demande au ministre des Pêcheries maritimes (l'honorable M. Rochette) de continuer la construction de l'entrepôt frigorifique commencée sous l'Union nationale.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

L'honorable député sait-il que la province de Québec n'a aucune juridiction sur les pêcheries maritimes des Îles-de-la-Madeleine?

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je le sais. Comme je sais que le gouvernement fédéral ne veut pas construire lui-même de glacières. Je ne vois pas pourquoi le fédéral se froisserait si le provincial construisait un réfrigérateur.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Si les Îles ont déjà deux entrepôts, le fédéral pourrait faire quelque chose à son tour. Il a aussi fixé le prix du homard et garanti un prix pour protéger les pêcheurs de cette région.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** En vertu de la loi fédérale des entrepôts, le gouvernement d'Ottawa ne peut pas construire d'entrepôts. Tout ce qu'il peut faire, c'est donner en octroi un tiers du coût de construction à celui ou ceux qui veulent ériger la bâtisse. Comme aux Îles il n'y a pas d'argent, il faut attendre parce que mes gens n'ont pas d'argent pour payer la balance. Quant à la fixation du prix du homard, on a fixé ce prix à \$0.05¼, alors qu'auparavant, le homard se vendait \$0.07 et \$0.08 la livre.

Les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine ont perdu \$35,000 à \$40,000 sur leur homard. De plus, on a établi une classification et on n'a envoyé personne pour leur enseigner à classer. Comme résultat, presque tout leur poisson a été classé B.

En terminant, si la misère ne fut pas trop grande, cet hiver, ce n'est pas parce que le gouvernement s'occupait, comme c'était son devoir, de la population, mais bien parce que la Croix-Rouge y envoya des gens. Je veux remercier la Société de la Croix-Rouge du dévouement qu'elle a apporté à soulager la misère des habitants des Îles-de-la-Madeleine, par exemple, lors de sa visite l'année dernière, et tout particulièrement mademoiselle Marguerite Shaughnessy, de Montréal. Cette assistance a été très utile dans les circonstances, bien que la fierté des pêcheurs ait été soumise à une rude épreuve.

Je demande au gouvernement de tenir compte des temps difficiles que nous traversons et de ne pas faire de petite politique.

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.



### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à neuf heures et demie ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 22 avril 1941

#### Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 9 h 30<sup>5</sup>.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette).

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1941-1942 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne veux faire que quelques remarques sur les problèmes agricoles. Avant d'aborder mon sujet, je tiens à commenter brièvement certains discours des orateurs de la gauche. M. l'Orateur, j'ai écouté avec attention les discours des députés de Dorchester (M. Bégin) et Joliette (M. Barrette).

Ils ont dit, tous les deux: "Nous avons dépensé de l'argent sous l'Union nationale, mais

nous avons fait des œuvres". Le régime unioniste a laissé des œuvres utiles, surtout dans le domaine social. Je le concède, il s'est fait du bien. Comment ne pas faire un peu de bien avec un budget de \$75,000,000?

Mais je rappellerai à l'Union nationale les promesses faites en 1935 et 1936. Certes, on avait promis des œuvres sociales. J'étais avec l'Union nationale en 1935. J'ai entendu ses promesses de libérer notre province de la dictature économique, de démembrer les monopoles et de rendre aux Canadiens français leurs droits. On sait ce que l'Union nationale a fait de ces promesses. Pendant trois ans, rien, ou à peu près rien n'a été fait dans ce sens. Pendant que les trusts augmentaient leur puissance, la province diminuait la sienne.

Je félicite chaleureusement le député de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher) pour son discours, la semaine dernière, contre les trusts. Je me suis souvent posé la même question que lui. Comment se fait-il que, dans un pays riche comme le nôtre, il y ait tant de pauvres? Tant d'indigence! Le député de Montréal-Saint-Henri a tenu les trusts responsables de cet état de choses. Faut-il, pour remédier à la situation, une réforme monétaire? Je pose la question à l'honorable trésorier. Dans nos campagnes, on donne des pommes de terre aux cochons et, dans les villes, il y a des gens qui crèvent de faim.

Il y a probablement une autre cause. Est-ce que la question monétaire ne devrait pas être étudiée? Comment se fait-il que nous ne soyons pas capables de faire passer tant de richesses entre les mains des consommateurs? Dans l'Ouest, on accorde des octrois de \$35,000,000 pour encourager la réduction des emblavures. Pourquoi donner de l'argent aux cultivateurs de l'Ouest dont le blé pourrait parce qu'il ne se vend pas? On devrait, il me semble, donner cet argent aux gens de l'Est qui achèteraient du blé avec.

Ne serait-il pas mieux d'accorder des octrois aux gens de l'Est qui manquent de pain? Comment se fait-il également que, dans notre propre province, on donne les pommes de terre aux pourceaux alors que tant de gens ont de la difficulté à s'en procurer? Il est temps que nous nous débarrassions des préjugés et cessions d'accepter le régime économique que nous avons, parce qu'il existe depuis longtemps. Je ne serais pas un député, si je ne parlais pas de questions que je ne connais pas.

(Rires)

Je vais donc parler d'agriculture. Dans le passé, l'agriculture, tout comme la santé et l'instruction, ont été traitées en parents pauvres. Le gouvernement a augmenté les crédits de l'agriculture, et je m'en

réjouis. Le gouvernement a aussi augmenté les crédits de la santé et de l'instruction publique. Très bien. L'agriculture ne rapporte rien au Trésor, mais ce qu'on dépense pour l'agriculture, c'est un placement, un capital de première valeur.

Je veux parler ce soir du drainage des terres. C'est un problème qui se pose dans la plupart des comtés ruraux de la province. Suivant des statistiques, 10 % de nos terres seulement sont convenablement drainées. De ce fait, nous perdons 25 % de nos récoltes annuellement. L'an dernier, on a dépensé \$400,000 pour le drainage. Cette année, on nous propose \$800,000. J'espère qu'on ne s'arrêtera pas en si bonne voie. On devrait voter \$2,000,000 par année pour le drainage. Nos ressources vitales sont dans l'agriculture.

Ne pourrions-nous pas réformer le service du drainage? Il faudrait que les travaux collectifs succèdent aux travaux individuels. Classifions les cours d'eau et procédons de façon authentique, au lieu de façon analytique. Est-ce qu'on ne pourrait pas préparer un plan d'ensemble, commencer par régulariser un grand cours d'eau et continuer par les petits cours d'eau?

Et les pelles mécaniques: le gouvernement en a acheté cinq nouvelles. Bien qu'elles coûtent \$15,000, on devrait en acheter un plus grand nombre. On devrait en placer dans tous les comtés ruraux. Les engrais chimiques: ils se vendent très cher. La raison: il y a des trusts qui les contrôlent. Les monopoles sont responsables de l'usage restreint que nous faisons des engrais chimiques. Les prix sont prohibitifs.

Dans notre province, c'est celui de la *Canadian Industries* qui contrôle la vente de ces engrais. Il est vrai que c'est la guerre et que les prix montent à cause de la guerre, mais on me dit que cette compagnie a des engrais pour deux ou trois ans à venir. Je demande au gouvernement d'étudier la possibilité de remédier à la situation.

Je suggère quatre remèdes. Premièrement, pourquoi pas une concurrence d'État dans les engrais chimiques? Le gouvernement devrait lui-même vendre les engrais. Je suis convaincu que, dans quatre ou cinq ans, cette concurrence existera comme pour le charbon. En principe, je suis contre l'étatisme, mais s'il n'y a pas d'autre moyen de se débarrasser des trusts, je suis pour l'étatisation. Elle est nécessaire comme mesure transitoire.

Deuxièmement, il y a aussi la prime pour les engrais chimiques pour favoriser les compagnies qui voudraient fabriquer des engrais chimiques. On l'a créée en 1932. Cette année-là, on a acheté, dans la province, 33,000 tonnes d'engrais et, en 1936, après quatre années de primes, on en a acheté 65,000

tonnes. Il faut aussi donner des octrois à la Coopérative fédérée pour lui permettre de jouer un rôle dans ce domaine.

Troisièmement, les primes aux cultivateurs pour l'achat d'engrais chimiques. Il est vrai que de telles primes sont onéreuses, mais lorsqu'elles ont été données, elles ont contribué dans une large mesure à encourager l'emploi des engrais chimiques.

Quatrièmement, la fixation du prix par le gouvernement fédéral, qui contrôle le commerce. Je demande au gouvernement d'intervenir auprès d'Ottawa pour qu'il mette un terme à la hausse des prix et qu'il place les engrais chimiques à la portée des cultivateurs.

La question des engrais chimiques se relie aux machines agricoles. Les machines coûtent deux fois ce qu'elles devraient coûter. Pourquoi? Parce qu'il y a des droits énormes pour protéger une compagnie canadienne, la Massey Harris, contre les compagnies américaines. Les cultivateurs s'en plaignent. Que le gouvernement provincial fasse des démarches auprès du gouvernement central pour qu'il empêche les brevets d'invention de durer indéfiniment. On pourrait aussi faire baisser les prix en organisant des coopératives d'achat. Pourquoi le gouvernement n'achèterait-il pas une quantité de machines aratoires qu'il revendrait ensuite aux cultivateurs à un prix plus économique? Peter Verigin<sup>6</sup>, des Doukhobors, a fait cela dans l'Ouest, avec succès.

Ce sont là d'humbles suggestions que je fais au gouvernement. Nous avons eu la Machine Agricole de Montmagny. Le monopole l'a abattue. J'ai confiance en l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), qui est un agriculteur de grand mérite, pour résoudre ces problèmes. Le premier ministre est ministre de l'Agriculture. Il est accaparé par de multiples problèmes. Il ne peut se concentrer suffisamment sur les problèmes agricoles. Nous, les députés, nous sommes les électeurs du premier ministre. Nous lui volons son temps à le solliciter de toutes parts, comme on lui vole son temps en l'invitant à de nombreux banquets. Nous sommes obligés de nous occuper de trouver des "jobs" à nos électeurs. Cela ne devrait pas être l'affaire des députés.

Nous devrions avoir un conseil économique dans la province, composé des meilleurs talents. La science n'a pas de parti. Nous devrions engager nos meilleurs économistes, nos meilleurs avocats, nos meilleurs éducateurs pour faire partie de ce conseil, bleus ou rouges, peu importe, qui aviserait les ministres et sauverait le gouvernement des faiblesses de la démocratie. Il jouerait un rôle très profitable pour toute la population.

J'ai confiance que le premier ministre nous sortira de la routine, qu'il nous fera abandonner nos préjugés. J'ai confiance dans son esprit progressif et celui de son cabinet. Grâce à leur concours généreux, j'ai confiance que la province saura sortir de la guerre et de l'après-guerre.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** Le député de Lotbinière (M. Chaloult) vient de citer l'exemple du premier ministre Peter Verigin, chef des Doukhobors, qui fut condamné par les tribunaux du pays puis déporté par les autorités fédérales. Il a dénoncé aussi dans la Canadian Industries Limited (C.I.L.) M. Purvis<sup>7</sup>, un "one dollar a year man", qui a été engagé par le gouvernement fédéral, puis fait "très honorable" par le gouvernement impérial, précisément sur recommandation du gouvernement fédéral.

Si le député de Lotbinière (M. Chaloult) n'est pas satisfait de la situation agricole, il doit s'en prendre à un régime libéral de 40 ans, et spécialement au fait que le premier ministre a été ministre de l'Agriculture de 1930 à 1936.

Je suis surpris, M. l'Orateur, de voir que le député de Lotbinière (M. Chaloult) admire autant le premier ministre actuel. Si on a laissé l'agriculture périlcliter, qui a été au pouvoir pendant 40 ans? À qui la faute? Au temps de l'Union nationale, le député de Lotbinière dénonçait le gouvernement unioniste à la vindicte publique, parce qu'en 48 heures il n'avait pas rempli intégralement toutes ses promesses. Il est fort naïf s'il s' imagine que l'honorable premier ministre va remplir les siennes.

En parlant tout à l'heure des promesses de l'Union nationale, il s'est aventuré sur un terrain dangereux. Qui ne se rappelle les promesses faites par les libéraux aux élections de 1939? Car ils en ont faites d'innombrables, et le journal *Le Canada* en a publié une liste abrégée, le 25 octobre, de 102 items catalogués.

(Le député de Papineau commence à lire, article par article, le programme énoncé alors par le chef du Parti libéral. Chaque article provoque un tonnerre d'applaudissements de la part de la députation libérale.)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La droite n'a pas le droit de faire semblables tempêtes. Jamais nous avons vu, l'an dernier et cette année, un spectacle comparable à celui auquel nous assistons. La Chambre n'est pas l'endroit pour soulever de pareils débats. Jamais nous n'avons assisté ici à pareil désordre qu'il ne pouvait souffrir.

(Applaudissements à droite lorsque le premier ministre se lève.)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition parle de désordre quand des députés applaudissent les paroles d'un de leurs collègues! Il n'y a pas de désordre. Même s'il y en avait, ce ne serait pas au chef de l'Union nationale à s'en plaindre. L'honorable chef de l'opposition a mauvaise grâce de protester parce que la droite applaudit, quand on se souvient que lorsqu'il était le leader, il a fait de ce qu'il appelait le "salon de la race" un objet de dégoût pour les citoyens de la province et un sujet de dérision, non seulement dans les autres provinces, mais dans toute l'Amérique.

Nous étions cités partout avec raillerie parce que nous laissions le désordre dans le "salon de la race". Le député de Papineau devrait réaliser, après cette sortie de son chef, que ceux qui perdent la mémoire ne sont pas de ce côté, mais bien du côté de l'ancien chef du gouvernement, sous le règne duquel le désordre a régné en maître et a même été encouragé. On reproche à la droite d'applaudir dans l'ordre les œuvres du gouvernement libéral, œuvres que le député de Papineau citait sans y penser. C'est vraiment trop fort M. l'Orateur.

(Applaudissements à droite)

**M. l'Orateur suppléant:** La décision de l'Orateur suppléant sur le point d'ordre est celle-ci: tant que les applaudissements ne sont pas systématiques, ils ne constituent pas un désordre. Tant qu'ils n'ont pas pour objet d'empêcher un orateur de s'exprimer, ils ne sont pas un désordre.

**M. Lorrain (Papineau):** J'entends les applaudissements des députés et je constate que la logique semble avoir déserté les rangs ministériels.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Elle ne s'est pas sauvée de l'autre côté de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** Ceux qui veulent étatiser scandaleusement la Beauharnois ne sont pas sincères en déclarant qu'ils vont apporter un peu de soulagement au peuple de la province. Une enquête officielle américaine a démontré que, dans le budget ouvrier, la dépense d'électricité équivalait à \$0.016 par dollar dépensé. L'allégement du coût n'est évidemment pas une solution radicale. Le gouvernement libéral a construit une voirie

insuffisante et mal faite. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) disait, le 17 juillet 1936, devant l'Association hôtelière de Québec: "Nous avons besoin de chemins qui ne seront pas construits en lacets de bottines, parce qu'on a suivi les chemins pour les ânes il y a 300 ans dans la province de Québec." Il cite aussi les paroles de M. Théodore Morgan, qui, comparant la voirie québécoise à la voirie ontarienne et à la voirie américaine, note que Québec est fort en retard sur plusieurs points importants. Aucun poste de péage, poursuit-il, n'a été installé sur les nombreux ponts qu'a érigés l'ancienne administration.

Le gouvernement unioniste a fait disparaître 50 passages à niveau. Il a construit de grandes artères principales, telles la route Mont-Laurier-Senneterre, la route Montréal-Mont-Laurier, la réfection de la route Montréal-Québec, la route Lévis-Rivière-du-Loup, celle de Montréal-Hull, celle de Québec-Lac-Saint-Jean, la route Québec-Île d'Orléans, la construction de la rue Sherbrooke<sup>8</sup> dans l'est, etc.

Le gouvernement de l'Union nationale a construit 150 ponts, dont notamment le pont Legardeur de Repentigny, le plus beau de toute la province, et gratuit, sur lequel, dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement a imposé un péage. Le gouvernement actuel guette les citoyens de la province pour les empêcher de visiter leur province en leur imposant partout des pages vexatoires et coûteux.

Les pensions de vieillesse, sur lesquelles les ministériels prétendent qu'il y a eu des abus, sont révisées par les inspecteurs fédéraux. Prétendre que sous l'Union nationale il y a eu plus de 1,000 pensions injustifiées équivaut donc à dire que le gouvernement fédéral n'a pas fait son devoir. Les père et mère d'un ministre reçoivent la pension de vieillesse, ainsi que la sœur d'un sénateur dans le comté de Terrebonne.

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Travaux de la Chambre:

##### Ordre du jour des prochaines séances

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que ferons-nous demain?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Demain après-midi, nous continuerons le débat sur le budget. Demain soir, grand gala. Discussion spéciale. Nous reprendrons le débat sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) à propos de la réforme de l'enseignement.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 23 avril 1941, à la page 12.

2. Sir Joseph-Mathias Tellier (1861-1952) fut créé conseil en loi de la reine (1889). Député conservateur dans Joliette (1892-1912) et chef de l'opposition (1909-1915). Juge à la Cour supérieure (1916), juge à la Cour du banc du roi (1920), et juge en chef de la Cour d'appel de la province de Québec (1932-1942). Il remplace le lieutenant-gouverneur, M. Patenaude, à titre d'Administrateur de la province (1937). Il deviendra conseiller spécial du gouvernement sur les questions constitutionnelles en 1950. Père de Maurice Tellier, qui fut Orateur suppléant de l'Assemblée législative (1945-1955) et Orateur (1955-1960).

3. 432, selon *Le Canada* du 23 avril 1941, à la page 6.

4. \$420,160,000, selon *La Presse* du 23 avril 1941, à la page 7, et \$420,610,000, selon *Le Canada* du même jour, à la page 6.

5. L'ouverture de la séance a été retardée pour permettre au premier ministre et au chef de l'opposition d'assister à un banquet des étudiants en

sciences sociales, selon *L'Action catholique* du 23 avril 1941, à la page 9.

6. Peter Verigin (ou Veregin), chef religieux (Russie 1859 - Colombie-Britannique 1924), de la secte pacifiste russe des Doukhobors. Plus de 7,000 membres entrent au Canada, entre 1898 et 1899, suivis par Verigin en 1903. Ils s'installent d'abord en Saskatchewan. Verigin "encourage ses compatriotes à ne pas prêter le serment d'allégeance que le gouvernement exige pour leur garantir les terres qui leur sont concédées. Lorsque les fermes sont saisies, il conduit ses fidèles, la Communauté chrétienne de la fraternité universelle, dans la région de Kootenay (C.-B.). [...] Organisateur compétent, Verigin dote la communauté d'une bonne assise économique, mais il entre en conflit avec les autorités sur des questions comme l'éducation obligatoire". *Encyclopédie du Canada 2000*, pages 2574-2575.

7. Arthur Blaikie Purvis (1890-1941). À l'âge de 20 ans, Purvis entre à la Nobel's Explosive Co. de Glasgow, qui joint les rangs de l'Imperial Chemical Industries (I.C.I.) de Londres. C'est en tant qu'employé de cette dernière que Purvis est envoyé au Canada comme président et directeur de l'exploitation de la Canadian Industries Limited (C.I.L.), une des entreprises les plus avancées au plan de la technologie. Il est nommé président de la Commission nationale de l'emploi du Canada (1936-1938) par le premier ministre Mackenzie King, communément appelée la "Commission Purvis", initiative qui débouchera sur l'adoption de la *Loi sur l'assurance-chômage* en 1940.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement britannique place Purvis à la tête de la Commission britannique des approvisionnements; il devient responsable des achats britanniques en Amérique du Nord. En 1944, à la Chambre des communes, la Canadian Industries Limited fera l'objet d'allégations de favoritisme pratiqué à son endroit concernant l'octroi des contrats de guerre, de l'ordre de \$600,000,000. De plus, cette entreprise n'est pas considérée comme "canadienne", puisqu'elle appartient à deux géants, l'un des États-Unis, la Du Pont Chemical Limited, et l'autre à l'Angleterre, l'Imperial Chemical Industries, Limited.

8. À Montréal.



## Première séance du mercredi 23 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec les amendements suivants qu'il prie d'agréer, le bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans les quatre dernières lignes du premier alinéa, les mots suivants:

"d'inclure la cité de Lachine dans le territoire désigné dans l'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, et modifications;"

2. L'article 3 est biffé.

3. Les articles 4 et 5 deviennent respectivement les articles 3 et 4.

Aussi, le bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G. R. S. de Beaujeu, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans la deuxième ligne du paragraphe 3, les mots suivants: "en fidéicommiss".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, immédiatement après le mot "compagnie", les mots: "de fiducie, trust ou d'administration".

3. L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article 3:

"Pour la période subséquente au 30 mars 1922, la présente loi ne modifie pas les droits et les obligations des prédécesseurs des exécuteurs testamentaires et administrateurs actuels en vertu du testament de ladite dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve de l'honorable Georges René Saveuse de Beaujeu; leur reddition de compte devant cependant avoir lieu dans les délais ci-dessus prévus."

Aussi, le bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du dernier alinéa, immédiatement après le mot "partie", le mot "de" par le mot "par".

2. L'article 10 est modifié:

a. en remplaçant, dans la huitième ligne de l'article "383a.", immédiatement après le mot "dont", les mots "la valeur" par les mots "l'évaluation municipale".

b. en remplaçant, dans la première ligne de la page 6, les mots "d'un immeuble" par les mots "d'une résidence".

3. L'article 13 est modifié en ajoutant immédiatement après les mots "causes pendantes", dans l'avant-dernière ligne, les mots suivants: "intentées avant le 17 avril 1941."

4. L'article 15 est modifié en ajoutant à la fin le paragraphe suivant comme paragraphe *d.*:

*d.* en remplaçant le paragraphe 20 par le suivant:

"20. Le revenu annuel perçu par la cité de Québec et provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé à tous les trois mois par la cité de Québec entre elle et les corporations municipales mentionnées au paragraphe 2 du présent article, en proportion de leur population respective, telle qu'établie par le dernier recensement fédéral alors publié.

"Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et la cité de Québec, ce partage sera fait dans les quinze jours des remises par le trésorier de la province à la cité de Québec, sujet à ce que ci-dessus."

## Charte de Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Succession de  
dame Aubert de Gaspé

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G.-R. S. de Beaujeu. Lesdits amendements sont lus une première fois.

### Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1941-1942 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 22 avril courant, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Lorrain (Papineau):** Je veux citer un cas d'ingérence politique dans les œuvres de la guerre et d'organisation militaire. Le fait, explique-t-il, est qu'on a rejeté M. Maurice Dubrûlé, journaliste, vétéran et glorieux blessé à la guerre de 1914 du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, à cause de ses allégeances politiques, pour lui préférer un jeune homme venant d'un journal ministériel, lequel n'avait aucun titre spécial et qui, d'ailleurs, n'est jamais allé au front.

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) est de tous les partis. On a reproché à l'Union nationale d'avoir construit des ponts, des stades, des routes. Sait-on que tous ces travaux ont été autorisés par Ottawa? L'honorable Norman Rogers<sup>1</sup> recommandait précisément ces travaux pour remédier au chômage. Les députés ministériels veulent-ils blâmer leurs amis fédéraux? Le chef distingué de l'Union nationale a rempli, lui, 20 des promesses qu'il avait faites dans son discours-programme de la Baie-du-Febvre. Le pont de l'île d'Orléans a été construit par le régime Taschereau pour l'usage de 3,600 habitants. Le pont de Repentigny sert à plus de 1,000,000 de population. C'est un pont plus grand, plus large, mieux construit et moins dispendieux que le premier.

La province a perdu \$70,000,000 en pensions de vieillesse refusées par le régime libéral, ce qui fait une perte de \$1,450 pour chacun des 48,000 pensionnaires. L'Union nationale a supprimé,

en trois ans, 50 passages à niveau, dont 14 sur la route Québec-Montréal. On a construit une grande voirie moderne, sans imposer de péages nouveaux, mais en réduisant ceux qui existaient. Les multiples taxes provinciales éloignent le touriste américain et servent aux provinces voisines, comme argument contre Québec. Il cite le *National Geographic Magazine* à ce sujet<sup>2</sup>. C'est une démonstration de ce que j'appelle la mauvaise administration du gouvernement de Québec, continue-t-il. Lorsqu'elle était au pouvoir, l'Union nationale a travaillé, en silence, au bien-être de la province de Québec. Le chef du gouvernement actuel passera pour un saboteur des œuvres de l'Union nationale. Le chef de l'Union nationale passera à l'histoire politique de la province comme un bâtisseur et un constructeur.

### Des députés ministériels protestent.

**M. Lorrain (Papineau)** énumère les taxes nouvelles imposées par le gouvernement actuel. Celui-ci, continue-t-il, avec \$20,000,000 de plus par année, ne fait pas le tiers de ce que faisait l'Union nationale. Il félicite son chef d'avoir fait passer une loi qui interdit aux ministres d'être directeurs de compagnies. Il fait observer que si l'Union nationale a augmenté la dette de la province, au moins elle a mis du pain sur la table dans des milliers de foyers. Je félicite mon collègue de Matane (M. Gagnon) pour le discours qu'il a prononcé sur le budget. J'offre aussi mes félicitations au trésorier (l'honorable M. Mathewson) qui a présenté dans les deux langues son discours sur le budget. En terminant, la population de l'Union nationale grandit de jour en jour dans la province.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Je tiens à rendre hommage à l'honorable trésorier provincial du magnifique budget qu'il a présenté à cette Chambre. Pour la première fois depuis bien longtemps, le budget provincial est parfaitement balancé, les revenus couvrant toutes les dépenses ordinaires, extraordinaires et les immobilisations de capital. Le trésorier avait une tâche ingrate, et il s'en est tiré avec tout le talent qu'on lui reconnaît. Je félicite aussi l'honorable premier ministre d'avoir choisi, comme ministre des Finances, le trésorier actuel. Il a eu la main heureuse.

Tout à l'heure, j'ai entendu et vu plusieurs députés de l'opposition jongler, à leur façon, avec les chiffres du budget. Quelques-uns ont parlé du coût de construction du pont Legardeur de Repentigny. Contrairement aux promesses faites aux élections de 1935 et de 1936, l'Union nationale a accordé de gros



contrats sans soumission, comme pour la construction du pont du Bout-de-l'Île. Une douzaine de députés de l'Union nationale étaient intéressés aux compagnies qui ont obtenu des contrats de voirie. Il y en a un qui a dit qu'il avait coûté \$2,000,000. C'était un parti de camoufleurs éhontés. Je crois que c'est l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais).

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. Je n'ai jamais parlé du pont Legardeur de Repentigny.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Alors, c'est le député de Joliette. Il y en a tant...

**M. Barrette (Joliette):** Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. Je n'ai pas parlé du pont Legardeur de Repentigny.

**Des députés rient.**

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Ce doit être alors le député de Papineau (M. Lorrain), qui a dit que ce pont a coûté \$2,500,000. De toute façon, la compagnie qui a exécuté les travaux a fait un profit de 10 %. La même chose est survenue lors de la construction du pont du boulevard Pie-IX. Le gouvernement de l'Union nationale, qui passait une loi pour empêcher les ministres d'être directeurs de compagnies, laissait les députés le devenir. Sous le règne de l'honorable chef de l'opposition, une dizaine de députés étaient directeurs de compagnies qui ont obtenu des contrats de la voirie provinciale. On a faussé ainsi la conscience populaire.

Il (M. Francœur) cite ensuite une enquête faite dans le comté de Montréal-Dorion à la suite de l'élection de 1935. L'honorable député de Papineau, continue-t-il, a parlé de sa voix suave et la bouche en cœur...

(Rires à droite)

**M. l'Orateur:** L'honorable député doit retirer la dernière partie de sa phrase. Il ne peut faire d'ironie sur le compte d'un député, et il n'a pas le droit de dire "qu'il a la bouche en cœur".

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Je retire mes paroles. J'ai simplement voulu dire que le député de Papineau a une belle bouche!

(Rires)

Le chef de l'Union nationale aime beaucoup les ouvriers quand il est dans l'opposition. Quand il est au pouvoir, il passe des lois pour exempter le gouvernement et ses entrepreneurs des obligations

des contrats collectifs. C'est ce qu'il a fait pendant trois ans. Il ne voulait pas payer de salaires. Je n'ai que des félicitations à offrir au trésorier de la province pour son administration financière et sa présentation du budget. Lorsque je suis entré à l'Assemblée législative, il n'y avait pas d'Union nationale. Il restait quelques représentants du parti des Cartier et des MacDonald. Aujourd'hui, si on parle de ces anciennes gloires conservatrices, le député de Matane (M. Gagnon) soulève un point d'ordre. Le député de Matane est toujours surpris. Il a eu sa plus grande surprise à Sherbrooke, car le chef de l'opposition connaissait la télégraphie. Il l'avait pratiquée à Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre! Le député de Montréal-Mercier doit retirer ces paroles injustifiées.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Je retire...

**M. Gagnon (Matane):** Le député de Montréal-Mercier doit retirer ses paroles purement et simplement!

**M. l'Orateur:** Que l'honorable député de Matane laisse l'honorable député de Montréal-Mercier retirer ses paroles. Sil veut soulever un point d'ordre, c'est autre chose.

**M. Gagnon (Matane):** Nous ne sommes pas réduits au rang de battoirs, ici!

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Matane a toujours eu justice en cette Chambre. Qu'il retire les paroles qu'il vient de prononcer, et l'honorable député de Montréal-Mercier retirera les siennes ensuite.

**M. Gagnon (Matane):** Je les retire avec plaisir. Je sais obéir!

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** fait quelques remarques au député de Matane qui est son voisin de fauteuil.

**M. Gagnon (Matane):** (Se tournant vers le député de Montréal-Jeanne-Mance) Je vous prie de vous taire! Il ajoute quelques mots.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Je retire mes paroles, M. l'Orateur. Je m'accorde parfaitement avec le trésorier provincial qui, dans le discours sur le budget, signale que les prêts agricoles doivent être

conditionnés par l'état général des finances de la province. J'abonde également dans le sens des paroles du premier ministre au sujet du crédit agricole. Ce dernier prétendait qu'il n'y avait qu'un prêt agricole fédéral qui pouvait aider nos cultivateurs. Je reproche aux autorités d'avoir affecté autant d'argent pour le prêt provincial, quand c'est la ville de Montréal qui est appelée à verser 75 % des revenus provinciaux. Notre situation agricole est déplorable, nous devons importer une grande partie de ce que nous consommons. Le chef de l'opposition se vante d'avoir institué le crédit agricole. Mais, à la convention de Sherbrooke, il était contre le crédit agricole. Il l'a institué pour des fins politiques. Je suis pour un crédit agricole, mais sans politique dans l'administration.

**M. l'Orateur:** Où voulez-vous en venir?

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** J'entends prouver que le chef de l'opposition et ses lieutenants ne sont pas plus en faveur du crédit agricole aujourd'hui qu'ils ne l'étaient lors du congrès de Sherbrooke. Au temps de l'Union nationale, on accordait des prêts de \$4,000 sur des terres qui valaient \$3,000, et ce, au détriment des contribuables des villes.

Et, pendant ce temps-là, M. l'Orateur, la tuberculose continue son œuvre. Je déplore le fait que, depuis 10 ans, on ne se soit pas occupé des chômeurs, et qu'on n'ait pas pensé qu'avec la pitance qu'on leur servait, ils étaient menacés par la tuberculose. Ne devrions-nous pas étatiser l'industrie laitière? Nous avons étatisé le commerce des liqueurs. Pourquoi pas étatiser l'industrie laitière, afin de donner aux enfants qui en ont besoin du lait à bon marché? Je demande au gouvernement d'encourager l'industrie du meuble en notre province. Nous importons de l'Ontario pour des millions et des millions de meubles.

Que le gouvernement multiplie les écoles industrielles, institue pour nos jeunes des cours plus développés et encourage l'enseignement de l'anglais. Je ne suis pas un anglophile, mais il est absolument nécessaire que les deux grandes races qui font la prospérité de notre province parlent les deux langues, autant que possible. J'ai proposé la construction d'une école industrielle, il y a environ huit ans, mais on ne s'est pas occupé de ma suggestion.

L'honorable premier ministre est un chef de gouvernement qui sait prendre ses responsabilités. Il est allé nous représenter dignement à Toronto<sup>3</sup>. Il n'a pas dit: "Je suis le plus grand premier ministre que la province de Québec ait eu depuis la Confédération".

Mais, par sa politique sage, courageuse, il surpassera tous ses prédécesseurs, j'en suis certain.

(Applaudissements à droite)

**M. Labbé (Mégantic):** M. l'Orateur, j'ai écouté les députés de la droite. Ils ont critiqué le régime de l'Union nationale, mais ses œuvres ne disparaîtront pas. Le député de Berthier (l'honorable M. Bastien) a dit que l'Union nationale avait créé une troisième colonne. Je lui réponds que le gouvernement a créé une cinquième colonne avec les chômeurs.

Il répond au député de Lotbinière (M. Chaloult) et passe au crible plusieurs déclarations du trésorier provincial. Il n'y a pas lieu, continue-t-il, de procéder à des coupures dans les pensions aux vieillards, aux aveugles, aux mères nécessiteuses. Le gouvernement de Québec a refusé de payer la moitié du coût du transport du grain de l'Ouest canadien.

**M. l'Orateur** quitte son fauteuil et invite le député de Hull (M. Caron) à le remplacer pour quelques minutes.

**Des députés** applaudissent à l'honneur qui est fait au député de Hull.

**M. Labbé (Mégantic):** J'étais pour parler du député de Hull, mais je passerai par-dessus.

(Rires)

M. l'Orateur, il y a eu une élection partielle dans Mégantic. Des orateurs sont venus parler de l'unité nationale. Nous en sommes, mais non pas de l'unité libérale que pratiquent nos amis d'en face. C'est l'Union nationale qui a donné à la province les bulletins de vote avec talon. Si le prix des machines agricoles est élevé, plusieurs électeurs de Mégantic n'en n'ont pas trop souffert parce que les cabaleurs libéraux ont distribué des herbes et des charrues lors de la dernière élection complémentaire. L'automne dernier, des cabaleurs libéraux, dans mon comté, ont fait le tour des cultivateurs d'âge militaire et leur ont dit que voter pour le candidat du gouvernement était, pour eux, le meilleur moyen de s'exempter du service militaire. Lors de l'élection de Mégantic, le procureur général (l'honorable M. Girouard) avait été nommé directeur général de la campagne libérale. Je regrette qu'il ait organisé ou laissé faire des choses irrégulières.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de dire que le procureur général a permis que la loi soit violée dans Mégantic.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député a dit que le procureur général a laissé faire des choses irrégulières pour influencer le vote. Il n'y a rien d'injurieux puisque la déclaration se résume à ceci: il s'est passé des abus alors que le procureur général dirigeait la campagne.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition sait bien que ce n'est pas la portée de la déclaration. Le chef de l'opposition devrait avoir honte de ce qui s'est passé dans Mégantic! Le député de Mégantic rapporte des tactiques électorales unionistes sur lesquelles nous reviendrons en temps et lieu et dont son chef devrait rougir...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre! Ce n'est pas là ce que le député de Mégantic a dit. Il a déclaré que tout le monde connaît les désordres qui se sont passés.

**M. Gagnon (Matane):** Il n'y a rien de répréhensible dans les paroles du député de Mégantic. Il a dit que le procureur général avait permis ou laissé faire des choses répréhensibles.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)<sup>4</sup>:** Je n'ai pas entendu les paroles du député de Mégantic. J'ai compris que le député a dit que j'avais permis ou laissé faire des actes répréhensibles ou contraires à la loi électorale. Je dois déclarer que ces affirmations sont contraires à la vérité. Il fait gravement erreur.

**M. Labbé (Mégantic):** Je ne veux blesser personne et je ne veux pas non plus enfreindre les règlements de la Chambre. J'ai dit tout d'abord que le procureur général avait été nommé organisateur en chef de l'élection dans Mégantic. J'ai ensuite rapporté certains faits et j'ai ajouté que je regrettais que le procureur général ait permis ou laissé faire ce qui s'est fait.

**M. l'Orateur (M. Caron):** Le député de Mégantic a dit que le procureur général avait toléré des choses répréhensibles et illégales dans son comté. C'est porter atteinte à sa réputation. Je suis d'avis que le point d'ordre est fondé et je demande au député de retirer ses paroles.

**M. Labbé (Mégantic):** Le procureur général a déclaré aux cultivateurs de Mégantic, à Plessisville, qu'ils étaient bien chanceux que le gouvernement libéral fût au pouvoir parce qu'ils avaient vu monter le prix de leurs produits...

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je soulève un point d'ordre! Je n'ai jamais adressé la parole aux cultivateurs de Mégantic.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député doit prendre la parole du procureur général.

**M. Labbé (Mégantic):** Je prends sa parole. Mais il est venu avec une armée précédée par Jargailles<sup>5</sup>!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je soulève un autre point d'ordre! L'honorable député veut insinuer que la police provinciale a été envoyée dans le comté. C'est absolument faux!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Mégantic a le droit de parler de faits qu'il connaît! Nous allons produire les journaux ministériels, s'il le faut, pour montrer que le député de Mégantic a raison.

**M. l'Orateur** révoque le point d'ordre. Je l'aurais maintenu, explique-t-il, si le député de Mégantic avait dit que le procureur général avait donné ordre à des membres de la Sûreté provinciale de participer à l'élection. Le chef de l'opposition doit accepter le démenti du ministre.

**M. Labbé (Mégantic):** On a pris tous les moyens pour intimider l'électorat de Mégantic. Mais il a résisté et le gouvernement a été battu! Le premier ministre, lorsqu'il s'est rendu dans le comté de Mégantic pour tenir des assemblées avec le procureur général comme organisateur, était convaincu qu'il pourrait remporter facilement le comté. Mais quel désappointement! La population a jugé le gouvernement à son juste mérite, malgré les promesses inconsidérées des orateurs libéraux parmi lesquels il y avait plusieurs membres du cabinet. Un certain ministre sans portefeuille est allé jusqu'à promettre, dans une assemblée l'après-midi, que la route nationale passerait dans le bas d'une paroisse. Et le soir, au cours d'une autre assemblée, que la route passerait dans le haut de la même paroisse.

Des ministres ont fait le comté de porte en porte, faisant toutes sortes de promesses, achetant dindes, coqs et poules. Le député de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Connors), déclarait à des chasseurs que lui, pharmacien avait découvert une drogue merveilleuse pour la chasse aux renards, et il avait promis une fiole à chacun. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), de son côté, avait chanté que c'était le Parti libéral qui avait tout donné à cette province, quand les

mineurs de son comté pensaient eux que c'était à la Providence qu'ils devaient leurs mines. Malgré tout, le candidat de l'Union nationale a été élu.

Le comté, privé de tous travaux pendant une année, a vu surgir toutes sortes d'entreprises électorales scandaleuses; le trésorier provincial avait découvert un budget. Depuis le verdict de Mégantic, le gouvernement a abandonné ce comté. Les seuls travaux que nous avons eus ont été exécutés pendant la campagne électorale. La politique du gouvernement a été bel et bien jugée et le reste de la province n'attend que l'occasion d'imiter ce comté.

**M. Lapointe (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Motions des députés:

##### **Ajournement en l'honneur de la fête de saint Georges, patron de l'Angleterre**

##### **L'honorable M. Godbout (L'Islet)<sup>6</sup>:**

M. l'Orateur, avant de proposer l'ajournement de la Chambre, je voudrais signaler à celle-ci que c'est aujourd'hui la fête de saint Georges, patron de l'Angleterre. L'Angleterre s'est toujours distinguée par ses qualités d'honneur. Dans la guerre actuelle, elle a entrepris, avec un acharnement indomptable qui a maintenant atteint des sommets olympiens et qui fait l'admiration de tout l'univers, une croisade pour la survivance de tout ce qui nous est cher: la liberté et la justice. En cela, nous sommes main dans la main avec chaque Canadien, surtout ceux de la province de Québec. Je propose que la Chambre s'ajourne par respect pour le saint patron du grand pays qui donne au monde civilisé un exemple sans précédent dans l'histoire.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je seconde avec plaisir la motion de l'honorable premier ministre. Il n'y a pas de doute que le peuple anglais donne des preuves émouvantes de son courage, de son énergie, et, sous la direction d'un chef comme M. Churchill, de son désir de vaincre un ennemi sans scrupule qui veut dominer le monde. Jamais on n'a vu pareil spectacle dans l'histoire. Le peuple britannique montre un courage et une énergie stupéfiants, et tous les hommes souhaitent et prient pour sa victoire. L'Angleterre n'était pas préparée à la guerre, car elle ne recherchait que la paix.

Là où elle a montré sa valeur et son initiative, c'est dans la création d'une armée d'aviateurs qui, un contre 10, un contre 20, ont non seulement tenu le choc de l'ennemi, mais ont infligé à ce dernier des pertes considérables. Jamais n'a-t-on assisté à un tel spectacle de ténacité comme celui que nous montrent les courageux Britanniques, et je veux rendre un hommage particulier à la Royal Air Force (R.A.F.) qui a réussi à repousser les barbares. Je souhaite que la victoire vienne bientôt couronner les nobles efforts de l'Angleterre. La victoire qui viendra sera pour le plus grand bien de la Grande-Bretagne et du monde dans son ensemble.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** M. l'Orateur, c'est avec émotion que je me joins à l'honorable premier ministre et à l'honorable chef de l'opposition pour exprimer des sentiments d'admiration et des vœux sincères à l'Angleterre. C'est le patron des Anglais, saint Georges, qui a protégé Édouard III dans les croisades et vaincu le dragon. Saint Georges demeure toujours. Si nous assistons au spectacle qui étonne le monde, c'est parce que les descendants de saint Georges sont restés fidèles à la tradition de leur patron. Il est touchant que la Législature prenne le temps de réfléchir sur la signification de la fête de saint Georges. Saint Georges est toujours présent aujourd'hui.

L'armure de l'Angleterre pourra être transpercée, mais ayons confiance: l'humanité sera sauvée, non seulement par l'intercession du patron de l'Angleterre, mais celle de tous les patrons de la grande famille britannique, saint André, saint Jean-Baptiste, saint Patrice, sainte Jeanne d'Arc. Je suis heureux de dire publiquement que nos compatriotes de langue française sont plus que jamais fidèles à la couronne et au drapeau britannique, et qu'ils considèrent, comme nous, que, sans la flotte anglaise, la Marine britannique, nous ne pourrions siéger en cette Chambre comme des hommes libres.

L'an dernier, au moment où je prononçais mon discours sur le budget, une dépêche nous apprenait les conditions de l'Armistice imposées par l'Allemagne à la France. J'ai dit alors que les rats allemands pourraient infester tout le continent européen mais, au nom de Dieu, que le lion britannique et l'aigle français finiraient par vaincre. Je n'ai pas changé d'opinion. J'ai toujours foi en la victoire.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

**M. l'Orateur:** La Chambre est ajournée jusqu'à 8 h 30.

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 23 avril 1941

### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Questions de privilège:

**M. Dubreuil,**  
député de Montréal-Jeanne-Mance

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Le député de Matane (M. Gagnon) m'a dit cet après-midi que j'étais aussi bien de m'asseoir.

**M. l'Orateur:** Le député de Jeanne-Mance aurait dû alors se lever lorsque l'incident s'est produit. Un député ne peut se lever sur une question de privilège pour un incident qui s'est produit lors d'une séance précédente où il était présent.

### Loi des appareils sous pression

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des appareils sous pression soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des appareils sous pression (Statuts refondus, 1925, chapitre 182A, édicté par la loi 23 George V, chapitre 71), modifié par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 72, est de nouveau modifié

"a. En retranchant l'alinéa e du paragraphe 3;

"b. En retranchant le paragraphe 4."

### L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Cette loi a été passée en 1933. On avait alors décidé de s'en tenir au code interprovincial. Or, ce code date de 1890 et on s'est vite aperçu qu'il n'était pas à point. Car, partout au pays, on suit le standard américain, étant donné le développement constant de la machinerie dans ce domaine et la nécessité de suivre une réglementation générale en Amérique du Nord. À diverses époques, les techniciens se réunissent pour apporter les modifications voulues.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a adopté le code interprovincial en 1933, afin qu'il y eût entente entre toutes les provinces sur cette question. Maintenant, on veut substituer le standard américain au code canadien interprovincial. C'est une erreur.

### L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

En fait, toutes les modifications sont faites après entente avec les autres provinces.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### Demandes de documents:

#### Réforme de l'éducation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 2 avril courant, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), dont elle a été saisie mercredi le 19 mars dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance et de tout document échangés entre le gouvernement de la province ou son secrétaire et le Conseil de l'instruction publique ou nos seigneurs les évêques,

en vue de réformer l'éducation et la rendre plus "réaliste et pratique".

**L'honorable M. Bastien (Berthier)**<sup>7</sup>: M. l'Orateur, au cours de ce débat, on a parlé d'enseignement supérieur et universitaire. Nous parlons moins d'enseignement primaire. Et pourtant, cet enseignement a une importance primordiale, car 80 %<sup>8</sup> des Canadiens français ne dépassent pas le cours primaire, la petite école ou l'école du rang, qui a servi de thème à tant de discours de Saint-Jean-Baptiste.

En 1928, feu l'abbé Lapalme publiait un intéressant volume: "Un pèlerinage à la petite école du rang". Geste courageux qui, loin de lui valoir des louanges, lui a valu l'anathème de gens bien intentionnés, mais à l'esprit routinier dans plusieurs milieux. Ces gens l'ont blâmé d'avoir osé critiquer notre système d'enseignement primaire. Mais le progrès a marché. Des initiatives ont été prises. Dix ans après, l'élite de notre élément protestant ordonnait une enquête sur l'enseignement protestant dans les écoles primaires. L'enquête fut conduite par Me W. A. F. Hepburn, directeur de l'enseignement en Écosse, à qui on adjoignit le très révérend Philip Carrington, lord évêque de Québec. L'enquête conclut que l'enseignement rural protestant était dans un état lamentable en plusieurs endroits de la province.

Quel est l'état de nos propres écoles primaires? L'organisation matérielle de nos écoles rurales est très rudimentaire. D'humbles maisonnettes, sans attrait, sans cachet d'architecture. À l'intérieur, quelques cartes géographiques, un tableau noir qui, souvent, manque de peinture. En général, nos écoles sont petites, modestes, sans arbre ni verdure, mal outillées pour jouer le rôle auquel on les destine. Au point de vue intellectuel, c'est également déplorable. Il faut reconnaître que nos écoles rurales manquent du cadre naturel qui serait indispensable comme complément d'instruction. La "petite école rouge" bien connue, surtout dans les campagnes, a désespérément besoin de changements et d'améliorations.

Nous avons peu d'institutrices de carrière, parce que nous ne payons pas suffisamment. Les institutrices sont beaucoup moins payées que dans les autres provinces. Voici les salaires, par année, des institutrices dans les différentes provinces canadiennes en 1937: Ontario, \$600; Manitoba, \$500; Saskatchewan, \$450; Île-du-Prince-Édouard, \$425; Nouveau-Brunswick, \$420; Québec, \$297. Le résultat, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de jeunes filles qui se dirigent vers la carrière de l'enseignement. Celles qui la choisissent n'y restent pas longtemps. Nos jeunes filles ne peuvent être attirées par de tels

salaires. Nos maîtresses d'écoles arrivent à 18 ans avec un simple brevet pour faire la surveillance de classes parfois difficiles. Elles enseignent en même temps à cinq ou six groupes. D'ordinaire, elles doivent diriger des écoles de 45 à 50 élèves des deux sexes, jusqu'à la cinquième année. Elles doivent enseigner à plusieurs classes différentes, puisque l'on va jusqu'à la septième année dans nos écoles rurales. Le miracle, c'est que, en face de pareilles difficultés, elles réussissent de façon aussi remarquable. Mais elles ont beau faire des prodiges de valeur, il faut tout de même admettre qu'elles donnent un enseignement inadéquat.

Comment donner un enseignement fructueux dans de telles conditions? L'institutrice ne peut suffire à la tâche, il arrive alors que les cours sont ennuyeux. Conséquences malheureuses de ce système: les élèves, particulièrement les garçons, quittent l'école très jeunes, travaillent sur la ferme de leurs parents ou gagnent la ville. Attirés par les villes, où ils ne peuvent chercher que des emplois secondaires, ils vont trouver leur député pour demander un emploi. Lorsqu'ils laissent la maison, ils ont oublié à peu près tout ce qu'ils ont appris. Ceux qui vont chercher de l'ouvrage dans les villes n'ont qu'une instruction rudimentaire et pas de métier. Tout ce qu'ils savent, c'est conduire un camion.

Il est inutile d'attendre des résultats du système actuel. Il revient aux parents et au gouvernement d'appliquer le remède adéquat si le Québec veut reprendre la position qu'il doit tenir dans la Confédération. Quel remède suggérez-vous? me dira-t-on. Nous devrions nommer un comité de nos meilleurs spécialistes dans l'enseignement, religieux et laïques, qui s'adjoindraient des pédagogues dont la réputation en impose à la population. Ce comité enquêterait sur les déficiences de notre enseignement et préparerait l'opinion publique à la centralisation de nos petites écoles de rang.

(Applaudissements à droite)

L'idée semblerait nouvelle et rencontrerait des obstacles au début. Mais chez les anglo-protestants de la province, elle a fait beaucoup de progrès depuis le début du siècle. Les protestants ont discuté le principe dès 1902. Il donne d'excellents résultats. Il a amené la fermeture de quelques petites écoles et la distribution des élèves dans d'autres écoles plus avancées. En 1904, on a adressé un questionnaire aux inspecteurs, et le résultat a été que l'on a recommandé la centralisation de 164 écoles. Elles l'ont été depuis. Aujourd'hui, la centralisation est générale. L'enseignement est donné jusqu'à la douzième année.

Des changements ont été faits à la loi scolaire pour assurer cette centralisation. Il a fallu organiser

le transport des élèves. L'élément protestant a aussi obtenu des octrois pour la construction des "High Schools". La Chambre sera intéressée de savoir ce que le système de centralisation a donné en Alberta et en Angleterre. En 1936, l'Alberta avait 3,724 arrondissements scolaires, 5,815 classes et 113,000 commissaires d'écoles. À la même époque, l'Angleterre n'avait que 317 commissaires locaux qui suffisaient à assurer les services scolaires d'un peuple de 50,000,000 habitants. L'Alberta adopta la centralisation en 1936. Cinq ans plus tard, on compte 48 grandes unités ou grandes commissions scolaires, couvrant 3,264 arrondissements. La grande unité est administrée par une commission de trois à cinq membres.

En 1913, le gouvernement de Québec a commencé à donner des octrois pour le transport des élèves. Au début, la centralisation a rencontré des difficultés chez les protestants de notre province. Présentement, on transporte chaque jour 4,600 élèves aux écoles centralisées, où les élèves anglo-protestants peuvent étudier tout le programme enseigné dans les "High Schools". Le système des écoles centralisées existe dans toutes les autres provinces du dominion, même celles qui ont un climat aussi rigoureux que le nôtre. L'Angleterre a adopté ce système en 1902, l'Écosse en 1919. La France a aussi ses écoles centralisées. L'Alberta en fait maintenant son profit elle aussi. Il donne pleine satisfaction.

L'inspecteur d'écoles, dans la province de Québec, passe plus de temps dans les chemins qu'aux écoles, étant donné qu'il y en a trop à visiter. Au lieu de visiter 120 à 140 écoles deux fois par année en perdant beaucoup de temps dans les mauvais chemins, l'inspecteur en visite 30 dans les villages seulement, sans aucune difficulté et plusieurs fois par année. Si les instructions ne sont pas suivies après la première visite, l'année n'est pas perdue.

Un inspecteur d'écoles, qui a 25 ans d'expérience, me disait que la centralisation permettrait un classement plus rationnel et donnerait une formation plus soignée à chaque enfant. La tâche de l'institutrice et celle de l'inspecteur seront plus faciles. L'expérience mérite d'être tentée. Une paroisse pour commencer. Et si ça réussit, l'on pourra ensuite généraliser. Les protestants ont réussi. Aux États-Unis, c'est l'école en honneur. Ces idées paraîtront nouvelles, mais ne surprendront personne. Elles pourront peut-être effrayer. Mais il n'en reste pas moins qu'elles sont excellentes. Québec doit aller de l'avant.

Québec a innové dans le passé dans plusieurs domaines. En 1911, l'idée des bonnes routes a été

réalisée en entraînant de lourds sacrifices pour nos municipalités. En 1921, la loi de l'assistance publique a inspiré des appréhensions. Mais rien n'empêche qu'elle rend d'immenses services. Pourquoi craindre les idées nouvelles? Les municipalités ne sont-elles pas les premières à payer leur part des unités sanitaires, qui sont notre orgueil? Et, chaque fois, la population a consenti de bonne grâce aux sacrifices nécessaires.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) n'a-t-il pas exigé, au début, \$500 des conseils de comtés pour les agronomes? Dans toutes les sphères, nos gens n'ont pas reculé devant la dépense pour des innovations. Pourquoi resterions-nous arriérés dans le domaine de l'éducation quand il s'agit d'une question importante comme celle-là? Il y en a qui disent que nous pourrions rencontrer des obstacles parmi les membres du clergé. Ce que j'ai dit ce soir, c'est à peu près le langage que j'ai tenu devant le club Kiwanis de Montréal. Les premiers à m'approuver ont été des membres du clergé. Un bon curé de campagne m'écrivait: "Les réformes que vous préconisez s'imposent. Nous sommes en retard de 25 ans".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre devrait produire cette lettre puisqu'il la lit.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Le bon curé ne s'attendait pas à ce que je lise sa lettre en public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande la production. Un ministre est obligé de produire un document qu'il lit à la Chambre si un député le demande.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** C'est entendu, je produis la lettre. J'en ai deux autres ici venant d'éducateurs qui disent la même chose. La question du climat existe dans d'autres provinces. Elle n'est pas un obstacle sérieux. Le plus grand nombre de jours perdus par suite des intempéries a été de 10. Si le système est bien expliqué, s'il est établi par des gens compétents, notre peuple acceptera les écoles centralisées.

Je parle avec franchise à la Chambre parce que l'instruction est un problème au-dessus de la politique. Nous sommes en retard, beaucoup en retard. C'est notre faute à nous tous, politiciens, de la gauche comme de la droite; tous les partis sont responsables des déficiences de notre enseignement primaire. J'espère que, sur ce point, nous cesserons

nos luttes et que nous nous donnerons la main pour l'avenir de notre nationalité et pour la cause sacrée de l'instruction publique.

En terminant, il cite Wilfrid Laurier au cinquantième anniversaire de la fondation du Collège de l'Assomption.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai demandé la production des documents que le ministre a lus.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** J'ai l'honneur de les déposer tous sur le bureau de la Chambre. Je ne peux rien refuser au chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

**M. Dumoulin (Montmorency):** Depuis 15 ans, le problème scolaire est l'objet, dans plusieurs milieux, d'un examen critique. Personne, je pense, ne contestera l'opportunité d'un pareil souci. Après des années d'indifférence, le public s'éveille à la gravité de l'affaire. L'instruction primaire et l'instruction secondaire ne sont pas au niveau, dit-on, des exigences pratiques du siècle. Nos écoles, petites et grandes, laissent à désirer sous le rapport de la formation matérielle de la jeunesse. Ces déficiences, que l'on ne saurait nier, proviennent beaucoup plus de la fatalité historique et des conditions physiques du pays que de toute autre cause.

Il fait un historique élaboré de l'éducation au Québec depuis le traité de Paris de 1763. Il fait ensuite le résumé de notre histoire et des progrès relatifs de l'éducation au Québec, des luttes qu'il a fallu livrer, des dures années de la Conquête. On a pris soin, continue-t-il, de donner à la population une éducation adaptée à ses besoins avec un succès pour le moins relatif. Mais, avec le XIX<sup>e</sup> siècle, des changements sont venus influencer sur notre état social. Le renouveau économique se faisait sentir jusque chez nous.

Pour être complète, l'éducation ne doit pas viser seulement à la formation du cœur et de l'esprit. Il y a un étiolement trop généralisé du type physique chez nous. Trop longtemps nous avons oublié que l'homme appartient au règne animal. Le peuple, dont la santé physique décline, est voué à tous les déclin. Depuis quelques années spécialement, les applications scientifiques conditionnent chacune des branches de l'activité humaine. Il faut donc, de toute nécessité, adapter notre enseignement aux besoins de l'heure. L'un des besoins les plus urgents de l'heure consiste en un corps professoral ayant une véritable

formation pédagogique. Les sujets devront se sentir la formation nécessaire pour enseigner. Avant d'instruire, il faut former, éduquer. Les trois éléments fondamentaux d'un système d'éducation satisfaisant sont le savoir, le savoir-faire et le faire-savoir. Les professeurs devront viriliser les générations de demain.

Je vais tout de suite faire les suggestions suivantes: création d'un corps enseignant recruté chez des sujets qui ont véritablement la vocation pédagogique, car il ne faut pas l'oublier: enseigner est un art et non pas une peine ni une corvée. C'est un art d'autant plus difficile que sa matière consiste dans les caractères dont la formation reste à faire: formation profonde, sérieuse et scientifique du personnel professionnel.

Que faudra-t-il enseigner? Autant que possible des matières d'un rendement immédiatement pratique. N'oublions pas que nous manquons de chimistes, de spécialistes en mécanique, d'ingénieurs miniers, etc. Donc, rendement immédiat pratique, approprié à nos besoins, conditionné par la mise en valeur de nos richesses naturelles; création d'une opinion publique.

Les programmes et les matières devront viser davantage au pratique, tenir compte du milieu où nous sommes, des possibilités de notre sol, des diverses ressources qu'il nous faut développer. Il faudra aussi corriger l'imprécision, l'à-peu-près, l'insuffisance, créer en tous les domaines de véritables valeurs capables de s'imposer.

Un éducateur de marque a affirmé qu'un programme d'études, pour être adéquat, doit identifier une nation. Pour ce qui est de l'enseignement classique et secondaire, il y a lieu certainement de moderniser avec efficacité les formules dont quelques-unes remontent à Mgr de Laval. On ne crée pas des hommes d'affaires suffisamment compétents. L'instruction secondaire doit être à la mesure de nos futurs banquiers, de nos futurs industriels. Il faut rendre notre instruction et la prochaine génération plus rationnelles et plus pratiques. La grande pitié de l'éducation ne remonte qu'au début du siècle.

C'est beau l'instruction, mais ça coûte cher, dit-on. Je n'entends aucunement blâmer nos éducateurs actuels. Avec des ressources dérisoires, ils ont fait des merveilles. Mais ils n'ont pas été suffisamment secondés, appuyés. L'opinion publique ne paraît pas soupçonner les sacrifices pécuniaires qu'exige la cause du savoir pour donner un enseignement adéquat. Loin de consentir ces sacrifices, nous les imposons aux petites maîtresses d'école dont sa rémunération dérisoire défie tous les



commentaires. Ces sacrifices, nous les demandons aux membres des congrégations enseignantes, qui les acceptent volontiers pour un salaire qui ne couvre pas leurs frais de vêtements. Et nous demandons aussi ces dons d'argent à des communautés comme le Séminaire de Québec qui, non content d'assurer éducation et pension à des taux presque dérisoires, a versé à l'Université Laval, depuis sa fondation, près de \$14,000,000.

Il faut donc créer, par tous les moyens possibles de propagande, une opinion publique fermement acquise au rôle capital de l'éducation, et cela, au prix de tous les dévouements et de toutes les contributions. Formation du cœur et de la volonté, développement des forces vives, éducation de l'esprit, morale chrétienne, hygiène, sport, acquis scientifiques, tels nous apparaissent les quatre inséparables facteurs de la reprise éducationnelle. Mais de quoi demain sera-t-il fait? Certes, nous souhaitons qu'un rayon de pitié divine descende bientôt du ciel au lieu des pluies de feu et de mort qui en tombent. De toutes les fibres de notre cœur, nous prions pour le triomphe de nos armes, pour la survivance des institutions démocratiques qui incarnent les prescriptions essentielles de la civilisation chrétienne.

Nous sommes assurés toutefois d'un fait: une phase de reconstruction fébrile succédera aux années de dévastation auxquelles nous assistons. Des contrées comme la province de Québec, abondamment pourvues de matières premières, tiendront un rôle de premier plan durant cette période réparatrice. Nous ne profiterons de cette aubaine économique que si nous y sommes préparés sous la direction de nos techniciens.

Il y a quelques semaines, le premier ministre invitait cette Chambre à rendre au public le premier et le plus précieux des facteurs industriels: l'électricité. Aujourd'hui, le chef de l'État convie les représentants du peuple au perfectionnement du plus indispensable des biens intellectuels: l'instruction. Il n'est pas exagéré de dire que, de cœur et d'esprit, la race approuve et acclame le premier ministre pour la réforme de notre système d'enseignement.

(Longs applaudissements à droite)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**  
(Ovation) M. l'Orateur, lorsque l'honorable premier ministre m'a confié le poste que j'occupe en ce moment, en septembre dernier, j'ai lancé un appel en faveur d'un enseignement plus réaliste et plus pratique pour les nôtres, de rendre les enfants du Québec aussi instruits que ceux des autres provinces.

Cet appel n'a pas été lancé en vain. Depuis lors, toute la population y a fait écho. Tous y ont répondu généreusement. Il y a eu des critiques, mais, en général, elles ont été constructives. Les idées émises nous permettront d'aller de l'avant. Il y a lieu d'espérer que la population se rendra compte de ses responsabilités.

L'honorable premier ministre a lui aussi parlé de réformes. Parler de réformes, ce n'est pas exprimer le désir de tout chambarder. Je profite de l'occasion pour rendre encore respectueusement hommage à tous les éducateurs du passé. Parler de réformes, ce n'est pas faire insulte au passé. Nous voulons aller chercher dans le passé l'inspiration nécessaire au présent et les indications indispensables pour l'avenir. Respecter le passé, ce n'est pas vouloir s'y enliser. Reconnaître ce qui s'est fait de bien dans le passé, ce n'est pas désespérer de faire mieux à l'avenir.

Chacun de nos éducateurs a fait tout ce qu'il a pu avec les minimes ressources mises à sa disposition. Au lieu de les critiquer en vain, il faut s'extasier devant leur œuvre, quand on sait le peu de ressources qu'ils avaient. Ils ont mis au service de la cause tout ce qu'ils avaient de talent et d'énergie. Ce soir, je veux faire quelques commentaires, dire quelques vérités. Je me limiterai, pour le moment, au domaine de l'enseignement primaire.

Si on n'a pas avancé plus vite, c'est que les ressources faisaient défaut. Il ne faut pas oublier que le problème pédagogique est toujours doublé d'un problème financier. Une réforme signifie augmentation de dépenses, et cela veut dire des sacrifices. J'ai déjà parlé de la situation des commissions scolaires, la catholique et la protestante, de Montréal.

Nos commissions scolaires se trouvent actuellement dans une situation pénible, situation qui ne peut plus durer. À Montréal, pour finir la présente année scolaire, le Bureau central protestant aura un déficit de \$400,000. Il en aura un de \$800,000 l'an prochain. Chez les catholiques, la Commission des écoles catholiques de Montréal prévoit pour l'année courante un déficit de \$800,000. L'an prochain, ce sera \$1,500,000.

Au 1<sup>er</sup> juillet 1942, si l'on ajoute à ces chiffres les déficits des autres commissions scolaires de l'île de Montréal, on trouve un déficit total de \$4,000,000. La situation est donc rendue à son paroxysme. Les banquiers ne veulent plus prêter d'argent tant que la situation présente ne sera pas redressée. Les banquiers, et il ne faut pas les en blâmer, ne peuvent tolérer cette attitude de laisser-

faire qui mène au désastre et à la catastrophe. Ils prétendent que ce régime nous conduira à la banqueroute.

Si on ne trouve pas un remède avant le 15 mai, les 150,000 enfants catholiques et protestants de Montréal ne pourront plus aller à l'école. Si le problème n'est pas réglé, les écoles de Montréal devront fermer leurs portes avant la fin de l'année scolaire. La situation est devenue intolérable. Quelque chose doit être fait et sera fait.

Il n'y a personne à blâmer de cet état de choses. Chaque année, il y a une augmentation nécessaire des dépenses. Chaque année, il y a une augmentation normale d'environ 1,500 enfants dans les écoles de Montréal, ce qui veut dire quatre écoles de plus de 10 classes chacune. Les élèves coûtent \$70 par tête, soit donc une augmentation normale de \$105,000 par année. Or, depuis le début de la crise, aux environs de 1931, la source des revenus scolaires non seulement n'a pas augmenté, mais a sensiblement diminué, de sorte qu'on s'est trouvé d'un côté avec une augmentation considérable et progressive de dépenses et une diminution quasi progressive, puis stagnante des revenus. La situation est alarmante.

Cette situation n'est pas particulière à Montréal. Elle est à peu près la même dans tous les coins de la province. Pour s'en rendre compte, il suffit de référer aux rapports des commissions scolaires. Nos commissions scolaires, tant catholiques que protestantes, se trouvent dans une situation économique intolérable. Le déficit des commissions scolaires de la province pour l'année courante sera de \$7,000,000. Il sera plus élevé l'an prochain.

Une des causes de cette crise, c'est que l'on a poussé l'enseignement en gardant un système vieux de 50 ou 75 ans. Dans les grandes villes, l'une des principales causes du déficit est qu'on a cherché à développer l'enseignement en établissant des classes de dixième, onzième et douzième années. Plus l'enseignement est poussé, plus il est dispendieux. Et, pour assurer le maintien de ce système de l'enseignement supérieur, on a gardé le même système qui est nettement insuffisant. Il pouvait être bon autrefois, mais beaucoup de choses ont changé.

Je l'ai déjà dit, il est manifestement injuste de laisser uniquement à la charge des propriétaires fonciers tout le coût de l'enseignement primaire supérieur, car il devient exorbitant et injuste pour cette unique classe de contribuables. Il faut un revenu stabilisé. Il faut de toute nécessité que nos commissions scolaires aient un revenu stabilisé dès

le début de l'année pour qu'elles sachent à quoi s'en tenir. Pour l'avenir des nôtres, il faut en toute justice songer à trouver d'autres sources de revenus pour l'enseignement spécialisé. Il est temps que la population s'impose des sacrifices, si nous voulons aller de l'avant. C'est un problème qui a été négligé trop souvent, et on se rend compte qu'il y a quelque chose qui ne marche pas et qu'il faut faire quelque chose.

Ce qui constitue la déficience primordiale de l'enseignement primaire, c'est la fréquentation scolaire. Nous rêvons tous de donner à nos enfants un maximum d'éducation et d'instruction, et nous voulons que nos écoles soient les meilleures possible. Quand on regarde les statistiques, force est de nous demander si cela vaut bien la peine de chercher à avoir des programmes améliorés, de pousser l'enseignement, de formuler de nouveaux programmes devant le petit nombre d'enfants qui fréquentent nos écoles à certaines étapes de l'enseignement scolaire. Le nombre des nôtres qui en bénéficient est bien petit.

Pour apporter les réformes nécessaires, il faut connaître la situation exactement. C'est pourquoi je veux citer des chiffres et des faits. Je ne veux pas prononcer de discours inutiles et stériles, car j'estime que cela ne convient pas. J'ai hésité longuement à citer ces faits tant ils sont désavantageux pour nous, et je dirai même, pour notre population catholique, comparée avec la population protestante. Aussi, on voudra bien tenir pour acquis que je le fais uniquement dans le but de servir, et non pour soulever les préjugés de race ou de religion, mais dans l'espoir qu'on se convaincra qu'ailleurs, il peut y avoir quelque chose de bon. C'est notre avantage d'aller le prendre, pour nous en servir dans notre intérêt. Je citerai des comparaisons avec les autres provinces et des comparaisons entre les catholiques et les protestants de notre province.

Dans la province de Québec, pour l'enseignement primaire, il y a, en première année, 87,000 catholiques et 8,900 protestants, soit 100 % dans les deux cas. Mais poussons plus loin. À la sixième année, par exemple, on voit que la proportion de 100 % est tombée à 41.4 % pour les catholiques, tandis qu'elle reste à 89.7 % pour les protestants. À la septième année, la proportion de 100 % tombe à 23.3 % pour les catholiques, contre 83 % pour les protestants. À la neuvième année, fin du cours complémentaire, la proportion de 100 % tombe à 6.7 % pour les catholiques, tandis qu'elle reste à 47.9 % pour les protestants. Enfin, à la douzième année, la proportion de 100 % tombe à

0.9 % pour les catholiques, tandis qu'elle est de 19.8 % pour les protestants. Autrement dit, pour un seul finissant catholique qui complète le cycle des études primaires, il y a trois protestants qui le complètent, toujours en gardant la même proportion, soit 1 % contre 30 % (sic).

Voyons maintenant la comparaison entre les protestants et les catholiques de Québec et l'Ontario. Dans la première année, la proportion dans les deux provinces est de 100 %. Dans la sixième année, l'inscription totale dans Québec, catholique et protestante, est de 83.1 %, dont 73.9 % pour les catholiques de Québec, et de 95 % en Ontario. Dans la neuvième année, l'inscription totale dans Québec est de 24.5 %, dont 17.6 % pour les catholiques, contre 54 % en Ontario. Dans la douzième année, l'inscription totale dans Québec est de 4.1 %, dont 0.9 % pour les catholiques, contre 20 % en Ontario. Voilà un aspect de la question.

Il y a aussi un autre aspect, celui de la persévérance scolaire. Je ne suis pas ici pour plaire, mais pour servir. C'est ce que je fais. Si l'on veut les statistiques de la persévérance à l'école, les voici: sixième année: inscription totale dans Québec, 83 %: catholiques 73 %, Ontario 93 %; neuvième année: inscription totale dans Québec, 24 %: catholiques 17.6 %, Ontario 54 %; douzième année: inscription totale dans Québec, 5 %: catholiques 1 %, Ontario, 19 %.

On a vu par ces chiffres les inscriptions de scolarité comparée. Il est un fait bien établi, c'est que, dans notre province, nos enfants fréquentent les écoles jusqu'à la cinquième, la sixième et la septième année, mais pas tout le temps. Dans nos campagnes, nombreux sont les cas de fréquentation scolaire de deux ou trois mois pendant les première, deuxième et troisième années, ce qui fait une fréquentation et assiduité réelles de quatre ans sur sept comme résultat. Les causes de cette déficience sont multiples, mais il faut admettre que 88 % des élèves de chez nous ne vont pas plus loin que la sixième année, et 80 % pas plus loin que la septième année. Aussi doit-on reconnaître que lorsqu'il faut inscrire nos gens dans l'enseignement spécialisé où il faut une instruction élémentaire, 85 % de nos enfants ne sont pas préparés pour la vie et ne sont pas aptes à entrer dans les écoles d'arts et métiers ou d'agriculture moyenne.

La modernisation immédiate des écoles primaires au Québec s'impose. Si des réformes ne sont pas appliquées, les enfants de la province resteront handicapés dans leurs tentatives d'obtenir des postes de responsabilité après avoir quitté l'école. Quant à l'inscription dans les écoles

techniques, j'aurai l'occasion de présenter une loi au sujet de ces écoles et des écoles spécialisées dans la province. Je me réserve d'en parler. Je n'en dirai pas davantage ce soir.

Les causes de cette situation sont nombreuses. On dit que nos familles sont nombreuses et c'est vrai. Mais ce n'est pas le principal facteur. Ce qui retarde nos enfants, c'est le manque d'orientation dans la famille. Par insouciance ou par ignorance, des parents se contentent de la situation présente et ne se rendent pas compte des besoins et des exigences du présent pour leurs enfants. Cette situation ne peut évidemment durer. Des remèdes s'imposent donc et il y a des remèdes à cette situation.

J'espère que les statistiques que j'ai citées sont assez brutales pour réveiller les consciences endormies. Il faut faire appel à toutes les bonnes volontés, à la coopération de toutes les autorités, religieuses, civiles et gouvernementales, mais il faut surtout fouetter les sentiments des parents pour qu'ils comprennent que si leur vie est passée, ils doivent songer à l'avenir de leurs enfants. Ils doivent préparer l'avenir de leurs enfants de façon plus marquée.

La connaissance de l'anglais est une arme de défense et de conquête chez nous, et mériterait d'être instruite en tête du programme de toutes nos écoles. Et parce que je suis fermement convaincu que les Canadiens français possèdent bien leur langue maternelle, ils ont besoin de connaître la langue seconde et les mathématiques pour accéder aux postes de commande. Je suis catégoriquement en faveur de l'enseignement de l'anglais à partir de la quatrième année du cours primaire.

Notre désir est de ne rien détruire ni de renverser, mais d'améliorer. Il y a dans ces questions d'éducation des domaines qui ne relèvent pas du gouvernement. Même l'enseignement primaire, du reste, ne relève pas du gouvernement. Ainsi le veut la Constitution, et nous entendons respecter la Constitution. L'enseignement primaire relève du Conseil de l'instruction publique par ses divers comités. En vertu de la Constitution, le gouvernement n'est que le collaborateur des comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique. Je puis dire ce soir aux membres des comités qu'ils sachent qu'ils peuvent compter sur la collaboration du gouvernement, comme nous comptons sur eux, pour faire triompher les réformes qui s'imposent.

Il devrait y avoir une coopération complète et cordiale entre les parents, les deux comités du

Conseil de l'instruction publique et le gouvernement. Autrement, nous ne pouvons nous attendre à aucun résultat concret.

Je félicite les membres des comités des réformes qu'ils ont déjà apportées, soit dans les programmes des écoles normales et des scolasticats pour former nos professeurs, tant aussi dans les programmes des écoles primaires supérieures que pour les écoles ménagères. J'ai été membre du comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Je connais les travaux de mes collègues pour améliorer notre enseignement. Je leur en rends un hommage public, ce soir.

On a parlé de l'uniformité des livres. Nos lois en reconnaissent déjà le principe. Ce n'est pas une question nouvelle, puisque le code scolaire, article 221, paragraphe 4, décrète que la commission scolaire doit utiliser les mêmes livres dans toutes les écoles de la municipalité.

La loi est si bien observée qu'on a oublié qu'elle existe. Le gouvernement est disposé à faire respecter la loi dans ce domaine comme dans les autres. Mais, M. l'Orateur, il est 11 heures et je propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), l'ajournement du débat.

(Longs applaudissements à droite)

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

---

## NOTES

1. Norman McLeod Rogers (1894-1940). Secrétaire particulier du premier ministre Mackenzie King (1927-1929) pour lequel il écrit sa biographie, laquelle sera utilisée au cours de la campagne électorale de 1935. Nommé ministre fédéral du Travail (1935-1939) et ensuite ministre de la Défense nationale, il décède de façon tragique dans un écrasement d'avion le 10 juin 1940.

2. L'annonce conseillait aux touristes de visiter l'Ontario où il n'y aurait pas de taxes pour le voyageur, pas de ponts de péage, selon *Le Soleil* du 24 avril 1941, à la page 3.

3. À Ottawa, selon *Le Soleil* du 24 avril 1941, à la page 4.

4. Le procureur général venait d'arriver en Chambre, selon *La Presse* du 24 avril 1941, à la page 16.

5. Chef des détectives corrompu qui, sous le régime Taschereau, s'est occupé de politique, permettant trop souvent l'instauration d'un système d'abus tels ceux des télégraphes. Il fut démis de ses fonctions par M. Duplessis lors de son premier mandat, de 1936 à 1939, mais y fut réinstallé par les libéraux à leur retour au pouvoir, de 1939 à 1944, permettant à l'ère des "bookies" et des "slot machines" de refleurir à Montréal.

6. Le premier ministre porte une rose rouge à sa boutonnière, selon *Le Soleil* du 24 avril 1941, à la page 3.

7. Le débat avait été ajourné par le représentant de Drummond (M. Rajotte). En l'absence de celui-ci, c'est le représentant de Berthier (l'honorable M. Bastien) qui continue le débat, selon *La Presse* du 24 avril 1941, à la page 16.

8. 85 %, selon *Le Soleil* du 24 avril 1941, à la page 3.

## Première séance du jeudi 24 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Voies et moyens:

Débat sur le budget  
1941-1942 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 22 avril courant, sur la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), proposée mardi le 18 mars dernier à l'effet: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Lapointe (Wolfe)** déclare qu'il n'exercera pas son droit de parole.

En conséquence, le débat sur le budget prend fin.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté) que la motion en discussion soit retirée.  
Adopté. La motion est retirée<sup>1</sup>.

## Subsides:

Crédits provisoires 1941-1942  
(2<sup>e</sup>/12 du budget)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Je proposerai au comité de voter les crédits provisoires.

La motion est adoptée. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit provisoire n'excédant pas \$4,133,180.26, soit un douzième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 18 mars 1941 soit ouvert à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942.  
Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

## Voies et moyens:

Crédits provisoires  
1941-1942 (2<sup>e</sup>/12 du budget)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Je proposerai au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires.

La motion est adoptée. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

## En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été, provisoirement, accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année

financière se terminant le 31 mars 1942, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$4,133,180.26.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Loi des subsides No 4, 1941

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 57 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des appareils sous pression

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des appareils sous pression soit maintenant lu une troisième fois.

Ce projet de loi abroge des dispositions qui réfèrent au code interprovincial du Canada, qui est devenu désuet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi donne au ministre des pouvoirs extraordinaires vu que dans tous les cas, on ne pourra pas se servir des appareils sous pression sans la permission du ministre.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Écoles professionnelles

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 concernant les écoles professionnelles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose:

1. Qu'en vertu de l'article 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par règlement, fixer l'honoraire payable pour l'obtention du permis et la production du rapport annuel des écoles professionnelles.

2. Que les dépenses requises pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature et que, pour l'année financière 1941-1942, il sera accordé une somme de huit mille dollars.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi va beaucoup trop loin, car elle permet la mainmise du gouvernement sur ces écoles. Le rôle du gouvernement est de fournir aux éducateurs et aux parents les moyens de faire instruire les enfants, pas autre chose. La loi va trop loin en laissant au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires absolus et arbitraires. Car c'est le gouvernement qui déterminera quelles sont les écoles professionnelles, ce en quoi elles consistent, et le genre de contrôle qu'il voudra appliquer.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** De graves abus se sont glissés dans diverses écoles professionnelles privées. Il faut protéger le public. De plus, la loi exclut spécifiquement du contrôle projeté par la loi les écoles établies par des corporations qui sont spécialement autorisées, par une loi, à fonder de telles écoles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill en question est la mainmise absolue de l'État sur certaines branches de l'éducation. Les bonnes intentions que professe le ministre ne changent rien à la loi et aux dangers qu'elle présente. Jusqu'ici, c'était au

Conseil de l'instruction publique que l'on confiait les soins de contrôle et de surveillance. Désormais, c'est le gouvernement qui contrôle, seul, et de façon absolue. La question du choix des programmes et celle des qualifications des professeurs doivent être laissées à la juridiction des comités catholiques et protestants du Conseil de l'instruction publique.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je propose la deuxième lecture des résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque j'étais au pouvoir, nous avons toujours respecté l'autorité du Conseil de l'instruction publique. Le secrétaire de la province devrait s'inspirer de cette politique. L'Union nationale a fait énormément pour l'éducation dans la province: fondation de l'École des mines, de l'École des pêcheries, d'une École du commerce à Québec, École de filature, École d'agriculture, augmentation du salaire des institutrices, octrois augmentés aux établissements d'enseignement secondaire, etc. Mais, dans aucun cas, l'Union nationale n'a voulu s'arroger le contrôle direct sur l'éducation, comme on le fait actuellement par le présent bill.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition veut que nous nous inspirions de la politique de l'Union nationale. Je suis un libéral de vieille souche, et c'est notre parti qui a été le seul à respecter la ligne de démarcation entre l'autorité incontestable des parents et celle de l'État, en matière d'instruction publique.

L'honorable chef de l'opposition sait que l'enseignement primaire est sous la juridiction des comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique. La loi en discussion ne sera appliquée que dans le domaine des arts et métiers. Il semble justifiable d'y exercer une surveillance. L'honorable chef de l'opposition a parlé des œuvres de son gouvernement en matière d'éducation. Je n'en finirais plus s'il fallait énumérer toutes les œuvres du Parti libéral dans le domaine de l'enseignement. Je lui rappellerai que les écoles techniques, l'École des hautes études commerciales et les écoles des beaux-arts ont été fondées par le Parti libéral.

"Nous avons toujours respecté l'autorité du Conseil de l'instruction publique", a dit le chef de l'opposition. Il est bien beau pour le chef de l'opposition de parler du respect de l'Union nationale pour les prérogatives du Conseil de l'instruction publique.

Ce respect s'est manifesté d'une drôle de façon. L'Union nationale a mis de côté ces principes lorsqu'il s'est agi de nommer des principaux et des professeurs dans les écoles normales. En effet, sous le régime de l'Union nationale, aucune nomination de professeurs ou de principaux d'écoles normales ne s'est faite légalement. On n'a pas consulté le Conseil de l'instruction publique, comme le veut la loi, et on a imposé des créatures politiques. On a respecté le comité protestant en mettant ses membres à la porte pour les remplacer par des amis politiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette assertion est absolument contraire aux faits! Je demande le vote!

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Connors, Côté, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Panet, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 36.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), 11.

Ainsi, les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre adopte maintenant les résolutions.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent.

Ainsi, les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé d'étudier le bill 52 concernant les écoles professionnelles.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Connors, Côté, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Panet, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 36.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi:

"a. "ministre" désigne le secrétaire de la province;

"b. "écoles professionnelles" désigne tout établissement où l'on enseigne, par des leçons ou démonstrations, ou par la pratique ou la correspondance ou de quelque autre manière, les arts, métiers ou professions spécifiés dans les règlements faits en vertu de la présente loi. Cette expression ne comprend pas les écoles établies par des corporations qui sont spécialement autorisées, par une loi, à fonder de telles écoles."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette définition couvre toutes les écoles de la province de Québec, même les collèges et les universités. L'éducation doit être au-dessus de la politique. C'est le gouvernement qui déterminera ce qu'est une école professionnelle.

L'article 2 dit qu'une "école professionnelle désigne tout établissement où l'on enseigne, par les arts, métiers ou professions spécifiés dans les règlements faits en vertu de la présente loi". Or, l'article 6 dit "que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer à quels arts, métiers ou professions la présente loi sera applicable, réglementer sous tous rapports le fonctionnement des écoles professionnelles, y compris l'enseignement à y être donné, les examens à y être tenus". Le contrôle gouvernemental est donc absolu.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Si le champ d'application est vaste, c'est précisément le but de la loi. La loi à l'étude vise les écoles qui, en ce temps de guerre, poussent comme des champignons dans la province pour former des techniciens et des travailleurs compétents dans diverses industries. Quelques-unes de ces écoles peuvent offrir un danger pour le public, si elles ne sont pas soumises à un contrôle. Il n'est pas question de mainmise, mais de contrôle et de surveillance de ces nouvelles écoles, afin de protéger le public. Le gouvernement veut savoir quels sont les programmes de ces écoles, quels sont les professeurs et à quels tarifs elles distribuent l'enseignement. Tout cela, encore une fois, pour protéger le public contre des abus possibles. Le département surveillera le programme en cours et le choix des professeurs. D'ailleurs, les institutions existantes ne sont nullement affectées par cette loi. Il s'agit de protéger le public contre les abus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque j'étais premier ministre, feu l'honorable Gordon Scott<sup>4</sup> m'a offert sa démission, et comme président et comme membre du comité protestant. Je l'ai refusée. Je lui ai dit de rester en fonction, que s'il y avait des réformes à accomplir, ce devait être au comité de s'en occuper. C'est alors que le comité Hepburn<sup>5</sup> a été nommé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La loi ne peut pas concerner les collèges, les universités et les diverses institutions d'enseignement, régulièrement établis par des corporations ou des communautés, parce que toutes ces maisons d'enseignement sont établies par des lois spéciales, ce qui les exclut de l'application du présent bill. Je suis sûr que les membres des deux comités du Conseil de l'instruction publique en seront satisfaits.

**M. Gagnon (Matane):** L'honorable ministre a-t-il consulté le Conseil de l'instruction publique avant de présenter cette loi?



**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je répondrai à l'honorable député de Matane: franchement, non. Je n'ai consulté ni le comité catholique, ni le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Car les questions de soudure et d'électricité, il me semble, ne relèvent pas de la juridiction du Conseil de l'instruction publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'appartient pas au gouvernement de contrôler les programmes. Cela appartient plutôt au Conseil de l'instruction publique. De plus, le gouvernement veut contrôler le choix des professeurs. C'est la mainmise absolue du gouvernement en matière éducationnelle. On n'exclut que les maisons établies par une loi, mais encore là, il y a un contrôle du gouvernement. Nos éducateurs ont déployé assez de dévouement et d'héroïsme pour qu'on ne les interdise pas. Le rôle du gouvernement doit se borner à leur fournir les moyens matériels de poursuivre et de perfectionner leur œuvre.

En vertu du bill, aucune école ne sera ouverte, aucun professeur n'enseignera sans le consentement du ministre. En somme, c'est le ministre qui donnera les diplômes, qui fera les programmes d'enseignement, etc. Le ministre pourra, s'il le veut, faire tout le favoritisme possible. Les règlements de la Commission des écoles catholiques de Montréal interdisent à tout professeur et employé de la commission de s'occuper de politique. Or, il y en a eu qui sont allés aider le ministre dans son élection de Terrebonne.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** nie ce fait.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"[[8. Les dépenses requises pour la mise à exécution de la présente loi seront payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. Pour l'année financière 1941-1942, il est accordé une somme de huit mille dollars.]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le montant a été prévu dans le budget de cette année?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non. Ce montant n'a pas été prévu dans le budget de cette année.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Est-ce que les chiropraticiens pourront établir leurs écoles en faveur de cette loi?

(Personne ne répond)

La motion de troisième lecture est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des accidents du travail, 1931

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi des accidents de travail est un compromis entre l'accidenté et son patron. Chacun des deux abandonne une partie de ses droits en faveur de l'autre en retour d'avantages respectifs. Cela comporte donc que l'accidenté ne reçoit pas, en certains cas, la pleine indemnité de droit commun.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Le bill n'enlève pas le recours contre un tiers, sauf si ce tiers est préposé ou mandataire de l'employeur et que l'accident se produit en raison d'une faute commise dans l'exécution de ses fonctions comme mandataire.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement

### **Charte de Lachine**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine soient maintenant lus une deuxième fois.

Adopté sur division.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose que la Chambre adopte maintenant lesdits amendements.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Succession de dame Aubert de Gaspé**

**M. Choquette (Montmagny)** propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G. de Beaujeu, soient maintenant lus une deuxième fois.

Adopté sur division.

**M. Choquette (Montmagny)** propose que la Chambre adopte maintenant lesdits amendements.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Charte de Québec**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec soient maintenant lus une deuxième fois.

Adopté sur division.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que la Chambre adopte maintenant lesdits amendements.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La séance est levée à 1 heure.

### **Deuxième séance du 24 avril 1941**

#### **Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Horaire des séances**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que les séances du soir de cette Chambre, au lieu de prendre fin à onze heures, ne soient levées qu'après adoption d'une résolution à cet effet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que cette motion est prématurée à ce stage de la session, car nous tenons trois séances par jour, et le gouvernement n'a pas encore présenté des lois importantes comme celle des liqueurs. Veut-il procéder à la noirceur? L'opposition a toujours collaboré avec le gouvernement pour hâter le travail législatif. Il est vrai que la nuit porte conseil, mais cette maxime ne peut s'appliquer à un gouvernement qui veut profiter de la noirceur pour passer ses lois. Si l'on veut terminer la session rapidement, le gouvernement n'avait qu'à procéder avec plus de diligence. Jusqu'ici, il ne nous a présenté que des bills sans importance ou de mauvais bills. Le gouvernement n'a pas encore présenté ses fameuses lois qu'il nous annonce depuis longtemps. Il est évident que cette motion est la manifestation du désir du gouvernement de limiter les discussions.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous avons présenté la législation au fur et à mesure que la Chambre pouvait les étudier et les adopter. Le chef de l'opposition nous rendra le témoignage que nous n'avons pas limité son droit de critique. Nous proposons tout simplement que la séance du soir puisse se prolonger après onze heures, si la chose est nécessaire. Quand vient le temps des subsides, la Chambre peut trouver avantageux de siéger un peu plus tard. Nous tenons trois séances par jour, et le chef de l'opposition peut être sûr que nous ne serons

pas portés à abuser de la situation et du pouvoir qui nous est donné par cette motion.

Quant aux lois à venir, le chef de l'opposition aura tout le temps voulu pour les discuter et les critiquer. Comme nous avons pris le temps de les préparer avec soin, je suis certain que ses critiques seront ni acerbes ni prolongées.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée sur division.

### **Loi des accidents du travail, 1931**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>6</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En passant, il ne devrait y avoir qu'une forme de testament dans la province de Québec. Actuellement, nous avons le testament authentique, le testament olographe et le testament suivant la forme dérivée des lois d'Angleterre. Il serait plus simple et moins dispendieux de ne garder que la forme authentique faite devant notaire.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 46u de la section VIa, remplacé par l'article 8 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"46u. Dans les cités et villes, l'adjudication est définitive et le retrait ne peut être exercé pour les terrains vagues qui sont des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars, si l'avis de vente indique quels immeubles seront ainsi vendus."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** "Terrain vague" est un terme plus ou moins français.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Ce terme est maintenant accepté partout pour désigner les terrains situés dans zones non bâties.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article est injuste pour les petits propriétaires.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>7</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

### **Émissions d'obligations**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 relatif aux émissions d'obligations soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet de cette loi est d'abroger la loi en date du 12 novembre 1936, pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation, loi aux termes de laquelle il est défendu d'émettre, pour fins industrielles ou commerciales, des bons, obligations ou actions-obligations pour un montant supérieur à la valeur réelle des immeubles hypothéqués en garantie de l'émission, et une autre loi qui l'a amendée un an plus tard. Cette prohibition rend douteuse la validité de la garantie et pouvait ainsi compromettre les droits des épargnants qu'elle vise à protéger. En conséquence, dans le projet de loi en discussion, il est déclaré que les dispositions de cette loi n'ont pas eu pour effet d'invalider aucune émission d'obligations.

L'Union nationale a apporté deux exceptions au principe de cette loi, dont l'une en 1939 en faveur des entreprises d'utilité publique. Nous avons cru devoir demander l'abrogation de cette loi passée par le gouvernement unioniste, en 1936, que nous jugions inefficace, nuisible et basée sur un principe dangereux, malgré son titre. Nous considérons que,

loin de protéger l'épargne populaire, elle peut lui nuire considérablement. Elle est de nature à compromettre les intérêts des épargnants. Si la loi reste dans les Statuts, les obligataires, qui sont créanciers hypothécaires d'une compagnie, sont exposés à voir leur hypothèque annulée. Si la garantie d'un créancier hypothécaire n'est pas conforme à la loi, l'émission tout entière des obligations devient nulle, et les épargnants perdent tout. Voilà notre premier motif. Il y en a d'autres.

Le deuxième motif est que la loi s'applique à l'émission des obligations, et non à la vente. Elle ne se trouve donc pas à atteindre les compagnies incorporées en dehors de la province de Québec et cause un préjudice à nos compagnies. Le troisième motif est celui-ci: le registraire des valeurs mobilières s'est rendu compte que l'application de la loi était très difficile. Elle créait des difficultés considérables. Je lui ai soumis le projet de loi actuel.

Le registraire considère que la loi des valeurs mobilières protège suffisamment le public contre les compagnies incorporées dans notre province et ailleurs, et qu'elle possède toutes les dispositions nécessaires pour protéger le public contre les fraudes. La loi des valeurs mobilières ne contrôle pas l'émission, mais elle contrôle la vente des obligations, et c'est le meilleur moyen de surveiller l'intérêt du public. Avec la loi des valeurs immobilières, nous avons tout ce qu'il faut pour protéger le public. Je répète que la loi dont nous demandons l'abrogation peut compromettre l'épargne populaire chez nous. Elle est donc nécessaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'argumentation du procureur général est d'une faiblesse déconcertante et constitue une contradiction flagrante. Un des plus grands maux dont notre peuple a souffert a été le mouillage des stocks. On a édifié des compagnies avec rien. Conséquemment, des millions de l'épargne populaire ont été engloutis. Et on sait ce que représente l'épargne populaire. C'est un rempart qui protège l'ordre social. C'est un encouragement à la saine initiative et à l'ambition, gages du succès. L'épargne populaire, bien encouragée, aurait contribué à la diminution des travaux de chômage. Mais tout cela a été englouti dans le mouillage des stocks. Des millions d'épargne populaire du peuple ont été perdus dans la province de Québec seulement.

Lorsque je suis arrivé au pouvoir, continue-t-il, je me suis demandé comment empêcher le mouillage des stocks. Les lois provinciales permettaient d'émettre des débentures pour des montants illimités. On a fait souscrire des millions et

des millions sur des propriétés qui ne valaient pas \$50,000 en réalité. Nous avons étudié la question et nous avons constaté que des compagnies, ne pouvant plus vendre d'actions, émettaient des obligations pour des montants illimités et disaient que ces obligations représentaient des créances hypothécaires. L'Union nationale a décidé d'empêcher la vente des débentures qui ne valent rien. Nous avons décidé de limiter cette garantie hypothécaire à la valeur réelle des biens de la compagnie, aux biens immobiliers existants et affectés par l'hypothèque donnée en garantie de l'émission.

Comme résultat, nous avons adopté une loi qui a fait disparaître les "holding companies"<sup>8</sup>, qui ont été une des grandes causes de nos désastres financiers. Nous avons amendé notre loi parce que l'Union nationale n'a jamais hésité à corriger ses lois. Comme résultat encore, nous avons réduit les taux de l'électricité dans le nord de Québec, en Abitibi, de 35 % à 40 %. À Montréal, la population locale a pu bénéficier d'une réduction de \$690,000 par année.

On nous a accusés de paralyser ceci ou cela. J'ai dit que nous ne voulions rien saboter, mais que nous entendions prévenir les erreurs du passé. Était-ce mauvais? Le procureur général prétend que la loi ne protégeait pas le public. Est-ce qu'en allant à la source du mal nous ne protégeons pas le public? Il y a contradiction dans les prétentions du procureur général. Tout homme peut se tromper. Je ne doute pas de la sincérité de l'honorable procureur général, mais je doute de la logique du gouvernement.

La loi qu'on nous présente dit que l'ancienne loi n'a pas eu pour effet d'invalider les émissions de bons d'obligation ou d'actions-obligations. On ratifie, on confirme toutes les émissions d'obligations faites en marge de la loi. Qu'est-ce qu'on veut cacher? C'est la première fois que je vois une législation pareille! Ces dispositions s'appliquent même aux compagnies d'utilité publique. Nous allons revoir les "holding companies" remonter à la surface. Les "schemes" vont recommencer.

En autorisant les compagnies à émettre des débentures pour des montants dépassant de beaucoup la valeur réelle des propriétés qu'elles possèdent, cette loi ouvre la porte à beaucoup d'abus. Pour protéger le public, il faut commencer par extirper de la structure capitaliste les chancres et les cancers.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** M. l'Orateur, je m'accorde avec le chef de l'opposition pour déplorer les pertes subies par les épargnants dans des désastres financiers. Le gouvernement entend les prévenir de toutes ses forces. Ce qu'il faut, c'est de protéger l'épargne

populaire et, pour la protéger, il faut empêcher la vente des obligations qui n'offrent pas la garantie exigée par la loi. Or, la loi dont l'honorable procureur général demande l'abrogation a précisément pour résultat de faire disparaître la garantie exigée par la loi.

La loi unioniste entraînait de graves ennuis. Parce que, très souvent, le véritable actif d'une compagnie ou d'une entreprise ne réside pas tant dans les biens immobiliers que la compagnie peut posséder au moment d'une émission d'obligations que dans les réserves bancaires, le capital non souscrit, la valeur marchande de l'entreprise, etc. La loi unioniste aurait dû parler de la valeur réelle au lieu de la valeur immobilière.

Maintenant, qu'est-ce que la valeur réelle? C'est une question fort délicate et en somme, dans une bonne mesure, question d'opinion. La valeur réelle des compagnies n'est pas constituée uniquement par les immeubles qu'elle possède. Si une compagnie vend pour \$100,000 d'obligations et que la valeur réelle de ses biens n'est que de \$98,000, en vertu de la loi, la garantie totale devient nulle.

La majorité des compagnies sont honnêtes, mais il y aura toujours des gens malhonnêtes. La loi unioniste n'empêcha pas les compagnies malhonnêtes. Si une compagnie est malhonnête, c'est par la loi contre les fraudes qu'on doit l'atteindre. Si la compagnie est honnête, alors on doit lui laisser les chances normales de développement. La loi des valeurs mobilières assure la protection du public contre ces derniers qui ne peuvent faire aucune transaction sans être enregistrés et peuvent facilement être atteints.

De plus, la garantie immobilière, sur laquelle on place tant d'importance, peut devenir illusoire. Tel matériel d'un prix élevé pour une entreprise ne vaut plus rien, une fois qu'elle est mise en liquidation. En effet, une entreprise pouvait se faire transporter temporairement des propriétés mobilières considérables, pour l'émission d'obligations, quitte à effectuer ensuite une rétrocession.

Les compagnies d'assurances, riches à millions, ont cependant peu de propriétés immobilières. Cependant, elles ont un actif considérable dont on ne peut nier la valeur véritable. Si l'on veut attirer les industries à Québec, il est impératif d'éliminer le plus d'obstacles possible.

La loi du chef de l'opposition était remplie de bonnes intentions. Si j'avais été en cette Chambre, lorsqu'elle a été présentée, j'aurais été tenté de voter en faveur. Mais, comme elle a atteint un but absolument contraire à celui que l'on visait, je considère qu'elle doit être abrogée.

**M. Gagnon (Matane):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

*a.* en ajoutant à la fin de l'alinéa *b.* de l'article "211" les mots suivants: "en suivant la procédure déterminée par la charte;"

*b.* en ajoutant à la fin de l'article "211" le paragraphe suivant comme paragraphe *m.*:

"*m.* à annuler tout solde de crédits quand les fins pour lesquelles ces crédits ont été votés sont réalisées."

2. L'article 5 est modifié en ajoutant à la fin du sous-paragraphe "*n*" du paragraphe *b.*, à la page 3, les mots suivants: "sauf lorsqu'il est obligé de ce faire en vertu de la loi."

3. L'article 6 est modifié:

*a.* en biffant, dans les première, deuxième et troisième lignes du paragraphe 1 de l'article 43, les mots suivants: "du sexe masculin ou toute veuve ou fille majeure ou femme séparée de biens ou séparée de corps et de biens";

*b.* en biffant, aux première, deuxième et troisième lignes du paragraphe 2 de l'article 43, les mots suivants: "du sexe masculin et toute veuve ou fille majeure ou femme séparée de biens ou séparée de corps et de biens".

4. L'article 9 est modifié en remplaçant les derniers mots dudit article: "ne vote pas à la mairie" par les mots suivants: "ne vote pas pour la mairie."].

5. L'article 10 est modifié en remplaçant dans les quatrième et cinquième lignes de l'article 46 les mots "ne vote pas à la mairie" par les mots suivants: "ne vote pas pour la mairie".

6. L'article 12 est modifié en remplaçant le dernier mot "le" de la quatrième ligne de l'article "55" par les mots: "pour chaque".

7. L'article 20 est modifié:

*a.* en ajoutant à la fin du premier alinéa le paragraphe suivant comme paragraphe *a.*:

"*a.* en ajoutant au paragraphe 96 les alinéas suivants:

"Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté, afin d'y empêcher tout refoulement des eaux d'égout.

"La cité n'est pas responsable des dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupape ou autre dispositif de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent alinéa. Le présent alinéa n'aura d'effet que jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1944.

"La cité a le droit de faire examiner par ses enquêteurs ou experts, en tout temps avant l'institution de l'action, entre neuf heures du matin et six heures de l'après-midi, les biens immobiliers ainsi que les biens mobiliers, qui font l'objet d'une réclamation résultant d'inondation. Le réclamant, qui refuse sans raison valable de permettre cet examen, ne peut pas exercer son droit d'action tant qu'il refuse de permettre cet examen.

"Si la réclamation est pour dommages à des effets périssables, le réclamant doit donner à la cité avis, par lettre recommandée, qu'il garde ces effets à la disposition de la cité pour examen, pendant les 72 heures suivantes. Il ne peut en disposer sans excuse raisonnable avant l'expiration de ce délai, le tout sous peine de déchéance de son droit d'action.

"Aucun droit d'action n'existe contre la cité pour dommages, résultant du refoulement d'un égout, à des articles, marchandises, objets ou effets conservés pour toutes fins quelconques dans une cave, un sous-sol ou soubassement, si le réclamant a déjà reçu une compensation de la cité dans un cas semblable et pour le même endroit, et n'a pas subséquemment installé dans la cave, le sous-sol ou soubassement, un support élevé d'au moins un pied du plancher et placé à une distance d'au moins un pied des murs extérieurs, sur lesquels lesdits articles, marchandises, objets ou effets doivent être conservés.

"La preuve qu'il a été pourvu à cette protection est à la charge du réclamant. Dans le cas où l'eau refoulée s'élève à plus d'un pied de hauteur, le présent article ne s'applique pas.";

*b.* le paragraphe *a.* devient paragraphe *b.* La dernière phrase de l'article "104*a.*" est remplacée par la suivante:

"Le présent paragraphe, quant à la surveillance du Service de Santé de la cité, n'aura d'effet qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1942.";

*c.* Les paragraphes *b.* et *c.* deviennent paragraphes *c.* et *d.*

8. L'article 21 est modifié en remplaçant l'article "307*e.*" par ce qui suit:

"307*e.* Dans tous les cas où une personne est trouvée coupable devant la Cour du recorder d'avoir négligé d'obtenir tout permis (licence) exigé par les règlements des permis (licences) de la cité, la cour doit condamner cette personne à une amende au moins égale au prix de ce permis, quel que soit le montant de l'amende fixé par le règlement. Si le contrevenant obtient son permis dans les huit jours après la sentence, et en avise la cour, cette dernière devra changer sa sentence en le condamnant aux frais seulement."

9. L'article 22 est modifié en ajoutant à la fin du premier alinéa du paragraphe "*h.*", après le mot "article", les mots suivants: "que la cité désire imputer sur le revenu".

10. L'article 23 est modifié en remplaçant l'article "334*d.*" par ce qui suit:

"334*d.* Les deniers faisant partie du fonds général de la cité peuvent être employés à toutes les fins qui sont du ressort de la cité."

11. L'article 26 est biffé.

12. L'article 27 est modifié:

*a.* en ajoutant après le mot "l'administration", à la fin du sous-paragraphe *b.*, à la page 12, les mots suivants: "pourvu que la valeur desdites marchandises, matériaux, fournitures et autres effets en magasin n'excède pas un million de dollars selon l'inventaire.";

*b.* en biffant le dernier alinéa du paragraphe *b.*, savoir: "Les emprunts autorisés par le sous-paragraphe *b.* ci-dessus ne pourront en aucun temps excéder le montant total de dollars".

13. L'article 30 est modifié en remplaçant l'article "363*c.*" par ce qui suit:

"363*c.* 1. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes n'excédant pas \$200 sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, ou en raison d'occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence, exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la cité, s'il n'existe pas dans la charte de dispositions à cet effet.

2. Le conseil peut modifier et prélever, sous forme de permis, toute taxe spéciale imposée en vertu du présent article. Cette taxe est alors payable aux dates et conditions que le conseil détermine."

14. L'article 31 est modifié:

*a.* en remplaçant après les mots "est de nouveau modifié", les mots suivants dans les trois dernières lignes: "en retranchant le paragraphe *dd*, ajouté par la loi 4 Édouard VII, chapitre 49, article 14, et remplacé par la loi 24 George V, chapitre 88, article 11" par le paragraphe suivant:

"a. en ajoutant au paragraphe *f.* l'alinéa suivant: "Les employés livreurs travaillant pour les boulangers et les laitiers ne sont pas considérés comme employés colporteurs, mais doivent néanmoins obtenir de la cité un permis, et pour ce permis, la cité exige une somme n'excédant pas un dollar. La présente disposition prend effet à compter du premier mai 1940.

"b. en remplaçant le sous-paragraphe 2 du paragraphe *z* tel qu'édicte par la loi 23 George V, chapitre 123, section 23, et remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"2. Une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder mille dollars sur tout propriétaire, occupant ou locataire de cafés-concerts, cafés-chantants ou cafés-dansants, et une taxe annuelle de deux cents dollars sur tout propriétaire, occupant ou locataire d'un établissement servant à un club exploité pour un gain ou bénéfice quelconque.

"L'alinéa précédent s'applique au règlement 1643 de la cité de Montréal, et toute charge en vertu dudit règlement à des clubs qui ne tombent pas sous cette disposition devra être annulée, et tout paiement fait par des clubs, en vertu dudit règlement, qui ne tombent pas sous cette disposition, devra être remboursé.";

c. en retranchant le paragraphe *dd*, ajouté par la loi 4 Édouard VII, chapitre 49, article 14, et remplacé par la loi 24 George V, chapitre 88, article 11."

15. L'article 43 est modifié:

a. en ajoutant après le mot "temps", à la fin de la troisième ligne du paragraphe 16, les mots suivants: "par lettre recommandée.";

b. en remplaçant le paragraphe *q.*, à la page 25, par ce qui suit:

"q. en biffant le paragraphe 26";

c. en ajoutant à la fin du dernier alinéa du paragraphe 31, à la page 26, les mots suivants:

"Les membres actuels du bureau de révision, qui ont entendu certains appels sur lesquels le bureau n'a pas encore pris de décision, peuvent disposer de ces appels même si le nombre de ces membres est inférieur au quorum exigé par la loi."]

16. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 44 comme articles 44a. et 44b.

"44a. L'article 396 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par les lois 7 Édouard VII, chapitre 63, article 26, et 8 George V, chapitre 84, article 37, modifié par la loi 10 George V, chapitre 86, article 9, et remplacé par les lois 19 George V, chapitre 97, article 23, et 22 George V,

chapitre 105, article 23, est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"Le directeur des finances doit procéder de la même manière pour un immeuble ou partie d'immeuble vacant d'une valeur municipale de \$400 ou moins sur lequel il est dû en tout ou en partie au moins trois années d'arrérages de contributions foncières et qui apparaît au rôle comme appartenant à un ou plusieurs grevés de substitution ou à un ou plusieurs usufruitiers.

"La vente de tel immeuble ou de partie d'immeuble, suivant la procédure indiquée aux articles suivants de cette charte, purge l'immeuble ou partie de l'immeuble de l'usufruit ou de la substitution non ouverte, suivant le cas, et l'adjudicataire en devient définitivement propriétaire même à l'encontre du nu-propriétaire ou des appelés, suivant le cas.

"Ce pouvoir accordé au directeur des finances pourra être exercé par la Commission municipale de Québec dans la vente des immeubles de la cité pour taxes."

"44b. L'article 397 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 8 George V, chapitre 84, section 38, 15 George V, chapitre 92, section 30, 19 George V, chapitre 97, section 24, et 22 George V, chapitre 105, section 24, est de nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Si l'immeuble imposé est inscrit au rôle d'évaluation et de contributions foncières comme appartenant à un grevé de substitution ou à un usufruitier, la signification de l'avis ou son envoi par la poste par lettre recommandée doit être fait au grevé et à l'appelé ou au curateur à la substitution, ou à l'usufruitier et au nu-propriétaire, suivant le cas. S'il y en a plusieurs, la signification ou l'envoi de l'avis à deux d'entre eux est suffisant."

17. L'article 48 est biffé.

18. L'article 49 est modifié.

a. en ajoutant à la fin du premier alinéa de l'article "419a." les mots suivants:

"Cette disposition s'applique aux terrains vagues, relativement auxquels des lignes ont déjà été tracées ou homologuées sur le plan de la cité.";

b. le premier mot: "Néanmoins", du deuxième alinéa de l'article "419a.", est biffé; le deuxième mot du même alinéa: "dans", s'écrit "Dans".

19. L'article suivant est ajouté après l'article 50 comme article "50a."

"50a. L'article 451 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 6 George V, chapitre 44, section 19, est abrogé."

20. L'article 53 est modifié:  
*a.* en remplaçant dans la troisième ligne les mots "remplacé par le suivant", par le mot: "abrogé";

*b.* l'article "536*d.*" est biffé.

21. L'article 54 est modifié:

*a.* en remplaçant à la fin de la deuxième ligne les mots: "les articles suivants", par les mots: "l'article suivant".

*b.* l'article "536*e.*" est biffé;

*c.* l'article "536*f.*" devient article "536*e.*";

*d.* l'article "536*g.*" est biffé.

22. L'article 55 est modifié:

*a.* en remplaçant dans la troisième ligne les mots "remplacé par le suivant", par le mot: "abrogé";

*b.* l'article "537*a.*" est biffé.

23. L'article 57 est modifié en remplaçant dans la première ligne de l'article 564*g.* le mot "ou" par le mot "et".

24. L'article 62 est modifié:

*a.* en remplaçant tout le paragraphe *b.* par le suivant:

"*b.* en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas 2 % du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans le territoire de la cité de Montréal ou des municipalités sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal. [ ]

"[La taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison, ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire a été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

"La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1925, chapitre 35), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique, ou d'un radio, ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires

dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.";

*b.* en remplaçant le sous-paragraphe *r.*, à la page 36, par ce qui suit:

"*r.* Aux ventes faites par une personne exploitant un commerce en dehors du territoire assujéti à la taxe, sauf dans les cas prévus aux deux derniers alinéas du paragraphe 2";

*c.* en ajoutant après le dernier alinéa du paragraphe *v.*, à la page 36, l'alinéa suivant:

"Par dérogation à l'article 13 de la loi 4 George VI, chapitre 14, nulle vente faite dans le territoire assujéti à la taxe n'est soustraite à cette taxe parce que la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors de ce territoire, pour consommation ou usage en dehors dudit territoire. Cependant, la cité de Montréal, par son Comité exécutif, sous la recommandation du directeur des finances, est autorisée à ne pas se prévaloir des dispositions du présent alinéa dans les cas où, par règlement, elle décidera de soustraire l'acheteur au paiement de cette taxe.";

*d.* en ajoutant le paragraphe suivant comme paragraphe *d.* du présent article:

"*d.* En remplaçant le premier alinéa du paragraphe 20 de ladite section par ce qui suit:

"20. Le revenu annuel perçu par la cité de Montréal et provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé chaque année par la cité de Montréal entre elle et les corporations municipales mentionnées au paragraphe 2 de la présente section, en proportion de leur population respective telle qu'établie [dans le cas de la cité de Montréal, par son évaluateur en chef, et dans le cas des autres municipalités, par le recensement respectif de ces municipalités fait dans l'année précédant la distribution et approuvé par la Commission métropolitaine de Montréal, ou, à défaut de tel recensement ou à défaut de son approbation tel que susdit, d'après les moyens mis à leur disposition par la Commission métropolitaine de Montréal. La présente disposition s'appliquera à toutes les distributions ultérieures en faveur des municipalités qui ont droit d'y participer"].

25. L'article suivant est ajouté après l'article 63, comme article "63*a.*"

"63*a.* L'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, est remplacé par le suivant:

"13. Le territoire désigné dans la présente loi comme étant sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal ne comprend que les cités de Montréal, Westmount, Outremont et Verdun,



et les villes de Saint-Laurent, Montréal-Ouest, Montréal-Est, Mont-Royal, Pointe-aux-Trembles, Saint-Michel, Montréal-Nord [et, à compter du premier mai 1941, pour les fins de l'article 10 seulement, les villes des Hampstead, Lasalle et Saint-Pierre et la cité de Lachine.]"

26. L'article 64 est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"La Commission municipale peut fixer de nouveaux taux en conformité des dispositions du présent article."

27. L'article 65 est remplacé par ce qui suit:

"65. Seul le revenu de l'année sera pour l'avenir assujéti à la taxe prévue à l'article 12 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, et ses amendements."

28. L'article suivant est ajouté après l'article 65 comme article "65a."

"65a. L'article 36 de la cédula B de la loi 11 George V, chapitre 112, remplacé par l'article 26 de la loi 25-26 George V, chapitre 113, est abrogé. La cité pourra, pour remplacer la Commission d'urbanisme ainsi abolie, créer un service administratif désigné sous le nom de "Service d'urbanisme de la cité de Montréal", dont le chef sera nommé suivant la procédure prévue à l'article 21m. de la charte de la cité.

"Le conseil détermine par règlement les attributions de ce service. Le conseil peut aussi par règlement adjoindre à ce service un comité consultatif composé de pas moins de sept membres et de pas plus de quinze."

29. L'article 69 est modifié en remplaçant le second alinéa du paragraphe *b.*, à la page 38, par le suivant:

"Si à une assemblée spéciale ou régulière les affaires soumises n'ont pas été entièrement expédiées la première journée, le Conseil doit s'ajourner au jour juridique suivant, le samedi étant pour les fins du présent alinéa, considéré comme non juridique, et ainsi de jour en jour jusqu'à ce qu'il ait décidé positivement ou négativement les questions inscrites à l'ordre du jour."

30. L'article suivant est ajouté après l'article 74 comme article "74a."

"74a. La cité est autorisée à clôturer le terrain faisant partie de l'Avenue Pacifique, de la rue Saint-Denis à la rue Saint-Hubert, en face des voies du chemin de fer du Pacifique Canadien, de même que les lots 8-329 et 8-330 du Village de la Côte Saint-Louis, et d'inclure lesdits terrains de façon à ce qu'ils fassent partie de la cour de la cité connue sous le nom de "Cour de Fleurimont".

31. L'article 76 est modifié en y ajoutant à la fin les mots suivants: "par exercice."

32. L'article 81 est modifié en remplaçant les deuxième, troisième et quatrième alinéas par les alinéas suivants:

"Le directeur des finances doit, dès que le rôle d'évaluateur a été complété et déposé par le chef estimateur, établir la différence entre ladite somme d'un milliard de dollars et la valeur totale inscrite des immeubles imposables et déterminer en conséquence le pourcentage dont la valeur de chaque immeuble doit être augmentée.

"Il doit ensuite majorer de ce pourcentage la valeur de chaque immeuble imposable, de chaque immeuble non imposable inscrite au rôle et de chaque immeuble inscrit au rôle supplémentaire, ou dont l'évaluation est modifiée, et sur ces valeurs ainsi majorées répartir les taxes.

"Les taxes ainsi réparties auront les mêmes effets que si elles étaient réparties sur la valeur inscrite au rôle.

"Les dispositions ci-dessus ne sont applicables qu'aux taxes pour l'exercice 1941-1942, le directeur des finances devant faire la majoration des valeurs inscrites au rôle d'évaluation de la cité comme si la présente loi avait été en vigueur lorsque ce rôle a été complété et déposé par le chef estimateur."

33. L'article 82 est modifié en ajoutant après le mot "payé", dans la première ligne, les mots suivants: "avec subrogation".

34. L'article 83 est remplacé par le suivant:

"Le conseil de la cité de Montréal a jusqu'à dix jours à compter de la sanction de la présente loi pour modifier et adopter le budget de l'exercice 1941-1942, déposé selon la loi, le 15 février 1941, ainsi que les règlements et résolutions qui s'y rapportent.

"Si le comité exécutif modifie ce budget ou les documents qui s'y rattachent, il devra déposer les modifications proposées au bureau du greffier, avant la date fixée pour l'assemblée, et sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis.

"Le conseil devra imposer les contributions, taxes, licences, avant l'adoption de ce budget, et les prélèvements ainsi décrétés deviendront obligatoires et dus à compter du 1<sup>er</sup> mai 1941. La taxe de vente cependant reste imposée pour le prochain exercice, et la cité a le droit de la percevoir à compter du 1<sup>er</sup> mai 1941, à moins que le conseil en décide autrement lors de l'adoption de ce budget.

"Si ce budget n'est pas adopté avant le 1<sup>er</sup> mai 1941, le comité exécutif pourra autoriser le directeur

des finances à se servir temporairement de l'argent en caisse provenant de toute source pour payer les dépenses imputables sur le revenu de l'exercice courant.

"S'il n'y a pas d'argent en caisse, ou si le montant en caisse est insuffisant, le comité exécutif pourra autoriser un emprunt à court terme aux banques, lequel emprunt devra être remboursé immédiatement après l'adoption du budget, soit au moyen des revenus perçus, soit au moyen d'un emprunt en anticipation de la perception du revenu de l'exercice en cours.

"À défaut par le conseil d'adopter le budget, ainsi que les règlements et résolutions imposant les taxes dans le délai déterminé par la présente loi, le budget et lesdits règlements et résolutions tels que remaniés, le cas échéant, par le comité exécutif ou le conseil, deviendront en vigueur automatiquement, par le seul fait de l'expiration de ce délai, et les prélèvements ainsi décrétés seront dus à compter du 1<sup>er</sup> mai 1941.

"Les emprunts prévus au présent article sont assujettis à l'approbation de la Commission municipale de Québec."

35. L'article suivant est ajouté, après l'article 83, comme article "83a.":

"83a. La cité est autorisée à vendre à la Provincial Transport Company, avec le consentement des Prêtres de Saint-Sulpice de Montréal, cette partie de la rue Aqueduc comprise entre les rues William et Ottawa, et à la suite de cette vente, à fermer cette rue au public, sans règlement à cet effet."

36. L'article 84 est modifié:

*a.* en biffant à la fin du paragraphe 1 les mots: "(Annexe A)";

*b.* en biffant à la fin du paragraphe 2 les mots: "(Annexe B)";

*c.* en ajoutant ce qui suit comme paragraphe 3.

"3. Contrat entre la cité et la Succession Desjardins *et al.* passé devant M<sup>re</sup> Antonio Brien, notaire, le 1<sup>er</sup> juin 1940, sous le numéro 5709 des minutes de son répertoire, et la cité est autorisée à donner effet aux clauses dudit contrat."

37. Les cédules "A" et "B" sont biffées.

### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose la première lecture des amendements du Conseil législatif au bill de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil nous renvoie un bill nouveau et je demande qu'il soit étudié en comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je consens avec plaisir.

Les amendements sont lus une première fois.

La séance est levée à 6 heures.

### **Troisième séance du 24 avril 1941**

#### **Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 8 h 45.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de la vente des effets non réclamés**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Le comité, étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Réforme de l'éducation**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 23 avril courant, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chalout) dont elle a été saisie mercredi le 19 mars dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance et de tout document échangés entre le gouvernement de la province ou son secrétaire et le Conseil de l'instruction publique ou nos seigneurs les évêques, en vue de réformer l'éducation et la rendre plus "réaliste et pratique".

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** (Longs applaudissements à droite) M. l'Orateur, j'ai dit hier que le Conseil de l'instruction publique était à étudier de nombreuses réformes, tant pour la formation pédagogique de professeurs aux écoles normales et supérieures que pour la diffusion de l'enseignement ménager. Depuis quelques mois, un comité spécial a été formé, qui procède à l'examen de tous les manuels, très nombreux et divers, qui foisonnent dans nos maisons d'enseignement primaire, pour choisir le meilleur manuel pour les écoliers. Le gouvernement ne demande pas mieux que d'offrir sa collaboration la plus entière à ceux qui ont la mission de guider l'éducation dans cette province.

Tout ce que le gouvernement veut, c'est de faire de son mieux pour l'avancement du système éducationnel. Grâce à la largeur de vue de l'honorable trésorier provincial, (l'honorable M. Mathewson), des fonds seront mis bientôt à la disposition du comité pour créer un bureau de recherches pédagogiques et pour une revue d'enseignement primaire. Il sera aussi possible bientôt au gouvernement de donner deux auxiliaires au comité catholique de l'instruction publique.

Au sujet de la scolarité comparée entre Québec et Ontario, les statistiques citées la veille ont causé un peu d'effarement en certains milieux. Une

personne m'a même téléphoné au cours de la journée pour me demander si je croyais réellement que la situation que j'ai exposée est bien conforme à la réalité. Cette personne m'a fait remarquer qu'il fallait tenir compte, pour toutes fins de comparaison, des enfants qui abandonnent les écoles primaires après la sixième ou la septième année, pour entrer dans les collèges classiques ou autres. J'ai, sur ce sujet, des statistiques complètes.

Si nous ajoutons au nombre des élèves qui fréquentent nos écoles d'enseignement primaire supérieur la totalité des élèves qui laissent l'école primaire pour le cours classique, on trouve que les cinq premières années du cours classique, qui équivalent en somme à la douzième année du cours supérieur primaire, forment un contingent de 1,800 élèves.

À la lumière de ces statistiques pour la septième année, le pourcentage de fréquentation scolaire de 26.9 % de Québec serait augmenté à 29.3 %; mais le pourcentage ontarien reste cependant à 78 %. L'augmentation n'est pas considérable. Si d'autre part, pour les fins de discussion, on ajoute au nombre des élèves qui fréquentent les écoles d'enseignement primaire supérieur la totalité des élèves des collèges classiques, des écoles de beaux-arts, des écoles d'agriculture, des écoles ménagères, des cours d'arts et métiers, des écoles indépendantes, nous arriverons à une comparaison avec l'Ontario qui n'est pas exacte, mais dont nous nous servirons pour les besoins de la discussion.

Nous aurons, pour la douzième année, un pourcentage de 9.4 % dans le Québec contre 19 % en Ontario. Il faut de plus tenir compte que ce n'est que pour les fins de la discussion, car, en Ontario, il y a aussi la scolarité des écoles spécialisées, tout comme dans Québec, auquel cas la proportion ontarienne monterait à 26 %. Donc, nous sommes en déficience nette dans notre système d'enseignement et il nous faut réagir.

Il y a aussi un autre aspect du problème, aspect fort discuté et qui a donné lieu à des discussions et querelles aussi âpres que stériles. Il s'agit de l'enseignement de l'anglais. Bien que l'enseignement de l'anglais soit inscrit sur les programmes, il faut prendre pour acquis que l'anglais a été peu, mal ou pas du tout enseigné, à toutes fins pratiques dans nos écoles catholiques. Et l'on doit ajouter que le même phénomène s'est produit, du reste, pour l'enseignement du français dans les écoles anglo-protestantes. Il faut d'ailleurs remarquer que, dans un cas comme dans l'autre, il y a peu de professeurs préparés à cet enseignement, et

qu'il arrive souvent que, sous couleur de faux patriotisme, pour cacher en réalité l'ignorance, on ne veuille pas enseigner l'anglais ou le français.

Comme on a constaté dans un nombre de cas malheureusement trop grand que nos enfants savent mal le français, j'espère qu'on n'ira pas dire que ce défaut dans la connaissance linguistique française provient de l'enseignement de l'anglais. Une chose est certaine: c'est qu'étant donné que l'anglais n'a pas été enseigné dans nos écoles, on ne peut pas dire que c'est l'anglais qui a empêché nos enfants de bien posséder leur français. Sur cette question de l'enseignement de l'anglais, il y a deux théories.

Quelques-uns, et ils sont très rares, veulent le bilinguisme intégral, c'est-à-dire l'enseignement des deux langues à la fois, dès le début scolaire. Les autres, qui forment la grande majorité, veulent plutôt le biglottisme (sic), c'est-à-dire que l'enfant apprenne d'abord sa langue maternelle, puis commence ensuite à apprendre la langue anglaise. Je suis de la deuxième catégorie, et je crois qu'on ne doit commencer l'enseignement de la langue seconde qu'après la troisième ou la quatrième année. On devrait, durant les trois premières années du cours primaire, enseigner uniquement à l'enfant sa langue maternelle. Ensuite, il serait temps de lui inculquer les premiers éléments de la langue seconde et d'accentuer l'enseignement de cette langue à mesure que les études se poursuivraient.

En décembre 1936, un congrès des instituteurs de Montréal avait adopté un vœu pour qu'on ne commence l'enseignement de l'anglais qu'à partir de la septième année. Plus tard, au comité catholique de l'instruction publique, en février 1937, on a étudié ce rapport du congrès et l'on a suggéré s'il y avait lieu de retarder les débuts de l'enseignement de l'anglais, de la troisième à la cinquième année, et de laisser à la discrétion du surintendant de déterminer, dans certains cas, l'étude de l'anglais à partir de la septième année. Je me suis opposé au vœu du congrès, parce que 85 % des élèves ne vont pas plus loin que la septième année, ce qui aurait signifié que 85 % des élèves n'auraient jamais appris un mot de la langue anglaise.

Au comité catholique, la question a été ajournée à mai 1937. Secondé par l'honorable sénateur Jules-Édouard Prévost, j'ai proposé que l'on conserve le *statu quo*, c'est-à-dire que l'enseignement de l'anglais commence à la quatrième année. Je n'ai pas changé d'idée. J'estime qu'il faudrait abandonner quelque peu l'enseignement livresque et développer un enseignement plus oral et le vocabulaire des enfants, surtout durant la sixième et la septième

année, afin de le rendre à la fois plus vivant et moins indigeste aux écoliers. Nos enfants quittent l'école si tôt que je crois que l'on devrait commencer à leur enseigner un peu d'anglais de la quatrième à la septième année.

Cette affaire de l'enseignement de l'anglais a soulevé beaucoup de critiques acerbes. Des critiques ont dit: "Vous voulez faire de nos Canadiens français, des Anglais!" Personne n'a jamais songé à cela. Je ne pense pas que la connaissance de l'anglais soit une panacée à tous nos maux, mais c'est assurément un des outils qu'il faut donner à nos enfants, si nous voulons qu'ils soient en état de lutter, plus tard, pour la vie. Permettez-moi de citer des exemples. Est-il un plus parfait bilingue que l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson)? A-t-il été obligé pour cela de mettre de côté ses origines écossaises?

Et ceux des nôtres qui parlent l'anglais sont-ils moins Canadiens français de cœur et d'esprit que ceux qui ne le parlent pas? Je crois qu'il est nécessaire d'avoir quelques connaissances de l'anglais, suivant les lieux que nous habitons. Nous ne sommes plus à l'époque d'il y a 50 ans. Les moyens de circulation rapide ont modifié bien des conditions de vie. D'ailleurs, qui ne sait qu'une bonne partie des populations de nos villes se compose de ruraux venus y gagner leur vie? L'état de choses, qu'on le déplore ou non, va continuer quoi qu'on puisse faire.

On dit encore: "À quoi sert d'apprendre l'anglais?" Je réponds: À gagner sa vie dans des conditions plus faciles, plus avantageuses. Il faut bien se rendre compte que les 3,000,000 de Canadiens français que nous sommes dans la province de Québec, nous pouvons être appelés à transiger avec les 130,000,000<sup>9</sup> qui parlent l'anglais en Amérique du Nord. La connaissance de l'anglais devient donc pour nous une arme de défense et aussi de conquête.

On a dit récemment: Combien de Canadiens français qui connaissent l'anglais occupent des positions élevées dans le pays? Mais on peut aussi demander: Combien parmi les Canadiens français qui occupent des positions élevées ignorent la langue anglaise? Je ne connais pas beaucoup de Canadiens français qui aient obtenu des postes de commande, dans notre pays, sans connaître l'anglais.

Il faut savoir et bien savoir son français d'abord, si l'on est Canadien français, savoir des notions suffisantes de ses mathématiques, mais aussi connaître l'anglais, si nous voulons lutter à armes égales et que les nôtres arrivent plus aisément aux

postes de commande. Il me semble que ce devrait être là l'ambition de toute la population de la province.

(Applaudissements à droite)

Et d'ailleurs, est-ce que les parents ne désirent pas que leurs enfants apprennent l'anglais? Je ne connais presque pas de parents qui ne veulent pas de connaissances de l'anglais pour leurs enfants. Les parents sont les maîtres de l'éducation de leurs enfants. Ce principe est reconnu. Or, pour s'en convaincre, il y a un exemple manifeste du désir des parents de voir leurs enfants apprendre l'anglais, à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières. Dans toutes ces villes, on ignore sans doute le grand nombre de jeunes Canadiens français qui fréquentent les écoles anglo-catholiques. Je citerai les chiffres de Montréal où 70 % des enfants inscrits dans les écoles anglaises catholiques sont des Canadiens français dont les parents désirent que leurs enfants apprennent l'anglais.

Je remercie l'honorable trésorier d'avoir mis à ma disposition une somme de \$100,000, dont la moitié sera donnée aux commissions scolaires qui veulent former des professeurs d'anglais compétents pour les écoles françaises, et l'autre moitié aux commissions scolaires anglaises qui veulent former des professeurs de français compétents. Il est nécessaire que nos enfants apprennent l'anglais quand ils sont jeunes. Il est nécessaire de ne pas négliger cette partie de leur instruction, sous prétexte de patriotisme mal compris. Pour résumer ma pensée, je suis pour l'enseignement de l'anglais après la quatrième année. Je considère cela comme nécessaire et essentiel, si nous voulons prendre place dans l'expansion industrielle et économique du pays, surtout après la guerre.

L'objection principale faite souvent à l'enseignement de l'anglais nous vient au nom de l'éducation nationale. Il en est, pas en cette Chambre, qui, en parlant d'éducation nationale, croient avoir découvert quelque chose de nouveau. Prétendre avoir découvert quelque chose de nouveau dans les mots "éducation nationale", c'est injuste et c'est condamner les éducateurs du passé, qui étaient aussi patriotes que les patriotes de nos jours. Ils y accordaient autant d'importance que les éducateurs modernes.

Si par éducation nationale on entend, surtout comme c'est le cas depuis 15 ans, éducation nationaliste, il faut distinguer. Si par nationalisme on entend l'amour premier, et plus impérieux pour ceux qui nous tiennent de plus près, s'il s'agit de protéger ceux qui sont unis à nous par le sang, la religion et la

langue, nous sommes tous nationalistes, nous sommes tous pour l'éducation nationale. Mais si on veut entendre un nationalisme à base de haine, de race et de religion, si c'est vouloir prêcher, dans l'éducation nationale, les moyens de combattre dans notre pays les Canadiens qui ne parlent pas notre langue, c'est une profonde erreur. Ceux qui propagent cette erreur se cachent du reste.

Si, par nationalisme, on entend ce sentiment partagé dans certains coins et par certaines sociétés secrètes, par lequel on veut donner une formation antibritannique, alors que la Grande-Bretagne se bat pour sauver notre liberté en défendant actuellement la civilisation contre la barbarie, alors je dis qu'il est grand temps pour le gouvernement de sévir pour empêcher ces gens-là d'accomplir leur œuvre néfaste, en empêchant la propagation de cette doctrine.

(Applaudissements à droite)

Pour avoir une véritable éducation nationale en notre pays, pour insuffler à nos enfants l'amour du pays tout entier, il faudrait bien enseigner l'histoire du Canada, chez nous. Il faudrait penser à notre pays tout entier, d'un océan à l'autre: *A mari usque ad mare*, comme dit notre devise, pour que la paix et l'harmonie entre races et croyances se continuent.

Il faut bien reconnaître que, dans nos collèges classiques, dans nos grandes et nos petites écoles, un peu partout, l'histoire du Canada prend moins de temps que toutes les autres, même l'histoire européenne. Et puis, si on examine les différents manuels, on en vient à la conclusion que l'histoire du Canada varie énormément avec les endroits où elle est enseignée.

Que connaît-on, chez nous, de l'histoire du Canada, de l'histoire des autres provinces, au point de vue économique, au point de vue social? Qu'avons-nous appris de leurs problèmes géographiques? Presque rien ou rien du tout. Nous ne connaissons que l'histoire de la province de Québec. Celle-là seule. Il en est de même dans les autres provinces, car chaque race apprend à peu près exclusivement la contribution de son propre groupe, et ce qui concerne les autres groupes est ignoré.

Comment alors, dans ces conditions, former une véritable unité nationale? Je caresse l'espoir, il n'est pas défendu de rêver de beauté et d'idéal, que nous aurons dans un futur rapproché un groupe d'hommes de bonne volonté appartenant aux différentes croyances, de toutes les races, qui nous donneront un seul manuel d'histoire du Canada, pour qu'elle soit enseignée de façon uniforme, des côtes

du Pacifique aux côtes de l'Atlantique. De cette façon, M. l'Orateur, nous créerons un véritable esprit national.

(Applaudissements à droite)

Il faudra aussi se rappeler que l'enseignement de l'histoire doit être l'enseignement de la vérité, et non pas des légendes seulement, si belles soient-elles. Un manuel d'histoire doit contenir la vérité, pas autre chose. Il ne faut pas enseigner la légende qui affaiblit l'enseignement de la véritable histoire du Canada. Cela n'empêchera pas d'enseigner la légende de chez nous; mais il ne faut pas que la légende, étiolée, amoindrisse la grande histoire de notre pays.

(Applaudissements à droite)

Lorsque ces jours seront arrivés, bien des préjugés disparaîtront. Les Anglais verront par exemple que le peuple canadien-français a été cédé, mais non conquis. Ils se rendront compte alors que si les hasards de la guerre ont voulu que nous devenions sujets britanniques, nous avons gardé les traditions et l'esprit chevaleresque de nos ancêtres, qui ont gagné à la chrétienté et à la civilisation tout le continent nord-américain. Les Anglais se rendront compte alors que l'histoire du Canada ne commence pas en 1760, mais avec les vaillants pionniers du régime français.

Les Canadiens français, s'ils apprennent l'histoire du Canada comme il convient de l'apprendre, admireront ce qui s'est passé sous le régime français, mais ils se rendront compte que la vie a continué après 1760, que si nous avons pu livrer nos luttes pour garder nos droits, que si nous avons conservé notre langue, notre religion, nos traditions, c'est grâce aux institutions britanniques qui nous ont donné plus de liberté que partout au monde et que c'est grâce à elles que nous avons maintenu intactes la beauté et la grandeur de nos origines canadiennes-françaises.

(Applaudissements à droite)

Je m'excuse si j'ai heurté quelques opinions au cours de ces remarques. Dans un débat sur une question d'une telle complexité, je respecte les opinions des autres, comme je sollicite le respect des miennes. J'ai donné des statistiques qui feront réfléchir. Tant mieux si les statistiques citées ont pu éveiller l'opinion publique sur une situation qui nous est défavorable.

J'espère que nous aurons la collaboration de tous pour trouver des solutions. Le nom de Salazar<sup>10</sup> a été prononcé au cours de ce débat. Tout ce que le gouvernement veut, c'est une réforme bien comprise de l'enseignement. La réforme ne sera pas facile à

accomplir. J'ai signalé les difficultés que nous pourrions rencontrer. Nous avons confiance. Et en terminant, je ferai mienne une parole de Salazar: "Nous savons très bien ce que nous voulons et où nous allons, mais que l'on n'exige pas de nous que nous atteignions le but dans quelques semaines."

(Longs applaudissements et ovation à droite)

(Comme personne ne se lève après le discours du secrétaire provincial, le député de Lotbinière se lève pour clore le débat.)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je dois souligner, M. l'Orateur, l'attitude de l'opposition qui n'a pas daigné participer à cette discussion sur l'éducation. J'en suis étonné. Je sais qu'il y a assez de largeur d'esprit chez les députés de la gauche. Ils n'ont pas dû s'abstenir parce que j'étais l'auteur de la motion. Cette question vitale et essentielle n'intéressait-elle donc pas l'opposition?

**M. Lorrain (Papineau)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** En droit strict, le député de Lotbinière n'a pas le droit de faire de telles remarques. Mais je comprends qu'il s'agit tout simplement de préliminaires.

**M. Chaloult (Lotbinière):** L'opposition doit avoir trop de largeur de vue pour ne pas vouloir participer au débat parce que je suis l'auteur de la motion. Elle ne doit pas s'imaginer que la question ne relève pas de l'État. Je ne veux pas croire qu'elle a manqué de courage. Je dois conclure que cette question vitale pour le Canada français n'intéresse pas l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Lotbinière avait été en Chambre ce matin et hier, il se serait rendu compte que nous nous intéressons aux questions d'éducation. Il aurait vu que l'opposition a un programme en matière d'éducation.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition est hors d'ordre parce qu'il réfère à un autre débat.

**M. Chaloult (Lotbinière)** continue de piquer les députés de la gauche.

**M. l'Orateur:** J'avertis le député de Lotbinière que s'il continue sur le même sujet, il est hors d'ordre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ceux qui ont pris part à la discussion sont d'accord sur tous les points. Il n'y a de divergence que sur les modalités. Le débat s'est fait avec une courtoisie extrême. C'est ce qui devait être fait, mais qui ne l'a pas toujours été.

**M. l'Orateur:** Le député de Lotbinière ne doit pas provoquer les points d'ordre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je suis d'accord avec l'honorable secrétaire de la province au sujet de l'enseignement de l'anglais, sur la distinction entre le bilinguisme et le biglottisme (sic). Il a dit tout à l'heure que les enfants ne devraient pas apprendre l'anglais avant d'avoir bien appris le français. À mon sens, le député de Hull (M. Caron) est allé un peu trop loin en réclamant l'enseignement de l'anglais dès les premières années. Ce serait aller trop loin que d'enseigner à nos gens les deux langues en même temps.

Un peuple doit se développer à l'école primaire selon son hérité. Une éducation bilingue à cet âge, formerait un être hybride qui ne serait ni anglais, ni français<sup>11</sup>, qui balloterait entre les deux systèmes.

Il n'est pas opportun et il ne convient pas d'enseigner l'anglais à tout le peuple. L'enseigner à nos cultivateurs et à nos ouvriers, ce serait au détriment de la langue française. Cela est de nature à la dénationaliser. Les esprits robustes pourront assimiler deux langues, mais c'est l'exception. Je me demande si l'enseignement, qui fait défaut chez les élèves de cet âge, n'est pas vraiment celui du français. L'anglais devrait être enseigné uniquement à ceux pour qui c'est nécessaire.

Il suffit, pour s'en rendre compte, d'écouter les enfants converser entre eux, d'entendre parler les élèves de nos collèges, dont le langage est bourré d'anglicismes. Et que penser de l'indigence du langage chez nos avocats? Ils parlent très souvent de l'anglais traduit en français. L'indigence de français se manifeste même au prétoire où des mots français ne font souvent qu'envelopper une pensée anglaise. Ce sont des bouches molles. Et nos prédicateurs ne sont pas tous des Bossuet<sup>12</sup>. À la radio, on nous sert des programmes scandaleux, comme ceux de Nazarre et Barnabé et autres du même genre, sous prétexte que cela plaît à la population. Est-ce que ce n'est pas scandaleux dans une province comme la nôtre? Ces programmes, comme le disait l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain), abâtardissent notre peuple. Le gouvernement devrait intervenir pour prohiber ces programmes.

N'est-il pas pénible d'entendre certains de nos amis franco-canadiens parler le français? Ils parlent tous l'anglais, mais négligent souvent le français, et n'ont pas de succès exceptionnels parce qu'ils sont bilingues. Que l'on enseigne l'anglais, j'en suis.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) a fait des distinctions qui m'ont plu. Je me suis toujours vanté d'être nationaliste. Mais, à mon sens, le nationalisme se manifeste surtout par l'amour de la patrie. Si, par nationalisme, on entend le racisme et la haine des autres peuples, je n'en suis pas. Le nationalisme est la théorie de l'amour, et non pas celle de la haine.

Quelques-uns ont prôné l'éducation nationale par l'éducation antibritannique. Je n'en suis pas. J'ai toujours prôné l'éducation nationale, mais je n'ai jamais eu dans l'esprit l'éducation antibritannique. Sur ce point, encore, je m'entends avec le secrétaire provincial. Le point essentiel est d'apprendre l'anglais quand nous connaissons suffisamment notre langue maternelle.

(Applaudissements à droite)

Je termine, dit-il, en résumant mon argumentation. Nous devons, conclut-il, pousser l'éducation nationale bien comprise. Sinon, comme l'a dit Olivar Asselin, il faudra écrire sur la pierre tombale de notre race: "Ci-gît un peuple mort de bêtise."

(Applaudissements à droite)

La motion de demandes de documents relatifs à la réforme de l'éducation est adoptée.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Labbé (Mégantic)** propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec, tout en étant désireuse de voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, désapprouve la réduction des pensions de vieillesse, la réduction des pensions aux mères nécessiteuses et aux orphelins, la réduction des pensions aux aveugles, et elle recommande au gouvernement de rendre pleine et entière justice aux vieux et aux vieilles, aux mères nécessiteuses et aux orphelins et aux aveugles de la province."

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, 8.

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Bienvenue, Bonvouloir, Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dufour, Dumaine, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Thisdel, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté. La motion principale est, en conséquence, adoptée et la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article de la loi du service civil, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent vingt-trois mille sept cent cinquante dollars, nécessaire pour défrayer l'article des asiles d'aliénés du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article de l'hygiène publique de Québec, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province de Québec, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article des unités sanitaires de comtés, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article des octrois à diverses institutions de charités autres que celles reconnues d'assistance publique, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article des maladies vénériennes - Aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article de la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions de dollars, nécessaire pour défrayer l'article des Fonds de l'assistance publique, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 20.



## NOTES

1. La conclusion inopinée de l'interminable discussion sur les finances a eu l'effet d'une surprise pour maints observateurs politiques, et en particulier chez les membres de la Galerie de la presse. Ce n'est qu'à la parution de l'ordre du jour de la Chambre pour la séance de l'après-midi - où l'item du débat sur le budget brillait par son absence - que l'on a véritablement pris connaissance de la nouvelle, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 25 avril 1941, à la page 3.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 25 avril 1941, à la page 5.
3. Voir note 2.
4. Gordon Wallace Scott (1887-1940). Trésorier de la province sous le gouvernement Taschereau du 16 octobre au 27 novembre 1930. Conseiller législatif de la division de Wellington et ministre sans portefeuille du 13 novembre 1930 jusqu'à sa démission le 4 août 1931. Scott aida M. Taschereau à rédiger le discours du budget pour l'année 1931-1932, discours du budget historique car, pour la première fois depuis la Confédération, il fut lu dans la langue française le 21 janvier 1931. Nommé conseiller législatif de la division de Victoria le 17 juin 1932. Directeur de nombreuses compagnies dont Power Corporation of Canada Ltd, St. Lawrence Corporation Ltd, il fut conseiller financier au ministère fédéral des Munitions et Approvisionnements en 1939 et 1940. Décédé en fonction le 14 décembre 1940, au cours des opérations de sauvetage effectuées dans l'océan Atlantique à la suite du torpillage du paquebot *Western Prince*.
5. M. Hepburn est un éducateur renommé en Nouvelle-Écosse, selon *L'Événement-Journal* du 25 avril 1941, à la page 11.
6. Voir note 2.
7. Les journaux ne rapportent aucun débat quant aux amendements proposés et adoptés par le comité plénier. Pour prendre connaissance desdits amendements, on peut référer à la copie archivée du projet de loi et initialée par le président du comité, Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges).
8. Les compagnies de gestion.
9. *Le Droit* du 25 avril 1941, à la page 11, indique plutôt 140,000,000.
10. Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970). Économiste, homme politique et dictateur portugais. Président du Conseil de 1932 à 1968, il dirigea pendant 36 ans un régime autoritaire conservateur et nationaliste, fondé sur la doctrine de "l'État Nouveau", proche de l'idéologie fasciste de Mussolini, mais surtout fondé sur le catholicisme et l'anticommunisme. En 1928, nommé ministre des Finances en pleine dictature militaire, en un an, il redresse l'économie de façon spectaculaire et stabilise la monnaie. En 1932, il crée le parti unique, l'Union Nationale, sur lequel il s'appuie et favorise l'Église catholique et les corporations pour prendre le contrôle de la société portugaise.
11. Le député de Lotbinière se réfère au mémoire de la commission scolaire de Montréal préparé par des pédagogues anglais et américains, selon *La Presse* du 25 avril 1941, à la page 12.
12. Jacques Bénigne Bossuet (1627-1704), écrivain, théologien et religieux français. Ordonné prêtre à 25 ans, il fut nommé évêque de Condom en 1669 et précepteur du Dauphin en 1670. Élu à l'Académie française en 1671, il fut nommé évêque de Meaux en 1679, premier aumônier de la Dauphine en 1680, conseiller d'État en 1697 et premier aumônier de la duchesse de Bourgogne en 1698. Il combattit le protestantisme, le jansénisme et le quiétisme. En 1682, il rédigea la Déclaration du Clergé de France. Il est l'auteur de nombreuses œuvres dont les *Oraisons funèbres*, les *Sermons*, le *Discours sur l'Histoire universelle*, le *Traité de la Connaissance de Dieu et de soi-même* et l'*Histoire des Variations des Églises protestantes*.



Séance du vendredi 25 avril 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 11 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Montréal**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que les amendements soient renvoyés au comité plénier.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

Le comité étudie la clause suivante: "Nulle vente faite dans le territoire assujéti à la taxe n'est soustraite à cette taxe parce que la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors dudit territoire. Toutefois, le conseil municipal de Montréal pourra, par règlement, soustraire un acheteur au paiement de la taxe."

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La taxe de vente va nuire à la ville de Montréal. Elle va aider les industries des autres provinces. Tous ceux qui avaient l'habitude d'aller acheter de la machinerie à Montréal, par exemple, vont donner leur clientèle à d'autres villes. Le ministre du Commerce (l'honorable M. Drouin) invite les industriels des autres provinces à venir chez nous et, du même coup, il leur impose des restrictions ennuyeuses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de l'amendement, on impose une taxe de vente même sur les objets achetés d'une maison montréalaise par

des personnes domiciliées en dehors de la métropole. Ça va être désastreux et dangereux. Pourquoi ne pas exempter du paiement de la taxe de vente au moins les acheteurs des autres provinces? On va se servir de cet article pour faire une mauvaise propagande contre nous.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** En vertu du bill, la ville a le pouvoir d'exempter de la taxe les biens vendus à l'extérieur du territoire dans lequel la taxe s'applique. Cette clause a pour but de permettre aux marchands montréalais de compétitionner à armes égales avec les marchands de l'extérieur. Il faudra que la livraison soit faite à Montréal. Il faudra un règlement de la ville pour les exemptions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les gens n'achèteront plus à Montréal. La ville a le pouvoir de percevoir la taxe sur toutes les ventes, et les marchands de l'extérieur pourront utiliser cette clause au détriment de Montréal et de la province. On devrait au moins dire que, lorsque la marchandise sera livrée en dehors de la province, il n'y aura point de taxe de vente. Autrement, Montréal va y trouver un grave préjudice.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La ville aura toujours le droit d'établir des exemptions.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** L'amendement donne à la ville le droit d'exempter qui elle veut de la taxe de vente, ce qui devrait donner satisfaction.

**M. Gagnon (Matane):** Avec cette taxe, on va faire faire une propagande puissante contre Montréal, Québec et la province.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les taxes dans la province de Québec sont encore moins élevées que dans les autres provinces.

**Rapports de comités:**

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Caron (Maisonneuve)** propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soient maintenant lus une deuxième fois. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois sur division.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre adopte maintenant lesdits amendements.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

---

### **NOTE**

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Henri Renault (Beauce), selon *L'Événement-Journal* du 26 avril 1941, à la page 4.

## Première séance du mardi 29 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Demandes de renseignements:

## Pont de Grande-Rivière

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** À l'heure actuelle, l'importante artère du chemin de ceinture de la Gaspésie est complètement fermée à Grande-Rivière. L'an dernier, un pont de 600 pieds de longueur fut incendié. Un pont temporaire fut construit, mais il a été enlevé au cours de l'hiver. L'automne dernier, des soumissions ont été demandées pour la reconstruction du pont, mais aucun contrat n'a encore été accordé. Un particulier a pris l'initiative de construire un bac qui peut transporter une seule auto. La traversée se fait en 20 ou 25 minutes et les passagers sont obligés d'aider au nautonier. De plus, le courant est très fort et le voyage est périlleux. Les touristes commencent à arriver et ils ne pourront se rendre en Gaspésie. La population locale souffre aussi considérablement de l'absence de pont. Je demande la reconstruction immédiate d'un pont temporaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)<sup>1</sup>:** Le gouvernement fera tout ce qui est nécessaire pour ne pas entraver la circulation dans la Gaspésie. On ne veut pas détourner le tourisme et on entend donner à la population locale les moyens de transport auxquels elle a droit.

## Émissions d'obligations

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 24 avril courant, sur la motion du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), dont elle a été saisie le même jour, proposant que le bill 12 relatif aux émissions d'obligations soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Gagnon (Matane):** C'est une des lois les plus importantes de la session. On l'a présentée à dessein à la fin de la session. La loi passée par l'Union nationale, que l'on veut abroger par la loi à l'étude, a été réclamée dès 1934 par l'École sociale populaire,

l'Action libérale nationale, le Parti conservateur, le Dr Hamel, le député de Lotbinière (M. Chaloult) et le ministre actuel des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin). Le 8 mai 1935, le chef de l'opposition actuelle proposait la seconde lecture d'une loi relative à l'émission des bons et obligations pour fins commerciales. Elle comportait le même principe que la loi que l'Union nationale fit voter en 1936. Le ministre des Affaires municipales vota avec l'opposition. Il était contre la législation protectrice des trusts de M. Taschereau au cours de la brève session qu'on a appelée session Taschereau-Bouchard-Godbout.

En 1936, le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), qui faisait partie du cabinet Duplessis, se fit lui-même le parrain de la loi pour protéger l'épargne populaire. Le ministre disait que la loi qu'il présentait était conforme aux principes pour lesquels il s'était battu dans le passé. Ce dernier l'a présentée en 1936, dans le but, disait-il, de purifier la finance et d'empêcher la répétition de désastres financiers. Comment en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé? Comment peut-il réconcilier l'attitude qu'il avait à l'époque avec celle qu'il affiche aujourd'hui, alors que, comme membre d'un cabinet libéral, il doit supporter une mesure qui vient abroger l'une de ses propres lois?

M. Peter Bercovitch, ex-député libéral de Saint-Louis, approuvait le principe du bill. Le ministre actuel de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), qui dirigeait alors l'opposition, ne trouvait pas que le projet de loi allait assez loin, et l'opposition fit quelques restrictions sans montrer d'opposition trop vigoureuse. Même le Dr Hamel avait posé des questions et avait dit: "Alors, si vous détruisez les compagnies de contrôle, je m'en réjouis et je félicite le gouvernement."

Il fait une revue des désastres financiers de 1920 à 1930. Est-ce que cette loi a rendu des services? Oui, cette loi a rendu de grands services dans tous les domaines, et notamment celui de la protection des ressources naturelles de la province, parce qu'elle empêche l'émission d'obligations au-delà de la valeur réelle des biens d'une compagnie. Parmi les services que cette législation a rendus à la province, il faut noter la réduction des taux de l'électricité en plusieurs endroits du Québec, notamment à Montréal, à Québec, en Abitibi et au Témiscamingue. Elle empêchait la constitution de compagnies de portefeuille ou le mouillage des stocks. Elle empêchait que des scandales comme celui des appartements Baldwin-La Fontaine ne se répètent chez nous.

L'un des arguments avancés par le procureur général en faveur du rappel de la loi, c'est qu'il est difficile de s'entendre sur la valeur réelle. Pourquoi alors ne pas adopter la définition qu'en a donnée le chef de l'opposition et qui est appuyée par les tribunaux? Il est vrai que la valeur réelle est difficile à établir, mais la valeur réelle n'est pas une chose nouvelle dans notre législation. La jurisprudence est maintenant bien fixée là-dessus. On pourrait accepter l'interprétation de la Cour d'appel, qui a décrété que la valeur réelle est le prix offert par celui qui n'est pas obligé d'acheter à celui qui n'est pas obligé de vendre. On pourrait donc s'entendre sur ce point.

Quant au fait que dans les autres provinces des lois permettent d'émettre des obligations sur des biens mobiliers et futurs, si Québec a fait un pas en avant, ce n'est pas une raison pour faire un pas en arrière et revenir à un principe mauvais. La nouvelle loi aura un effet considérable sur l'achat de la Beauharnois dans laquelle il y a 50 % de stock mouillé. Lorsque la Beauharnois a été constituée, nous n'avions pas une telle loi protectrice. Au moment où il est question d'exproprier la Beauharnois, est-il temps d'abroger une loi qui empêche l'émission d'obligations sur les biens futurs d'une compagnie? Est-ce le temps, alors, de remettre dans nos Statuts le principe scandaleux que nous avons fait disparaître?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Matane a rappelé les attitudes que j'ai prises en 1934 et en 1936. Ces faits sont substantiellement vrais. En 1934, comme certains autres, je m'inquiétais de certaines transactions financières, des placements de certaines compagnies. Certaines émissions avaient été la cause de pertes d'argent, de désastres financiers d'un grand nombre d'épargnants. C'est pour cela que cette année-là, comme l'année suivante, j'ai voté avec l'opposition du temps pour réclamer une loi de protection de l'épargne populaire. En 1936, j'étais le parrain de la loi que l'on veut abroger, parce que je croyais sincèrement que c'était le remède à la situation que nous déplorions.

Nous avons essayé ce remède. Quels qu'aient été les motifs louables de ceux qui l'ont présentée et appuyée, si nobles qu'aient été leurs intentions, je me suis rendu compte, depuis cette loi, qu'elle n'était pas pratique à certains points de vue, que son application était difficile et offrait des dangers pour la sécurité de l'épargne dans notre province. J'ai étudié longuement la question. J'ai consulté des officiels et des fonctionnaires d'autres provinces afin de me prononcer en connaissance de cause.

J'en suis venu à la conclusion que le principe de la loi peut être bon mais que, dans son application, la loi peut mettre l'économie de la province en danger au point de vue des compagnies, et ce, au bénéfice des compagnies des autres provinces. Les autres provinces n'ont pas de loi semblable. Je suis aujourd'hui en faveur du bill présenté par le gouvernement. Le principe de la loi est bien bon. Mais, dans son application, cette loi est désavantageuse et met la province de Québec dans une situation inférieure. J'étais sincère dans le temps, mais cette fois-ci, les motifs qui m'inspirent sont d'ordre pratique.

Le chef de l'opposition, lorsqu'il a parlé de cette loi à l'étude, ne m'a pas même mentionné. Il est vrai qu'il a dit qu'il est permis à un homme de changer d'idée, que c'est même le devoir d'un homme d'honneur et de courage de reconnaître son erreur quand il en commet une et de changer d'opinion. Il a fait cette déclaration en proposant l'abrogation de la loi qu'il avait présentée lui-même, relativement à l'interprétation des textes français et anglais des Statuts. Je suis aussi excusable d'agir ainsi que le chef de l'opposition.

En 1939, du reste, le chef de l'opposition a amendé sa loi de 1936 dont j'avais été le parrain. L'amendement qu'il a apporté dit qu'une compagnie peut, avec le consentement de la Régie de l'électricité, faire des travaux et émettre des obligations, du moment que le montant de l'émission ne dépassera pas la valeur réelle qu'aura l'entreprise après l'exécution des travaux projetés. L'exception apportée à la loi en 1939 signifiait que l'Union nationale revenait à l'ancien système, c'est-à-dire au système des émissions basées sur des biens futurs.

Je ne fais pas allusion souvent à mes relations avec l'Union nationale. Il est vrai que j'ai voulu purifier la finance, comme l'a dit le député de Matane. J'ai peut-être trouvé que l'atmosphère était trop chargée dans l'Union nationale et je me suis retiré.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le député de Matane m'a invité à voter avec l'opposition contre cette loi en me rappelant certaines attitudes du passé et des paroles du Dr Philippe Hamel. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de répondre à son invitation. Si je croyais de mon devoir de voter avec l'opposition, je le ferais, quelles qu'en puissent être les conséquences. On a mis le Dr Hamel en cause et je dois faire une mise au point. Les paroles qu'on a citées: "Alors, si vous détruisez les compagnies de contrôle, je m'en réjouis et je félicite le gouvernement", ne sont que conditionnelles.

Je viens de téléphoner au Dr Hamel et il m'autorise à déclarer à la Chambre, ce que nous savions déjà, qu'il considère la loi de l'Union nationale de 1936 comme un simulacre de protection pour l'épargne populaire et contre les abus exécrables du mouillage des stocks. Il la trouve enfantine.

Le Dr Hamel m'a même fait parvenir copie d'un discours qu'il a dit, ici même, en 1937, et il a ajouté que le plus tôt cette loi sera biffée de nos Statuts, le mieux ce sera pour la réputation de ses auteurs et la protection de l'épargne.

Nous pouvons donc voter sans hésitation et sans aucun remords en faveur de la loi qui abroge la législation de l'Union nationale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le principal argument apporté par le ministre est que la loi à abroger peut nuire à certaines compagnies du Québec et les placer dans une situation désavantageuse. En plus d'avoir été le parrain du bill que l'on veut maintenant abroger, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) a combattu en 1939 un amendement proposé par l'Union nationale en disant que cet amendement nuirait à l'efficacité de la loi. Comment serait-il désavantageux pour nos compagnies d'avoir du capital sain?

Le principe de la loi de 1936 est bon, admet le ministre des Affaires municipales. Pourquoi donc veut-il le faire disparaître? Il apporte comme argument que les autres provinces n'ont pas de loi semblable. Mais nous sommes ici pour légiférer pour Québec et non pas pour les autres provinces. Alors, si on abroge la loi, on est illogique. Le peuple se souviendra de ces volte-face.

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

La motion de deuxième lecture du bill 12 est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Mathewson, Nadon, Perrier, Potvin, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 42.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 31, modifiée par la loi 3 George VI, chapitre 24, article 1, est abrogée, et il est déclaré que ladite loi n'a eu pour effet d'invalider aucune émission de bons, obligations ou actions-obligations."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les mots "valeur réelle" ne peuvent prêter à confusion, car ils apparaissent dans toutes nos lois et la jurisprudence est bien fixée sur ce point. Notre loi a fait baisser les taux d'électricité dans la province. Elle a empêché la création de compagnies de contrôle. Elle a protégé l'épargne. Le gouvernement présente cette loi afin de protéger certains de ses amis pour de futures transactions. Si on l'a fait disparaître en ajoutant qu'elle "n'a pas eu pour effet d'invalider une seule émission de bons ou d'obligations", des "schemes" scandaleux vont être couverts. Tout le mouillage de stocks fait en marge de la loi va être légalisé. Toutes les débentures, bonnes ou mauvaises, vont être sanctionnées.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Si l'intention des législateurs de 1936 était bonne, le principe de la loi était un principe dangereux et nuisible pour le droit des épargnants. Depuis 1936, ceux qui ont été en charge de la prévention des fraudes, en matière de valeurs mobilières, ont constaté que cette loi était inutile et de nature à créer toutes sortes de complications. D'ailleurs, nous avons déjà une loi de prévention des fraudes en matière de valeurs mobilières. Cette loi protège efficacement le public et elle est beaucoup plus efficace que l'autre, parce qu'elle s'applique à la vente et non aux émissions d'obligations.

C'est la seule garantie contre la fraude. La loi de 1936 ne s'applique qu'aux compagnies incorporées dans Québec. La loi de l'Union nationale est abrogée, parce que ceux qui sont en charge de l'appliquer la disent inapplicable et parce qu'elle ne protège pas les gens contre l'exploitation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elle s'applique à toutes les compagnies. En vertu de la loi, nous aurions le droit de dire à une compagnie incorporée à Ottawa, et qui voudrait exploiter des pouvoirs d'eau ici, qu'elle serait obligée de limiter ses obligations à la valeur réelle de ses biens.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le chef de l'opposition a raison, mais en autant que la vente des obligations est concernée.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte comme dans le cas du vote précédent. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses;
- bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec;
- bill 41 modifiant la loi du prêt agricole de Québec;
- bill 42 modifiant la loi des appareils sous pression;

- bill 44 modifiant la loi des accidents de travail, 1931;

- bill 47 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;

- bill 50 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés;

- bill 52 concernant les écoles professionnelles.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 29 avril 1941

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 57 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec tout en étant prête à voter les subsides nécessaires au gouvernement de la province, exprime l'opinion que les ressources naturelles de la province, particulièrement ses pouvoirs d'eau, doivent d'abord et surtout bénéficier à la population de la province de Québec, et que c'est le devoir du gouvernement d'adopter toutes les mesures justes et équitables pour atteindre ce but, et spécialement pour que les taux d'électricité, payés par le peuple, soient raisonnables et conformes aux meilleurs intérêts de la province."



La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Connors, Côté, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Sabourin, Thisdel, 44.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

### Suspension de séance

À 5 heures, la Chambre suspend ses travaux afin que les députés assistent à une sanction des lois.

### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

### Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses;
- bill 20 concernant le moratoire;
- bill 24 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu;
- bill 29 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec La Communauté

des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie;

- bill 30 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans son école d'industrie;

- bill 31 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec Les Sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie;

- bill 32 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans son école d'industrie;

- bill 38 concernant le Barreau;

- bill 40 concernant l'Office du crédit agricole du Québec;

- bill 41 modifiant la loi du prêt agricole de Québec;

- bill 42 modifiant la loi des appareils sous pression;

- bill 44 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;

- bill 47 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;

- bill 50 modifiant la loi de la vente des effets non réclamés;

- bill 52 concernant les écoles professionnelles;

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 111 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- bill 127 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal;

- bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur;

- bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G. R. S. de Beaujeu;

- bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec;

- bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 57 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Reprise de la séance à 5 h 20

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

Et, la motion du représentant de Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides est mise aux voix.

La motion est adoptée sur division, et la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article de la "loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet item n'était que de \$259,000 dans le dernier budget.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le dernier budget n'était que pour neuf mois d'administration.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose d'autres questions.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Cent soixante-treize employés de mon département ont reçu des augmentations de salaire depuis 1939. Cent soixante-trois de ces augmentations représentent un surplus de \$48.70. Tous les ingénieurs forestiers ont été augmentés. Le nombre des employés du même département, y compris les employés temporaires ou surnuméraires, a diminué de 124, depuis 1939. Environ 230 employés n'ont reçu aucune augmentation de salaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Malgré la diminution sensible du nombre des employés, les augmentations de salaire ont été telles que le budget des salaires est quand même augmenté de \$70,000 pour le reste des employés permanents, au nombre de 171. Il y a de nombreuses augmentations de salaire de \$1,000 et d'autres de moindre importance. Le fait étant des plus anormal de la part d'un gouvernement d'économies. J'accuse le gouvernement d'avoir laissé saborder les syndicats nationaux aux usines Price de Chicoutimi.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service d'hydroplanes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** fournit quelques explications.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je conseille au secrétaire de la province de renseigner l'ignorance du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) qui prétend ignorer si MM. Desmond Clarke et Jules Brillant<sup>4</sup> sont actionnaires de la Canadian Airways, qui a des contrats de surveillance pour la protection contre les feux de forêt.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Dépôt de documents:****Caisses populaires  
et sociétés coopératives agricoles**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Caisses populaires et sociétés coopératives agricoles 1938 et 1939 (Document de la session no 52)

**Prix du beurre  
et du fromage**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mars 1941, relative à la production d'une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministre du gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral ou toute personne, relative à la fixation du prix du beurre et du fromage depuis le premier juillet 1940 jusqu'au premier février 1941. (Document de la session no 53)

**Transport  
du grain**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mars 1941, relative à la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, ainsi que copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement provincial et toute personne, compagnie, corporation ou coopérative, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 23 février 1941, inclusivement, et se rapportant au taux de transport du grain de l'Ouest dans la province de Québec. (Document de la session no 54)

**Liste  
de paie**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 avril 1941, relative à la production d'une copie de toutes listes de paie relativement aux travaux exécutés par ou avec l'aide du gouvernement de la province de Québec et concernant l'entrepôt frigorifique de Newport, comté de Gaspé-Sud, du 25 mai 1940 au 4 avril 1941. (Document de la session no 55)

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 29 avril 1941****Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des  
véhicules automobiles**

**M. Caron (Hull)** demande, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Lawn), la permission de présenter le bill 153 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la  
convention collective**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 46 modifiant la loi de la convention collective.

Cette loi a pour but de définir les services des barbiers-coiffeurs, de déterminer le cachet de présence des membres des comités paritaires, de décréter qu'il ne pourra y avoir plus de trois séances payantes par mois des comités paritaires et que le cachet sera de \$5, et d'accorder droit d'appel dans les cas d'infraction de \$200 et plus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code  
municipal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier), la permission de présenter le bill 53 modifiant le Code municipal.

Il s'agit de donner le droit de vote aux femmes dans les centres ruraux dans les questions

municipales et d'instituer le scrutin secret pour les référendums.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des déclarations des compagnies**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 55 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés.

Il s'agit de faire insérer la date à laquelle les compagnies ou les sociétés ont commencé à faire affaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des écoles d'industrie**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi des écoles d'industrie.

Il s'agit de permettre aux jeunes détenus des écoles d'industries, libérés avant la fin de l'année scolaire, de la terminer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des coroners**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 61 modifiant la loi des coroners.

Adopté.

#### **Loi des liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), que la Chambre, à sa

prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 56 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

#### **Immeuble de l'Université de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal.

Adopté.

#### **Collège de Victoriaville**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville.

Adopté.

#### **Loi des commissions d'enquête**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des commissions d'enquête soit maintenant lu une deuxième fois.

On a motivé l'augmentation des taux, notamment les taux d'assurance automobile dans Québec pour toutes sortes de raisons dont je ne suis pas convaincu. Il y a une différence que je ne crois pas justifiée entre les taux d'assurance de la province de Québec et ceux des autres provinces. C'est pourquoi, avant de prendre une décision, nous voulons instituer une enquête pour savoir ce qu'il en est exactement.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>5</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8), modifié par l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 12, est de nouveau modifié

"a. en insérant, dans la sixième ligne du premier alinéa, après les mots "santé publique", les mots "ou au bien-être de la population";

"b. en retranchant le second alinéa."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question des assurances relève des provinces. Le gouvernement a le droit de faire l'enquête qu'il veut sans demander la permission de la Législature. Ce bill contient autre chose. Il tend à rétablir la loi qui permet au gouvernement de faire enquête dans les affaires des municipalités.

Par ce moyen, le gouvernement fera l'enquête des compagnies aux dépens du public. On veut persécuter le public. Je me demande si le but principal de cette loi n'est pas de donner des positions aux amis, tout comme ce fut le cas avec la Commission Lapointe<sup>6</sup> sur l'électricité.

M. Lapointe avait déclaré en Chambre qu'il fallait municipaliser l'électricité. Il prit six mois pour trouver, et décider qu'il avait eu raison six mois avant. Le gouvernement a tout ce qu'il faut actuellement pour se renseigner, notamment le surintendant des assurances, des experts comptables, des légistes, etc.

Il n'est pas besoin de faire cette loi. Il ne sert à rien de nommer une commission s'il existe des services gouvernementaux ayant pleine autorité et compétence pour prendre en charge une telle enquête. Je suis persuadé que le premier ministre a une idée derrière la tête.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition peut être sûr que le gouvernement n'a aucune arrière-pensée. Nous voulons simplement avoir droit d'enquêter sur toute matière d'intérêt public, et nous avons besoin de cette autorisation dans le cas des assurances, pour charger les enquêteurs de nous éclairer sur le commerce des assurances. Nous voulons faire enquête sur tous les taux d'assurance et, surtout, sur les taux d'assurance accident. On me dit que les taux d'assurance pour les femmes mariées sont plus élevés dans la province de Québec parce qu'elles auraient plus d'enfants qu'ailleurs.

Je crois que rien de tout cela n'est justifié, mais je veux en être sûr. La loi actuelle exige qu'il y ait des accusations précises portées. Ce ne peut être le cas dans l'affaire de l'assurance-automobile. Aussi, le gouvernement change la loi en conséquence. Il ne peut être question de porter des accusations dans cette enquête sur les assurances.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement peut faire toutes les enquêtes qu'il veut, car les compagnies sont obligées de faire rapport. Le gouvernement a droit d'enquêter sur les compagnies. En faisant disparaître la clause qui exige, dans la loi générale des enquêtes, des accusations précises, on pourra faire des enquêtes omnibus, contre n'importe qui et n'importe quoi, au gré et à la fantaisie des politiciens.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous voulons simplement faire enquête sur le cas d'assurance automobile. Le jour où l'on voudra enquêter sur autre chose, on le dira au public. Nous n'avons rien à cacher. Le gouvernement n'a aucun droit d'enquêter sur les relations entre les compagnies d'assurances et leurs assurés, mais il a le droit cependant de faire enquête sur l'établissement des taux, pour le bien général du public. Le gouvernement ne veut pas se faire persécuteur public. Sur ce point, le chef de l'opposition sait mieux à quoi s'en tenir que le gouvernement actuel. Il sait bien que les persécuteurs publics ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Persécuter, c'est faire exactement comme le gouvernement veut faire, c'est-à-dire enquêter sans accusation ni preuve, au gré de sa fantaisie. Le gouvernement de l'Union nationale ne persécutait pas quand, en suivant les données de la loi, il a fait restituer à Antoine Taschereau \$40,000 volés à la province, quand il a poursuivi Charles Lanctôt.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La loi établit un principe d'intérêt général.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je n'arrive pas à comprendre la position du chef de l'opposition sur la loi d'enquête sur les assurances. Les explications qu'a données le premier ministre semblent si claires pour tous les députés de cette Chambre qu'elles ne peuvent qu'être acceptées à leur face même. Le fédéral a déjà le droit de faire de telles enquêtes. Pourquoi le nier à la province? On ne devrait même pas discuter la question.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi ne pas faire enquête en portant des accusations spécifiques? Si le gouvernement veut faire une enquête spéciale sur la question de l'assurance automobile, qu'il la fasse. Au besoin, il adoptera une loi spéciale à cet effet. Mais qu'il n'aille pas changer la loi générale en accordant au gouvernement le droit d'enquêter désormais, sans accusation précise, sur tout et n'importe quoi.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Loi des liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois qu'une résolution au même effet est inscrite au *Feuilleton*. Nous devrions commencer par étudier la résolution puisque le bill n'a pas encore été distribué.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour hâter la discussion, le bill sera déposé tout à l'heure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'attire l'attention du premier ministre sur l'importance de cette mesure. Comme tous les députés de cette Chambre, j'ai déjà reçu de nombreuses communications à ce sujet. Je demande qu'on donne à la Chambre le temps voulu pour l'étudier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition peut être assuré que nuls, plus que nous, avons conscience de l'importance de cette mesure. Nous avons passé bien des séances de jour et de nuit pendant plusieurs semaines à préparer cette loi.

Nous voulons être assurés de la coopération de tout le monde, et spécialement de l'opposition. Je suis anxieux de recevoir ses lumières. Je puis l'assurer que nous accepterons les suggestions utiles et nous les considérerons précieuses et même nécessaires d'où qu'elles viennent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Collège de Victoriaville**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La résolution qui accompagne le bill n'autorise pas le gouvernement provincial à acheter le collège, mais simplement à le louer<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement veut obtenir l'autorisation de faire l'acquisition du collège de Victoriaville et de le louer ensuite au gouvernement fédéral qui veut y établir une école d'aviation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

#### **En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Pépinière de Berthier "entretien" (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article École des gardes-forestiers "maintien et entretien" (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Stations et laboratoires de recherches forestières "entretien" (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Entomologie (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Reboisement (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Choquette (Montmagny)** demande au ministre (l'honorable M. Côté) de faire du reboisement dans Bellechasse.

**M. Gagnon (Matane):** Je veux que le gouvernement reconstruise le barrage du lac Métis.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** suggère des plantations de pins maritimes aux Îles-de-la-Madeleine.

**M. Gagnon (Matane):** Que le gouvernement fasse des représentations au fédéral au sujet du Labrador, pour que cette région, riche en mines et en pouvoirs d'eau, redevienne territoire québécois! Je demande aussi au ministre de faire arperter les lignes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Il est actuellement question de la délimitation des frontières entre Ontario et Québec.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service d'enregistrement (cadastre) (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Une refonte du cadastre des Îles-de-la-Madeleine s'impose.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article La Société de géographie de Québec (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Programme Forestier National "Aide à la jeunesse" (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Par suite de la guerre, Ottawa ne paierait plus d'octroi de \$150,000 pour le plan forestier national.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bourses d'études forestières (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Les détails d'attribution n'ont pas été fixés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article École d'enseignement forestier et d'arpentage (Service des Terres et Forêts), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et un mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille

dollars, nécessaire pour défrayer l'article Amélioration des conditions de chasse et de pêcheries (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Réserves de pêche de la route Mont-Laurier-Senneterre (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Jardin zoologique de Québec (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Pisciculture (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Parc national des Laurentides (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre est au courant du fait que des marchandises, pour un montant d'au-delà de \$2,000 appartenant à la province, auraient été volées dans le parc national des Laurentides par des employés de la province? Le vol a été découvert. La police provinciale a fait enquête à ce sujet. Mais les coupables n'ont jamais été arrêtés. Je demande que le gouvernement sévisse au plus tôt à leur sujet.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Si un vol semblable a été commis, je n'en sais rien. Ce n'est sûrement pas des employés de mon département.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de

sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Commission sur perception de royauté sur fourrures (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Parc national de la Gaspésie (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Parc national du Mont-Orford (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Pisciculture (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Extinction des incendies forestiers (Service de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 45.

#### NOTES

1. En l'absence du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), c'est le premier ministre qui répond,



selon *L'Action catholique* du 30 avril 1941, à la page 9.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 30 avril 1941, à la page 3.

3. Voir note 2.

4. Le ministre des Terres et Forêts veut faire nommer conseillers législatifs MM. Clarke et Brillant, selon *L'Illustration nouvelle* du 30 avril 1941, à la page 2.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 30 avril 1941, à la page 3.

6. La Commission de l'Électricité, ou "Commission Lapointe", est mise en place sous le gouvernement Taschereau en 1934. Ayant un mandat de six mois, elle est composée de l'honorable Ernest Lapointe, député à la Chambre des communes, d'Augustin Frigon, ingénieur-conseil et directeur de l'École polytechnique, de George C. McDonald, comptable agréé et G.-Édouard Rinfret. Elle a comme mandat principal le devoir d'enquêter sur les conditions de production et de vente de l'électricité au Québec. L'entreprise privée, à laquelle les gouvernements canadien et québécois ont laissé le soin de développer les ressources hydrauliques du Québec, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, a provoqué la mise en place de ce que l'on appellera le "trust de l'électricité".

Depuis la crise de 1929, un mouvement d'opposition à ce trust se forme et prône ouvertement la municipalisation de la distribution de l'électricité. Sous la direction du docteur Philippe Hamel (député de Québec-Est en 1936), le mouvement d'opposition livre une véritable croisade contre les compagnies d'électricité.

D'autres personnalités emboîtent le pas, notamment J.-E. Grégoire, (maire de Québec et député de Montmagny en 1936), T.-D. Bouchard, (chef de l'opposition et député de Saint-Hyacinthe en 1936) qui, depuis 1927, publie des études contre le "trust de l'électricité". Appuyée par de nombreuses associations, cette campagne oblige le gouvernement Taschereau à réagir. Le 21 janvier 1935, les commissaires de la Commission de l'électricité déposent leur rapport final. Ils recommandent de créer une commission permanente de l'électricité pour contrôler de manière efficace la production, le

transport, la distribution et la vente de l'électricité soit par l'entreprise privée, soit par les municipalités.

7. La résolution dit que "le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, autoriser le secrétaire de la province à louer l'immeuble [...] à Sa Majesté aux droits du dominion du Canada pour l'établissement d'une école d'aviation, et à l'expiration de ce bail, à toute autre personne pour toutes fins jugées convenables". *L'Action catholique* du 30 avril 1941, à la page 11.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 30 avril 1941, à la page 3. À ce moment, on apporte en Chambre les copies du bill modifiant la loi des liqueurs. Un grand nombre de députés s'empressent autour de la table au milieu de la Chambre pour se procurer chacun une copie, selon *La Presse* du même jour, à la page 19. Quant à l'étude des subsides, *Le Soleil*, également du 30 avril 1941, à la page 15, précise que le ministre des Terres et Forêts, l'honorable M. Côté (Bonaventure), répond aux questions, assisté d'abord de son sous-ministre des Terres, M. Avila Bédard, et plus tard du sous-ministre de la Chasse et de la Pêche, M. L.-A. Richard.



## Première séance du mercredi 30 avril 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des  
commissions d'enquête**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des commissions d'enquête soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des  
syndicats professionnels**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Cette loi nous a été demandée par les syndicats. Une nouvelle législation s'impose. Le principal amendement apporté par la loi a pour but de permettre aux syndicats professionnels de se grouper en fédération. Il y a actuellement environ 400 syndicats incorporés, mais un grand nombre n'existent que nominale. Nous voulons permettre l'entrée des corporations dans les syndicats. Le groupement en fédération aura pour avantages, notamment, la création d'une caisse d'administration.

**M. Gagnon (Matane):** Je m'étonne que le ministre présente une loi pour permettre la fédération

des syndicats. Ce droit existe déjà dans une loi votée en 1925. Ce qu'il manquait à cette loi pour les ouvriers, l'Union nationale l'a incorporé dans une législation adoptée en 1936.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** J'ai présenté mon projet de loi à la demande des syndicats.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demandes de renseignements:****Pont de Grande-Rivière**

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le gouvernement a lancé un appel de soumissions pour la construction d'un nouveau pont permanent l'automne dernier, mais, jusqu'à maintenant, il n'a pas encore octroyé de contrat pour cet ouvrage important et urgent. La seule façon pour les automobilistes de traverser la rivière actuellement est par un petit traversier qui prend au moins 20 minutes pour faire le trajet et qui ne peut embarquer qu'une automobile à la fois. Je demande au gouvernement de reconstruire le pont de Grande-Rivière qui a été incendié l'an dernier. Les touristes ne pourront continuer à venir en Gaspésie parce que la circulation se trouve interrompue.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce pont sera construit et la circulation sera rétablie.

**Loi de la  
convention collective**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi de la convention collective soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 10 de la loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le décret peut rendre obligatoires des prix minima à être chargés au public pour les services des barbiers et coiffeurs."

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Le but de la loi est de fixer un prix pour les services des barbiers-coiffeurs, tel que prévu par 16 ou 17 conventions collectives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve étrange que l'on fixe les prix pour la barbe et les cheveux, alors qu'on ne les détermine pas pour les cordonniers, par exemple.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Il s'agit ici du prix du service et non de celui d'une chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le barbier fournit le savon, la lotion, etc. Si on a le droit de fixer des prix pour le barbier, on a le droit d'en fixer pour les cordonniers et les autres.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Le commerce et l'industrie relèvent d'Ottawa. Nous avons le droit de fixer le prix du travail qui va fournir une chose. Mais la province n'a pas le droit de fixer les prix des articles dont se servent les barbiers-coiffeurs.

Cela relève de la juridiction d'Ottawa, qui seul peut réglementer le commerce et l'industrie. Mais la province a le droit de fixer les prix pour les services des barbiers-coiffeurs. Elle le fait dans le but de maintenir les 16 ou 17 contrats collectifs qui régissent ce métier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après ce que vient de dire le ministre, la Commission de

l'industrie laitière ne serait pas légale, vu qu'elle fixe le prix du lait.

**M. Gagnon (Matane):** Il ne faut pas seulement s'occuper des barbiers, mais de toutes les classes d'ouvriers. On devrait aussi s'occuper des plombiers.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 20 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"1. Par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder à ses membres, en outre de leurs frais de déplacement, des jetons de présence n'excédant pas cinq dollars chacun, cette rémunération ne pouvant être versée pour plus d'une assemblée par semaine".

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

On veut ainsi empêcher la répétition d'abus.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 21 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le comité doit garder des doubles de ces rapports et les exhiber à quiconque en fait la demande pendant les heures ordinaires de bureau."

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre du Travail sous l'Union nationale (William Tremblay) a constaté que les comptes étaient parfois exagérés.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Non seulement les comptes sont soigneusement examinés, mais, au début de chaque année, les comités paritaires sont obligés de soumettre leur budget, lequel est attentivement scruté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au sujet des frais d'administration de l'organisme des salaires raisonnables, il en coûte \$250,000 contre \$600,000 pour les conventions collectives, alors que le nombre d'ouvriers intéressés dans ce dernier cas est moindre que dans le cas des ouvriers qui sont du ressort de l'organisme des salaires raisonnables.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Dans le cas des conventions collectives, il s'agit

surtout d'arts et métiers spécialisés qui exigent des inspecteurs plus particulièrement qualifiés au point de vue technique, ce qui coûte plus cher.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. L'article 21 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le comité doit garder des doubles de ces rapports et les exhiber à quiconque en fait la demande pendant les heures ordinaires de bureau."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

#### Code municipal

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

#### En comité<sup>3</sup>:

Le comité étudie le bill article par article.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 231 dudit Code est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"9. Les femmes."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Si on donne aux femmes le droit d'accès aux charges municipales, on ne leur impose pas l'obligation de les remplir, comme c'est le cas pour les hommes.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 18 sont adoptés.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à cinq heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure<sup>4</sup>.

#### Deuxième séance du 30 avril 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 5 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi de la convention collective

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi de la convention collective soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code municipal

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 53 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des coroners**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 61 modifiant la loi des coroners.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose: Que l'article 49 de la loi des coroners (Statuts refondus, 1925, chapitre 153), soit modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du second alinéa, les mots "vis-à-vis de la paroisse de Beaumont ou de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis".

Il s'agit de rendre l'application générale de la disposition de la loi des coroners, à l'effet que l'inhumation de cadavres d'inconnus trouvés sur les rives du Saint-Laurent, ou flottant sur ses eaux, est faite par le coroner qui est remboursé de ces dépenses par le gouvernement comme des frais faisant partie de sa charge. L'ancienne loi n'autorisait ce paiement que pour les cadavres trouvés sur les rives des municipalités de Saint-Joseph de Lévis et de Beaumont. La loi sera générale pour les rives du Saint-Laurent. On veut exempter les municipalités, où le cadavre est trouvé, des frais d'inhumation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au lieu de s'occuper des cadavres, le gouvernement devrait plutôt s'occuper des chômeurs.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le gouvernement a le devoir de légiférer dans tous les domaines.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut faire de la politique avec les cadavres qui flottent. Ce sera une façon de favoriser tel entrepreneur de pompes funèbres plutôt que tel autre.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je demande que la clause soit étendue aux grèves qui ne sont pas sur le Saint-Laurent, soit aux côtes de la province situées sur les bords de la mer.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** À la suite de l'opposition du chef de l'Union nationale, il est bien difficile de se rendre à votre demande...

(Rires à droite)

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue une première fois.

### **Immeuble de l'Université de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que les articles 19 et 20 de la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal (3 George VI, chapitre 69) soient remplacés par les suivants:

"19. Pendant dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouvernement paiera annuellement à la Société la somme de trois cent soixante-quinze mille dollars pour lui aider à subvenir aux frais de l'enseignement donné par l'Université de Montréal et aux autres dépenses accessoires.

"20. Pour assurer l'exécution des travaux prévus au premier alinéa de l'article 22, il est accordé à la Société un octroi de deux millions cinq cent mille dollars. En outre, sur cession au ministre des Travaux publics des immeubles de la Société situés sur la rue Saint-Denis et sur la rue Saint-Hubert, à

Montréal, il sera versé une somme de huit cent mille dollars. Le tout sera payé à la Société en trois versements annuels égaux, dont le premier sera effectué au cours de l'année financière 1941-1942. La description complète des biens à être acquis et les autres conditions de l'achat et des octrois seront réglées par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre sabote l'œuvre de son prédécesseur (M. Paquette) en faveur de l'Université de Montréal. Nous avons rencontré Son Excellence Mgr Gauthier. Ce dernier avait approuvé, dans son entier, notre loi. À sa demande, l'Union nationale a fait adopter une loi qui assurait une somme de \$5,000,000 à l'Université de Montréal pour parachever son immeuble. Le gouvernement actuel réduit ce montant de moitié. Ce montant n'est pas suffisant. Le gouvernement de l'Union nationale avait nommé une commission composée des hommes les plus qualifiés, dont l'honorable Alphonse Raymond en était le président, pour étudier la situation faite à l'Université de Montréal.

Cette commission, après des études de plusieurs mois, a présenté un rapport au gouvernement. Celui-ci, après entente avec feu Mgr Gauthier, a alors présenté une loi votant un octroi annuel limité à \$500,000, et garantissant des emprunts jusqu'à concurrence de \$5,000,000 pour terminer les bâtisses universitaires. La loi de l'Union nationale avait été proposée en collaboration avec les autorités de l'archevêché qui l'avaient entièrement approuvée. La loi était si bonne que le gouvernement actuel l'a gardée. Aujourd'hui, au lieu de voter \$5,000,000 pour parachever les bâtisses universitaires, on coupe le montant de moitié, et on a réduit l'allocation annuelle à \$375,000. Ce n'est pas le moyen de régler le problème.

L'Union nationale a beaucoup aidé les œuvres d'éducation: augmentation des salaires des institutrices rurales, création de l'École des mines, de l'École supérieure du commerce, aide aux Sulpiciens, etc. Le gouvernement actuel a exercé des pressions injustes sur les autorités de l'Université et de l'archevêché. Quand le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, il a demandé à l'archevêque de Montréal de faire démissionner, sans raison, les administrateurs que nous avions nommés. On les a remplacés par d'autres, qui n'étaient pas meilleurs. Ainsi, le nouveau président, l'honorable sénateur Élie Beaugard, est un gentilhomme, mais il n'est pas supérieur à l'honorable M. Raymond parce qu'il a été trésorier du Parti libéral.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je tiens à déclarer que jamais je n'ai fait de démarches, verbalement ou par écrit, directement ou indirectement, pour obliger le chancelier de l'Université à faire des changements, comme le prétend le chef de l'opposition. Jamais le gouvernement n'a demandé la démission des administrateurs nommés par l'Union nationale ni par lettre, ni par télégramme, ni dans une conversation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que Mgr Gauthier a dit à M. Alphonse Raymond que les autorités gouvernementales actuelles réclamaient la démission de tous les administrateurs nommés par l'Union nationale. Elles exigeaient que les membres de l'Union nationale de la société d'administration s'en aillent pour les remplacer par des amis politiques, si l'Université voulait obtenir les octrois du nouveau gouvernement. Il y a d'ailleurs les déclarations du procès-verbal de la séance ainsi que la lettre même de démission.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition connaît assez les règlements de la Chambre pour savoir, il me semble, qu'il n'a pas le droit de répéter une déclaration que je lui ai dit être erronée, absolument contraire aux faits. Le chef de l'opposition devrait prendre ma parole. Je ne révélerai pas, évidemment, à la Chambre les conversations privées que j'ai eues avec feu Mgr Gauthier, mais j'affirme qu'il n'a jamais été question que le gouvernement sollicite la démission des anciens administrateurs.

Je puis dire que les déclarations qu'il m'a faites contredisent totalement ce que vient d'avancer le chef de l'opposition. Je n'ai jamais fait à Son Excellence Mgr Gauthier des déclarations comme le prétend le chef de l'opposition. Et je puis ajouter que jamais, ni directement ni indirectement, nous n'avons imposé au chancelier de l'Université de Montréal la nomination ou la destitution d'aucun membre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prends la parole du premier ministre, mais il est certain que les anciens administrateurs ont démissionné. Mgr Gauthier a déclaré que les autorités gouvernementales actuelles exigeaient la démission des membres nommés par l'Union nationale.

Le premier ministre dit qu'il n'est pas allé voir le chancelier sur ce point. J'accepte sa parole, tout en rappelant qu'il lui arrive de faire des serments par oubli. Mais, d'ailleurs, les délibérations consignées aux procès-verbaux ainsi que la lettre de

démission de l'honorable Alphonse Raymond sont là pour prouver ce que j'avance.

Et la meilleure preuve, c'est qu'aussitôt après ses démarches, le gouvernement a fait une loi pour changer les membres de la société nommés par l'Union nationale. Et une autre preuve, c'est que tous les membres qui appartiennent à l'Union nationale, MM. Emery Beaulieu, S.-A. Beaulne, Alphonse Raymond, et A. Savoie, ont été remplacés pour des raisons purement politiques. En fait, tous les membres sympathiques de l'Union nationale ont été destitués par le gouvernement actuel. On ne peut y voir que de la politiquerie.

C'est ce qu'il a été fait durant 15 ans avant 1936. C'est comme ça que l'on fait les réformes de l'enseignement! Seul l'honorable Alfred Leduc, qui avait été nommé par l'Union nationale, mais qui était un libéral et un ancien ministre libéral, est resté. La nomination de M. Leduc prouve qu'en cette matière, l'Union nationale ne faisait pas de politique.

Pour revenir aux travaux nécessaires pour terminer les immeubles universitaires, les experts qui ont étudié longuement le problème ont été tous d'accord qu'il fallait \$500,000 pour terminer les immeubles et qu'il fallait aussi un subside annuel de près de \$5,000,000. C'est pourquoi nous avions mis ce chiffre dans la loi. Le gouvernement donne \$375,000 d'allocation annuelle à l'Université. Nous donnions \$500,000. Pourquoi faire les choses à moitié?

Le secrétaire de la province a dit qu'il réglerait le problème de l'Université en grand réformateur. Il commence par ne faire qu'une partie des travaux, puisqu'il ne donne que la moitié de ce que nous donnions. Si l'Université de Montréal a eu des embarras, c'est à cause du gouvernement libéral, de ses entrepreneurs, qui ont fait trop de dépenses. Des comptes n'ont pas été payés. Si nous avions voulu faire comme le gouvernement, nous aurions pu faire de la politique. Si l'Université se trouvait dans une impasse, ce n'est pas nous qui l'y avons placée. Au lieu de cela, nous avons refusé de discuter le passé uniquement pour nous préoccuper des véritables intérêts universitaires.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

M. le président, je suis de plus en plus confus des grandes qualités que me prête le chef de l'opposition. Je suis ici pour accomplir mon devoir et faire mon devoir. Je ne me suis jamais réclamé comme un grand réformateur. Si j'étais un grand réformateur comme il le dit, je commencerais par réformer les membres de l'opposition. Je ne me suis jamais

engagé à sauver l'Université de Montréal. Nous avons dit que nous ferions tout ce qui est nécessaire pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal et pour assurer son existence. Tel est le but de cette loi. Nous l'avons promis, nous tenons promesse.

Je suis bien étonné de l'attitude du chef de l'opposition. Nous avons décidé de parachever l'immeuble de l'Université après une longue, sérieuse et complète étude de la situation avec les intéressés. Nous croyons avoir trouvé la solution du problème. Nous présentons une loi qui assure la vie de l'Université de Montréal, suivant une promesse de notre chef. L'œuvre s'accomplit et s'accomplira. Le bill actuel donne satisfaction à toutes les parties intéressées et assure le parachèvement des immeubles universitaires.

Les études faites démontrent qu'avec \$2,500,000, on peut terminer ces travaux. Il y a des travaux qui, tout en étant utiles, ne sont pas nécessaires pour le moment, évidemment. Ils seront mis de côté. Nous ne ferons que les constructions essentielles. Par exemple, le stadium ne sera pas construit tout de suite. McGill en a un, mais McGill l'a construit 75 ou 100 ans après sa fondation. L'opposition s'étonnera de cette décision, parce qu'elle a toujours été pour les grandes entreprises coûteuses, les stadiums, les jardins botaniques, etc. Mais le gouvernement songe à compléter maintenant l'œuvre intellectuelle de l'Université.

Je n'ai pas l'intention de faire de comparaison entre les anciens membres de la société d'administration et ceux que notre gouvernement y a nommés. Mais je suis assuré que M. Élie Beaugard est aussi bon que ses prédécesseurs. Le chef de l'opposition n'est pas content que l'honorable sénateur Élie Beaugard ait été nommé président des administrateurs de l'Université, parce que le sénateur a été secrétaire ou trésorier du Parti libéral. Il a été trésorier du Parti libéral, mais ce n'est pas un crime. L'honorable Alphonse Raymond, qui était président avant lui, a occupé les mêmes fonctions dans le parti de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition trouve que nous ne donnons que la moitié de la somme qu'il voulait donner. Il n'est pas exact de dire cela. Car l'Union nationale ne donnait pas \$5,000,000 à l'Université. Elle se contentait simplement de garantir un emprunt de \$5,000,000. Le gouvernement actuel, lui, donne \$2,500,000 où il n'y a pas d'intérêt à payer, ce qui fait une différence de \$125,000. Deux millions cinq cent mille dollars sans intérêt, cela vaut mieux



qu'une garantie d'emprunt de \$5,000,000, quand l'Université doit payer l'intérêt. Je m'arrête ici, M. le président, pour dire que je regrette que le chef de l'opposition ait porté le problème de l'Université de Montréal sur le terrain politique. C'est lui qui a fait de la politicaillerie. Je suis obligé de rétablir les faits.

Mon honorable ami (M. Duplessis) n'a pas raison de se vanter de ses bienfaits et de ses prétendues largesses à l'égard de l'Université de Montréal. Si l'Université a été aidée, ce fut toujours par le Parti libéral. C'est le Parti libéral qui a commencé cette œuvre et qui la finira. La comparaison parle d'elle-même. Depuis 1920, le Parti libéral a donné, abstraction faite de ce que nous lui donnons par ce bill, une somme totale de \$5,500,000 en octrois divers à l'Université de Montréal.

L'Union nationale ne lui a avancé que \$310,000<sup>7</sup>. Les travaux de l'immeuble de l'Université de Montréal ont été entrepris et poussés avec la collaboration du gouvernement libéral, et je suis heureux que ce soit le Parti libéral qui terminera l'œuvre commencée. C'est grâce au Parti libéral que l'Université pourra jouer le rôle qu'on attend d'elle.

(Applaudissements à droite)

Je suis obligé de démasquer l'hypocrisie des amis de l'Union nationale, qui ont voulu jouer aux dictateurs dans l'affaire de l'Université de Montréal. Le chef de l'opposition a parlé d'intervention du gouvernement actuel et l'honorable premier ministre lui a répondu. On a dit que le Parti libéral avait porté atteinte à l'autonomie de l'Université. Qui cependant a pris des allures plus dictatoriales au sein de la Commission d'administration de l'Université que certains amis de l'Union nationale? Que s'est-il passé sous le gouvernement de l'Union nationale? Un jour, la Commission des assurances siégeait pour accorder les divers contrats d'assurance-feu sur les propriétés de l'Université. Le *factotum*, l'alter ego du chef de l'opposition, M. le notaire Savoie, un des administrateurs, avait fait des recommandations pour l'octroi des contrats d'assurance.

La Commission n'en avait acceptées que 80 % pour le bloc des assurances aux amis de l'Union nationale, ce qui était déjà un joli pourcentage. Le notaire Savoie s'est fâché quand même et il a eu la mesquinerie de dire à la Commission d'une voix de dictateur: "N'oubliez pas que nous sommes au pouvoir. Si vous n'acceptez pas toutes mes recommandations, je vais donner ma démission."

(Ovation à droite)

Sur-le-champ, il aurait donné sa démission. Je pourrais en citer d'autres. L'Union nationale a fait

une enquête, car elle se spécialisait dans les enquêtes. Comme résultat pratique, ça a été à peu près zéro. Depuis que le premier ministre actuel dirige les destinées de cette province, des actes ont été posés et notre chef est en passe de racheter la promesse qu'il a faite à l'Université.

La seule différence entre l'Union nationale et le gouvernement actuel sur le problème de l'Université est celle-ci: l'Union nationale a voulu élever un monument à la sottise; nous voulons élever un monument à la gloire du pays, de la province de Québec, de la race, de la civilisation, et de la culture canadienne-française.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut avoir l'audace du secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) pour parler de la sorte. Ce fut toujours le défaut de certains libéraux de confondre les argents publics avec les argents libéraux. Cela fait rire le premier ministre et les députés quand on parle de l'argent du peuple. Et cela se comprend quand on se rappelle le pillage de l'argent du peuple sous le régime libéral. Que le secrétaire provincial nous parle donc de son ami, Ernest Décary, un bon libéral que nous avons dû faire arrêter parce qu'il avait détourné \$15,000 qui appartenaient à l'Université de Montréal et qu'il avait mis dans sa poche!

Le secrétaire de la province dit que l'on n'a pas exécuté tous les plans de l'immeuble de l'Université de Montréal. Le ministre se moque du stadium. Mais qui a fait les plans du stadium sinon M. Ernest Cormier, un architecte de valeur, mais l'ami politique du secrétaire provincial? Qui a fait des plans pour une entreprise dispendieuse? Qui a fait les plans que le ministre trouve ruineux, sinon M. Cormier? Un autre architecte avait été choisi par les administrateurs choisis par l'Union nationale. Les entrepreneurs du début étaient des amis du Parti libéral. M. Cormier et les anciens entrepreneurs ont dû être renommés.

Le secrétaire de la province a parlé du Jardin botanique. Il a cru bon de le ridiculiser. Le secrétaire de la province aurait dû se rappeler que le Jardin botanique a été une œuvre féconde de l'Union nationale. C'est l'une des belles œuvres de l'Union nationale. Le Jardin est un monument qui est à l'honneur d'un grand savant canadien-français. Cette œuvre a mis en vedette une lumière du Canada français tout entier, une de nos plus pures gloires, le frère Marie-Victorin. C'est une œuvre qui fait connaître notre flore et développe chez nos enfants les plus précieuses qualités d'observation et de

précision. Le Jardin botanique nous a valu des témoignages de la part du frère Marie-Victorin, de M. Morris Wilson, président de la Banque Royale, de M. Louis Dupire, rédacteur du *Devoir*, et d'autres.

Le ministre a fait des appels personnels. Mais qu'il nous parle donc de la mainmise du régime libéral sur l'Université, sur ses travaux! Sous le régime libéral, c'est la mainmise du gouvernement sur tout ce qui concerne l'éducation. On voit aujourd'hui les mêmes entrepreneurs et les mêmes architectes d'avant 1936 revenir à la surface. Si le ministre veut parler d'assurances, s'il veut entrer dans ce débat, nous sommes prêts. Regardons ce qui se passe au sujet des assurances. Il doit savoir que, sous le régime Taschereau, ce fut la mainmise totale et conclusive du patronage sur les assurances. Des contrats scandaleux furent accordés aux amis et c'est là qu'on coula l'argent destiné à l'œuvre éducationnelle. Il a parlé d'assurances alors que, dans cette circonstance, on avait simplement demandé que les assurances fussent réparties équitablement.

Le secrétaire de la province parle du régime libéral comme s'il était descendu du ciel. De fait, si le Parti libéral est descendu du ciel, c'est pour aller ailleurs. Le Parti libéral, que le ministre s'en convainque, ce n'est pas la fin du monde! S'il veut que nous discussions la cause à fond, nous allons le faire. Il sait ce que cela veut dire pour certains amis du Parti libéral; il sait les orgies de dépenses faites et il sait aussi que si les bâtisses n'ont pas été achevées, c'est à cause de criants abus des amis du Parti libéral.

Le marasme financier de l'Université de Montréal est dû au Parti libéral et aux amis du secrétaire de la province. Ils sont responsables de la situation financière malheureuse de l'Université de Montréal pour avoir, pendant des années, laissé gaspiller des millions, qui ont profité aux favoris, en contrats de toutes sortes, au lieu d'être utilisés pour le parachèvement de la grande institution d'enseignement supérieur.

M. Élie Beauregard a approuvé la loi unioniste. M. Leduc, qui fut nommé par l'Union nationale, était un libéral; MM. Emery Beaulieu, Beaulne, Alphonse Raymond et le notaire Savoie étaient des hommes de la plus haute réputation et de la plus parfaite intégrité. La première réforme du gouvernement actuel a été de les jeter par-dessus bord! Au sujet des stadiums, l'honorable Norman Rogers<sup>8</sup> en avait fortement conseillé la construction comme travaux de chômage, et le ministre actuel de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a demandé à l'Union nationale d'en construire un à Saint-Hyacinthe.

La politique éducationnelle du Parti libéral a constitué avant tout et surtout à donner des contrats plantureux aux amis. En 1936, lorsque j'étais chef de l'opposition, on m'a demandé d'approuver l'octroi par arrêté ministériel d'une somme de \$75,000 pour payer les professeurs. J'ai consenti. Le secrétaire de la province admet que les plans de l'Université comportaient des bâtisses inutiles. Si le débat a pris cette tournure, c'est la faute du secrétaire de la province, qui a voulu faire de la politique. Si le gouvernement cherche à étudier les causes du marasme de l'Université, je le veux bien, mais il en portera la responsabilité, car il doit se souvenir que si l'Université est dans le marasme, c'est à la suite de l'incurie du régime libéral qui l'abandonna à son sort pendant 15 ans.

(Protestations à droite)

Ce qui ressort de tout cela, c'est que l'immeuble de l'Université sera à moitié terminé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**  
M. le président!...

**Voix à gauche:** Il est 6 heures!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a parlé après 6 heures et le secrétaire de la province a droit de lui donner la réplique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection si l'on m'en demande la faveur.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**  
M. le président, les chiffres valent mieux que des paroles pour démontrer ce que les deux côtés de la Chambre ont fait pour l'Université de Montréal. L'Union nationale est mal venue de dire qu'elle a sauvé l'Université de Montréal, si on considère les montants qu'elle a donnés à l'Université. Le Parti libéral a accordé les octrois suivants à l'Université: en 1920, \$2,000,000; en 1929, \$1,000,000; en 1931, \$1,500,000; en 1935, \$1,500,000. En 1936, le gouvernement libéral a donné \$100,000. En tout, le Parti libéral a donné \$6,100,000.

L'Union nationale a donné à l'Université \$50,000 en 1936. Le chef de l'opposition a fait allusion à ce dernier octroi pour payer les professeurs. Il y a consenti, mais il a fait venir la liste des professeurs de Montréal pour que l'on ne paie que les professeurs conservateurs. L'Union nationale a ensuite donné \$250,000 en 1937, \$60,000 en 1938, \$200,000 en 1939, soit un total de \$560,000. La comparaison parle par elle-même. Je n'ai jamais dit

qu'un stadium était nécessaire, ni une bâtisse inutile et que les plans étaient exagérés. Les plans ont été faits en temps de prospérité et nous ne sommes plus dans la même situation aujourd'hui.

Quant au Jardin botanique, il a des mérites intrinsèques incontestables. Le révérend frère Marie-Victorin a sa renommée. Mais je prétends qu'elle est si grande qu'on ne devrait pas s'en servir pour l'éclabousser et la couvrir de tant de scandales qui se sont produits.

(Applaudissements à droite)

Sa réputation est basée sur la science et la compétence, et elle est établie sur des bases solides. Elle est pure et sans tache. Il était possible de rendre hommage au frère Marie-Victorin en construisant un Jardin botanique plus proportionné aux finances de la province. L'œuvre de ce savant se perpétuera par elle-même. Elle brille par elle-même et on ne peut en augmenter l'éclat en élevant un monument qui illustre l'administration de l'ancien ministre du Travail de l'Union nationale, M. William Tremblay. Elle n'a pas besoin des \$8,000,000 dépensés au Jardin botanique à la très triste gloire de William Tremblay.

(Applaudissements à droite)

L'Union nationale a payé \$8,000,000 pour le Jardin botanique alors qu'elle n'a rien donné, ou à peu près, pour une œuvre d'ordre intellectuel. Deux millions cinq cent mille dollars suffiront pour compléter les travaux. Les dettes en souffrance seront payées à même les \$800,000 que le gouvernement va donner en retour des édifices des rues Saint-Denis et Saint-Hubert. Les \$2,500,000 seront consacrés entièrement aux travaux de l'immeuble de la montagne. Les entrepreneurs qui ont commencé l'immeuble de l'Université de Montréal sont les mêmes qui le parachèveront. Ce ne sont pas des libéraux, mais des hommes honnêtes qui appartiennent au parti naguère cher au cœur du chef de l'Union nationale. Ils ont obtenu le contrat parce qu'ils étaient les plus bas soumissionnaires. L'Université de Montréal respecte ce principe dans l'octroi de ses contrats et l'Union nationale ne lui a pas donné d'exemples sur ce sujet.

Il y a des dettes à payer, c'est vrai. Mais la somme de \$800,000 que nous donnons à l'Université, en échange des propriétés qui ne lui serviront plus quand elle occupera son nouvel immeuble, servira à payer ces dettes. M. le président, la loi pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal est si claire que je n'avais pas cru devoir donner d'explications au chef de l'opposition, qui l'a comprise tout de suite. Mais

mon honorable ami a parlé de telle façon qu'il méritait la réponse que je lui ai donnée.

(Applaudissements à droite)

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'étude des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Questions et réponses:

#### Travaux sur la route de Sainte-Anne-de-Beaupré

**M. Sauvé (Beauharnois):** Relativement à certains travaux qui ont été faits sur la route de Sainte-Anne-de-Beaupré, dans la paroisse de Château-Richer, au cours de l'été 1940, par le gouvernement provincial:

1. De qui le gouvernement provincial a-t-il acheté le sable et quel prix l'a-t-il payé?
2. De qui le gouvernement provincial a-t-il acheté le ciment et quel prix l'a-t-il payé?
3. De qui le gouvernement provincial a-t-il acheté le bois et quel prix l'a-t-il payé?
4. Le charroyage de ces matériaux a-t-il été fait sous l'autorité du gouvernement par son bureau de Reconstruction économique directement, et quel en a été le coût?

#### L'honorable M. Godbout (L'Islet):

1. J.-L.-P. Breton, Québec: \$1.00 la tonne; P.-L. Lortie, Québec: \$1.25 et \$1.50 la tonne, selon la distance de charroyage.

2. Canada Cement Company, Québec: \$1.81 le baril.

3. A. Côté & Frère, Saint-Joachim: \$26 et \$29 le mille pieds; M. P.-Jos. Martineau, Château-Richer: \$25 le mille pieds; M. P.-J.-B. Larouche, Château-Richer: \$24, \$28, \$30 et \$32 le mille pieds, M.P.

Les prix variaient selon les dimensions du bois et selon qu'il s'agissait de bois brut ou travaillé.

4. L'achat et le charroyage de ces matériaux a été fait sous la direction du ministère de la Voirie.

Pour le sable et le bois, le prix d'achat comprenait le charroyage. Le charroyage du ciment a coûté \$2,083.60.

La séance est levée à 6 h 30.

### Troisième séance du 30 avril 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi des coroners

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la résolution relative au bill 61 modifiant la loi des coroners soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre adopte maintenant la résolution.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 61 modifiant la loi des coroners.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Collège de Victoriaville

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>9</sup>:

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, autoriser le secrétaire de la province à louer l'immeuble,

mentionné à l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, à Sa Majesté aux droits du dominion du Canada pour l'établissement d'une école d'aviation, et, à l'expiration de ce bail, à toute autre personne pour toutes fins jugées convenables.

Le gouvernement a l'intention d'acquérir le collège de Victoriaville. D'après les experts du département de la Défense nationale à Ottawa, le site du collège des frères du Sacré-Cœur, à Victoriaville, est idéal pour l'établissement d'une école d'aviation militaire. La province de Québec a voulu collaborer à l'effort de guerre du dominion en faisant l'acquisition de ce collège pour le louer ensuite au gouvernement fédéral. Les frères du Sacré-Cœur, désireux de contribuer eux aussi à notre effort de guerre, ont été heureux d'accepter les sacrifices que signifie pour eux cette transaction et de faire aussi leur part pour le succès de nos armes. Ils sont satisfaits de leur transaction avec le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quel prix l'immeuble sera loué au gouvernement fédéral?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le loyer sera de \$175,000 pour deux ou cinq ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la valeur réelle de l'immeuble?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** D'après une évaluation faite par des experts, des architectes d'Ottawa et de Québec, la valeur réelle du collège sera de \$750,000 à \$775,000. La valeur de remboursement serait de \$950,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une dépense de \$750,000 et, cependant, la résolution ne parle pas d'achat. La résolution parle de location et non d'occupation.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le prix d'achat a été prévu dans le budget ordinaire du secrétaire de la province. Le gouvernement provincial achète l'immeuble du collège du Sacré-Cœur de Victoriaville pour \$850,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province a-t-elle passé un contrat avec le fédéral pour la location de l'immeuble?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Aucun contrat n'a été passé jusqu'ici entre Québec et

Ottawa pour la location de l'ancien collège, parce que nous n'avions pas encore l'autorisation du Parlement. Cependant, un arrêté ministériel a été passé à Ottawa, qui détermine les conditions suivant lesquelles le bail devra être signé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les frères qui étaient propriétaires du collège iront sans doute s'établir ailleurs?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les frères aiment tellement le procureur général qu'ils n'oseront pas s'en éloigner. Je suis sûr qu'ils construiront leur nouveau collège moderne dans le comté d'Arthabaska, immédiatement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les étudiants du collège de Victoriaville devront peut-être recevoir leur éducation ailleurs. Après la guerre, qu'est-ce que le gouvernement va faire du collège?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Après la guerre, cette école pourra servir à l'aviation civile. À chaque jour suffit sa peine. Pendant 20 ans, la province aura, dans le nouveau collège d'Arthabaska, un local pour y établir une école d'arts et métiers. On préparera là 1,000 à 1,200 cadets qui seront installés à l'école de l'aviation à Victoriaville.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement manque de prévoyance. On devrait prévoir ce que l'on pourra faire du collège après la guerre. L'aviation est appelée à jouer un rôle considérable, même après la guerre. L'école d'aviation devrait être utilisée pour des fins de paix. On devrait équiper l'école de façon à ce qu'après la guerre, on puisse la transformer facilement en une école d'aviation commerciale. J'appuie l'idée derrière cette mesure. Je souhaite que les cadets qui en sortiront seront à la hauteur des standards extraordinairement élevés de la courageuse Royal Canadian Air Force. En même temps, je suis certain que la guerre sera gagnée dans deux ans et que Hitler et sa bande auront reçu ce qu'ils méritent.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je concours absolument dans les vues du chef de l'opposition. L'aviation relève du fédéral. Nous avons le grand espoir que, plus tard, l'école pourra servir pour des fins d'aviation commerciale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui va payer pour l'installation de la machinerie nécessaire au fonctionnement de l'école?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est le gouvernement fédéral.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier de la Chambre qui sera chargé d'étudier le bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. La présente loi aura effet à compter du premier mars 1941 et entrera en vigueur le jour de sa sanction."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi la loi a-t-elle un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mars?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Parce que les autorités fédérales du ministère de la Défense nationale ont pris possession de la propriété dès le 1<sup>er</sup> mars.

L'article 3 est adopté.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### **Loi des déclarations des compagnies**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés soit maintenant lu une deuxième fois<sup>10</sup>.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 19 modifiant la loi des cités et villes avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 9 est modifié en remplaçant tout le paragraphe 26° par ce qui suit:

"26° Pour fixer l'époque où les égouts privés peuvent être faits, pour prescrire la manière de construire les canalisations et les matériaux à employer pour leur construction, la municipalité les construisant elle-même de la rue jusqu'à l'égout public et pour en répartir les frais de construction sur les propriétaires;

Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté, afin d'y empêcher tout refoulement des eaux d'égout. La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autre dispositif de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe."

2. L'article 10 est remplacé par ce qui suit:

"10. Le paragraphe 12° de l'article 469 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"12° Pour empêcher toute personne résidant en dehors de la municipalité (et n'ayant pas d'établissement de commerce de détail) de faire son commerce ou des affaires dans la municipalité sans y avoir été autorisée au moyen d'un permis, et sans avoir payé pour tel permis un droit annuel n'excédant pas deux cents dollars."

3. L'article 12 est modifié en remplaçant dans les quatrième, cinquième et sixième lignes de l'article "488", les mots: "les machineries et leurs accessoires placés dans les usines, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires", par les mots suivants:

"de même que les machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient, s'ils appartenaient au propriétaire du fonds."

4. L'article 13 est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "et indiquer", par les mots suivants: "en indiquant".

### **Loi des cités et villes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 19 modifiant la loi des cités et villes. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Loi des écoles d'industrie**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des écoles d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

**En comité<sup>11</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Dépenses générales, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Protection des forêts, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Bégin (Dorchester):** Des coupes abusives ont eu lieu sur les réserves cantonales de Sainte-Germaine de Dorchester. Un nommé François Fortin, de Saint-Luc, comté de Dorchester, gardien des réserves cantonales Ware et Langevin, renvoyé en 1936 parce qu'il achevait de ruiner les réserves cantonales, a été repris par le gouvernement libéral à son poste de garde forestier. Tout aussitôt, les abus, les tolérances coupables du passé ont repris. Bien plus, depuis une année environ, ce monsieur Fortin n'a pas travaillé une seconde pour le gouvernement, mais il a été à l'emploi de l'Anglo Pulp, à Québec au salaire de \$125 par mois. Un autre, M. Arthur Fournier, de Sainte-Justine, reçoit \$10 par mois pour accomplir la besogne du garde forestier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je promets de faire enquête.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit

ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service forestier, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au gouvernement d'éviter une erreur du passé en empêchant la surproduction dans l'industrie du papier. Notre gouvernement de l'Union nationale a pris des mesures drastiques pour contrôler la production dans les limites de la consommation. L'administration actuelle, sous l'apparence de vouloir stabiliser les échanges entre le Canada et les États-Unis, pourrait être amenée à encourager la surproduction.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** J'assure le chef de l'opposition que mon département garde un œil attentionné sur les ressources forestières de la province. Je suis en contact continu avec les officiers de mon département à ce sujet, de même qu'avec les manufacturiers de pâtes et papiers. La production sera limitée à des niveaux conservateurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Commission des eaux courantes de Québec, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose plusieurs questions au sujet du barrage du Témiscamingue.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Les travaux sont très avancés. On y développera 48,000 chevaux-vapeur et l'entreprise coûtera \$1,500,000. Le gouvernement libéral a gardé les mêmes entrepreneurs, mais il a fait des économies en réduisant les taux de camionnage et en payant \$30,000 par an pour une ligne de transmission, ce qui dispense d'en construire une de toutes pièces, ce qui aurait coûté \$700,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ministres se promènent partout dans la province pour inaugurer les œuvres de l'Union nationale. Ils font prendre leurs portraits et, ensuite, ils se vantent d'être les auteurs de ces œuvres. Nous, nous avons réalisé. Eux, ils se vantent. C'est toute la différence.

**M. Talbot (Chicoutimi)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le ministère de l'Industrie et du Commerce de la province a informé Ottawa que les usines de Chicoutimi pourraient être utilisées par le département fédéral des Munitions. Ces usines sont fermées, et Ottawa, en les affectant à l'exécution des contrats de guerre, donnerait du travail à une population actuellement réduite au chômage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille huit cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service hydraulique, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Chasse et Pêcheries, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** revient à la charge quant au vol de \$2,000 commis dans le parc des Laurentides. D'après mes informations, continue-t-il, les coupables sont six employés du ministère des Terres et Forêts.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** J'ai fait enquête et je n'ai rien trouvé de tel.

**M. Labbé (Mégantic):** Lors de la récente élection partielle que j'ai gagnée dans ce comté, le garde-chasse était un organisateur du Parti libéral.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je déplore cet état de choses. Je suis personnellement au courant du cas d'un garde-chasse dans le comté d'Argenteuil qui a été renvoyé pour, apparemment, aucune autre raison que d'avoir voté pour l'Union nationale et avoir fait son devoir d'arrêter le braconnage, se faisant réprimander par le gouvernement actuel pour avoir essayé de traîner les coupables en justice.

C'est comme ça que ça se passe. Quand un homme vote pour nous et accomplit son travail de façon satisfaisante depuis des années, il est renvoyé. Lorsqu'il travaille pour le gouvernement, il reçoit probablement de beaux compliments, en plus de la récompense plus tangible d'une augmentation de salaire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article École des gardes-forestiers "construction et équipement", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Reboisement, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Travaux de la Chambre:

##### Bill à étudier à la prochaine séance

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** annonce que la Chambre continuera l'étude du projet de loi pour le parachèvement de l'Université de Montréal, demain matin. S'il reste du temps, conclut-il, on commencera le vote des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 15.

#### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mai 1941, à la page 7.



2. Voir note 1.

3. Voir note 1.

4. La Chambre s'ajourne jusqu'à 5 heures, pour permettre aux membres d'assister à l'inauguration de l'École des mines de l'Université Laval, selon *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mai 1941, à la page 7.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mai 1941, à la page 7.

6. Voir note 5.

7. \$560,000, selon *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mai 1941, à la page 7.

8. Norman McLeod Rogers (1894-1940). Secrétaire particulier du premier ministre Mackenzie King (1927-1929) pour lequel il écrit sa biographie, laquelle sera utilisée au cours de la campagne électorale de 1935. Nommé ministre fédéral du Travail (1935-1939) et ensuite ministre de la Défense nationale, il décède de façon tragique dans un écrasement d'avion le 10 juin 1940.

9. Voir note 5.

10. Les articles 1 et 3 obligent à mentionner, dans les déclarations des sociétés, la date de l'emploi pour la première fois de la raison sociale. L'article 2 abroge et remplace l'article 10, de façon à rendre cette disposition applicable aux déclarations de raisons sociales aussi bien qu'aux déclarations des sociétés, selon *La Presse* du 1<sup>er</sup> mai 1941, à la page 12.

11. Voir note 5.



Première séance du jeudi 1<sup>er</sup> mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Salaire des administrateurs  
de la Commission municipale

**Un député de l'opposition:** Combien la province verse-t-elle au président de la Commission municipale, M. L.-E. Potvin?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La province paie une indemnité spéciale à M. Potvin pour le travail énorme que lui impose l'administration de Montréal, soit \$5,000 par année, en vertu d'un arrêté ministériel. Le salaire de l'administrateur délégué, M. Honoré Parent, est payé par la ville seulement.

Collège de  
Victoriaville

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Immeuble de  
l'Université de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que les articles 19 et 20 de la loi pour venir en aide à

l'Université de Montréal (3 George VI, chapitre 69) soient remplacés par les suivants:

"19. Pendant dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouvernement paiera annuellement à la Société la somme de trois cent soixante-quinze mille dollars pour lui aider à subvenir aux frais de l'enseignement donné par l'Université de Montréal et aux autres dépenses accessoires.

"20. Pour assurer l'exécution des travaux prévus au premier alinéa de l'article 22, il est accordé à la Société un octroi de deux millions cinq cent mille dollars. En outre, sur cession au ministre des Travaux publics des immeubles de la Société situés sur la rue Saint-Denis et sur la rue Saint-Hubert, à Montréal, il sera versé une somme de huit cent mille dollars. Le tout sera payé à la Société en trois versements annuels égaux, dont le premier sera effectué au cours de l'année financière 1941-1942. La description complète des biens à être acquis et les autres conditions de l'achat et des octrois seront réglées par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette mesure ne règle pas le problème. Les déclarations ministérielles à l'appui du projet, sont un "bluff" monumental. Les journaux ont fait de gros titres pour annoncer que le gouvernement allait administrer l'Université, mais c'est nous qui avons réglé le problème. En trois ans, nous avons donné des centaines de mille dollars, "cash down". Le gouvernement actuel est un gouvernement de versements, et il sera renversé un jour.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je suis un peu de l'avis du chef de l'opposition. Il ne faut pas toujours se fier aux titres des journaux. Pendant trois ans, ils ont vanté les mérites de l'Union nationale, et on sait quel a été le résultat.

(Rires et applaudissements à droite)

Le Parti de l'Union nationale a introduit, dans le livre des Statuts de la province, une loi qui accorde à l'Université une somme de \$5,000,000. Mais seulement quelques centaines de milliers de dollars ont été avancés pour le paiement des salaires.

**M. Paquette (Labelle):** Nous avons donné une impulsion au sauvetage de l'institution. Si nous étions restés au pouvoir, nous aurions pu mener à bien cette entreprise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'octroi de \$375,000 par an n'équivaut pas à un octroi de \$3,750,000, si l'on tient compte du facteur des intérêts.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les sommes que le gouvernement va verser à l'Université sont des octrois directs. Cet octroi de \$2,500,000 est un don pur et simple, et non pas un emprunt garanti par la Victoire, comme au temps de l'Union nationale. L'Université de Montréal n'aura donc aucun intérêt à payer.

De plus, elle recevra \$800,000 pour l'achat des immeubles des rues Saint-Denis et Saint-Hubert. Ce montant a été fixé après entente avec les autorités de l'Université de Montréal. Les \$2,500,000 seront uniquement employés au parachèvement de l'Université.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le paiement se fera par versements?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous sommes satisfaits des conditions de paiement, et les autorités universitaires le sont aussi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelles sont les parties de l'immeuble qui ne seront pas finies?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement n'en sait rien, car l'Université a sa pleine autonomie et dépensera l'argent suivant son choix. Je ne peux entrer dans les détails.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les noms des membres du conseil d'administration?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Leurs excellences Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, Mgr Papineau, évêque de Joliette, l'honorable sénateur Beaugregard, l'honorable Alfred Leduc, M. Arthur Vallée, M. McNicholl et M. Beaubien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que M. McNicholl est le même McNicholl fiduciaire de la compagnie de pulpe de Chicoutimi?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je l'ignore.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je l'ignore également.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le même! Le ministre sait-il qu'il y a des hypothèques sur les propriétés de la rue Saint-Denis et de la rue Saint-Hubert pour l'achat desquels le gouvernement versera une somme de \$800,000?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne crois pas qu'il y ait des hypothèques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais qu'il y en a. Que le ministre s'informe avant de répondre!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition paraît mieux renseigné que moi. S'il se prétend si bien informé, pourquoi ne communique-t-il pas ses informations à la Chambre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement et le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) ignorent s'il y a des hypothèques sur les propriétés de l'Université. Il vient de le déclarer!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement achète les deux immeubles libérés de toute dette et de toute hypothèque.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, et je demande si, en fait, les hypothèques n'atteignent-elles pas la somme de \$800,000, que va payer le gouvernement?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Que l'honorable chef de l'opposition n'ait aucune inquiétude! Avant de payer, nous nous assurerons que les propriétés sont libérées de tout lien. L'octroi de \$2,500,000 et le montant de \$800,000 pour l'achat des deux édifices seront payés en trois versements égaux annuels de \$1,100,000 chacun.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est important de savoir si les titres sont clairs ou non. Si les immeubles sont grevés de plus de \$1,000,000 d'hypothèques, le gouvernement devra revenir pour demander de nouvelles sommes pour combler le vide.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Par son contrat, le gouvernement aura des titres francs et nets.

**M. Paquette (Labelle):** Tout le monde sait qu'il y a des hypothèques sur les immeubles de la rue

Saint-Denis, sauf le secrétaire provincial. Comment sera employé le montant que le gouvernement veut faire voter? Quelle somme sera affectée au paiement des dettes et à la construction? Avec \$800,000, il sera impossible de payer toutes ces hypothèques. Et, par conséquent, il n'y aura pas lieu de dépenser \$2,500,000 pour le parachèvement de l'édifice de la montagne.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je répète que l'Université de Montréal décidera comment l'argent doit être dépensé. Les \$800,000 que le gouvernement versera à l'Université pour les deux immeubles suffiront à payer toutes les dettes de l'Université, tandis que les \$2,500,000 seront employés à la construction.

**M. Paquette (Labelle):** Les calculs du gouvernement ne sont pas exacts. D'après mes renseignements, il y a un montant de \$1,225,000 d'hypothèques sur les deux édifices que le gouvernement veut acheter, en réalité. Le secrétaire ne tardera pas à s'apercevoir qu'une partie de l'octroi de \$2,500,000 servira à payer ces dettes, et il sera obligé de revenir devant la Chambre pour lui demander de combler le déficit.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le montant de \$800,000 paiera entièrement les dettes de l'Université.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier est-il au courant qu'il y a des hypothèques?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ignore s'il y a des hypothèques, mais je verrai la chose lors du contrat de vente entre l'Université et le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des hypothèques existent, nous le savons. Nous voulons le bien de l'Université, nous, de ce côté-ci de la Chambre. Quels travaux seront ajournés?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ça relève de l'Université et je ne veux pas rentrer dans les détails.

**M. Paquette (Labelle):** La maison des étudiants va-t-elle être construite?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** répond au député de Labelle.

**M. Paquette (Labelle):** Le secrétaire de la province a dit hier que l'Union nationale n'avait payé que les professeurs conservateurs. Il a dit que le gouvernement avait donné un octroi de \$800,000 à l'Université et qu'il avait fait venir la liste des professeurs à l'automne 1936, parce qu'il voulait que l'on ne paie que les professeurs conservateurs.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non, je n'ai pas dit cela. Tous les professeurs ont été payés.

**M. Paquette (Labelle)** proteste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a bel et bien fait cette déclaration!

**M. Paquette (Labelle):** C'est l'Union nationale qui a réglé le problème de l'Université. Nous avons payé tous les professeurs. Peu importait leur couleur politique.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai dit qu'on avait fait venir des listes et que tous les professeurs avaient été payés, libéraux et conservateurs. Mais il y eut une tentative de ne pas payer les professeurs libéraux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces paroles sont indignes du secrétaire provincial! Le ministre n'a pas le droit d'imputer de telles intentions à l'un de ses prédécesseurs!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'affirme pas que cela a été fait, car je sais que tous les professeurs ont été payés.

**M. Paquette (Labelle):** C'est une calomnie de bas étage!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je dis que des tentatives ont été faites.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tous les professeurs ont été payés du temps de l'Union nationale!

**M. Paquette (Labelle):** Je sais que la force n'est pas de notre côté, mais je veux rétablir les faits.

**M. le président:** À l'ordre! Le ministre a nié les paroles qu'on lui attribuait.

**M. Paquette (Labelle):** J'aimerais connaître la liste des professeurs conservateurs que nous avons

payés et la liste des professeurs libéraux que nous n'avons pas payés.

**M. le président:** Ce n'est pas dans l'ordre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'ai pas dit les paroles qu'on me prête! Le député de Labelle est obligé, par les règlements, d'accepter ma déclaration! Je suis étonné de l'obstruction systématique faite par les membres de l'opposition. S'ils sont contre l'aide à l'Université, qu'ils le disent donc franchement!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut avoir de l'audace de la part du secrétaire provincial pour affirmer pareille chose, surtout quand on n'est pas capable de répondre aux questions que l'opposition pose! Qu'il réponde donc aux questions que nous lui posons!

**M. Paquette (Labelle):** Tout le monde a bel et bien entendu le secrétaire provincial!

**M. le président:** J'ordonne au député de Labelle d'accepter la déclaration du secrétaire provincial.

**M. Paquette (Labelle):** Puisqu'il est défendu de dire la vérité en Chambre, je m'incline.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire provincial a bel et bien déclaré que le gouvernement de l'Union nationale avait fait venir la liste des professeurs et n'avait payé que les professeurs conservateurs!

(Il s'ensuit un échange de remarques entre le député de Labelle et le président du comité. Puis, on continue la discussion.)

**M. Gagnon (Matane):** Le bill actuel est un "bluff" et rien de plus. Le nouveau gouvernement parle d'éducation et de réformes. Mais ce n'est que des fonds et rien de plus. Il ne s'agit que de réformes d'anciens libéraux avant 1936. La première réforme du gouvernement à l'Université de Montréal a été de renvoyer les membres du conseil d'administration qui n'étaient pas libéraux. Le Conseil de l'instruction publique est composé absolument de libéraux authentiques. Selon le gouvernement, ce sont des merveilles d'enseignement. Est-on en train d'instaurer une nouvelle dictature en décrétant que seuls des libéraux auront le droit de siéger dans les conseils d'administration?

Le secrétaire provincial a la figure d'un grand réformateur. Il a la vocation des réformes. Le

secrétaire provincial devrait savoir s'il y a ou non des hypothèques! L'Union nationale, lorsqu'elle sera au pouvoir de nouveau, et très prochainement, réglera de nouveau le problème de l'Université. Nous voudrions bien savoir du secrétaire le montant des hypothèques. Je constate que le secrétaire provincial refuse de répondre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous serions anxieux de connaître les conditions des octrois. Est-ce que le gouvernement exige la nomination de tel ou tel professeur?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il s'agit simplement de parachèvement.

**M. Gagnon (Matane):** Le secrétaire provincial dénonçait, dans un discours, les "vieillards miteux" du Conseil de l'instruction publique. Or, dans la liste desdits "vieillards miteux" dont il parlait, venait en tête le nom du très honorable Ernest Lapointe<sup>2</sup>. Ce dernier sera sans doute reconnaissant au ministre!

**M. le président:** Ces propos sont hors du débat en cours.

**M. Gagnon (Matane)** s'incline en souriant, mais continue de parler des "vieillards miteux". La déclaration du ministre, poursuit-il, n'était pas très chic pour ses confrères, puisqu'il a lui-même a fait partie du Conseil.

Je veux rappeler une déclaration du député de Lotbinière (M. Chaloult) sur le Conseil de l'instruction publique.

**M. le président** le rappelle à l'ordre.

(La discussion continue pendant quelques minutes sur les sujets déjà passés au crible.)

**M. Gagnon (Matane)** demande des détails sur les hypothèques qui grèvent les immeubles.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** ne répond pas.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux coopérer avec le secrétaire de la province. Je veux l'unanimité de la Chambre pour l'aide à l'Université. Je consens à ce que les règlements soient suspendus pour que le bill basé sur cette résolution subisse séance tenante ses trois lectures.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre adopte maintenant la résolution.  
Adopté sur division.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), la permission de présenter le bill 51 pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante et un mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi de la commission municipale de Québec", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Affaires municipales, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 1<sup>er</sup> mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi des liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 56 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

M. l'Orateur, le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il est absolument nécessaire de réglementer le commerce de l'alcool et de favoriser la tempérance par une nouvelle législation. Les amis de la tempérance ne réclament pas d'ailleurs la prohibition comme une mesure législative. Notre

réglementation nouvelle est, nous le croyons, sage. Elle comporte des restrictions et des pénalités beaucoup plus sévères. Ceux qui violeront les dispositions de la nouvelle loi doivent s'attendre à subir toutes les rigueurs de la loi. Le commerce des alcools n'est pas comme les autres. C'est un produit spécial, qui demande des lois spéciales. Car le bien physique de la société est en jeu dans la consommation des alcools, et il doit être protégé.

Nous avons conscience d'avoir agi suivant la voix de notre conscience, dans l'intérêt de l'ordre et de la morale, en présentant à cette Chambre le présent projet de loi. L'objet de cette loi est de favoriser la tempérance, de faire cesser les abus d'alcoolisme, de protéger notre jeunesse et de comprimer la vente d'alcool. Dans ce but, nous demandons, et nous désirons la coopération de l'opposition et de tous les députés de cette Chambre.

Nous demandons la coopération de tous ceux qui veulent voir s'améliorer la situation dans les endroits où l'on vend de l'alcool. Le gouvernement apprécie à toute sa valeur l'importance des réformes projetées. Il est convaincu qu'elles apporteront des améliorations considérables sur l'état de choses actuel, qui dure depuis des années. C'est pourquoi, plaçant le débat sur ce terrain de l'intérêt public, le gouvernement déclare qu'il sera heureux de coopérer avec l'opposition pour tout ce qui pourra apporter des améliorations dans l'intérêt public.

Je suis convaincu que tous les députés de cette Chambre coopéreront avec le gouvernement dans l'étude des mesures que nous préconisons. Je veux donner tout de suite à la Chambre des explications sur la portée de la loi que nous présentons. Je parlerai premièrement de l'octroi des licences; deuxièmement, de l'amélioration que les amendements proposés apporteront à la situation qui existe dans la province de Québec depuis quelques années.

Pour les fins de la vente des liqueurs alcooliques, nous avons décidé de diviser la province de Québec en deux grandes régions, A et B. Je ne parlerai pas des licences de tavernes et d'épiceries pour la vente de la bière, car elles restent les mêmes. Je parlerai des autres. Il y aura désormais quatre principales licences: pour les hôtels, les cafés, les auberges et les restaurants. Seuls les porteurs de licences d'hôtels et de cafés pourront vendre des liqueurs alcooliques comprenant les boissons fortes, le vin et la bière. Les licences d'auberge et de restaurant ne comporteront que l'autorisation de vendre du vin et de la bière.

Est-il nécessaire que les liqueurs alcooliques ne soient servies qu'aux repas? À l'exception des

hôtels situés dans la région A et dans les cités et villes, il ne pourra être servi de liqueurs alcooliques, suivant le permis, qu'aux repas. Pour avoir un permis de licence d'hôtel, avec privilège de vendre les trois catégories de liqueurs alcooliques de la Commission des liqueurs, il faudra que l'hôtel soit situé dans les cités de Montréal et Québec, contienne 50 chambres, dans les autres cités et villes, 25 chambres, et, dans les autres endroits de la province, 20 chambres.

Il est nécessaire qu'il soit bien compris qu'un hôtel possédant 50 chambres n'aura pas, par le fait même, le droit à une licence, mais s'il n'a pas le nombre de chambres requis, il lui sera impossible de l'obtenir. La licence d'auberge donne droit à la vente du vin et de la bière dans une auberge contenant 30 chambres, dans les cités de Montréal et Québec, 20 chambres, dans les autres cités et villes, et 10 chambres, dans les autres endroits de la province. Dans ce dernier cas, si l'auberge est située dans la région A, le nombre de chambres est limité à 6, au lieu de 10. Les bières et vins devront être servis uniquement aux repas, à l'exception d'auberges comprises dans la région A.

Les porteurs de licences de café ou de restaurant, qui ne peuvent être octroyées que là où la population est de plus de 20,000 âmes, ne peuvent servir dans les cafés des breuvages alcooliques, spiritueux, vins et bières qu'aux repas, et ce, dans toutes les cités et villes de la province. Les repas où l'on pourra ainsi servir des liqueurs, bières et vins, devront être au moins de 40 sous. Les salles où l'on servira liqueurs, vins et bières, partout dans la province, ne devront pas avoir de cabinets particuliers ou semi-privés. Une personne dans la salle devra être visible partout et dans tous les angles. Voilà, en résumé, les différentes catégories de licences, avec les privilèges qu'elles comportent dans les régions A et B de la province.

Je désire expliquer quelques autres modifications. Le dimanche et jours de fête d'abord. Actuellement, les clubs situés dans les hôtels vendent le dimanche, après 1 heure p.m., jusqu'à minuit. À l'avenir, il ne sera permis, dans aucun établissement, de vendre des liqueurs alcooliques le dimanche, depuis minuit le samedi jusqu'à lundi matin à 8 heures, dans toute la province, sans exception. Pour faire observer la loi du dimanche, l'interdiction de la vente le dimanche sera pour les régions A et B. Dans les endroits autorisés, nous avons cru, cependant, que nous devions permettre la vente des vins et bières aux seuls repas, de 1 heure de l'après-midi, le dimanche, à 9 heures du soir, pour les voyageurs. C'est une amélioration considérable sur l'état de choses actuel.



Un autre point important est le suivant: depuis des années, il se vend des liqueurs alcooliques dans les chambres d'hôtel. Il sera formellement défendu, à tout détenteur de permis d'hôtel ou d'auberge dans toute la province, de vendre des liqueurs fortes au verre, dans les chambres d'hôtels, dans les auberges, etc. Le gouvernement, dans son désir d'enrayer le mal chez les jeunes gens, dans son effort sincère, défendra à tout détenteur de permis de vendre des liqueurs, de la bière ou du vin, à toute personne âgée de moins de 20 ans. L'âge était autrefois de 18 ans.

La loi actuelle décrète l'emprisonnement pour toute personne qui vend de l'alcool sans permis. Mais elle n'est pas observée, car on change la plainte. Nous modifions les pénalités et nous décidons qu'il n'y aura plus de changement dans la nature des plaintes. La pratique s'est développée dans ces circonstances et, par habitude, sous tous les gouvernements, de changer la nature des plaintes. Cela va disparaître.

Le bill décrète qu'il n'y aura pas d'emprisonnement pour une première offense, mais une amende de \$50 à \$200. Pour la deuxième offense, il y aura emprisonnement de un à trois mois, mais il sera interdit désormais de changer la plainte. Elle sera entendue et jugée telle quelle. Le public saura que, pour la seconde offense, le délinquant sera condamné à la prison et qu'aucun changement dans la plainte ne sera possible. La loi interdira à qui que ce soit d'intervenir. Ce sera encore une amélioration considérable.

Il y a un autre point: la Commission des liqueurs avait la discrétion de remettre des licences, quand elles avaient été enlevées. La Commission n'aura plus de discrétion car, à la troisième offense, le détenteur perdra sa licence pour toujours.

De plus, la Commission devra obligatoirement annuler les permis dans les cas de vente de liqueurs de contrebande, dans les cas d'inculpés condamnés trois fois consécutivement pour offense à la loi, ou dans le cas où un détenteur de permis a vendu, sans avertir la Commission et sans permission, son permis à un tiers. Il ne sera plus accordé de licence pour la vente de la bière aux magasins qui ont des petits restaurants à côté. Il faudra tenir une épicerie.

Les annonces dans les journaux ne seront pas complètement prohibées, mais il sera défendu aux journaux d'annoncer qu'une liqueur alcoolique améliore la santé, qu'elle a une valeur curative ou nutritive. Les panneaux-réclames et les réclames électriques devront disparaître dans un délai fixé par

la loi, délai qui suffira pour l'expiration des contrats de certains panneaux très dispendieux.

La nouvelle loi obligera les propriétaires de salles publiques à faire disparaître les alcôves. Je crois que cela aura le bon effet d'améliorer l'atmosphère de ces endroits. Il en est de même pour les endroits où l'on permet au public de danser et où l'on donne des représentations. Quand bien même une municipalité accorderait un permis pour des spectacles et des soirées dansantes à un de ces cafés, ce permis sera subordonné à l'approbation de la Commission des liqueurs.

Je veux attirer l'attention de la Chambre sur le fait que nous n'accorderons aucun permis dans les endroits où la loi de la prohibition est en vigueur. La seule exception est dans la loi actuelle et permet l'octroi d'un permis pour la vente de la bière et du vin dans un hôtel d'au moins 25 chambres, même si l'hôtel est dans une région de prohibition. Le bill décrète que dans toutes les villes, villages, municipalités qui voteront l'établissement de la prohibition, aucune liqueur ne sera vendue. Ce privilège et ce droit s'appliquent à la région A comme à la région B.

Autrement dit, dans toute la province. Chaque municipalité qui s'oppose à la vente des liqueurs alcooliques a donc le moyen de réaliser sa volonté par le présent bill. Si une municipalité ne veut pas de liqueurs, elle n'a qu'à enregistrer sa décision.

En somme, notre nouvelle loi a pour but de favoriser la tempérance, comprimer le commerce des alcools dans des limites sévères et protéger notre jeunesse. Nous demandons la coopération de tous ceux qui, comme nous, veulent améliorer l'atmosphère des endroits où l'on vend des liqueurs dans la province. Nous croyons que la nouvelle loi améliorera la situation. M. l'Orateur, j'espère que j'ai été clair. Nous espérons obtenir la coopération de tous ceux qui sont animés des mêmes motifs que nous.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je crois que, dans la présentation des amendements à la loi des liqueurs, l'honorable procureur général a abordé ce problème dans la mentalité qui doit caractériser et inspirer le débat en général. Cette législation a trop d'importance pour qu'elle devienne l'objet de dissensions acrimonieuses ou qu'elle donne lieu à des considérations partisans. Nous devons discuter cette question avec attention et sérieusement.

Il est cependant des faits qui doivent être établis. Je regrette que l'on ait présenté la mesure à une heure si tardive de la session et si rapidement, dans un temps qui n'est pas très propice à l'examen sérieux des diverses clauses. L'opposition est pleinement consciente de la nécessité qu'il y a de protéger la population contre les dangers et les ravages de l'alcoolisme et de la corruption, qui ont déjà accumulé tant de ruines et de misères.

On a eu recours à plusieurs systèmes: on a essayé les bars et la vente libre, pour commencer, puis une prohibition mitigée; plus tard, les boissons fortes ont été vendues par les marchands licenciés. Enfin, on a eu la Régie des liqueurs. On me permettra de faire remarquer que ce dernier régime n'est pas d'origine canadienne. Il suffit de lire Leroy Beaulieu pour se convaincre qu'une loi des liqueurs analogue a été instituée en Russie, sous Pierre le Grand et Alexandre, pour assurer le contrôle de la vente de la vodka.

J'ai reçu de nombreuses requêtes qui ont été adressées au gouvernement pour lui demander d'ajourner l'étude de cette loi à une autre session, afin que la population ait le temps d'en apprécier les conséquences. Quand une loi est adoptée, il est trop tard pour prévenir les injustices. Il est du devoir du législateur de prévenir les injustices. Les mêmes requêtes ont été adressées au gouvernement. L'intérêt particulier devrait céder le pas à l'intérêt général.

Généralement, on fait étudier des lois de l'importance de celle-ci par un comité de la Chambre qui peut interroger les intéressés. Nous devrions suivre cette pratique et entendre les intéressés. Parce qu'il s'agit d'une loi d'une importance exceptionnelle, il serait opportun de retarder l'adoption de la nouvelle législation, afin de pouvoir prendre connaissance de toutes les suggestions et de toutes les revendications, parce qu'elle aura des répercussions dans toutes les classes de la société.

Je demande donc au gouvernement d'ajourner la présentation de la loi jusqu'à la prochaine session. Il n'aura rien à y perdre. Dans les conditions où nous sommes, la loi ne peut être étudiée de façon satisfaisante pour le législateur. Il est évident que la loi des liqueurs actuelle n'est pas parfaite. Il y a eu des défauts d'application, et je ne fais allusion à aucun gouvernement en particulier. La meilleure loi au monde ne peut être bien appliquée que si l'organisme qui est chargé de son application offre toutes les garanties nécessaires.

En procédant à la hâte, nous rendrons un mauvais service à la cause de la tempérance. Même

au point de vue politique, et il est assez rare qu'un chef de l'opposition donne de pareils conseils, et je ne dis pas que je pourrai sauver le gouvernement, le régime actuel pourrait trouver son profit. Je conseille au gouvernement de ne pas presser l'adoption de la nouvelle loi. Une législation qui provoque de pareilles répercussions générales dans toute la province ne devrait pas être présentée à la dernière minute.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

M. l'Orateur, en participant à ce débat, je voudrais être animé du même esprit que celui des deux orateurs qui m'ont précédé. Ils ont bien compris l'importance excessive de la loi que nous présentons au point de vue moral, intellectuel et économique. Quant à moi, je n'ai jamais mis en doute la gravité des circonstances, l'importance exceptionnelle de cette loi. Je veux considérer avant tout le point de vue intellectuel et moral de notre population. Je ne peux répondre qu'en deux mots à la proposition du chef de l'opposition d'ajourner l'étude de la loi: si nous sommes devant la Chambre avec le projet actuel, c'est que la situation nous impose le devoir absolu d'intervenir et d'intervenir immédiatement.

Si la loi des liqueurs, telle qu'appliquée par trois gouvernements, dont deux gouvernements libéraux, donnait toutes les garanties nécessaires à l'avenir moral, économique et social de notre province et donnait à la jeunesse, comme à la population adulte et à toutes les classes de la société, la protection dont elles ont besoin et à laquelle elles ont droit, nous ne songerions pas à la modifier; nous ne serions pas devant la Chambre avec cette loi.

C'est une loi qui va nous permettre de réprimer les abus que l'on déplore depuis trop longtemps dans la province, et c'est une loi que nous voulons appliquer dans toute sa rigueur. La loi actuelle n'est pas applicable et lorsqu'une loi n'est pas applicable, elle doit disparaître de nos Statuts. Il faut apprendre à la jeunesse à respecter les lois, celle-ci particulièrement. Nous ne pouvons plus tolérer la situation actuelle. Il n'y a rien de mauvais pour la population d'un pays, surtout pour la jeunesse, comme d'apprendre à ne pas respecter les lois existantes de sa province. Or, la loi des liqueurs doit être respectée d'une façon toute particulière, parce qu'elle a une portée considérable sur la vie totale de notre province: pour sa vie économique, parce qu'il faut songer à l'après-guerre, pour sa vie intellectuelle, car on sait les belles intelligences qui ont disparu dans les abus de l'alcoolisme, pour sa vie morale et sociale. Bref, elle a une telle importance

que nous ne pouvons tolérer plus longtemps la situation actuelle.

Actuellement, la boisson se vend pratiquement librement dans tous les endroits de la province, dans les clubs qui portent un nom propre, mais qui ne sont généralement que des bouges, dans tous les hôtels qui portent un nom respectable, dans les salles de réunion de la jeunesse, sans contrainte nécessaire. Il n'y a pratiquement pas de limite à l'heure actuelle; la situation est sans contrôle. Pourrions-nous appliquer encore, pendant un an, une loi qui ne peut s'appliquer avec bon sens? Non, parce que telle qu'elle est, la législation actuelle n'est pas conforme à nos bonnes mœurs. Cela est impossible.

La loi n'est pas observée, même par la meilleure partie de notre population. Nous ne pouvons donc pas la faire respecter. On a dépassé toutes les limites de la tempérance. Or, suivant l'expression populaire, au-delà de la clôture, c'est le terrain vague. Il n'y a plus de limites. Quand on a dépassé la limite, il n'y a plus de limites. Pouvons-nous appliquer intégralement la loi actuelle? Je réponds non. Si nous le faisons, si nous voulions imposer l'observance de la loi intégralement, nous obtiendrions un résultat diamétralement contraire à celui que nous désirons atteindre.

La loi actuelle ne correspond ni à nos mœurs, ni à notre vie économique, ni à la situation. Si la loi n'a pas été déposée plus tôt, c'est qu'il fallait donner du temps à ces gens qui, habitués depuis longtemps à la tolérance, ont dépensé beaucoup pour installer des endroits récréatifs. Si nous prenions par surprise tous ceux qui font le commerce des liqueurs illégalement en l'appliquant intégralement, nous commettrions une injustice, car tous les gouvernements ont été tolérants. Nous ruinerions leurs commerces. En second lieu, fermer les établissements tenus convenablement, ce serait favoriser l'ouverture et le pullulement tout autour de trous, de bouges en tous genres, où se fait tout ce qui peut être mal et que la boisson suggère.

Le devoir de la Législature est d'adopter cette loi. La législation vient rapidement, dit-on. Je ne le crois pas. J'ai donné les grandes lignes d'un projet au cours de la dernière session. Nous avons averti les corps intéressés que nous voulions que le commerce des boissons se fasse régulièrement. Depuis un an, nous étudions le problème et nous avons reçu des observations de tout le monde. Depuis trois mois, nous avons commencé à tenir le public au courant des grandes lignes de notre projet, que nous avons modifié en tenant compte des réactions des diverses classes de la population. Nous avons étudié très

attentivement les amendements à apporter. Nous voulons avant tout une bonne loi. Nous croyons que c'est notre devoir impérieux de remettre notre peuple sur la voie de la tempérance, au lieu de l'aiguiller vers la route périlleuse de l'alcoolisme.

Nous ne prétendons pas que la loi est définitive. J'espère que les députés l'adopteront. Elle sera appliquée pendant un an. L'an prochain, dans deux ans, si nous réalisons qu'elle ne donne pas les résultats désirés, nous avons assez de largeur d'esprit pour la corriger, dans le même esprit que nous travaillons aujourd'hui. Nous ne voulons pas d'une loi qui augmentera les revenus du gouvernement, mais qui protégera les jeunes et les adultes et qui favorisera la tempérance.

Nous voulons garder pour la population locale certaines soupapes de sûreté. Cela est nécessaire. Quand on comprime la vapeur, il y a danger que la chaudière éclate. Il faut qu'il y ait, avec les passions humaines, certaines soupapes de sûreté. Autrement, l'éclatement peut se produire. Le gouvernement veut une loi qui conviendra aux gens raisonnables. Si nous tentons d'imposer une législation qui n'est pas raisonnable, nous aurons une réaction entière contre la loi. Nous ne voulons pas une prohibition stricte. Cela s'est toujours avéré désastreux. Si nous empêchons ceux qui sont trop enclins à boire de se procurer légalement de la boisson alcoolique dans des endroits respectables, ils s'en procureront dans ce qu'on appelle des trous.

Nous voulons que les marchands licenciés soient des collaborateurs du gouvernement pour nettoyer la situation. Je vous garantis, M. l'Orateur, que lorsque le devant de la porte de chacun sera nettoyé, les résultats seront faciles à obtenir, et nous aurons des résultats acceptables. Je demande la coopération de toute la population et je sais que nous l'obtiendrons. Nous en avons besoin. Je sais que la population québécoise se ressaisira en un moment aussi important de sa vie, et qu'elle aidera le gouvernement à remettre de l'ordre dans le commerce des liqueurs. Si le projet de loi que nous soumettons est appliqué intégralement, nous obtiendrons des résultats merveilleux.

Nous voulons empêcher que l'alcool ait sur certains groupes les mauvais résultats que l'on connaît. Nous voulons que la population raisonnable aille prendre un verre dans des endroits bien tenus et surveillés pour obtenir des liqueurs alcooliques. Nous voulons faire disparaître les endroits où, à cause de la boisson, on se livre aux abus. Notre loi comporte toutes les mesures de précautions nécessaires. Nous voulons que les débits clandestins

disparaissent. Nous voulons que les clubs commerciaux - je les appelle d'un nom très décent - qui sont, pour la plupart, des bouges et qui attirent une partie de notre jeunesse honnête, qui va s'y gaspiller, cessent complètement d'exister.

Nous voulons que les salles de danse aux alentours des petites cités et villes, où l'on sert de la boisson, qui sont une véritable malédiction et qui sont des occasions certaines de débauche pour notre jeunesse, soient fermées. Il n'y a aucun doute dans mon esprit que la plupart de ce qu'on appelle les clubs commerciaux et les bars ne sont que des repaires de débauche et de prostitution, où des centaines de nos jeunes gens sont en proie aux influences du mal et à la prostitution.

Nous n'avons pas le droit de placer sur d'autres épaules la responsabilité qui nous incombe. Nous voulons faire disparaître cela, et nous venons devant la Chambre avec cette loi pour qu'elle nous aide. Nous demandons au Parlement de nous aider à remettre de l'ordre. Et non pas en dedans d'un an, comme le suggère le chef de l'opposition, mais immédiatement, si nous voulons que la jeune génération soit formée pour les défis des années à venir. Personne ne doit se soustraire à ses responsabilités.

Pour ma part, moi aussi j'ai reçu beaucoup de requêtes. J'ai accusé réception. Plusieurs m'ont écrit: "J'ai bien reçu votre accusé de réception mais je ne vous avais pas écrit". Des femmes, désireuses de protéger leur mari, leur fils ou leur fille, ajoutaient: "J'appuie votre loi. J'approuve en tout point les amendements à la loi dans l'intérêt de mon mari et de mes enfants. Je vous approuve à 100 %". Il s'agit d'un problème urgent, troublant et angoissant. Il faut le résoudre. Nous devons prendre nos responsabilités et tenter d'y apporter une solution.

Le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il était temps qu'une action drastique soit prise. Il est prêt à mettre son avenir en jeu sur l'adoption du bill présenté, avec d'éventuels amendements si c'est nécessaire. J'espère qu'on travaillera à cette tâche sans autre but que de protéger l'avenir. Je suis certain que tous les membres de cette Chambre l'étudieront avec une conscience droite et un souci de préparer l'avenir. Si nous voulons que l'après-guerre ne soit pas un désastre, commençons par faire des lois qui soient respectées. Commençons à habituer la population à obéir aux lois.

En ce qui regarde les infractions, nous imposerons, avec notre loi, des réglementations sévères. La loi impose des pénalités et défend tout changement dans la nature des plaintes. M. l'Orateur,

je voudrais que ma voix soit entendue en ce moment dans tous les foyers de la province. Je donne ma parole d'honneur à toute la province que jamais, pour aucune considération, nous ne faillirons à notre devoir de faire appliquer la loi intégralement, avec justice, à l'avenir. Je donne ma parole à toute la province que ces pénalités seront imposées dans le respect de la loi, et sans craintes ni préférences.

(Applaudissements à droite)

Aujourd'hui, des gens nous trouvent trop cléments. Alors peut-être, il y a des gens qui nous trouveront trop sévères. Nous resterons quand même fermes. Ceux qui sont dans le commerce de l'alcool et de l'hôtellerie nous recommandent, comme l'honorable chef de l'opposition l'a fait, d'ajourner l'étude de notre loi. Je suis obligé de leur répondre que ce ne sont pas leurs intérêts qui sont en jeu, mais l'intérêt de toute la population de la province.

Je suis convaincu que la loi, appliquée comme nous voulons l'appliquer, donnera de bons résultats et que la population tout entière voudra collaborer avec nous. Mais, dans ce domaine, on ne sait pas comment et jusqu'à quel point la coopération peut nous aider. Puis-je dire ici que, depuis quelques semaines, l'honorable procureur général (l'honorable M. Girouard) a obtenu, en certaines occasions, la collaboration de citoyens qui lui a permis d'accomplir beaucoup de bien. Sur la recommandation d'un père et d'une mère de famille inquiets au sujet de leur enfant, le procureur général a fait vider plusieurs établissements de la ville et de la région de Québec. Voilà de la bonne coopération.

S'appuyant sur ses origines, si le peuple canadien a l'esprit, la mentalité, la force qui lui seront nécessaires pour se préparer comme il se doit à la situation que nous laissera l'après-guerre, si notre peuple fait preuve de la fortitude qui s'impose, cette période, pleine d'appréhension, sera favorable à traverser et se passera victorieusement. Si c'est le contraire qui arrive, s'il perd la tête, s'il prend l'habitude de se laisser aller au désordre, si, par esprit de relâchement, il se laisse aller à la débauche, ce sera le désastre. C'est ce que nous voulons éviter par la loi à l'étude que nous avons rédigée avec beaucoup de soins, que nous trouvons non seulement opportune, mais particulièrement urgente pour la vie de notre population, sa vie économique, sa vie sociale, sa vie morale. Cette loi évitera ce cataclysme, car c'est une loi de tempérance.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Après avoir écouté leurs discours, je ne doute pas de la sincérité de

l'honorable premier ministre et de l'honorable procureur général (l'honorable M. Girouard). Je suis plus convaincu que jamais de la droiture de leurs intentions. Je vois plusieurs avantages au nouveau projet de loi. D'abord, il prévoit des sanctions plus sévères. Il est évident que l'ancienne loi n'était pas assez sévère à ce point de vue. Et comme nous avons l'assurance du gouvernement que la nouvelle loi sera appliquée dans toute sa rigueur, je crois qu'il y aura une amélioration considérable.

Un second avantage de la loi, c'est qu'elle réglemente les annonces de liqueurs alcooliques. J'ai déjà proposé en cette Chambre une motion à l'effet que les annonces soient interdites. Le projet qu'on nous présente ne va pas assez loin, mais il interdit d'annoncer que les liqueurs alcooliques sont utiles à la santé, et c'est encore une amélioration notable. Troisième avantage: on ne pourra plus changer les plaintes une fois qu'elles auront été portées. Jusqu'ici, on pouvait faire agir certaines influences pour faire changer les plaintes et modifier les accusations, de façon à n'exposer le prévenu qu'à des peines très minimes. Cela ne pourra plus se faire à l'avenir. Quatrième avantage: les heures de vente sont mieux définies. La vente le dimanche est interdite dans presque tous les cas et des mesures restrictives d'une importance considérable sont prises.

Cependant, il y a une couple d'articles sur lesquels la loi paraît plus large que l'ancienne loi, pas plus large que la pratique qui avait cours depuis quelques années, mais plus large que l'ancien texte de loi. La loi est plus restrictive que l'ancienne, sauf dans deux sous-paragraphe de l'article 5, qui permettent la vente des liqueurs alcooliques au verre aux repas, dans les hôtels, clubs, bateaux à vapeur, wagons-restaurants, cafés. Cette disposition est moins large que la loi actuelle, telle qu'appliquée, mais elle est plus large que la lettre de la loi actuelle. Je ne crois pas pouvoir me rallier sur ce point. Même dans les hôtels de tourisme situés en dehors des grands centres, on pourra obtenir des permis pour la vente des liqueurs en dehors des repas. C'est ce qui me paraît le plus sujet à discussion.

Je comprends que le gouvernement actuel est bien disposé. Mais un autre gouvernement peut lui succéder, qui n'aura pas les mêmes sentiments. De plus, n'y aurait-il pas possibilité de dire expressément, dans la nouvelle loi, que le tout est soumis aux dispositions de l'article 34 concernant l'option locale? Parce que, dans l'ensemble, la loi me paraît apporter des améliorations considérables. Je voterai donc pour la deuxième lecture de la loi. Mais en comité, je voterai contre ces deux sous-

paragraphe "A" et "B" de l'article 5 concernant la vente dans les hôtels et les cafés.

La motion est adoptée.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose: 1. Que l'article 26 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37) soit modifié:

*a.* en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. À moins qu'un permis, à cet effet, ne lui ait été octroyé par la commission, sur paiement des droits prescrits;"

*b.* en retranchant le dernier alinéa.

"2. Que l'article 29 de ladite loi soit abrogé."

"3. Que l'article 30 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 22, et l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 20, soit de nouveau modifié:

*a.* en insérant, dans la neuvième ligne du paragraphe 2, après le mot "commission", les mots "sur paiement des droits prescrits";

*b.* en remplaçant le paragraphe 3 par les suivants:

"3*a.* Toute personne ayant charge d'un hôtel ou d'un café peut, pendant le repas que prend un voyageur, lui vendre des liqueurs alcooliques (sauf les bières en fût) que lui et ses convives doivent consommer sur place pendant leur repas, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cet effet, à ladite personne sur paiement des droits prescrits.

"*b.* Toute personne ayant charge d'un hôtel, d'un bateau à vapeur, d'un wagon-restaurant ou d'un club, peut vendre à tout voyageur ou membre du club, suivant le cas, des liqueurs alcooliques (sauf des bières en fût) qui doivent être consommées sur place, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cette fin, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits.

Ce permis n'est pas accordé pour un hôtel situé en dehors des cités et villes et de la région A. Cependant, s'il est démontré, à la satisfaction de la commission, qu'un hôtel est nécessaire pour le tourisme, elle peut accorder ce permis dans la région B en dehors des cités et villes.

Le permis pour bateau à vapeur ou wagon-restaurant ne peut être octroyé que pour un bateau à vapeur ou un wagon-restaurant faisant un service régulier entre deux points, dans cette province, situés à une distance d'au moins cinquante milles l'un de l'autre, et n'autorise la vente qu'en route, et non durant les voyages d'occasion.

"c. Toute personne ayant charge d'une auberge ou d'un restaurant peut, pendant le repas que prend un voyageur, lui vendre des vins et des bières (sauf des bières en fût) que lui et ses convives doivent consommer sur place pendant leur repas, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cet effet, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits.

"d. Toute personne ayant charge d'une auberge dans la région A peut vendre à tout voyageur des vins et bières (sauf des bières en fût) qui doivent être consommés sur place, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cet effet, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits;"

c. en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 4 les mots "ou d'un magasin où l'on ne vend que des bières";

d. en retranchant, dans les quatorzième et quinzième lignes dudit paragraphe 4, les mots "par la présente loi";

e. en insérant, dans la dix-huitième ligne dudit paragraphe 4, après le mot "hôtel", les mots "ou auberge";

f. en remplaçant les paragraphes 5 et 6 par les suivants:

"5. Toute personne ayant charge d'une taverne peut y vendre des bières au verre, pourvu que la consommation ait lieu sur place et qu'un permis, à cet effet, lui ait été accordé par la commission sur paiement des droits prescrits;

"6. Toute personne ayant charge d'un banquet peut y vendre des vins et bières (sauf des bières en fût) pourvu que la consommation ait lieu sur place et qu'un permis, à cet effet, lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits."

"4. Que l'article 37 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 16 George V, chapitre 21; l'article 2 de la loi 17 George V, chapitre 21; l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 22, et l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 23, soit remplacé par le suivant:

"37. Les droits payables sur les demandes de permis prévus par la présente loi, l'émission de ces permis et le transfert des droits que ces permis confèrent sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

"5. Que l'article 38 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"38. Si le permis est octroyé, les droits payés sur la demande sont appliqués au paiement des droits payables sur l'émission du permis."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>4</sup>: J'ai reçu des centaines de requêtes. Ce sont là des requêtes d'organisations sociales ou patriotiques de mon comté, représentant tous les groupes de la population. Ces requêtes demandent que l'adoption du projet de loi soit retardée à six mois, pour que toutes les classes de citoyens aient amplement le temps de l'étudier. Je signale ce fait pour bien montrer que ces requêtes ne viennent pas d'intérêts privés, mais de l'ensemble de la population.

À qui la faute s'il y a présentement des bouges où la loi n'est pas observée? Qui a accordé des licences à ces établissements et qui les maintient? La Commission des liqueurs a une police qui lui permet de contrôler toutes les infractions à la loi. Le nombre des licences a été augmenté considérablement depuis 1939. Il est toujours facile d'enlever les licences aux établissements où il se produit des désordres. Les endroits que l'on mentionne ne devraient pas exister. La loi actuelle fournit tous les moyens d'empêcher les abus qui ont été signalés.

**M. Gagnon (Matane)**: M. le président, je veux appuyer la demande de l'honorable chef de l'opposition pour la remise de l'étude de cette loi. Je suis en faveur de la tempérance et d'une législation sévère. Je suis père de famille et je veux protéger la jeunesse. Mais la loi nous vient à la fin de la session, quand nous sommes tous fatigués, et l'on devrait l'ajourner. Depuis les premières déclarations faites par le premier ministre dans les journaux, des représentations ont été faites, et je crois comprendre que la loi a été améliorée sur certains points. Alors, ne pourrait-on pas prévoir qu'en permettant à la population de l'étudier encore davantage, on puisse continuer à l'améliorer?

La législation devrait être étudiée très sérieusement. Je n'ai pas eu le temps d'étudier très attentivement la loi, mais l'étude plutôt brève que j'ai pu en faire me convainc que certaines dispositions donnent à la Commission des liqueurs une discrétion considérable, extraordinaire même, au chapitre de l'octroi des permis, même dans l'enlèvement des permis. Il est dangereux de donner à un corps administratif des pouvoirs trop étendus.

**M. Talbot (Chicoutimi)**: J'appuie ce que viennent de dire l'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de Matane. Il importe que ce projet de loi soit étudié à loisir.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

Je ne doute pas de la sincérité des honorables députés de Matane et de Chicoutimi. Le premier ministre a expliqué pourquoi cette mesure doit être présentée au cours de la présente session.

**M. Leduc (Laval):** Parlant au point de vue du consommateur, je crois que la bière en fût devrait aussi être servie avec les repas. Il y a bien des gens qui n'aiment pas aller dans les tavernes et qui sont contents de prendre un verre de bière en fût en mangeant. Pour ceux qui aiment la bière, on sait quelle différence il y a entre la bière en fût et la bière en bouteille.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

Cette exception a été adoptée en 1938. J'ai interrogé les membres de la Commission des liqueurs et, d'après leur expérience, l'initiative était sage. Les propriétaires de restaurants auront des avantages pour compenser cette disposition de la loi nouvelle. On doit laisser aux tavernes le privilège exclusif de vendre la bière en fût. D'ailleurs, qui empêche ceux qui aiment la bière en fût d'aller en prendre dans les tavernes?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à souligner que l'on donne à la Commission des liqueurs des pouvoirs extraordinaires. D'après la loi, le président de la Commission va se trouver à décider bien des choses. C'est lui qui devra décider si on doit danser dans certaines salles. C'est lui qui va décider ce qu'est un hôtel de touristes. Il aura son mot à dire sur la disposition des chambres d'hôtel, des endroits où il se vend des liqueurs, de la façon dont les tables seront placées, etc. Le président peut être un gentil garçon, mais c'est aussi un organisateur politique. Je crois que ça va énormément trop loin. On ne pourra pas changer les plaintes parce qu'il n'y en aura pas. D'après la nouvelle loi, aucune plainte ne peut être portée sans le consentement de la Commission. Le premier ministre dit qu'il va faire observer la loi très sévèrement. C'est de la bouillie pour les chats! Ce n'est pas le gouvernement qui reçoit les plaintes et qui intente les poursuites, mais la Commission des liqueurs.

**M. Gagnon (Matane):** La province est divisée en deux zones. Est-on plus vertueux dans la zone B que dans la zone A? Personnellement, je n'abuse pas des liqueurs alcooliques parce que je n'ai pas la vertu d'aimer cela. On a parlé de tourisme. Je comprends cependant que l'on doit penser à la tempérance avant le tourisme. Mais, dans

la Gaspésie, il y a des hôtels, qui n'ont jamais abusé de la loi. Il me semble que l'on aurait pu penser à cette région.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le député de Matane voudrait-il que la Gaspésie soit dans la région A?

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre veut-il me tendre un piège? Je demande seulement pourquoi on tient à souligner la division qui existe entre Montréal et Québec.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les gens de Montréal pourront boire jusqu'à 2 heures du matin, et ceux de Québec jusqu'à 1 heure seulement. On dit que cette loi est morale. C'est une drôle de moralité!

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** L'honorable député est-il contre le zonage?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'y comprends rien. Je demande qu'on me l'explique.

**M. Leduc (Laval):** Je suis en faveur de la loi, mais je trouve extraordinaire cette question de zonage. Je suis contre le zonage sans être contre la loi. À Montréal, on trouve cela drôle. C'est la seule faiblesse que je trouve dans cette loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette question de zonage est le produit de l'expérience acquise depuis un an et le résultat des discussions qui ont marqué la présentation du projet de loi. Il faut que la loi réponde à la situation. J'ai dit que nous voulions présenter une loi applicable, qui correspond aux mœurs spéciales et à la mentalité de nos gens de chaque région. Nous avons fait connaître nos buts au public. Le public de Québec et le public de Montréal ont réagi différemment. La partie raisonnable de la population de chacune des régions n'a pas demandé les mêmes restrictions. Nous nous en tenons au désir exprimé par le clergé, par la députation et par la population civile.

La ville de Montréal est une ville plus cosmopolite. Les gens commencent leurs journées plus tard et les terminent plus tard. Je parle évidemment des habitudes de vie. De plus, il n'y pas d'hôtels moyens autour de Montréal, comme il y en a autour de Québec. Nous répondons, par cette distinction, au désir exprimé par tous les groupes de citoyens de ces régions. Il était logique de faire une division entre deux régions qui n'ont pas la même mentalité.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'argument du cosmopolisme montréalais n'est pas sérieux! La zone comprend un grand nombre de villes et de villages où l'on vit exactement comme partout ailleurs dans la province. Les petites villes qui foisonnent autour de la métropole sont moins cosmopolites? Il n'y a pas la moindre trace de cosmopolisme.

**M. Leduc (Laval):** Je suis heureux d'avoir écouté les remarques du premier ministre et de constater que cette affaire de zonage n'est pas une question politique. Je suis satisfait des explications données par le premier ministre. Elle méritait d'être expliquée, et je suis sûr que les électeurs de mon comté qui s'y objectaient trouveront rationnelles les raisons du premier ministre. Je ne connaissais pas ces conditions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi nouvelle entrave le rouage judiciaire. Aucun particulier, aucune société ne pourra poursuivre ceux qui violeront la loi.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Quel sera le statut d'un navire parti de la région "A" qui s'en va dans la région "B"? Quels règlements devra-t-on suivre?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** On suivra les règlements de la région d'origine du navire.

**M. Choquette (Montmagny):** Je félicite le gouvernement de ses excellentes intentions et du désir sincère qu'il manifeste de favoriser la cause de la tempérance dans la province. Je n'ai pas le moindre doute que le gouvernement a d'excellentes intentions et qu'il a l'intention de favoriser la tempérance.

Mais on me permettra d'apporter ici quelques réserves. Vu la liberté d'expression d'opinion qui existe dans le Parti libéral, je demande le droit d'exprimer les miennes. Je suis opposé particulièrement à l'article 3 des résolutions, aux paragraphes A et B.

J'estime qu'ils sont le renversement du principe qui est à la base de la loi des liqueurs de 1921. Il y a eu en Amérique deux régimes: celui de la prohibition et celui du commerce régularisé. La prohibition s'est avérée un désastre pour ceux qui l'ont essayée.

En 1921, le gouvernement de la province de Québec a passé une loi. La loi des liqueurs constitue un véritable monument à l'honneur du Parti libéral.

Elle a été imitée dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis. Dans cette loi, on permettait dans le commerce la vente des vins et bières. Mais, en 1921, l'État se réservait le droit exclusif de vendre des spiritueux. Et jamais, malgré les nombreux amendements qui ont été apportés à la loi, on n'a touché à ce principe. Je crois que les amendements actuels vont à l'encontre de ce principe.

La mentalité de la province est devenue telle qu'il faut rétablir la buvette. Je soumets que s'il faut établir des buvettes, elles devraient être sous le contrôle de l'État, qui en retirerait le profit. On ne devrait pas laisser ces bénéfices tomber dans la poche des particuliers.

La loi de 1921 n'a jamais considéré les spiritueux comme une marchandise dans le commerce ordinaire, ni un objet de lucre pour les particuliers. Aussi, pour respecter mon opinion personnelle, tout en approuvant la loi en principe, à cause des améliorations qu'elle comporte, je voterai contre ce pouvoir que l'on accorde aux particuliers de faire des profits avec le produit de la vente des spiritueux. Je représente en cela l'opinion de mes électeurs, et c'est pourquoi je crois mon devoir de la présenter à cette Chambre.

**M. Gagnon (Matane):** Les opinions sur la loi de 1921 sont au moins divisées. Le premier ministre a dit que c'était une loi inapplicable; le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a affirmé que c'était une loi hypocrite. Il est évident que le monument chancelle! On suit l'exemple du zonage apporté pour les vaches laitières et on verra qu'on a tracé deux zones désormais: on dira que la zone A est celle du ministre de la Voirie et la zone B, celle du premier ministre.

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Si on pose le problème de cette façon, je veux que vous sachiez que je suis satisfait d'être dans la zone du premier ministre!

(Applaudissements à droite)

Est-ce que le chef de l'opposition est satisfait d'être dans la zone du ministre de la Voirie?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On vient de parler du ministre de la Voirie, qui est absent de cette Chambre depuis plusieurs semaines et dont la maladie se prolonge. Je n'ai jamais partagé ses opinions, mais malgré les divergences d'opinion, je forme des vœux, au nom de l'Union nationale, pour son prompt et complet rétablissement.



**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'exprimer nos vœux au député de Saint-Hyacinthe, qui connaît nos sentiments. Il me fait plaisir d'annoncer à la Chambre qu'il va beaucoup mieux. Il se rétablit rapidement et il fait déjà une grande partie de son travail départemental. Dans quelques jours, nous le verrons revenir à son siège en Chambre.

(Applaudissements à droite)

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport de la Commission des accidents du travail

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de la Chambre le treizième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, 1940. (Document de la session no 56)

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 1<sup>er</sup> mai 1941

##### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### Loi des liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que les résolutions relatives au bill 56 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Sauvé (Beauharnois):** M. l'Orateur, à la suite de nombreuses requêtes reçues, je propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

**M. Talbot (Chicoutimi):** La mesure peut avoir des conséquences trop considérables pour qu'on l'adopte ainsi à la fin d'une session, sans avoir eu le temps de l'étudier à loisir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas de nouvelles raisons à ajouter à celles que j'ai invoquées cet après-midi. Je crois qu'il n'est pas opportun de renvoyer cette mesure à six mois. La loi actuelle ne peut pas s'appliquer. Il est urgent que, par cette mesure, nous fassions prévaloir des conditions telles que la tempérance puisse fleurir dans cette province. La loi actuelle ne peut pas s'appliquer. Elle ne correspond pas aux mœurs de la population. Le renvoi à six mois nous forcerait à attendre à une autre session pour modifier la loi des liqueurs.

Je suis heureux de cette motion. Elle ne veut pas dire six mois, mais un an. Adoptons la mesure telle que proposée. Notre loi ne peut pas être parfaite, mais d'ici un an, nous en surveillerons l'application, et, si la chose est jugée nécessaire, nous ferons alors les changements utiles et nous éliminerons les imperfections. Je crois que cette motion devrait être rejetée parce qu'il y a urgence. La population de la province a besoin de cette loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons reçu des centaines de requêtes de la part des autorités civiles et religieuses de tous les coins de la province, à savoir que la loi est présentée trop tard pour être étudiée convenablement. Elle soulève des problèmes trop considérables pour qu'on prenne le risque de l'adopter immédiatement. Je tiens à laisser le débat sur le plan où l'a placé le procureur général. Ce n'est pas le temps de faire des considérations partisans.

La loi actuelle date de 1921. Le premier ministre dit que le renvoi à six mois veut dire un an. Il sait bien qu'une session peut être convoquée à quelques jours d'avis. S'il faut en croire le premier ministre, il y a 20 ans qu'il est urgent de la modifier. Depuis quand y a-t-il urgence, quand il s'agit d'amender une loi qui date de 1921? Une urgence de 20 ans, c'est un peu fort. Elle a subi l'expérience des années; il faut y penser deux fois avant de la changer.

Procéder trop vite, c'est plus mal que de procéder en retard. Cette loi est imparfaite, il n'y a

pas de doute là-dessus. Elle ne rencontre pas l'assentiment de la population. Elle fera plus de mal à la cause de la tempérance que la loi actuelle. Il y a du bon et du mauvais dans cette loi. Je ne vois pas pourquoi on insiste pour procéder. Si le premier ministre a pris deux ans à délibérer avant de présenter cette loi, pourquoi veut-il que la Chambre l'adopte en deux jours?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Sans rien retirer de ce que j'ai dit cet après-midi, je crois que je devrai voter pour le renvoi de la loi à six mois. Je suis prêt à voter le principe du bill en deuxième lecture parce que je crois que, dans l'ensemble, il constitue une amélioration. Mais, comme il y a dans cette mesure des points sur lesquels il y a lieu de discuter, je voterai pour le renvoi à six mois.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le chef de l'opposition dit que la loi actuelle date de 20 ans. Si la loi est vieille de 20 ans, c'est une raison additionnelle pour la rajeunir et pour la rendre plus applicable à la situation présente. Je m'explique difficilement que l'on veuille maintenir en force dans les Statuts une loi très difficile d'application, sinon inapplicable, qui a été une cause de désordre. Il existe des discordes qui doivent disparaître.

La loi actuelle a été violée sous tous les gouvernements. On a accordé des permis de clubs à des hôtels alors qu'on savait que c'était illégal, en marge et sous le couvert de la loi. L'état de choses actuel n'est pas désirable. Si on veut vraiment guérir le mal et favoriser la tempérance, il est temps de présenter à la province et de mettre devant cette Chambre une loi franche, sincère et applicable.

Je le répète, la Chambre notera que la nouvelle loi conserve intégralement le principe de l'option locale. Les contribuables qui ne veulent pas de débits de boisson n'ont qu'à adopter un règlement de prohibition. C'est agir dans le meilleur intérêt de l'individu et de la famille. Le chef de l'opposition a eu plus d'expérience que moi avec la loi des liqueurs. Il a été procureur général pendant trois ans. Il n'est pas possible de continuer avec la présente loi, il le sait.

La population n'a pas été prise par surprise. Depuis deux mois, le premier ministre a donné des déclarations aux journaux pour expliquer ce que serait la loi. Ces déclarations ont été faites dans le but de permettre à la population de dire ce qu'elle en pensait.

Le projet actuel contient les amendements qui correspondent le plus aux réactions que nous avons

eues. C'est le devoir du gouvernement de présenter le projet de loi, et dès maintenant.

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Matane):** Nous avons fait valoir nos vues. Comme l'a dit le chef de l'opposition, cette loi, que l'on trouve si mauvaise, est en vigueur depuis 20 ans. Il n'est pas nécessaire de la chambarder quand elle donne au gouvernement tous les pouvoirs nécessaires à son application. Les licences de clubs, ce sont les ministériels qui les ont accordées. Ces licences peuvent être retirées n'importe quand. Mais la loi qu'on présente permet de rétablir dans la province la vente des spiritueux au verre. De plus, le principe de l'option locale ne me paraît pas clairement gardé dans ce bill. On aura le pouvoir d'accorder des licences d'hôtels de tourisme dans toutes les municipalités.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Non seulement la vente au verre exposera les jeunes à s'habituer à boire, mais encore exposera la population à boire de la boisson frelatée. J'appuie le renvoi de la mesure à six mois.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Chaloult, Choquette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 48.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. l'Orateur:** La Chambre vote-t-elle de la même façon sur la motion principale?

**M. Chaloult (Lotbinière):** En vertu du même principe, vu que le bill n'est pas renvoyé à six mois, je vote pour la motion principale parce que je suis favorable au principe du projet. Je réclame le vote sur la motion principale.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 49.

**Contre:** MM. Bégin, Choquette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre adopte maintenant lesdites résolutions.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise comme dans le cas du vote précédent. Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Beauharnois):** Je propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que la motion en discussion soit amendée en y retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Chaloult, Choquette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac),

Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 50.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. l'Orateur:** Est-ce que la Chambre est prête à accepter la même division sur la motion principale?

**M. Chaloult (Lotbinière):** En vertu du même principe, vu que le bill n'est pas renvoyé à six mois, je vote pour la motion principale. Je fonde mon attitude sur le droit parlementaire.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 51.

**Contre:** MM. Bégin, Choquette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>5</sup>:

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"*a*. En remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

"6° Le mot "repas" désigne un repas dont le prix est de quarante cents ou plus, abstraction faite

du prix de toute liqueur alcoolique servie avec les aliments;".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général sait-il qu'en Ontario le prix des repas qui permet d'obtenir des liqueurs alcooliques a été fixé à 35 cents? La loi nouvelle porte ce chiffre à 40 cents. Il me semble que le changement est peu pratique. Elle ne nous occasionnera pas une concurrence appréciable.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Il est bien possible que le prix soit de 35 cents en Ontario, mais on a cru logique d'adopter le prix moyen du repas. Le chef de l'opposition nous a dit souvent que nous ne devons pas légiférer pour l'Ontario. C'est ce que nous faisons présentement. Le prix du repas a été porté à 40 cents pour prévenir certains abus.

Le comité étudie ensuite le paragraphe *d* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"*d*. En remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

"9° Le mot "taverne" désigne un établissement situé dans une cité ou une ville et spécialement approprié à la vente au verre de bières devant être consommées sur place;".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a parlé des clubs. Depuis quelque temps, le nombre des clubs qui constituent des hôtels déguisés pour faire des profits, a doublé. Ce ne sont pas d'ailleurs des clubs sociaux, politiques ou athlétiques, mais de véritables bars.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le chef de l'opposition a raison jusqu'à un certain point. Il y a bien des clubs qui ne se conforment pas à la loi. C'est pourquoi nous voulons en éliminer. Pour son information, il y avait, dans la ville de Montréal, au 1<sup>er</sup> octobre 1939, 78 clubs. Au 1<sup>er</sup> février 1941, ce nombre avait été porté à 81, soit une augmentation de trois. On ne peut pas dire que le chiffre a doublé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Trois de plus, c'est une aggravation.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** La nouvelle loi veut précisément faire disparaître les abus. Elle abolit l'article 31 en vertu duquel les licences de clubs sont émises. Depuis neuf ans, des

permis ont été accordés à des hôtels et des clubs. Le chef de l'opposition sait que pas un hôtel dans la province ne s'est conformé à l'article 31<sup>6</sup>. Au point de vue pratique et bons sens, il était impossible de se conformer à la loi. C'est pour cela que nous la modifions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et les tavernes, on n'y vendra que de la bière?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Exclusivement de la bière. Je profite de la circonstance pour rendre hommage aux taverniers de la province. Ce sont encore les taverniers qui ont le mieux respecté la loi. Ils se sont toujours conformés à la loi intégralement, en fermant leurs établissements à l'heure et en ne vendant que les liqueurs qu'ils doivent vendre. Ils méritent des félicitations. J'espère que les autres propriétaires d'établissements nous donneront la même précieuse coopération.

Le comité étudie les sous-paragraphe 19 et 19*a* du paragraphe *g* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"*g*. en remplaçant les paragraphes 19 et 20 par les suivants:

"19° Le mot "café" désigne un établissement situé dans une cité ou une ville de plus de vingt mille âmes et pourvu d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et où l'on sert des liqueurs alcooliques aux repas;

"19*a*. Le mot "restaurant" désigne un établissement situé dans une cité ou une ville de plus de vingt mille âmes et pourvu d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et où l'on sert des bières et vins aux repas;".

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Dans les cafés, on pourra vendre les trois catégories de liqueurs alcooliques, tandis que, dans les seconds, on ne pourra vendre autre chose que de la bière et des vins. Il n'y aura pas de licence de café ou de restaurants, sauf dans les cités et villes d'au moins 20,000 âmes. La police des liqueurs aura la liste des divers établissements et pourra savoir s'il s'agit d'un café ou d'un restaurant. D'ailleurs, le propriétaire sera tenu d'afficher s'il s'agit d'un café ou d'un restaurant.

**M. Gagnon (Matane):** Le but de la loi est-il de restreindre le nombre des cafés et restaurants?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Certainement, parce que nous voulons favoriser la tempérance.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne veux pas que l'honorable procureur général pense que je m'oppose à sa volonté de favoriser la tempérance.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Très bien!

(À ce moment, l'Orateur suppléant, M. Valmore Bienvenue, élu ce jour même "dauphin" du Barreau de Québec, entre en Chambre et reprend sa place au fauteuil de président du comité.)

**Des députés** applaudissent l'Orateur suppléant de la Chambre.

Le comité étudie le sous-paragraphe 25<sup>o</sup> du paragraphe *h* de l'article 1 et se lit comme suit:

"25° L'expression région "A" désigne l'Île de Montréal et les districts électoraux d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Châteauguay-La Prairie, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Papineau, Pontiac, Richelieu-Verchères, Shefford, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-Napierville, Terrebonne, Trois-Rivières et Vaudreuil-Soulanges;"

Le sous-paragraphe 25 du paragraphe *h* de l'article 1 est amendé et se lit comme suit:

"25° L'expression région "A" désigne l'Île de Montréal et les districts électoraux d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay-La Prairie, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Papineau, Pontiac, Richelieu-Verchères, Rouville, Shefford, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-Napierville, Terrebonne, Trois-Rivières et Vaudreuil-Soulanges;"

Les amendements sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 32 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits

amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est bien inutile de remettre la troisième lecture et de provoquer un autre vote. Nous croyons la législation prématurée, mais il y a du bon et du moins bon dedans. Nous ne prolongerons pas la discussion, vu l'attitude de l'honorable procureur général. Je suis prêt à adopter le bill sur division.

(Comme les députés ne sont pas appelés à voter, le député de Lotbinière se lève pour préciser son attitude.)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je tiens à enregistrer mon opposition aux sous-paragraphe A et B de l'article 5.

**M. Caron (Hull):** Étant absent de la Chambre au moment du vote, je tiens à déclarer que si j'avais été présent, j'aurais voté en faveur du bill.  
(Applaudissements à droite)

**M. l'Orateur:** La motion pour la troisième lecture sera-t-elle adoptée?

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 15.

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 2 mai 1941, à la page 1.

2. Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député libéral fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine

et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1926 à 1930 et procureur général de 1935 à 1941. En 1939, le respect à l'égard de Lapointe et sa garantie que le gouvernement libéral fédéral n'obligera pas les Canadiens à la conscription pour le service de guerre outre-mer aident à obtenir l'appui des Canadiens français à la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 2 mai 1941, à la page 5.

4. Un page vint lui remettre une série de documents, selon *La Presse* du 2 mai 1941, à la page 19.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 2 mai 1941, à la page 11.

6. En vertu de cet article, on ne pouvait servir que les liqueurs alcooliques appartenant aux membres du club, selon *La Presse* du 2 mai 1941, à la page 26.

Séance du vendredi 2 mai 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 11 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Pouvoir exécutif**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 54 concernant le pouvoir exécutif.

Il s'agit de faire disparaître une clause de la loi qui rattache le ministère de la Santé à un autre ministère. Par cette mesure, le ministère de la Santé deviendra un ministère distinct dans un avenir rapproché.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des coroners**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi des coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demandes de documents:**

**Lot 5 du rang XI de McNider**

**M. Dufour (Matapédia)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Dumaine), qu'il soit mis

devant la Chambre copie de tout document concernant le lot 5 du rang XI du canton de McNider depuis l'émission du billet de location de ce lot.

Adopté.

**Explications sur des faits publiés:**

**Club de réforme**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je viens de lire une nouvelle fantastique. *L'Événement-Journal* annonce ce matin que j'assisterai demain midi à un déjeuner du Club de réforme de Québec. L'entrefilet se lit comme suit:

"Le prochain déjeuner du Club de réforme aura lieu demain à une heure. Le premier ministre de la province, l'honorable Adélard Godbout, sera présent. Il dira même quelques mots. L'honorable Maurice Duplessis, chef de l'opposition, assistera également, de même que les honorables Pierre-Émile Côté et Edgar Rochette."

C'est une nouvelle abracadabrante!

(Rires à droite)

Je n'ai pas encore reçu l'invitation, mais je n'y serai pas. J'ai à peine besoin d'ajouter que tout le monde sait que le Club de réforme n'a de réforme que de nom, et c'est une organisation libérale avec laquelle je n'ai rien à faire!

(Rires à droite)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition proteste parce qu'il n'a pas été invité à parler à ce déjeuner, la chose pourrait s'arranger facilement!

(Rires à droite)

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** On peut inviter aussi le député de Matane (M. Gagnon)!

(Applaudissements à droite)

**Subsides**

**Budget des dépenses  
1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Commerce et industrie, pour l'exercice de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Mon département poursuit actuellement un intéressant travail de recherche au sujet des gourganes. J'espère que ces recherches apporteront des développements considérables dans un avenir rapproché.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je demande que l'on continue les recherches en Gaspésie, où il y aurait dans le sous-sol de l'huile, du zinc, du cuivre et autres métaux. À certains endroits, poursuit-il, l'huile semble venir de la terre. Est-ce que le département du ministre a fait des recherches pour découvrir les sources de pétrole de la Gaspésie?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Oui.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Est-ce que les recherches se poursuivront?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Oui.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement ne doit rien ménager pour découvrir et développer les riches mines de la Gaspésie. Dans le canton Lemieux, on a découvert 15,000,000 de tonnes de zinc. Que la province établisse une raffinerie de zinc! Il y a aussi en Gaspésie d'importants gisements de cuivre.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le gouvernement fédéral devrait créer des industries de guerre en Gaspésie, où l'on peut développer des pouvoirs d'eau.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** À mon avis, le seul endroit où une industrie pourrait s'installer est à Rivière-Madeleine, où il y a un quai à eau profonde et où la navigation peut se faire douze mois par

année. Il serait pratique d'établir une industrie à cet endroit.

**M. Gagnon (Matane):** Je suggère que la province s'empare des pouvoirs d'eau de la Gaspésie avant qu'ils ne tombent aux mains des compagnies privées.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Peu après son élection, le député de Gaspé-Nord m'a fait des représentations dans ce sens. Un ingénieur a été envoyé sur les lieux pour faire une étude, selon les suggestions proposées. Le travail se continue. On peut être assuré que le gouvernement fera l'impossible pour aider au développement industriel de la Gaspésie.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bureau des statistiques de Québec, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi de l'inspection des hôtels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cent dollars, nécessaire pour défrayer l'article Inspecteurs-vérificateurs, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi relative à la radiodiffusion dans la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi a-t-on réduit cet item?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** C'est le chef de l'opposition lui-même qui a supprimé le programme de *L'Heure provinciale*, à la radio.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au cours des dernières élections provinciales de 1939, le



gouvernement fédéral a voulu contrôler *L'Heure provinciale*. Mon gouvernement a refusé et préféré faire disparaître ce programme de musique, de chant et de conférences, plutôt que de reconnaître l'ingérence fédérale en matière d'éducation. Le ministre de la Justice et de la Radiodiffusion, l'honorable Ernest Lapointe, m'avait défié lors des élections provinciales de 1939. Mais, avec sa bravoure coutumière, il avait décidé que je ne n'aurais pas le droit de lui répondre à la radio, à moins de lui soumettre le texte de mes remarques et de le faire censurer.

Autrement dit, lui, qui me défiait, disait que je n'aurais le droit de dire que ce qu'il voudrait bien. C'était un combat. Il décidait où, quand et comment je devais frapper, quand je devais arrêter, et se réservait le droit de répondre comme il voudrait, et de me frapper comme il l'entendait, après m'avoir lié. On sait que je ne préparais jamais de texte. C'était donc me contraindre à ne pas parler à la radio. On en a profité. Radio-Canada a radiodiffusé en anglais et en français le discours d'Hitler à Dantzig, et, quelques jours plus tard, le premier ministre et procureur général, qui était alors celui qui parle en ce moment, ne pouvait parler à la radio sans demander la permission et sans soumettre son texte. Le fédéral a voulu contrôler la radio dans la province. En matière de radiodiffusion, Ottawa n'a pas de droits exclusifs. Nous avons des postes dans la province, et nous payons des taxes.

Comme premier ministre de la province de Québec, dans une élection générale provinciale où il n'y avait en litiges que les élections provinciales québécoises, j'ai prétendu que je n'avais pas le droit de reconnaître cette ingérence fédérale. Je prétends que le fédéral n'a aucune juridiction sur les programmes qui regardent uniquement la province, et notamment l'éducation. Lorsque surviennent des élections provinciales, c'est la province qui doit être juge des textes.

Ottawa n'a pas le droit de nous dicter ce qu'il faut dire. Ottawa a des droits, mais les provinces ont aussi leurs droits. Et je dis en particulier que les mêmes gens qui approuvent Ottawa présentement, parce que ça fait leur affaire politique, seront les premiers à s'en repentir plus tard. Je ne parle pas au point de vue partisan, mais au point de vue des intérêts de la province. À ce point de vue, nous devrions présenter un front uni, afin d'obtenir le redressement de nos griefs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition nous demande de présenter un front

uni sur cette question. C'est difficile à réaliser. Sur la question de la radio, je ne puis blâmer le fédéral de l'attitude qu'il a prise. Je trouve, au contraire, que l'on n'a pas montré assez de sévérité. Le chef de l'opposition a fait l'historique de ses démêlés avec le fédéral. Tout le monde se rappelle que c'est lui qui a porté les premiers coups. Le chef de l'opposition doit se rappeler que c'est lui qui a attaqué le premier, qui a lancé le défi. Il a eu la réponse qu'il devait avoir. La règle dont il se plaint a été appliquée à tout le monde. Tous les orateurs de tous les partis ont été forcés de soumettre leur texte. Et elle a valu pour tout le monde.

Je dis que c'était nécessaire et sage, étant donné le terrain politique où le chef de l'Union nationale avait placé la lutte, et qu'il avait appelé l'électorat à se prononcer. Cependant, au cours des élections provinciales de 1939, ce sont des questions provinciales qui auraient dû être débattues. C'était une lutte provinciale et, pour moi, je n'ai pas voulu en sortir, sauf pour répondre au premier ministre du temps. C'est le chef de l'opposition qui a porté la lutte sur le terrain de la participation à la guerre. Or, nous étions en guerre à ce moment, et le fédéral est la seule autorité en matière de guerre.

Le gouvernement du dominion avait le droit et le devoir de prendre des mesures pour empêcher que tout ce qui pouvait soulever la population en temps de guerre ne se propage. L'Union nationale voulait faire de la participation de Québec à la guerre un enjeu de la campagne, et c'était une question très délicate. C'était un devoir impérieux, pour le gouvernement fédéral, d'intervenir pour empêcher que rien ne nuise à l'effort de guerre. Et je trouve même qu'Ottawa pourrait être plus sévère qu'il ne l'est actuellement. Non seulement on n'a pas le droit de soulever la population, mais on n'a pas le droit, aussi, de la laisser soulever par qui que ce soit.

Si le fédéral n'avait pas fait son devoir, et s'il ne faisait pas son devoir, je l'aurais dénoncé et je le dénoncerai. Comme le chef de l'opposition, nous étions obligés de soumettre nos textes à la censure. J'ai, comme tous les orateurs, soumis mes textes de discours. Si le chef de l'Union nationale les avait soumis, ses textes n'auraient pas été amputés, car je suis sûr qu'il n'avait pas l'intention de prononcer de paroles séditeuses.

Sur ce terrain, le chef de l'opposition trouvera que je ne m'accorde pas avec son attitude d'aujourd'hui. Je m'accorde plutôt avec ce qu'il prônait autrefois, quand il proclamait, sous le gouvernement Taschereau, que l'air appartenait à tout le monde. Il disait que c'était le fédéral qui avait juridiction sur la radio. Maintenant, il change d'idée.

Le Conseil privé a décidé que le fédéral avait juridiction en matière de radio. Au sujet des programmes de radio en matière d'éducation, je soutiens que le fédéral n'a aucune juridiction, et je sais qu'il n'interviendra pas. Mais, encore une fois, le gouvernement fédéral avait le devoir d'intervenir dans le domaine de la participation à la guerre, et s'il ne l'avait pas fait pendant la dernière campagne électorale, je lui en aurais fait le reproche, comme je lui fais reproche de ne pas contrôler actuellement, en outre, certaine presse et être assez sévère contre certains orateurs publics.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lors de l'élection générale provinciale, personne n'avait le droit de mettre en doute la loyauté et la responsabilité du premier ministre et du procureur général de la province du temps. De la minute où les élections provinciales ont été déclenchées, le fédéral a donné ordre d'établir la censure sur les discours prononcés. On a changé d'idée depuis. Plus tard, les mêmes gens, qui prétendaient que tout discours à la radio devait être soumis auparavant, sont venus me demander de parler en faveur d'une œuvre de guerre. J'ai dit que s'il me fallait soumettre mon texte et s'il y avait censure, je n'irais pas. Je n'ai pas voulu soumettre de texte, et on a accepté mes conditions.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai fait partie d'un comité chargé de surveiller la propagande à la radio. À mes côtés siégeait un représentant de l'Union nationale. On ne peut prétendre que la censure n'ait été établie que pour l'Union nationale. Les règlements ont été faits pour s'appliquer à toutes les provinces et à tous les citoyens du pays, indistinctement.

**M. Labbé (Mégantic):** La censure a été établie à la veille de l'élection...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Comme d'habitude, le député de Mégantic ne connaît rien et parle à travers son chapeau. Les règlements de censure ont été adoptés en mars 1939, c'est-à-dire six mois avant l'élection. Le chef de l'opposition dit qu'il ne prépare jamais de texte. Qu'il me permette de lui dire que cela paraît dans ses discours et c'est tant pis pour lui!

(Rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite un article du *Canada* au sujet de la censure.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition me permettra-t-il une question? Qui a donc écrit le texte du discours qu'il a déclamé à la radio pendant la dernière élection de Terrebonne?

**M. Lorrain (Papineau):** Les discours sans texte du chef de l'opposition valent joliment mieux que les discours avec texte préparés depuis six mois par le ministre sur les questions d'éducation.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### NOTE

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 3 mai 1941, à la page 12.

## Première séance du mardi 6 mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte un peu avant 11 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Explications sur des faits publiés:

Article du  
magazine *Life*<sup>1</sup>

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
M. l'Orateur, avant de passer à l'étude de l'ordre du jour, je désire faire, devant la Chambre, une très brève rectification au sujet d'un article publié dans le magazine *Life* du 5 mai dernier, sous la signature d'un rédacteur du nom de Eliot Janeway, dans lequel il accuse les Canadiens français de constituer ici, dans notre province, à travers le pays et les autres pays du monde qui défendent la liberté et la justice, une cinquième colonne<sup>2</sup> idéale, et d'être essentiellement en faveur de l'Axe.

Je ne veux pas donner à l'auteur de ces attaques absurdes plus d'importance qu'il n'en mérite, mais il faut conclure que son article prouve qu'il ne connaît évidemment rien de notre vie nationale, qu'il n'a pas lu notre histoire nationale, qu'il n'a rien vu de ce qui se passe ici, ou bien qu'il n'a pas la largeur de vue et l'impartialité qui doivent caractériser les membres de la presse et qui caractérisent la presse de notre pays.

L'auteur en question accuse les Canadiens français de constituer une cinquième colonne, ici, au Canada et dans l'Amérique, qui diminuerait l'effort de guerre du Canada. C'est bien mal connaître notre mentalité et la mentalité des pays britanniques. C'est n'avoir aucune notion de notre situation dans l'Empire, de notre histoire. Les Canadiens français sont des gens d'ordre, épris de justice et d'idéal. Ils l'ont toujours été. Les Canadiens français ont toujours été un peuple fidèle à ses traditions et à ses principes, un peuple qui respecte la justice et la paix.

Ils ont déjà donné à la couronne britannique des preuves de loyauté si éclatantes, sur lesquelles je ne veux pas insister. La discrétion est toujours de mise et ils ont utilisé cette arme pour la paix. Si parfois ils se sont laissé attaquer sans manifester, c'est qu'ils avaient à cœur de protéger l'unité

nationale. Ils ont toujours été loyaux à la couronne britannique parce que les Canadiens français sont partisans de l'ordre, de la justice, de l'équité et de la paix sociale, et en toutes choses. S'ils ne se vantent pas de leurs accomplissements, c'est parce qu'ils ont toujours eu foi en une attitude de modestie et d'effacement et qu'ils sont d'avis que cette attitude ajoute au triomphe de la cause pacifiste et de l'unité du pays. Et si, pour la paix et l'ordre, il devient nécessaire d'accepter des sacrifices, nous le ferons.

Toute l'histoire du Canada français démontre non seulement comme il est souverainement injuste de les accuser d'être contre l'effort de guerre, mais même comme il est absurde et injuste de les soupçonner d'avoir même quelques pensées qui ne concorderaient pas avec les principes de défense nationale, contre la cause commune et contre ceux qui veulent voir régner l'ordre et la justice pour toutes les classes.

Nous avons, nous, Canadiens français, plus de raisons que quiconque d'être loyaux. Nous avons plus que personne témoigné notre loyauté à la couronne britannique. Nous avons plus que personne besoin de la couronne britannique, de sa juste et équitable protection. D'ailleurs, nous avons multiplié sans cesse, au cours de notre histoire, les exemples de cette loyauté inaltérable parce que, plus que personne, nous avons intérêt à la défendre, qu'il ne doit pas être nécessaire de nous défendre d'attaques telles que celles qu'on vient de proférer contre nous.

Si, comme Canadiens français, nous avons des raisons particulières d'être loyaux envers la couronne, nous avons aussi, à cause de la présente guerre, des raisons profondes de nous dévouer, jusqu'au dernier sacrifice, et de lier intimement notre cause à celle des Alliés. Encore une fois, ne l'oublions pas, c'est celle de l'ordre, de la discipline, de l'équité, de la justice que nous défendons. Or, nulle part au monde, nulle part plus qu'en notre province, la cause de la justice et de l'équité n'est plus chérie; nulle part on n'en a donné de preuves plus tangibles envers les autres que chez les Canadiens français.

Nous avons été loyaux par le passé, nous sommes loyaux, et nous entendons demeurer loyaux, malgré les attaques qu'on nous lance de façon périodique. C'est pourquoi nous nous défendons avec tout notre cœur et toute notre âme contre les attaques surnoises, basses et malheureuses de certains journalistes étrangers qui veulent nous faire passer pour des traîtres et des lâches. C'est pourquoi

la base de ces attaques injustes et fausses ne fera croire à personne que les Canadiens français sont des traîtres et des lâches.

Lors de la dernière guerre, les Canadiens français ont donné des preuves de leur valeur et de leur héroïsme. À cette guerre-ci, qu'on me cite un régiment dont les cadres ont été remplis plus vite qu'un régiment canadien-français! Qu'on nous cite une autre partie du monde britannique, où les sacrifices, sacrifices financiers comme les autres sacrifices, ont été consentis avec plus d'enthousiasme qu'ici! Et, malgré cela, nous accepterons de subir les injustices qu'on nous lance.

Qu'on nous cite un pays de l'Empire où l'on ait accepté l'effort de guerre et l'effort financier avec plus d'esprit de sacrifice, afin d'obtenir un effort pleinement efficace, et nous reconnaitrons qu'on peut nous blâmer! Le peuple de notre province n'a reculé devant aucun sacrifice pour l'unité nationale. Quand on pourra prouver le contraire, on pourra nous attaquer et nous accepterons de subir les injures qu'on nous lance!

Ce monsieur, que personne ne connaît ici et que personne ne veut connaître, veut se donner comme représentant du gouvernement américain. Or, je sais pertinemment qu'il n'en est rien, car personne ne coopère plus parfaitement avec les idéaux américains que le gouvernement du Canada. Est-il besoin de dire que le Canada et les États-Unis travaillent en parfaite harmonie dans leurs efforts aux côtés de l'Angleterre pour sauver la civilisation? L'entente entre les deux pays est parfaite. Et aucun gouvernement n'a fait d'effort plus sérieux, personne n'a donné plus de preuves et de témoignages de cette entente pour l'effort de guerre que le gouvernement de Québec, envers celui du Canada. J'ai l'orgueil de dire qu'aucun gouvernement, au Canada, ne coopère plus étroitement avec le gouvernement d'Ottawa, sans réserve, que le gouvernement du Québec, et dans aucune autre province, l'effort de guerre n'est plus complet que dans la province de Québec.

Nous comprenons notre devoir à l'égard des administrés provinciaux. Nous comprenons aussi notre devoir, qui est d'une portée beaucoup plus haute et plus sublime, envers le gouvernement du Canada, notre pays, en ces heures tragiques, pour le triomphe de la cause commune. La victoire de l'Empire britannique sera celle du christianisme, de la justice, de la liberté, et c'est là une cause que nous sommes fiers et heureux de défendre. Voilà pourquoi, comme représentant de la province de Québec, nous n'avons refusé aucun sacrifice qui nous a été demandé pour la cause commune. Le

gouvernement fédéral peut rendre témoignage de cette collaboration complète à l'effort de guerre. Ottawa attestera sans aucun doute de la loyauté de notre province lorsque ce sera nécessaire.

De tels articles font du tort; bien qu'ils ne soient pas pris au sérieux par les gens au courant de la situation, ils n'ont pas raison d'exister en ces temps que nous traversons. Aujourd'hui, je voulais tout simplement dire notre mépris pour des attaques comme celles de Janeway et dire aussi notre assurance que, dans tous les milieux éclairés britanniques et américains, ces attaques portées contre nous seront considérées avec mépris et seront accueillies avec autant de dédain et de dégoût qu'elles en inspirent. Malgré tout le dégoût et l'indifférence que cet article et son auteur méritent, il nous incombe de rétablir les faits aux yeux du public, ce que je fais à présent, au nom de mes compatriotes et de la province de Québec.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas attacher plus d'importance qu'il n'en faut aux élucubrations de ce journaliste américain et à des ragots du genre de celui de *Life*. Les Canadiens français n'ont pas besoin de défendre leur loyauté, car la loyauté des Canadiens français est traditionnelle. Elle est si grande qu'elle est devenue légendaire au sein de l'Empire. Nous en sommes fiers. Il est passé en dicton de dire: "Loyaux comme les Canadiens français".

Pour ce qui est de la coopération entre le gouvernement d'Ottawa et celui de Québec, nous en reparlerons plus tard. Ce que j'ai à dire pour le moment, c'est que je crois que le devoir des autorités fédérales est d'empêcher la diffusion de feuilles aussi méprisables et autant insultantes que celle-là, dans la province de Québec et dans le Canada tout entier. Des articles comme celui dont il est question sont injustifiables. Ce n'est pas la première fois que des journalistes étrangers nous lancent des injures par l'intermédiaire de ce magazine<sup>3</sup>. La meilleure façon de manifester notre mécontentement, c'est de demander aux autorités fédérales d'intervenir immédiatement et d'interdire l'entrée et la circulation de ce magazine, qu'on appelle *Life*, au Canada.

(Applaudissements)

**Pouvoir  
exécutif**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-

de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 54 concernant le pouvoir exécutif.

Adopté.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1981-1982 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des agents généraux de la province" (Affaires municipales, Industrie et Commerce), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question au ministre du Commerce.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les agences commerciales ont donné, jusqu'ici, des résultats très satisfaisants. Plusieurs contacts ont été établis, grâce à leur intervention, entre des industries étrangères et le Québec. Entre autres choses, M. Rosario Messier, l'agent de la province à Ottawa, a rendu à sa province des services incalculables.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Je félicite le gouvernement de l'initiative qu'il a prise au sujet des agences commerciales. L'extension du commerce et de l'industrie, continue-t-il, dépend surtout de l'initiative privée. Mais le gouvernement se doit d'encourager ceux qui veulent travailler à agrandir notre patrimoine commercial et industriel. Il y arrivera avec le concours de ces agences.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait abolir l'agence de New York, qui coûte trop cher pour ce qu'elle peut nous rapporter, pendant la guerre surtout.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Cette agence a beaucoup aidé à accentuer le mouvement touristique. Elle a fait beaucoup pour le commerce, l'industrie et les pêcheries, notamment en faisant vendre à nos pêcheurs une grande quantité d'anguilles.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** De mon côté, je ne vois pas en quoi le ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce peut être utile à la province. Que le département dirige le plus possible les jeunes gens des villes vers les carrières industrielles!

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** L'agence de New York devrait nous obtenir le marché de l'Amérique du Sud pour notre morue séchée et notre poisson salé. Je demande au ministre de se servir de l'agence de New York pour trouver un marché au poisson fumé des Madelinots.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des bourses pour cours additionnels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Maison des étudiants canadiens à Paris, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Monument national, Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille huit cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Musée et archives de la province de Québec, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des monuments historiques ou artistiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Octroi annuel (McGill University, Montréal), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Aide *re*: entretien d'un institut de neurologie (McGill University, Montréal), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Travaux de la Chambre:

##### Bills à étudier à la présente session

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement doit présenter encore cinq ou six lois avant la fin de la session.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 6 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Recours en cas d'accident du travail

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), la permission de présenter le bill 43 modifiant le Code civil<sup>5</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Code de procédure civile

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), la permission de présenter le bill 62 modifiant le Code de procédure civile<sup>6</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Successions des militaires

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), la permission de présenter le bill 64 concernant les successions des militaires.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le but de ce dernier projet est de donner à tous nos militaires en service actif le droit de tester, quant à leurs biens meubles, même s'ils n'ont pas 21 ans; d'exempter, des droits de succession, les successions des militaires dont la valeur ne dépasse pas \$1,000, et de donner un effet rétroactif à la loi à compter de la déclaration de guerre. La loi pourvoit au rappel automatique de cette loi un an après la fin du conflit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté, adopté!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions

relatives au bill 64 concernant les successions des militaires.

Adopté.

### **Pouvoir exécutif**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 54 concernant le pouvoir exécutif.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que l'article 5 de la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), remplacé par l'article 2 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 20, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur peut nommer, sous le grand sceau de la province, au nombre des membres qui composent le Conseil exécutif, les fonctionnaires suivants qui restent en office durant bon plaisir, savoir:

"1° Un premier ministre qui est, de droit, président du conseil;

"2° Un ministre chargé de l'administration de la justice, désigné sous le nom de procureur général;

"3° Un ministre investi des pouvoirs définis par la loi du secrétariat (chapitre 18), et désigné sous le nom de secrétaire de la province;

"4° Un ministre chargé de diriger le département du Trésor, et désigné sous le nom de trésorier de la province;

"5° Un ministre des Terres et Forêts;

"6° Un ministre de la Colonisation;

"7° Un ministre de l'Agriculture;

"8° Un ministre de la Voirie;

"9° Un ministre des Travaux publics;

"10° Un ministre du Travail;

"11° Un ministre de la Santé et du Bien-être social;

"12° Un ministre des Mines et des Pêcheries maritimes;

"13° Un ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce;

"14° Un ministre de la Chasse et de la Pêche."

Ce projet a pour but d'inscrire dans les statuts diverses modifications dans l'organisation des départements, qui ont, pour la plupart, été faites par arrêté ministériel. Pour faciliter l'administration des lois de chasse et pêche, un département spécial est établi.

Les principales dispositions de la loi sont les suivantes: le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer 14 ministres avec portefeuilles - un ministre, bien entendu, peut détenir plus d'un portefeuille pour réduire le nombre de ministres recevant des traitements de ministre avec portefeuilles. Les sous-chefs sont le sous-ministre de chaque département, le greffier du Conseil exécutif, l'assistant-procureur général, le sous-secrétaire de la province, l'assistant-trésorier de la province.

Au département de l'Instruction publique, il y a deux sous-ministres, qui en sont les secrétaires. Le chef de cabinet est également sous-ministre, de même que l'auditeur de la province, dans la mesure où cette désignation est compatible avec les fonctions qui lui sont assignées par la loi du revenu et de la vérification des comptes.

Le sous-ministre des Mines et Pêcheries devient le sous-ministre de la Chasse et de la Pêche. Le sous-ministre de la Santé est remplacé par le ministre de la Santé et du Bien-être social. Le cadastre passe de la Colonisation aux Terres et Forêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aura donc 14 ministres avec portefeuilles, comme sous l'Union nationale. Les libéraux, au temps où ils étaient dans l'opposition, avaient dénoncé le nombre de ministres sous le gouvernement unioniste et avaient promis d'en réduire le nombre. Au lieu d'en réduire le nombre, on augmente sans compter le grand nombre de ministres sans portefeuille.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Au contraire, si le chef de l'opposition se donnait la peine de consulter l'alignement actuel du gouvernement, il constaterait que nous n'avons que neuf ministres avec portefeuilles, bien qu'il y ait 14 portefeuilles, à cause de la réunion de plusieurs ministères sous la juridiction du même ministre.

L'Union nationale avait 14 ministres avec portefeuilles. Pour ma part, je détiens trois portefeuilles et je ne reçois qu'un salaire. Les modifications permettent un système de gouvernement plus flexible dans la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris que l'on ait divisé le secrétariat et le ministère de la Santé. La modification vient donner un portefeuille au secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) qui, sans cela, n'aurait pas pu se présenter devant les électeurs de Terrebonne lors de la dernière élection partielle.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La division du secrétariat et du ministère de la Santé s'imposait. Ce sont deux départements très importants. L'honorable ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) a occupé les deux postes avec honneur, mais les forces d'un homme ne doivent pas être taxées outre mesure. Il ne faut pas abuser de la santé d'un homme. Nous avons choisi le nouveau secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) et toute la province le désignait pour ce poste. Le chef de l'opposition s'est rendu compte que le secrétaire de la province répond à l'attente de la province.

(Applaudissements à droite)

Les deux hommes ont été choisis pour leurs positions respectives, leurs excellentes qualités personnelles et leur expérience. On leur a confié des devoirs qui les garderont occupés, pour le bien de la province.

Il fait ensuite l'éloge des deux ministres libéraux qui se sont succédé à la tête du secrétariat provincial (les honorables MM. Perrier et Groulx).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Moi-même, premier ministre, j'ai pris les postes de premier ministre, de ministre de l'Agriculture et de ministre de la Colonisation, ministères d'une très grande importance. Le député de Charlevoix (l'honorable M. Rochette) s'accapare le Travail, les Mines et les Pêcheries maritimes, tandis que le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) prend la Voirie et les Travaux publics.

La discussion se poursuit quelque temps.

(Le chef de l'opposition, M. Duplessis, a gardé la Chambre, incluant les ministériels et le premier ministre lui-même, de bonne humeur en faisant des portraits humoristiques des membres du cabinet qui, selon lui, sont bien inférieurs à ceux qu'il a choisis lui-même entre 1936 et 1939.)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'aurai pas d'objection à nommer le Dr Arthur Labrie, sous-ministre adjoint du département des Pêcheries maritimes, comme sous-ministre.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>8</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Allocation spéciale à l'enseignement protestant, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Octroi annuel, Université Laval, Québec, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition n'a aucune objection à voter ce montant, mais elle veut tirer au plus clair toute la question des octrois à



Laval sous les divers gouvernements. Mon gouvernement a été plus généreux pour ces institutions que ne l'est l'administration actuelle.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Dans cette affaire comme dans toutes les autres, l'Union nationale promettait, et le gouvernement actuel paie. Elle empilait les dossiers tout en promettant, mais n'a rien payé. Notre gouvernement honore à présent toutes ces promesses, conformément aux ressources dont il dispose.

**M. Paquette (Labelle):** À l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, les libéraux avaient laissé des promesses pour \$17,500,000.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je prends la parole de l'ex-ministre à ce sujet. Mais j'aimerais bien voir la liste détaillée de ces divers montants. S'il s'agit d'octrois à l'assistance publique payables par annuités, cela n'a rien d'étonnant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** prend à son tour le secrétaire provincial à partie.

**M. Gagnon (Matane):** Le sous-ministre des Mines à Ottawa, M. Campbell, a prétendu que la nouvelle École des mines était la plus belle école du genre en Amérique du Nord.

La discussion se prolonge longuement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Octroi annuel, Université de Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Octroi annuel Bishop's College, Lennoxville, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Allocation spéciale à l'enseignement protestant, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bibliothèque Saint-Sulpice, Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Gagnon (Matane)** rend hommage à feu M. Aegidius Fauteux, conservateur de la Bibliothèque municipale de Montréal.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** en fait autant.

**M. Gagnon (Matane):** Je demande au gouvernement de nommer à la bibliothèque de Saint-Sulpice un homme de la trempe de M. Fauteux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que M. Jean Bruchési est candidat à la position<sup>9</sup>?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il n'en est pas question, pour le moment, que je sache<sup>10</sup>. Quant au salaire, il n'est pas encore fixé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi cet item pour la reliure à la bibliothèque Saint-Sulpice?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est pour relier le député de Matane (M. Gagnon) au chef de l'opposition.

(Rires à droite)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Octroi pour aider à la construction du collège, Collège Stanislas, Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** À la demande de feu Mgr Georges Gauthier, un collège Stanislas a été fondé à Montréal. Il faut construire un nouvel immeuble pour ce collège, qui coûtera \$200,000.

Les amis du collège, qui ont formé une corporation, ont souscrit \$50,000. Le gouvernement a décidé d'y aller d'une contribution de \$75,000 pour la construction de l'école Saint-Stanislas, après que le gouvernement de France ait contribué pour une somme similaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut féliciter le gouvernement français d'avoir souscrit cette somme dans les circonstances actuelles, pour l'instruction des jeunes Canadiens. Le gouvernement de la province doit évidemment faire sa part.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article École polytechnique de Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui est directeur de cette école?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est M. Circé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui l'a nommé?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est l'une des rares bonnes nominations du gouvernement de l'honorable ami le chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-six mille six cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des écoles techniques ou professionnelles", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942. Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi de l'école du meuble", Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article École technique, Trois-Rivières, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles d'arts et métiers, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Un débat s'engage sur l'École des arts et métiers de Rouyn et se poursuit un moment sur les pouvoirs d'eau.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je crois que c'est une bonne chose de faire enquête sur les endroits où doivent être développées les forces hydrauliques au Témiscamingue. L'Union nationale a construit une usine hydroélectrique dans une région du Témiscamingue où il n'y a pas de consommation locale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous en reparlerons plus tard.

**M. Choquette (Montmagny):** Nous discutons le budget des écoles d'arts et métiers. Je félicite le gouvernement d'avoir si bien compris les besoins de la population en augmentant les crédits. Je tiens cependant à souligner les justes demandes de la ville de Montmagny à ce sujet. Entre Lévis et Rimouski, il n'y a aucune école d'arts et métiers. Montmagny reste cependant un des centres industriels les plus importants et prospères de la rive sud. C'est donc l'endroit idéal pour en créer une. J'ai déjà parlé de la chose à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier). Montmagny constitue un cas spécial. J'espère que le ministre comprendra la situation et qu'il donnera à cette partie de la rive sud l'école que l'on réclame avec insistance depuis si longtemps.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Je me demande si le gouvernement n'aurait pas intérêt à organiser des écoles industrielles au sein même de certaines industries. Il ne serait pas nécessaire d'acheter de dispendieuses machines et les compagnies seraient heureuses de coopérer.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Le gouvernement devrait songer à l'avenir industriel des habitants des Îles. Je demande l'aide du gouvernement pour la création d'une école industrielle dans mon comté.

**M. Francoeur (Lévis):** Je suis de l'avis du député de Montréal-Verdun. Il y a plusieurs industries importantes dans mon comté et nous manquons de main-d'œuvre spécialisée. Le gouvernement devrait former des écoles spéciales dans les chantiers existants. D'autre part, Saint-Romuald et Lauzon constituent un site idéal pour l'établissement d'une école d'arts et métiers. C'est un endroit tout indiqué.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai écouté avec intérêt les discours des députés qui ont

parlé. Je dois dire à la Chambre que les demandes affluent de toutes parts au département. Que l'on me permette de souligner que le gouvernement comprend l'importance du problème. L'an dernier, le budget pour les écoles d'arts et métiers était de \$175,040. Cette année, il a été porté à \$300,000. Il faut ajouter à cela les contributions des commissions scolaires et, même, des compagnies. En somme, la province aura un montant assez considérable à sa disposition, pour ses écoles d'arts et métiers. Ce geste atteste l'expression du désir du gouvernement de donner aux jeunes un enseignement réaliste et pratique. Je vois que l'appel du premier ministre, à ce propos, a porté des fruits, car les demandes pour les écoles d'arts et métiers affluent de partout.

Nous avons actuellement quatre écoles techniques. Je tiens à dire cependant que l'enseignement technique doit être proportionnel aux besoins de la population. Multiplier les écoles à l'infini serait dangereux. Il y a d'abord pénurie de professeurs compétents. Nous devons donc y aller avec sagesse, pondération et mesure. Et je tiens à souligner ici, en passant, que nos écoles techniques peuvent se comparer à n'importe quelles écoles du genre au Canada et dans le monde entier. Nous avons aussi 24 écoles d'arts et métiers qui sont plus spécialement appropriées aux besoins locaux.

Mais les écoles techniques ne peuvent être établies partout. Il faut les compléter par des écoles d'arts et métiers, sans cependant accentuer le phénomène déplorable de la désertion des campagnes. Il est nécessaire de préparer notre jeunesse aux diverses tâches qui l'attendent dans l'industrie. Cependant, il ne faut pas pousser trop loin l'industrialisation dans nos campagnes, car cela pourrait accentuer la désertion du sol. Les députés peuvent être assurés que toutes leurs demandes seront étudiées avec sympathie.

Le montant de \$300,000 comporte \$97,000 pour les nouvelles écoles. Nous avons beaucoup de demandes et nous serons heureux d'étudier avec le plus grand soin les suggestions qui nous sont faites. De plus, il y aura dès cette année un Conseil supérieur de l'enseignement technique dans la province. Ce conseil aura pour mission de mettre de l'ordre dans les écoles d'arts et métiers.

J'admets que le budget répond de manière inadéquate à toutes les demandes. Je peux par ailleurs promettre que l'argent sera dépensé partout dans la province, afin d'assurer les meilleurs résultats possible pour tous. L'an prochain, je promets que le gouvernement sera en mesure de faire mieux. Lorsque nous regarderons les projets de loi que je propose et qui touchent l'éducation,

aujourd'hui sans doute, j'aurai davantage à dire sur le sujet, et je promets que la question de l'éducation technique sera développée avec toute la célérité possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a dit tout à l'heure que le gouvernement d'Union nationale avait mal choisi l'endroit pour l'érection d'une centrale électrique au Témiscamingue. L'endroit choisi était très propice aux fins que l'on recherchait.

Cette centrale est destinée à aider grandement le développement minier dans le Nord québécois. Elle a permis à la province de développer 32,000 chevaux-vapeur, et il y a des possibilités de développement de 150,000 chevaux-vapeur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je veux rétablir les faits. Il n'y a pas d'endroit plus mal choisi pour établir une centrale de distribution électrique, où le coût du cheval-vapeur revient à \$400 environ. Comment alors faire concurrence au trust qui fabrique de l'électricité à \$150, \$175 et \$180 du cheval-vapeur? Je ne veux pas croire que l'endroit a été choisi sur l'indication des officiers du ministère des Terres et Forêts.

Cette entreprise n'est pas née viable. Elle est de nature cependant à consolider la position des compagnies privées, en établissant que le gouvernement ne peut pas produire de l'électricité à bon marché. D'ailleurs, le gouvernement de l'Union nationale s'était engagé à vendre ce pouvoir à la Noranda, mais la Noranda ne s'était pas engagée à l'acheter.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La fondation d'une école de filature s'impose dans la province, mais je ne peux dire où elle sera établie. Je puis dire qu'il y en aura une et elle sera créée sous peu.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 6 mai 1941****Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Embellissement  
de Québec**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** demande, appuyé par le représentant de Berthier (l'honorable M. Bastien), la permission de présenter le bill 65 pour l'embellissement de la cité de Québec.

Ce projet de loi a pour but de permettre au gouvernement d'aider à l'embellissement et à la conservation du cachet distinctif de la capitale provinciale. Il s'agit de créer une commission qui sera composée comme suit: le maire de Québec, un représentant nommé par le conseil des ministres et un représentant nommé par résolution du conseil de la Chambre de commerce de Québec. Sur les instances du maire de Québec, M. Borne, la province place une somme de \$100,000 à la disposition de cette commission d'ici quelques années. En vertu du bill, les frais administratifs de celle-ci ne pourront pas dépasser \$2,000 par année.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enseignement spécialisé**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 67 de l'enseignement spécialisé.

Il s'agit de la création d'écoles spéciales, et notamment de la création du Conseil supérieur de l'enseignement technique dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Embellissement de Québec**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Berthier

(l'honorable M. Bastien), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 65 pour l'embellissement de la cité de Québec.

Adopté.

**Enseignement spécialisé**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67 de l'enseignement spécialisé.

Adopté.

**Pouvoir exécutif**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant le pouvoir exécutif soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Successions  
des militaires**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 concernant les successions des militaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose: 1. Que, seront exempts des droits imposés par la loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1925, chapitre 29) les biens transmis par le décès d'une personne en service actif dans les armées de terre, de mer ou de l'air de Sa Majesté, et les transmissions, en cette province, résultant du décès d'une telle personne, si la valeur des biens ainsi transmis, déduction faite des dettes et des charges, n'excède pas mille dollars;

2. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions aura effet à compter du premier septembre 1939 et cessera d'être en vigueur un an après la date d'une proclamation du gouverneur général du Canada attestant que le présent état de guerre a cessé.

Ce bill permet aux soldats en service actif, et qui n'ont que 21 ans, de tester en justice et de léguer une somme de \$1,000 à qui que ce soit, sans que les héritiers aient à payer des droits de succession.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe du bill est bon, mais, en pratique, cela ne rime pas à grand-chose quant aux droits de succession. Si le legs va aux parents, grands-parents, frères, sœurs, il n'y a rien à payer en vertu de la loi générale. Ainsi donc, le bill fait bien dans le paysage, mais n'équivaut pas à grand-chose en pratique.

Je dois déclarer, au sujet des militaires, qu'on m'a rapporté qu'un employé du gouvernement profitait de l'exemption de taxe accordée aux militaires sur les tabacs pour acheter des cigarettes dans les cantines militaires et les revendre ensuite aux civils. Il a ainsi fait perdre de l'argent juste et honnête à la province. La gendarmerie royale a fait enquête à ce sujet et a fait rapport au procureur général, suivant lequel les faits auraient été trouvés exacts. Ce trafic est honteux et odieux en temps de guerre. Je veux savoir pourquoi, conformément à la loi, cet employé n'a pas été congédié. Le procureur général devrait sévir dans des cas semblables, s'ils sont exacts. Je demande donc au gouvernement et au procureur général de faire un exemple qui s'impose, en traduisant devant les tribunaux cet individu indigne.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** L'affaire dont parle le chef de l'opposition est actuellement devant les tribunaux. Des gens qui ont fait ce commerce ont été traduits devant les tribunaux. Quant au cas de l'employé gouvernemental, je n'en ai pas entendu parler. Le département a fait son devoir, sans subir l'influence de qui que ce soit dans ce cas comme dans tous les autres. Si le chef de l'opposition veut donner ou fournir le nom de celui qu'il accuse, je ferai faire enquête et je verrai immédiatement à ce qu'il soit puni comme il convient. Je sévirai sans pitié si le prévenu est coupable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas dans mes habitudes de lancer des noms à travers le parquet de la Chambre. D'après mes informations,

les agents de la police fédérale font présentement enquête. Je crois d'ailleurs que les marchands avaient raison de se plaindre.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 64 concernant les successions des militaires.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Code de procédure civile**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Demandes de renseignements:**

#### **Pont de Grande-Rivière**

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** se lève sur une question de privilège et réclame de nouveau la reconstruction du pont temporaire de Grande-Rivière. Dans la péninsule, continue-t-il, dans Gaspé-

Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure, un grand nombre d'ouvriers qui ont travaillé pour la voirie, depuis des mois, n'ont pas encore été payés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement comprend la situation créée par la destruction du pont de Grande-Rivière. Rien ne sera négligé pour rétablir la circulation et le gouvernement fera diligence pour la reconstruction du pont. Quant aux salaires qui n'auraient pas été payés, les intéressés auront bientôt satisfaction.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

#### En comité<sup>11</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Enseignement du solfège dans la province, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article École des beaux-arts, Québec et Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles du soir, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-six mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des

cours professionnels", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Instituts et associations d'aveugles, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Paquette (Labelle):** Je suis surpris de voir que les aveugles, n'étant plus hospitalisés à l'Institut Nazareth, on en a renvoyé un certain nombre dans leurs foyers. De même à Victoriaville, où l'on a fondé une école d'aviation, des élèves ont été renvoyés dans leurs foyers et, à ce moment, le premier ministre ne savait pas que le collège de Victoriaville serait transformé.

Le gouvernement a manqué à sa responsabilité en ne s'occupant pas des aveugles obligés de quitter l'Institut Nazareth, lorsque celui-ci fut mobilisé par le gouvernement fédéral pour fins militaires. Parmi ceux-ci, 150 ont été pris en charge par les Sœurs grises, alors que les autres ont été transférés à l'Institut des sourds-muets pour les hommes. Je proteste au nom des aveugles qui ont été renvoyés chez eux et des collégiens que leurs parents ont dû reprendre au milieu de l'année scolaire, ce qui leur a occasionné ainsi plusieurs problèmes et inquiétudes. C'est là une étrange façon de réformer l'éducation que de renvoyer chez eux en pleine année scolaire des enfants.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ils sont 30 à avoir regagné leur domicile.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour gagner la guerre, pour épargner la vie de notre jeunesse et l'avenir de notre pays, il n'y a pas de sacrifices auxquels nous ne consentirions pas. Si l'honorable député de Labelle l'ignorait, il le sait maintenant.

Quand j'ai déclaré qu'il n'y avait rien de conclu définitivement entre le gouvernement et les autorités du collège de Victoriaville, j'ai dit l'exacte vérité. J'ajouterai que les neuf dixièmes des élèves du collège de Victoriaville sont entrés dans des institutions de la même communauté.

**M. Paquette (Labelle):** Je proteste contre la réponse que le premier ministre a donnée en cette Chambre au chef de l'opposition, lorsqu'il fut d'abord question du collège de Victoriaville. Alors que le contrat était passé et que les ouvriers étaient

déjà au travail, le premier ministre déclarait qu'il n'y avait que des pourparlers.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais fait de semblable déclaration! Il s'agit de préparer la jeunesse, d'organiser l'industrie, de contribuer à l'effort de guerre; et, dans ce domaine, la province ne reculera devant aucun sacrifice.

**M. Paquette (Labelle):** Je sais tout cela. Je proteste parce que le premier ministre n'a pas donné des renseignements exacts!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Labelle est obligé d'accepter ma déclaration. Je proteste à mon tour contre son attitude. La seule fois où j'ai parlé en cette Chambre du collège de Victoriaville, les pourparlers étaient à peine entamés. Nous ne savions pas si nous conclurons une transaction. Quand le député de Labelle dit que nous avons jeté les élèves sur le pavé, il dit une fausseté. Il fausse délibérément les faits.

**M. Paquette (Labelle):** J'ai simplement rapporté les paroles du premier ministre. Je servirai au premier ministre la même monnaie et je lui dirai qu'il s'est permis une fausseté en parlant de pourparlers. Le jour même, le père d'un des élèves m'affirmait que son fils lui avait été retourné et que les ouvriers étaient déjà au travail. Si on a permis au premier ministre de dire des faussetés, pourquoi d'autres ne pourraient-ils pas faire de même? On aurait pu contribuer à l'effort de guerre sans désorganiser et la vie des collégiens et celle des aveugles.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président** rappelle le député de Labelle à l'ordre.

**M. Paquette (Labelle):** Je retire mes paroles. Je reviens aux aveugles, poursuit-il. Je proteste de nouveau au nom des 150 aveugles qui ont été retournés chez eux. On n'aurait pas dû les retourner chez leurs parents. Le gouvernement aurait pu trouver des immeubles pour les héberger. Est-ce que les aveugles ont tous quitté l'asile de Nazareth, lorsque ce dernier établissement a été pris par les autorités fédérales?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les conventions n'ont pas été faites par le gouvernement,

mais par les révérendes Sœurs grises et les autorités fédérales. À la suite d'une entente avec les autorités fédérales, entente dans laquelle le gouvernement provincial n'a pris aucune responsabilité, les aveugles ont été hospitalisés à la Merci et chez les Sourdes-Muettes.

La plupart des hospitalisés ont été placés dans d'autres maisons. La question est connue et la situation est claire, mais les pires aveugles sont ceux qui, comme le député de Labelle, ont des yeux et ne veulent pas voir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas exact que le gouvernement provincial ne soit pas intervenu, car le provincial a un contrat avec l'Institut Nazareth. Si le secrétaire provincial veut réformer l'éducation, qu'il commence à montrer qu'il en a et qu'il ne parle pas au député de Labelle comme il le fait! L'opposition est prête à collaborer avec le gouvernement pour vaincre la barbarie, mais le ministre ne gagnera rien à traiter le député de Labelle de cette façon! Il doit poliment lui donner l'information qu'il demande.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'ai vraiment pas de leçon de politesse à recevoir du député de Trois-Rivières qui a donné, pendant trois ans, l'exemple de l'impolitesse dans le "salon de la race"!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'était pas ici pendant ces trois ans! Le provincial a souscrit des centaines de mille dollars pour la construction de l'Institut Nazareth, et le changement de destination ne pouvait se faire sans la connaissance du provincial. Que le secrétaire provincial change de tactique! C'est mieux pour lui.

**M. Paquette (Labelle):** Je vais poser une question au ministre, une question intelligente.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ça va me surprendre!

**M. Paquette (Labelle):** Le gouvernement paie-t-il pour l'instruction des aveugles, s'ils ne sont pas hospitalisés?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement paie pour chaque aveugle hospitalisé par les Sœurs grises.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Encouragement à la littérature et aux beaux-arts, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**Un député de l'opposition:** Quelles sont les sociétés littéraires ou artistiques ainsi encouragées?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** en nomme plusieurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certaines de ces sociétés sont des sociétés d'adoration mutuelle. L'octroi qu'on leur donne n'est qu'un octroi d'encensoir destiné à faire chanter les éloges du gouvernement.

**M. Gagnon (Matane):** Est-ce que les livres sont achetés par le Bureau des achats?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Oui, après un choix fait au département.

**M. Gagnon (Matane):** L'achat de livres devrait être confié, non à des scribes du Bureau des achats, mais à un comité qui serait chargé de l'examen des volumes qu'on lui proposera d'acheter.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Comme le député de Labelle l'a fait de son temps, le secrétaire provincial, quand il ne peut lire les livres soumis, les réfère à une autorité.

**M. Gagnon (Matane):** Je demande au gouvernement d'encourager, par l'achat de livres, certains auteurs particulièrement méritants. Je suggère au ministre l'achat d'un ouvrage de M. Damase Potvin, *Le Saint-Laurent et ses Îles*.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article

Conservatoire LaSalle, Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Fondation Strathcona, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Musée Laurier, Arthabaska, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Société Provancher d'histoire naturelle, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Imprimeur du Roi, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles de réforme et d'industrie, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Collège de Victoriaville, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 15.



## NOTES

1. Hier soir, le chef de l'opposition a fait parvenir au procureur général (l'honorable M. Girouard), un feuillet publicitaire sur l'article du *Life*, envoyé d'Ottawa dans une enveloppe libre de timbre aux frais de l'administration fédérale, ce qui signifie qu'une personne s'est servie, à Ottawa, de la franchise postale parlementaire pour distribuer cette littérature d'insultes aux Canadiens français, selon *Le Devoir* du 7 mai 1941, à la page 6.

2. L'auteur a écrit que le gouvernement King, à cause de la présence d'une cinquième colonne canadienne-française, n'a osé rien de plus que de prolonger la période d'inscription des conscrits, d'abord fixée à un mois, jusqu'à une période non moins absurde de quatre mois, selon *Le Canada* du 8 mai 1941, à la page 7.

3. Du temps que le chef de l'opposition était premier ministre, on a référé à ce magazine en disant que c'était un "magazine comique", pour le compte-rendu qu'il a fait de la visite à Québec du Roi et de la Reine, selon *The Gazette* du 7 mai 1941, à la page 1.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 7 mai 1941, à la page 7.

5. Un article de ce bill a pour but d'empêcher que les actes de fiducie garantissant les émissions d'obligations se prescrivent pour 30 ans, à compter de leur enregistrement; un autre article donne au registraire, au cas de vente d'immeubles pour taxes, un délai suffisant pour l'envoi des avis aux créanciers hypothécaires, selon *Le Devoir* du 7 mai 1941, à la page 6.

6. En vertu de ce bill, les ministres du culte, dans les comtés d'Abitibi et du Témiscamingue, ont le pouvoir de faire prêter le serment; le shérif ou l'huissier, qui effectue une saisie, doit remettre au défendeur une copie du bref d'exécution; celui qui s'est prévalu de la loi Lacombe et produit une nouvelle déclaration, après une interruption d'emploi, doit produire une nouvelle déclaration dans la même cause. Le bill comprend plusieurs autres articles sur des questions de procédure civile, notamment dans le cas de saisie sur les effets du locataire d'un immeuble, selon *Le Devoir* du 7 mai 1941, à la page 6.

7. Voir note 4.

8. Voir note 4.

9. Selon *L'Événement-Journal* du 7 mai 1941, à la page 4, c'est le député de Matane (M. Gagnon) qui aurait demandé cela.

10. M. Bruchési est son sous-ministre et est conservateur de la bibliothèque Saint-Sulpice, selon *La Patrie* du 7 mai 1941, à la page 5.

11. Voir note 4.



## Première séance du mercredi 7 mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à midi<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Vacances dans les districts électoraux:

Districts électoraux  
de Saint-Jean-Napierville  
et de Huntingdon

**M. Talbot (Chicoutimi):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous informer que, par suite du décès de MM. Alexis Bouthillier et James Ross, les comtés de Saint-Jean-Napierville et de Huntingdon sont sans représentant à l'Assemblée législative.

Je demande que des brefs soient émis pour des élections dans ces comtés. Le gouvernement aurait dû, depuis le début de la session, faire connaître officiellement les vacances créées dans les comtés de Huntingdon et de Saint-Jean-Napierville. Je donne donc légalement cet avis, afin que soient prises les mesures qui s'imposent pour la tenue d'élections complémentaires.

Code de  
procédure civile

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions  
des militaires

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 concernant les successions des militaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Recours en cas  
d'accident du travail

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill est dangereux, car l'article 2 a pour but d'empêcher que les actes de fiducie garantissant des obligations se prescrivent par 30 ans à compter de leur enregistrement. Pareil changement détruit l'économie de notre Code civil et ouvre la porte à d'innombrables abus. Notre Code civil est sage lorsqu'il décrète que les actes de garantie et les hypothèques s'éteignent après 30 ans, s'il n'y a pas de renouvellement. L'adoption de cette mesure entraînerait une perte de droits pour les travailleurs de cette province. Je ne sais pas le but que vise le gouvernement avec un pareil bill, mais ce projet de loi est certainement mauvais. Je réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Connors, Côté, Dansereau, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hyde, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Mathewson, Moreault, Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, 45.

**Contre:** MM. Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1056*a* du Code civil, décrété par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 106 et remplacé par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 91, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1056*a*. Nul ne peut exercer les recours prévus par ce chapitre s'il s'agit d'un accident visé par la loi des accidents du travail, 1931, excepté dans la mesure où ladite loi le permet."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre la teneur de cet article. Ce droit, qui avait été rétabli par notre gouvernement, dit-il, a été supprimé à cette session-ci, quand le tiers agit comme agent du patron et dans la mesure où il agit comme tel. On modifie le Code civil pour le faire concorder avec la nouvelle loi.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 2081*a* dudit code, décrété par l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 98, est modifié en ajoutant, à la fin du second alinéa, les mots "ni aux droits consentis par acte de fidéicommis pour garantir une émission de valeurs mobilières."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article au sujet des hypothèques fait disparaître un ennui considérable. Les actes de fidéicommis sont la manifestation des créances hypothécaires. La loi disait, jusqu'ici, que ces actes devaient être renouvelés au bout de 30 ans, sous peine de prescription.

On déclare aujourd'hui qu'il n'y aura plus de prescription et que l'acte de fidéicommis reste indéfiniment valide. Avec le bill, on va aider des "schemes" de mouillage de stocks, non seulement actuels, mais organisés depuis une trentaine d'années.

Le bill déclare que toutes les débentures émises depuis qu'il y a des débentures, même celles émises en marge de la loi depuis un certain nombre d'années, sont valides et payables. C'est la porte ouverte aux pires scandales et l'approbation de tous les scandales financiers et industriels passés. Le gouvernement s'engage dans une voie dangereuse pour la province.

Il (M. Duplessis) s'en prend surtout à l'effet rétroactif de la loi.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce bill empêchera des compagnies malhonnêtes de se prévaloir du droit de

prescription au bout de 30 années. De plus, il y a des obligations émises pour 40 ans. En vertu de la loi, elles tomberaient au bout de 30 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rien n'empêche de les renouveler au bout de 30 ans. En pratique, on n'émet pas d'obligations pour plus de 30 ans. Il y a anguille sous roche. On veut protéger quelque financier peu scrupuleux. On peut aussi se demander ce qui peut arriver avec les débentures de la Beauharnois et la Montreal Tramways, débentures émises pour un montant bien plus élevé que la valeur des biens réels de ces compagnies. Avec le présent bill, on décrète que ces débentures soufflées ont pleine valeur. Quelles sont les débentures qu'on veut légaliser? Celles des appartements La Fontaine-Baldwin? Celles de la Chibougamau? De la Consolidated Paper? De la Beauharnois? De la Montreal Tramways? En tout cas, on légalise tout cela: le mal et le bien.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** prend part au débat.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 2161*d*, comme il se lit à l'article 5843 des Statuts refondus, 1888, et modifié par l'article 1 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 30, et par l'article 1 de la loi 5 George V, chapitre 76, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 4: "Cet avis doit être transmis au registraire au moins vingt jours avant la date fixée pour la vente. Si le nombre d'immeubles à être vendus dépasse mille, ce délai est augmenté de sept jours par mille additionnel ou fraction de ce nombre."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette clause est mal rédigée quant aux délais accordés pour avertir les créanciers dans les ventes par le shérif. Car on se trouvera dans certains cas à avertir le créancier cinq ou six jours après que la vente aura eu lieu.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Les observations du chef de l'opposition sont tout à fait au point. On modifiera le bill au Conseil législatif.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**Dépôt de documents:****Chemin des Dunes  
et du Pont des Étroits**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mars 1941, relative à la production d'une copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, rapports, mémoires ou autres documents échangés entre le ministère de la Voirie, le premier ministre et tout fonctionnaire du gouvernement ou certains électeurs du comté des Îles-de-la-Madeleine, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1936 au 1<sup>er</sup> janvier 1941, et se rapportant à la construction ou à la continuation d'un chemin appelé: Chemin des Dunes et du Pont des Étroits, aux Îles-de-la-Madeleine. (Document de la session no 57)

**Lot 5 du rang XI  
de McNider**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 mai 1941, relative à la production d'une copie de tout document concernant le lot 5 du rang XI du canton de McNider, depuis l'émission du billet de location de ce lot. (Document de la session no 58)

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 7 mai 1941****Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports du comité spécial:**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième

rapport du comité spécial chargé d'examiner le projet de refonte du Règlement de l'Assemblée législative. Voici le rapport:

Le comité a soigneusement examiné le projet de refonte qui lui avait été renvoyé et il y a apporté certaines modifications. Il le soumet maintenant à la Chambre tel qu'il l'a modifié.

**Refonte  
du Règlement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, prenne en considération le rapport final du comité spécial chargé d'étudier la refonte du Règlement de l'Assemblée législative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit là d'un rapport très important. L'an dernier, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) avait été choisi pour faire partie du comité, mais ses devoirs militaires l'empêchèrent de s'acquitter de sa tâche. Le rapport contient des clauses contentieuses. Je crois qu'il devrait être référé au comité plénier de la Chambre. Nous ne pouvons normalement l'étudier à la prochaine séance.

Comme les nouveaux règlements concernent tous les députés de cette Chambre, tous les députés sont intéressés à les discuter. Je puis assurer le gouvernement que nous passerons très rapidement sur certaines parties non contentieuses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'étude du rapport en comité plénier peut être excessivement longue, sans qu'il y ait mauvaise volonté de la part de qui que ce soit. Je crois que, lors de l'étude des règlements, sauf à une seule séance, l'opposition a été représentée. Ce n'est que par suite d'un malentendu que le comité a pu siéger une fois sans représentant de l'opposition. Je n'ai pas d'objection à la discussion devant le comité plénier de la Chambre, mais il faudrait compter qu'on évitera toutes les discussions inutiles. Le rapport viendra donc devant le comité plénier.

L'opposition a manifesté de bonnes intentions, mais on peut tout de même s'attendre que la discussion sera assez longue. Rappelons que le nouveau Règlement contient plus de 800 clauses, soit environ 200 de plus que l'ancien.

La motion est adoptée.

**Brefs d'élection:****Districts électoraux de  
Saint-Jean-Napierville et de Huntingdon**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que le député de Chicoutimi (M. Talbot) m'ayant déclaré de son siège que les collèges électoraux de Saint-Jean-Napierville et de Huntingdon sont sans représentant à l'Assemblée législative par suite du décès de MM. Alexis Bouthillier et James Walker Ross, j'ai immédiatement adressé au secrétaire de la chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs pour l'élection de députés dans les districts électoraux de Saint-Jean-Napierville et de Huntingdon.

**Explications sur des faits publiés:****Rectification  
du député de Montréal-Mercier**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Certains journaux n'ont pas interprété exactement ma pensée. Je ne me suis pas prononcé contre le département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'honorable M. Drouin. Loin de là. J'ai fait tout simplement des suggestions dans l'intérêt général.

**Recours en cas  
d'accident du travail**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant le Code civil soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** émet quelques remarques.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Embellissement  
de Québec**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 65 pour l'embellissement de la cité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose: Que, selon l'article 5 de la loi qui accompagne la présente résolution, une somme de cent mille dollars sera accordée pour les dépenses à être faites pour les fins de la Commission d'embellissement de Québec, au cours de la présente année et des années à venir, et que cette somme sera prise sur le fonds consolidé du revenu.

Que ces deniers, de même que tous les autres montants votés aux mêmes fins par la Législature, seront payés sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil pour les fins et aux conditions qu'il jugera à propos de fixer.

Que les dépenses d'administration de la commission, payées sur lesdites sommes, ne pourront dépasser deux mille dollars par année.

M. le président, le but du projet est d'assurer l'embellissement de la ville de Québec. Il s'inspire un peu de celui qui a été passé pour l'embellissement d'Ottawa. Québec est la capitale de la province et le gouvernement a jugé qu'à ce titre, elle avait le droit à une considération particulière. Tous les députés sont attachés à la capitale et cette dernière s'honore de leur présence. Et je suis certain que tous les députés, que Québec accueille avec tant de plaisir chaque année pendant la session, seront unanimes à approuver cette loi.

En ces dernières années, les développements des services administratifs ont nécessité la construction ou la location d'édifices. Cette situation fait perdre des revenus à la ville. Il est juste qu'elle ait une certaine compensation. Il est logique de faire quelque chose pour l'embellissement de Québec. Le gouvernement fédéral a déjà fait beaucoup pour embellir Québec. Il a déjà accompli une œuvre magnifique - et nous sommes heureux de le reconnaître - en nous donnant le parc des Champs-de-Bataille nationaux, qui fait l'orgueil de la Vieille Capitale et l'admiration de tous les visiteurs. Le gouvernement provincial veut à son tour contribuer à l'embellissement de Québec.

Dans l'application de la loi, le mot "embellissement" peut être pris dans son sens le plus

large. Il sera possible d'accomplir des œuvres utiles et nécessaires. Notre loi pourvoit à la nomination d'une commission composée du maire de Québec, d'un représentant du gouvernement provincial et d'un représentant de la Chambre de commerce. Ce seront là des gens intéressés à ce que l'argent soit bien dépensé. Je ne m'attarderai pas à vanter les beautés de la ville de Québec. Nous sommes tous attachés à la Vieille Capitale, et j'ai la conviction que la loi sera adoptée à l'unanimité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition désire collaborer avec le gouvernement pour faire de Québec la plus belle ville de l'Amérique du Nord. La résolution porte un gros titre. Le corps de cette résolution contient cependant des restrictions. Je crois que le titre lui-même est mal choisi. Québec n'a pas besoin d'être embellie. Il suffit simplement de lui garder son cachet et ses richesses historiques qui lui assurent son site unique.

Nous avons intérêt à l'aider dans ce sens. Nous avons tous à cœur de conserver à la Vieille Capitale son cachet et en faire la plus belle ville de l'Amérique du Nord. Nous avons ici des richesses historiques inestimables. Charleston, ville de la Caroline du Sud où j'ai fait un séjour à la suite d'une opération en 1930, ressemble à Québec, mais elle n'a pas son cachet.

Toutes les provinces contribuent à l'embellissement d'Ottawa depuis quelques années. Il faut que la province de Québec contribue, d'autre part, à l'embellissement de sa capitale. Quant au principe de la loi, nous l'approuvons très volontiers. Par suite de l'expansion de la province, de l'essor donné par l'Union nationale, le gouvernement a senti le besoin d'exproprier ou d'acheter plusieurs nouvelles propriétés. Ces propriétés ainsi acquises deviennent non imposables, et la cité perd par le fait même des revenus considérables. On me permettra de dire que le gouvernement a raison de ne pas donner de caractère politique à la Commission dont la loi prévoit la formation.

(Parlant ensuite de ce qui s'est fait ailleurs et tout particulièrement à Washington dans le domaine de l'embellissement) Il est nécessaire, poursuit-il, de confier la tâche à des compétences. Je trouve que la Commission devrait avoir plus de trois membres. La Commission devrait aussi comprendre des gens qui ont des connaissances en histoire, en architecture, en urbanisme. Bref, de véritables experts. Je trouve drôle qu'on n'en parle pas dans la loi.

Je suis toujours surpris d'entendre parler les gens d'ordre nouveau. Il n'y a rien de nouveau sous

le soleil. Les distances se franchissent plus rapidement. C'est tout. Il faut aller avec le progrès, mais respecter le passé. Le gouvernement n'est pas très généreux en ne donnant que \$100,000 à la commission. Le montant de \$100,000 est considérable, mais il faut se défier d'un gouvernement qui fait jouer un rôle considérable aux zéros. Mes craintes sont d'autant plus justifiables que le projet de loi, il est vrai, a pour parrain un ministre sans portefeuille. Le gouvernement semble plutôt faire parade de générosité statutaire. L'opposition est prête à coopérer pour que Québec demeure la plus belle ville de l'Amérique du Nord.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, je remercie le chef de l'opposition d'approuver notre politique. J'étais sûr qu'il la ferait sienne. Il s'agit de conserver à Québec son cachet et ses attractions. Il faut corriger l'œuvre des humains dans une large mesure. Le chef de l'opposition ne trouve pas le gouvernement assez généreux. Mais ce n'est que le commencement de ce que l'administration veut faire pour la capitale du Canada français.

Quant à l'honorable député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), qui est ministre dans le gouvernement, nul n'était mieux qualifié que lui pour présenter cette mesure, car il est citoyen de Québec et il aime sa ville. Le chef de l'opposition a montré des intentions parcimonieuses à son égard en faisant présenter la loi, a-t-il dit, par un ministre sans portefeuille. Je crois que le représentant de Saint-Sauveur est tout désigné pour être parrain du bill.

Quant aux intentions du gouvernement, elles sont exactement celles exposées dans la loi. Nous voulons conserver à Québec son cachet. Si nous n'avions pas été soucieux de poursuivre cette œuvre, nous aurions pu attendre des années plus favorables pour la commencer. Mais nous considérons que plus nous retarderons, plus nous compromettrons les beautés de Québec. On dira qu'il eût mieux valu présenter cette loi en un temps plus propice à la dépense de l'argent. Mais, en retardant de deux, trois ou quatre ans, nous rendons le travail de l'avenir plus difficile, à cause des constructions qui ne cessent de se faire.

On met actuellement \$100,000 à la disposition de la Commission pour commencer son travail; plus tard, le gouvernement adoptera les mesures qui s'imposent. Nous avons l'intention de nous assurer les services d'un architecte. Nous demanderons à la Commission de choisir un architecte compétent, qui tracera un plan et qui dira

ce qu'il faut faire. Comme l'a reconnu le chef de l'opposition, nous tiendrons ce projet absolument au-dessus de la politique. Nous ne pourrions peut-être pas faire cette année autant que nous le voudrions, mais nous verrons à empêcher qu'on gâte ce qui existe déjà.

**M. Gagnon (Matane):** Comme Québécois d'adoption depuis au-delà de 30 ans, je suis heureux de voir que l'on veut garder Québec comme un véritable reliquaire. Même si le gouvernement ne fait pas de grosses dépenses cette année, je n'en serai pas trop chagrin. Ce qui importe avant de dépenser beaucoup d'argent, c'est un plan d'ensemble. Les grands experts sont souvent portés à oublier le côté historique.

L'architecte de la ville de Paris, M. Gréber, est venu à Québec en 1936. Il est à se demander si M. Gréber a dressé quelque plan lors de son passage à Québec. On devra choisir les architectes les plus qualifiés et, avant tout, des architectes qui ont des notions d'urbanisme. J'espère que l'on choisira des architectes extrêmement compétents, afin que l'embellissement conserve à Québec tout son cachet. Il faut que l'embellissement se fasse sur la base de la conservation du cachet de Québec.

Dans le passé, on n'a pas été très heureux dans certaines constructions. Nous avons laissé le gouvernement construire des édifices qui sont croches. Le Musée provincial est loin de faire honneur à l'architecture canadienne. J'espère que l'on évitera ces erreurs, dans l'avenir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission devrait être composée de cinq membres, dont un expert en histoire et un expert en architecture. Comme expert en histoire, je n'en connais pas de meilleur que Sir Thomas Chapais. Je réclame aussi que cette Commission ait des pouvoirs pour faire exécuter ses décisions.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les trois membres de la Commission seront les administrateurs, et ils retiendront les services des experts dont ils auront besoin pour le travail d'embellissement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, vous présidez le comité de la Chambre pour la première fois. J'y vois un signe de rajeunissement prochain de l'administration.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 65 pour l'embellissement de la cité de Québec.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour pour appelle la formation de la Chambre en comité de subsides.

**L'honorable M. Mathewson Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

**L'honorable M. Mathewson Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-neuf mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.



**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose plusieurs questions au procureur général au sujet de deux substituts du procureur de la couronne du district de Trois-Rivières, Me Philippe Bigué et Jean-Marie Bureau, qui ont été destitués pour cause et remplacés par MM. J.-H. Lajoie, Hormisdas Gariépy et Pinsonnault. À Trois-Rivières, un gardien du palais de justice a été mis sur le pavé avec sa famille de 10 enfants, la veille du jour de l'An, poursuit-il. Lorsque les libéraux ont pris le pouvoir en 1939, ils ont commencé le massacre général du service civil, en envoyant des milliers d'employés au chômage, sans bonne raison dans la plupart des cas. Le gouvernement a fait des destitutions inhumaines. C'est une sauvagerie inutile, inéquitable et disgracieuse!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'admets que Mes Bigué et Bureau aient été congédiés après avoir été priés de démissionner, parce qu'une enquête révéla qu'ils avaient reçu de l'argent. Au temps de l'Union nationale, on destituait les gens en masse sans motif, sur simple avis, souvent même par téléphone ou par télégramme. Leur destitution entraînait en vigueur à la minute où elle avait été décidée. Je rappelle le cas du député de Richmond (M. Desmarais), qui fut destitué comme registraire par un télégramme de M. Édouard Asselin<sup>5</sup> en septembre 1936. Des centaines de personnes ont été renvoyées, simplement parce c'étaient des libéraux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je reproche au gouvernement d'avoir congédié, dans le registraire de Montréal, un homme parfaitement intègre pour le remplacer par Me Brossard, dont le nom a été mêlé à des irrégularités considérables dans l'administration de la Société des artisans canadiens-français. Irrégularités qui font le sujet d'une enquête. Nous avions destitué M. Brossard, pour cause, et le procureur général actuel l'a repris; c'est au moins une imprudence grave, tant qu'il n'aura pas le résultat de l'enquête.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** C'est sans raison que l'administration de l'Union nationale avait renvoyé M. Brossard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Brossard avait consenti au paiement d'une somme de plus de \$40,000 annuellement, en salaires, à des gens qui n'allaient jamais au bureau, qui étaient souvent les parents de ministres libéraux et dont plusieurs avaient résidé en dehors de Montréal trois ans et demi sur quatre.

Le shérif de Montréal, M. L.-P. Caisse, a été congédié pour cause par l'Union nationale. Des plaintes avaient été portées au sujet de l'administration des Artisans affirmant que Me Brossard, que le gouvernement a renommé registraire, avait été mêlé aux irrégularités graves dénoncées. Le représentant du bureau des assurances a fait un rapport en ce sens.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** L'enquête n'est pas finie. Si elle révèle quelque chose de positif, en conséquence...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La décision du gouvernement est contraire à la prudence. Un des défalcataires en cette affaire, selon une admission enregistrée, avait été un des principaux organisateurs dans l'élection de Terrebonne.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je prétends le contraire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soutiens que j'ai dit la vérité. La guillotine impitoyable du gouvernement actuel a jeté sur le pavé tant de pères de famille, dont le seul crime était d'avoir voté pour l'Union nationale.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** D'une façon générale, le gouvernement que je dirige a toujours donné au moins 15 jours d'avis aux employés qu'il s'est vu forcé de destituer. Souvent même, on donnait deux mois et même six mois d'avis. S'il est un gouvernement qui ait fait des destitutions sommaires, c'est celui de l'Union nationale. Le premier ministre d'alors donnait aux journalistes des listes de cinquantaines de destitutions; et, souvent, les employés visés apprenaient par les journaux ou la radio qu'ils avaient perdu leur situation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais agi de la sorte! Sous le gouvernement actuel, des gens ont reçu leur avis de destitution 15 jours après la date à laquelle, suivant l'arrêté ministériel, ils étaient censés quitter leur emploi. Plusieurs destitutions ont eu lieu dans les départements de l'Agriculture et de la Colonisation, administrés par le premier ministre. Des destitutions ont été faites par vengeance politique dans les départements de l'Agriculture et de la Colonisation, soit ceux de MM. Albert Rioux et Ernest Laforce, anciens sous-ministres de ces deux départements. Des centaines d'autres destitutions ont affecté des employés de

rang inférieur. On a fait surveiller l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Bona Dussault, par un employé subalterne. On l'a obligé à montrer les documents personnels qu'il emportait avec lui, en dehors des édifices de la Législature.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Certaines de ces critiques ne peuvent pas être faites de bonne foi par le chef de l'opposition. Il sait parfaitement que l'ancien sous-ministre de l'Agriculture, alors même qu'il était à notre emploi, m'a attaqué personnellement et de la plus sale façon. Malgré cela, et parce qu'il était père de famille, je l'ai gardé au département avec un salaire de \$3,500 par année. Beaucoup de libéraux nous ont reproché de le maintenir en fonction. De plus, jamais aucun ordre n'a été donné par aucune autorité quelconque de faire surveiller l'ancien ministre de l'Agriculture. Il a été placé à un bon poste où il gagnait toujours, et était heureux de gagner, un salaire très décent.

Le sous-ministre de la Colonisation est retourné à son ancien emploi dans une compagnie de chemins de fer. Parmi les employés d'un rang inférieur, certains furent destitués parce qu'ils n'avaient jamais mérité leur salaire, sauf pour le travail qu'ils faisaient pour l'Union nationale, et d'autres parce qu'ils n'étaient pas faits pour le poste. Si on me prouve qu'un employé subalterne a agi de pareille façon, je m'engage à le congédier immédiatement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le défi n'est pas relevé parce que ceci placerait certains employés en danger de perdre leur emploi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce que veut le chef de l'opposition, c'est faire oublier ses méthodes à lui. Mais la province s'en souvient pour toujours de ces méthodes. Nous avons pu faire des erreurs. Mais le principe que nous avons mis à la base en ce qui concerne le service civil est le suivant: si quelqu'un est entré dans un service sans déplacer personne, et s'il sert bien sa province, il reste en fonction. Le gouvernement actuel a réparé autant que possible les injustices commises par le gouvernement de l'Union nationale, alors que tous ceux qu'on suspectait d'avoir voté libéral se sont fait renvoyer sans préavis. Les seuls employés que le gouvernement actuel a destitués sont des employés qui avaient menacé l'administration de la province par leur déloyauté.

Sous l'administration actuelle, de ceux qui avaient pris les places de bons employés libéraux, n'ont été destitués que ceux coupables d'activités politiques en faveur du gouvernement précédent.

Nous avons mis dehors certains employés qui avaient fait de la politique ou qui ne faisaient pas leur devoir. M. Laforce a démissionné de lui-même. Le chef de l'opposition se rappelle fort bien que M. Laforce et M. Rioux faisaient presque chaque mois des conférences politiques au Club de la renaissance. M. Rioux a continué ses activités politiques même depuis qu'il est entré dans ses nouvelles fonctions.

**M. Paquette (Labelle):** Dans le comté de Labelle, le notaire Ouellette, régistrateur de parfaite intégrité, a été remplacé, dès l'arrivée du gouvernement, par un vétérinaire que rien évidemment ne prédisposait à remplir de telles fonctions. Mais il avait été par deux fois candidat du Parti libéral et ce furent ses qualifications. Un officier de la police provinciale a été renvoyé absolument sans le moindre motif, le représentant de M. Jarguilles<sup>6</sup>, rappelant que c'était par nécessité politique; la femme de ce malheureux était paralysée depuis huit ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale ne mettait pas la partisanerie politique comme conditions aux nominations; à preuve qu'elle a nommé à des positions-clefs des hommes comme MM. Édouard Montpetit, Avila Bédard, Ferdinand Roy et autres, qui étaient des libéraux authentiques, mais qui étaient compétents. Le procureur général est fort malchanceux dans ses nominations. Car c'est lui qui a nommé comme avocat de la Commission des liqueurs Me Jean Tarte, qui vient d'être inculpé dans l'histoire des ventes d'exemptions du service militaire. Le gouvernement actuel a destitué des employés du département du procureur général à gauche et à droite, sans raison. Ils ont rendu la vie de M. Édouard Asselin, assistant-procureur général sous le régime de l'Union nationale, insoutenable, même s'il était un homme qualifié.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je rends hommage aux qualités de M. Asselin. Il a agi comme un gentilhomme, continue-t-il. Il a démissionné parce qu'il comprenait que sa situation comme administrateur du département était devenue très difficile. Il a quitté son poste de son propre chef, et non en raison d'une action quelconque du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a montré de la partisanerie non seulement dans les destitutions, mais a parfois montré une inhumanité odieuse, lorsque, par exemple, on a jeté sur le pavé

des centaines d'employés à Noël et au jour de l'An, au lieu d'attendre une époque moins difficile. Mais, on a augmenté les salaires des amis du parti, en refusant de le faire pour les gens de l'Union nationale, quand on n'allait pas jusqu'à les diminuer.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** et **l'honorable M. Godbout (L'Islet)** nient cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parmi les officiers que j'avais destitués et qui furent remplacés par le gouvernement actuel, certains étaient inaptes en raison de leur passé. Le procureur général a fait de la discrimination envers les employés qu'il suspectait de sympathiser avec l'Union nationale au moment de donner des augmentations salariales.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je mets le chef de l'opposition au défi de donner un exemple où ce fut le cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore une fois, le défi n'est pas relevé, car certains employés risqueraient de perdre leur emploi.

Le débat se poursuit sur le même ton jusqu'à 6 heures.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 7 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi concernant certaines élections

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 63 concernant certaines élections à l'Assemblée législative<sup>7</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Propriété de l'Évêque de Gaspé

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 151 concernant une propriété de l'Évêque de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>8</sup>:

**L'honorable M. Mathewson Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Shérifs de Québec et Montréal, protonotaires, greffier de la Cour de circuit, greffiers des Cours de magistrats, greffiers de la paix, greffiers de la couronne, greffier des appels, registraire de la loi des faillites, etc. - traitements et dépenses contingentes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

La discussion amorcée à la séance précédente de l'après-midi, concernant les destitutions, se poursuit.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je reproche au gouvernement d'avoir fait destituer sans raison des centaines d'employés.

**M. Paquette (Labelle)** fait les mêmes reproches.

**M. Lorrain (Papineau)** abonde également dans le même sens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le département du procureur général s'est constitué le bourreau des employés civils. Ensuite, pour remplir les vacances, il a nommé des gens si peu respectables qu'on a vu des procureurs de la couronne se faire payer pour des situations, et un avocat de la Commission des liqueurs retirer de l'argent pour faire exempter des mobilisés du service militaire. Il a été accusé récemment à Montréal, par la police fédérale. On aurait dû le dénoncer.

Le procureur général n'apporte pas assez de soins dans le choix de ses employés. Il y a, dans la police provinciale, des individus plus ou moins désirables, ainsi que l'aurait démontré l'affaire inconvenante qui s'est produite au début de l'hiver. Il y a des repris de justice et des gens qui ont des dossiers judiciaires parmi les membres de la police provinciale, alors que certains des employés de haut rang du département du procureur général ont été remplacés par l'administration actuelle pour des raisons politiques seulement, et sans considérer les raisons de leur renvoi par le gouvernement de l'Union nationale.

À Trois-Rivières, je l'ai dit, deux substituts de la couronne, nommés par le gouvernement actuel, ont dû être destitués pour cause. À Montréal, un autre l'a été également, quelques jours avant d'être pris dans une affaire d'exemption de conscrits militaires. Je pourrais citer au procureur général de multiples cas de gens qui ont perdu leur emploi depuis le retour au pouvoir des libéraux. Il peut arriver qu'à l'insu d'un ministre, une personne indigne de confiance obtienne une position responsable. Mais les cas de ce genre ont été tellement nombreux qu'il faut bien en conclure que ou bien le procureur général a manqué à son devoir, ou bien il n'a pas la perspicacité nécessaire pour assumer une part aussi large de l'administration provinciale.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le chef de l'opposition revient à ses tactiques préférées. Il veut noircir les réputations des gens qui ne pensent pas comme lui, en laissant entendre que le département du procureur général n'emploie que des repris de justice. Et, pour appuyer sa thèse générale, il ne trouve à citer que trois cas particuliers. Il n'est pas de saine logique de passer ainsi du particulier au

général. Les accusations vagues, sans consistance et sans précision du chef de l'opposition, ne réussiront pas à ternir la réputation des employés de mon département.

La province a appris à connaître ces tactiques. Les gens ont pu se laisser prendre en 1936, mais ils ne se laisseront pas prendre de nouveau. Si le chef de l'opposition sait que nous avons, dans le département du procureur général, des repris de justice, il est de son devoir de le dire ce soir même. Mais il n'a jamais porté aucune accusation précise.

Le chef de l'opposition a parlé du cas d'un avocat de la Commission des liqueurs de Montréal qui a été arrêté récemment sur plainte des autorités fédérales. Cet avocat, jadis employé de la province, a été remercié trois semaines au moins avant que le fédéral n'intervienne et que les faits rapportés fussent connus du public. Nous voulons que tous les employés du procureur général inspirent le respect et qu'ils continuent à jouir de la considération générale.

(Applaudissements à droite)

Jusqu'à preuve du contraire, tous ceux qui font actuellement partie de la Sûreté provinciale ont ma plus entière confiance. Si certains ne la méritaient pas, c'est le devoir du chef de l'opposition de les dénoncer. Si le chef de l'opposition veut porter des accusations précises contre aucun membre de la Sûreté provinciale, s'il veut nommer des noms, je me ferai un devoir de faire une enquête sérieuse et je verrai à ce que justice soit faite, si les accusations sont fondées. Si les accusations sont fondées, si les personnes sont reconnues coupables d'irrégularité ou de méfait, les coupables seront congédiés, mais pas avant. Personne ne sera remercié avant enquête.

Je ferai mon devoir dans ces cas, comme je l'ai fait dans le cas des officiers qui ont été renvoyés à Trois-Rivières. Les gens qui sont chargés de faire respecter la loi doivent avoir la confiance du public. Si le chef de l'opposition voulait cesser de faire de la petite politique au lieu de nous faire des reproches, s'il était vraiment sincère, il féliciterait le gouvernement d'avoir fait son devoir en remerciant de leurs services les personnes qui ont commis des erreurs, plutôt que de le critiquer.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur la recommandation du député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), un nommé P.-N. Rioux, qui a été condamné à un mois de prison en 1934 pour avoir tenu une maison de désordre à Montréal, a été engagé comme membre de la Sûreté provinciale.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je demande au procureur général (l'honorable M. Girouard) de faire enquête et, si l'accusation est fondée, de renvoyer cet homme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est cela, on donne la position d'abord et on fait enquête ensuite. Il est du devoir du procureur général d'enquêter sur le passé de chaque employé avant de lui donner du travail dans son département. Si cela n'a pas été fait, le procureur général a failli à son devoir. Ce n'est pas au chef de l'opposition à faire la besogne du procureur général, de chercher et de punir les coupables.

Le procureur général a toute la police à sa disposition. Qu'il fasse faire les enquêtes nécessaires! Des accusations, nous pouvons en porter plusieurs. Il y a actuellement au sein de la police provinciale, des gens accusés de détournement de fonds.

Le procureur général demande des précisions. Il en a eu, en 1936, pendant l'enquête des comptes publics. À Montréal, depuis la réinstallation de Jarguilles, les maisons de jeu et les barbottes se multiplient plus que jamais.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** C'est loin d'être exact, puisque la Sûreté provinciale a fait tout ce qu'elle a pu pour réprimer les abus signalés. Comme question de fait, un grand nombre de ces maisons ont été fermées. Ceux qui ont entendu tout à l'heure le chef de l'opposition remarqueront qu'il a fait un pas en arrière. C'est un avocat habile qui a des moyens à lui d'éluder la question, quand il est serré de près. Je lui ai demandé de nommer quelqu'un. Il n'en a rien fait. Il a parlé de 1936 et enfourché son dada favori. Dans son for intérieur, il doit convenir qu'il a fait erreur. Sous prétexte de punir des coupables, il a fait passer des lois et il ne les a jamais appliquées.

À Montréal, les "bookies" n'ont jamais fleuri autant que sous le régime de l'Union nationale, alors que le chef de l'opposition était procureur général. Sous son règne, en 12 mois, les tribunaux ont perçu des "bookies" des amendes au montant de \$211,000. Depuis que nous sommes au pouvoir, les poursuites ont été si nombreuses que le chiffre de ces amendes payées au Trésor s'est élevé à \$321,000, au-delà de \$100,000 de plus, malgré le fait qu'un grand nombre de maisons de jeu ont été fermées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chiffre des amendes a augmenté, c'est parce que les délinquants étaient plus nombreux.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Et les sanctions aussi.

**Des députés ministériels** rient et applaudissent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement de l'Union nationale a fait arrêter le chef de tous les "bookies" d'Amérique, un dénommé Annenberg. Il a été traduit en cour et condamné. Le député de Kamouraska peut faire de l'humour, mais il a recommandé au procureur général un homme qui avait été arrêté à Montréal pour avoir tenu une maison de désordre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je ne sais pas si le chef de l'opposition dit vrai. Ces faits n'ont pas été portés à ma connaissance. Je demanderai au procureur général de faire enquête dans ce cas. Si cela est exact, je le prierai de le mettre dehors immédiatement. Le chef de l'opposition recommande apparemment ses méthodes de 1936. Il veut jeter de la boue sur tout le monde, mais il n'éclabousse que lui!

La discussion se poursuit et on discute d'autres cas en particulier. À un moment donné, comme le débat sur les destitutions s'éternise depuis plus d'une heure, le président intervient.

**M. le président:** Je crois qu'il est temps de revenir à l'item 1, Messieurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Greffiers des cours de magistrats, comté de Saguenay, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bureau d'enregistrement: traitements et dépenses contingentes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Régie des services publics avait donné un étrange monopole à un M. R. Moore. Ce dernier s'est présenté devant la

Régie et s'est fait octroyer une sorte de diplôme qui lui permet, à lui seul, d'imposer des soupapes dans les caves de Montréal. Ces soupapes Moore, décrites comme l'invention de M. Moore, sont en réalité les soupapes Palmer. M. Moore lui a fait certaines additions sans importance.

Elles ne coûtent que \$5.60 alors que M. Moore les vend au joli prix de \$100 chacune. La Régie force les propriétaires à n'employer que la soupape Moore. C'est une véritable exploitation. J'espère que la Commission municipale qui administre Montréal verra à y mettre bon ordre, sans délai.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** La soupape Moore n'a pas été approuvée par la Régie à l'exclusion des autres soupapes. La loi exige simplement que la Régie des services publics approuve l'installation des soupapes de sûreté. Moore n'a pas eu de privilège exclusif. N'importe quel autre fabricant de soupapes peut faire approuver sa machine par la Régie et la vendre aux propriétaires. C'est un détail que le chef de l'opposition a omis de mentionner.

**M. le président:** Je crois que le débat est en dehors du sujet à l'étude.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai précisément fini.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Inspection des bureaux d'enregistrement, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cent dollars, nécessaire pour défrayer l'article Registres pour bureaux d'enregistrement, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Administration et entretien des palais de justice et prisons, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Coroners: frais et déboursés, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Salaires des secrétaires, messagers, etc., du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc., du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Justice - divers, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille sept cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des vues animées", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille huit cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi pourvoyant à la refonte des lois de la province", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande, malgré l'heure tardive, de commencer l'étude des crédits de l'Instruction publique.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Impression et reliure - Statuts refondus, 1941, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille

dollars, nécessaire pour défrayer l'article Conseil de l'instruction publique, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Assistance aux corporations scolaires rurales, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles publiques (cités et villes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille six cent vingt dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles dans les municipalités pauvres (catholiques), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille trois cent quatre-vingts dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles dans les municipalités pauvres (protestantes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles dans les centres de colonisation, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Gratifications pour succès dans l'enseignement, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Inspection des écoles, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles normales, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Journaux d'éducation, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du mérite scolaire", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles primaires complémentaires et primaires supérieures catholiques, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Municipalités qui emploient des maîtres pour les garçons, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Enseignement ménager (catholique), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article École des sourds-muets et des sourdes-muettes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, pour défrayer l'article "loi des subventions aux collèges classiques", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles supérieures protestantes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Comité

protestant (aide supplémentaire), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille quatre cent soixante-dix dollars, nécessaire pour défrayer l'article High Schools (Québec et Montréal), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Centralisation des écoles rurales protestantes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Construction de maisons d'écoles centralisées et établissement de la 12<sup>e</sup> année d'études, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Enseignement ménager dans les écoles protestantes, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit et vingt minutes.

#### NOTES

1. Le premier ministre a été retenu à son bureau par des délégations, selon *L'Événement-Journal* du 8 mai 1941, à la page 4.

2. Le comité se réunit sous la présidence M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 8 mai 1941, à la page 7.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Georges Potvin (Roberval), selon *Le Canada* du 8 mai 1941, à la page 7.

4. Le comité se réunit sous la présidence M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 8 mai 1941, à la page 7.

5. Édouard Asselin (1892-1975). Avocat créé conseil en loi du roi, le 9 mai 1934. Procureur général adjoint de la province (1936-1939). Délégué à Paris, en 1937, comme représentant du gouvernement de la province au Congrès international des juristes de langue française. Candidat de l'Union nationale défait dans Montréal-Mercier en 1944. Conseiller législatif de la division de Wellington du 25 janvier 1946 jusqu'à l'abolition du Conseil législatif, le 31 décembre 1968. Leader du gouvernement de l'Union nationale au Conseil législatif (1947-1960). Il publia en 1925 un index des *Statuts refondus du Québec*.

6. Chef des détectives corrompu qui, sous le régime Taschereau, s'est occupé de politique, permettant trop souvent l'instauration d'un système d'abus tels ceux des télégraphes. Il fut démis de ses fonctions par M. Duplessis lors de son premier mandat, de 1936 à 1939, mais y fut réinstallé par les libéraux à leur retour au pouvoir, de 1939 à 1944, permettant à l'ère des "bookies" et des "slot machines" de refleurir à Montréal.

7. Lors de ces élections partielles, ce sera la première fois dans l'histoire du Québec que les femmes iront aux urnes.

8. Voir note 2.



## Première séance du jeudi 8 mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 55.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Refonte du Règlement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération le rapport final du comité spécial chargé d'examiner le projet de refonte du Règlement de la Chambre.

Adopté.

En comité<sup>1</sup>:

Les articles 1 à 59 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 60 du Règlement, qui se lit comme suit:

"60. 1. Tout député doit assister aux séances de la Chambre, à moins d'en être empêché par la maladie ou d'avoir obtenu un congé."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député est absent<sup>2</sup>. Est-ce que le gouvernement a l'intention de présenter une motion pour lui obtenir un congé?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'en n'est pas encore question.

L'article 60 est adopté.

Les articles 61 à 153 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 154 du Règlement, qui se lit comme suit:

"154. La conduite du lieutenant-gouverneur, de l'Orateur, du président des comités ou d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être mise en question que par une motion directe, de fond et préalablement annoncée."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le comité de la refonte a supprimé le mot "juges".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait garder cette interdiction quant aux critiques sur les juges.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On ne doit pas critiquer les juges au cours des débats de la Chambre. Il n'est pas besoin de le mentionner. Les simples convenances doivent suffire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les convenances exigent aussi bien qu'on ne critique pas le lieutenant-gouverneur. Cependant, on le mentionne bien dans le Règlement.

L'article 154 est adopté.

Les articles 155 à 160 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 161 du Règlement, qui se lit comme suit:

"161. Un député peut présenter une motion au sujet d'une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire et direct."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne devrait pas laisser cet article dans le Règlement parce qu'il peut créer une mauvaise impression, particulièrement chez les démagogues.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'y vois pas d'objection. Ce qu'il vaudrait mieux faire, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, ce serait de rédiger un article négatif qui dirait qu'un député ne peut pas présenter une motion sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire ou direct.

L'amendement est accepté, et le mot "ne" est ajouté après "député".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** invite l'Orateur de la Chambre à dire quelques mots sur la présentation du rapport.

**L'honorable M. Bissonnette (L'Assomption)** dit quelques mots sur celle-ci.

L'article 161, ainsi amendé, est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du projet de Règlement et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 8 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Explications sur des faits publiés:

##### Discours de Maxime Raymond

**M. Leduc (Laval):** M. l'Orateur, avant que la Chambre ne passe aux affaires du jour, je désire attirer l'attention de la Chambre sur un éditorial de la *Gazette* de Montréal, publié ce matin, dans lequel on pose une question pertinente à la suite d'un discours de M. Maxime Raymond, député de Beauharnois à la Chambre des communes du Canada<sup>3</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. On peut soulever une question de privilège dans certains cas, mais il ne peut être question de privilège dans ce cas-ci. M. Maxime Raymond a pris part à un débat qui se déroule au Parlement du Canada, à Ottawa. Si le député de Laval veut provoquer un débat à propos de ce discours, je n'y vois point d'objection, mais qu'on le fasse suivant les règlements, soit en présentant une motion, ou par l'un des moyens prévus par les règlements, et nous la discuterons.

**M. Leduc (Laval):** Parlant sur le point d'ordre, je crois avoir le droit d'attirer l'attention de la Chambre sur un fait qui s'est produit dans la province de Québec...

**M. l'Orateur:** L'article 181 du Règlement qui traite de la question de privilège dit dans la note 1: "Par question de privilège, il faut entendre tout ce qui concerne les droits de la Chambre prise

comme corps, sa sécurité, sa dignité et la liberté de ses délibérations, ainsi que les droits, la réputation, la conduite et la sécurité des députés considérés individuellement, mais en leur qualité de représentants". L'article 183 dit: "Une motion d'urgence se référant directement aux privilèges de la Chambre ou d'un député a la priorité sur toute autre motion, ainsi que sur toute affaire inscrite au *Feuilleton*".

En l'occurrence, il ne peut s'agir d'une question de privilège. En vertu de ces articles du Règlement, la question de privilège peut être soulevée, si un député ou tous les députés de la Chambre sont attaqués dans leurs droits ou privilèges. Je ne crois pas que ce soit le cas actuellement. Si le député veut soulever un débat, il peut le faire par une motion de fond ou tout autre moyen prévu par le Règlement, mais non par une question de privilège dans le moment. Si l'honorable député veut faire une motion de fond, il pourra parler, mais autrement, il ne peut soulever une question de privilège et prendre la parole.

#### Refonte du Règlement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération le rapport final du comité spécial chargé d'examiner le projet de refonte du Règlement de la Chambre.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

Les articles 162 à 301 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 302 du Règlement, qui se lit comme suit:

"302. Tout député présent est tenu de voter."

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** À l'heure actuelle, lorsque le vote est demandé sur une question, on sonne la cloche et on appelle les membres. Des députés qui étaient absents jusque-là, et qui ne sont pas au courant de ce qui s'est passé, prennent leur siège et votent simplement selon les lignes de parti, sans avoir le temps de prendre connaissance de la question à déclarer. Je propose que les règlements soient changés de façon que seuls les députés présents lors du débat aient le droit de voter.

**M. Caron (Hull):** Ce n'est pas nécessairement en écoutant les discours prononcés en Chambre qu'un député peut se former une opinion et qu'il est plus

éclairé. Après certains discours, les choses sont même plus embrouillées qu'avant. Le bon député n'a pas besoin d'un long débat pour comprendre la portée d'une loi.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Un député a tout de même plus de chance de voter intelligemment quand il a assisté au débat. Un député, qui arrive à la dernière minute pour voter, n'a pas le temps de juger les choses à leur réelle valeur. Il vote alors en partisan, mais non en législateur et en mandataire intelligent du peuple.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Les députés qui n'ont pas compris la question en discussion vont-ils avoir le droit de voter?

(Rires)

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Est-ce que ça se passe comme ça dans l'opposition?  
(Rires)

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Ça se passe ici comme de l'autre côté de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Ça se passait comme cela lorsque l'honorable député était de ce côté-ci de la Chambre?

**M. Caron (Hull):** Est-ce que les discours prononcés en Chambre ont changé l'opinion de l'honorable député de Gaspé-Sud? Est-il plus éclairé quand il a entendu tous les discours?

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Certainement!

**M. Caron (Hull):** Pas moi; cela me surprend! Je trouve que la question est plus embrouillée quand le débat est terminé.

(Rires à droite)

L'amendement est rejeté.

L'article 302 est adopté.

Les articles 303 à 364 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 365 du Règlement, qui se lit comme suit:

"365. Tout rapport d'un comité plénier est présenté et reçu sans que la Chambre soit consultée."

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi ne pas donner à la minorité des membres d'un comité le droit de faire un rapport minoritaire?

**L'honorable M. Bissonnette (L'Assomption):**

Le procès-verbal des séances du comité, qui contient toutes les délibérations, suffit. Le rapport minoritaire n'est pas nécessaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur est si habile qu'il m'a convaincu.

L'article 365 est adopté.

Les articles 366 à 538 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 539 du Règlement, qui se lit comme suit:

"539. Le greffier en loi est tenu de réviser et de faire imprimer les bills publics. "

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Pigeon<sup>5</sup>, le greffier en loi, est-il qualifié pour réviser les lois?

**L'honorable M. Bissonnette (L'Assomption):**

L'Orateur, parmi de nombreux défauts, a deux qualités: il a le courage de ses convictions et le respect de l'amitié. Je connaissais M. Pigeon bien avant qu'il ne devienne greffier en loi de la Chambre. C'est l'un des esprits juridiques les plus remarquables de la province, qui se recommande par son jugement, sa droiture et sa science du droit. M. Pigeon est l'un des plus précieux appuis pour l'Assemblée législative.

L'article 539 est adopté.

Les articles 540 à 685 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 686 du Règlement, qui se lit comme suit:

"686. 1. Un ministre peut refuser de répondre à une question s'il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés, si ces renseignements sont contenus dans un document dont la communication peut être demandée au moyen d'un ordre ou d'une adresse de la Chambre, ou si les renseignements demandés ne peuvent être convenablement donnés que dans un débat général.

"2. Un ministre peut refuser de répondre à une question, sans donner de raison.

"3. Le refus d'un ministre de répondre à une question ne peut être discuté ni sur une question de privilège, ni sur une motion d'ajournement de la Chambre."

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je proteste contre ce changement.

**L'honorable M. Bissonnette (L'Assomption):**

La nouvelle rédaction ne fait qu'énoncer clairement ce que l'ancien article impliquait et ce qui a toujours été consacré par les auteurs de droit constitutionnel et la jurisprudence. L'article commence par dire que si un ministre trouve qu'il est d'intérêt public de ne pas répondre à une interpellation inscrite régulièrement au *Feuilleton*, il a le droit de ne pas répondre. La partie à laquelle on s'oppose découle du commencement du second paragraphe de l'article et du vieux droit parlementaire. Du reste, nous n'avons rien changé dans cet article qui était dans les anciens règlements. Nous légalisons une jurisprudence qui existe depuis toujours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va un peu trop loin avec cet article. Le ministre pourrait au moins dire qu'il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à la question.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette explication serait trop vague.

**M. Gagnon (Matane):** À quoi bon donner aux députés le droit de poser des questions quand, un peu plus loin, on déclare que le ministre a le droit de ne pas répondre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si nous n'inscrivons pas cet article dans le nouveau Règlement, nous serons toujours régis par lui quand même. Ce droit découle du droit parlementaire anglais. Dans le droit parlementaire écrit, cet article existe et il est interprété de la même façon par tous les auteurs. Si nous sommes régis par le droit parlementaire anglais, nous devons l'accepter dans son entier. Il me semble que l'on devrait y penser deux fois avant de l'enlever de notre Règlement.

En certains cas, il peut être dangereux de rendre publics des faits et des renseignements d'une nature spéciale. Le ministre peut se voir obligé par son devoir de garder une discrétion absolue. Si les renseignements demandés sont réellement d'intérêt public, le ministre se mettrait lui-même dans une fausse situation en refusant d'y répondre.

**M. Paquette (Labelle):** Pourquoi mettre dans les mains d'un ministre une pareille arme?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il est évident que lorsqu'un ministre refuse de répondre à une question, c'est qu'il a une raison grave de le faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On pose là le principe direct qu'un ministre n'est jamais obligé de répondre. C'est contraire à l'esprit du droit parlementaire anglais. Les ministres sont les serviteurs de la Chambre. Ils exécutent les ordres de la Chambre et ils sont tenus de rendre compte de leur administration aux représentants du peuple.

Le chef de l'opposition rappelle les luttes poursuivies par La Fontaine et Balwin pour le respect des libertés parlementaires.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** demande le vote sur cet article.

L'article 686, étant mis aux voix, est adopté par 27 voix contre 12<sup>6</sup>.

Les articles 687 à 689 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 690 du Règlement, qui se lit comme suit:

"690. 1. La Chambre peut, sur une motion annoncée, demander, par adresse au lieutenant-gouverneur ou par ordre, la communication de tout rapport ou document qui se réfère à quelque matière d'intérêt public rentrant dans les attributions de la Législature ou du gouvernement, à moins que le gouvernement n'ait déclaré que le rapport ou document est privé ou confidentiel, ou qu'il est contraire à l'intérêt public de le déposer.

"2. Sont réputés privés ou confidentiels, à moins qu'un ministre ne les ait cités: les estimations et les rapports des ingénieurs des ministères et des commissions; les opinions que les légistes officiels adressent aux ministres; les communications que les légistes officiels échangent entre eux au sujet de poursuites criminelles; les notes que les juges et les coroners prennent au cours de leurs enquêtes; les rapports que les fonctionnaires et les employés adressent à leurs chefs administratifs; les rapports des commissions des ministères; les notes que les fonctionnaires et les employés d'un même ministère échangent entre eux."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article prive la Chambre de ses droits de contrôler les dépenses publiques.

**L'honorable M. Bissonnette (L'Assomption):** On aurait pu faire une exception pour les questions d'intérêt public. Mais cette formule offre une défense facile et peut porter à des abus. Il est mieux de spécifier les communications qu'on juge confidentielles.

**M. Gagnon (Matane):** L'expérience démontre que le refus de documents ne se présente à peu près jamais. On a tort d'inclure dans le Règlement une pareille clause. Les règlements sont en quelque sorte la photographie de la mentalité d'un peuple.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** demande le vote.

L'article 686, étant mis aux voix, est adopté par 21 voix contre 10.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** exige l'enregistrement du vote.

**M. le président:** Vous ne pouvez l'exiger à cette phase des délibérations.

Les articles 691 à 781 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 782 du Règlement, qui se lit comme suit:

"782. 1. Les délégués de la Chambre doivent s'efforcer d'amener les délégués du Conseil législatif à céder sur le point en dispute ou à le régler au moyen de modifications ou de nouveaux amendements.

"2. Toutefois, quand il s'agit d'un bill, ils ne peuvent proposer, sur des mots au sujet desquels les deux Chambres se sont déjà mises d'accord, aucun amendement autre qu'un amendement qui soit une conséquence du texte en dispute, à moins que le désaccord qui existe entre les deux Chambres ne concerne directement ces mots."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine le premier ministre au sujet de l'abolition du Conseil législatif.

L'article 782 est adopté.

Les articles 783 à 811 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 812 du Règlement, qui se lit comme suit:

"812. Le greffier est autorisé à prendre un abonnement aux journaux qui lui sont désignés par l'Orateur."

**L'honorable M. Bissonnette (L'Assomption):** J'ai établi une censure très sévère des journaux de la Bibliothèque. La salle de lecture ne contient que de bons journaux. Il y en a même qui sont favorables au chef de l'opposition.

L'article 812 est adopté.

**M. l'Orateur** reprend son fauteuil au milieu des applaudissements.

#### Rapports du comité spécial:

**M. le président** fait rapport que le comité, ayant étudié le projet de Règlement, l'a adopté avec certains amendements.

Il est ordonné que ledit rapport, tel qu'amendé, soit pris en considération à la prochaine séance.

La séance est levée un peu après 6 heures.

#### Troisième séance du 8 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 9 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions de privilège:

**M. Francoeur,  
député de Lévis**

**M. Francoeur (Lévis):** Je me lève sur une question de privilège, M. l'Orateur. On a semblé me critiquer, en certains milieux, parce que je n'étais pas présent à la Chambre lorsque les amendements à la loi des liqueurs ont été adoptés. On a tenté d'insinuer que j'étais hostile à ce procédé de loi. J'étais retenu chez moi par la maladie. Je dois dire, cependant, que si j'avais été ici à mon siège lorsqu'on a discuté le bill, j'aurais voté contre l'ajournement à six mois, contre les amendements proposés, et j'aurais voté pour les réformes suggérées par le gouvernement.

(Applaudissements à droite)

#### Refonte du Règlement

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport final du comité chargé

d'examiner le projet de refonte du Règlement de la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard):

Que le projet de Règlement, préparé par M. l'Orateur, par l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et par le greffier de la Chambre, soit adopté avec les modifications qui y ont été apportées par le comité spécial et le comité plénier qui l'ont examiné, et qu'à partir de la clôture de la session en cours, il constitue le Règlement permanent de l'Assemblée législative;

Qu'avant de délivrer des copies conformes de ce Règlement, le greffier en révise les deux textes de façon qu'il y ait uniformité dans les termes qui y sont employés, que les dispositions qui n'ont pas été modifiées par le comité spécial et le comité plénier concordent avec celles qu'ils ont modifiées, et que le texte anglais soit parfaitement conforme au texte français;

Que M. l'Orateur soit autorisé à faire imprimer dans un format commode le nouveau Règlement de l'Assemblée avec les formules, les annotations, les lois constitutionnelles et les tables qu'il jugera utiles.

Adopté sur division.

### **Enseignement spécialisé**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 67 de l'enseignement spécialisé.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que, selon l'article 22 de la loi qui accompagne la présente résolution, la province assumera les droits et obligations de chacune des écoles régies par ladite loi et qu'elle en acquerra tout l'actif et prendra à sa charge le passif.

M. le président, je voudrais donner à la Chambre quelques renseignements sur la loi de l'enseignement spécialisé que je présente au nom du gouvernement. Il y a certainement un nombre beaucoup trop restreint de nos commissions scolaires qui donnent un enseignement manuel.

Il y a aussi, dans la province, des centres d'orientation professionnelle où l'on semble se rendre compte des dispositions naturelles des élèves, afin de les orienter ensuite dans le domaine qui leur sera le plus approprié. Nous avons, en troisième lieu, des écoles d'arts et métiers établies dans les principaux centres industriels de la province et, quatrième, nous avons quatre grandes écoles techniques, dans les villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Hull.

Même s'il y a quelques lacunes secondaires et inhérentes à toute institution humaine dans notre enseignement technique, nous pouvons nous flatter de compter, chez nous, des écoles techniques dont le rendement est au moins égal et souvent supérieur à n'importe quelle école du genre en Amérique du Nord. On peut constater que ces écoles ont formé des techniciens dont la valeur est égale, sinon supérieure, à celle des techniciens sortis de n'importe quelle école au Canada. Il importe quand même de nous rendre compte que notre enseignement technique est encore insuffisant, que nous devons préparer l'avenir et prévoir les besoins futurs.

Si la crise nous a apporté des malheurs, elle nous a aussi permis d'apprendre quelques leçons. L'une d'elles nous a permis de constater que ceux qui ont été le moins affectés étaient ceux qui connaissaient un métier. La crise actuelle nous a permis de nous rendre compte que notre enseignement technique a été totalement insuffisant quant au nombre d'élèves formés. Mais aujourd'hui, il convient plutôt de s'occuper de l'avenir et de le préparer, au lieu de gémir uniquement sur le passé. Il convient d'adapter cet enseignement à nos besoins futurs.

Il convient toutefois de nous rendre clairement compte de la situation exacte. Il est clair que l'enseignement technique paraît insuffisant dans la province de Québec, eu égard au chiffre de la population, et comparé, surtout, à l'instruction technique en Ontario. Sans doute, il faut se rappeler que, dans la province voisine, on est plus industrialisé, les centres industriels sont plus nombreux et, par conséquent, on a besoin d'un plus grand nombre d'ouvriers spécialisés. Les chiffres que je vais citer ne sont peut-être pas absolument justes, mais ils illustrent bien le problème.

Si on prend les chiffres pour l'année 1940-1941, on constate que la scolarité de nos écoles techniques a atteint 2,073 élèves, contre 8,130 dans les quatre écoles techniques de l'Ontario. Si on ajoute à cela les 807 élèves qui fréquentent nos écoles des beaux-arts, on arrive au total de 2,880. Or, dans les 53 "High Schools" d'Ontario, qui comprennent trois sections: commerciale, académique et technique, on constate qu'il y a 11,891 inscrits dans la partie technique, plus de 10,000 jeunes filles. Cela veut dire qu'on se trouve devant cette équation: 2,880 élèves pour Québec et 30,000 pour l'Ontario. Je répète, cependant, encore une fois, il faut reconnaître que, par suite de la différence de situation des deux provinces au point de vue industriel, ces termes de comparaison ne sont pas absolument exacts. Mais il faut nous rendre compte aussi que nous ne sommes pas rendus assez loin dans la diffusion de l'enseignement technique dans cette province.

Il convient peut-être de signaler une autre anomalie au sujet de notre enseignement technique: nos élèves des écoles d'arts et métiers ou d'écoles techniques s'inscrivent à un âge plus avancé qu'ailleurs. Pour entrer dans ces écoles d'arts et métiers, il faut un certificat d'études primaires de septième année, ce qui place l'inscription entre 13 et 14 ans. Pour différentes raisons, malheureusement, il n'en est pas ainsi. Si nous prenons, par exemple, les chiffres de l'inscription dans les écoles d'arts et métiers de Montréal, nous constatons que, pour 1940-1941, sur 125 élèves, 25 à peine sont entrés à l'âge normal de 13 ou 14 ans. Les autres se sont inscrits à l'âge de 15, 16 ou 17 ans.

À l'école technique, il faut un certificat de neuvième année, ce qui place l'inscription initiale des élèves à l'âge de 16 ans. Or, 40 % seulement des inscrits ont l'âge normal. Ils subissent donc l'infériorité d'un décalage de deux années comme inscription initiale. Les causes sont dues à un autre phénomène. Si on prend la totalité de nos enfants inscrits aux écoles primaires, l'inscription apparaît satisfaisante au premier abord, car on constate que le chiffre s'élève à 80 %.

Mais le tableau change lorsqu'il s'agit de la fréquentation scolaire. Il ne faut pas confondre l'inscription avec la fréquentation. Par exemple, dans nos campagnes, un grand nombre d'enfants d'un certain âge manquent deux ou trois mois par année pendant deux ou trois ans ou plus, avec le résultat que sur sept ans de classe, ils n'en ont fait, en réalité, que quatre ou cinq. Le résultat, c'est que 75 % de nos élèves n'ont pas leur diplôme de septième année. Et

il y a les élèves qui doublent leurs classes, ce qui retarde d'autant. Ils n'ont pas suivi le cours primaire proprement dit.

Ces retards sont désastreux pour la province. Lorsqu'un enfant sort, à 13 ou 14 ans, de l'école primaire, comme il lui est interdit par la loi de s'engager dans une foule d'emplois, il peut aller, pendant deux ans, aux écoles d'arts et métiers. S'il sort de l'école primaire à 16 ans, il sera tenté de profiter de la première occasion pour abandonner les études et d'accepter la première offre pour aller travailler, afin d'aider sa famille. Les deux grandes causes principales de cet état de choses résident dans le manque d'orientation dans les écoles et le manque d'orientation dans les familles.

Et puis, il ne faut pas se le cacher, il y a chez nous, depuis 20 ou 25 ans surtout, une tendance malheureuse: celle d'orienter les fils de cultivateurs et d'ouvriers vers des carrières plus faciles, celles des cols blancs. Les cultivateurs et les ouvriers sont portés à croire que pour aider leurs enfants à améliorer leur situation, il faut les orienter vers ces positions. Pour eux, gagner sa vie sans l'effort manuel est une amélioration du sort. C'est quelque chose d'anormal. Il est temps que les autorités religieuses, éducationnelles, gouvernementales et civiles tentent de modifier cette mentalité des parents et leur inculquer cette vérité élémentaire qu'il y a autant d'honneur et de fierté à exercer un métier qu'à devenir un "collet blanc".

Chez nous, les ouvriers qualifiés sont très peu nombreux. C'est le devoir de chacun d'entre nous d'aider la cause sacrée de la diffusion de l'enseignement technique. Il est temps de convaincre la population qu'il y a autant de noblesse et de dignité à exercer un métier qu'à pratiquer n'importe quelle profession ou autres occupations. Il est donc important de préparer l'avenir. Il est temps de réagir contre ce défaut d'orientation.

En résumé, nous voulons tous préparer l'avancement de nos enfants. Pour cela, il faut que tous les esprits de bonne volonté donnent à cette œuvre de primordiale importance une loyale collaboration. Voilà pourquoi le gouvernement présente cette loi de l'enseignement spécialisé à la Chambre. Cette loi consiste à coordonner, à réaliser et à rationaliser l'enseignement technique dans nos écoles et à former un Conseil supérieur qui, j'en suis sûr, rendra d'immenses services à la province, et je suis heureux de déclarer que le gouvernement se fera un devoir de mettre en pratique les suggestions qu'il en recevra.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** Je reproche au gouvernement de présenter un tel projet de loi à la fin de la session. L'ancien Parti libéral, continue-t-il, a négligé la jeunesse pendant 40 ans. Je trouve extraordinaire que le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) n'ait pas trouvé mieux pour défendre sa cause que de dénigrer la province de Québec. Si le secrétaire de la province nous avait dit: "Le Parti libéral se repent", nous l'aurions cru. S'il était venu nous dire que le Parti libéral reconnaît ses erreurs passées et ses torts vis-à-vis de la jeunesse et qu'il veut réparer un régime de 40 ans d'inaction, alors nous aurions pu croire que le Parti libéral a au moins une qualité: celle de la franchise et de la modestie. Au lieu de cela, le secrétaire provincial a préféré dénigrer notre enseignement et sa province. Il nous a dit que nous étions des arriérés. Il ne fait pas un compliment au premier ministre puisqu'il démontre qu'il est le produit d'une éducation arriérée! Je proteste, au nom du premier ministre lui-même, qui ne mérite pas cette accusation. Je reconnais son talent et ses connaissances.

(Applaudissements à gauche)

Le ministre devrait bien savoir que les circonstances et les conditions ne sont pas les mêmes dans notre province et la province voisine. Si les statistiques produites par le secrétaire provincial ne sont pas favorables à la province, c'est que le gouvernement d'Ontario a su prévoir, tandis que nous, nous avons eu un gouvernement d'endormis! Ce que nous attendons, ce sont des actes. Dans les résolutions, on dit que le gouvernement assumera les obligations. Mais, dans le bill, on dit que le fardeau sera porté par les municipalités. Mais, en Ontario, on ne fait pas payer les municipalités.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Je constate que l'opposition est enfin sortie de son mutisme sur les questions d'éducation. Le député de Papineau a obtenu la permission de son chef de prendre part au débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est absolument faux!

**M. Lorrain (Papineau):** Point d'ordre! Si de l'autre côté de la Chambre, on est dans les chaînes, de ce côté-ci règne la liberté. Le ministre n'a pas le droit d'affirmer pareilles choses. Je demande à l'honorable ministre de retirer ses paroles!

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre vient d'insinuer que l'on n'est pas capable de ce côté-ci de

la Chambre de parler sans la permission du chef. Il doit retirer ses paroles en vertu de l'article 245 du Règlement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député n'a pas le droit d'imputer des motifs à un collègue. C'est faux!

**M. le président:** Ce langage est défendu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député n'a pas le droit d'interrompre un autre député!

**M. le président:** Un député n'a pas le droit d'insulter le président!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne comprends pas pourquoi le chef de l'opposition parle d'imputation de motifs. Depuis le début de la session, la question de l'éducation a été discutée ici à plusieurs reprises. La plupart des députés ministériels ont pris part au débat, mais l'opposition a fait silence.

Il semble donc qu'elle répondait à une tactique et à des motifs que je ne veux pas discuter. Mais lorsque l'opposition se départit tout à coup de cette attitude, il me semble que ce n'est faire injure à personne que de le constater. Le député de Papineau (M. Lorrain) a parlé ce soir et le député de Berthier (l'honorable M. Bastien) a parfaitement le droit de signaler ce fait. Il n'y a rien d'injurieux dans ses paroles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut répliquer.

**M. Caron (Hull):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ridicule! L'article 292...

**M. Caron (Hull):** Un député n'a certainement pas le droit de parler deux fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'article 296 que je voulais citer.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le député de Trois-Rivières veut parler du premier point d'ordre et il oublie le deuxième qu'il a soulevé.

Deux autres points d'ordre sont soulevés.



**M. le président:** Le député de Berthier n'a imputé aucun motif à personne, ni offensé le député de Papineau. Le point d'ordre est rejeté. Je donne la parole au député de Berthier.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Je suis surpris que mon collègue de Papineau se soit froissé si vite. On sait qu'il n'est pas violent. Je n'ai jamais eu l'intention de le froisser. La province ne pense pas comme le député de Papineau. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), en produisant des statistiques, propose une mesure qui sera utile à l'enseignement spécialisé. Il n'y a pas de dénigrement dans ses paroles, mais du courage et du patriotisme. Il nous a dit franchement où en est rendu l'enseignement technique dans la province.

Si le député de Papineau veut combattre le Parti libéral, c'est son droit. Mais il ne connaît pas son histoire. Qu'il regarde le passé et il verra que c'est le Parti libéral qui a créé les écoles techniques, les écoles d'arts et métiers et les écoles de Beaux-arts. Le *London Year Book of Education*, dans un article élogieux sur l'organisation de l'enseignement dans la province, a reconnu ce fait comme un grand événement. Le Parti libéral ne se glorifie pas de ses heureuses initiatives. Mais nous en sommes heureux. Aujourd'hui, nous voulons faire davantage. C'est le gouvernement Gouin qui a créé nos grandes écoles. Continuant la tradition, le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) demande que nous fassions mieux. Le député de Papineau regrettera sa critique injuste.

Pour réussir dans la nouvelle étape que nous entreprenons, il nous faut la coopération de tous, même celle de l'opposition. Quelle est la situation de l'enseignement technique dans nos campagnes? Beaucoup a été fait pour l'élément féminin. Depuis 11 ans, des écoles d'art ménager ont été créées. On a fondé 650 cercles de fermières qui comptent 30,000 membres, où l'on enseigne les arts domestiques, non seulement dans les villes et les villages, mais même dans les rangs. Quant à l'élément masculin, il a déjà à sa disposition de magnifiques écoles techniques dans les principales villes de la province. Ils ont des écoles d'arts et métiers qui ne sont pas encore assez nombreuses, et 29 écoles d'orientation professionnelle, ce qui n'est peut-être pas suffisant. Je suis d'opinion que, dans chaque ville et dans chaque gros village, nous devrions avoir une école d'orientation professionnelle qui préparera la jeunesse masculine pour les écoles d'arts et métiers.

Depuis le début de la guerre, nous avons formé de la main-d'œuvre experte dans nos écoles

techniques. Je demande au secrétaire de la province de faire une meilleure publicité à nos écoles techniques. Qu'il fasse de la propagande auprès des conseils de comtés pour les engager à créer de telles écoles. Je demande des réformes, mais cela n'empêche pas le gouvernement d'avoir accompli une œuvre admirable dans le domaine de l'enseignement technique. Il s'agit tout simplement de faire davantage.

Nous avons de belles écoles techniques, parfaitement outillées, mais nos écoles techniques n'ont pas été suffisamment annoncées. On ne leur a pas fait assez de propagande. La publicité actuelle n'a pas atteint la masse. C'est à peine si elle a effleuré l'élite. Le Conseil supérieur de l'enseignement technique contribuera à intéresser un plus grand nombre de gens à cet enseignement. En terminant, j'insiste pour obtenir dans tous les comtés ruraux des centres d'orientation professionnelle. Autrement, après la sixième année, nos jeunes gens continueront à ne trouver de l'emploi que comme main-d'œuvre. Je suis certain que le secrétaire de la province aura la coopération de tous les membres de la Chambre, même celle du député de Papineau qui était tout simplement de mauvaise humeur.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** Il y a contradiction entre les paroles du député de Berthier et celles du secrétaire provincial. Le député de Berthier proclame que c'est le Parti libéral qui a tout fait en matière d'éducation dans la province, et le secrétaire provincial cite des chiffres pour démontrer que nous sommes bien en arrière des autres provinces. Le secrétaire provincial, qui devait tout révolutionner, devrait lui-même défendre son projet de loi. L'initiative de la création de l'École des mines est due à l'Union nationale, pour ne nommer que celle-là.

Il (M. Lorrain) fait ensuite une revue de ce qu'a fait l'Union nationale dans le domaine de l'éducation.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Les députés semblent vouloir prouver que d'un côté, on a fait bien, et de l'autre, on a fait mieux. Ce qui importe au peuple, c'est que le premier ministre et le secrétaire de la province aient le courage de présenter des lois qui aideront à l'enseignement.

**M. Paquette (Labelle):** Les écoles spécialisées ont progressé parce que l'Union nationale les a aidées. Le secrétaire de la province a été franc en

disant que l'enseignement spécialisé n'est pas ce qu'il devrait être. Le député de Berthier a raison de réclamer plus de publicité pour les écoles techniques. Je ne lui fais pas souvent de compliments, mais, sur ce point, il en mérite.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il est évident que l'opposition n'est pas plus en faveur de l'éducation aujourd'hui qu'au temps de Sir Lomer Gouin. Si on avait écouté les conservateurs, nous serions 20 ans en arrière dans l'enseignement technique. Le député de Labelle (M. Paquette) a vanté l'Union nationale qui a semé le vent en 1936, et qui récolta la tempête en 1939. Je félicite le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) d'avoir présenté cette loi.

**M. Gagnon (Matane):** Le député de Montréal-Mercier dit que les conservateurs n'ont rien fait pour l'éducation. Mais ce sont eux qui ont fondé, sous l'honorable Gédéon Ouimet en 1878, l'École polytechnique. La loi à l'étude crée tout simplement un Conseil de l'enseignement technique à côté du Conseil de l'instruction publique, créé en 1872 par l'honorable M. Boucher de Boucherville<sup>8</sup>. Mais on ne lui donne absolument aucun pouvoir. Le seul pouvoir de cet organisme est celui de donner des conseils. Il n'y a pas une virgule dans le bill qui laisse entendre que le secrétaire provincial obéira aux directives de ce conseil.

Le bill présenté par le secrétaire provincial, sur l'enseignement spécialisé, est un bill de camouflage. On y voit un conseil de patronage. On va me répondre: "le surintendant de l'Instruction publique fait partie de ce conseil". C'est vrai. Mais la loi ne pose aucun principe nouveau et ne crée aucune école nouvelle. La note explicative dit que les lois disparates vont disparaître. Ces lois disparates, ce sont les lois de nos adversaires. Les représentants du gouvernement ont tort de prétendre que Québec est arriérée en matière d'éducation.

Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) a ridiculisé l'œuvre de l'Union nationale. Mais nous avons fondé l'École des mines, grâce à l'initiative de l'Université Laval. Cette école, suivant le Dr Camsell, sous-ministre fédéral des Mines, est la plus belle de l'Amérique du Nord, plus belle même que celle de Londres.

Et cependant, il n'y a, dans le Conseil supérieur que l'on veut créer, aucun représentant de cette école et de l'Université. L'Université Laval a damé le pion à toutes les autres universités d'Amérique pour la fondation de cette école, mais le gouvernement méprise l'Université Laval.

On aurait dû le reconnaître et nommer un représentant de Laval dans le Conseil supérieur de l'enseignement technique. Nous avons aussi créé l'École des pêcheries. On ne s'occupe ni de celle-ci, ni de l'École des mines. Peut-être parce que ces deux écoles ont été fondées par l'Union nationale.

On nous a dit que nous n'avions pas pris part au débat sur la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult). L'opposition est heureuse de n'avoir pas pris part au débat sur cette motion. Nous n'en avons aucun regret, car on s'est montré injuste, dans ce débat, pour nos collèges classiques. Au cours de ce débat, des paroles très dures ont été prononcées à l'égard de nos collèges classiques par des membres de la droite.

C'est pourtant grâce à nos collèges classiques et au dévouement du clergé que la race canadienne-française a pu survivre. Ce sont dans nos collèges classiques que se sont formés nos grands hommes politiques. Il est grand temps que les députés de langue anglaise en cette Chambre reconnaissent la qualité de nos collèges classiques. J'espère qu'on ne permettra plus en cette Chambre des paroles de dénigrement comme celles qui ont été prononcées.

Je reconnais que le Parti libéral a donné un octroi de \$10,000 à nos 20 collèges classiques, dont lord Rothermere a fait un jour l'éloge devant M. J.-E.-A. Dubuc, député de Chicoutimi, en disant qu'ils avaient formé des hommes qui ont empêché l'absorption des Canadiens français. Les collèges sont les premiers à reconnaître qu'avec des ressources plus considérables, ils pourraient faire encore mieux. Avec un mince octroi annuel de \$10,000, des collèges trouvent le moyen d'envoyer étudier certains de leurs professeurs en Europe. Depuis 25 ans, nos collèges ont fait des progrès énormes. J'ai deux fils qui viennent d'en sortir. En lisant leurs questions de baccalauréat, je leur avouerai que j'aurais bloqué si on me les avait posées à mon examen.

Nous avons entendu ici des députés réclamer des réformes qui sont en vigueur depuis quatre ans déjà dans nos collèges. Que l'on pose l'éducation sur sa véritable base: la collaboration avec nos collèges et nos universités, et l'opposition sera prête à collaborer. Les deux partis ont accompli dans le domaine éducationnel des œuvres qui méritent la reconnaissance de la province. On devrait cesser de ridiculiser ce que les adversaires ont fait de bien. On ne réussira pas à détruire l'œuvre magnifique de nos universités et de nos collèges classiques. Que l'on cesse de dire que nos collèges classiques sont arriérés. Quant à la loi, si c'est toute la réforme promise par le secrétaire de la province, la récolte sera petite car la semence est bien petite.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

M. le président, je n'ai rien dit qui pouvait provoquer les remarques de certains orateurs de la gauche. On rétrécit le débat à cause des mesquineries politiques absolument déplacées.

Dans les quelques remarques faites tout à l'heure, je n'ai pas dit un mot susceptible de soulever les passions ou les préjugés politiques. Je regrette qu'on ait mêlé des mesquineries de parti à cette grande question de l'éducation, chez nous. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le député de Matane parler des principes qui ressemblent plus au parti qu'il chérissait il n'y a pas si longtemps. D'ailleurs, les gens de Québec n'ont pas cru à cette désunion entre l'ancien Parti conservateur tory et l'Union nationale. Il reste inspiré de toutes ces doctrines à retardement, et je me demande s'il n'est pas rendu au point où il se trahit lui-même.

Je n'ai jamais dénigré la province de Québec. Bien au contraire. J'ai proclamé, la semaine dernière, tout ce que nous devons à nos éducateurs du passé, ceux de nos collèges classiques comme ceux de l'enseignement primaire, et je leur ai rendu un juste hommage. Nos écoles techniques ont formé les meilleurs techniciens du dominion. Je sais que le clergé méprise les flatteurs, qu'il aime la collaboration de ceux qui comprennent les problèmes éducationnels et qu'il est prêt à travailler avec ceux qui veulent véritablement travailler. Nous ne faisons aucune critique contre le clergé. Je rends hommage à tous nos éducateurs. Que l'on cesse donc cette politique! Nos adversaires ne veulent pas comprendre! Malgré l'obstruction systématique des membres de l'opposition, le Parti libéral fera comme d'habitude: il marchera de l'avant et réalisera!

**M. Lorrain (Papineau):** Je félicite les honorables députés de Matane (M. Gagnon) et de Labelle (M. Paquette) de leurs discours. Le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) manque de sérieux. Des politiciens sans scrupules se sont fait un cheval de bataille de l'éducation pour gagner le comté de Terrebonne. Le secrétaire provincial vient de donner sa véritable mesure. Le gouvernement actuel est un gouvernement de taxeurs, de bras croisés et de dénigreur. La résolution elle-même est irrégulière. Je soulève un point d'ordre. La résolution introductive du bill n'est pas régulière parce qu'elle ne prévoit pas une dépense d'argent.

**M. Gagnon (Matane):** La résolution est incomplète. Elle n'est pas valide et elle est irrégulière.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les résolutions présentées devant la Chambre sont du camouflage. Le projet de loi est illégal, et les résolutions sont incompatibles avec le texte du bill soumis à cette Chambre. La résolution ne fait pas mention de diverses dépenses de voyage et des salaires d'employés. Toutes les clauses comportant une dépense d'argent doivent être incluses dans la résolution.

(Un long débat s'engage ensuite sur le point d'ordre.)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je suis surpris de voir l'attitude de l'opposition. Les résolutions ne mentionnent que les dépenses nécessitées par la loi. Si le chef de l'opposition et le député de Matane, qui ont l'habitude de voir clair, avaient eu le soin de lire l'article 9 du bill, ils auraient constaté que le reste des dépenses mentionnées est prévu dans le budget annuel. Il n'est pas nécessaire de les inscrire dans les résolutions. Par conséquent, nous n'avons pas besoin d'une seconde autorisation. Celui qui prépare les lois pourrait, à l'occasion, leur donner quelques leçons.

**M. le président** rejette le point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En matière d'éducation, il faut d'abord reconnaître dans notre province le droit primordial des parents, du Conseil de l'instruction publique, et la coopération financière bénévole du gouvernement. La politique de l'ancien gouvernement de l'Union nationale a toujours été de respecter les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique, et d'offrir la coopération de l'État en matière de financement de l'éducation. L'éducation est une chose beaucoup trop importante pour être ramenée au niveau des considérations politiques.

Le premier ministre ainsi que quelques-uns de ses partisans ont passé la session à insulter leur propre race. Si l'éducation est effectivement dans le piètre état qu'ils disent, la faute est assurément la leur: n'ont-ils pas été au pouvoir pendant 40 années? Quelqu'un vient de déclarer que la race canadienne-française est jalouse de l'anglo-saxonne. Il a eu tort. Il a oublié la noblesse de caractère et la grandeur d'âme de ses compatriotes.

Il est regrettable que des hommes publics, de bonne foi probablement, mais malheureusement, aient dit publiquement, en leur qualité d'hommes publics, que la race canadienne-française est jalouse

de nos compatriotes anglo-saxons. Le secrétaire provincial a tort, car il a fourni un argument à nos adversaires. Les Canadiens français ne sont jaloux de personne. Nous voulons vivre en paix et en harmonie avec tout le monde. Nous voulons que justice soit rendue à qui que ce soit. Nous voulons rivaliser d'ardeur et d'émulation avec nos compatriotes, mais nous n'entretenons aucune jalousie à leur égard.

Lorsque l'on parle de l'œuvre de l'éducation chez nous, on ne devrait jamais oublier la légion d'hommes glorieux, intelligents et influents, dont les gestes ont marqué notre histoire, qui ont été formés par nos institutions éducationnelles. C'est notre système éducationnel qui a formé Laurier, Mercier, La Fontaine, Chapleau, qui a formé toute cette pléiade de grands Canadiens. Ces hommes ont sauvegardé l'avenir de notre population. Ils se sont dépensés sans compter pour tenir haut la flamme de la science et de l'éducation. Notre devoir est de nous incliner bien bas devant ces héros qui, sur le bûcher de l'abnégation professionnelle, ont fait naître la flamme de la connaissance.

Nous croyons que la multiplicité dans la connaissance des langues humaines est un actif puissant. Mais est-il besoin de critiquer tout un système d'enseignement pour préconiser des réformes indésirables dans certains cas? Certes non. On dit qu'il faut une meilleure connaissance plus complète de l'anglais. Sir Wilfrid Laurier, qui fut l'un de ceux qui parlent le mieux la langue anglaise, l'a apprise au Collège de l'Assomption, et Jacques Bureau, qui fit ses études au Collège de Nicolet, tous deux parlaient parfaitement les deux langues. Dans ma famille, on parlait l'anglais.

On parle de bilinguisme. J'en suis. Pour un bilinguisme de manière rationnelle et pratique. Les exemples que j'ai donnés prouvent qu'il n'est pas nécessaire, pour arriver au but que l'on se propose, de saboter tout un système éducationnel. L'éducation produira ses fruits dans la mesure où l'élève aura le sentiment de la compléter par son effort individuel. C'est une question d'effort individuel, un travail de tous les instants qui doit servir à compléter les notions données par nos éducateurs. Il faut aussi se rappeler qu'avant d'apprendre la lettre des lois, par exemple, il faut d'abord connaître les chemins pour arriver à la connaissance, et que la perfection dans la science comporte, dans une large mesure, l'effort personnel. Nous voulons collaborer avec n'importe qui, n'importe quand. Nous, de l'Union nationale, nous considérons que la question de l'éducation doit être laissée au-dessus de la politique. Nous avons de la reconnaissance pour ceux à qui elle est due.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, j'ai le droit de me surprendre de la tournure que prend la discussion. Cette loi, que le député de Matane (M. Gagnon) disait insignifiante, a été présentée sans aucune teinte politique. On a voulu, à son sujet, porter des attaques contre le Parti libéral et faire des dissertations de toute nature en dehors du sujet. Le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) a présenté son projet de loi sans attaquer qui que ce soit, mais au seul mérite de la loi. L'opposition en a profité pour lancer des attaques contre le Parti libéral. Je n'ai pas d'hésitation, cependant, à proclamer que ce que nous voulons, et ce qui est notre devoir comme gouvernement, c'est de préparer l'éducation de la jeunesse et l'avenir de la génération de demain, en étroite collaboration avec les pères et mères de famille et le clergé.

Ce sera un bien triste jour pour Québec lorsqu'il faudra reconnaître que le rôle du gouvernement, en matière d'éducation, se réduit à fournir les sommes nécessaires. Quand on veut réduire l'œuvre d'un gouvernement à celui de payer des sommes d'argent, on diminue à une parcelle de ce que doit être son programme éducatif. Nous avons le droit de veiller à ce que cet argent soit bien dépensé et que la génération montante ait la meilleure formation possible.

Malgré l'étrange philosophie du chef de l'opposition, notre devoir est de préparer ce qui vient. Nous sommes ici comme représentants de pères de famille, et nous avons le droit de dire notre mot sur la situation dans laquelle vivront demain nos enfants. Nous n'avons pas que le droit, mais le devoir de nous intéresser à leur avenir. Je tiens à dire que notre clergé a formé la majeure partie des membres de cette Chambre. Il a préparé nos cerveaux les mieux meublés, les caractères les mieux trempés. Mais les autorités religieuses ne nous ont jamais enseigné que le gouvernement ne devait contribuer qu'à payer les dépenses de l'enseignement, que le gouvernement n'a pas d'autre droit que celui de payer les pots cassés. Avec pareil principe, nous n'irions pas loin.

Nos amis d'en face ont la spécialité de se servir du clergé et de la religion pour arriver à leurs fins, en faisant croire que nous avons insulté le clergé. Nous ne sommes pas des insulteurs, nous. Le chef de l'opposition et ses collègues font de leur mieux pour alimenter le préjugé populaire, en prétendant que notre gouvernement est anticlérical et qu'il tente de détruire l'influence du clergé en matière d'éducation. Je ne les suivrai pas sur ce terrain. Je suis trop profondément imprégné de respect et d'admiration envers ces éducateurs religieux qui, durant les heures

les plus sombres de notre histoire, ont entretenu le flambeau du savoir au Canada français, pour seulement songer à écarter cette influence.

Nous ne pouvons faire de pire injure au clergé que de le flagorner. Nous ne flagornons pas le clergé parce que nous savons qu'il vaut mieux que ça. Par cette loi, nous lui donnons le premier témoignage de reconnaissance. La discrétion, nos adversaires l'apprécieront mieux en appliquant à la vie publique les principes de charité que le clergé nous a enseignés, d'abord en ne déformant pas la pensée de ceux qui ne pensent pas comme eux. Nous savons tous les services immenses que le clergé a rendus dans tous les domaines et nous en avons une grande reconnaissance.

Nous savons aussi que, dans l'œuvre de nos collèges classiques, si grande qu'elle soit, il y a des choses à réformer comme ailleurs. C'est notre devoir de voir à ce que leur fondement et la formation qui est donnée à nos enfants soit adéquate aux besoins de demain. Ce que nos collèges classiques et leurs dirigeants ont fait et font encore, nous le savons. M. le député de Matane devra se le rappeler. Nous le savons, pour y être allés dans nos collèges.

Mais c'est notre devoir de permettre aux collèges classiques de progresser, de les aider de toutes nos forces. Si nous ne le faisons pas, nous ne reconnaitrions pas l'œuvre accomplie par notre clergé dans les collèges classiques. Ceux qui ne reconnaissent pas cela ne connaissent pas l'enseignement.

Faisant allusion à un discours, que l'on a déformé d'ailleurs, que j'ai prononcé à Rougemont, je crois, l'été dernier, on m'a reproché d'avoir dit franchement que certains des nôtres devraient cesser de brailler sur certains prétendus avantages de la population de langue anglaise et devraient plutôt se mettre à travailler, et affronter les défis que la vie leur présente, quels qu'ils soient.

Il vaudrait mieux reconnaître que, si les jeunes Canadiens français sont supplantés aux meilleures positions dans les industries et le commerce, c'est parce que leur éducation ne les a pas préparés à ces positions. Je suis prêt à réitérer ce que j'ai dit, car c'est la stricte vérité. C'était mon devoir de parler ainsi parce que le devoir d'un homme public, c'est d'être franc. Il doit parler ainsi au lieu de flagorner le peuple pour de mesquins intérêts de parti. Au lieu de se plaindre des autres et de les accuser d'accaparer les positions, nous avons un premier devoir: préparer l'avenir.

Ce n'est pas faire tort aux institutions existantes que de dire que leurs programmes ne

conviennent pas à la formation des jeunes hommes dans des matières telles que les mines, la chimie ou l'ingénierie et les autres sciences appliquées. Ces institutions ont fait leur devoir dans le passé; personne ne prétend le contraire. Mais les temps ont changé, de nouveaux besoins sont apparus et, face au développement industriel et économique actuel, nous pouvons nous attendre à ce qu'il en surgisse encore d'autres.

Il nous appartient à nous, les parents, de dire si nous voulons faire apprendre à nos fils la chimie, les mathématiques ou le génie minier. C'est nous, les pères de famille, qui le savons. Le gouvernement doit faciliter la tâche sans cesse grandissante de nos collèges classiques, et c'est à nous, pères de famille, de dire quelle voie nos enfants suivront, s'ils iront vers une profession ou une autre, vers un état ou un autre. C'est une philosophie bien catholique.

Le gouvernement n'a aucunement l'intention de se mettre à la place des parents ou du clergé en matière d'éducation. Mais il a tout de même le devoir et la volonté de prendre des initiatives et de suggérer une direction pour ce qui regarde les matières qui doivent être enseignées aux enfants d'aujourd'hui.

Ces enfants, ce sont les hommes de demain, et nous devons leur assurer une place adéquate dans le nouvel ordre des choses actuellement en développement. Il est très bien pour un pays d'être riche en ressources naturelles, mais sans les connaissances suffisantes pour les exploiter, ces ressources deviennent inutiles. Quand on a le courage de dire cela à un peuple, on lui rend service.

Il faut savoir montrer au peuple la voie de l'avenir, lui dire qu'il faut tremper les caractères, préparer l'intelligence et son cœur. C'est cela l'éducation. Le gouvernement aussi est responsable de l'éducation, non seulement en aidant à fournir les moyens matériels, mais il doit, comme représentant des pères et des familles, indiquer la voie de cette préparation à l'éducation. C'est nous qui devons indiquer aux jeunes les difficultés qu'ils rencontreront et qu'ils devront surmonter. S'il faut du courage pour accomplir cette œuvre et faire son devoir, nous l'aurons ce courage, et nous aurons l'appui unanime de toute la population. La tâche de demain, c'est la tâche de tout de suite.

(Applaudissements à droite)

Nos jeunes gens ne sont pas préparés à l'éducation technique. C'est un fait que tout le monde constate. L'œuvre primordiale, c'est de préparer demain, et c'est l'œuvre de l'éducation. Si on n'a pas donné une préparation appropriée, l'œuvre

accomplie par ailleurs sera vaine. Le gouvernement, pour collaborer, ne doit pas se contenter de suivre. Il doit aussi diriger. Et c'est son devoir impérieux de le faire. Le gouvernement doit être le collaborateur actif, non passif, du clergé dans cette œuvre. C'est son devoir, et il l'accomplira. La loi du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a pour but d'aider la jeunesse à se préparer à la tâche de demain, et la tâche de demain, c'est celle qui commence au lever du jour. Nous voulons coopérer avec le clergé, et nous voulons que cette coopération dans l'enseignement ne soit pas seulement passive, mais active. On nous demande que cette coopération soit ainsi.

On prétend que les autorités religieuses et la majorité de la population s'opposent aux réformes en matière d'éducation. Celui qui m'a réclamé cette coopération et qui m'a indiqué ce devoir en tant que premier ministre de la province, qui est de gouverner non pas en étant à la remorque de l'évolution, mais en prenant des initiatives pour le futur économique de la population et en indiquant la voie à suivre dans le redressement de notre éducation, c'est le plus haut représentant, le premier des dignitaires de l'Église catholique au Canada<sup>9</sup>.

(Applaudissements à droite)

Pour ce qui est de la population, je suis convaincu d'avoir son soutien dans cette politique de réforme de l'enseignement. Il serait sûrement plus avantageux, du point de vue de la petite politique, de flatter le peuple en lui disant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Mais il est autrement plus courageux de ne pas lui mentir et de lui dire qu'au lieu de se plaindre que les autres prennent notre place, nous devrions nous atteler à la tâche et nous éduquer en conséquence. Mes collègues et moi avons ce courage parce que nous avons le sens de nos responsabilités envers la population.

Nous irons de l'avant avec la réforme entreprise, dans la conviction qu'elle préparera les générations futures pour les luttes économiques de demain. En donnant notre coopération, nous entendons respecter l'œuvre de nos institutions, le sentiment des pères et mères de famille et du clergé, qui a tant fait avec si peu de ressources, et nous méprisons ceux qui, pour des fins politiques, tentent d'amoinrir notre effort sincère et de déformer nos intentions saines.

Et je puis affirmer, ici ce soir, que nous méprisons ceux qui exploitent des sentiments trop élevés pour des fins politiques.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre nous a donné l'exemple d'une charité extrême et d'une humanité profonde. Il y a moyen de discuter cette question sans avoir recours aux tactiques qu'a prises le premier ministre. Je sais qu'il ne m'aime pas. Il a répondu à un exposé, sans personnalité, par des paroles amères. Les principes que j'ai émis sur la question de l'éducation sont partagés par l'immense majorité de la population. La Chambre reconnaîtra que je n'ai eu recours à aucun des moyens auxquels le premier ministre a fait allusion. Je ne veux pas suivre le premier ministre sur le terrain où il a ravalé la discussion.

Le premier ministre a accusé l'opposition de se servir du clergé et de la religion pour attaquer ses adversaires. Mais, du même souffle, le premier ministre a voulu usurper la robe d'un grand religieux pour s'en faire un drapeau politique. Il a voulu se cacher dans un manteau trop grand et trop beau pour lui. La province sait qui sont ceux qui ont réellement voulu et fait quelque chose. Elle sait que ceux qui prennent aujourd'hui des attitudes de sauveurs sont les mêmes gens qui ont créé les situations qu'ils prétendent corriger.

On se sert de la Législature pour salir notre race. S'il est vrai que le système éducationnel, qui est perfectible, est trop arriéré pour former des hommes, que *Le Canada* cesse de dire que le premier ministre est un grand homme! L'Union nationale a si bien respecté toutes les races que l'on a accusé son chef d'être proanglais. Ceux qui veulent améliorer l'enseignement peuvent compter sur celui qui parle et sur l'Union nationale. Malgré les sentiments manifestés par le premier ministre, l'opposition sera toujours prête à collaborer pour l'avancement de l'éducation.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition n'a pas d'objection de principe à la création d'un organisme approprié pour diriger l'enseignement

technique. Mais nous sommes opposés à la mainmise du gouvernement sur l'éducation.

Adopté sur division. La résolution est lue une deuxième fois.

#### Travaux de la Chambre:

##### Demandes de renseignements

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les projets de loi que le gouvernement veut présenter à la Chambre d'ici la fin de la session, outre celui que le secrétaire provincial a annoncé relativement au problème scolaire de Montréal? Le gouvernement a-t-il encore plusieurs lois à présenter?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous en avons quelques-unes. Il y aura un projet de loi concernant le traitement des juges et les salaires des gardiens de prison, une législation concernant l'étatisation de la Beauharnois, une législation pour permettre au gouvernement de conclure une entente avec Ottawa au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Nous présentons nos lois chaque jour, afin de ne pas charger le *Feuilleton*, ce qui est une économie d'argent. Je ne suis pas surpris de voir sourire le chef de l'opposition quand je parle d'économiser quelques milliers de dollars, lui qui jonglait avec les centaines de mille dollars.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>10</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant

soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Poursuites au criminel, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi relative à la Sûreté provinciale", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Police des liqueurs: Québec et Montréal, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Encouragement à l'agriculture en général, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article École d'agriculture et académies rurales du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 25 du matin.

---

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 9 mai 1941, à la page 11. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 12, c'est M. Bissonnette lui-même qui aurait présidé les débats.

2. Il s'agit du représentant de Sainte-Marie, M. Camillien Houde, interné dans un camp de concentration depuis un an.

3. M. Raymond était en désaccord avec le ministre fédéral des Finances, M. Ilsrey, qui disait que le Canada était en guerre pour défendre la civilisation. Selon *The Gazette* du 9 mai 1941, à la page 1, à ce propos, il dit ceci: "Nous sommes entrés dans cette guerre contre l'Allemagne non pas pour des raisons humanitaires, mais parce que l'Angleterre a déclaré la guerre à l'Allemagne, et l'Angleterre est entrée dans cette guerre pour protéger ses propres intérêts. L'article de la *Gazette* demandait au nom de qui M. Raymond a voulu parler, à Ottawa. Selon *L'Événement-Journal* du 9 mai 1941, à la page 4, le journaliste affirmait que des paroles comme celles que vient de prononcer M. Raymond donnent trop raison à des gens qui cherchent à dénigrer les Canadiens français.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *L'Événement-Journal* du 9 mai 1941, à la page 4.

5. Louis-Philippe Pigeon (1905-1986), juriste, auteur de nombreux écrits et publications majeures dans le domaine légal. Admis au Barreau en 1928, il enseigne le droit civil à l'Université Laval en 1938, devient greffier en loi de la Législature de Québec (1940-1944) et conseiller du premier ministre du Québec Jean Lesage (1960-1966). En 1967, il devient juge puîné à la Cour suprême du Canada où il siégera jusqu'à sa retraite en 1980.

6. L'Orateur M. Bissonnette n'a pas voté, selon *Le Soleil* du 9 mai 1941, à la page 8.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 9 mai 1941, à la page 11.

8. Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1822-1915). Conseiller législatif de la division de Montarville (1867-1915). Premier ministre du Québec de 1874 à 1878 et en 1891-1892. Secrétaire, registraire et ministre de l'Instruction publique (1874-1876), et commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics (1876-1878). Trésorier intérimaire (1892). Sénateur de la division de Montarville, à compter du 12 février 1879, il appuya le Parti conservateur.

9. À l'ouverture de l'exposition d'orientation professionnelle à l'Académie commerciale hier soir, le cardinal Villeneuve disait: "Je crois à l'orientation professionnelle et il ne faut pas attendre la fin de sa vie ni à la fin de son cours pour s'orienter", selon *La Presse* du 9 mai 1941, à la page 17.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 9 mai 1941, à la page 11.



Séance du vendredi 9 mai 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de règlement:**

**Enseignement spécialisé**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La résolution introductive du bill 67, dit-il, ne fait pas mention de tous les articles concernant les argents qui seront dépensés.

**M. l'Orateur** rejette le point d'ordre en citant plusieurs articles du Règlement. Cette résolution est régulière, conclut-il.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 45 modifiant la loi des syndicats professionnels;
- bill 46 modifiant la loi de la convention collective;
- bill 54 concernant le pouvoir exécutif;
- bill 55 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés;
- bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville.

**Enseignement spécialisé**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre adopte maintenant la résolution relative au bill 67 de l'enseignement spécialisé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas l'intention de renouveler notre opposition d'hier aux résolutions précédant cette loi, que nous croyons basée sur un mauvais principe. Nous sommes d'avis

que cette loi constitue une mainmise sur une branche de l'enseignement spécialisé. La politique de l'Union nationale est simple. Nous estimons que le devoir du gouvernement n'est pas de diriger seul l'éducation, mais de collaborer avec le Conseil de l'instruction publique, en lui fournissant les moyens matériels nécessaires.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le projet ne présente pas un principe nouveau. En fait, le gouvernement a déjà payé pour les frais de ces diverses écoles. Il s'agit, en somme, d'une consolidation. Le projet n'affectera pas les écoles qui sont sous direction privée.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La ville de Rimouski possède une école d'arts et métiers. Cette école est née de la générosité de M. Jules-A. Brillant, un citoyen bien pensant. L'immeuble est très joli et est un véritable ornement pour la ville. Elle constitue un atout pour la région. Le gouvernement va-t-il faire l'acquisition de cette école?

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je tiens à concourir dans les remarques que vient de faire le député de Gaspé-Sud au sujet du civisme de M. Jules Brillant. Comme citoyen de Rimouski, je suis heureux de rendre au lieutenant-colonel Brillant un hommage tout particulier. M. Brillant est un grand industriel, et il a plus que l'école des arts et métiers à son crédit. Il a largement contribué au progrès économique du Bas-Saint-Laurent. L'école des arts et métiers, qu'il a fondée pour aider la jeunesse et assurer la formation de techniciens, a donné un essor considérable à la ville de Rimouski et à toute la région. Le geste du colonel Brillant en cette occasion et ses nombreuses et heureuses initiatives méritent d'être soulignés, puisqu'ils constituent une manifestation efficace, réaliste et pratique de son patriotisme et de l'intérêt qu'il porte au progrès et à l'avancement de cette belle partie de notre province.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La loi ne s'applique qu'aux écoles gouvernementales, et non aux institutions privées. Si le gouvernement devient propriétaire de l'actif des écoles d'arts et métiers, il en assume naturellement les obligations. On ne touche pas aux institutions privées.

La résolution est adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 67 de l'enseignement spécialisé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 27 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant l'article "46h", par ce qui suit:

"46h. Si tous les immeubles annoncés ne peuvent être vendus le jour fixé, la vente est ajournée au jour juridique suivant par avis verbal donné aux personnes présentes, et cela, autant de fois que nécessaire."

#### Commission municipale de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 27 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec. Ledit amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article École des arts domestique (Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Économie domestique (Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de l'économie rurale (Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté<sup>2</sup>.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant la loi de la chasse;
- bill 6 modifiant la loi de la pêche;
- bill 12 relatif aux émissions d'obligations;
- bill 34 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 48 modifiant la loi des commissions d'enquête;
- bill 51 pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal;
- bill 60 modifiant la loi des écoles d'industrie;
- bill 61 modifiant la loi des coroners.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 56 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 5 modifiant la loi de la chasse;
- bill 6 modifiant la loi de la pêche;
- bill 12 relatif aux émissions d'obligations;
- bill 19 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 27 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 34 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 45 modifiant la loi des syndicats professionnels;

- bill 46 modifiant la loi de la convention collective;

- bill 48 modifiant la loi des commissions d'enquête;

- bill 51 pour assurer le parachèvement de l'immeuble de l'Université de Montréal;

- bill 54 concernant le pouvoir exécutif;

- bill 55 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés;

- bill 56 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;

- bill 58 autorisant l'acquisition du collège de Victoriaville;

- bill 60 modifiant la loi des écoles d'industrie;

- bill 61 modifiant la loi des coroners.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Prorogation de la session**

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Peut-on avoir l'espoir que la session sera prorogée à la fin de la semaine prochaine? Les députés des comtés éloignés commencent à trouver que la session est bien longue.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Nous espérons pouvoir proroger à la fin de la semaine prochaine si les députés de la gauche veulent coopérer avec nous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes prêts à coopérer. Mais que le gouvernement n'en profite pas pour provoquer à la dernière minute un "avalement subit" de mauvaises mesures. Nous espérons que le gouvernement sera prêt à présenter ses lois dès le commencement de la semaine prochaine. Nous nous réservons le droit de les étudier attentivement.

##### **Ajournement<sup>3</sup>**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-

Outremont (l'honorable M. Groulx), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

---

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 10 mai 1941, à la page 12.

2. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph*, du 10 mai 1941, à la page 3, le procureur général (l'honorable M. Girouard), le premier ministre, le chef de l'opposition et le député de Matane (M. Gagnon) ont pris part au débat.

3. En l'absence du premier ministre, retenu par une conférence avec le lieutenant-gouverneur, c'est le procureur général qui propose l'ajournement, selon *Le Canada* du 10 mai 1941, à la page 12.

## Première séance du lundi 12 mai 1941

## Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

## Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette)<sup>1</sup>.

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 43 modifiant le Code civil;
- bill 64 concernant les successions des militaires;
- bill 65 pour l'embellissement de la cité de Québec.

Loi concernant  
certaines élections

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) appelle l'item 3 du *Feuilleton* de l'ordre du jour, référant au bill 63 concernant certaines élections à l'Assemblée législative<sup>2</sup>.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à l'étude de ce bill en deuxième lecture. J'ai des questions à poser au premier ministre, dit-il.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je répondrai à toutes les questions qui se rapporteront à la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réitère ses objections. Une loi d'une telle importance ne devrait pas être discutée en l'absence de son proposeur, conclut-il.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) abandonne après plusieurs tentatives.

## Subsides:

Budget des dépenses  
1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Talbot (Chicoutimi) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée Législative de Québec, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires au gouvernement de la province, exprime l'opinion:

"Que le projet de convention entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis, pour le creusage du Saint-Laurent, l'internationalisation d'une partie de son cours et le développement d'énergie électrique, est prématuré et que son coût énorme pèsera sur le Canada, déjà lourdement taxé;

"Qu'avant de développer des forces hydrauliques internationales, il est préférable de mettre en valeur celles qui sont canadiennes."

J'espère que la motion sera adoptée, car des députés ministériels ont déjà voté pour une motion semblable.

M. l'Orateur suppléant: Je suis d'avis que cela est hors d'ordre. En vertu de l'article 322 du Règlement, un amendement ne peut être proposé s'il touche à un sujet sur lequel la Chambre s'est déjà prononcée ou à une question inscrite au *Feuilleton*. La Chambre s'est déjà prononcée sur ce sujet et il y a au *Feuilleton* avis de la présentation d'une loi concernant la canalisation du Saint-Laurent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est vrai, mais la loi n'est pas distribuée et nous ne savons pas ce qu'il y a dedans. J'ai des remarques à faire avant que vous ne preniez votre décision, M. l'Orateur. La Chambre n'est pas conséquente avec elle-même. Je refuse de me soumettre à cette règle parce que la

Chambre n'a pas encore pris position sur le principe qui est impliqué ici. Le sujet sur l'ordre du jour n'est qu'un avis de motion. Le texte du présent amendement proposé est le même que proposa, en 1933, l'honorable Athanase David, en faveur duquel ont voté MM. Taschereau et les ministériels dans le temps.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** L'opinion de l'Orateur est basée sur les règlements et me paraît inattaquable. La décision de l'Orateur doit être acceptée, sans préjudice au débat sur le projet de canalisation du Saint-Laurent.

**M. Barrette (Joliette):** Je me prononce contre la décision.

**M. l'Orateur suppléant:** La décision de l'Orateur suppléant est que l'amendement est hors d'ordre pour les raisons déjà mentionnées, en vertu de l'article 322 du Règlement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur suppléant, j'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard (Québec), Caron (Hull), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Girouard, Goulet, Groulx, Hamel, Hyde, Joyal, Perrier, Rochette, Thisdel, 23.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Labbé, Langlais, Talbot, 6.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

**M. Barrette (Joliette):** J'ai un autre amendement à proposer, libellé suivant les termes d'une loi proposée par l'honorable Louis-Alexandre Taschereau. Lorsque ce dernier était ministre des Travaux publics dans le cabinet Gouin, il a proposé l'abolition des ponts à péage. Le Parti libéral consacrait un grand principe. M. Taschereau est devenu premier ministre de la province.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), l'amendement suivant: Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires au gouvernement de la province, exprime l'opinion:

"Que les ponts de péage, dans la province, sont une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques, et, elle recommande au gouvernement provincial de Québec d'abolir immédiatement les ponts de péage dans la province."

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Les ponts à péage sont devenus nécessaires en 1939. Lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, les finances de la province étaient dans un état si déplorable qu'il a fallu trouver de nouveaux revenus pour remédier à la situation dans laquelle l'Union nationale avait laissé la province. Nous étions forcés d'imposer des taxes. Pour asseoir les finances de la province sur de meilleures bases, il a été nécessaire d'exiger des péages.

Les ponts à péage doivent être considérés comme un substitut à la taxation directe appliquée à la population en entier. C'est un moyen de payer pour les améliorations du système routier de la province. Comme le chef de l'opposition le sait, la confiance dans le gouvernement est revenue, le crédit de la province a été rétabli. Dès que les finances le permettront, il n'y a aucun doute que nous abolirons les ponts à péage à mesure que nous le pourrons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion du député de Joliette n'est que le texte d'une motion présentée par le gouvernement Gouin. L'Union nationale a compris que les ponts à péage étaient une entrave à la circulation libre sur les routes, à l'agriculture, au commerce et au tourisme. Elle a construit de magnifiques ponts, sans obliger les voyageurs à payer pour les traverser. Elle a bâti les ponts de Charlemagne et du boulevard Pie-IX, sans péages. Notre politique a été de ne créer aucun nouveau pont à péage et de réduire progressivement ceux déjà existants.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Le chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais pas un discours.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Oh! Non, je ne veux pas interrompre le chef de l'opposition! Mais est-ce que le gouvernement fédéral n'a pas indemnisé le gouvernement provincial pour le pont du boulevard Pie-IX?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, le fédéral a payé sa part. Cela démontre que le gouvernement de l'Union nationale, grâce à sa coopération avec le fédéral, a obtenu ce que le gouvernement provincial actuel n'a pu avoir.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** Le chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Ça a pris deux mois au député de Westmount-Saint-Georges pour parler sur la canalisation. Qu'il me laisse parler à mon tour! Il est habitué à s'asseoir. Les ponts à péage nuisent au tourisme, à un moment où nous en avons le plus besoin, et constituent une entrave à la circulation libre sur les routes. Le procureur général a parlé des finances. Nous allons en parler dans l'étude du budget du trésorier. Nous allons faire un exposé tellement clair que nos adversaires n'en parleront plus jamais.

Les ponts à péage nuisent tellement au tourisme que les étrangers ne veulent plus venir. Actuellement, celui qui se rend de Montréal à Québec en auto doit déboursier plus que s'il voyageait en chemin de fer, à cause des péages et de la taxe sur l'essence. Ontario se sert de cette politique du gouvernement actuel pour travailler contre la province de Québec. Le gouvernement actuel a augmenté de 15 % les dépenses administratives. La seule économie qu'il a faite, c'est celle de la vérité.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** Je voulais dire au chef de l'opposition qu'il n'a aboli aucun pont à péage pendant ses trois années en fonctions, et qu'il a même établi celui de Caughnawaga.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** M. l'Orateur, l'honorable député de Joliette n'a pas plus de mémoire que son chef. En voulant censurer le gouvernement actuel, il censure son propre chef, et il devrait y aller avec prudence, car le député de Trois-Rivières n'est pas commode, même avec ses amis! L'honorable député de Joliette (M. Barrette), qui est un homme de talent, a oublié le petit catéchisme de l'Union nationale, qui promettait l'abolition de tous les ponts à péage.

Au lieu de cela, tout ce que le chef de l'opposition a fait comme réduction de péages, quand il était au pouvoir, ça a été de se donner un laissez-passer gratuit sur les ponts et d'en donner un à tous les membres de la Chambre. Si le gouvernement de l'Union nationale avait été

vraiment sincère dans son désir d'abolir les ponts à péage, il l'aurait fait beaucoup plus facilement que l'administration actuelle, puisque les finances de la province étaient en ordre, à l'époque.

L'Union nationale n'a pas aboli les ponts à péage, tel qu'elle l'avait promis. Mais l'Union nationale a augmenté la dette de la province de \$200,000,000, et c'est à cause de cela que nous avons dû imposer cette taxe désagréable des ponts à péage. Nous n'avons pas l'embarras du choix pour améliorer la situation financière: il nous a fallu avoir recours aux taxes, dont celles du péage.

Le gouvernement actuel a augmenté de deux le nombre des ponts à péage, mais il en a aboli trois sur la Rive-Sud. Quant au chef de l'opposition, il a oublié sa promesse pendant trois ans. Pour servir des fins politiques, le chef de l'opposition et le député de Joliette lancent ici une campagne semblable à celle des gens de l'Ontario pour nous enlever des touristes. Je ne comprends pas l'attitude de ces messieurs, qui posent aux grands patriotes. Les États-Unis ont plus de 100 ponts à péage et, pourtant, la population ne s'en plaint pas. Avec le gâchis financier qu'ils nous ont laissé, nous ne pouvions pas abolir les ponts à péage. Le chef de l'opposition se scandalise des taxes. Mais, dans son emprunt de \$50,000,000 à New York...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** \$30,000,000.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Vous avez emprunté \$30,000,000, mais vous deviez en emprunter 20 autres. Nous avons découvert cela. Dans le prospectus de son emprunt de New York, le chef de l'opposition annonçait à ses prêteurs qu'il allait augmenter la taxe de la gasoline de telle façon que ce revenu, à lui seul, paierait l'intérêt sur son emprunt. Il ajoutait même, dans son prospectus, que s'il fallait taxer davantage, il n'hésiterait pas. Le trésorier provincial du temps (M. Fisher) s'est vanté dans le prospectus que les revenus avaient augmenté de \$2,500,000 grâce à l'augmentation de la taxe sur l'essence de 6 à 8 cents. Dans ce temps-là, le chef de l'opposition n'avait pas peur des taxes. En 1939, il a refondu tout un Statut relatif à la taxation, et la taxe sur les corporations s'est trouvée augmentée.

Le chef de l'opposition, qui se scandalise aujourd'hui des taxes qu'il a rendues nécessaires, n'a pas même pu faire son temps au pouvoir, et le peuple nous a donné raison, sans que nous promettions d'abolir les ponts à péage. Tout le monde admet que la taxe des ponts à péage n'est pas agréable du tout. Mais, pourquoi pactiser avec nos concurrents

d'Ontario? Pourquoi dénigrer notre province quand tout le monde désire que les finances provinciales permettent le plus tôt possible la disparition des péages?

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'Union nationale a construit des douzaines de nouveaux ponts qui ont coûté des millions, mais elle n'a pas imposé de nouveaux péages. Elle a réduit les taux de péage en plusieurs cas.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** L'honorable député me permettra-t-il une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non, non!

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Je ne m'adressais pas au chef de l'opposition, qui est toujours si aimable!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Que l'honorable député de Berthier reprenne son siège! Il sait bien que son gouvernement a créé cinq nouveaux ponts à péage entre Québec et Montréal: pont Le Gardeur, pont de Sainte-Anne-de-la-Pérade, pont de Bellefeuille, pont Plessis-Bélair, pont David. Il a l'audace de parler des finances de la province. L'Union nationale a dû payer \$50,000,000 de dettes de l'ancien régime. Nous avons augmenté la taxe de la gasoline de 2 sous par gallon, c'est vrai, parce qu'elle était plus basse dans notre province qu'en aucune autre province du dominion, mais nous avons diminué de \$5 à \$2.50 le coût du permis de conduire.

**M. Caron (Hull):** En somme, les nouvelles taxes qu'on nous reproche ont été édictées par le gouvernement actuel, mais elles ont été imposées par le gouvernement de l'Union nationale, par le gaspillage éhonté qu'il a fait des deniers publics. À cause de ses dépenses exagérées, l'Union nationale a rendu ces taxes nécessaires. Les millions ont dansé sous ce régime et les œuvres que l'on prétend avoir faites ont coûté très cher. On a parlé d'emprunts sur le plus grand marché du monde. C'est bien beau, mais cet emprunt coûte à la province \$9,000,000 de plus à cause du tarif des changes.

Bref, l'Union nationale a bâti à tort et à travers et nous a laissé les comptes. Le gouvernement libéral n'a fait qu'édicter les lois qui les mettaient en vigueur. Si l'Union nationale avait été au pouvoir une année de plus, elle aurait été dans l'obligation d'en imposer. Les libéraux n'aiment pas

les ponts à péage, mais ils ont été forcés de les établir. L'Ontario a augmenté l'impôt sur l'essence après Québec, preuve que ce n'est pas chez nous que cet impôt était le plus bas.

**M. Lorrain (Papineau):** L'Union nationale inspirait confiance aux grands financiers américains, comme l'Angleterre et la France, et c'est pourquoi nous avons pu emprunter à 2.20 %. Pour \$2 de taxe de l'Union nationale, le gouvernement actuel en a voté \$3. Le gouvernement actuel est un gouvernement de taxeux. Et alors que l'Union nationale a semé des œuvres à pleines mains dans la province, le gouvernement libéral n'a rien fait, lui. Quant aux ponts à péage, l'Union nationale a construit 150 ponts dans la province. Elle a dépensé à cette fin des millions. Et elle n'a pourtant pas imposé des droits de péage. Le gouvernement libéral s'est contenté d'élever des petites guérites sur ces ponts, pour forcer les voyageurs à s'y arrêter et à payer une taxe. Le gouvernement actuel se cache sur le bord de nos routes pour arracher aux voyageurs le peu d'argent qu'il leur reste après deux ans de régime libéral. Le député de Terrebonne pourrait peut-être nous dire ce qu'en pensent ses électeurs.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il me fait plaisir de me rendre à l'invitation du député de Papineau. Mon bon ami est d'une audace formidable. Il a posé des questions et il a reçu les réponses appropriées quant aux péages. Il est vrai, après tout, que deux ponts de péage relient mon comté à Montréal, et que le gouvernement actuel en a aboli trois. Les autres ponts, dont parle l'opposition, étaient des ponts municipaux, ou des ponts appartenant à des particuliers, et sur lesquels on payait déjà des droits de péage avant que le gouvernement ne les achète.

Ce ne sont donc pas cinq ponts, comme l'ont prétendu des orateurs oppositionnistes. Ces ponts sont devenus ponts à péage provinciaux. Ce n'était donc pas nouveau. La réponse des électeurs de Terrebonne a été donnée lors de la dernière élection. Les citoyens ont préféré payer une charge additionnelle sur les deux ponts que de tolérer plus longtemps le gouvernement qui se disait d'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Les taux de péage ont été rendus nécessaires par les gaspillages du gouvernement de l'Union dite nationale, porté au pouvoir en 1936, dans un moment de panique. Quand ils donnent cinq, 10 ou 25 sous, ils savent qu'ils payent pour leur bêtise d'avoir mis l'Union nationale au pouvoir en 1936. Ils ont un



cuisant souvenir et un espoir radieux: un cuisant souvenir, parce qu'ils se rappellent l'ère d'extravagance de 1936 à 1939, pour laquelle ils doivent payer, et un espoir radieux, parce qu'ils savent que dès que l'état de nos finances sera restauré, le gouvernement pourra alléger le fardeau des contribuables.

Baptiste, le citoyen, paie pour sa bêtise, mais on ne le reprendra plus. Le contribuable a payé l'augmentation de l'impôt sur l'essence parce que les compagnies distributrices ont haussé leurs prix. Dès que les finances seront restaurées, le gouvernement pourra alléger le fardeau des contribuables. Mais cela n'arrivera pas de sitôt, si l'opposition continue à faire de l'obstruction systématique et à faire perdre le temps de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

**M. Bégin (Dorchester):** On a parlé tout à l'heure de dettes de \$200,000,000 que l'on attribue à l'Union nationale. Les *Comptes publics* de 1939 affirment que la dette n'a augmenté que de \$97,062,000, dont \$35,000,000 pour le crédit agricole, et \$41,000,000 pour payer les dettes de l'ancien régime.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les députés n'ont le droit de parler qu'une fois sur la même question, même si le chef de l'opposition a réussi à diviser son discours en six parties, changeant de ton à chaque fois...

(Rires)

Tout ceci pour en arriver à dire que c'est désagréable de payer le péage sur les ponts. Je suis de son avis. Le gouvernement ne prétend pas régler les questions actuelles selon les méthodes d'il y a 20 ou 25 ans. Nous administrons à la lumière du jour, dans l'intérêt du peuple. Un gouvernement libéral a pu être opposé au taux de péage il y a 25 ans, parce qu'alors, la voirie n'était pas très développée et qu'il n'y avait que très peu d'automobiles. Mais depuis, les conditions ont bien changé. Les dépenses de voirie ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Les ponts et les routes coûtent énormément plus cher au gouvernement. Pour les payer, il faut emprunter de l'argent. Il faut solutionner les problèmes d'aujourd'hui par d'autres moyens que ceux employés il y a 25 ans.

Tout à l'heure, le député de Papineau (M. Lorrain) est allé loin en disant que les grands financiers n'avaient plus confiance dans le gouvernement de la province de Québec. Sait-il que, la semaine dernière, alors que le gouvernement

actuel était au pouvoir, les obligations de la province ont monté de cinq (5) points sur le marché? Voilà la preuve que les institutions financières ont confiance dans le gouvernement actuel. La politique financière du gouvernement inspire la confiance à toute la population. Il semble que l'on veuille attenter au crédit de la province et laisser entendre aux touristes que le gouvernement est plus mauvais qu'ailleurs. Le gouvernement comprend que c'est le siècle de la vitesse et que les voies doivent demeurer libres. Mais, nous sommes aussi sous l'impression qu'après nous, ce ne sera pas la fin du monde. Nous agissons en conséquence.

(Applaudissements à droite)

**M. Labbé (Mégantic):** Les électeurs de Terrebonne, comme le prétend le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier), ont approuvé les taux de péage. Les électeurs de Mégantic, eux, ont voté carrément contre ces taxes vexatoires. Les libéraux ont trompé l'électorat. On devait faire des travaux de chômage au Lac Noir et on n'a pas bougé.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** se lève.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment le ministre peut-il parler après que le secrétaire provincial a accusé l'opposition de faire de l'obstruction systématique?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition nous reproche de faire de longs discours. Il y a 18 ans que je siége en cette Chambre, et s'il fallait comparer le nombre de mes discours aux siens, je crois qu'il aurait le plumet. Si j'en comparais la somme avec le nombre d'heures pendant lesquelles le chef de l'opposition parle chaque jour, je suis sûr que le député de Trois-Rivières aurait encore le dessus.

(Rires à droite)

Le député de Dorchester a parlé des dettes de l'Union nationale, et il a cité les *Comptes publics*. J'ai ici le dernier volume des *Comptes publics*, et je constate que l'Union nationale a augmenté la dette non pas de \$97,000,000 comme il le prétend, mais de \$218,000,000.

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai cité les *Comptes publics* de 1939.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Vous avez pris les *Comptes publics* de 1939, en oubliant

de tenir compte de la dernière année d'administration de l'Union nationale. Si l'honorable député avait cité ceux de 1938, il aurait encore sauvé une trentaine de millions. L'année 1939 est la plus fameuse de l'ancienne administration car, cette année-là, la dette a monté de \$89,173,000.

J'ai eu beaucoup de plaisir à entendre les députés de la gauche parler de péage. Ils ont lancé un boomerang qui leur est revenu sur le nez. Selon l'expression d'un orateur connu, le gouvernement de l'Union nationale a dépensé l'argent "comme un matelot en goguette". La province a connu, de 1936 à 1939, la pire époque de gaspillage qu'elle n'ait jamais vue. Jamais on n'a vu un gouvernement de cette province, jamais on n'a vu le gouvernement d'aucune province du dominion pratiquer un gaspillage dévergondé comme celui que nous avons vu pendant les trois années de l'Union nationale.

En 1936, j'ai laissé le comté de Bonaventure avec un excellent réseau de routes. L'Union nationale se plaint que nous nuisons au tourisme. Mais, pourtant, pendant son régime de trois ans, on a pratiquement fermé la Gaspésie au tourisme en négligeant les routes. Tout ce que mon successeur a fait, ça a été de faire couvrir la route d'un demi-pouce d'asphalte. Cela a coûté \$500,000 et c'est un favori qui a eu le contrat. Les chemins ont été ruinés.

Dans Bonaventure, j'ai vu gaspiller de l'argent à en pleurer, sous le régime de nos amis d'en face. J'entendais tout à l'heure des députés de l'opposition se vanter d'avoir payé des pensions. Oui, mais là aussi on favorisait les amis. Ainsi, un vieillard de famille libérale retirait \$12 par mois, et son voisin, un conservateur, touchait \$20.

Dans mon comté, on payait une pension d'aveugle à un homme qui ne l'était pas. Un jour, l'enquêteur se présente chez ce pensionné et on lui dit qu'il est aux champs, en train de faire ses foins. On accordait des pensions d'aveugle à des gens qui voyaient tellement clair qu'ils faisaient leurs foins comme tout le monde!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas étonnant. Nous avons ouvert les yeux à bien des gens.

(Rires)

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je suis un de ceux qui croient que, dans le cabinet de l'Union nationale, il n'y avait en réalité qu'un ministre qui menait, et c'était le chef de l'opposition actuel, lui-même. Les ministres n'étaient pas les maîtres dans leurs départements; les députés mêmes,

avaient plus de pouvoirs qu'eux. Pas surprenant que les députés faisaient la pluie et le beau temps dans les départements, qu'ils menaient à la place du ministre qui n'existait pas!

**M. Lorrain (Papineau):** Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de dire que nous faisons la pluie et le beau temps. Sous l'Union nationale, il y avait 13 ministres, et non pas un seul ministre.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Comment expliquer alors la construction de cette école dans l'Abitibi, qui n'avait été autorisée ni verbalement, ni par écrit, par personne? Le gouvernement actuel a été forcé de passer une loi pour tout régulariser, afin que personne ne perde d'argent injustement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre dit que j'étais le dictateur et que les députés menaient les autres départements. Comment concilier cela?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Cela s'explique par la caricature de l'ancien cabinet Bennett, qui comptait 14 ministres autour de la table portant tous le même nom: Bennett.

**M. Labbé (Mégantic):** Aujourd'hui, ils s'appellent tous T.-D.<sup>3</sup>!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** M. l'Orateur, un dernier mot. En 1935, le gouvernement libéral avait un budget de \$32,000,000 avec lequel il donnait satisfaction à tout le monde et assurait tous les services. Aujourd'hui, il nous faut un budget de \$80,000,000.

Pourquoi? Pas pour gaspiller, mais pour faire face à la situation que nous a laissée l'Union nationale. Le service de la dette nous a coûté \$7,000,000 à \$8,000,000 de plus par année. Aux dernières élections, des électeurs de Bonaventure, qui n'avaient jamais voté rouge de leur vie, sont venus me trouver et m'ont dit: "Nous allons voter avec vous, cette année, parce qu'il faut mettre fin au gaspillage."

Ces électeurs intelligents ont considéré que tous les citoyens devaient s'unir, faire corps pour placer les gens de l'Union nationale (pointant du doigt la gauche) là où ils sont!

(Applaudissements à droite)

**M. Francoeur (Lévis):** M. l'Orateur, je me demande si nous siégeons pour faire des

enfantillages ou pour étudier des choses sérieuses. Depuis deux heures, j'assiste à ce débat et j'écoute attentivement les discours. Nous délibérons sans aucun souci des intérêts du peuple. Depuis deux heures, on parle pour ne rien dire, au lieu de montrer à la population que nous sommes ici pour aider la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Beau compliment pour les ministres!

**M. Francoeur (Lévis):** Depuis bientôt deux ans, j'entends les députés de l'Union nationale nous dire et nous répéter sur tous les tons qu'ils ont accompli des choses sensationnelles pendant trois années. Si c'était vrai, il me semble qu'ils seraient restés au pouvoir pendant quatre ou cinq ans, comme ils en avaient le droit.

Aujourd'hui, l'opposition d'Union nationale nous présente deux motions, qui ne veulent rien dire. Ces motions provoquent un long débat qui ne rapportera absolument rien au peuple. Et pourtant, nous sommes ici pour travailler dans l'intérêt du peuple, et non dans les intérêts des partis politiques. Chaque minute que nous perdons coûte cher à la province.

Au cours de la discussion, les députés ministériels et des ministres ont démontré clairement que si le gouvernement a été obligé de maintenir les ponts à péage que l'Union nationale n'avait pas abolis, c'est parce que le Parti libéral a consenti à faire un sacrifice en imposant des taxes pour payer les iniquités de l'Union nationale. Je demande qu'on en finisse avec ce débat.

M. l'Orateur, je demande que l'on prenne le vote sur cette motion, que la Chambre la rejette une fois pour toutes et se mette au travail dans l'intérêt du peuple et non contre son intérêt.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Talbot, 8.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard (Québec), Caron (Hull), Choquette, Comeau, Connors, Côté, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Girouard, Goulet, Groulx, Hamel, Hyde, Joyal, Perrier, Rochette, Thisdel, 22.

Ainsi, l'amendement est rejeté. La motion principale est, en conséquence, adoptée et la Chambre se forme en comité des subsides<sup>4</sup>.

#### En comité<sup>5</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-un mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département des Mines et des Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.  
Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 12 mai 1941

#### Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette)<sup>6</sup>.

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Ce projet autorise l'expropriation de l'usine hydroélectrique de Beauharnois, soit par acquisition des propriétés, soit par acquisition du capital de la

corporation qui l'exploite. Des dispositions spéciales apportent à la procédure d'expropriation les modifications nécessaires pour la rendre applicable à ces alternatives. On prévoit également les changements nécessaires dans l'organisation de la corporation, au cas où l'expropriation serait faite par acquisition des actions. La loi met aussi à la disposition du gouvernement les sommes nécessaires non seulement pour l'acquisition de l'entreprise, mais aussi pour son développement prévu.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

#### **Ressources hydrauliques**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Ce projet complète les pouvoirs accordés à la Commission des eaux courantes pour l'établissement d'une entreprise hydroélectrique nationalisée et autorise le trésorier de la province à effectuer tous les emprunts nécessaires à cette fin.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

#### **Effort de guerre des corporations municipales**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 72 autorisant les corporations municipales à contribuer à l'effort de guerre.

Ce bill a pour but d'autoriser toutes les municipalités à contribuer aux œuvres de guerre. Quelle que soit la loi qui les régit, toutes les corporations municipales de la province ont le droit de contribuer des deniers non appropriés de leurs fonds généraux, à l'effort de guerre du pays et, spécialement, de souscrire pour toutes les œuvres de guerre et d'acheter des timbres d'épargne de guerre ou des certificats d'épargne de guerre du gouvernement canadien. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction et cessera d'avoir effet à compter de la date d'une proclamation du gouverneur général attestant que le présent état de guerre a cessé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Canalisation du Saint-Laurent**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 73 concernant la canalisation du Saint-Laurent.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 74 modifiant la loi de l'instruction publique.

Il s'agit de permettre au surintendant de l'Instruction publique d'exercer une surveillance sur toutes les écoles privées dans la province. La loi confère au surintendant le droit de faire enquête en tout temps, et non plus seulement sur réception d'une plainte sur les écoles indépendantes. Elle assujettit chaque année un examen médical. Enfin, la loi permet aux commissions scolaires d'acheter des certificats ou timbres d'épargne de guerre du gouvernement canadien et de les distribuer comme récompenses.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Demandes de renseignements:**

##### **Absence de certains ministres**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** signale l'absence du premier ministre (l'honorable M. Godbout), absent par suite d'une indisposition, du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), absent de la Chambre depuis quelques semaines déjà, et du trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson) qui est grippé. Si ces messieurs sont malades, dit-il, je ne conçois pas que le premier ministre soit obligé de compter sur des subalternes pour faire la besogne parlementaire.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le premier ministre n'a de compte à rendre à personne...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre est malade, nous n'avons pas d'objection. S'il n'est pas indisposé, pourquoi ne pilote-t-il pas lui-même ces mesures? L'opposition n'entend pas qu'on lui impose l'adoption rapide des lois qu'elle n'a pas eu le temps d'étudier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le chef de l'opposition peut être assuré qu'il aura tout le temps nécessaire pour discuter les bills soumis à la Chambre.

#### **Expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté.

#### **Ressources hydrauliques**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Adopté.

#### **Canalisation du Saint-Laurent**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 73 concernant la canalisation du Saint-Laurent.

Adopté.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Aide à la recherche des mines, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**Un député de l'opposition** demande quel est le nombre de boursiers au département des Mines.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Il y a présentement 30 boursiers à l'étude en différents endroits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces bourses sont une innovation de l'Union nationale. C'est notre gouvernement qui a établi une École des mines et une mini-école. Lorsqu'il n'y avait pas d'écoles dans la province, il était nécessaire d'envoyer nos jeunes gens étudier ailleurs. Mais, maintenant que nous avons une École des mines, on devrait les garder ici. Les gouvernements Gouin et Taschereau s'étaient pratiquement désintéressés de la question minière, ce qui fait que notre province a été fort en retard. On ne s'est occupé des mines, dans ce temps-là, que dans les compagnies minières qui ont arraché des millions aux épargnants et qu'on a laissé opérer au grand jour.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** C'est le gouvernement libéral qui a préparé le développement minier actuel. Il a envoyé de nombreuses expéditions géologiques, dirigées par des techniciens éminents. Il y a eu, de 1933 à 1936, un boom énorme dans le mouvement boursier minier qui a provoqué l'apport de capitaux considérables dans l'industrie.

On s'attend, pour 1941, à une production de \$86,000,000 dans l'industrie minière dans la province de Québec. La fondation de l'École des mines est une œuvre excellente et très utile. On imprimera cette année une bibliographie de tous les ouvrages sur les travaux géologiques québécois pour l'usage des prospecteurs. On vote \$6,000 à cette fin.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Chemins de mines, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle du développement minier de Chibougamau, en dépit des rapports défavorables des inspecteurs gouvernementaux sur les possibilités de cette région. En 1936, dit-il, l'Union nationale a fait construire une route d'hiver pour y accéder. L'année suivante, elle a fait commencer la route d'été.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que les travaux de voirie pour atteindre la région minière de Chibougamau ont été continués en 1940?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Non, et ils ne seront pas continués cette année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le fédéral contribue aux routes minières?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Le fédéral ne contribue rien aux routes minières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au temps de l'Union nationale, le fédéral contribuait \$350,000 par année pour ces routes.

Le gouvernement actuel, qui s'est tant vanté de son amitié avec Ottawa et qui n'est en fait que le Charlie McCarthy<sup>8</sup> du gouvernement fédéral, n'a rien eu.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Ottawa, devant faire la guerre, il serait indélicat de la part de Québec d'insister auprès d'Ottawa pour obtenir ces subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au contraire, Ottawa aurait un intérêt primordial à accélérer le développement minier. Comme l'a déclaré lord Halifax, les Alliés gagneront parce qu'ils contrôlent le cuivre, le pétrole et le caoutchouc. Plus nous accélérons notre production minière, plus nous aiderons les Alliés.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Ce qui importe le plus, c'est la synchronisation des

efforts communs. Ottawa a nommé un homme pour la diriger et Québec obéit à ses instructions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le fédéral serait mieux de ne pas gaspiller des millions pour la canalisation du Saint-Laurent et de pousser au développement minier. C'est par là qu'il aidera mieux la cause des Alliés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Villages miniers, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je rappelle la tragédie survenue dans mon comté, alors que le mineur Petitpas a été enseveli sous un éboulis<sup>9</sup>. Le gouvernement, dit-il, n'a pas été assez diligent en cette affaire. Il n'a pas envoyé les inspecteurs nécessaires sur les lieux.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Il ne s'agissait pas d'une véritable mine, mais simplement d'un puits de prospection. Lorsque j'ai été averti de la tragédie en question, Petitpas avait déjà perdu la vie.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Encouragement à l'exploitation des mines en général, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Mine-école provinciale, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** La mine-école est située bien loin. Il y aurait grand avantage si l'on pouvait en ouvrir une dans le voisinage de Montréal.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** La mini-école actuelle est admirablement située, étant

en plein centre minier. Mais, malgré une publicité intense et le fait que tous les élèves aient été avantageusement placés, le nombre d'élèves est restreint. Il est actuellement de 66 sur un nombre possible de 125.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille neuf cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (service des Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Dépenses générales (service des Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des mécaniciens de machines fixes et loi des appareils sous pression" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi concernant les mécaniciens en tuyauterie" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Étant donné qu'il est onze heures, que des bills viennent d'être distribués, et que nous avons bien travaillé, je demande l'ajournement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je demande que la séance se prolonge jusqu'à minuit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement vient de distribuer des bills très importants, et c'est notre devoir de les étudier. Nous siégeons demain matin. Si l'on ne nous laisse pas le temps d'étudier les bills, nous prendrons plus de temps à les discuter et cela reviendra au même.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. L'honorable M. Bissonnette est retenu à Ottawa, selon *Le Canada* du 13 mai 1941, à la page 12, où il plaide devant la Cour suprême, selon *Le Soleil* du même jour, à la page 20.

2. Le parrain du bill est le premier ministre, mais il est absent de la Chambre.

3. L'honorable Téléphore-Damien Bouchard, l'actuel ministre de la Voirie.

4. Il est alors 5 h 50, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 13 mai 1941, à la page 2.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Montréal-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 13 mai 1941, à la page 5.

6. Voir note 1.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 13 mai 1941, à la page 5.

8. Edgar Bergen (1903-1978), comédien américain; le plus populaire ventriloquiste dans l'histoire des

arts et spectacles; sa marionnette la plus connue est certainement Charlie McCarthy. Ils ont participé à une émission de radio très populaire de 1937-1957 et ont également participé à plusieurs films. Pour en savoir plus sur Bergen et McCarthy, voir: Bergen, Edgar, dans *Current Biography, Who's News and Why*, New York, The H. W. Wilson Company, 1945, p. 42 à 45.

9. Lors d'un éboulis survenu à Cap-aux-Meules, dans une mine de manganèse, le 23 mars 1941, un mineur, M. Petitpas, y a été enseveli vivant. De plus, le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) déplorait que les secours aient été envoyés au malheureux par la province de la Nouvelle-Écosse, et non par la province de Québec. Il demandait alors que la province ait ses propres inspecteurs sur place, afin de prévenir de tels accidents.



## Première séance du mardi 13 mai 1941

## Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte un peu après 11 heures<sup>1</sup>.

Absence  
de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette)<sup>2</sup>.

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>3</sup>!

Sociétés  
d'exploration minière

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 68 concernant les sociétés d'exploration minière, libres de responsabilité personnelle.

C'est une loi pour permettre l'incorporation de nouvelles compagnies minières dans la province. Depuis quelque temps, la prospection a diminué dans des proportions alarmantes. Nous avons cru qu'un excellent moyen de résoudre le problème serait de permettre une incorporation facile, simple, peu coûteuse. Les syndicats de prospection auront tous les pouvoirs d'une corporation. Le capital sera de \$10,000 au plus. Cet argent sera entièrement placé dans la propriété minière. Il n'y a aucune dépense. Ces compagnies minières seront exemptées d'à peu près toutes taxes et exemptées de responsabilité personnelle, avec un minimum de formalités et de dépenses. Quand les gens verront que leur argent sera dépensé entièrement dans les mines, ils n'auront aucune hésitation à s'engager dans le développement minier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Effort de guerre  
des corporations municipales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 autorisant les corporations municipales à contribuer à l'effort de guerre soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi, analogue à celle qui fut passée en 1915, nous est demandée par plusieurs municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières) argumente sur le projet de loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe), absent depuis quelques semaines, entre à ce moment dans la Chambre.

Des députés l'ovationnent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je suis heureux de saluer le retour à la Chambre de l'honorable ministre de la Voirie et des Travaux publics, et de le féliciter de sa bonne apparence.

J'espère qu'il est complètement remis de la maladie qui l'a tenu éloigné de nous pendant quelque temps.

(Applaudissements)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je remercie le chef de l'opposition. En effet, mon apparence n'est pas trop mauvaise, mais les prétentions de mon médecin ne justifient peut-être pas une si belle apparence. J'ai cru de mon devoir de revenir à la Chambre pour faire connaître mon opinion sur diverses questions. Pendant mon absence, les journaux de l'opposition ont mis en évidence certains de mes discours et de mes écrits passés sur ces graves problèmes. Ils croient que ces discours et ces écrits sont en contradiction avec l'attitude du gouvernement d'aujourd'hui. On verra que mes opinions, sur ces questions, n'ont pas changé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le repos lui a fait du bien. Je ne doute pas qu'un repos encore plus prolongé du gouvernement actuel ferait du bien non seulement aux ministres, mais surtout à la province. Le député de Saint-Hyacinthe est précieux pour l'opposition. Nous serions trop désolés de le perdre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je suis convaincu que les municipalités feront un bon usage de cette loi, que les souscriptions qu'elles feront constituent un bon placement et sont de nature à aider la nation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis absolument favorable au principe de cette loi et je

suis prêt à l'adopter en deuxième et troisième lectures. L'honorable M. Ilsley<sup>4</sup> m'a invité à faire partie du comité de l'emprunt de guerre. J'ai accepté très volontiers.

Ma seule réserve est pour la clause qui dit que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction et cessera d'avoir effet à compter de la date d'une proclamation du gouverneur général, attestant que le présent état de guerre a cessé.

Dans une Législature autonome, on ne devrait pas consacrer le principe qu'une législation cessera d'être en vigueur lorsque le gouverneur général se prononcera.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Propriété de l'Évêque de Gaspé**

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant une propriété de l'Évêque de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je remercie la Chambre d'avoir adopté à l'unanimité cette loi qui a pour but de régulariser des titres.

#### **Loi médicale**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la loi médicale de Québec<sup>5</sup>.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité se lève sans faire rapport<sup>6</sup>.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département de la Voirie), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On constatera que le budget de la voirie a été réduit de \$21,000,000 à \$14,000,000.

Le gouvernement a jugé bon, cette année, à cause des circonstances, de ne pas emprunter pour faire de nouveaux travaux. C'est mon intention de limiter les dépenses au montant mentionné dans le budget, bien qu'une loi générale soit encore en vigueur pour permettre au gouvernement de faire d'autres travaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre a augmenté son personnel?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Non. Au contraire, étant donné qu'il a fallu réduire le montant du compte capital affecté aux travaux de construction, le personnel des techniciens a été diminué.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y a-t-il cette année des dépenses capitales?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Il y en a pour \$7,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre peut aussi se servir de la loi des \$50,000,000.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Nous avons l'intention de le faire.

**M. Gagnon (Matane):** Qu'en est-il de la réorganisation des districts de la voirie?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Mon ministère est à étudier la question de la réorganisation des districts de voirie dans la province.

**M. Francœur (Lévis):** Je tiens à profiter de l'occasion pour offrir mes hommages au ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Nous sommes heureux de le voir revenir en Chambre. Aucun autre n'aurait pu faire ce qu'il a fait pour la province avec autant d'abnégation et de sincérité. Il peut être assuré que nous appuyons ses efforts et que nous coopérons avec lui de tout cœur. Il a fait beaucoup pour la province, et celle-ci lui en est reconnaissante et l'approuvera aux prochaines élections.

(Applaudissements à droite)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions de dollars, nécessaire pour défrayer l'article Réparation et entretien des chemins, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Nous allons faire des expériences, cette année, pour faire disparaître la poussière sur nos routes les plus fréquentées, que je crois être le plus grand ennemi de nos routes. Divers systèmes ont été essayés dans ce

but. Nous n'avions jusqu'ici que l'huile et le calcium, mais ce n'est pas fameux. Ça n'a pas donné les résultats attendus. L'emploi de l'huile est impraticable. Quant au calcium, il ne vaut pas grand-chose et il est ennuyeux pour les terres avoisinantes.

Lorsqu'il est posé par un temps qui se maintient très sec, il disparaît dans les champs et constitue une nuisance pour la végétation. Si, au contraire, il pleut beaucoup après qu'on en a enduit la surface des routes, tout ce calcium n'existe plus une fois qu'il a cessé de pleuvoir. L'unique solution semble être de faire au milieu de la voie une bande étroite de pavages permanents d'une dizaine de pieds. C'est ce à quoi on s'est résolu dans d'autres pays: lorsque la circulation se développe, on élargit cette bande de pavage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les camions extralourds causent parfois de très gros dommages à la voirie.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Dépenses administratives (département de la Voirie), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois qu'il est question de chômage dans le budget de la voirie. À propos des critiques qui se sont élevées contre le ministre de la Voirie, aucun arrêté ministériel ne passe à moins qu'il ne soit signé de la propre main du premier ministre. Si la politique du ministre n'était pas convenable, spécialement en ce qui concerne le chômage, c'était le premier ministre qui en était responsable, puisque c'est lui qui signe tous les arrêtés ministériels et qui préside les délibérations du cabinet. Ainsi donc, tout ce que le ministre a fait, tant pour la voirie que pour le chômage, a été approuvé et signé par le premier ministre.

Et le premier ministre, au lieu de laisser porter tout le poids des critiques au ministre, aurait dû en prendre la responsabilité. Quand le ministre a été attaqué au sujet du chômage, le premier ministre ne s'est pas levé pour le défendre, ni pour dire qu'il en portait, comme lui, la responsabilité. Il n'est pas juste d'avoir laissé le député de Saint-Hyacinthe en butte à toutes les attaques. Je demande au premier ministre de ne pas laisser porter par un homme

malade toute la responsabilité, quand c'est lui qui pose les actes. La politique actuelle de chômage n'est pas humaine. Il n'est pas juste d'envoyer les chômeurs travailler loin de leur demeure. J'espère que le gouvernement réparera son injustice envers le député de Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Il me fait plaisir d'entendre le chef de l'opposition déclarer que, grâce à la solidarité ministérielle, le premier ministre a approuvé l'attitude du député de Saint-Hyacinthe sur le chômage. Je suis fier de ce que le Parti libéral a accompli pour le chômage. Une de ses plus belles gloires dans la province de Québec, depuis la Confédération, sera d'avoir aboli les secours directs. Je suis heureux qu'on attribue le mérite de cette œuvre au premier ministre. Cela prouve que l'attitude du député de Saint-Hyacinthe a été appuyée. Notre chef a mis sa confiance dans une politique rationnelle, conforme au caractère traditionnel de l'ouvrier de chez nous.

Je suis heureux de dire qu'actuellement il n'y a plus que deux villes seulement qui peuvent encore se réclamer des secours directs. Ces deux villes sont Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine. Elles se trouvent toutes deux dans la circonscription que représente le chef de l'opposition, à la Législature. Toutes les autres villes de la province, grâce à une politique sage et humaine, n'ont pas 5 % de chômeurs. Jamais nous n'avons vu moins de gens qui ne travaillent pas. Jamais, dans l'histoire de la province, il n'y a eu autant de travail et de monde à l'ouvrage qu'à l'heure actuelle.

(Applaudissements à droite)

En fait de chômage, je n'ai eu qu'à me servir du gros bon sens. Toute la population a approuvé le gouvernement. Au mois de mai, le nouveau système sera en vigueur partout et le premier ministre pourra être content. On parle de traitement inhumain. Je défie le chef de l'opposition, ou qui que ce soit, de prétendre que les ouvriers ont reçu un traitement inférieur de la part du gouvernement de celui qu'ils recevaient de particuliers.

Les chômeurs ont été bien traités sur les travaux de chômage. Les travaux étaient calculés suivant les forces de ceux qui étaient employés. L'immense majorité de la province félicite le gouvernement d'avoir adopté une politique qui a conduit à l'abolition des secours directs. Je doute qu'il se trouve même des conservateurs pour affirmer que ce que le gouvernement a fait de mieux, ça a été d'abolir les secours directs et de faire travailler les gens.

En raison de ma politique, j'ai été l'objet d'attaques vicieuses de plusieurs milieux. On a multiplié les attaques de toutes sortes. J'ai laissé faire. Je savais d'ailleurs que cette politique rationnelle de gros bon sens finirait par triompher dans la province. Les gens féliciteront le premier ministre d'avoir résisté aux attaques injustes que lui ont lancées l'opposition et certains journaux. C'est le premier ministre qui m'a encouragé à continuer à faire travailler les chômeurs, alors que je trouvais le fardeau trop lourd pour mes épaules.

J'admets que les circonstances nous ont favorisés. L'accélération de l'industrie de guerre a été le principal facteur dans la baisse du chômage. Mais il était impossible d'arriver à l'abolition du chômage, alors que les gens qui ne travaillent pas retiraient plus que ceux qui travaillaient. Je les connais, les chômeurs. Jamais ils n'ont été aussi bien traités que sous le gouvernement actuel. Nous avons employé des vieillards de 65, 66 et 67 ans. Nous n'avons jamais exigé un travail au-delà de leurs capacités. Je suis allé moi-même sur les chantiers, et nous avons fait tout ce que nous avons pu pour leur être agréables.

Quant aux "souleveurs" de chômeurs, ce sont les mêmes que ceux qui les ont toujours soulevés. Ce sont ceux-là mêmes qui ont vécu en les incitant à se soulever contre le gouvernement. Je suis heureux de dire qu'ils n'ont pas réussi dans leur entreprise, parce que les chômeurs honnêtes, et c'est l'immense majorité, avaient hâte et étaient heureux de retourner au travail. Ils n'ont pas réussi nulle part.

Je remercie le premier ministre de sa confiance. Je remercie tous mes collègues de l'appui qu'ils m'ont donné. Le temps a marché. Les semaines et les mois se sont écoulés. Les secours directs sont disparus depuis le 1<sup>er</sup> mai dans la province. Au 31 mai, tous les secours directs auront disparu. Nous devons cette courageuse politique à mon ami et à mon chef, le premier ministre, pour lequel j'ai travaillé avec loyauté, sincérité et plaisir.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a été la première à déplorer le système des indemnités de chômage. J'ai jeté le blâme pour les secours directs sur les gouvernements libéraux provinciaux et sur tous les gouvernements à Ottawa, libéraux ou conservateurs. S'il y a eu parfois des plaintes exagérées de la part de certaines gens, par contre, on a maltraité les chômeurs dans un grand nombre de cas, en leur infligeant des brimades aussi inutiles qu'injustifiables. Si le gouvernement savait

que les travailleurs étaient maltraités dans l'industrie privée, il était de son devoir de mettre un terme à cette situation.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Entretien des chemins d'hiver, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On continuera le système en vigueur l'an dernier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Taxes d'eau sur édifices parlementaires, etc. (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles normales: entretien et réparations (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi de la prévention des incendies", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Compensations, honoraires et frais d'hospitalisation *re: accidents de travail*, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 13 mai 1941

#### Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette)<sup>8</sup>.

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi concernant certaines élections

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 63 concernant certaines élections à l'Assemblée législative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Toute dépense nouvelle nécessite l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur. Ce bill, parce qu'il entraîne une dépense d'argent, eût dû être précédé d'une résolution approuvée par le lieutenant-gouverneur. La préparation des listes électorales portant les noms des électrices entraînera nécessairement plus de dépenses. Elle augmente considérablement le nombre des énumérateurs qui feront les listes électorales et, conséquemment, les salaires et les débours inhérents à l'exercice de ces fonctions. C'est donc une nouvelle charge pour le Trésor, et la loi devrait donc être précédée d'une résolution préalable.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La nomination des énumérateurs n'est qu'une disposition

secondaire du bill. Ce n'est pas son objet immédiat. La loi n'impose aucune charge nouvelle à la couronne. Donc, je ne vois aucunement la nécessité d'une résolution.

**M. Gagnon (Matane):** La résolution est nécessaire.

**M. Caron (Hull):** Je suis sûr du contraire.

**M. Lorrain (Papineau)** aborde dans le sens de son collègue de Matane.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Les règlements disent que lorsque les dépenses causées par une modification apportée à la loi ne sont que d'ordre secondaire, il n'est pas nécessaire de faire précéder la loi d'une résolution. C'est le cas dans ce projet.

**M. l'Orateur suppléant:** Le bill 63 est régulier parce qu'il n'a pas pour objet d'affecter des deniers publics ou d'imposer une charge sur le peuple. Le paiement des dépenses que l'application de la loi proposée pourra entraîner est déjà autorisé par l'article 404 de la loi électorale, dont la loi proposée fera partie. Lorsque les dépenses ne sont qu'accessoires au bill, déclare-t-il, il n'y a pas lieu de faire précéder celui-ci de résolutions. La décision de l'Orateur, conclut-il, est que la loi peut être adoptée en deuxième lecture sans résolution préliminaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de la décision de l'Orateur suppléant!

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Goulet, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Messier, Panet, Perrier, Rochette, Thisdel, 33.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, 7.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant

certaines élections à l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

Je propose que le dernier article (article 19) de la loi soit retranché. Il avait trait à un délai de trois mois accordé au greffier pour émettre les brefs d'élection, après la prorogation de la session. Cet article rendait inopérante la disposition de la loi qui oblige le gouvernement à tenir une élection partielle dans un certain délai. Nous avons adopté cette disposition l'an dernier, à cause de la guerre, mais nous ne la croyons plus nécessaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but principal de la loi est de créer de nouvelles positions et d'augmenter les dépenses. Je favorise le principe des énumérateurs. Mais je veux que ces derniers aient plus de garanties d'impartialité que la présente loi ne leur en confère.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>9</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans les districts électoraux d'Abitibi, des Îles-de-la-Madeleine et de Témiscamingue, la présentation des candidats ne peut avoir lieu avant le vingt-cinquième jour qui suit l'émission du bref d'élection. Dans les autres districts électoraux, sauf ceux de Charlevoix et Saguenay, la présentation des candidats ne peut avoir lieu avant le vingt-huitième jour qui suit celui de l'émission du bref d'élection."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi retarder l'élection de Charlevoix-Saguenay?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** C'est une disposition de la loi électorale qui a été édictée par l'Union nationale. Aux dernières élections, on voulait retarder l'élection, et il était entendu qu'un ancien conseiller législatif serait ministre des Terres et Forêts et candidat dans

Charlevoix-Saguenay, si l'Union nationale était maintenue au pouvoir. Nous voulons garder cette disposition comme un souvenir. Il y a aussi le fait que le comté est vaste et que les délais doivent être plus longs.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 17 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 18, qui se lit comme suit:

"18. Pour toute élection visée par l'article 1 de la présente loi, le greffier de la couronne en chancellerie doit fournir, au président de l'élection, en outre des autres formules mentionnées à l'article 143 de la loi électorale de Québec, les registres d'énumérateurs et formules à être utilisés pour la préparation des listes d'électeurs.

"Pour les fins de toute telle élection, les dispositions de la présente loi font partie de la loi électorale de Québec et doivent être lues comme si elles y étaient incorporées, en ne retranchant que ce qui est incompatible."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans les comtés de Saint-Jean-Napierville et de Huntingdon, il y a des camps de mobilisés. Est-ce que ces mobilisés seront inscrits sur les listes électorales et auront-ils le droit de vote? Aux élections de 1917, on a décidé que le gouvernement fédéral du temps pourrait prendre des blocs de votes de soldats pour les appliquer à un ou des comtés au choix du gouvernement.

Les libéraux ont dénoncé avec raison cet acte inqualifiable d'arbitraire. Je veux savoir du premier ministre et du procureur général (l'honorable M. Girouard) ce qu'ils ont l'intention de faire avec le vote des soldats mobilisés qui ne viendront pas des comtés de Saint-Jean ou d'Huntingdon, suivant le cas.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Les soldats mobilisés, qui viendront en dehors des comtés où auront lieu les élections complémentaires, n'auront pas le droit de vote.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** appuie son collègue.

L'article 18 est adopté.

Le comité étudie l'article 19, qui se lit comme suit:

"19. Par dérogation à l'article 135 de la loi électorale de Québec (1 Édouard VIII (2<sup>e</sup> session), chapitre 8), modifié par l'article 12 de la loi 2 George VI, chapitre 24, le greffier de la couronne en chancellerie ne sera pas tenu d'émettre de bref d'élection avant l'expiration de trois mois après la prorogation de la présente session de la Législature pour remplir une vacance existant actuellement."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cet article n'a plus sa raison d'être depuis que l'Orateur a donné ordre au secrétaire de la chancellerie, la semaine dernière, d'émettre des brefs d'élection pour Saint-Jean et Huntingdon. Il n'y a pas lieu de maintenir cet article qui devient superflu. La loi générale, qui décrète qu'une élection complémentaire doit être tenue cinq mois après que la vacance a été signifiée à l'Orateur, s'appliquera donc dans le cas des comtés de Saint-Jean et Huntingdon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne brille pas particulièrement par la logique. Ce bill est en contradiction avec l'opinion du gouvernement. Lors de la dernière session en 1940, soit le 22 juin, le gouvernement a fait sanctionner une loi pour l'exempter de faire des élections complémentaires en temps de guerre. Et la loi était précédée des raisons suivantes: "Attendu qu'à l'heure critique où les revers de ses alliés mettent notre pays en grave péril, il serait contraire à l'intérêt public que des luttes électorales fussent entreprises". Le gouvernement voulait retarder l'élection de Terrebonne. Il a eu tort. Il l'a reconnu devant les protestations générales. Et devant la clameur de l'opinion publique, il a dû faire les élections dans Terrebonne et Mégantic. Cela montre le peu de sérieux des libéraux.

L'Union nationale a fait ses élections en temps de guerre, en octobre 1939, et M. Lapointe a dit que c'était scandaleux. La guerre commençait. Les chefs libéraux, MM. King, Lapointe et Godbout en tête, ont lancé tous les anathèmes sur l'Union nationale pour avoir déclenché des élections en temps de guerre. C'était effrayant de les entendre, que de faire des élections en temps de guerre. Bien pis: le gouvernement fédéral lui-même, lui qui dénonçait les élections en temps de guerre avec tant de virulence quand il s'agissait de Québec, a tenu des élections générales en temps de guerre!

D'ailleurs, il y avait des précédents. J'ai répondu que Sir Lomer Gouin avait fait ses élections en 1916, en pleine guerre, et que le gouvernement fédéral avait fait ses élections en 1917, encore en

pleine guerre. Qu'avons-nous vu ensuite? À peine l'élection générale québécoise était-elle terminée, que la province du Nouveau-Brunswick faisait les siennes! Or, MM. King, Lapointe et Godbout, qui n'avaient eu que des clameurs de réprobation contre l'Union nationale parce qu'elle avait tenu des élections, n'ont pas dit un seul mot contre le fait que le Nouveau-Brunswick tenait lui aussi des élections!

Les ministres canadiens-français fédéraux ont pendant 15 ans prêché une politique dans la province, se servant chaque fois de la guerre comme épouvantail, pour ensuite venir faire exactement le contraire de ce qu'ils ont promis. Les événements actuels les montrent sous leur vrai jour.

Les farceurs, qui dénonçaient les élections de Québec en 1939, convoquaient peu après un simulacre de session, obligeant députés et sénateurs de tout le pays à se rendre à Ottawa pour s'entendre dire, avant d'avoir tenu plus d'une séance, que le Parlement était prorogé et qu'on avait de nouvelles élections!

Et on entendit les mêmes MM. King et Lapointe déclarer onctueusement à la radio qu'il était sain et démocratique de tenir des élections en temps de guerre! C'est ce que j'appelle du cynisme récurrent! Les gens qui nous ont critiqués ont fait eux-mêmes des élections en temps de guerre. Depuis, il y a des élections complémentaires et générales dans le pays. Il y en a eu successivement en Ontario et en Alberta, et aussi l'élection fédérale générale de l'an dernier. C'est là la logique des chefs libéraux!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas mission de défendre le gouvernement fédéral, mais, en toute justice, il faut reconnaître que ce que nos amis MM. King et Lapointe d'Ottawa ont reproché au chef de l'opposition, ce n'est pas ce qu'il vient de dire. Ce que l'on a reproché au chef de l'opposition, ce n'est pas d'avoir déclenché des élections en temps de guerre, mais d'avoir placé dans la lutte le problème de la participation du Canada à la guerre, et lancé des élections qui, par les déclarations qu'il a faites, ne pouvaient que jeter du trouble dans l'esprit de nos gens, dans la situation tragique où nous nous trouvions en 1939.

(Applaudissements à droite)

Ce que l'on a reproché au chef de l'opposition, c'est d'avoir tenté de soulever les esprits en pleine guerre, dans une élection, dès le premier discours qu'il a prononcé. L'an dernier, le gouvernement provincial n'a pas voulu faire des élections complémentaires. Il a passé une loi pour exempter le greffier de la couronne en chancellerie

d'émettre des brefs d'élection, parce qu'au début de l'année il y avait de l'inquiétude et de l'angoisse dans l'esprit du peuple, de l'alarme dans le pays.

C'était notre devoir de protéger la paix publique et d'empêcher qu'on soulève toutes sortes de préjudices. Mais, subséquemment, les esprits sont redevenus calmes. Nous avons fait deux élections complémentaires. Nous croyons que la loi doit suivre son cours, que l'administration doit continuer normalement.

Cette année, malgré les appels contre le gouvernement fédéral sur l'effort qu'il accomplit, le peuple est resté calme. Et c'est pourquoi nous voulons tenir les élections partielles. Il n'y a aucune contradiction dans nos attitudes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** MM. King et Lapointe ont bel et bien reproché au gouvernement de l'Union nationale de faire des élections en temps de guerre. J'ai dit, dans le temps, que la question de tenir ou non des élections provinciales et la question de la participation à la guerre devaient être décidées exclusivement par les représentants du peuple.

J'ai dit aussi que les actes des ministres d'Ottawa n'étaient pas conformes à leurs engagements, que c'était leur devoir de se conformer à leurs engagements faits envers la population de Québec.

Je leur ai reproché de suivre une politique contraire à leurs engagements solennels les plus éclatants. J'ai dit que, pendant 20 ans, ils ont fait la lutte aux élections fédérales, provinciales, municipales et paroissiales, en tenant l'attitude que l'on connaît, qu'ils ont créé une mentalité et que, maintenant, ils venaient la dénoncer du tout au tout.

Tout le monde sait que, dans toutes les élections imaginables, on soulevait comme un argument la guerre finie depuis 15 ans. Mais, après avoir dénoncé la guerre pendant des années, les événements sont venus mettre en pleine et violente lumière leur tromperie et leurs mensonges au peuple. Et ce sont eux qui posent aujourd'hui comme les champions du patriotisme!

Le premier ministre a parlé de soulèvement de la population de Québec. La population de Québec est calme, sereine, loyale, même si elle s'est fait tromper. Ceux qui nuisent à ce que tous, au Canada, nous atteignons le but principal, remporter la victoire finale et décisive que nous espérons prochaine, ce ne sont pas les amis de l'Union nationale, ce sont ceux qui prostituent l'administration de la justice, qui vendent des exemptions aux conscrits!



Et ces gens-là, ce ne sont pas nos amis, mais les amis du parti de la droite, les adeptes du Club de réforme, une des principales organisations du Parti libéral fédéral et provincial, des gens qui, suivant certaines admissions, sont pires que les corbeaux qui se repaissent de chair humaine, parce qu'ils prennent le prix du sang, de la misère et de l'angoisse<sup>10</sup>!

L'article 19 est retiré.

L'article 20 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>11</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>12</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent quatre-vingt-neuf mille trois cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Entretien de certains édifices publics et location des bâtisses pour bureaux à travers la province (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les soumissions pour la construction d'un tunnel entre le groupe d'édifices de l'avenue Dufferin et celui de la rue Saint-Augustin ont été ouvertes aujourd'hui même.

Il y a trois soumissionnaires. Le contrat sera d'environ \$21,000, mais il restera certains travaux à faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi un tunnel? Est-ce que le ministre a honte quand il va rencontrer le premier ministre?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, j'ai peur de la pluie...

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La résidence du lieutenant-gouverneur coûte plus cher que jamais.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On fait ce qu'on peut pour que ça ne coûte pas trop cher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On parle encore d'abolir Spencer Wood?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Oui...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est-il en faveur de l'abolition de Spencer Wood?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas considéré cette question-là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a-t-il l'intention de faire ses nominations au Conseil législatif?

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Est-ce que les nominations à la Chambre haute ont quelque chose de commun avec la prévention des incendies?

**Des députés ministériels:** Ha! Ha! Ha!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il question de nommer M. Brillant<sup>13</sup> à la Chambre haute?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui dans certains milieux.

La discussion se poursuit quelques instants sur ce ton.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Dépenses de voyage (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc. (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-neuf mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bureaux du gouvernement, Montréal, entretien et réparations, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix mille deux cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Palais de justice et prisons: entretien et réparations, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Ponts-Routes: entretien (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Ponts-Routes: divers (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport des pensions de vieillesse, de l'assistance aux aveugles et aux mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur la mise à exécution de la loi des pensions de vieillesse, de la loi de l'assistance aux aveugles et de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses. (Document de la session no 59)

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 13 mai 1941**

##### **Présidence de V. Bienvenue**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette)<sup>14</sup>.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

La loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires augmente le traitement des juges et des magistrats. Les juges en chef des sessions de la paix recevront un traitement annuel de \$8,000, au lieu de \$7,000, et chacun des autres juges des sessions recevra un traitement annuel de \$7,000, au lieu de \$6,000. La loi actuelle décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil peut démettre les juges des sessions sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée

législative. Désormais, il suffira d'un rapport de la Cour du banc du roi, fait après enquête sur requête du procureur général. Les magistrats de district recevront \$6,000 de traitement, au lieu de \$5,000, et des pensions seront payées à leurs veuves. Il y aura trois juges de la Cour des jeunes délinquants à Montréal et leur traitement sera de \$6,000, au lieu de \$5,000.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi du service extérieur**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 75 modifiant la loi du service extérieur.

Ce projet de loi a pour but de donner effet à un arrêté en conseil modifiant certaines classifications du service extérieur, en leur accordant le droit de participer au fonds de pension.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), que la Chambre, à sa prochaine, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 70 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

#### **Indemnités des députés et des conseillers législatifs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi de la Législature.

Adopté.

#### **Loi concernant certaines élections**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant

certaines élections à l'Assemblée législative soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Lorrain (Papineau)** propose, par voie d'amendement et appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que" dans la motion de discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: "le bill 63, concernant certaines élections à l'Assemblée législative, soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière:

"a. à assurer l'intégrité et l'impartialité des officiers d'élections;

"b. à garantir la confection de listes électorales complètes et justes;

"c. à sauvegarder et protéger la liberté et les droits des électeurs."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, 9.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Perrier, Rajotte, Rochette, Thisdel, 33.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et, la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

**En comité<sup>15</sup>:**

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 231, le suivant:

"231a. Nul ne peut occuper un emploi dans une école publique s'il ne produit, chaque année,

"1° Un certificat de médecin attestant qu'il n'est atteint d'aucune infirmité ou maladie le rendant impropre à l'enseignement;

"2° Un certificat d'un médecin phthisiologue attestant qu'un examen pulmonaire clinique et radiologique a démontré que cette personne est exempte d'affections tuberculeuses.

"Cet examen doit être fait dans les deux mois suivant l'engagement ou la nomination. Au cas de réengagement, l'examen radiologique n'est requis que si les commissaires l'exigent.

"S'il est prouvé, par un certificat médical, qu'une personne occupant un emploi dans une école publique est atteinte d'une affection tuberculeuse, le contrat d'engagement est résilié sans indemnité et cette personne doit immédiatement cesser d'exercer ses fonctions."

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

Cette loi vise toutes les écoles qui ne sont pas du ressort du Conseil de l'instruction publique. Elle permet au surintendant de voir à la tenue morale et sociale de ces institutions. La loi prévoit aussi que les instituteurs soient soumis à un examen médical avant d'obtenir le droit d'enseigner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but qu'on se propose est de protéger la santé. Le principe est excellent. Reste à savoir si les moyens que l'on prend sont bons.

**M. Paquette (Labelle):** La loi dit que cet examen doit être fait dans les deux mois qui suivent l'engagement ou la nomination. Je suggère que la disposition soit modifiée. Si le bill est adopté tel quel, un instituteur tuberculeux aura le temps de propager la maladie pendant deux mois. En second lieu, l'instituteur sera congédié et il en résultera un ennui considérable pour les élèves. Enfin, l'instituteur tuberculeux sera privé de son salaire. Pourquoi enlever à l'instituteur l'argent qu'il a gagné en travaillant peut-être beaucoup plus fort que d'autres?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

L'idéal serait évidemment de pouvoir forcer chaque instituteur ou institutrice à subir un examen médical avant le premier engagement, parce que la loi lui donne le bénéfice du réengagement automatique. En pratique, cependant, il arrive que les engagements soient faits à la toute dernière minute par les commissions scolaires, avant l'ouverture des classes. Comme les spécialistes en maladies pulmonaires sont généralement dans les grands centres éloignés des campagnes, il faut donner au personnel enseignant des régions rurales le temps d'aller les consulter.

On a dit que le changement d'instituteur pourrait causer un préjudice aux élèves. Dans une certaine mesure, il existera. Mais le préjudice sera plus grand pour les mêmes élèves si on leur donne pendant toute une année des professeurs porteurs de germes. Je soumets qu'il est préférable de changer le professeur dans le cours de l'année scolaire plutôt que de lui permettre de contaminer ses élèves.

Relativement au troisième argument du député de Labelle, il ne faut pas confondre le salaire dû avec l'indemnité. Les professeurs qui seront congédiés parce qu'ils seront trouvés tuberculeux recevront le salaire qu'ils auront gagné jusqu'à la date de leur renvoi. La loi parle d'indemnité. C'est pour expliquer que l'instituteur n'aura droit à aucun recours en dommages contre la commission scolaire qui l'aura renvoyé.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** La disposition à l'effet que "au cas de réengagement l'examen radiologique n'est requis que si les commissaires l'exigent", devrait être biffé. S'il faut un examen radiologique, les commissaires ne sont pas compétents en la matière.

**M. Paquette (Labelle):** Je reviens à l'examen médical. Je crois que nous ne devrions pas exiger l'examen radiologique d'emblée, pour tout le monde. Ce qui compte, c'est la contagion. Il y a quantité de malades qui ne sont pas contagieux. Dix pour cent des membres de cette Chambre ont probablement des lésions pulmonaires. Ils ne sont plus contagieux.

Les lésions sont cicatrisées. Cet examen exigera des déboursés trop considérables pour bon nombre d'instituteurs et d'institutrices, surtout ceux qui demeurent loin des centres. Les jeunes institutrices sont incapables de dépenser \$10 ou \$15 pour subir un examen radiologique. Les médecins sont d'avis que l'examen clinique et bactériologique est suffisant pour préserver la santé des élèves. On

devrait se contenter de l'examen clinique et bactériologique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'appuie ces prétentions. C'est aller trop loin, continue-t-il. On insultera les communautés religieuses en leur faisant voir qu'elles ne savent pas remplir les obligations qui leur incombent de sauvegarder la santé de leurs élèves.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne vois pas pourquoi cette demande de certificat de médecin pourrait être injurieuse pour les instituteurs. Les communautés religieuses ne sont pas réfractaires aux réformes, qui sont d'ailleurs demandées par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Il a d'ailleurs approuvé la clause concernant l'examen médical obligatoire.

**M. Paquette (Labelle):** Je trouve que l'on va un peu loin. On exige des dépenses considérables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) donne un bien triste exemple. Il prétend que cette loi a été approuvée par le Conseil de l'instruction publique. Sa déclaration semble contraire aux faits.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je reconnais bien les tactiques du chef de l'opposition. Quand on le serre de près, il prend une tangente. Il se croit un grand avocat, alors qu'il n'est qu'un bon avocat. La loi s'applique à toutes les écoles qui relèvent de la loi générale. Pour son information, je déclare et je répète ce que le comité catholique a approuvé et recommandé en 1938, la loi que j'ai l'honneur de présenter à cette Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire provincial a interprété le document à sa manière!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai fait dire à ce document ce que je voulais dire!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le rapport cité par le secrétaire provincial ne vient pas du comité catholique, mais d'un sous-comité des finances et de la législation! Ce rapport ne concerne que l'enseignement primaire, tandis que le ministre affirme que son amendement couvre toutes les écoles.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La disposition relative à l'examen médical s'applique à toutes les écoles publiques, au sens de la loi scolaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans nos écoles publiques, nous avons des professeurs d'enseignement secondaire et supérieur. Cela n'est pas prévu par la loi!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La loi stipule clairement que l'examen médical ne sera obligatoire que pour les instituteurs des écoles publiques, au sens que l'entend le code scolaire.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 315 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Une résolution pour destituer le secrétaire-trésorier ou pour diminuer son traitement ne peut être adoptée que par le vote affirmatif de quatre commissaires."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article viole l'autonomie des commissions scolaires. Il n'y a pas de raisons d'inclure cette disposition dans la loi.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** ne répond pas à cela.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. Ladite loi est modifiée en y insérant après l'article 481, le suivant:

"481a. L'exercice des fonctions de principal ou de professeur dans une école normale est soumis aux dispositions de l'article 231a."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois là une preuve additionnelle que le secrétaire provincial a mal interprété le désir du comité catholique. D'après la résolution du comité catholique, l'examen médical devait être gratuit, alors que la loi ne parle pas du tout de la gratuité.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les procès-verbaux du Conseil de l'instruction publique démontrent que le Conseil a recommandé cet examen médical en décembre 1938.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 585 de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 17 George V, chapitre 39, et remplacé par l'article 8 de la loi 2 George VI, chapitre 65, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"L'assistance prévue au présent article ne s'étend pas à l'achat du terrain ou du matériel scolaire."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre cet article.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Sociétés d'exploration minière**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 concernant les sociétés d'exploration minière, libres de responsabilité personnelle, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de ce projet est de stimuler l'industrie minière dans la province, en encourageant les prospecteurs. Depuis le début de la guerre, les activités des prospecteurs ont diminué d'une façon alarmante non seulement dans notre province, mais dans tout le Canada. Pour remédier à cet état de choses, le bill autorise la formation de sociétés d'exploration minière, exemptes de responsabilité personnelle, avec un minimum de formalités et de dépenses. Ces sociétés pourront se former sans avoir à payer un sou. Il n'y aura pas de frais de courtage.

Le capital autorisé sera de \$10,000 et les actions seront de \$10 chacune. Quand la société aura \$1,000 de capital souscrit, elle pourra commencer ses opérations. Lorsque les \$10,000 seront dépensés, le syndicat sera dissout par le fait même, à moins d'une autorisation spéciale lui permettant de continuer ses opérations. Par ce moyen, on pourra faire développer un grand nombre de "claims" aujourd'hui inactifs.

J'ai consulté à ce sujet les gens les plus intéressés à l'industrie minière, les officiers de l'Institut canadien des mines et de métallurgie. Tous m'ont dit que cette mesure était sage. La province d'Ontario a une législation basée sur le même principe, qui permet la formation de petits syndicats. Nous allons faire appel aux prospecteurs qui ont des

propriétés à mettre en valeur et je n'ai aucun doute que la loi aura de bons résultats. La Chambre devrait l'adopter à l'unanimité.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis bien surpris d'entendre dire que l'industrie minière périlclite en notre province. Si le ministre n'avait pas aboli l'an dernier le bill 5 voté par l'Union nationale, qui obligeait les compagnies exploitant les ressources naturelles de la province à s'incorporer dans la province, il ne serait pas obligé de présenter cette nouvelle loi. La production minière a augmenté de \$39,000,000 à \$60,000,000 sous l'Union nationale, et les prospecteurs étaient plus nombreux. Le ministre des Mines et Pêcheries avait alors déclaré que ce bill faisait un tort immense à l'industrie minière.

Aujourd'hui, il vient nous dire que l'industrie minière périlclite, malgré la disparition du bill 5, alors que, sous l'Union nationale, le nombre des prospecteurs des claims et des concessions minières a doublé et même triplé en certains cas. Et, depuis que le bill 5 a été aboli, tout cela est tombé. En faisant disparaître le bill 5, on a voulu éteindre les soleils que nous avions allumés dans le firmament de l'industrie minière. La loi qu'on nous présente a du bon et du mauvais. Ce que les prospecteurs veulent, ce sont des lois claires et nettes, sans formalités inutiles. Or, voici qu'on leur présente une loi qui n'est qu'une agglomération de formalités.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>16</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant

soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Dépenses générales (département des Mines et Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Entrepôts frigorifiques, neigères et hangars de classification (département des Mines et Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service technique (département des Mines et Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Assistance aux pêcheurs et aux industriels (département des Mines et Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Pêcheries maritimes (département des Mines et Pêcheries maritimes), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Gagnon (Matane):** M. le ministre va-t-il reconstruire l'entrepôt frigorifique de Méchins, comté de Matane?

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** C'est l'ancien député de Matane (M. J.-A. Bergeron) qui avait fait commencer cette construction. Il se pêche si peu de morue à Méchins que l'entrepôt devrait être à Mont-Louis, comté de Gaspé-Nord.

**M. Gagnon (Matane):** Dans son rapport annuel, le ministre parle de l'ordre nouveau. Mais, qu'a-t-il fait de nouveau? L'Union nationale a fait beaucoup, mais ça ne paraît pas dans son rapport.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Nous ne faisons pas de construction pour des votes.

À Méchins, on pêche 25,000 livres de poisson par année. Il n'est pas nécessaire d'avoir un entrepôt à cet endroit.

Quant au nouveau que nous avons fait, je nommerai le fait que nous avons aboli la compagnie de transport du député de Matane, qui prenait le plus clair du profit des pêcheurs. Que le député de Matane aille demander aux pêcheurs comment ils sont payés aujourd'hui pour leur poisson! Ils sont payés le double. Nos pêcheurs ont vendu 96,000,000 de livres de poisson en 1940, et nous n'avons permis aucun profit pour les intermédiaires. On nous a demandé des filets frais pour l'Angleterre et les acheteurs nous offraient un prix inférieur. Je rends hommage aux acheteurs anglais qui ont payé un prix très rémunérateur pour nos pêcheurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Fonds de l'assistance publique (dépenses de capital) (département de la Santé et du Bien-être social), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois.

La séance est levée à 11 h 40.

#### NOTES

1. 11 h 30, selon *La Patrie* du 14 mai 1941, à la page 3.

2. L'honorable M. Bissonnette est retenu à Ottawa, selon *Le Canada* du 13 mai 1941, à la page 12, où il plaide devant la Cour suprême, selon *Le Soleil* du même jour, à la page 20.

3. Ce matin, en vertu de la nouvelle loi récemment votée concernant l'Exécutif de la province, tous les ministres du cabinet sont allés se faire assermenter de nouveau chez le lieutenant-gouverneur par le greffier du Conseil exécutif, le Dr Alfred Morissette, selon *La Presse* du 14 mai 1941, à la page 3.

4. James Lorimer Isley (1894-1967). Ministre libéral du Revenu national du Canada en 1935 et ministre des Finances du Canada (1940-1946). Il gère avec succès les finances du pays durant la Deuxième Guerre mondiale. Ministre de la Justice (1946), il est nommé juge de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse (1949) et en devient juge en chef en 1950. De 1954 à 1960, il préside les travaux de La Commission d'enquête sur les brevets, le droit d'auteur et les marques de commerce et les dessins industriels.

5. Le parrain du bill, le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Toupin), est retenu chez lui par la maladie, selon *La Presse* du 14 mai 1941, à la page 3.

6. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 14 mai 1941, à la page 7.

8. Voir note 2.

9. Le comité se réunit sous la présidence de Paul Gauthier (Montréal-Laurier), selon *Le Canada* du 14 mai 1941, à la page 7.

10. Les paroles du chef de l'opposition ont été inspirées par une enquête de la Gendarmerie royale du Canada, exposée dernièrement, et concernant cette affaire d'exemptions, selon *The Gazette* du 14 mai 1941, à la page 1.

11. Étant donné que les journaux rapportent peu de débats quant à l'étude de ce bill en comité plénier, on peut référer à la copie archivée et initialisée par le

président du comité pour prendre connaissance des amendements apportés par ledit comité.

12. Voir note 7.

13. Jules-André Brillant (1888-1973). Docteur en droit, en sciences sociales et en sciences commerciales. Directeur de la Banque centrale d'hypothèque (1939-1942). Il fut président du conseil d'orientation économique du Québec de 1943 à 1946 ainsi que conseiller législatif (libéral) de la division du Golfe, de 1942 à 1968.

14. Voir note 2.

15. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 14 mai 1941, à la page 7.

16. Le comité se réunit sous la présidence de M. Émile Boucher (Montréal-Saint-Henri), selon *Le Canada* du 14 mai 1941, à la page 7.



## Première séance du mercredi 14 mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Expropriation de Beauharnois Light,  
Heat and Power Company**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

La loi qui est devant la Chambre, et dont je propose la deuxième lecture, dit-il, pourvoit à ce que la province de Québec devienne propriétaire de la Beauharnois Light, Heat and Power Company. Cette loi comporte trois modalités d'acquisition:

1. De gré à gré, ou par expropriation:

*a.* suivant l'article 2 du bill: toute l'entreprise ou la totalité ou la partie des biens, meubles et immeubles;

*b.* suivant l'article 5: les actions du fonds social (stock commun);

*c.* suivant l'article 9: les obligations de première hypothèque, celles de deuxième ainsi que les créances ordinaires mentionnées dans un acte du 30 avril 1940, acte passé devant le notaire, H. B. McLean, le 21 mai 1940;

*d.* "Acquisition de l'entreprise": ceci veut dire l'actif et le passif de tout ce que comporte la compagnie. La totalité ou la partie des immeubles mentionnée dans l'article 2, c'est l'actif, sans le passif.

L'entreprise ou la totalité des meubles et immeubles sont ce qui suit:

*Actif*

1. Centrale hydroélectrique.
2. Terrains.
3. Canal (usage du).
4. Ouvrages de compensations et contrôle.
5. Droits d'utiliser les forces hydrauliques.
6. Contrats avec:
  - a.* Montreal Light, Heat & Power: 150,000 chevaux-vapeur;
  - b.* Hydro Ontario: 250,000 chevaux-vapeur;
  - c.* Les industries de défense nationale: 20,000 chevaux-vapeur;
  - d.* Howard Smith: 2,500 chevaux-vapeur;
  - e.* St. Lawrence Alloys: 35,000 chevaux-vapeur.

*Passif*

1. Obligations première hypothèque au montant de \$18,000,000 portant intérêt à 4.5 %, et devenant échues en 1963.
2. Obligations première hypothèque au montant de \$39,955,900 portant intérêt à 4.5 % et devenant échues en 1973.
3. Créance garantie contractée envers la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, au montant de \$6,000,000 portant intérêt à 5 %, et rachetable en 1960.
4. Créance contractée envers la Montreal Light, Heat and Power Consolidated au montant de \$12,000,000 portant intérêt à 5 % et rachetable en 1960.
5. Baux du gouvernement provincial (référence article 2, bill Beauharnois).
6. Accords avec:
  - a.* Montreal Cottons;
  - b.* Le gouvernement fédéral.

*Actions*

*b.* Article 5 - Actions de fonds social (stock commun). Elles comprennent ce qui suit:

Le capital-actions comprend 715,779 actions sans valeur nominale et réparties comme suit:

- 487,221 détenues par la Montreal Light, Heat and Power Consolidated;

- 40,000 contrôlées par la Montreal Light, Heat and Power Consolidated;
- 188,558 réparties dans le public.

L'acquisition des actions du fonds social (stock commun) veut dire que la province deviendrait propriétaire absolue, par le contrôle des actions communes et, comme tout actionnaire, serait sujette aux obligations et aux droits qui sont actuellement ceux des actionnaires de la compagnie.

#### *Obligations*

c. Article 9 - Acquisition de gré à gré ou par expropriation des obligations. En chiffres, ceci veut dire:

- a. Obligations première hypothèque, au montant de \$18,000,000 devenant échues en 1963;
- b. Obligations première hypothèque au montant de \$39,955,900 devenant échues en 1973;
- c. Créance garantie contractée envers la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, au montant de \$6,000,000 et rachetable en 1960;
- d. Créance contractée envers la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, au montant de \$12,000,000 et rachetable en 1960.

Si ce moyen est choisi, nous serons sujets aux droits des obligataires, mais nous ne serons pas propriétaires de la compagnie, dont nous n'aurions pas le contrôle, à moins de devenir en outre, tel que dit plus haut, propriétaires des actions ordinaires (stock commun).

Qu'est-ce que la Beauharnois? C'est une exploitation hydroélectrique dont l'usine est située à environ 25 milles de Montréal. Elle bénéficie de pouvoirs fédéraux et provinciaux qui lui ont été conférés. Les pouvoirs provinciaux lui ont été accordés de 1902 à 1931. Les pouvoirs fédéraux lui ont été accordés de 1931 à 1940.

Voici ce que comportent les pouvoirs provinciaux:

1902-1910 et 1928: Différents droits en vue de tirer parti des 80 pieds de dénivellation entre les lacs Saint-François et Saint-Louis.

1920: Incorporation de la compagnie.

1928: Droits de dériver 40,000 pieds cubes par seconde et d'utiliser les forces hydrauliques.

1931: Droits de dériver 80,000 pieds cubes par seconde supplémentaires et confirmation du contrat avec la Montreal Cotton Company pour détourner 130,027 pieds cubes par seconde que cette dernière compagnie utilisait à Valleyfield en vertu de titres du provincial et du fédéral.

1936: Acte d'accord modifiant le délai pour l'aménagement et le loyer de \$37,500,000 qui fut temporairement réduit à \$1,000,000.

Voici ce que comportent les pouvoirs fédéraux:

1931: Autorisation de dériver 53,072 pieds cubes par seconde, à condition que le gouverneur général en conseil puisse ordonner les ouvrages nécessaires pour sauvegarder les droits de la navigation.

1932: Le gouvernement fédéral exige que le lit du canal et les ouvrages nécessaires à la navigation soient transportés au fédéral sans compensation. Approbation des plans et devis des travaux de la corporation ainsi que de certains ouvrages de compensation.

1940: Autorisation de détourner 30,000 pieds cubes par seconde supplémentaires, ce qui porte le total permis à 53,072 pieds cubes par seconde.

Au point de vue industrie électrique, la Beauharnois possède actuellement ce qui suit:

1. 599,000 chevaux-vapeur installés, 11 unités de 53,000 chevaux-vapeur, 2 unités de 8,000 chevaux-vapeur, 106,000 chevaux-vapeur en voie d'installation.

2. Puissance totale des forces hydrauliques du Saint-Laurent entre les lacs Saint-François et Saint-Louis: 2,000,000 de chevaux-vapeur.

3. Capacité installée aux Cèdres: 206,000 chevaux-vapeur (Montreal Light, Heat and Power Consolidated):

Capacité installée à Soulanges: 16,050 chevaux-vapeur (Inactive Provincial Light);

Capacité installée à Saint-Timothée: 28,800 chevaux-vapeur (Canadian Light).

4. L'excédent de la puissance disponible entre les lacs Saint-François et Saint-Louis s'établit donc à environ 1,044,150 chevaux-vapeur.

Mentionnons que les forces hydrauliques de Beauharnois sont situées à environ 25 milles de Montréal, entre les lacs Saint-François et Saint-Louis, et ont été aménagées au moyen d'un canal de dérivation creusé sur la rive droite (sud). La centrale Beauharnois a été mise en exploitation le 1<sup>er</sup> octobre 1932. Les détails de cette entreprise peuvent se résumer sommairement comme suit:

a. Le canal de navigation d'une longueur approximative de 15.25 milles, d'une largeur d'environ 3,300 pieds;

b. Des ouvrages de compensation et de contrôle depuis le lac Saint-François jusqu'au lac Saint-Louis;

c. L'usine hydroélectrique de Beauharnois;

d. Lignes de transmission et stations de transformateurs.

Pour donner une idée de l'importance de l'excédent de pouvoir à être développé, qu'il suffise de mentionner que cet excédent est de 1,000,000 de chevaux-vapeur et qu'actuellement, toute l'île de Montréal ne consomme que 500,000 chevaux-vapeur. Il est intéressant aussi de noter que le cheval-vapeur coûte actuellement à la compagnie Beauharnois environ \$146 du cheval-vapeur et que, si l'excédent à être développé était aménagé, cet excédent pourrait l'être à un coût d'environ \$70 du cheval-vapeur seulement, pour fournir une moyenne sur l'ensemble de \$90 du cheval-vapeur.

L'opinion des experts est à l'effet qu'en autant, à moins de circonstances particulières, que le cheval-vapeur ne coûte pas plus de \$125 d'aménagement, sa valeur commerciale et pratique est payante. Ces chiffres font exclusion du coût des lignes de transmission et de distribution. Les chiffres que je viens de citer proviennent des experts qui ont été consultés. Ces chiffres se comparent avantageusement avec des estimés du Joint Board of Engineers, qui s'est occupé de la canalisation du Saint-Laurent et de ses possibilités hydroélectriques.

Étatiser la Beauharnois, c'est poser le premier jalon de l'étatisation de l'industrie hydroélectrique dans la province de Québec, le tout sujet aux circonstances, aux besoins de la population et aux revenus et possibilités financières de la province de Québec. Tout d'abord, un mot pour rassurer ceux qui ont des capitaux engagés dans l'industrie hydroélectrique. Je n'ai aucune hésitation à leur dire que le mot "étatisation", pour le gouvernement actuel, ne veut pas dire mainmise, sans compensation, sur leurs intérêts: l'étatisation n'est pas l'équivalent de spoliation. Nous n'entendons nullement ruiner qui que ce soit, ni mettre en danger les capitaux dûment et honnêtement investis.

Cependant, en plein siècle d'électricité, pour employer l'expression usuelle, nous entendons que cette richesse, cette ressource naturelle, ce bien national qu'est l'électricité, ne soit pas la chose d'une classe privilégiée qui l'exploiterait à son seul profit, pour son avantage financier unique, mais que ce levier de commande industriel et nécessaire au relèvement économique de tout pays, et spécialement de la province de Québec, soit contrôlé par le peuple de la province.

Que le citoyen de Québec puisse, par son gouvernement, jouir et bénéficier des bienfaits de cette houille blanche, pour prospérer et se garder en ligne avec les pays ou les autres provinces qui vont de l'avant au point de vue de l'industrie et du commerce.

L'étatisation, l'Hydro de Québec, c'est la garantie à la province que les taux d'électricité jusqu'à présent discutés, critiqués, comparés avec désavantage à ceux de nos voisins immédiats, pourront subir dans l'avenir cette comparaison facilement, et sans être considérés comme une entrave à l'expansion industrielle et commerciale du Québec.

Actuellement, M. l'Orateur, les compagnies privées qui vendent l'énergie électrique aux consommateurs dans cette province, ont une charge fixe qui ne dépend pas d'elles et qui obère chaque cheval-vapeur qu'elles livrent aux consommateurs québécois, et cela, en plus de leur propre coût de production. Cette charge fixe est composée des trois facteurs suivants: des taxes fédérales, des taxes provinciales et des taxes municipales.

Voyons maintenant ce que comportent ces différentes taxes pour nos entreprises hydroélectriques privées. En 1940, nos compagnies privées ont payé au Canada, en taxes de toutes sortes, tel que mentionné, \$17,318,000<sup>1</sup>. Sur ce montant, Québec a payé \$10,600,000; Ontario, \$2,000,000; la Colombie canadienne, \$2,700,000; l'Alberta, \$600,000; la Nouvelle-Écosse, \$600,000; le Manitoba, \$300,000; la Saskatchewan, \$270,000; le Nouveau-Brunswick \$260,000; et l'Île-du-Prince-Édouard, \$30,000.

À qui ces taxes ont-elles été payées par l'industrie privée? Comme suit: 54.2 % ont été payées au fédéral, 20 % au provincial et 25.8 % ont été payées en taxes municipales. Et maintenant, quelle part Québec seul a-t-il payée de ces taxes? La Colombie canadienne a payé 15.3 %, soit \$2,650,000; les Provinces maritimes, 5.3 %, soit \$856,000; les Prairies 6.5 %, soit \$1,220,000; Ontario 11.4 %, soit \$1,970,000; et Québec 61.5 %, soit \$10,600,000. Ces \$10,600,000 payés en taxes par les entreprises hydroélectriques de la province de Québec se répartissent comme suit: taxes municipales, \$2,400,000; taxes provinciales, \$2,200,000; taxes fédérales, \$6,000,000.

Le jour où l'étatisation sera complétée dans la province de Québec, le public québécois bénéficiera d'une réduction d'au-delà de \$10,000,000 sur le coût de l'électricité et sera sur le même pied, au point de vue consommation, que les contribuables de la province d'Ontario. M. l'Orateur, ces \$10,600,000, payés par les compagnies en taxes fédérales, provinciales et municipales, équivalent à une charge fixe de 20 % sur le prix de chaque cheval-vapeur employé par le consommateur québécois. Nous voulons faire disparaître ce lien, ce boulet que traîne l'industrie dans la province de Québec. Et la présente loi, c'est le premier pas vers ce but.

(Applaudissements à droite)

On nous demandera certainement: "Quel prix entendez-vous payer pour l'acquisition de la Beauharnois Light, Heat and Power Company, que vous dites être le premier pas vers l'étatisation dans la province de Québec?" Sans ambages, sans faux-fuyant, nous répondons que nous n'entendons pas considérer le coût, mais la valeur de ce que nous devons acquérir, de gré à gré ou par expropriation. Je crois que cette affirmation est assez concise, claire, pour prouver que le gouvernement considère ce problème de l'étatisation avec discernement, les yeux ouverts, et conscient de ses responsabilités. Ceci devrait éviter toute discussion quant au prix, sauf le quantum à être fixé par expertise.

Autre question que pourrait se poser l'électeur. Cette entreprise de la Beauharnois, que nous voulons acquérir, est-elle susceptible de se sustenter elle-même? M. l'Orateur, lors de la réorganisation de cette compagnie en 1938, un bilan fut soumis aux actionnaires de la Bondholders Committee qui fait valoir ce qui suit:

En 1938, déficit de \$235,000;  
En 1939, déficit de \$22,500;  
En 1940, déficit de \$25,000;  
En 1941, profit de \$39,000 (estimé);  
En 1942, profit de \$432,000 (estimé);  
En 1943, profit de \$557,000 (estimé);  
En 1944, profit de \$792,500 (estimé);  
En 1945, profit de \$792,500 (estimé).

Ces prévisions, toutefois, ne tiennent pas compte de la dépréciation, ni du fonds d'amortissement sur les obligations de la compagnie. Le changement de perte en profit provient de la différence des revenus nets qui, de \$3,027,000 qu'ils étaient en 1936, sont en 1941 de \$3,346,500 et sont estimés en 1945 à \$4,302,500. L'entreprise de la Beauharnois paraît donc, même en face du coût de l'exécution, une proposition financière fiable.

Comme j'ai affirmé, au nom du gouvernement tout à l'heure, que ce n'était pas le coût qui devait être le critère de l'achat de gré à gré ou par expropriation, mais la valeur, je laisse aux députés de cette Chambre et à la province la tâche de conclure si, à ces conditions, l'entreprise de la Beauharnois est une industrie qui puisse se sustenter par ses propres revenus.

M. l'Orateur, pour clore de façon adéquate et juste l'exposé que je viens de faire, je ne puis faire mieux, au nom de la députation ministérielle et des citoyens de la province, que de remercier le premier ministre d'avoir eu le courage et la vision nécessaire

pour donner au peuple de Québec un actif qu'il n'a jamais promis, quelque chose à quoi il ne s'est jamais engagé: l'étatisation de la Beauharnois Light, Heat and Power Company, et à la création d'une hydroélectricité dans Québec.

Nous voulons pour lui, comme homme politique, une carrière longue et fructueuse, bien remplie d'œuvres sociales. Mais, M. l'Orateur, même si le premier ministre actuel, dans toute sa vie politique, n'eût fait qu'offrir à la province la loi qui est actuellement devant la Chambre, son nom mériterait d'être écrit en lettres d'or dans l'histoire de la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Vous me permettrez de vous citer quelques lignes d'un article éditorial de la revue *Relations*, publiée par l'*Action Sociale Populaire*, organisme dirigé par les pères Jésuites, numéro de mai 1941, sous le titre: "La canalisation du Saint-Laurent", où on donne l'appréciation de ce que peut être l'étatisation de la Beauharnois. Je cite: "L'étatisation de la Beauharnois constitue pour Québec le symbole de l'électricité à bon marché. L'expropriation de la Beauharnois pourrait être le commencement de la libération de Québec. Si M. Godbout et ses collègues réussissent - et ils le peuvent avec de l'énergie - ils auront posé un acte de haute politique, de salut, qui pourra être l'aube du redressement économique".

M. l'Orateur, le premier ministre, au sujet de l'acquisition de la Beauharnois et de sa politique d'étatisation, ne recevra pas que des compliments. Des intéressés politiques ou financiers vont certainement déverser sur lui le vitriol de leurs critiques et l'acide de leur pessimisme. De grandes phrases, des sentences à effet, des avertissements de supposés dangers économiques, vont lui être jetés à la figure. Il n'en aura cure et méprisera les attaques, satisfait, en son âme et sa conscience, que deux facteurs certainement le vengeront de toutes les avanies dont on voudra le couvrir: l'électorat et l'histoire.

(Applaudissements et ovation à droite)

**M. Barrette (Joliette):** Avec un projet d'une telle importance, amené à la toute dernière minute et lourd de conséquences pour l'avenir de la province, il vaudrait mieux, à cause de la situation présente, attendre quelque peu avant de l'adopter, afin de le connaître sous tous ses aspects. Le gouvernement a fourni ce matin à la Chambre des renseignements demandés en vain, depuis plusieurs semaines par l'opposition, sur les intentions du gouvernement pour la nationalisation de l'électricité. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) s'est toujours

montré un adversaire de l'achat de la Beauharnois. Je compte sur lui pour approuver l'attitude de l'opposition sur cette affaire. Nous croyons qu'il conviendrait d'attendre avant l'exécution de ce projet.

Je propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le mot "maintenant" par les mots "dans six mois".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je félicite le député de Joliette d'avoir présenté cette motion. La résolution qui précède le bill que présente le gouvernement a des aspects multiples. La décision que l'on nous demande de prendre est grave de conséquences pour l'avenir de la province: conséquences financières, économiques et nationales. Un gouvernement n'a pas le droit de poser un acte qui pourrait engager la province dans une aventure qui pourrait être ruineuse et dangereuse.

Il est inexact de prétendre que ce projet de loi permettra au gouvernement de devenir propriétaire de la Beauharnois. Au contraire, le projet est nébuleux. Il autorise le gouvernement à faire ceci ou cela. Il permet au gouvernement plusieurs alternatives. Il peut acheter simplement ce qu'il lui plaît. Il peut acheter simplement les actions, ou une partie des obligations. Le projet de loi est rédigé de telle façon qu'on ignore totalement ce que le gouvernement veut faire, ni ce qu'il fera. C'est un bill qui ne comporte aucun élément décisif. Tout est laissé à la discrétion du gouvernement. Autrement dit, on lui donnera un blanc-seing total, alors qu'en vertu du bill, le gouvernement ne dit aucunement ce qu'il veut faire. Il n'y a pas de garantie.

La Beauharnois a vu le jour dans la "vallée de l'humiliation<sup>2</sup>". C'est un berceau qui ne convient pas bien à la réforme qu'on veut accomplir. J'ai assisté à sa naissance. J'ai vu alors jouer des influences disparates et j'ai entendu les déclarations enflammées des promoteurs qui se posaient comme les farouches défenseurs de la population. J'entends encore les déclarations passionnées de ceux qui prétendaient que la nouvelle compagnie rendrait justice au peuple, qu'elle serait édifiée sur les ruines des compagnies qui étaient des concurrents malsains. Vers le même temps, une autre compagnie, la Soulanges Power, présentait elle aussi un projet de loi dans lequel elle disait que si un développement hydroélectrique devait se faire, il fallait que ce fût de préférence sur la rive nord. Or, sur la rive nord, la Montreal Light, Heat & Power,

qui combattait le bill de la Beauharnois, avait une filiale, la Cedar Rapids. C'était délicieux de voir ces intérêts disparates en jeu. Le projet de la compagnie Soulanges finit par disparaître.

Subséquentement, j'ai pu consulter les documents se rapportant à ces tractations, et voici ce que j'ai constaté. À cette époque, la Beauharnois devait faire concurrence à la Montreal Light, Heat & Power. Mais, en consultant les documents que m'avait fournis l'ancien ministre des Terres et Forêts, l'honorable M. Honoré Mercier, je constatai que la Montreal Light, Heat & Power, farouche adversaire de la Beauharnois, avait conclu un petit arrangement avec celle-ci, en vertu duquel la Beauharnois lui cédait une petite chute, et la nouvelle corporation s'engageait à ne jamais concurrencer la Montreal Light, Heat & Power dans le territoire qu'elle desservait.

Postérieurement, ces deux compagnies se sont fondues dans le baiser Lamourette qui assure la possession de l'une par l'autre. La Montreal Light, Heat & Power est devenue propriétaire de la Beauharnois en achetant la majorité des actions. Plus tard, la Beauharnois a demandé au gouvernement Taschereau la permission d'augmenter le débit de l'eau. Dans l'intervalle, un scandale a été découvert et prouvé. Malgré cela, on a accordé à la compagnie une augmentation des pouvoirs qu'elle réclamait.

Le ministre (l'honorable M. Côté) prétend que la production totale de la Beauharnois peut s'élever à plus de 1,000,000 de chevaux-vapeur. Cela veut dire que la Beauharnois n'exploite actuellement que le tiers de ce qu'elle peut produire. Il en reste deux tiers. Le gouvernement peut donc attendre. Le Parlement a d'ailleurs les moyens d'action pour exécuter les réformes qui s'imposent. Mais pas un seul cheval-vapeur ne peut être développé sans l'approbation officielle de la Législature et des autorités fédérales. En d'autres termes, la population de la province a véritablement le contrôle sur les ressources naturelles dont dispose la compagnie. Pas un seul pied cube d'eau ne peut être détourné sans la permission du Parlement québécois. Elle est solidement protégée. Il n'y a donc pas à craindre que le pouvoir ne soit développé indépendamment de la province.

D'après les calculs du ministre, la somme des obligations de la compagnie se chiffre à environ \$76,000,000. La province a-t-elle le moyen de dépenser \$76,000,000? La province a-t-elle le moyen, à l'heure actuelle, de s'engager dans une entreprise aussi dispendieuse, alors qu'Ottawa lui demande d'abandonner des revenus de \$16,000,000

par année, alors que le gouvernement se dit obligé, faute d'argent, de supprimer les recours aux chômeurs, de réduire les pensions sociales? De plus, ce qui peut inquiéter à bon droit le contribuable, c'est que la Montreal Light, Heat & Power n'a pas la réputation de faire des cadeaux. Or, son président, M. Norris, s'entend avec le gouvernement pour louer ce projet et avertit ses actionnaires qu'ils n'ont pas à s'inquiéter. Ce sont autant de raisons pour prendre ses précautions. Les principaux intéressés dans le projet, ce sont les gens de la Montreal Light, Heat & Power. Comment se fait-il aujourd'hui que le président de la Montreal Light, Heat & Power approuve le projet d'étatisation?

Pourquoi avoir attendu aux derniers jours de la session pour présenter ce projet de loi? Pourquoi vouloir passer un tel projet aussi rapidement? On donne l'impression de vouloir hâter l'adoption du bill alors que, par suite de la diversité de ses aspects et de l'importance de ses conséquences, la Chambre devrait être mieux renseignée qu'elle ne l'est pour se prononcer. D'autre part, lorsque le projet aura été réalisé, les revenus que la province retire en taxes de la Beauharnois n'existeront plus. Ils auront été remplacés par des dépenses. C'est un autre aspect à considérer.

On présente le bill le 14 mai, à la fin de la session, et on demande de dépenser \$76,000,000 en quelques heures, sans savoir où nous allons. Le gouvernement avait annoncé le projet de la Beauharnois comme condition indispensable de la canalisation du Saint-Laurent. Voilà maintenant qu'on n'en parle plus. Le ministre (l'honorable M. Côté) a oublié de nous dire que, si la canalisation du Saint-Laurent n'est pas réalisée, le projet de la Beauharnois ne pourra être appliqué. C'est M. King qui le dit dans une lettre adressée au premier ministre du Québec. Il a dit que ces travaux de la Beauharnois ne seront faits qu'à la suite des travaux de la canalisation. La province ne pourra être dédommée par le fédéral pour les travaux faits à la Beauharnois que lorsque les ouvrages communs seront terminés pour la canalisation. Or, ceux-ci ne seront terminés qu'en 1948, et même plus tard.

Donc, rien ne presse de lancer la province dans une entreprise aussi dangereuse. Elle n'en a pas les moyens. Je n'ai pas assez confiance en un gouvernement, quel qu'il soit, et particulièrement en celui qui administre actuellement les affaires de cette province, pour voter des pouvoirs aussi vastes et dangereux que ceux prévus dans la loi déposée sur l'ordre du jour. Pour cette raison et pour d'autres, l'on devrait ajourner le bill, afin qu'on puisse étudier le projet, au lieu de le passer à la vapeur à la toute

dernière minute. Je demande à toute la Chambre d'appuyer la motion du député de Joliette (M. Barrette) en remettant à plus tard l'exécution de ce plan ténébreux.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Au cours de la campagne électorale de 1936, la question principale qui a soulevé la population, tant des villes que des campagnes, fut la promesse faite par les principaux lieutenants du chef de l'opposition, niée ensuite par leur chef, que la Beauharnois serait étatisée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je n'ai jamais dit cela!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Je viens justement de faire la distinction. J'ai dit que le chef de l'Union nationale avait nié avoir pris cet engagement. Mais n'empêche que l'impression que tout le monde a eue dans la province, c'est que le principal article du programme de l'Union nationale était l'étatisation de la Beauharnois. Le peuple a donc manifesté son approbation de la nationalisation, au moins partielle, de l'électricité. Mais le chef de l'Union nationale n'a pas rempli ce principal article de son programme, que la majorité de ses lieutenants avaient promis. On en a vu quelques-uns quitter les rangs de l'Union nationale pour se joindre à l'opposition que j'avais l'honneur de diriger<sup>3</sup>. Toutefois, le chef de l'Union nationale crut pouvoir remplir ses obligations en nous donnant un simulacre d'Hydro dans le nord de la province.

On nous a demandé, dans le temps, \$6,000,000 pour établir dans les forêts du nord cette Hydro provinciale. Mais quand nous aurons à régler tous les comptes de l'entreprise, cette usine nous aura coûté au-delà de \$9,000,000, soit près de \$400 le cheval-vapeur. Depuis, une autre élection a été tenue. Les chefs qui supportaient autrefois l'Union nationale ont de nouveau fait la campagne en faveur de l'étatisation, mais, cette fois, aux côtés du Parti libéral. Et le peuple s'est prononcé contre le gouvernement de l'Union nationale parce qu'il croyait que l'Hydro du nord n'était pas ce qu'il réclamait.

Nous avions alors avec nous ceux qui, comme moi, combattaient depuis 40 ans dans la province pour une politique susceptible de procurer, à nos industries et aux consommateurs, de l'électricité à un coût aussi bas, sinon à meilleur marché qu'en Ontario. C'est une politique qui a fait la fortune de l'Ontario où elle est en vigueur depuis 1905. On m'a reproché de ne pas avoir, à ce sujet,

une politique consistante. Les luttes que j'ai livrées depuis 1905, d'abord à Saint-Hyacinthe, puis dans toute la province, contre le trust de l'électricité, prouvent que, sur ce point, mon attitude n'a jamais changé d'un iota. Saint-Hyacinthe, où je suis maire depuis 1917, fabrique son électricité depuis 1934. La ville a municipalisé en 1910, au moyen de gazogènes, et on est venu finalement à installer en 1934 des moteurs diesel. La ville et la région ont épargné des sommes considérables. Les économies qu'elles ont réalisées leur ont permis de payer en trois ans le coût total de l'usine.

J'ai été l'un des rares députés libéraux à voter contre le bill de la Beauharnois, car je prévoyais les événements racontés par le chef de l'opposition. Le projet de loi que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) propose aujourd'hui, sera le couronnement de la politique de ceux qui, comme moi, depuis 20, 30 ou 40 ans, prêchent la nationalisation de nos ressources hydroélectriques.

(Applaudissements à droite)

S'il fallait attendre pour présenter cette loi, comme le demande le chef de l'opposition, cela voudrait dire qu'on est prêt à laisser subsister dans la province un état de choses qui est en train de devenir néfaste à l'industrie. Si le gouvernement ne met pas tout de suite l'épaulement à la roue, nous ne serons bientôt plus en mesure de fournir à nos industries le pouvoir électrique au prix auquel il leur est offert par la province sœur.

Le chef de l'opposition aurait bien pu attendre pour établir son Hydro dans les forêts du nord, car cette usine est un non-sens. Nous, nous ne pouvons attendre, car nous sommes un gouvernement d'action et non de vaines paroles. L'étatisation de la Beauharnois ne peut se faire ni dans un mois, ni dans un an, peut-être pas même dans deux ans. Pour réaliser cette entreprise, nous devons avoir le temps de juger, de penser, d'étudier. Et afin de juger et d'étudier, il nous faut une loi qui nous permette, une fois cette étude suffisamment avancée, de prendre l'action nécessaire à l'établissement d'une Hydro comme il en existe, je crois, dans huit des neuf provinces du Canada.

(Applaudissements à droite)

Je propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 14 mai 1941

### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce matin, sur l'amendement du député de Joliette (M. Barrette), proposé le même jour, et qui se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le mot "maintenant" par les mots "dans six mois".

### L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je tiens à donner certaines explications à ceux qui auraient pu douter de mon attitude. Le bill qui est présentement devant cette Chambre donne simplement au gouvernement le pouvoir d'exproprier la Beauharnois. Le bill n'ordonne pas au gouvernement de l'exproprier. Les gens qui ont fait état de mon attitude passée, ont, en bien des endroits, tout simplement confondu le mot "expropriation" avec le mot "étatisation".

On a essayé de faire croire que j'étais contre l'étatisation, alors que je suis tout simplement contre l'expropriation forcée. Dans les discours sur la question de l'électricité que j'ai prononcés dans le passé, depuis bientôt 40 ans, jamais je ne me suis prononcé contre l'étatisation. C'est ce qui a produit un peu de confusion dans l'esprit de ceux qui cherchent à mettre les hommes publics en contradiction avec leurs écrits et leurs paroles. Je me suis toujours prononcé contre l'expropriation forcée de la Beauharnois. J'étais contre l'expropriation et mon attitude n'a pas changé. Je suis encore opposé à cette mesure qui place le gouvernement dans une situation qui le force à payer les yeux fermés un prix fixé par un tribunal quelconque d'arbitrage. Voilà quelle a toujours été mon attitude.

Si l'on veut trouver autre chose dans mes discours passés, on perd son temps. Mes honorables amis de l'opposition n'auront sûrement pas le temps

de relire tous les discours que j'ai faits à ce sujet. Et Dieu sait si j'en ai prononcé des discours sur la question! À un certain moment, lorsque j'étais dans l'opposition, j'avais inscrit sur l'ordre du jour la question d'étatisation. On l'a présentée à une heure si tardive de la session que j'ai dû demander de considérer le discours comme dit, de façon à pouvoir le publier dans les journaux. Ce fut un discours éclair. Mais, devant la commission d'enquête Lapointe<sup>4</sup>, j'ai prononcé un discours de 21 heures, dont 15 heures consacrées au cas de Montréal, et 6 heures à Québec.

Je n'ai jamais changé d'attitude. J'ai toujours été opposé à ce que l'expropriation forcée soit une occasion pour des particuliers de faire de l'argent avec le gouvernement. Une telle expropriation serait dangereuse et pourrait ruiner l'étatisation dès son origine. Je ne veux pas dire que j'ai perdu confiance dans l'honnêteté des membres des commissions d'arbitrage. Je répudie cette mentalité qui a fait du tort à tant de pays et même à notre province, suivant laquelle, du moment que le gouvernement paie, il n'y a pas de limites. Et je m'explique.

Les gens se demandent, aujourd'hui, pourquoi les tramways de Montréal ne peuvent payer à la ville les avantages qui leur ont été garantis par contrat. La raison est facile à comprendre. C'est que, lorsque nous avons adopté le bill de la Commission des tramways de Montréal, nous avons laissé à des arbitres le soin de fixer la valeur de la Montreal Tramways. Un tribunal d'experts a fixé cette valeur à \$35,000,000 alors que toute l'affaire en valait à peine, à mon avis, \$9,000,000. Ce prix était exorbitant. En conséquence, on a ruiné le projet dès son origine. Si le contrat de Montréal est mauvais, c'est à cause de cette décision des arbitres. Voilà pourquoi je ne veux pas exposer la province à se trouver dans la même situation que la métropole. Voilà pourquoi j'ai écrit des articles contre une expropriation qui aurait ruiné l'étatisation et qui aurait empêché l'État de vendre le courant à un prix raisonnable.

Si un prix excessif était fixé pour l'achat de la Beauharnois, il serait impossible au gouvernement de payer les intérêts et de rembourser le capital, tout en vendant l'électricité à bon marché. Je ne veux pas que le gouvernement risque de ruiner la nationalisation de l'électricité en payant trop cher au début. Il devrait savoir à quoi s'en tenir sur les responsabilités qu'il aura à assumer lorsqu'il deviendra propriétaire de la Beauharnois. Mon collègue (l'honorable M. Côté) a éloquentement expliqué ce matin que l'on pourra produire du courant à bon marché. La Beauharnois développe

actuellement environ 500,000 chevaux-vapeur. Il reste encore, dans le canal de Beauharnois, 1,500,000 chevaux-vapeur susceptibles d'être développés advenant la canalisation du fleuve Saint-Laurent. Et même si cela n'arrivait pas, on pourrait encore développer au moins 500,000 chevaux-vapeur de plus qu'actuellement, et nous pouvons assurer que le prix serait excessivement bas.

Le bill que nous présentons est un bill d'expropriation, mais d'expropriation facultative, qui autorise le gouvernement à acheter les pouvoirs de la Beauharnois de gré à gré ou par expropriation. Mais le bill lui donne aussi le pouvoir de développer du courant électrique où que ce soit dans la province aux endroits qui n'ont pas encore été concédés. J'ai dit qu'il y avait encore du pouvoir dans le canal de Beauharnois. Les autres bills, qui complètent celui de l'achat de la Beauharnois, permettent au gouvernement de harnacher les 500,000 chevaux-vapeur de la Beauharnois qui sont en disponibilité, ainsi que n'importe quel autre pouvoir dans la province.

Lorsque le gouvernement aura à transiger avec les propriétaires actuels de la Beauharnois, qui ne sont autres que les actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power, nous aurons donc à notre disposition une arme efficace contre les propriétaires, si on nous demande un prix trop élevé. Si le prix qu'on nous demande est exorbitant, après que nous aurons fait établir la valeur réelle de l'actif de la compagnie par des hommes indépendants, nous pourrions produire de l'électricité à n'importe quelle source qui n'est pas encore concédée.

Il y a partout des chutes importantes que le gouvernement peut harnacher, dans le voisinage de villes importantes qui seraient disposées à profiter des avantages de la municipalisation. Ainsi, près de Sherbrooke, il y a la chute Ulverton qui vient de retourner au domaine provincial. On dit que la source est petite. Quelle que soit la source, nous trouverons toujours des villes disposées à acheter du pouvoir du gouvernement. Avec 100,000 ou 200,000<sup>5</sup> chevaux-vapeur, nous en avons suffisamment pour établir une concurrence efficace au trust de l'électricité. C'est comme cela que nous avons commencé à Saint-Hyacinthe. Et dès la mise en marche des machines, on a voulu les acheter. Il faut bien se rappeler que c'est ainsi qu'on a procédé en Ontario. Quand on a établi une Hydro en Ontario, on n'a pas commencé par acheter toutes les grosses compagnies. On a commencé par harnacher des chutes pour créer une concurrence d'État. Puis, à mesure que les circonstances étaient favorables, on a acquis l'actif des compagnies.



J'ai toujours désiré que la province de Québec puisse établir la nationalisation de l'électricité avec non pas des chances, mais des certitudes de succès dans les résultats finals. Je sais qu'à Sherbrooke, la situation est pire qu'elle ne l'était à Saint-Hyacinthe, l'honorable député de Sherbrooke (M. Bourque) peut en témoigner. La ville fait des efforts pour obtenir plus d'énergie électrique. Encore une fois, le bill est tout conforme aux attitudes que j'ai prises sur la question de l'électricité.

Je désirerais rappeler à cette Chambre que le grand homme d'État canadien Sir Wilfrid Laurier avait déclaré que jamais on ne devrait permettre à la Montreal Light, Heat & Power de s'emparer des pouvoirs de la Beauharnois. Il est arrivé ceci: Une fois la Beauharnois établie par une compagnie apparemment indépendante, qui devait faire concurrence à la Montreal Light, Heat & Power, la Montreal Light, Heat & Power est devenue propriétaire de la plus belle source de pouvoir au pays. Le mal que voulait éviter Sir Wilfrid Laurier s'est produit. Aujourd'hui, nous voulons rétablir la situation que notre grand homme d'État canadien trouvait conforme aux intérêts du pays, en faisant disparaître la Montreal Light, Heat & Power du contrôle de la Beauharnois.

Le chef de l'opposition a déclaré ce matin que le président de ce monopole s'était déclaré favorable au projet. J'ai ici une déclaration écrite de M. Norris, et je défie de trouver une approbation dans ce qu'il écrit. Il a simplement dit aux actionnaires qu'il avait confiance que le gouvernement ne confisquerait pas l'actif de la Beauharnois, bref de ne pas trop s'effaroucher parce que le gouvernement paierait certainement un prix convenable et une compensation juste et équitable à la compagnie. Le chef de l'opposition a voulu faire croire qu'il y avait connivence entre le gouvernement et la Montreal Light, Heat & Power. Je nie catégoriquement cette affirmation. Je défie qui que ce soit de prouver qu'il a eu connivence entre la Montreal Light, Heat & Power et le gouvernement. Nous avons décidé d'établir la Beauharnois sans entente préalable avec aucun financier que ce soit.

(Applaudissements à droite)

Il en a été décidé ainsi parce que l'heure est venue de placer les industriels et les agriculteurs de la province sur un pied d'égalité avec ceux de l'Ontario. Actuellement, l'Hydro ontarienne prend une partie de son courant dans la province de Québec et elle le revend moins cher que nous ne payons en notre province. Il est temps que cesse une pareille

situation. Le moment est arrivé de placer la province de Québec, qui a été dotée par la Providence des plus merveilleuses ressources hydroélectriques du monde, sur le même pied que sa province sœur. Si nous ne voulons pas perdre notre industrie, le temps est arrivé de donner à la population québécoise de l'électricité à un prix aussi bas, sinon plus bas, qu'en Ontario. Il est temps de faire cesser cette anomalie qui a permis à des compagnies anciennes de prendre de l'électricité dans la province de Québec et d'aller la vendre à meilleur marché en Ontario.

Le chef de l'opposition dit: "Pourquoi se presser?" L'heure est arrivée d'établir un système hydroélectrique provincial et de garantir de l'électricité à bon marché non seulement au marchand, à l'industriel et à l'ouvrier des villes, mais aussi au cultivateur des campagnes. Il ne faut plus retarder la réalisation de ce projet réclamé depuis si longtemps. Le chef de l'opposition doute de sa réalisation. Notre gouvernement n'est pas un gouvernement de camouflage, de trompe-l'œil et de poudre aux yeux, de ce côté-ci de la Chambre. Si nous avions voulu faire du camouflage, nous aurions suivi le conseil du député de Joliette et nous aurions attendu deux ans, à la veille des prochaines élections, pour réaliser le projet et tâcher de nous faire réélire avec des promesses à l'électorat. Nous voulons le faire tout de suite. Si cette mesure est présentée, c'est que nous voulons profiter des meilleures conditions possible pour établir la Beauharnois et créer une Hydro dans la province de Québec.

On a parlé de la subordination du projet à celui de la canalisation du Saint-Laurent. Il n'y a aucune subordination. M. King a dit que le gouvernement fédéral était prêt à payer \$7,900,000 dès qu'il serait assuré de l'exécution des travaux de canalisation, et c'est tout naturel. Mais rien ne nous oblige à attendre la canalisation pour commencer l'étatisation de l'électricité. Rien n'empêche le gouvernement de développer le pouvoir de la Beauharnois sans que de nouveaux travaux de canalisation soient nécessaires. Le gouvernement fédéral ne peut empêcher la province de prendre le pouvoir là où il est. Si la canalisation retarde, nous devons peut-être attendre après les \$8,000,000 promis, mais nous pouvons développer la Beauharnois, les chutes Ulverton et d'autres.

**M. l'Orateur:** Votre temps est expiré.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Je désirais donner à cette Chambre ces explications et souligner la différence qui existe entre

l'expropriation forcée et l'étatisation. Nous ferons étudier toute l'affaire de la capitalisation de la compagnie et de l'étatisation par des ingénieurs compétents, intègres et indépendants, des gens désintéressés de la question de la capitalisation de la Beauharnois. Nous entrerons ensuite en pourparlers avec les propriétaires de la Beauharnois, et si nous pouvons nous entendre sur le prix, nous en ferons l'acquisition de gré à gré.

S'il n'est pas possible de s'entendre, nous avons aussi la faculté de nous servir de ce bill d'expropriation, pour lequel je voterai, pour garantir à la population que nos experts ne se sont pas trompés. Nous pourrions ensuite nommer un tribunal d'arbitrage pour fixer un prix pas plus élevé que celui qu'auront fixé nos experts. Mais nous saurons avant à quel prix nous reviendra le cheval-vapeur. Si le prix est trop élevé, il vaut mieux construire ailleurs.

Seul le gouvernement est capable de réaliser l'électrification des campagnes. Les compagnies privées ne sont pas des sociétés de philanthropie. C'est le devoir du gouvernement de fournir de l'électricité aux cultivateurs. Naguère, les municipalités ont municipalisé les aqueducs, afin de fournir l'eau nécessaire à la vie. Aujourd'hui, l'électricité est devenue aussi nécessaire à la vie industrielle d'un pays que l'eau à la vie de ses habitants.

(Applaudissements et ovation)

**M. Lorrain (Papineau):** M. l'Orateur, si le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) n'avait pas dit ici hier qu'il a été malade, nous nous en serions aperçu en l'écoutant parler...

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Lorrain (Papineau):** La Chambre assiste au plus grand spectacle d'illogisme! On est témoin de volte-face et d'attitudes contradictoires depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) ont passé leur temps à se contredire. Il est bon de rétablir certains faits.

À la faveur des lumières de la Beauharnois, les ministériels veulent éblouir la population de la province et lui faire oublier qu'on est en train de subtiliser le Saint-Laurent. La loi de l'étatisation de la Beauharnois est une merveille d'imprécision, d'indécision, d'obscurantisme, et un gaspillage insensé des fonds publics.

Elle donne au gouvernement le droit d'acheter une lumière électrique, un poteau, tout. Le gouvernement pourra, à la fois, faire beaucoup et ne rien faire. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) dit qu'il importe peu que la province soit ruinée. Il faut étatiser.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je soulève un point d'ordre! Le député de Papineau peut faire du pathos, mais il n'a pas le droit de me faire dire tout le contraire de ce que j'ai dit! Nous n'étatiserons la Beauharnois qu'en payant pour sa valeur réelle!

**M. Lorrain (Papineau):** J'ai été surpris d'entendre le ministre des Terres et Forêts et le ministre de la Voirie dire aux intéressés: "Ne craignez rien! Nous ne léserons les droits de personne". Ils auraient pu ajouter: "Nous allons protéger vos intérêts, même si les débentures actuelles de la Beauharnois ont été beaucoup soufflées". M. Norris a dit à ses gens de ne pas s'inquiéter, qu'il s'agit de camouflage, que les actionnaires seront mieux qu'avant. Le ministre des Terres et Forêts a dit: "Le coût n'est rien, c'est la valeur que nous allons considérer."

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que le coût ne serait pas compté sur le prix de l'entreprise, mais sur sa valeur.

**M. Lorrain (Papineau):** En 1937, le ministre de la Voirie déclarait que le plus actif partisan de l'expropriation était un spéculateur qui voulait se tirer d'un mauvais pas. Il a dit que les experts nommés dans l'affaire de la Commission des tramways avaient accordé \$35,000,000 alors que l'actif n'était que de \$9,000,000. Comment se fait-il qu'après avoir reconnu une des erreurs de son parti, il vient dire aujourd'hui qu'il a confiance aux arbitres pour fixer la valeur de la Beauharnois? Le ministre de la Voirie a fait des déclarations dans le passé, mais à la suite de sa maladie, il les oublie!

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Le député de Papineau sait que ce langage n'est pas parlementaire.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Pas parlementaire et pas chic!

**M. Gagnon (Matane):** Pas d'interruption!

**M. Lorrain (Papineau):** J'ai parfaitement le droit de dire...

**M. l'Orateur:** Le député de Papineau peut insister pour continuer à parler comme il l'a fait. Je l'ai averti et je ne l'interromprai pas. Mais je lui répète que son langage n'est pas parlementaire.

**M. Lorrain (Papineau):** Toujours en 1937, le ministre de la Voirie disait qu'exproprier la Beauharnois serait aider ceux qui sont porteurs des valeurs de cette entreprise à se tirer du mauvais pas où les avait placés leur cupidité. Et il ajoutait: "Que diable le gouvernement vient-il faire dans cette galère?". Il disait également: "Ceux qui ne se rendent pas compte qu'il y a anguille sous roche manquent évidemment de flair. Baptiste Canayen, attention à ton gousset!" Nous ne craignons pas de citer le ministre de la Voirie.

Le 8 janvier 1937, il déclarait, à un déjeuner des jeunes libéraux au Club de réforme de Montréal, qu'à son avis, il serait plus pratique, s'il y a lieu, de construire une usine à côté de celle de la Beauharnois, et de lui faire ainsi concurrence que de procéder par expropriation, aventure formidable dans laquelle il serait fort imprudent de se lancer. "D'aucuns, disait-il, ne semblent pas réaliser que ce serait, pour la province, s'engager à garantir, et cela à même l'argent public, les intérêts d'un groupe d'individus qui y ont fait des fortunes". C'est pourquoi il est si surprenant de voir le même ministre de la Voirie faire aujourd'hui volte-face et venir mousser un projet aussi désastreux.

Le député de Beauharnois (M. Sauvé) s'est prononcé contre l'établissement de la Beauharnois. Le premier ministre est pour l'étatisation. Mais, en 1937, il était contre la municipalisation et l'étatisation. Il exprimait la même opinion que le ministre de la Voirie en novembre 1935 à Saint-Adalbert, lorsque, comme représentant de la classe agricole, il s'opposait à l'étatisation et à la municipalisation de l'électricité. Le *Financial Post* lui-même déclare que le trust est très peu ému des déclarations relatives à l'expropriation de la Beauharnois.

Je rappelle, dit-il, l'expropriation du Canadien National, dont les déficits sont énormes chaque année.

Il faut être prudent avant de s'engager dans l'étatisation de la Beauharnois, poursuit-il. C'est une aventure dégoûtante dans laquelle s'est enfoncé le premier ministre, sur de mauvais conseils. J'ai la conviction que le Parti libéral provincial entrera bientôt dans la "vallée de l'humiliation". J'espère que le premier ministre va se ressaisir et retirer cette loi. Sous l'Union nationale, la direction de la

province était en meilleures mains. On ne s'engageait pas dans des aventures aussi ruineuses...

(Rires à droite)

... ni ne commettait d'erreurs aussi funestes. Je crois que j'en ai assez dit pour démontrer que c'est une mauvaise affaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

M. l'Orateur, je ne veux pas prolonger trop longtemps ce débat, au cours duquel la question de la Beauharnois a été si bien expliquée par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Je veux féliciter le député de Papineau de sa belle santé, mais il n'a pas autant de vigueur intellectuelle que de santé. Il n'a jamais étalé une aussi grande pauvreté d'arguments.

La question de la Beauharnois a été discutée dans la province de Québec depuis des années sur toutes les tribunes, dans plusieurs élections. Voici une question que tous les partis politiques, que tous les hommes publics de tous les partis ont discutée. L'Union nationale s'en est fait le champion, en en faisant son cheval de bataille, parce qu'elle croyait obtenir les faveurs de la population par ce moyen. Elle a beaucoup promis dans cette affaire, mais elle a beaucoup lâché.

Le député de Papineau aurait mieux aidé son parti en ne parlant pas de cette question. Il aurait mieux fait de rester assis à son siège plutôt que de faire le discours qu'il vient de prononcer, car jamais répète-t-il, il n'a affiché une aussi grande pauvreté d'arguments. Je comprends sa situation: c'est que la question ne se discute pas, et le député de Papineau sait qu'il a tort, et l'opposition elle-même sait qu'elle est en mauvaise posture au sujet de l'étatisation de la Beauharnois.

J'ai encore présent à la mémoire, et je sens encore l'émotion qui m'a étreint en entendant tout à l'heure, à midi, au Club canadien, les paroles de M. Percy Philip du *New York Times*, lorsqu'il parla des bonnes manières pour perdre une guerre. Il nous disait, dans un discours émouvant, qu'il faut vaincre notre ennemi et que nous le vaincrons, mais que l'on perd une guerre par manque de préparation<sup>6</sup>. La guerre actuelle aurait pu être perdue, mais elle ne le sera pas, par le manque de préparation et le manque de sincérité des hommes publics qui en étaient chargés.

Dans le domaine économique et industriel, nous sommes à la veille d'une concurrence, d'une véritable guerre que tout le monde connaît, que tout le monde voit venir et qui est dangereuse pour nous,

lors de l'après-guerre. Nous aurons cette guerre à combattre. C'est notre devoir de la préparer. Nous préparons cette guerre par le projet que nous présentons, et nous la gagnerons. Nous la gagnerons quand même, en dépit de tous les obstacles qu'il nous faudra surmonter.

(Applaudissements à droite)

Si l'opposition est avec nous pour préparer la province à cette guerre, tant mieux pour elle. Si elle est contre nous, tant pis pour elle: nous la gagnerons cette guerre, malgré l'opposition.

(Applaudissements et ovation à droite)

C'est là, à mon avis, une question où je ne vois pas prise à des divergences d'opinion dans notre province. Nous ne pouvons méconnaître que certaines autres provinces se sont placées dans une situation telle que, si nous ne réagissons pas comme nous le faisons actuellement, la concurrence nous sera impossible. Depuis quelques années, par exemple, une province voisine prend une avance sur la nôtre.

Cela ne doit pas être. Depuis des années, l'Ontario a pris une avance considérable que nous ne pouvons plus laisser se continuer, ni encore moins augmenter. Il nous faut reprendre le terrain perdu dans l'organisation industrielle et matérielle dont dépend le salut intellectuel et moral des populations dans une large mesure.

Nous allons réagir non seulement pour regagner le terrain perdu, non seulement pour pouvoir faire une concurrence loyale, mais faire mieux que notre voisine. Il nous faut devancer nos concurrents. Nous prenons les moyens efficaces pour y arriver. Il faut faire mieux ici que dans les provinces voisines. Il ne faut plus suivre les anciennes méthodes. Il faut aller de l'avant. On invoque le maintien des traditions de politique. Mais nous ne pouvons persister dans les vieilles traditions juste parce que ce sont des traditions. Les intérêts primordiaux du peuple passent avant.

On m'a reproché dans le passé d'avoir été contre la municipalisation et contre l'étatisation de l'électricité. Cette mesure ne suffit pas à régler le problème et elle offre encore des désavantages. Oui, je sais, et de manière générale, comme représentant de la classe agricole, je ne suis pas favorable à la municipalisation. En ce qui concerne l'étatisation, dans l'intérêt de la classe agricole et de la population en générale, si les compagnies avaient donné une coopération loyale pour maintenir notre province en mesure de concurrencer nos voisins, je serais encore contre l'étatisation. Car, si on enlève aux compagnies les centres importants qui leur permettent de faire

des gains, comment pouvaient-elles s'en tenir aux seules régions rurales?

Et si j'ai été dans le passé contre l'étatisation de l'électricité, c'est parce que j'attendais des compagnies ce qu'elles n'ont pas donné et qu'elles ne donnent pas. Je crois que si les compagnies ne nous donnent pas l'avantage de concurrencer les autres provinces dans le domaine industriel et économique, c'est à nous de le donner au peuple de la province de Québec.

Depuis trois ans, nous avons pris un tel retard que c'est un devoir impérieux pour nous d'aller de l'avant. Il faut faire des démarches pour remédier à cette situation. Québec est la province la plus riche du dominion en forces hydrauliques, une province où la main-d'œuvre et le capital humain valent aisément ceux de toute autre province. Mais nous avons subi, du point de vue économique, un tel retard sur la province voisine qu'il nous faut nous ressaisir. Il nous faut agir énergiquement afin de préparer l'avenir. La nécessité de cette concurrence avec les compagnies d'électricité, ce sont nos adversaires qui l'ont établie avec le plus de conviction, lorsqu'ils ont fait, dans ce débat, l'historique de ces compagnies qui se sont emparées de nos richesses hydrauliques. Ils ont donné la preuve indiscutable de la loi que nous présentons.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a parlé des intérêts légitimes. Je n'ai pas d'hésitation à déclarer que nous ne voulons léser les intérêts légitimes de personne. Et on peut prendre notre parole. Nous ne voulons antagoniser personne, et les compagnies savent bien comme nous sommes sincères. Mais nous ne voulons pas que l'amalgamation des intérêts retarde le développement de la province et ne tienne notre province et son développement dans un état d'infériorité, surtout dans la période d'après-guerre, qui sera remplie de difficultés. Les compagnies, par l'amalgamation que l'on a décrite tout à l'heure, n'ont pas le droit d'empêcher le progrès de la province de Québec.

Nous voulons que cette période de difficultés, la province la passe allègrement, victorieusement; et elle y réussira grâce à la loi que nous présentons. Pour l'après-guerre, je veux que ma province marche en avant des autres. Et si le gouvernement de la province vaut ce que sa population vaut elle-même, nous sommes capables d'obtenir cela.

(Applaudissements et ovation à droite)

La province de Québec veut être la première du dominion à vouloir, avec le Canada et les États-Unis, gagner la guerre et préparer l'après-guerre. Pour gagner la guerre, il faut faire l'unité dans la

province et le pays. Nous devons vivre avec les autres provinces en bon voisin et nous entendre avec le pouvoir central et les États-Unis. Le député de Papineau (M. Lorrain) a tenté de mettre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) en contradiction avec lui-même. Mais celui-ci avait si bien établi sa position que le député de Papineau aurait dû parler avant le ministre de la Voirie pour être pris au sérieux, car le ministre de la Voirie a démontré clairement la logique de sa conduite. Quand il a parlé, le député de Papineau savait que ses paroles étaient vaines.

Le ministre de la Voirie et moi-même n'avons pas voulu nous lier dans cette affaire de la Beauharnois, parce que nous voulions être libres. Nous nous sommes opposés à l'engagement forcé d'acheter la Beauharnois. Nous avons répondu à ceux qui nous pressaient d'acheter la Beauharnois que nous ne nous lierons jamais les mains sur ce point. Le Dr Hamel nous a demandé de nous engager à un projet. Nous n'avons pas voulu accepter le moyen que l'on nous proposait pour rendre au peuple cette richesse qu'est la Beauharnois, parce que nous voulions choisir nous-mêmes le moyen de réaliser l'étatisation dans le seul intérêt du peuple.

Nous nous réservons les moyens les plus opportuns et les plus avantageux pour fonder une Hydro. L'hydroélectricité a été promise à la province par tous les partis politiques, plus particulièrement par ceux qui se défendent de l'avoir promise aujourd'hui. Nous nous sommes réservés sur les moyens de la réaliser: nous ne voulons jouer entre les mains de personne, mais nous voulons sauvegarder les intérêts de la population de la province de Québec. Nous restons libres de prendre les moyens voulus d'atteindre le but, car nous sommes responsables pour la sauvegarde des droits de tout le monde. Nous n'avons en vue que l'intérêt du peuple dont nous sommes les représentants. C'est dans cet esprit que nous nous présenterons devant la Beauharnois.

Et je n'ai pas d'hésitation à dire également que nous avons l'intention de sauvegarder les intérêts des gros, comme nous protégeons les droits des petits, parce que les petits ne sont pas toujours les seuls honnêtes, et les gros ne sont pas toujours les seuls malhonnêtes.

On n'a pas le droit de soulever ceux qui possèdent moins contre ceux qui possèdent plus. Nous sauvegarderons les droits légitimes. Nous ne spolierons personne, mais nous rencontrerons tout le monde sur le terrain de l'équité, et là, ils ne nous échapperont pas. Nous voulons rendre à la province une chose qui lui appartient.

Je vois le chef de l'opposition rire en pensant à ses promesses, mais la province ne rira pas quand elle nous jugera tous les deux. La province ne rit pas quand nous promettons, nous! Ce que nous ne voulions pas en 1937 et en 1938, nous ne le voulons pas plus aujourd'hui. Nous ne voulons pas nous lier d'avance pieds et poings aux compagnies électriques avec lesquelles nous viendrons en affaires.

La loi est vague, dit l'opposition. La loi a été préparée pour que nous soyons libres d'acheter aux meilleures conditions possible, pour que nous puissions sauvegarder pleinement les intérêts de la province. Nous ne voulons pas nous engager avant de savoir pleinement où nous allons. Nous n'avons pas la science infuse dont le député Papineau nous a donné un reflet. Nous ne savons pas ce que valent la Beauharnois et ses entreprises. Nous ne nous autorisons pas à acheter demain, mais nous savons quand nous pourrons le faire. Nous allons faire enquête afin de savoir avec qui nous traitons. Cette politique de l'achat de la Beauharnois, nous allons la mettre en œuvre, indépendamment de la canalisation du Saint-Laurent. Nous avons annoncé que nous établirions la concurrence en fait d'électricité et nous allons le faire. Nous avons dit que nous allions développer les industries de la province et nous allons le faire. Nous allons protéger les intérêts du peuple de la province, malgré les gens qui veulent nous en empêcher. Nous voulons avant tout protéger l'intérêt du peuple et nous le ferons sans nous préoccuper de ceux qui nuisent au développement économique de notre province et à son progrès social.

Quand on propose le renvoi du bill à six mois, on se prononce contre le principe du bill et on le sait bien. Quand, comme l'a fait l'opposition, on a crié qu'on voulait se débarrasser des trusts et qu'on veut ensuite remettre l'étude du bill à six mois, c'est qu'on est contre le bill. La province sait qu'après avoir dit qu'ils voulaient la délivrer des trusts, nos amis d'en face cherchent à empêcher le gouvernement de faire aux trusts une concurrence nécessaire. Le député de Papineau sourit. Il ne sourira plus lorsqu'il rendra ses comptes à ses électeurs, en particulier sur cette question.

L'étatisation est urgente pour la poursuite de notre effort de guerre, pour la préparation de l'après-guerre, afin de permettre aux industries de la province de concurrencer sur un pied d'égalité dans le domaine économique celles des autres provinces. Elle placera Québec en bonne intelligence avec les autres provinces. L'inégalité qui résulte dans le domaine économique, engendre de nombreuses frictions. C'est pourquoi il y a, dans le pays et aux États-Unis, une tendance à

l'étatisation des services publics, parce que c'est devenu nécessaire. Quand les autres provinces, le Canada tout entier, le pays voisin, ont réalisé l'étatisation, il est dès lors logique que je ne veux pas que ma province ait une politique contraire à celle qui fait le progrès économique des autres. Je ne veux pas singulariser la province de Québec, mais je veux éviter la source de nombreuses frictions.

Nous aurons l'étatisation de l'électricité dans les circonstances les plus avantageuses pour la province, pour développer la province, pour l'avantage de nos cultivateurs, de nos ouvriers, de leurs patrons et de nos industries. Nous continuerons notre politique de développement de l'industrie dans l'intérêt de toutes les classes de la société, car elles ont besoin de cette législation. Nous avons conscience de réaliser un vœu populaire, de donner au peuple un droit qui lui appartient, de donner à notre pays une unité d'action et de pensée dans le domaine économique et social, et de nous préparer à la période d'après-guerre. Et ainsi, nous assurerons la paix intérieure de notre pays et la bonne entente entre toutes les provinces. Nous avons le devoir de le faire au point de vue économique et social et pour la grandeur de la province et du pays. Il est important pour la province d'aller de l'avant et de reprendre le temps perdu.

(Applaudissements et ovation à droite)

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, ...

**M. Sauvé (Beauharnois)** vote pour l'amendement, ce qui fait 11 députés.

**Un député ministériel:** Honte!

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Messier, Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 48<sup>7</sup>.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons actuellement à discuter une motion qui invite la Chambre à étudier les résolutions d'un bill pour exproprier la Beauharnois. Nous ne sommes pas prêts maintenant à discuter cette question ni à adopter cette motion, et nous en donnons les raisons.

Premièrement, il s'agit d'un projet d'une enveloppement telle que la province n'en a jamais connu qui ait entraîné une dépense aussi considérable dans un seul projet de loi. En vertu de cette loi, on engage la province dans une dépense qui, au bas mot, lui coûtera \$100,000,000. Or, avons-nous le moyen d'encourir de tels frais? Avons-nous les possibilités financières nécessaires pour réaliser complètement un tel projet?

Je ne peux comprendre comment un gouvernement, qui prêche continuellement en faveur de l'économie et impose \$20,000,000 en nouvelles taxes annuelles, peut avoir l'audace de s'engager dans un projet qui se chiffrera, au bas mot, à \$100,000,000! Pourquoi cet amendement pour mettre de côté la question pendant six mois? Parce que jamais dans la province n'a-t-on entendu parler de dépenses de l'ordre de ce qu'on nous propose présentement. En avons-nous les moyens? Les contradictions qui parsèment les remarques des différents ministres qui se sont prononcés nous démontrent clairement que la position du gouvernement n'est pas ferme et qu'il s'avance à l'aveugle. Les discours faits par les ministres, aujourd'hui, présentent une véritable macédoine d'opinions tellement contradictoires qu'on peut conclure que les ministres doutent de l'opportunité d'un tel projet amené à la toute dernière minute de la session.

Il y a des contradictions patentes chez les ministériels. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a fait, je l'admets, un discours sérieux, avec des chiffres, pour expliquer cette loi qui doit tout sauver, tout rétablir. En terminant, il a fait l'éloge du premier ministre; il lui offrait un bouquet cueilli dans "la vallée de l'humiliation". Le ministre a dit le coût de l'entreprise. Il a expliqué sa loi qui, d'après lui, doit sauver et régénérer la province et la race. Mais, il est un axiome que le médecin, avant de soigner le malade, doit commencer par trouver la maladie. Un médecin doit-il donner à un malade des pilules susceptibles de guérir toutes les maladies? Or, nos docteurs électriques nous disent qu'ils ne savent pas s'ils vont faire ceci ou cela, s'ils doivent faire ci ou ça. Ils ne savent pas s'ils vont acheter un seul poteau ou toute l'entreprise, les actions ou les obligations, ou partie des actions ou partie des obligations. Ils présentent une loi qui, par ses imprécisions, indique que le gouvernement

n'a pas les renseignements voulus et nécessaires, ce qui explique assez mal sa hâte de s'engager de nouveau dans "la vallée de l'humiliation".

En 1937, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) s'est prononcé contre l'étatisation de la Beauharnois. Il déclarait que c'était un "schème" gigantesque pour exploiter la population. En 1935, le premier ministre (l'honorable M. Godbout) s'est prononcé contre l'étatisation, l'expropriation et la municipalisation. Aujourd'hui, il est pour l'étatisation et l'expropriation. Que s'est-il passé depuis 1935 et 1937? La situation est la même, sauf que la guerre est survenue. Nous avons actuellement à subir les assauts d'un bandit international qui veut subjuguier le monde. Des bandits comme Hitler et Mussolini ont tenté de s'emparer des peuples civilisés. Mais le fait de la guerre, le conflit mondial, au lieu de servir de raison en faveur du bill et du changement, est un argument contre le projet.

Ottawa veut engager la province de Québec dans cette affaire. Le gouvernement fédéral prétend qu'il n'a pas suffisamment d'argent, et il a demandé aux provinces de lui céder leurs taxes sur les corporations, sur l'impôt sur le revenu, et il a augmenté la taxe sur l'essence. Cette attitude du gouvernement d'Ottawa est de nature à coûter \$12,000,000 à la province. De plus, la Beauharnois nous donne \$2,000,000 en taxes. Cela signifie donc une perte de \$17,000,000.

Le premier ministre a parlé contre ceux qui, étant opposés à l'étude immédiate du projet, seraient, selon lui, contre l'effort de guerre. En réalité, ce projet même serait au détriment de l'effort de guerre. Ceux qui détruisent l'effort de guerre sont ceux qui veulent ruiner le pays et la province, en l'engageant dans des dépenses ruineuses, dans un projet dont les conséquences ne peuvent tout simplement pas être envisagées. Ce sont eux les pires adversaires de l'effort de guerre! Ce n'est pas l'opposition!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais accusé l'opposition de ne pas coopérer à l'effort de guerre. J'ai parlé de la situation économique de la province après la guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme question de fait, du côté ministériel, on a parlé de l'effort de guerre comme un argument en faveur de l'achat de la Beauharnois. Or, je dis que ceux qui nuisent à l'effort de guerre sont ceux qui engagent la province et le pays dans des dépenses qui les ruinent. Voici que le gouvernement proclame qu'il pratique l'économie, qu'il n'a pas d'argent pour secourir les chômeurs,

qu'il est obligé de diminuer les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses; voici qu'il diminue les prêts aux cultivateurs et qu'il n'a pas d'argent pour maintenir les bonnes conditions accordées par l'Union nationale; voici qu'il crie partout qu'il faut pratiquer l'économie, qu'il impose \$20,000,000 de taxes supplémentaires par année! Cependant, il choisit ce moment-là pour s'engager dans un projet dont il admet ne pas connaître lui-même les conséquences! La loi est un trou béant dans lequel iront se jeter et notre avenir économique et tous nos espoirs de réhabilitation! On a constaté les nombreuses contradictions entre les ministres qui ont parlé aujourd'hui sur la question. Le ministre de la Voirie a dit qu'il est un partisan déterminé de la municipalisation; le premier ministre déclare qu'il est contre la municipalisation d'une manière générale. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a dit que, s'il le fallait, le gouvernement va exproprier la Beauharnois, alors que le ministre de la Voirie dit qu'il est carrément opposé à l'expropriation.

On a même entendu ce dernier parler d'expropriation volontaire. Comme s'il pouvait y avoir une expropriation volontaire, quand on sait que l'expropriation, c'est précisément obliger un particulier qui refuse de vendre ou céder sa propriété contre un prix qu'il ne peut fixer lui-même, pas plus que celui qui achète ladite propriété!

Les ministres des Terres et Forêts et de la Voirie ne se sont pas entendus sur bien des points. Le premier ministre a présenté plusieurs contradictions, ce qui s'explique par le fait qu'il a une mauvaise cause.

Le premier ministre est intelligent, audacieux. Mais il ne peut prétendre qu'il défend une bonne cause. Voici un gouvernement qui prétend avoir étudié le problème depuis des années. Il prétend l'avoir étudié, raisonné et posé. Après cela, il vient nous dire: Nous allons faire enquête sur la situation. Il ne sait même pas où il va!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais dit que nous ne savions pas où nous allons. Bien au contraire, nous savons parfaitement où nous allons, mais nous voulons savoir les meilleurs moyens de nous y rendre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, c'est le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) qui a dit cela. Il a dit que le gouvernement devait faire enquête pour savoir où l'on va. Et le premier ministre, lui, a dit qu'il sait où il va, mais qu'il veut savoir les moyens pour y aller. Dans les deux cas, on

admet qu'on est peu renseigné. Alors pourquoi, à la dernière minute de la session, prendre une décision définitive sur un projet qui comporte une dépense de \$100,000,000 et plus, sans l'avoir étudié, alors que l'on admet qu'on ne connaît rien du tout? Pourquoi le gouvernement demande-t-il à la Chambre de prendre une décision qui sera désastreuse pour les générations à venir? L'attitude de l'opposition, quand elle demande de retarder l'adoption et l'étude de ce bill à six mois, est conforme au bon sens.

Le premier ministre a dit cependant qu'il n'était pas de ceux qui soulèvent les petits contre les gros, ceux qui ont peu contre ceux qui ont beaucoup, et qu'il arrive souvent que l'homme qui a beaucoup est plus honnête que celui qui a peu. Sans doute, l'honnêteté n'a pas de couleur. Mais sa déclaration semble donner l'idée que le gouvernement sent le besoin de s'attaquer indirectement au faible pour aider le riche. Le premier ministre a dit que la situation pénible actuelle de la province, au point de vue électricité, est due à l'incorporation des compagnies d'électricité. Mais ces compagnies, qui les a incorporées? Qui a fait les lois en vertu desquelles elles ont été incorporées, sinon le gouvernement libéral, dont le premier ministre actuel a fait partie et dont il est l'héritier? C'est le gouvernement libéral qui a fait la loi des compagnies où les trusts de l'électricité ont été incorporés. C'est lui qui leur a donné spécifiquement leurs pouvoirs, qui les a augmentés. Et maintenant, ce sont les responsables du mal qui se prétendent être les docteurs!

Qui a fondé les trusts, sinon le gouvernement libéral? Nous voulons le respect des droits légitimes acquis, mais nous voulons aussi protéger tout le monde, pauvres autant que les riches, patrons comme employés, cultivateurs comme citoyens. Les compagnies de "holding" sont les filles naturelles du régime et elles ont été fondées de 1905 à 1936 sous le régime libéral. Ce sont elles qui ont constitué le trust de l'électricité, avec la protection du gouvernement dont le premier ministre actuel a fait partie. Elles ont obtenu tous leurs privilèges du régime Taschereau-Godbout, et la Beauharnois, "vallée de l'humiliation" du régime libéral, est l'œuvre de M. Taschereau et du premier ministre actuel. C'est l'étouffement des droits populaires devant le veau d'or.

Les gens qui ont crié pour étouffer les droits de la population, pour consacrer le veau d'or au détriment du peuple, sont les gens qui se couvrent du manteau des réformateurs. Le premier ministre actuel a voté pour l'augmentation des pouvoirs de la

Beauharnois, et c'est le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) lui-même qui nous a dit que, comme député, il avait averti publiquement le gouvernement libéral en Chambre des abus qui allaient se commettre.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a dit que le gouvernement allait s'emparer de la compagnie et payer non le coût de l'entreprise, mais la valeur de l'entreprise. Or, c'est le même gouvernement qui a fait disparaître la seule arme véritable qui permettait de fixer logiquement la valeur des obligations. C'est le même gouvernement qui vient de supprimer la seule garantie que nous ayons: la loi de l'Union nationale qui décréait qu'aucune obligation ne peut être émise au-dessus de la valeur réelle immobilière possédée par la corporation.

Le gouvernement actuel a fait disparaître cette arme qu'il avait entre les mains et, avec, l'effet rétroactif à 1936. Aussi, la valeur des débentures de la compagnie, grâce au sabotage du gouvernement, n'est plus représentée par la valeur réelle immobilière de la compagnie, mais par n'importe quoi, y compris les biens futurs et lunaires! Était-ce en prévision de l'achat de la Beauharnois que le gouvernement a fait disparaître cette garantie que l'Union nationale lui avait léguée? J'espère que non. Mais le fait reste quand même. On a, en supprimant la loi de l'Union nationale, ouvert le gouffre où vont aller s'engloutir à nouveau les millions de l'épargne populaire, les perspectives de rétablissement que nous étions en droit d'espérer et l'avenir économique de la province.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition me fait rire. Il parle de la loi des émissions d'obligations. Tout cela est correct, mais nous parlons d'autre chose. Cette loi ne s'applique pas du tout dans le cas qui nous occupe. Nous parlons de la Beauharnois. Notre projet pourvoit à l'acquisition de gré à gré des biens de la compagnie ou, encore, à l'expropriation.

Le chef de l'opposition n'a évidemment pas compris le sens des paroles du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) au sujet de l'expropriation. Il interprète à sa façon ce qu'a dit le ministre de la Voirie. Celui-ci a dit qu'il aurait voté contre un bill qui aurait eu pour motif exclusif l'expropriation. Suivant le présent bill, on peut acheter de gré à gré ou par expropriation. Le projet satisfait le ministre de la Voirie.

Le chef de l'opposition a aussi parlé des riches et des pauvres, des gros et des petits. Le



premier ministre avait parlé en soulignant les obligations de ces deux classes. Si les pauvres ont des obligations vis-à-vis des riches, ceux-ci en ont aussi vis-à-vis de la classe laborieuse. La seule façon d'en parler convenablement, c'est de faire comme le premier ministre a fait, de respecter les droits des deux et de reconnaître que les deux ont des obligations.

(Applaudissements à droite)

Un autre point cher au chef de l'opposition, c'est celui des relations du gouvernement actuel avec l'ancien gouvernement libéral. Le chef de l'opposition revient souvent dans ses discours sur les anciens gouvernements libéraux. Il se plaît à dire que nous succédons à un régime dont nous portons les obligations. Parlant en mon nom personnel, je déclare ici que j'ai le plus grand respect et la plus grande admiration pour les anciens premiers ministres et ministres des administrations libérales qui nous ont précédés. Je me réserve quand même le droit de penser comme je l'entends et de différer d'opinion avec eux lorsque les circonstances ont changé.

Je respecte M. Taschereau et M. Gouin. J'ai fait partie du régime Taschereau et, si actuellement la majorité est d'opinion que nous ne pouvons avoir le même point de vue que dans ce temps-là, je crois nécessaire de changer d'idée. On a dit que nous nous acheminions vers des dépenses folles et extravagantes. On a mentionné des centaines de millions. On a dit que le gouvernement faisait des dépenses extravagantes et qu'il ne payait pas les pensions aux aveugles, aux mères nécessiteuses, aux vieillards. Nous payons ces pensions comme autrefois. La seule différence, et le chef de l'opposition ne l'a peut-être pas comprise, c'est que nous n'avons pas laissé intervenir la politique ni dans nos décisions ni dans le paiement de ces pensions; mais le nombre de pensionnaires a augmenté, quand même, de quelques milliers depuis que nous sommes au pouvoir.

En terminant, je parlerai d'une chose cependant sur laquelle je m'accorde avec le chef de l'opposition, c'est quand il dit que le premier ministre est intelligent et audacieux. Nous nous entendons cette fois: le premier ministre est bien à sa place! Sur ce point, nous nous entendons parfaitement!

(Applaudissements à droite)

La motion principale est adoptée.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de

résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose:

1. Que, dans le cas d'acquisition des actions de la corporation mentionnée à l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à acquérir des valeurs de la corporation ou à lui consentir des avances ou à garantir ses emprunts ou autres engagements.

2. Que, dans le cas d'acquisition de l'entreprise de ladite corporation ou de ses biens en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à mettre à la disposition du ministre les sommes requises pour le développement de l'entreprise ou son exploitation.

3. Que les dépenses pour la mise en exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payables sur le fonds consolidé du revenu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le nombre des parts de stock commun de la Beauharnois?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** D'après mes renseignements, il y a 715,779 parts, sans valeur au pair.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la valeur de ces parts?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** D'après le rapport qu'il m'a été communiqué, elles seraient évaluées à environ \$4,000,000 dans le bilan de 1939. Ce sont les seules actions qu'il y a.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis deux ans, la valeur sur le marché étant à \$9.25, la valeur de ces parts est montée à \$6,000,000<sup>9</sup>, ce qui prouve que l'on sentait la présence d'un "scheme" de bourse. Et le gouvernement prétend qu'il ne protège pas les trusts! Les obligations sont comme des hypothèques sur la propriété. Si le gouvernement achète les actions, il a les hypothèques par le fait même et il se trouve obligé de les payer. Il ne faut pas se laisser écraser par les hypothèques quand on achète une maison. De plus, le nombre de 715,000 actions ne représente pas la totalité du capital émis, ni la totalité du capital souscrit.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'étude des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du surintendant de l'instruction publique, 1939-1940

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1939-1940. (Document de la session no 60)

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 14 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### Expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat & Power Company.

Adopté.

#### En comité<sup>10</sup>:

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose:

1. Que, dans le cas d'acquisition des actions de la corporation mentionnée à l'article I de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à acquérir des valeurs de la corporation ou à lui consentir des avances ou à garantir ses emprunts ou autres engagements;

2. Que, dans le cas d'acquisition de l'entreprise de ladite corporation ou de ses biens en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à mettre à la disposition du ministre les sommes requises pour le développement de l'entreprise ou son exploitation.

3. Que les dépenses pour la mise en exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payables sur le fonds consolidé du revenu.

Le débat se poursuit sur les résolutions

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plus de 715,719 actions dans le capital de la compagnie. Il approcherait même 1,000,000. La cote des actions sur le marché a augmenté de plus de \$2,000,000 depuis que le gouvernement parle de faire l'acquisition de la Beauharnois. Ces actions sont maintenant cotées à \$9.25. La valeur totale des actions est montée de \$4,000,000 à \$6,300,000, soit une augmentation de 33<sup>1</sup>/<sub>3</sub> % et que les contribuables vont payer. C'est donc qu'il y a anguille sous roche.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le chef de l'opposition a dit que le prix des parts de la Beauharnois avait monté depuis que le gouvernement a annoncé son intention de l'acquérir. D'après les renseignements officiels, les 715,000 actions mentionnées sont les seules qu'il y ait. La cote a monté en 1940 et au début de 1941. D'après un rapport daté du 15 février 1941, alors que personne n'avait encore entendu parler de l'étatisation de la compagnie, les parts étaient cotées à \$9 et \$9.50. Il est inexact de dire que le projet du gouvernement a eu pour effet de faire monter le stock commun; ces actions ont même baissé quelque peu depuis.

Il est vrai qu'en expropriant l'entreprise, le gouvernement perdra les taxes qu'il reçoit actuellement de la compagnie. Mais ce qu'il perdra à titre de gouvernement, il le gagnera à titre de propriétaire de l'entreprise. N'ayant pas de taxes à payer, le gouvernement réalisera des profits plus élevés. Je répète que c'est la valeur réelle de la compagnie qui guidera le gouvernement dans ses démarches pour l'achat de la Beauharnois, non pas le coût de l'entreprise.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si ce n'est pas la nouvelle de l'expropriation qui a fait monter les parts, c'est donc la concession de nouvelles lettres patentes consenties en 1939 par le gouvernement actuel. Ce n'est pas l'expropriation de

la Beauharnois qu'on veut, mais l'expropriation des électeurs. Ce bill est un encouragement au "scheme" le plus hideux et le plus monstrueux! Le gouvernement ferait mieux de développer les deux tiers du pouvoir qui restent encore disponibles, plutôt que d'acheter le tiers qui a vu le jour dans la "vallée de l'humiliation!"

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Les bills que le gouvernement présente pour l'étatisation de la Beauharnois protégeront la province contre les dangers que le chef de l'opposition signale. Ce projet de loi, par exemple, autorise le gouvernement à exproprier les compagnies dans le seul cas où il ne pourra s'entendre avec les propriétaires sur le prix. Si nous pouvons acquérir la Beauharnois à un prix convenable, tant mieux. Sinon, le gouvernement pourra développer des pouvoirs, construire des usines et faire concurrence lui-même à la compagnie en vertu d'un autre bill, celui qui modifie la loi du régime des eaux courantes. C'est son devoir de le faire. Je n'ai pas une virgule à retrancher de mes écrits de 1937.

Je crois qu'il faut rendre hommage aux patriotes qui ont fait campagne depuis quelques années pour en arriver au résultat que nous obtenons aujourd'hui. Le Dr Philippe Hamel, MM. Oscar Drouin et Ernest Robitaille, de Montréal, ont aidé à répandre l'idée de l'étatisation. J'ai pu quelques fois différer d'opinion avec eux, mais nous arrivons à la même conclusion. Nous désirons tous l'étatisation. Le coût de l'électricité est tellement infime, lorsqu'il n'y a pas de spéculation, qu'il sera facile de faire concurrence à l'Hydro d'Ontario.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le prix du loyer?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** La Beauharnois paie en loyer \$51,000 par année au gouvernement et \$1 par cheval-vapeur sur un total de 278,000 chevaux-vapeur, ce qui fait en tout \$329,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet est imprécis, prématuré et nuisible au pays et à la province. Il y a un "scheme" gigantesque derrière tout cela qui force le gouvernement à s'engager dans une entreprise dont le résultat est douteux. Il n'y a pas d'autre expropriation que l'expropriation forcée. Si le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) n'a pas confiance dans l'expropriation, pourquoi demande-t-il le pouvoir d'exproprier?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition a dit qu'il y avait un "scheme" gigantesque derrière l'étatisation de la Beauharnois pour engager la province dans une pareille entreprise. Il a dit qu'on aurait forcé le gouvernement à acheter la compagnie. Lui, un ancien premier ministre, chef d'un parti qui naguère fut grand, a répété cette accusation. Comme ministre de la couronne, j'ai le devoir de lui répondre de mon siège qu'il n'y a aucun "scheme" dans cette affaire. Personne n'a forcé le gouvernement à acheter ou à exproprier la Beauharnois.

J'ai le droit de dire au chef de l'opposition: la Chambre vous a entendu et croit que vous êtes un honnête homme. Puisque vous affirmez qu'il y a derrière notre projet un "scheme" de personnes intéressées à l'achat de la Beauharnois, il est de votre devoir de vous lever de votre siège, de dénoncer ces personnes, de donner des noms et des détails. C'est votre réputation même d'honnête homme qui doit vous induire à ne pas reculer devant ce devoir. Le gouvernement actuel est de bonne foi. Il s'en va vers cette entreprise en toute confiance.

Je demande donc au chef de l'opposition de donner des noms et de dire de son siège de député ce qu'il connaît à ce sujet. Son devoir d'honnête homme est d'informer le gouvernement des détails qu'il possède pour que nous puissions tenir la conduite qu'il convient et que nous prenions nos précautions. Je sais qu'il ne laisserait pas ternir son nom et sa réputation devant toute la province en taisant ce qu'il pourrait savoir. Je ne connais pas de "scheme" dans cette affaire et, d'ailleurs, nous n'en endurons aucun. Qu'il fasse un beau geste et qu'il dénonce les coupables!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que, depuis qu'il est question d'acheter la Beauharnois, ses parts ont monté. On me permettra de dire qu'il y a dans cette affaire un "scheme" pour forcer le gouvernement à agir. Je n'ai pas mis en doute la bonne foi de qui que ce soit. Mais je répète ce que j'ai dit: gardons notre argent pour l'après-guerre. Il y aura, après la guerre, une surproduction de pouvoirs électriques dans la province, qui sera bien pire que la surproduction qui est survenue dans l'industrie du papier journal ou toute autre surproduction qu'aura connue l'histoire du Québec. La province est pratiquement noyée dans l'électricité.

Quand les États-Unis et l'Ontario auront complété leur développement, nous ne pourrons plus exporter de ce côté. Alors, les yeux s'ouvriront: plus

de Saint-Laurent, pas d'argent pour parer aux besoins d'après-guerre et la province noyée dans l'électricité. Gardons notre argent pour ceux que la guerre va jeter sur le pavé. Le projet ne marchera jamais, ni en temps de guerre ni en temps de paix.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, le chef de l'opposition semble croire que nous n'avons pas passé le temps où l'on pouvait croire aux loups-garous. Nous n'avons pas peur des épouvantails du chef de l'opposition qui insinue qu'il y a un "scheme" dans l'étatisation. En 1936, des gens bien intentionnés, probablement, ont cru aux épouvantails de l'Union nationale, mais le calme est revenu dans leur esprit, et je ne comprends pas que le chef de l'opposition ne soit pas redevenu un peu plus calme lui-même. Il n'y a pas de "scheme" autour du projet du gouvernement d'acheter la Beauharnois et de créer une Hydro électrique, dans la province, pour développer nos ressources naturelles et mettre à la raison certains exploiters. Le gouvernement n'a pas d'autre but que de servir l'intérêt public.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) n'a pas changé d'idée depuis 1937, comme le prétend le chef de l'opposition. Ce sont les circonstances qui ont changé. Le ministre pourrait prononcer le même discours, car nous ne voulons pas être obligés d'exproprier la Beauharnois. Le chef de l'opposition serait bien content si nous passions une loi qui nous obligerait à cela, car cela pourrait nous mettre dans l'embarras.

La droite ne veut pas d'une loi qui lie la province. Les transactions se feront sur une base d'équité. Le gouvernement ne veut pas se lier devant les trusts. Ce que nous voulons, c'est de créer une Hydro électrique dans la province, non pas à la façon du chef de l'opposition qui est allé implanter une Hydro dans le fond du Témiscamingue. Cette Hydro du Témiscamingue a été établie dans un endroit où il n'y aura pas moyen, d'ici à plusieurs années, d'utiliser les 32,000 chevaux-vapeur qu'on y développe, et où l'on va produire l'électricité au coût prohibitif de \$400 le cheval-vapeur, afin de démontrer que l'étatisation est une chose impossible dans la province. Sur cette question d'étatisation, nous étudions, nous consultons. Le chef de l'opposition admettra ensuite qu'il n'a pas raison de prétendre que l'on doive aller chercher des conseils chez lui. Nous ne rechercherons pas ses avis après sa triste expérience d'Hydro au fond du Témiscamingue!

Le chef de l'opposition avait promis l'étatisation de l'électricité. Nous, nous n'avons rien promis et nous tenons sa promesse. Et nous plaçons

notre Hydro au cœur du centre industriel. Le chef de l'opposition a peur de l'après-guerre. Je n'en ai pas peur moi. J'ai hâte à l'après-guerre, surtout si la province a encore un gouvernement d'esprit libéral qui comprendra que nous devons être prêts, que nous devons assurer des avantages à toutes les classes de la société, que nous devons préparer des conditions avantageuses aux industries qui vont affluer. Et la première, c'est l'électricité à meilleur marché que nous l'avons eue avec le vieux système.

Lorsque les industries d'Europe viendront en Amérique, au Canada, investir des millions de capitaux, c'est la province qui leur offrira le plus d'avantages qui les attirera. Nous contrôlerons alors l'énergie électrique et nous pourrons l'offrir, avec d'autres avantages que l'on ne trouve pas ailleurs, aux milliers d'industries qui nous viendront. Pour que cette période nous soit avantageuse, il faut que la population tâche de voir clair et continue de se montrer calme et résolue, voulant gagner la guerre et ne pas compromettre le succès de la période qui suivra. L'après-guerre sera la période de prospérité pour le Canada et la province, si nous savons nous préparer. Je n'ai pas peur de l'après-guerre, si la population continue d'être servie par un gouvernement animé de cet esprit qui aidera non seulement l'industrie, mais l'agriculture.

(Applaudissements à droite)

Nous allons gagner la guerre d'abord. "Ça ne presse pas de canaliser le Saint-Laurent", dit le chef de l'opposition, parce que le Saint-Laurent ne sera pas canalisé quand la guerre sera finie. Si nous disions qu'il ne faut pas organiser notre défense parce qu'il est possible, ce que je ne crois pas, qu'Hitler ait la main sur le monde entier, autant vaudrait avouer que la guerre peut être perdue. Mais la guerre, nous la gagnerons.

Le chef de l'opposition rassurerait bien des gens s'il pouvait prédire la durée de la guerre à ceux qui pensent qu'elle peut durer 10 ans. Mais, que le gouvernement ait le malheur de ne pas faire quelque chose qui puisse aider à gagner la guerre et si le chef de l'opposition n'est pas là pour nous le reprocher, la population de la province sera là, elle. M. le président, le Canada est prêt à ne rien négliger pour aider à gagner la guerre et la province de Québec veut être la première à donner l'exemple en toute occasion.

(Applaudissements à droite)

Pour que l'effort de guerre soit efficace, il faut uniformiser les politiques afin d'éviter les frictions entre pays amis. Lorsque nous sommes obligés de considérer les possibilités de la province

voisine, il ne faut pas que nous soyons sur un pied d'infériorité, et nous le sommes au point de vue de l'électricité. La propagande d'Hitler insinue que la province de Québec a un sentiment à part. Nous n'avons qu'un seul sentiment, les provinces, le Canada et le pays voisin. Nous devons vivre en harmonie avec le pays voisin qui fait un si magnifique effort pour nous aider.

Le chef de l'opposition nous fait des menaces et nous dit que nous manquons de courage. Nous n'avons pas peur des menaces et il devrait savoir que le gouvernement ne manque pas de courage. Avons-nous manqué de courage quand il a fallu restaurer les finances de la province et que nous avons dit au peuple: "il faut rétablir notre crédit et nous demandons votre collaboration?" Avons-nous manqué de courage lorsque nous avons sauvé Montréal?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a pas le droit de parler hors de la question! Nous ne discutons pas les affaires de Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition nous donne tellement l'exemple en ne parlant pas en dehors de la question, que je comprends son indignation...

(Rires à droite)

Il ne m'empêche pas de dire, et j'allais terminer là-dessus, que la province connaît la valeur de nos promesses et la valeur des siennes. Je sais si bien ce que pense la province que je me soucie peu de ce que pense le chef de l'opposition!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a eu aucun argument...

(Rires à droite)

Il a parlé des hommes qui regardent dans l'avenir et il admet qu'il a ouvert les yeux en 1941, à 48 ans!

(Rires à droite)

Le premier ministre dit que la guerre ne sera pas finie dans 10 ans. J'ai plus confiance que cela dans les Alliés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que le chef de l'opposition rassurerait bien des gens en prédisant qu'elle peut durer 10 ans. Et je suis avec M. Churchill en disant cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est difficile de mettre sa confiance dans la politique d'un homme qui fait un serment par oubli!

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Qu'on fasse sortir le chef de l'opposition par le sergent d'armes!

**M. Barrette (Joliette):** M. le président, si vous ne rappelez pas à l'ordre le député de Montréal-Verdun, je me charge de lui faire sur-le-champ son affaire!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais dit les paroles que le leader de la gauche vient de m'attribuer! Le chef de l'opposition ne devrait pas persister à répéter des paroles que j'ai nié avoir prononcées. Un homme honorable ne fait pas ça!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a dit cela! C'était dans les journaux!

**Des députés ministériels** protestent et chahutent.

**M. le président:** Le chef de l'opposition doit accepter la déclaration du premier ministre.

**Un député ministériel:** Retirez vos paroles!

**M. Barrette (Joliette):** Si vous voulez du chahut, vous allez en avoir!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a-t-il dit ça ou non?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que si, dans une déclaration, j'oubliais un mot ou une phrase qui changerait le sens de ma déclaration, je ne serais pas lié, même sous serment. J'ai fait cette déclaration dans les circonstances suivantes: On avait dit que j'étais contre la conscription. J'ai répondu que j'avais déclaré que j'étais contre la conscription pour service outre-mer.

La discussion se poursuit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'est-il pas vrai que le projet d'étatisation de la Beauharnois est subordonné à la canalisation du Saint-Laurent?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je suis autorisé au nom du gouvernement à dire que même si la canalisation du Saint-Laurent ne se fait pas, l'étatisation de l'électricité dans la province se fera quand même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis le gouvernement qu'il va créer une surproduction

d'électricité plus désastreuse encore que celle de l'industrie du papier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne suis pas ce cet avis. Je suis convaincu que les industries s'établiront par centaines dans la province, après la guerre. Il faut être prêt. On pourra toujours, avec le surplus d'électricité, produire des engrais chimiques à bon marché.

(Applaudissements à droite)

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Les résolutions sont adoptées à minuit dix minutes.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que la deuxième lecture soit remise à la prochaine séance.

#### Canalisation du Saint-Laurent

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 73 concernant la canalisation du Saint-Laurent.

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le mot "maintenant" par les mots "dans six mois".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill concernant la canalisation du Saint-Laurent donne au gouvernement le pouvoir exorbitant de conclure avec Ottawa les arrangements qu'il voudra. C'est un mandat en blanc. Aucune précision quelconque. Nous sommes au cinquième mois de la session. C'est aujourd'hui le 15 mai. Il est minuit et quart, et le gouvernement présente pour la première fois en Chambre son projet de canalisation. Jamais un gouvernement n'a été plus négligent. Mais le gouvernement peut être tranquille. L'opposition fera son devoir jusqu'au bout. On pense nous intimider parce qu'il est minuit et quart. Un député disait tout à

l'heure que nous siégeons jusqu'à quatre heures du matin. Le gouvernement abuse de sa force numérique. Mais, à défaut de force numérique, nous avons la force du devoir accompli. Le chef de l'opposition rappelle alors les arguments qu'il a déjà évoqués contre la canalisation du Saint-Laurent: coût de l'entreprise, incertitude de l'avenir, abondance de l'énergie électrique en notre province, etc. La mesure, conclut-il, est une mesure en blanc.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Choquette, Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Leduc, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est adoptée.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>11</sup>:

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il pourra fixer dans le meilleur intérêt de la province, autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure, avec le gouvernement du Canada, une entente relative à la canalisation du Saint-Laurent et au développement de ses forces hydrauliques.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement s'est totalement désintéressé des intérêts de Québec sur cette grave question de la canalisation. Alors que toutes les provinces intéressées prenaient une part

active à la question, le premier ministre ne trouvait en somme qu'à dire oui à M. King lorsque ce dernier lui a demandé de nommer M. Olivier Lefebvre pour représenter la province. Le gouvernement Taschereau avait appuyé une motion de l'honorable Athanase David qui condamnait le projet soumis dans le temps.

M. Alexandre Taschereau, alors premier ministre, avait déclaré que ce projet était un véritable crime national contre le pays, un accord grotesque. Il avait fait observer que pareil projet serait de nature à ruiner nos chemins de fer et, notamment aussi, le port de Churchill sur la baie d'Hudson.

Le député de Matane lit ensuite des extraits du discours de M. David contre le projet. Il cite aussi un article de la *Gazette* disant que le projet actuel équivalait à un véritable sabotage. On demande au pays de faire un effort de guerre pour vaincre la barbarie hitlérienne, poursuit-il. On va augmenter la dette de \$3,000,000,000; le gouvernement provincial va emprunter ces jours-ci \$600,000,000. On veut immobiliser dans cette entreprise des capitaux et de la main-d'œuvre précieuse.

Il lit ensuite une conférence de M. Olivier Lefebvre en 1938, rapportée par la revue trimestrielle, où il condamne l'achat de la Beauharnois et le système d'étatisation. Il lit aussi une résolution du conseil municipal de la ville de Québec du 25 juillet 1932, condamnant sans réserve le projet de canalisation. Il cite ensuite longuement M. Barnjum<sup>12</sup>, le grand expert forestier, aujourd'hui décédé, qui condamnait ouvertement le projet. Le premier ministre de Québec, poursuit-il, sur un signe de tête d'Ottawa...

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je soulève un point d'ordre! Le terme n'est pas parlementaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout le monde sait parfaitement que c'est vrai que le premier ministre est à la remorque d'Ottawa! J'ai un moyen d'éviter ces incidents qui lui sont désagréables: c'est de ne plus continuer à suivre Ottawa en tout et partout!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Jamais un premier ministre n'a rempli plus consciencieusement son devoir de premier ministre que moi! Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a souvent déclaré qu'il était libéral à Québec et libéral à Ottawa, qu'il n'y avait qu'un seul Parti libéral. En fait, il suit tellement Ottawa qu'il lui faut

même une permission d'Ottawa pour discuter une question qui intéresse la province, dans notre Législature! De plus, j'ai vu à la conférence d'Ottawa qu'il suivait en tout et toujours M. Lapointe! On sait que M. Lapointe lui donne ses directives et qu'il les suit!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce que dit le chef de l'opposition est faux! Je suis libéral à Québec et à Ottawa, mais j'ai mes responsabilités dans la politique provinciale de Québec. Ma ligne de conduite ne m'a été imposée par personne! Quand je suis allé à Ottawa représenter la province, je l'ai fait comme représentant de Québec et des intérêts de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut répondre.

**M. Caron (Hull):** Un député ne peut parler deux fois sur le point d'ordre en comité plénier!

**M. le président** suspend le comité et les députés reviennent en Chambre.

**M. l'Orateur** reprend son siège.

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait rapport à la Chambre que, conformément aux articles 230, 282 et 296 du Règlement, un député ne peut parler qu'une fois sur un point d'ordre en comité plénier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle à la Chambre de la décision du président. Le point d'ordre est clair comme de l'eau! Si on comprend ainsi la liberté de parole, on n'est guère plus large qu'en Russie de Staline!

La question: "La décision du président du comité plénier sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Groulx, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Leduc, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 35.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### En comité<sup>13</sup>:

Le débat se poursuit sur la résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill de la canalisation du Saint-Laurent est un bill d'iniquité et de manque de clairvoyance, qui prouve bien que le gouvernement provincial n'est qu'une succursale du gouvernement fédéral. Pourquoi on veut faire passer de force un projet si grave en pleine nuit? Quels sont les arrangements que la province veut faire à Ottawa?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Voici les conditions essentielles qui doivent être la base de l'entente entre Ottawa et Québec:

1. Traitement égal à celui accordé à l'Ontario:
  - a. dans la division du coût des travaux communs à la navigation et à la force motrice;
  - b. dans l'entretien, la surveillance des travaux communs à la navigation et à la force motrice;
  - c. pour la fourniture du courant électrique nécessaire au fonctionnement du canal et des écluses.
2. Représentation de la province dans la Commission internationale chargée de l'approbation des plans et de l'exécution des travaux dans la section internationale de la rivière.
3. Représentation de la province dans la Commission internationale qui sera chargée de surveiller l'exploitation des travaux.
4. Le contrôle du débit du fleuve. Assurer son uniformité pour la protection de la navigation et surtout pour celle de nos forces hydrauliques dans la section de Soulanges et dans la section de Lachine.
5. Que les conditions onéreuses qui ont été imposées à la province lors de l'approbation des plans du pont Honoré-Mercier, entre les villes de Lasalle et Caughnawaga, soient éliminées. Ces conditions sont:
  - a. l'obligation pour la province de remplacer à ses frais une travée fixe par une travée mobile au-dessus du chenal de navigation, ce qui peut entraîner une dépense de capital estimée entre \$400,000 et \$500,000;
  - b. l'entretien et l'exploitation de cette travée mobile aux dépens de la province, ce qui peut entraîner une dépense de \$11,000 à \$12,000 par année;

c. responsabilité des dommages qui peuvent résulter de l'exploitation de cette travée mobile.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel sera le coût de l'entreprise?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le coût de la canalisation est estimé à \$350,000,000, à être partagé entre les États-Unis et le Canada. La part de notre pays est donc de \$175,000,000. Suivant la convention canado-américaine, il faudra déduire de ce montant ce que le gouvernement a déjà payé pour la construction du canal Welland, soit \$132,000,000, ce qui laissera à notre pays une dépense totale de \$43,000,000.

La province de Québec paie en chiffres ronds, 25 % des taxes fédérales. Vingt-cinq pour cent de \$43,000,000 représentent environ \$11,000,000, ce qui serait, en définitive, notre part. En retour, le fédéral va exécuter chez nous des travaux évalués à \$83,000,000.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que le gouvernement d'Ottawa s'est engagé à nous rembourser un montant approximatif de \$8,000,000 pour les ouvrages de la Beauharnois. En retranchant le montant de \$11,000,000 qui sera notre part des dépenses de la canalisation, il ne reste que \$3,000,000, somme que la province serait appelée à payer pour la canalisation, en retour de \$83,000,000 de travaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aura d'autres travaux qu'il est impossible de prévoir maintenant. Personne ne peut dire, à l'heure actuelle, quelle sera la conséquence de la canalisation.

Les députés de l'opposition se relaient pour continuer la discussion.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** parle depuis déjà une demi-heure. Mesdames et Messieurs...

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le député doit s'adresser au président. De plus, j'ai beau regarder partout dans la Chambre, je ne vois pas de dames...

(Rires)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** En voyant le député de Gaspé-Nord en habit de cérémonie, j'ai oublié que je me trouvais en Chambre<sup>14</sup>!

La résolution est adoptée<sup>15</sup>.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue une première fois.

**Expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre ne peut procéder à la deuxième lecture du bill tant que les résolutions qui l'accompagnent n'auront pas été adoptées en comité plénier.

Les résolutions du bill ne sont adoptées qu'en première lecture, dit-il. On ne peut voter le principe du bill avant que ces résolutions ne soient entièrement adoptées.

**M. l'Orateur** décide que la Chambre peut procéder à la deuxième lecture du bill parce que les résolutions dont parle l'honorable le chef de l'opposition ne se rapportent qu'à des dispositions secondaires de ce bill (article 448 du Règlement)<sup>16</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulieu, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Côté, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Hartt, Hyde, Joyal, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 26.

**Contre:** MM. Barrette, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 6.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle peut bien être la raison qui pousse le gouvernement à tant

de hâte? Pourquoi profite-t-on de la nuit et des heures du matin, à l'heure où la Chambre est à peu près déserte, pour faire passer le bill alors que l'intérêt élémentaire de la Chambre est que le bill soit étudié dans les séances régulières et raisonnables?

**M. Labbé (Mégantic)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** prend la parole à l'appui de la motion.

**Des députés de l'opposition:** Vote! Vote! Vote!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 6.

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Beaulieu, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Hartt, Hyde, Joyal, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 27.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté<sup>17</sup>.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas permis d'étudier le bill en comité plénier tant que les résolutions qui accompagnent le bill n'auront pas été adoptées en comité plénier.

**M. l'Orateur:** L'article 459 du Règlement fait un devoir à la Chambre, immédiatement après la deuxième lecture d'un bill public, de se former en comité plénier pour prendre ce bill en considération.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulieu, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Hartt, Hyde, Joyal, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 27.

**Contre:** MM. Barrette, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 6.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulieu, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Hartt, Hyde, Joyal, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Thisdel, 27.

**Contre:** MM. Barrette, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, 6<sup>18</sup>.

Ainsi, la motion est adoptée. La Chambre se forme, en conséquence, en comité plénier.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle des scandales de la Beauharnois. La compagnie a été organisée, dit-il, par des amis du Parti libéral qui ont ensuite saboté la compagnie par des "schemes" scandaleux. La Beauharnois a été un nid de scandales et un foyer d'abus. C'est pourquoi, sans doute, le gouvernement veut faire passer, à la faveur de la nuit, le bill d'expropriation. Les stocks de la compagnie ont servi à alimenter la caisse électorale du Parti libéral de plusieurs centaines de milliers de dollars. La Beauharnois est venue au monde dans la fange et les doigts croches. Le gouvernement le sent en faisant passer le bill à la vapeur, la nuit.

Il parle ensuite du premier ministre sorti de la Chambre depuis 1 h 30 du matin. Le premier ministre, dit-il, fait remarquer son courage par son

absence. Il est bon pour faire veiller les autres, mais il n'a même pas le courage de veiller lui-même!

La discussion se poursuit<sup>19</sup>.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Ajournement

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (l'honorable M. Bastien), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures ce matin.

Adopté.

La séance est levée à 7 h 25 du matin.

#### NOTES

1. \$17,313,000, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 3.

2. En 1929 éclate un scandale politique impliquant le premier ministre fédéral William Lyon Mackenzie King et deux de ses amis: ils sont accusés d'avoir accepté des cadeaux de la compagnie Beauharnois Power en échange de l'octroi du permis de détourner les eaux du Saint-Laurent pour leur projet hydroélectrique. Les deux grands partis politiques auraient reçu d'importantes gratifications de la compagnie Beauharnois. Mackenzie King, à la suite de ce scandale, aurait fait l'aveu que le Parti libéral fédéral se trouvait dans "la vallée de l'humiliation".

3. M. Bouchard fait allusion aux manifestations du 26 août 1936, provoquées par un groupe de députés de l'Union nationale en désaccord avec la composition du cabinet ministériel. En effet, l'union entre le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale de Paul Gouin, en 1935, prévoyait une lutte énergique contre le trust de l'électricité. Durant les campagnes électorales de 1935-1936, de nombreux candidats de l'Union nationale, dont MM. Hamel (Québec-Centre), Grégoire (Montmagny), Chaloult (Kamouraska), et Ernest Ouellet,

promettaient de s'attaquer à ces trusts. Quand vint le temps de former le nouveau cabinet unioniste, Duplessis, malgré des négociations difficiles, ne put s'entendre avec le groupe de Hamel, qui fut ainsi écarté du cabinet. L'assermentation des nouveaux ministres fut boudée par les dissidents, et, le soir même, une manifestation improvisée au Palais Montcalm vit MM. Hamel, Grégoire, Chaloult et Ouellet dénoncer le pouvoir des trusts sur le gouvernement Duplessis. Tard dans la nuit, la foule marchera vers le Château Frontenac pour trouver M. Duplessis, mais elle se disperse peu de temps après. Depuis, les opposants de Duplessis ne manquent pas de donner beaucoup d'importance à cet événement qui, selon eux, témoigne de la désunion dans les rangs du nouveau gouvernement. Pour plus de détails, voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXVI, Montréal et Paris, Fides, 1966, p. 11-15.

4. La Commission de l'Électricité, ou "Commission Lapointe", est mise en place sous le gouvernement Taschereau en 1934. Ayant un mandat de six mois, elle est composée de l'honorable Ernest Lapointe, député à la Chambre des communes, d'Augustin Frigon, ingénieur-conseil et directeur de l'École polytechnique, de George C. McDonald, comptable agréé et G.-Édouard Rinfret. Elle a comme mandat principal le devoir d'enquêter sur les conditions de production et de vente de l'électricité au Québec. L'entreprise privée, à laquelle les gouvernements canadien et québécois ont laissé le soin de développer les ressources hydrauliques du Québec, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, a provoqué la mise en place de ce que l'on appellera le "trust de l'électricité".

Depuis la crise de 1929, un mouvement d'opposition à ce trust se forme et prône ouvertement la municipalisation de la distribution de l'électricité. Sous la direction du docteur Philippe Hamel (député de Québec-Est en 1936), le mouvement d'opposition livre une véritable croisade contre les compagnies d'électricité. D'autres personnalités emboîtent le pas, notamment J.-E. Grégoire, (maire de Québec et député de Montmagny en 1936), T.-D. Bouchard, (chef de l'opposition et député de Saint-Hyacinthe en 1936) qui, depuis 1927, publie des études contre le "trust de l'électricité". Appuyée par de nombreuses associations, cette campagne oblige le gouvernement Taschereau à réagir. Le 21 janvier 1935, les commissaires de la Commission de l'électricité déposent leur rapport final. Ils recommandent de créer une commission permanente de l'électricité

pour contrôler de manière efficace la production, le transport, la distribution et la vente de l'électricité soit par l'entreprise privée, soit par les municipalités.

5. 500,000, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 6.

6. Entre les deux premières séances, le premier ministre avait assisté à un déjeuner du Club Canadien où M. Philip avait parlé d'un sujet de grande actualité: "Comment on perd une guerre", selon *Le Canada* du 15 mai 1941, à la page 1.

7. Des députés ministériels applaudissent le premier ministre, le ministre des Terres et Forêts et le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) quand ceux-ci se lèvent pour voter, selon *Le Canada* du 15 mai 1941, à la page 7.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 15 mai 1941, à la page 3.

9. \$6,500,000, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 6.

10. Voir note 8.

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 15 mai 1941, à la page 3.

12. Frank J.-D. Barnjum, industriel et philanthrope originaire de la Nouvelle-Écosse, a dépensé une partie de sa fortune à réclamer l'embargo sur le bois et à combattre le déboisement et la ruine de la forêt. Il a passé plus de 50 ans à étudier les conditions forestières en Amérique du Nord. Parmi ses écrits se trouvent *Startling Facts and Fallacies regarding Canada's Forests. Published in the interest of forest conservation*. Montréal, l'auteur, 1930, 89 p.

13. Il est alors 3 h 30 du matin, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 6.

14. M. Casgrain était apparu en Chambre vêtu d'un impeccable smoking, selon *L'Événement-Journal* du 15 mai 1941, à la page 5.

15. Il est alors 4 h 15 du matin, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 6.

16. L'article 448 du *Règlement de l'Assemblée législative*, 1915, stipule que: "Quand l'affectation de

deniers publics, l'imposition de charges ou la remise de dette ne sont que des dispositions secondaires d'un bill public, ce bill peut être présenté en la manière ordinaire."

17. Il est alors 5 h 50 du matin, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 6.

18. La cloche du sergent d'armes, qui sert à appeler les députés à un vote, ne fonctionnait plus après la séance. Le dispositif qui actionne le carillon était détraqué en raison de la trop grande utilisation, selon *L'Événement-Journal* du 15 mai 1941, à la page 5.

19. Dans les galeries, les femmes de peine arrivent et regardent curieusement les députés qui siègent et dont trois dorment angéliquement, selon *Le Devoir* du 15 mai 1941, à la page 7.

## Première séance du jeudi 15 mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Expropriation de Beauharnois Light,  
Heat and Power Company

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company soient maintenant lues une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté.

En comité<sup>1</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, l'entreprise de la corporation ou la totalité ou une partie de ses biens meubles et immeubles."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a clairement fait connaître son opinion au cours des séances d'hier. Il suffit de considérer les déclarations diffuses et confuses des ministériels pour se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'un projet d'intérêt public. Les charges imposées par la guerre sont de plus en plus lourdes. Ottawa demande à Québec de renoncer à des sources de revenus considérables. Le moment est mal choisi pour se lancer dans une entreprise qui va coûter une centaine de millions.

Il n'y a aucune raison d'exproprier, car la province exerce déjà un contrôle complet sur la

production de la compagnie. De plus, la province paierait un prix exorbitant pour cette propriété, encourageant ainsi indirectement la spéculation sur les bons et les obligations de la compagnie.

Pourquoi on a cherché à profiter de la nuit pour passer les lois les plus importantes de la session. Il rappelle les arguments qu'il a dits la nuit passée. Je ne peux voter en faveur des résolutions sans avoir de renseignements additionnels.

(Aucune réplique ne vient du côté ministériel)

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Canalisation  
du Saint-Laurent

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au bill 73 concernant la canalisation du Saint-Laurent soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** résume les principales objections de son parti à ce projet. La Législature, dit-il, abandonne des droits primordiaux. Elle laisse à l'Exécutif le soin de décider sur une question d'une telle importance vraiment extraordinaire. La canalisation est malavisée et inutile pour le moment. Elle est contraire aux intérêts supérieurs de la province. Rien ne nous laisse voir que ce projet sera adopté aux États-Unis, où plusieurs États s'y opposent. S'il n'est pas adopté par Washington, Ottawa n'ira pas de l'avant. Pourquoi alors Québec devrait prendre position sur ce sujet?

Il poursuit en racontant les objections qui se sont élevées au Canada et aux États-Unis contre le projet, en insistant sur les dangers que le projet représente pour la suprématie du port de Montréal et des chemins de fer. Le bill est extrêmement dangereux, poursuit-il.

Il ne s'agit pas en l'instance pour la Législature d'approuver ou de rejeter un projet précis, délimité au moins dans ses grandes lignes. Mais c'est la Législature qui, abandonnant tous ses droits, donne à l'Exécutif le droit de lier la province à n'importe quoi.

**M. Leduc (Laval):** Si je favorise l'achat de la Beauharnois, c'est surtout parce qu'il est connexe au projet de canalisation. Un projet ne va pas sans l'autre. J'aurais été plutôt réticent au sujet de l'achat de la Beauharnois si la canalisation du Saint-Laurent ne marchait pas de pair. On évolue rapidement vers un ordre nouveau un peu dans tous les pays par la rapide saturation de la taxation possible. Les pouvoirs publics devront envahir d'autres domaines laissés jusqu'ici à la propriété privée.

Le gouvernement de la province doit entrer dans le domaine de l'électricité pour pouvoir concurrencer les provinces voisines dans les domaines industriel et économique. Dans la discussion du projet, notre province manquait d'un organisme pour la représenter. L'Ontario le fait avec grand profit. C'est ainsi qu'elle fait exécuter ses travaux à prix ferme et déterminé qui lui vaudront, quelles que soient les variations éventuelles, l'exécution de ses travaux à prix déterminé. Notre province devra exiger les mêmes conditions accordées à l'Ontario. Dans ce cas-ci, la province ne commencera ses paiements partiels que deux ans après les travaux terminés.

Quel que soit le prix éventuel des travaux exécutés, l'Ontario ne sera pas appelée à payer un prix plus élevé que celui qui a été fixé par l'accord. Au sujet de la Beauharnois, le projet comporte l'assèchement des usines hydroélectriques de la Cedars Rapids et de la Canada Light. Une des grandes questions qui se posent, c'est naturellement celle de se procurer de l'argent. En Ontario, tout a été financé par le fédéral. Nous devons exiger la même chose dans Québec. Le coût va dépasser \$400,000,000, sans tenir compte des lignes de distribution. Il y a donc lieu de faire attention.

Il (M. Leduc) expose un projet qui viserait à exproprier toutes les compagnies d'électricité dans la province, mais en leur gardant leurs chartes pour continuer à s'administrer. Comme ces organismes appartiendraient à la couronne, explique-t-il, ils ne paieraient aucune taxe fédérale, soit une économie de \$10,000,000 qui suffirait à payer la dette, capital et les intérêts sur le fonds d'amortissement. Cela mettrait notre province sur le même pied que l'Ontario qui jouit d'une position de faveur dans ce domaine.

J'avertis le gouvernement qu'il se dirige vers une grande aventure. Il convient de prendre toutes les précautions possibles. Il importe donc de faire étudier à fond ce projet par la Commission des eaux courantes de la province de Québec, et je suggère que la Commission des eaux courantes soit munie

des pouvoirs nécessaires pour étudier ce projet. Québec doit avoir les mêmes avantages que l'Ontario au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. La province de Québec a confiance dans le gouvernement de l'honorable premier ministre. Elle a confiance dans son calme et sa vision en cette circonstance. C'est pourquoi nous devons regarder l'avenir avec confiance.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Côté, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Girouard, Godbout, Gosselin, Hamel, Hyde, Lapointe, Lawn, Leduc, Messier, Panet, Perrier, Renault, Sabourin, Thisdel, 32.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. En conséquence, la résolution est lue une deuxième fois.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre adopte maintenant la résolution.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Côté, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Girouard, Godbout, Gosselin, Hamel, Hyde, Lapointe, Lawn, Leduc, Messier, Panet, Perrier, Renault, Sabourin, Thisdel, 32.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. En conséquence, la résolution est adoptée.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Côté, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Girouard, Godbout, Gosselin, Hamel, Hyde, Lapointe, Lawn, Leduc, Messier, Panet, Perrier, Renault, Sabourin, Thisdel, 32.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>2</sup>:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"[[1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il pourra fixer dans le meilleur intérêt de la province, autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure, avec le gouvernement du Canada, une entente relative à la canalisation du Saint-Laurent et au développement de ses forces hydrauliques.]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement profite de son avantage numérique pour tenter d'épuiser l'opposition par des séances de nuit. Il doit y avoir anguille sous roche.

Pourquoi, sur des bills aussi importants que l'achat de la Beauharnois et la canalisation du Saint-Laurent, le gouvernement a-t-il fait des efforts désespérés pour les faire passer dans la nuit, au point de faire siéger la Chambre jusqu'à sept heures du matin? Qu'est-ce que le gouvernement veut cacher pour procéder de si singulière façon? Est-ce que le gouvernement a honte?

D'autant plus que ce n'est pas un fait de bravoure remarquable lorsque le premier ministre est allé dormir paisiblement pendant que l'opposition a dû rester sur la brèche jusqu'à sept heures du matin. Pourquoi cette précipitation? Le moins qu'on puisse exiger, ce sont les conditions essentielles du contrat. Est-ce qu'il est raisonnable de demander à une partie

contractante de signer en blanc dans une affaire de cette importance?

L'article 1 est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 15 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre adopte les résolutions relatives au bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne voudrais pas prolonger la discussion sur cette mesure, mais je tiens à féliciter le premier ministre et le gouvernement du geste qu'ils viennent d'accomplir. Je veux simplement démontrer qu'au cours des campagnes de 1934, 1935 et 1936, l'Union nationale était favorable à la concurrence d'État immédiate. On pouvait alors logiquement conclure qu'elle était également en faveur de l'expropriation de la Beauharnois. Ces campagnes avaient pour but de combattre les monopoles. Il s'agissait surtout d'atteindre le centre des monopoles qui était le trust de l'électricité. Sous le régime de l'Union nationale, 24 députés avaient signé un engagement recommandant à l'État de faire immédiatement concurrence au trust de l'électricité et sur les points stratégiques. Mentionnons, parmi les signataires, le Dr Philippe Hamel, l'honorable ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) et M. Grégoire.

Vers le même temps, le chef de l'opposition a signé une déclaration exprimant à peu près la même idée. Dans l'intervalle, le Dr Hamel, qui était le théoricien du parti en matière d'électricité et le bras droit du chef de l'opposition, avait parlé, dans un grand discours à Montréal, de concurrence d'État immédiate et d'expropriation de la Beauharnois. Et lorsqu'à Montréal il réclama l'étatisation de la Beauharnois, son chef ne lui donna aucun démenti. Si ce dernier n'a pas parlé personnellement de l'étatisation de la Beauharnois, il a endossé l'idée.

Plus tard, en 1936, il s'est produit des événements qui ont leur importance. Des défections ont eu lieu dans le parti. À peine arrivé au pouvoir, on n'a pas laissé le parti par simple caprice. Ces dissidents s'étaient ralliés au Parti conservateur pour combattre les trusts. Lorsqu'ils ont vu que le gouvernement de l'Union nationale n'avait aucune intention de respecter cette promesse, ils s'en sont séparés graduellement. Cinq membres de l'Union nationale quittèrent les rangs du parti, y compris un ministre sénior et l'honorable Ernest Ouellet, sur une question de principe pour laquelle nous nous étions battus. On considérait que, dans les circonstances, agir autrement, c'était tromper le public.

Nous nous étions engagés formellement à faire concurrence au trust de l'électricité et, implicitement, à lui faire une lutte sur les projets stratégiques, ce qui impliquait, conséquemment, l'étatisation de la Beauharnois.

Je ne veux pas parler de la centrale installée au Témiscamingue: c'est un jouet d'enfant si on la compare à ce qui avait été promis aux électeurs. Il serait enfantin de prétendre que cette centrale a été véritablement une initiative pour racheter les promesses qui avaient été faites. Le Parti libéral n'a pas promis l'expropriation de la Beauharnois. Il l'a donnée aujourd'hui. Le chef du gouvernement actuel avait aussi promis de combattre les trusts, en vertu du programme libéral. Il donne maintenant plus qu'il n'avait promis en expropriant la Beauharnois. Je l'en remercie. Preuve que l'on peut encore se fier à la parole de certains hommes publics. Je suis sûr qu'en félicitant le premier ministre, je me fais l'écho de 90 % de la population qui est favorable à l'étatisation.

Les difficultés à surmonter furent nombreuses, mais le premier ministre a eu une attitude courageuse. J'avouerai, franchement, que nous avions, au début, quelques hésitations à croire que le premier ministre irait aussi loin. Ses récentes déclarations nous ont convaincus de sa sincérité et de celle des membres de son cabinet. Le Dr Hamel est entièrement satisfait de la loi actuelle. En ma qualité

d'ami personnel du Dr Hamel, je suis autorisé à dire, en son nom, qu'il appuie le projet du gouvernement et que l'attitude du premier ministre l'enthousiasme. Il m'a prié de lui dire ce matin.

Certains ont dit que l'heure est mal choisie. Au contraire, l'heure ne peut être mieux choisie. Alors que nous nous battons pour la démocratie, il importe que le peuple se rende compte que, dans la guerre et après la guerre, il jouira des avantages qui sont véritablement les siens, comme l'ont dit deux grands hommes d'État, MM. Churchill et Roosevelt. Il est bon que le peuple comprenne que nous travaillons dans ses véritables intérêts.

Il y a des dépenses qui sont de bons placements, comme le crédit agricole. Le chef de l'opposition lui-même l'a admis avec raison quand il a donné \$35,000,000 pour le prêt agricole. L'opposition a fait valoir les mêmes arguments que la *Gazette* qui est l'organe des trusts. L'Hydro a donné d'excellents résultats en Ontario et il en sera de même dans Québec. J'ai été charmé d'entendre le gouvernement dire qu'il paiera la valeur réelle pour la Beauharnois. Au nom des électeurs de Lotbinière, du Dr Hamel, de tous ceux que je représente ici, je remercie l'honorable premier ministre, non seulement de sa loi, mais du courage qu'il a de ses convictions et du dévouement qu'il met à servir les intérêts de la province.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des personnes pourront prétendre que l'opposition se contredit. Mais je suis le chef de l'Union nationale, et c'est celui qui parle qui a dirigé sa politique. Ceux qui se rappellent les directives que j'ai données à mon parti, savent à quoi s'en tenir au sujet de mon attitude sur la Beauharnois. Personne n'a le droit de parler en son nom sur un problème tel que celui de l'électricité. Je n'ai jamais promis l'expropriation de la Beauharnois et je n'ai aucune raison de changer d'avis à ce sujet. On a dit que la centrale du Témiscamingue était un jeu d'enfant. Les enfants qui joueraient avec une usine développant 40,000 chevaux-vapeur risqueraient beaucoup.

Cette centrale nous a été demandée par M. James Y. Murdoch, président de la Noranda, un des hommes d'affaires les plus réputés du pays et de réputation internationale. M. Murdoch voulait développer cette force hydraulique lui-même. J'ai dit non. Une compagnie de mines ne développera pas nos forces hydrauliques; c'est le gouvernement qui va faire le développement. Le premier résultat a été de faire baisser les taux de la compagnie Northern Power de \$40 à \$25, soit de 30 %. Le gouvernement



actuel a cru le projet bon et avantageux, puisqu'il a décidé d'augmenter le développement de la centrale du Témiscamingue du tiers.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté.

#### En comité<sup>3</sup>:

Le comité poursuit l'étude de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, l'entreprise de la corporation ou la totalité ou une partie de ses biens meubles et immeubles."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet sera plus dommageable à la province que le gouvernement ne le croit, surtout s'il est le porteur de la canalisation du Saint-Laurent.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le gouvernement a donné des réponses adéquates aux arguments de l'opposition. Je ne crois pas que la discussion devrait être prolongée.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 16 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

(Applaudissements à droite)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Sociétés d'exploration minière

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 concernant les sociétés d'exploration minière, libres de responsabilité personnelle, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Trois personnes ou plus peuvent former une société au capital de dix mille dollars; elles signent en trois exemplaires une déclaration rédigée selon la formule "A" de la présente loi, en présence d'un juge de paix, et elles doivent avoir souscrit une somme totale de mille dollars au moins, et avoir entièrement payé à la société, en monnaie courante, leur souscription.

"L'original de ladite déclaration reste dans les archives de la société; les deux autres exemplaires sont expédiés sans délai, sous pli recommandé, l'un au procureur général, l'autre, au protonotaire de la Cour supérieure du district où la société a son siège social. Ce protonotaire entre ladite déclaration dans le registre où sont inscrites les déclarations requises par la loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1925, chapitre 224).

"La société n'est formée qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus."

**M. Gagnon (Matane):** Avec cette loi, dit-il, n'importe qui pourra faire incorporer une société. Et ce n'est qu'un an plus tard, après la réception des premiers rapports que le département pourra constater s'il s'agit d'une société sérieuse ou non. Je suggère que l'on insère une clause à l'effet qu'il devrait y avoir au moins un prospecteur *bona fide* parmi les membres de ces sociétés.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** La mesure a justement pour objet d'enlever toutes les

barrières susceptibles d'empêcher ou de retarder la mise en valeur des "claims". Cette mesure a pour but d'aider à la prospection et de faciliter l'accès du capital à l'industrie minière. Si on met trop de restrictions, la loi court le risque de perdre ses bons effets.

Actuellement, les prospecteurs ont nécessairement moins d'ambition, car leurs découvertes ne prennent pas preneur.

Pourquoi le député de Matane ne surveillerait-il pas avec moi l'application de la loi? S'il y a lieu, l'an prochain, d'apporter des changements à cette mesure, je serai heureux de considérer ses suggestions.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 26 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement<sup>5</sup>. L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Canalisation du Saint-Laurent**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 73 relatif à la canalisation du Saint-Laurent.

Adopté.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas répéter ce que nous avons dit jusqu'à 7 h 25, ce matin, mais ce bill est imprécis, prématuré et incertain. La loi donne le pouvoir au ministre des Terres et Forêts de se rendre à Ottawa et de

consentir, en changeant la Constitution, à remettre au fédéral une partie de nos revenus, et d'abandonner les privilèges et les prérogatives de la province. C'est aller beaucoup trop loin, surtout pour un projet désavantageux et ruineux.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** La question a été discutée à fond la nuit dernière. Je ne tiens pas à reprendre tout le débat. J'ai dit, la nuit dernière, au chef de l'opposition, les conditions essentielles qui doivent être à la base de l'entente entre Ottawa et Québec sur la canalisation du Saint-Laurent. Il n'y en a pas d'autres et je vais les répéter. Voici les conditions:

1. Traitement égal à celui accordé à l'Ontario:

*a.* dans la division du coût des travaux communs à la navigation et à la force motrice;

*b.* dans l'entretien, la surveillance des travaux communs à la navigation et à la force motrice;

*c.* pour la fourniture du courant électrique nécessaire au fonctionnement du canal et des écluses.

2. Représentation de la province dans la Commission internationale chargée de l'approbation des plans et de l'exécution des travaux dans la section internationale de la rivière.

3. Représentation de la province dans la Commission internationale qui sera chargée de surveiller l'exploitation des travaux.

4. Le contrôle du débit du fleuve. Assurer son uniformité pour la protection de la navigation et surtout pour celle de nos forces hydrauliques dans la section de Soulanges et dans la section de Lachine.

5. Que les conditions onéreuses qui ont été imposées à la province lors de l'approbation des plans du pont Honoré-Mercier, entre les villes de LaSalle et Caughnawaga, soient éliminées. Ces conditions sont:

*a.* l'obligation pour la province de remplacer à ses frais une travée fixe par une travée mobile au-dessus du chenal de navigation, ce qui peut entraîner une dépense de capital estimée entre \$400,000 et \$500,000;

*b.* l'entretien et l'exploitation de cette travée mobile aux dépens de la province, ce qui peut entraîner une dépense de \$11,000 à \$12,000 par année;

*c.* responsabilité des dommages qui peuvent résulter de l'exploitation de cette travée mobile.

Ces conditions offrent toutes les garanties voulues. Comme la loi a été discutée longuement, je ne veux pas éterniser le débat. Je crois que la Chambre est suffisamment éclairée. Les intérêts du Québec seront bien protégés.

**M. Gagnon (Matane):** Le chef de l'opposition a parfaitement raison de dire que la loi va trop loin.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Tout ce qui est dans la loi était dans les résolutions que nous avons adoptées. Il ne peut donc y avoir un second débat aujourd'hui sur les résolutions adoptées hier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est malade!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, je suis malade. Mais je suis encore aussi fort que ceux qui croient qu'ils ne le sont pas. Les règlements disent que lorsque la loi n'est que la reproduction, dans le texte, des résolutions, on ne peut discuter ce texte une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La discussion se fait sur l'article 2. L'article qui dit que "La loi n'entrera en vigueur que le jour de sa sanction" n'était pas dans les résolutions. J'ai le droit de la discuter. J'ai le droit de démontrer pourquoi la loi ne doit pas venir en vigueur. J'exige le vote, en tout cas. Ce n'est pas tous les jours que la Chambre est appelée à se prononcer sur la formule traditionnelle qui termine presque tous les bills. On voit de tout dans un débat de l'envergure de celui de la canalisation du Saint-Laurent.

L'article 2 est adopté<sup>7</sup>.

Le comité étudie le préambule, qui se lit comme suit:

"Attendu qu'une entente a été conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis pour la canalisation du Saint-Laurent et le développement connexe de ses forces hydrauliques;

"Attendu que le gouvernement du Canada a invité le gouvernement de cette province à arrêter, d'un commun accord, les conditions de sa participation à cette entreprise;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

**M. le président:** Le préambule sera-t-il accepté?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien qui presse. On dit que l'entente entre le Canada et les États-Unis ne sera peut-être pas ratifiée par le Congrès américain. Je suis contre la canalisation du

Saint-Laurent. Il y aura peut-être des circonstances qui m'amèneront à changer mon opinion. Mais je ne vois rien à l'horizon.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Une entente a été conclue, pour la canalisation du Saint-Laurent, entre les deux plus grands hommes d'État de l'Amérique du Nord: le président Roosevelt, qui va sauver les pays démocratiques et nous aider à gagner la guerre, et le très honorable Mackenzie King, premier ministre du Canada.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des compliments qui assomment ceux à qui on les prodigue. M. Roosevelt est un grand homme d'État, j'en conviens. Mais dire qu'il est le plus grand homme d'État de l'Amérique, c'est...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Disons qu'avec le chef de l'opposition, nous avons les trois plus grands hommes d'État de l'Amérique du Nord...  
(Rires à droite)

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je me permets, pour une fois, de différer d'opinion avec mon chef. Évidemment, quand j'ai parlé des deux plus grands hommes d'État de l'Amérique du Nord, je faisais abstraction du chef de l'opposition!  
(Rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** commence sa critique du préambule. Ses remarques terminées, personne ne se lève et la Chambre est prête à se prononcer sur le bill.

Le préambule est adopté.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il reste encore le titre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition doit être au moins satisfait du titre.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition approuve-t-il le titre du bill maintenant?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Il devrait se lire: "Loi sacrifiant l'autonomie et les droits de la province."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Connors, Côté, Dansereau, Drouin, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Girouard, Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Joyal, Lawn, Messier, Nadon, Panet, Perrier, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 35.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

(Applaudissements à droite)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ressources hydrauliques

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>8</sup>:

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose: Que l'article 83 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46), édicté par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 23, soit modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à effectuer tous

emprunts requis pour les fins de l'alinéa précédent, en fixer le montant, le taux d'intérêt, la forme et les conditions, selon qu'il le jugera à propos."

Il s'agit de compléter les pouvoirs accordés à la Commission des eaux courantes pour l'établissement d'une entreprise hydroélectrique nationalisée. La résolution autorise les emprunts nécessaires à cette fin. La Commission des eaux courantes obtient le pouvoir d'aménager la partie non concédée de tout pouvoir d'eau partiellement concédé. Elle pourra exproprier, aussi, toute machinerie, réseau et appareils servant à la transmission, la transformation et la distribution d'énergie électrique, y compris tous les biens meubles et immeubles, accessoires d'entreprises de ce genre. Même si le gouvernement n'étatise pas la Beauharnois, il pourra, grâce à ce bill, acquérir et développer les pouvoirs de la Beauharnois qui n'ont pas encore été harnachés. Ces pouvoirs seront plus que suffisants à une efficace concurrence d'État.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi en question n'est qu'un trompe-l'œil qui ne complète pas le bill de la Beauharnois. Le bill de la Beauharnois confère déjà tous les pouvoirs auxquels on fait allusion. Le bill ne mentionne pas les expropriations.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une affaire d'aménagement des pouvoirs d'eau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill est une farce. Il ne se rapporte pas du tout à la Beauharnois. Le gouvernement a déjà, par d'autres lois, tous les pouvoirs nécessaires pour exproprier une partie ou la totalité du pouvoir de la Beauharnois. Cette mesure parle de pouvoirs non concédés, mais la mesure n'a d'autre but que celui d'accorder à l'Aluminum Company of Canada des privilèges très importants qui lui permettront de construire un barrage au lac Manouan et d'augmenter sa capacité de production à Arvida et ailleurs. Le bill n'intéresse-t-il pas, particulièrement, l'Aluminum Company?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Pas du tout. Le chef de l'opposition fait fausse route. Il s'agit de compléter de façon pratique le bill de la Beauharnois. Le bill que je propose n'a aucun rapport avec l'Aluminum Company.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis d'avis que le ministre ne dit pas les choses exactement. Le

bill de la Beauharnois permet au gouvernement d'acquérir, en tout ou en partie, ce que possède la Beauharnois. Il est complet et il n'est pas besoin de complément.

Le ministre va peut-être parler des parties non concédées. Mais le gouvernement n'a pas besoin d'exproprier la partie non concédée. Elle lui appartient. Il peut l'aménager. Je suis d'avis que le principal but de la loi est de favoriser l'Aluminum Company.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Nous n'avons en vue que l'affaire de la Beauharnois. Il n'est pas question de l'Aluminum Company. Si nous ne nous entendons pas avec la Beauharnois, nous construirons une centrale à côté de celle de la Beauharnois pour harnacher la partie disponible du pouvoir et nous lui ferons concurrence, au cas où nous ne pourrions acquérir l'usine actuelle de la compagnie dans des conditions avantageuses. C'est une arme de plus pour nous protéger vis-à-vis la Beauharnois.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a déjà cette autorisation par d'autres lois. Le bill ne concède aucun pouvoir nouveau. Le gouverneur peut aménager, dans la loi actuelle, le surplus de pouvoir que peut développer la Beauharnois. Je sais que l'Aluminum Company veut établir un barrage au lac Manouan, au Lac-Saint-Jean. Elle voudrait y produire de 150,000 à 200,000 chevaux-vapeur. Ce bill a pour objet d'accorder à la compagnie des privilèges très importants.

Le gouvernement de l'Union nationale, d'après le rapport des techniciens, avait refusé la permission demandée. Des représentants de la compagnie m'ont déjà demandé, quand j'étais premier ministre, le pouvoir d'établir un barrage au lac Manouan.

J'ai consulté les experts du service hydraulique. M. Normandin, nommé par le présent régime comme vice-président de la Régie des transports, a dit qu'il ne pouvait recommander la construction du barrage parce que, dans cette région, il y avait un surplus de 150,000 chevaux-vapeur inutilisés.

J'ai consulté aussi le département de la Colonisation et celui des Mines. La région de la rivière Péribonka est riche en mines. Il est évident que la construction du barrage aurait amené l'inondation de vastes terrains pouvant servir soit à la colonisation, soit à l'industrie forestière, soit à

l'industrie minière. Alors, nous avons refusé l'autorisation de construire le barrage.

Le gouvernement actuel a accepté ce projet que nous avions refusé. Un arrêté en conseil a même été adopté à ce sujet. Le projet devant la Chambre n'est donc ni honnête, ni désirable. Il n'est pas non plus destiné à compléter celui de l'étatisation comme l'a prétendu le ministre.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je déclare que le chef de l'opposition est mal renseigné. L'histoire qu'il raconte n'est que l'écho des rumeurs publiées dans les journaux.

Ça, nous ne l'avons pas accordé. L'arrêté ministériel dont parle le chef de l'opposition a trait à une tout autre question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais que l'Aluminum Company fait des instances pour obtenir l'exploitation de pouvoirs d'eau au Lac-Saint-Jean, sur des rivières navigables.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 15 mai 1941

#### Présidence de V. Bienvenue

La séance est ouverte à 9 h 30.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette).

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 53 modifiant le Code municipal;
- bill 62 modifiant le Code de procédure civile;
- bill 72 autorisant les corporations municipales à contribuer à l'effort de guerre.

#### **Ressources hydrauliques**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>9</sup>:**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose: Que l'article 83 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 46), édicté par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 23, soit modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à effectuer tous emprunts requis pour les fins de l'alinéa précédent, en fixer le montant, le taux d'intérêt, la forme et les conditions, selon qu'il le jugera à propos."

Le comité poursuit l'étude de la résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Apparemment, le projet de loi ne comporte pas ce que dit le ministre. Le bill a pour but de favoriser l'Aluminum Power Company, qui veut agrandir son usine d'Arvida. Le bill accorde à cette compagnie des droits et des privilèges que l'Union nationale lui avait refusés. Je voudrais savoir quelles conditions le gouvernement a imposées à cette compagnie.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** En 1940, on a fait une concession à la compagnie qui a besoin de 250,000 chevaux-vapeur. Le bail prévoit un loyer de \$10,000 pendant 20 ans<sup>10</sup>, et de \$25,000 pendant 15 ans. On dépensera une somme de

\$2,500,000. La guerre a fourni au gouvernement un argument qui n'existait pas lorsque le chef de l'opposition était premier ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelles terres coloniales, minières et forestières seront inondées?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le barrage du lac Manouan est situé à 200 milles au nord du lac Saint-Jean. Je ne crois donc pas qu'il y ait beaucoup de colonisation à cet endroit. Quant à la valeur du terrain au point de vue minier, le rapport que l'on m'a soumis n'en parle pas. La valeur du terrain boisé qui sera inondé est de \$25,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il existe peut-être de l'or dans cette région. Le ministre aurait dû s'en informer.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Quand il était le premier ministre, le chef de l'opposition n'a-t-il pas approuvé la vente de l'Alcoa Power Company à l'Aluminum Company? A-t-il exigé de cette compagnie les conditions qu'il réclame aujourd'hui du gouvernement?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la Régie de l'électricité qui a permis la transaction. Je tiens à dire au gouvernement que s'il ne fait pas attention, il y aura surproduction d'électricité après la guerre. Est-ce la compagnie qui va construire le barrage?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Il faut gagner la guerre avant de préparer l'après-guerre. L'Aluminum Company a déjà absorbé les 150,000 chevaux-vapeur disponibles dans la région, plus un autre 150,000 chevaux-vapeur de pouvoir additionnel pris au barrage de La Tuque et pour lequel elle a dépensé \$2,500,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien le gouvernement prévoit dépenser pour ce projet?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le montant à être dépensé dépend des besoins en électricité des consommateurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette réponse est une des plus équivoques jamais entendues en cette Chambre! Mon devoir est d'empêcher le gaspillage des ressources naturelles de la province. Nous sommes contre le gaspillage, même lorsqu'il s'agit de fins de guerre.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Nous avons besoin d'électricité pour l'effort de guerre. La compagnie a besoin de 250,000 chevaux-vapeur. Nous, nous n'avons rien à cacher.

Le barrage emmagasinera 175,000,000,000 de pieds cubes d'eau et augmentera de 500,000 chevaux-vapeur le rendement de la centrale de la Chute-à-Caron.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement a quelque projet en vue en complétant les pouvoirs de la Commission des eaux courantes?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le bill vise la Beauharnois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux que le ministre me comprenne bien. Le projet de loi qu'il nous présente n'a-t-il pas un rapport direct avec le développement hydraulique futur de l'Aluminum Company?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** La réponse est non!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela est impossible! Le bill de la Beauharnois donne déjà tous les pouvoirs nécessaires. Le ministre a-t-il bien compris ma question?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition me fait penser à cet élève qui avait demandé la permission de sortir et à qui le directeur avait répondu: "Non! Non!" L'élève sortit quand même et, à son retour, dit à son directeur: "On m'a toujours enseigné que deux négations valent une affirmation".

Si je dis deux fois non au chef de l'opposition, il va prétendre que je lui ai dit oui! J'ai dit la vérité au député de Trois-Rivières et il continue à dire que je n'ai pas répondu! Je laisse donc la Chambre juger de sa conduite.

Le bill a pour but de procurer de l'électricité à toutes les compagnies qui en ont besoin. Si le chef de l'opposition a quoi que ce soit de spécial ou de nouveau à fournir au gouvernement à ce sujet, il est le bienvenu pour nous donner des détails.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais que des démarches ont été faites par l'Aluminum Company pour obtenir de nouveaux pouvoirs. La loi actuelle n'est pas faite pour la Beauharnois. Je dis qu'il y a une anguille sous roche!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition ne me fera pas dire ce qui n'est pas. Il s'y connaît, lui, en pouvoir électrique. Il a dépensé \$2,500,000 dans le Témiscamingue pour faire construire des machines qui ne vendent du courant qu'en Ontario.

Les citoyens de la province, qui veulent exploiter ce courant, doivent acheter leurs appareils en Ontario, parce que, dans la province voisine, le courant est à 25 cycles. Il sait que, partout dans la province, il est à 60 cycles. Voilà le résultat de l'œuvre dont il se vante!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'installation faite dans le Témiscamingue comportait du courant de 25 et de 60 cycles.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le député de Matane devrait aider le chef de l'opposition dans cette affaire qu'il connaît bien.

**M. Gagnon (Matane):** Si le ministre veut absolument que nous parlions, nous allons encore siéger jusqu'à sept heures du matin!  
(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre avait des collègues aussi loyaux que le député de Matane, son gouvernement serait plus heureux!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'honorable député de Matane baisse les yeux!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis qu'il y a une anguille sous roche!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition voit des anguilles partout! Qu'il se fie à moi! Il va réaliser que je suis un bon pêcheur!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon devoir ici est de mettre le gouvernement en garde contre un "scheme" gigantesque qui se trame dans l'ombre. Le gouvernement n'a pas besoin de cette nouvelle loi pour exproprier la Beauharnois. Il se prépare un "scheme" gigantesque, à mon avis, de la part de ceux qui possèdent des actions dans la Beauharnois, qui va laisser loin en arrière celui qui a conduit M. King et son parti dans la "vallée de l'humiliation"<sup>11</sup>.

Le gouvernement devrait prendre des précautions pour que l'argent qu'il donnera, en achetant la Beauharnois, se rende à destination. Je

demande au gouvernement de faire amender la loi de la Beauharnois au Conseil législatif, afin que la liste des véritables porteurs d'actions soit connue et que l'argent soit payé directement aux actionnaires véritables et honnêtes, et non à des spéculateurs. En amendant la loi, on donne toute la protection nécessaire.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition ne croit-il pas que le gouvernement doit considérer le prix qui sera payé et non la personne qui le recevra?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont deux choses importantes. J'avertis le gouvernement, en tout cas, de prendre ses précautions pour prévenir les spéculations honteuses.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue une première fois.

#### Travaux de la Chambre:

##### Demandes de renseignements

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a-t-il d'autres lois à présenter d'ici la fin de la session?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je peux en mentionner trois de mémoire: une pour une usine pour l'industrie de betterave à sucre, une autre pour amender la charte du Collège de Saint-Jean en autorisant celui-ci à contracter un emprunt, et une pour l'éducation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'agit-il d'une centralisation des commissions scolaires?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas exactement cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, la résolution de la loi des eaux courantes subira sa deuxième lecture à la prochaine séance.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>12</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Construction de chemins de mines, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Atelier d'échantillonnage (mines), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Mine-école provinciale, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-neuf mille six cent soixante-quinze dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département du Trésor), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Annuité à Mademoiselle Marie-Régina Drolet (département du Trésor), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille cinq



cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Prime sur police d'assurance collective de garantie pour cautionnement des employés publics, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (Bureau de l'auditeur), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (Bureau du revenu), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Perception des diverses taxes, des divers droits et honoraires, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (Bureau des Assurances), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service du génie rural (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y a-t-il des pourparlers pour l'établissement de cette usine de betterave à sucre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui. La guerre a retardé l'établissement de la culture de la betterave à sucre. Actuellement, il y a des pourparlers engagés avec un syndicat américain pour l'établissement d'une usine, dès cet automne, de betterave à sucre le long du Richelieu. L'outillage est acheté.

Un grand débat s'engage ensuite sur la culture du tabac.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre doit des félicitations au député de Joliette (M. Barrette) qui est l'artisan des progrès de cette culture dans la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est moi qui ai été l'initiateur de la culture en question quand j'étais ministre de l'Agriculture.

**M. Barrette (Joliette)** prend à partie un M. Turcot que le premier ministre avait jadis envoyé dans le Wisconsin, pour étudier les possibilités d'implanter la culture du tabac au Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** prend la défense de M. Turcot.

**L'honorable M. Bastien (Berthier)** fait de même.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Office du drainage (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de la grande culture (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-dix-sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de l'horticulture (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Commission de l'industrie laitière de la province de Québec (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Primes sur

le fromage (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Vente des produits agricoles (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de registrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux" (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Encouragement à l'agriculture en général (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles d'agriculture et académies rurales (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit vingt-cinq minutes.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 16 mai 1941, à la page 1.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Soleil* du 16 mai 1941, à la page 12.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 16 mai 1941, à la page 1.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 16 mai 1941, à la page 9.

5. Il s'agit d'un amendement à l'article 24, de nature technique. Les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 16 mai 1941, à la page 9.

7. L'article 2 a été adopté à la suite d'un vote: 24 voix contre 8.

8. Voir note 6.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Paul Gauthier (Montréal-Laurier), selon *Le Canada* du 16 mai 1941, à la page 9.

10. *Le Nouvelliste* du 16 mai 1941, à la page 10, donne \$10,000 pendant 15 ans.

11. En 1929 éclate un scandale politique impliquant le premier ministre fédéral William Lyon Mackenzie King et deux de ses amis: ils sont accusés d'avoir accepté des cadeaux de la compagnie Beauharnois Power en échange de l'octroi du permis de détourner les eaux du Saint-Laurent pour leur projet hydroélectrique. Les deux grands partis politiques auraient reçu d'importantes gratifications de la compagnie Beauharnois. Mackenzie King, à la suite de ce scandale, aurait fait l'aveu que le Parti libéral fédéral se trouvait dans "la vallée de l'humiliation".

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 16 mai 1941, à la page 9.

## Première séance du vendredi 16 mai 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 151 concernant une propriété de l'Évêque de Gaspé;
- bill 152 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver.

Commission des écoles catholiques  
de Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau), la permission de présenter le bill 77 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Collège  
de Saint-Jean

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau) et du consentement unanime, la permission de présenter le bill 80 concernant le Collège de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Betterave à sucre

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) et du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 78 pour favoriser la culture de la betterave à sucre.

Adopté.

## Ressources hydrauliques

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la résolution relative au bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** résume ses objections de la veille. Je demande au gouvernement, poursuit-il, s'il ne serait pas capable de faire un beau geste en donnant à la Chambre le contrôle des emprunts. La clause 3 du bill est un empiètement sur les prérogatives des représentants du peuple<sup>1</sup>.

Adopté sur division. La résolution est lue une deuxième fois.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la résolution soit maintenant adoptée.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnités des députés  
et des conseillers législatifs

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi de la Législature.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que l'article 81 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1925, chapitre 3), modifié par l'article 4 de la loi 18 George V, chapitre 12, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "deux mille cinq cents", par les mots "trois mille".

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 69 modifiant la loi de la Législature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 70 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose: 1. Que l'article 219 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) soit remplacé par le suivant:

"219. Chacun des juges en chef de sessions reçoit un traitement annuel de huit mille dollars et chacun des autres juges des sessions, un traitement annuel de sept mille dollars; ces traitements sont payés sur le fonds consolidé du revenu; et chacun de ces juges est tenu de remplir les devoirs de juge des sessions ainsi que tous les autres devoirs que lui impose, ou peut lui imposer, toute loi en vigueur en cette province.";

2. Que l'article 254 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 78, soit remplacé par le suivant:

"254. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, des juges de la Cour des jeunes délinquants au nombre de trois au plus.";

3. Que l'article 255 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 22 George V, chapitre 64 et l'article 2 de la loi 3 George VI, chapitre 78, soit remplacé par le suivant:

"255. Les juges de la Cour des jeunes délinquants reçoivent un traitement annuel de six mille dollars, payable sur le fonds consolidé du revenu.

"Les dispositions des articles 236 à 241b inclusivement s'appliquent à ces juges et à leurs veuves.";

4. Que l'article 272 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 18 George V, chapitre 57, soit remplacé par le suivant:

"272. Le magistrat du district en chef reçoit un traitement annuel de sept mille dollars, et chacun des autres magistrats reçoit un traitement annuel de six mille dollars. Ces traitements sont payés sur le fonds consolidé du revenu;

5. Que l'article 3 de la loi 4 George VI, chapitre 53, soit remplacé par le suivant:

"3. Le juge de ladite cour reçoit un traitement annuel de six mille dollars payable sur le fonds consolidé du revenu.

"Les dispositions des articles 236 à 241b inclusivement de la loi des tribunaux judiciaires s'appliquent à ce juge et à sa veuve.";

6. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront aux juges et magistrats en fonctions, de même qu'à ceux qui seront nommés à l'avenir, et ce, à compter de la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 10 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Loi du service extérieur**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant la loi du service extérieur soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de cette loi est d'augmenter le salaire de certains gardiens de prison.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas contre le principe de la loi. Mais je crois cependant que tous les geôliers devraient être sur le même pied. Ils ont les mêmes fonctions et le coût de la vie est le même pour tous.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Il ne serait pas juste de donner le même traitement au gouverneur de la prison de Bordeaux et au gouverneur de la prison de Trois-Rivières. Il faut tenir compte des obligations de chacun également. Un homme marié doit être payé plus qu'un célibataire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général a raison. Il ne devrait employer que des hommes mariés pour ces situations. Les célibataires ont le droit de gagner leur vie, mais on doit donner la première place aux pères de famille.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Si le chef de l'opposition veut mettre ce principe en pratique, il devrait donner sa place au député de Matane (M. Gagnon).

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Ponts et chemins de colonisation (département de la Voirie), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je demande au gouvernement les améliorations qui s'imposent sur la route du parc national, entre Stoneham et Hébertville. Commencée en 1928, cette route est encore quasi impraticable sur une distance d'une cinquantaine de milles.

D'autres artères relient Québec à la région du Lac-Saint-Jean, mais c'est celle du parc national qui reste la plus populaire, car elle raccourcit de 100 milles le trajet aller-retour. La région du Lac-Saint-Jean a pris une importance considérable. Des développements extraordinaires se manifestent depuis quelques années dans le domaine de l'électricité, de l'industrie du papier.

Le commerce en général se développe aussi à vue d'œil dans cette région. Le camionnage a besoin d'une route courte et avantageuse. Le tourisme réclame aussi la route Stoneham-Hébertville à cause des camps établis dans le parc et les avantages de toutes sortes offerts par cette magnifique région. Il est donc important que celle-ci soit desservie par une bonne route.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le budget de la voirie n'est pas très considérable. Il a été réduit cette année. En conséquence, on ne peut faire exécuter tous les travaux qu'on voudrait. Mais le cas

de la route du parc national sera considéré. Nous ne pourrons tout faire cette année, mais les améliorations sont commencées et nous allons les terminer.

**Des députés de l'opposition** soulèvent la question du chômage et celle des grandes artères.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Les chômeurs des villes reçoivent une allocation pour leur pension. Ils sont mieux traités que sous le régime de l'Union nationale. Les secours seront supprimés dans toute la province à compter d'aujourd'hui. Il n'y a plus qu'à Trois-Rivières et au Cap-de-la-Madeleine où le chômage dépasse d'une fraction 5 %. Nous allons donner des travaux aux chômeurs nécessaires en tâchant de rester dans la limite des dépenses que nous demandons à la Chambre. Mais je puis dire à la Chambre que, s'il arrive que nous dépassions cette limite, ce sera parce que nous aurons voulu fournir du travail aux chômeurs qui ont besoin de gagner pour nourrir leur famille.

En ce qui a trait à l'autostrade New York-Montréal-Québec, cette grande artère passe par Saint-Hyacinthe, non pas parce que je demeure à cet endroit, mais parce que la ville se trouve en ligne droite entre Montréal et Québec. Sous l'Union nationale, la route Montréal-Senneterre a été rallongée de 13 milles pour passer par le Lac des Écorces.

**M. Paquette (Labelle):** Le tracé de cette route a été rallongé au contraire par un ancien gouvernement libéral, à la demande du député libéral Pierre Lortie. Je demande au gouvernement d'améliorer cette route dans l'intérêt du commerce de la région qui est drainé vers l'Ontario.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Nous allons faire les travaux nécessaires pour supprimer le détour, tout en terminant les travaux de la route actuelle. Sur la route Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue, une allée sera réservée à peu près exclusivement aux bicycles. Dans l'Ontario, on a dû prohiber la circulation des bicycles sur certaines grandes artères, parce qu'elle constitue un danger trop considérable. Bien que la chose paraisse paradoxale, les accidents sont plus nombreux sur les routes droites que sur les routes à courbes nombreuses. C'est qu'on y fait trop de vitesse. Mais c'est la rançon du progrès. On ne peut, pour ce motif, renoncer à construire de grandes artères.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je demande que les travaux de voirie soient surtout exécutés par

des gens des villes. On accorde de nombreux avantages aux agriculteurs. Cela est très bien, mais il n'en reste pas moins vrai que c'est encore la classe agricole qui a le plus bénéficié des travaux de voirie, alors qu'il y a du chômage dans les villes.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Dépôt de documents:**

**Rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1940**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission des eaux courantes de Québec pour l'année 1940. (Document de la session no 61)

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 16 mai 1941**

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de privilège:**

**Loi des liqueurs alcooliques**

**M. Allard (Abitibi):** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Étant absent de la Chambre au moment du vote sur la nouvelle loi des liqueurs, je n'ai pu me prononcer et je tiens à déclarer que si j'avais été présent au moment du vote, j'aurais voté en faveur de la loi.

### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Betterave à sucre**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 78 pour favoriser la culture de la betterave à sucre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, autoriser le ministre de l'Agriculture à acheter et à revendre toute la machinerie et l'outillage nécessaires pour une manufacture de sucre de betterave et que les sommes requises pour cet achat seront payées sur le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de cent cinquante mille dollars.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à se porter fort envers la compagnie de sucre de betteraves Richelieu ltée, de la livraison à l'usine qu'elle doit construire d'au moins cent mille tonnes de betteraves à sucre par année, pendant cinq ans, aux conditions arrêtées entre eux, et s'engager, à défaut de livraison, à payer un dollar par tonne non livrée, et que les sommes dues en vertu de la convention prévue à la présente résolution seront payables sur le fonds consolidé du revenu.

Les résolutions autorisent le ministère de l'Agriculture à acheter et revendre à une compagnie la machinerie et l'outillage d'une fabrique de sucre de betterave. Le montant de l'achat ne devra pas

dépasser \$150,000. Le ministre de l'Agriculture assurera la livraison de 100,000 tonnes de betterave à sucre à la nouvelle industrie que nous allons créer dans la province de Québec. À défaut de livraison, nous paierons un dollar par tonne non livrée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'où vient cette machinerie?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement a déjà avancé \$25,000 pour acheter la machinerie complète et pratiquement neuve d'une usine américaine. Les conditions climatiques où était cette industrie américaine ayant changé depuis quelques années, la culture de la betterave sucrière s'est trouvée détruite. Nous les avons fait examiner par un expert et tout est en très bon état. La machinerie est neuve et tout à fait moderne. Comme la compagnie qui doit ouvrir l'usine dans la province de Québec n'a pas encore parfait sa structure financière, le gouvernement, pour ne pas laisser échapper l'occasion, a acheté lui-même l'outillage. Nous avons eu une occasion exceptionnelle d'acheter au prix de \$167,000 une machinerie et un outillage qui valent quatre fois ce prix. Nous avons payé \$25,000 en acompte.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de quelle autorisation?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous avons pris cette somme sur le crédit de l'encouragement à l'agriculture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est tout à fait illégal. Le gouvernement aurait dû venir les demander à la Chambre, puisque la chose s'est faite en pleine session. Le gouvernement n'avait pas droit d'émettre un mandat, puisque le budget n'était pas voté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition était moins scrupuleux sous son régime car, à Rouyn, il a permis la construction d'une école d'arts et métiers qui n'était même pas autorisée par le ministre concerné. Nous avons dû régulariser cette affaire par une loi, la province étant engagée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet était bon puisque le gouvernement a payé. Où sera la nouvelle fabrique?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Dans Chambly ou Rouville.

**M. Gagnon (Matane)** pose une question.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'industrie va être établie de façon à intéresser un grand nombre de cultivateurs qui seront petits producteurs, car on ne veut pas déranger le système de culture générale. L'industrie du sucre n'y voit pas une concurrence dangereuse, d'autant plus qu'il s'agit d'aider le plus grand nombre possible de cultivateurs. Le gouvernement ne donne rien à la compagnie, si ce n'est garantir une partie du coût d'achat. Il sera remboursé par la compagnie. Celle-ci va établir une usine de \$1,000,000 d'une capacité quotidienne de production de 2,000 tonnes avec bureau-chef à Montréal et usine à Saint-Hilaire ou à Chambly.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Quels sont les directeurs?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne puis dire exactement quels sont les directeurs. Mais je sais que M. Aimé Geoffrion, M. Alphonse Raymond et M. Doy, de Sorel, sont intéressés à l'entreprise. La production de la betterave à sucre s'avère intéressante dans la province, avec un rendement naturel de 1½ % de plus en sucre que dans les autres provinces, à cause de nos gelées hâtives qui transforment en sucre une plus grande partie de l'amidon de la betterave.

En retour de l'aide fournie par le gouvernement et de la garantie d'une production de 100,000 tonnes de betteraves pour l'usine, la compagnie s'engage à payer aux producteurs de betteraves environ de \$4 à \$7 la tonne, selon la teneur en sucre, et à donner de \$0.25 à \$0.75 de plus par tonne que dans les meilleurs contrats du genre consentis dans les autres provinces.

Il y a cinq districts dans la province qui sont particulièrement adaptés pour la culture de la betterave sucrière. En 1935, on a étudié le projet d'établir une usine. En 1934 et en 1935, des employés du gouvernement ont visité des usines similaires en Ontario et en Alberta.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Est-ce que le gouvernement a pris ses précautions pour que l'industrie du sucre ne mette pas la main sur l'entreprise dans le but de la neutraliser?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les précautions ont été prises dans ce but.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Les résolutions sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 78 pour favoriser la culture de la betterave à sucre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commission des écoles catholiques de Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On fait revivre la Commission nommée par l'Union nationale. Le gouvernement avait changé la loi de l'Union nationale au sujet de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Il la rétablit avec des différences.

Le salaire du président sera fixé par le gouvernement. La Commission est autorisée à emprunter \$850,000. Si la Commission ne verse pas les sommes nécessaires au fonds d'amortissement, le directeur des finances de la Cité de Montréal y pourvoira.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.



**En comité<sup>4</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 65, modifié par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 79, est de nouveau modifié en remplaçant les deux derniers alinéas par les suivants:

"Cette commission est formée de neuf membres, nommés comme suit:

"a. trois par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont un doit être de langue anglaise;

"b. trois par l'archevêque de Montréal, dont un doit être de langue anglaise;

"c. trois par le comité exécutif de la cité de Montréal, dont un doit être de langue anglaise.

"Le quorum de la commission est de cinq membres.

"Un comité spécial est institué, auquel la commission peut référer, pour étude et rapport, toutes questions se rapportant spécialement aux écoles où l'instruction est donnée en langue anglaise. Ce comité est composé du président général et des trois membres de langue anglaise de la commission.

"Le quorum de ce comité est de trois membres."

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je dois donner quelques explications à la Chambre en réponse aux remarques du chef de l'opposition. L'an dernier, le gouvernement a obtenu l'autorisation de nommer une Commission des écoles catholiques de Montréal pour une période transitoire. Cette Commission devait, on s'en souvient, étudier le meilleur moyen de régler le problème. Sur recommandation de cette Commission, qui a étudié le problème, nous revenons à la vieille formule qui était celle du gouvernement libéral bien avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale.

De temps immémorial, la Commission a été composée de membres, dont un tiers nommé par l'archevêque de Montréal, un tiers par la cité de Montréal et un tiers nommé par le gouvernement de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous le gouvernement libéral, la Commission comprenait quinze membres, dont cinq nommés par les mêmes trois autorités. Nous avons réduit ce nombre à neuf.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Oui. Mais le principe est le même. Quant au salaire du président, sous l'Union nationale, le président ne

donnant pas tout son temps, son salaire était moins élevé. Nous croyons que le président de la Commission scolaire catholique de Montréal devrait donner tout son temps aux affaires des écoles. Et si les commissaires trouvent un président qui y consentira, son salaire devra être nécessairement plus élevé. L'emprunt autorisé est pour payer le déficit de l'année 1940-1941 et en particulier la totalité des salaires des instituteurs de la Commission scolaire catholique de Montréal. Enfin, les obligations qui sont imposées à la cité de Montréal ont toujours existé.

C'est la cité de Montréal qui perçoit la taxe scolaire et elle doit garantir le paiement des intérêts aux obligataires. Il n'y a rien donc de nouveau dans la loi et j'en demande l'adoption.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 8, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 63 concernant certaines élections à l'Assemblée législative, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté, après l'article 18, comme article 19:

"19. En 1941, l'avis requis par l'article 35 de la loi électorale de Québec pourra être donné en tout temps dans le mois de mai."

2. L'article 19 devient l'article 20.

**Loi concernant certaines élections**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 concernant certaines élections à l'Assemblée

législative. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Collège de Saint-Jean**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 concernant le Collège de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine le premier ministre au sujet de l'assemblée qu'il tenait au Collège de Saint-Jean, peu de jours avant l'incendie qui détruisit cet édifice en 1939.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a certainement une part des responsabilités, puisqu'il a parlé au même endroit quelques jours plus tôt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait garantir les emprunts.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Indemnités des députés et des conseillers législatifs**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 74 modifiant la loi de l'instruction publique, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 4 est modifié en remplaçant à la fin les mots "quatre commissaires", par les mots suivants:

"La majorité absolue des commissaires ou syndics."

#### **Loi de l'instruction publique**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 74 modifiant la loi de l'instruction publique. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1941-1942 (suite)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité<sup>5</sup>:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars pour défrayer l'article Ponts-Routes: octrois (département des Travaux publics),

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je demande au gouvernement de continuer la construction du chemin commencé dans mon comté par l'Union nationale. Au lieu de laisser la population à la charité publique, le gouvernement devrait bien continuer cette route. Il nous resterait quelque chose pour l'argent dépensé. Il y a des possibilités touristiques aux Îles-de-la-Madeleine. Le climat est agréable et les plages merveilleuses.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
On va étudier la question attentivement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars pour défrayer l'article Ponts à péage: entretien et réparation (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille cent cinquante dollars pour défrayer l'article Améliorations et constructions diverses (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Construction ou acquisition et aménagement d'un garage pour ateliers et bureaux, et réparations et aménagement de l'entrepôt rue Devarennas, à Québec, (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Acquisition et aménagement de la maison de détention des jeunes délinquants, à Québec, (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Deuxième

versement sur prix d'achat de propriété Létourneau (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-neuf mille six cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-six mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Améliorations au poste de perception du pont Plessis-Bélair (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi relative à la construction de certains ponts" (département des Travaux publics), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

On passe à l'étude du budget du trésorier provincial<sup>6</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas soulever de discussion au sujet de ces crédits en l'absence du trésorier. Je tiens simplement à répéter qu'il est absolument faux que le gouvernement de l'Union nationale ait émis 22,000 chèques sans provision, ainsi que l'ont affirmé certains orateurs libéraux. Je défie qui que ce soit de prouver une telle accusation.

Aucun ministre ne répond.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million vingt-trois mille sept cent vingt dollars et cinquante-six cents, nécessaire pour défrayer l'article Autres dépenses (département du Trésor), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Diverses dépenses (département du Trésor) (Assurance), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Traitement de l'Orateur (Conseil législatif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Allocation de logement de l'Orateur (Conseil législatif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille cent dollars, nécessaire pour défrayer l'article Traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Traitement de l'Orateur (Assemblée législative), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Achat de livres (Assemblée législative), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Impression, reliure et distribution des Statuts (Assemblée législative), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 16 mai 1941

#### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 9 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 modifiant la loi du service extérieur;
- bill 80 concernant le Collège de Saint-Jean.

#### Loi des véhicules automobiles

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 153 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules.

**M. Caron (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Gagnon), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué et le bill est retiré.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. Adopté.

#### En comité<sup>7</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des valeurs mobilières" (département du procureur général), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'abrogation de la loi de l'Union nationale sur l'émission des obligations, basée sur la valeur réelle immobilière des compagnies pour sauvegarder l'épargne populaire, va augmenter considérablement la tâche du gouvernement pour prévenir les fraudes.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** La loi des valeurs mobilières pourra toujours être mise en vigueur efficacement. Ce qui importe pour prévenir la fraude dans pareil domaine, c'est plutôt le contrôle de la vente des actions et obligations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Notre loi du cadenas<sup>8</sup>, d'abord dénoncée violemment par les communistes et les libéraux, a fini par être adoptée dans le monde entier, parce que c'est simplement le bon sens qui commande de prévenir plutôt que de guérir. Malgré le manque de coopération du fédéral, la loi a eu dans notre province des résultats décisifs. Au point qu'à Montréal, par exemple, on n'a plus eu besoin de maintenir l'équipe policière contre les activités communistes.

Le gouvernement fédéral a donné des avantages extraordinaires aux communistes, notamment dans l'octroi de passeports à des chefs communistes bien connus comme Tim Buck<sup>9</sup> qui s'est promené en Europe, multipliant ses activités communistes grâce aux passeports qu'Ottawa multipliait avec une bienveillance inaltérable. J'espère que le gouvernement actuel la maintiendra dans les Statuts.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Tout le monde est contre le communisme. Le gouvernement fédéral a adopté une loi pour déclarer illégales les sociétés communistes. Ottawa ne peut

faire autrement qu'émettre des passeports lorsqu'un citoyen britannique en demande pour un pays où il a le droit d'aller. S'il en profite pour se rendre ailleurs, on n'a guère de contrôle sur ce point.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Commission des tramways de Montréal, traitements et dépenses contingentes (département du procureur général), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent quarante-sept mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de l'industrie animale (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de propagande (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du crédit agricole du Québec" (département de l'Agriculture), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Lorrain (Papineau):** Les journaux, y compris les journaux ministériels, ont rapporté que le premier ministre a acheté un taureau de race au prix record, peut-être \$5,000, peut-être \$12,500. Ces nouvelles font tort au premier ministre. Il devrait nous dire combien il a payé son taureau.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai aucune objection à entrer sur ce sujet, bien qu'il s'agisse de mes affaires personnelles. J'ai payé un prix qui est très loin du prix record, car je crois que le prix record est de \$112,000<sup>10</sup>. N'importe quel cultivateur aurait pu acheter le même animal. Je suis prêt à rassurer ceux qui ont eu peur que je me ruine.

Je suis propriétaire d'une ferme à Frelighsburg. Je l'ai achetée avec les économies de

toute ma vie et j'ai encore des dettes formidables. À Oka, j'ai loué une ferme pour cinq ans, sans même option d'achat. L'argent que j'ai mis dans l'agriculture, je ne l'ai pas volé. Ceux qui insinuent le contraire sont des lâches. Je parle pour certaines personnes d'en dehors de la Chambre, pour quelqu'un qu'on ne nomme pas.

On a voulu exploiter le fait que j'habitais un château. C'est une résidence assez mal bâtie d'ailleurs, où je passe l'été et où je cultive la terre, car je suis un agriculteur. Je retire plus de ma ferme qu'il ne me reste de mon salaire de premier ministre lorsque j'ai déduit les dépenses inhérentes à la vie publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La nouvelle en question a été publiée dans les journaux, même les journaux ministériels. On parlait de prix record. Ce n'était pas juste pour le premier ministre. On sait que le chef du gouvernement n'est pas riche et qu'il n'a pas fait d'argent dans la politique. Le député de Papineau (M. Lorrain) n'a fait que lui rendre service.

Tous les hommes publics sont exposés à de telles nouvelles tendancieuses à leur sujet. Pour ma part, il est arrivé qu'on a coupé mon portrait en deux pour me faire sourire à certain personnage. On m'a même fait passer pour le gendre de M. Taschereau! Je ne veux pas que la même campagne soit poursuivie contre le premier ministre. Je suis sûr que le député de Papineau lui a rendu service. Je crois qu'il a bien fait de mettre fin à des rumeurs injustifiées et injustifiables. Il devrait le remercier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je le remercie dans la mesure de ses bonnes intentions. En effet, il m'a donné l'occasion de répondre à quelqu'un auquel on ne répond pas. L'animal que j'ai payé aurait pu être payé par le député de Yamaska (M. Élie) et tout bon éleveur. Si je parle de ces choses, c'est que je parle à quelqu'un d'honorable, à qui on peut parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je rappelle les luttes faites contre l'honorable William Tremblay, à l'occasion d'une maison qu'il s'était fait construire. Si de telles attaques étaient mauvaises pour l'ancien ministre du Travail, poursuit-il, elles le sont également pour le premier ministre.

On s'est dit sans doute: "si les libéraux ont fait cela, on peut faire la même chose". Mais je crois que ces luttes devraient cesser. De telles méthodes ne sont pas justifiables. Il faut toujours se battre en haut de la ceinture.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Avec une parfaite sincérité, je me permets de parler comme je le fais. La vie publique nous met souvent en lutte les uns contre les autres. Il arrive que des paroles malheureuses soient échangées. Elles ne sont pas toujours volontaires, mais il y a certaines campagnes qui sont regrettables et qui devraient disparaître tout à fait.

Je sais que le chef de l'opposition est sincère. J'appuie 100 % les remarques qu'il vient de faire. Pour ma part, j'entends faire de la politique honnête. Rien ne sera négligé pour arriver à ce but. Aucun moyen ne sera épargné pour que nous ayons des luttes convenables. Sans doute, on ne peut contrôler tous les orateurs. Mais nous ferons notre possible pour assainir nos campagnes électorales. Quand des déclarations regrettables sont faites, c'est toute la province qui en souffre. J'espère que toute la province entendra les remarques du chef de l'opposition et les miennes et que ces remarques trouveront écho dans tous les cœurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service des terres de colonisation (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de l'établissement des colons (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au lieu d'aider les colons établis par le gouvernement de l'Union nationale dans la seigneurie de Témiscouata, le gouvernement a singulièrement favorisé les propriétaires de la seigneurie en question.

Il rappelle l'œuvre accomplie par son gouvernement en faveur de la colonisation et raconte l'aventure tragico-humoristique des colons de la

colonie Laferté que l'on a établis en plein hiver sur des lots. Mais les pauvres gens, quand vint la fonte des neiges, trouvèrent que leurs lots étaient situés au milieu d'un lac. Ils durent déguerpir en hâte et revenir.

Mais le gouvernement du temps, continue-t-il, avait le génie de la colonisation de journal, car on annonçait d'habitude le départ, le voyage, l'arrivée, en autant de nouvelles séparées, donnant ainsi l'illusion d'un plus grand nombre de colons. On refit la même chose pour les pauvres colons de Laferté. On les réexpédia avec autant d'annonces multipliées.

Un député ministériel parle ensuite d'un ministre qui faisait chercher des trésors par des scaphandriers à Gaspé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** riposte en racontant la "politique aéronautique" du gouvernement Taschereau contre les marsouins. On leur tirait dessus à coups de canon, au moyen de bombardiers. Cela coûtait de \$600 à \$800 par marsouin torpillé!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt-seize mille huit cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de la surveillance et de l'aide aux colons (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service du personnel extérieur (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-sept mille six cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille six cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Propagande et publicité (département de la

Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Diverses dépenses imputables aux mouvements de colonisation en général (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Sociétés de colonisation (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-quatre mille trois cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Encouragement à la colonisation en général (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante-sept mille sept cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Établissement des colons (entente fédérale-provinciale) (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service des travaux de colonisation (département de la Colonisation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-neuf mille six cent vingt dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Ministres sans portefeuille, et secrétaires (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille neuf cent vingt dollars, nécessaire pour défrayer l'article Bureau du lieutenant-gouverneur (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi relative au tourisme" (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent trente mille six cent cinquante-sept dollars et soixante cents, nécessaire pour défrayer l'article Service des achats (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt et un mille huit cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service des impressions (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Service de ciné-photographie (département du Conseil exécutif), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Divers en général (département du Conseil exécutif), du

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille cent dollars, nécessaire pour défrayer l'article Traitements, dépenses contingentes, etc. (Législation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (Législation), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Éducation en général (département du secrétaire de la province), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil" (département de l'Instruction publique), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Écoles publiques (écoles rurales) (département de l'Instruction publique), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Enseignement de l'anglais (département de l'Instruction publique), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Instruction publique en général (département de l'Instruction publique), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille



dollars, nécessaire pour défrayer l'article Enseignement du français (département de l'Instruction publique), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des établissements industriels et commerciaux" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-douze mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des bureaux de placement" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des électriciens et des installations électriques" et "loi des paratonnerres" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Conseil supérieur du travail (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des conventions collectives de travail" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des pensions de vieillesse de Québec" (département du Travail), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

42. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article Stations et laboratoires de recherches forestières "construction et équipement" (département des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

43. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article Parc national des Laurentides (département des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Voies et moyens:

##### Budget des dépenses 1941-1942 (suite)

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant son fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1942, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme additionnelle n'excédant pas \$41,331,802.64.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Loi des subsides No 5, 1941

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande la permission de présenter le bill 39 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat & Power Company;
- bill 67 de l'enseignement spécialisé;
- bill 68 concernant les sociétés d'exploitation minière, libes de responsabilité personnelle;
- bill 69 modifiant la loi de la Législature;
- bill 70 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 73 concernant la canalisation du Saint-Laurent;
- bill 78 pour favoriser la culture de la betterave à sucre.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 77 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté, après l'article 3, comme article 4.

"4. L'article 3 de la loi 4 George VI, chapitre 79, est abrogé, et, en conséquence, le texte qu'il modifiait est rétabli comme il se lisait auparavant."

2. Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent les articles 5, 6, 7, 8 et 9.

### Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 77 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 10 h 45.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 45.

### NOTES

1. La clause 3 du bill dit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à effectuer tous emprunts requis pour les fins de l'alinéa précédent, en fixer le montant, le taux d'intérêt, la forme et les conditions selon qu'il le juge à propos.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 17 mai 1941, à la page 3.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. J.-A. Francoeur (Montréal-Mercier), selon *Le Canada* du 17 mai 1941, à la page 3.

4. Voir note 2.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 17 mai 1941, à la page 3.

6. L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) est retenu chez lui par la maladie, selon *La Presse* du 17 mai 1941, à la page 41.

7. Voir note 2.

8. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

9. Timothy Buck (1891-1973). Né à Beccles en Angleterre. Il participe à la fondation du Parti communiste du Canada en 1921. Secrétaire général du parti de 1929 à 1962. En 1932, le très honorable R. B. Bennett, premier ministre du Canada, par crainte de subversion communiste, fait arrêter et mettre en prison les dirigeants du Parti communiste du Canada, dont Tim Buck, pour cause de sédition. Il sera incarcéré de 1932 à 1934. Toutefois, cette stratégie se révéla fort embarrassante pour le gouvernement lorsque Buck fut victime d'une tentative apparente d'assassinat: durant une émeute dans la prison, on lui tira dessus même s'il ne participait d'aucune façon à l'émeute. Le gouvernement Bennett fut forcé d'avouer qu'il avait ordonné les tirs, soi-disant dans le but de faire peur à Buck. Bennett perdit toute crédibilité face à Buck et sa stratégie se retourna contre lui; Buck fut bientôt relâché et accueilli en héros par la population qui voyait en lui un défenseur des libertés civiles. Entre 1935 et 1958, Buck, à six reprises, brigue les suffrages pour obtenir un siège aux Communes, sans toutefois réussir à se faire élire.

10. \$122,000, selon *Le Devoir* du 17 mai 1941, à la page 3.



Séance du samedi 17 mai 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 10 h 45.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 39 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

**Sanction  
royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 43 modifiant le Code civil;
- bill 49 concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company;
- bill 53 modifiant le Code municipal;
- bill 62 modifiant le Code de procédure civile;

- bill 63 concernant certaines élections à l'Assemblée législative;

- bill 64 concernant les successions des militaires;

- bill 65 pour l'embellissement de la cité de Québec;

- bill 67 de l'enseignement spécialisé;

- bill 68 concernant les sociétés d'exploration minière, libes de responsabilité personnelle;

- bill 69 modifiant la loi de la Législature;

- bill 70 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

- bill 71 modifiant la loi du régime des eaux courantes;

- bill 72 autorisant les corporations municipales à contribuer à l'effort de guerre;

- bill 73 concernant la canalisation du Saint-Laurent;

- bill 74 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 75 modifiant la loi du service extérieur;

- bill 77 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 78 pour favoriser la culture de la betterave à sucre;

- bill 80 concernant le Collège de Saint-Jean;

- bill 151 concernant une propriété de l'Évêque de Gaspé;

- bill 152 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver.

**Le Greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 39 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ce bill comme suit:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la deuxième session de la vingt et unième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

**Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les temps difficiles que nous traversons ont suscité de graves problèmes dans maintes sphères de l'administration.

Vous avez consacré de longs mois à l'étude de ces problèmes, et vous vous êtes appliqués à trouver les solutions qui serviraient le mieux les intérêts généraux de notre province.

Je suis heureux de donner la sanction royale aux lois que vous avez adoptées.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des crédits qu'il vous a plu de voter pour permettre à tous nos ministères de faire face à leurs obligations.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant cette deuxième session de la vingt et unième législature, je forme des vœux pour la victoire des valeureux soldats qui défendent les peuples libres contre l'hégémonie allemande, et pour que la divine Providence répande d'abondantes bénédictions sur notre province qui fait noblement sa part dans le conflit mondial.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:**

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée.

---